



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

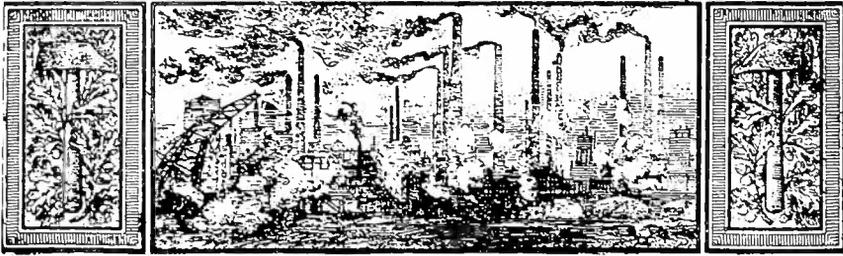
PARAIT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSIE,
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev, avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazonov, Kaméneou (Russie), Sirola, Manner, Kuusinen (Finlande), Höglund, Stram, Kilborn, Grimlund (Suède), Tranmel (Norvège), Roland-Halst, Pannekak, Carter, Wyncup, Rutgers, Ravestejn (Hollande), Blagova, Kolarov, Kirkov, Kabakchiff (Bulgarie), Gruber, Tomann (Autriche), C. Zetkin, M. Albert, Valheimer, K. Radek (Allemagne), Rothstein, Pankhurst (Angleterre), Lorient, Deslinières, Monatte, Guillebeaux, Sadoul (France), Bordiga, Bombacci, Balabanova (Italie), Platten, Münsenberg, Humbert-Droz (Suisse), Bela-Kun, Rudas, Roudniansky (Hongrie), Markhevsky-Karsky (Pologne), John Reed, Jim Larkin (Amérique), etc., etc.*

№ 17

3^e ANNÉE
JUN 1921

BUREAUX: PÉTROGRAD. SMOLNY, 62, TÉL. 1-19
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



Bienvenue aux délégués du III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste!

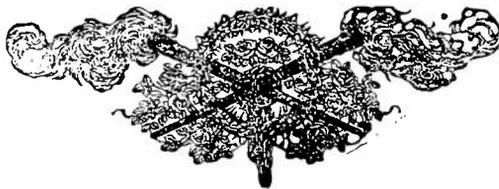
Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste parachèvera l'organisation des armées prolétariennes de la Révolution mondiale.

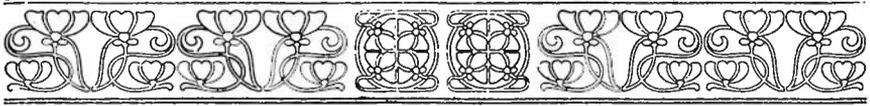
De grandes luttes nous attendent encore, mais la victoire du prolétariat mondial est certaine.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution Mondiale!





A. ROSMER

L'IMPORTANCE ET L'UTILITÉ DU III-e CONGRÈS

Quand le Deuxième Congrès se réunit, il y a un an, il avait devant lui, entre autres tâches, celle de définir et de préciser les conditions d'admission à l'Internationale Communiste. Si paradoxal, en effet, que cela puisse paraître, l'I. C. qui n'avait guère qu'un an d'existence se trouvait menacée d'envahissement par des éléments indésirables: centristes, réformistes, francs ou cachés, équilibristes, etc. Lors de sa création, la plupart des leaders des vieux partis socialistes l'avaient accueillie par des sarcasmes: elle ne serait jamais une Internationale véritable; elle ne consisterait qu'une manifestation sans portée, ni lendemain. Mais les masses ouvrières se trouvèrent d'un autre avis. Elles étaient dégoûtées des vieux partis et de la II-e Internationale qui avaient si misérablement sombré, le 2 août 1914. De même qu'elles s'étaient portées avec enthousiasme vers la révolution russe, elle se portèrent vers l'Internationale Communiste.

Le mouvement était irrésistible: les centristes furent bien obligés de le suivre. Ils tentèrent de manœuvrer et, tout en affirmant publiquement et formellement leur intention et leur ferme volonté d'aller à Moscou, ils organisèrent entre eux des conciliabules dans le but de préparer un plan commun d'action: ils voulaient bien, en effet, aller à Moscou, mais à la condition, sous prétexte d'autonomie des sections, de pouvoir continuer, chacun dans son pays, la politique de tout repos qu'ils avaient jusqu'alors suivie et qui consistait à admirer de loin la Russie soviétique, à parler de réformistes et détourner systématiquement la masse de toute action révolutionnaire.

Cette tactique simpliste et dont la malice était trop visible, a pitoyablement échoué. Ce ne sont pas seulement les conditions formelles d'admission qui ont fermé aux centristes les portes de l'Internationale Communiste, c'est l'ensemble des thèses votées par le Congrès et qui fixe la doctrine et les méthodes d'action de l'Internationale Communiste. Du coup, les réformistes qui se cachèrent derrière une phraséologie révolutionnaire furent obligés de se démasquer, et ces grands partisans du voyage à Moscou se transformèrent soudain en critiques acariâtres de l'Internationale Communiste et de la Russie Soviétique.

Les congrès nationaux commandés par les décisions du II-e congrès de l'Internationale Communiste déterminèrent partout la cassure nécessaire: d'un côté, les masses prolétariennes qui, elles, n'ont

jamais songé à marchander leur adhésion à l'Internationale Communiste; de l'autre, surtout des députés, des avocats, des intellectuels, des fonctionnaires syndicaux et ceux des ouvriers qui sont encore leurs dupes. Le premier de ces congrès de liquidation, le congrès de Halle, en séparant en droite et gauche le parti des Indépendants d'Allemagne, établit un précédent qui fut partout suivi. Le centrisme, groupement provisoire et instable, est maintenant disloqué; sa fraction de gauche est allée au communisme, le reste rejoindra tôt ou tard la droite. En France, l'opération est déjà faite: la rupture entre ces deux groupements n'a duré que l'espace d'une matinée. L'Internationale d'eux-et-demie que ces éléments centristes avaient tenté de créer, essaie vainement de vivre: elle vient de se rencontrer une première fois, à Amsterdam, avec la II-e Internationale et l'Internationale Syndicale. L'union ne s'est pas faite formellement, bien qu'on ait constaté que les trois organisations avaient des conceptions à peu près identiques: l'accord se fera la prochaine fois. Et ainsi la situation sera parfaitement claire. Sur ce point, une des tâches du Congrès est dès à présent accomplie, et le III-e congrès se trouvera composé des représentants des partis communistes débarrassés et délestés du poids mort des réformistes, qui, sous prétexte d'unité, voulaient à tout prix leur rester attachés. Il devra examiner d'abord le recours qui lui est adressé par le Comité Central du Parti Communiste Allemand contre l'admission du K. A. P. D. comme parti sympathisant et des «communistes unitaires» d'Italie contre la décision du Comité Exécutif de ne reconnaître comme adhérent à la III-e Internationale que le nouveau Parti Communiste constitué après Livourne.

Il est vraisemblable que ces deux décisions, qui ont été prises par le Comité Exécutif à l'unanimité, seront ratifiées sans grands débats par le Congrès. Le fait que les statuts prévoient l'adhésion de partis sympathisants montre qu'on a prévu le cas de partis composés d'éléments vraiment prolétariens et révolutionnaires, mais qui, cependant, n'acceptent pas toutes les thèses de l'Internationale Communiste. Tel est le cas du K. A. P. D., le Congrès lui demandera sans doute de travailler cordialement avec le V. K. P. D., ce qui reste la meilleure préparation à une fusion ultérieure.

En Italie, la situation est quand même simple, car un fait extrêmement significatif domine tout le reste: Serrati et ses partisans qui se sont dénom-

més communistes-unitaires ont refusé de faire scission avec Turati, Modigliani et consorts, au moment même où ils acceptaient de se séparer de tous les éléments vraiment communistes du parti. Turati qui n'est pas communiste du tout, qui le dit et l'écrit, est en réalité la personnalité dominante de ce parti des communistes-unitaires et, à l'heure où les communistes-unitaires ne voulaient pas rompre avec lui, il prenait sous son patronage le livre des députés Nofri et Pazzoni, intitulé *L'Enfer des Soviets* et dont les titres des chapitres sont simplement: la dictature féroce, le triomphe de la corruption, l'agonie sociale d'un peuple, etc.

Ces deux points franchés, le Congrès pourra aborder son ordre du jour et d'abord, la question principale: la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste.

Cette crise, qui est aujourd'hui dans son plein développement, n'a pas éclaté dès la fin de la guerre impérialiste. Au lendemain de la signature de l'armistice et pendant une période relativement longue, les grandes puissances victorieuses connurent une espèce de renaissance industrielle qui pouvait faire quelque temps illusion.

Mais la catastrophe devait arriver. Les industriels constatèrent brusquement qu'ils n'avaient plus d'acheteurs; ils avaient fabriqué en grandes quantités, profitant des perfectionnements techniques apportés au machinisme et à l'organisation du travail pendant la guerre, et leurs produits ne trouvant plus d'écoulement s'accumulaient en stocks énormes. Ainsi, dans l'Europe appauvrie, ruinée par la guerre, dont plus de la moitié de la population manquait de nourriture, de vêtements et, une partie même, d'habitations, les produits fabriqués encombraient les marchés, le travail ne trouvait plus d'emploi.

Les conséquences économiques de la guerre s'imposèrent alors avec évidence. Il y eut un moment de panique, de débâcle, dans les milieux industriels et commerciaux; les établissements les plus solidés étaient atteints, la banqueroute se dressait partout menaçante. Lloyd George, questionné par des industriels, leur donne cette explication de la crise: «Nos magasins regorgent de marchandises, mais nos clients sont en guenilles et n'ont pas d'argent».

C'est en Angleterre que la crise se fit sentir tout de suite avec le plus d'intensité. Dès le mois de novembre, le nombre des chômeurs était d'environ 500.000 et, en outre, dans beaucoup d'industries, les ouvriers ne travaillaient plus qu'une partie de la journée. D'autre part, le coût de la vie restait en augmentation constante. Le chômage s'étendait régulièrement et touchait bientôt un million de travailleurs.

Le réveil était dur. Il l'était d'autant plus, que l'Angleterre s'était trouvée, au lendemain de la guerre, dans une situation privilégiée. Maîtresse du marché du charbon, elle avait trouvé là un moyen d'écraser et de pressurer ses alliés, la France et l'Italie, leur vendant très cher le charbon dont elles avaient besoin et qu'elles ne pouvaient alors se procurer ailleurs, tandis qu'elle le cédait à bon compte à ses industriels qui se trouvaient ainsi en mesure, malgré le change, de produire à meilleur compte que leurs concurrents du continent.

La ploutocratie britannique commençait à penser que, quoi qu'avaient pu dire de sombres prophètes, la guerre «payait»; les excédents sur les prévisions budgétaires constituant des plus-values appréciables, déjà les optimistes parlaient d'amortir la dette. Mais cet âge d'or devait être de courte durée. De même que l'Angleterre n'a plus trouvé de clients pour ses produits fabriqués, elle n'en a plus trouvé pour son charbon: la France en recevait d'Allemagne plus qu'elle n'en pouvait consommer et les exportations des Etats-Unis se développaient rapidement. En même temps, les conflits entre patrons et ouvriers devenaient plus fréquents et revêtaient souvent un caractère d'extrême gravité: grève des cheminots, grève des mineurs: la fausse prospérité s'effondrait, cédant la place à la menace de l'effondrement du régime.

En France, bien que la crise présente, dans l'ensemble, des traits identiques, les choses se développèrent plus lentement et d'une façon sensiblement différente. Le chômage s'y fit sentir aussi dès le mois d'octobre et s'étendit progressivement; en même temps que les stocks s'accumulaient, les banques resserraient les crédits, des entreprises parmi les plus anciennes étaient menacées de fermeture, du jour au lendemain.

La Bourse connut de sérieuses paniques, la situation financière du pays apparut dans toute sa gravité: un ancien ministre des Finances, Ribot, déclara: «Je ne crois pas qu'aucun pays à aucune époque se soit trouvé dans une situation plus difficile que celle avec laquelle nous sommes aux prises depuis notre victoire». C'est que la France a misé sur la victoire, et sur la victoire qui rapporte. Toute sa politique a été basée là-dessus. Et aujourd'hui elle est tout entière dans cette formule: l'Allemagne doit payer.

Une crise de cette nature devait rapidement s'étendre au monde entier, et c'est ce qui est arrivé rapidement. Tous les pays, les neutres comme les belligérants, les pays d'Europe comme ceux d'au delà des mers, ont vu leurs usines cesser de travailler, leurs échanges commerciaux s'arrêter.

Effrayée par l'étendue de cette crise et la menace permanente qu'elle comporte, la bourgeoisie songe à la mettre à profit pour déclancher une offensive générale contre les ouvriers. Ses économistes et ses journalistes ont découvert simultanément que la cause de la crise réside dans les hauts salaires et dans la journée de huit heures. L'occasion était favorable. Le ralentissement du travail permettait de faire un choix parmi les ouvriers, de se débarrasser des «meneurs» et surtout de reviser et de réduire les salaires. On disait aux ouvriers: Le travail peut reprendre, mais à condition que vous acceptiez une notable diminution sur vos salaires. Et à ce moment de grand chômage, on rétablissait la journée de 10 heures. Les économistes bourgeois ne sont jamais embarrassés; pour eux, toutes les crises doivent se résoudre sur le dos des ouvriers: la journée de huit heures, expliquent-ils, est la cause directe de la vie chère, et la vie chère est la cause de la crise économique. Les travailleurs se trouvent ainsi frustrés d'une réforme qui ne leur avait été consentie par les capitalistes que parce qu'ils

redoutaient la contagion bolchéviste, et après la grande guerre du droit et de la justice, ceux qui ont échappé à la boucherie impérialiste se retrouvent dans une situation plus dure encore qu'avant 1914.

Qu'ont fait les organisations ouvrières pour résister à cette offensive capitaliste? Jamais une action internationale ne fut plus nécessaire. A une situation nouvelle doivent correspondre des moyens de lutte nouveaux: surtout il faut étudier et déterminer en commun la tactique la mieux adaptée à la situation révolutionnaire présente. Il faut voir comment doit être réglée l'action pour les revendications partielles et locales qui ne doivent pas être négligées, et la préparation de l'assaut révolutionnaire qui doit renverser la bourgeoisie.

Le capitalisme réussira-t-il à surmonter cette crise et à sortir indemne de cette passe difficile? Certains socialistes-centristes, notamment les Indépendants d'Allemagne, prétendent qu'il n'a jamais été plus puissant qu'aujourd'hui, que pendant la guerre et dans la période qui a immédiatement suivi, il a renforcé son organisation. Il est vrai que, dans certains pays tout au moins, les grands trusts ont encore étendu leur domaine et leur action. Mais il n'en reste pas moins, qu'ils travaillent aujourd'hui dans un monde qui n'a pas retrouvé un équilibre stable et qui peut de nouveau, d'un moment à l'autre, être complètement bouleversé. Les capitalistes qui voient déjà devant eux de brillantes perspectives, et les socialistes qui estiment leur puissance renforcée, raisonnent comme si le monde avait trouvé la paix, alors que la guerre continue, qu'un fort parti militariste français exige chaque jour plus impérieusement que l'armée française aille à Berlin—dût-elle y aller seule—et que la menace de guerre plane partout.

L'Internationale Syndicale, qui s'était effondrée, le 2 août 1914, aussi ignominieusement que la II^e Internationale et qui s'est reconstituée avec l'autorisation des gouvernements, dont c'était la tâche principale de défendre les ouvriers contre la rapacité capitaliste internationale, n'a rien fait pour les aider dans cette lutte. Elle s'est, au contraire, employée à obscurcir toutes les questions et affaiblir la résistance ouvrière partout, car la politique n'est pas une politique de lutte, mais de collaboration de classes. Les patrons s'organisent partout; ils doublent l'armée de gardes blanches; ce sont eux qui prennent toujours l'offensive. Les leaders syndicaux de l'Internationale syndicale désarment les ouvriers et leur prêchent la conciliation.

C'est pourquoi l'Internationale Communiste a dénoncé l'Internationale Syndicale d'Amsterdam comme une Internationale jaune, comme une annexe jumelle du Bureau International du Travail de la Société des Nations. Elle a engagé contre elle une lutte sans merci et prépare la constitution d'une Internationale Syndicale rouge qui groupera tous les éléments révolutionnaires des organisations ouvrières de tous les pays.

La lutte contre les leaders réformistes des syndicats est aujourd'hui la plus urgente et la plus nécessaire. Durant la guerre, les syndicats sont

devenus partout, dans tous les grands pays, par la duplicité de leurs chefs, de simples annexes gouvernementales. Entre gouvernements et leaders syndicaux, un accord tacite est partout intervenu: Les leaders ouvriers seraient, eux et leurs créatures, dispensés d'aller dans les tranchées, à condition qu'ils assurent la tranquillité de l'arrière et permettent aux gouvernants d'utiliser les ouvriers et paysans comme chair à canon, aussi longtemps qu'il leur plairait. Plusieurs furent ministres. La guerre finie, les leaders ouvriers se sont retrouvés avec les patrons et les gouvernements autour de la table du traité de paix, puis à Washington où ils ont créé le B. I. T., dont une revue française des plus réactionnaires pouvait dire que s'il disparaissaient, «les patrons perdraient infiniment plus que les ouvriers». Ce sont les mêmes leaders qui dirigent l'Internationale Syndicale jaune d'Amsterdam.

Sous la formule commode «Pas de politique au syndicat», ces leaders ont pu ainsi poursuivre une politique de paix sociale et de collaboration de classes. Bien que la plupart d'entre eux soient discrédités aux yeux des ouvriers les plus conscients, ils parviennent encore à égarer la masse qui va au syndicat, parce qu'elle croit y trouver protection et défense de ses intérêts. Peu à peu cependant, sous la poussée révolutionnaire, ils doivent céder la place. C'est ainsi qu'en novembre dernier, on pouvait lire dans les journaux anglais le communiqué suivant: «Le ministre des Mines, avec l'approbation du ministre du Commerce, a fait la nomination suivante: conseiller principal ouvrier: William Brace».

La position que M. Brace a acceptée est un emploi permanent auquel il devra consacrer tout son temps et implique la renonciation à son siège à la Chambre des Communes, et sa démission de la présidence de la Fédération des mineurs au Pays de Galles et de la Commission Exécutive de la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne. Son traitement sera de 2.250 livres sterling (environ 135.000 frs, au cours actuel).

W. Brace avait senti que les mineurs étaient décidés à se débarrasser de lui, et il avait pris les devants en cherchant une situation plus sûre.

Les gouvernants qui trouvent que les ouvriers gagnent de trop hauts salaires sont prêts à recueillir et à entretenir largement les ouvriers qui trahissent leur classe.

Ces leaders trade-unionistes, un député socialiste, Jack Jones, qui n'est pas bolchéviste, mais qui appelle quelquefois les choses et les gens par leurs noms a pu les qualifier, en pleine Chambre des Communes, de «prostitutes politiques du travail», et dire que le gouvernement, quand il se trouve dans l'embarras, est toujours sûr de pouvoir compter sur eux pour le tirer d'affaire. Il s'agissait d'un débat sur l'Irlande et les «prostitutes politiques du travail» étaient, dans la circonstance: le Kolchakiste «colonel» John Ward, secrétaire du syndicat des terrassiers, et J. A. Seaden, secrétaire du syndicat des employés.

Malgré tout, la propagande révolutionnaire qu'il faut faire dans les syndicats est plus difficile que celle qui se développe au sein des partis politiques. L'Internationale Communiste a pu briser facilement

les vieux partis socialistes. La tâche sera plus difficile de démasquer et de chasser les chefs syndicaux, traîtres à la classe ouvrière. Les leaders discrédités de ces vieux partis socialistes l'ont bien compris, et ils ont cherché un refuge dans les organisations syndicales. Un cas typique à cet égard est celui du Français Albert Thomas, ancien ministre des Munitions, qui demandait pendant la guerre aux ouvriers socialistes d'être les premiers à se faire tuer pour la gloire de l'impérialisme allié, aux ouvriers de travailler jusqu'à l'épuisement, et qui est aujourd'hui l'inspirateur de la C. G. T. française et le directeur du B. I. T.

Toutefois, les événements qui se déroulent actuellement sans interruption finiront bien par montrer les hommes sous leur vrai jour, et il est permis d'espérer que l'ignominieuse faillite de la triple alliance ouvrière britannique, à laquelle on vient d'assister, contribuera largement à faire comprendre aux ouvriers de tous les pays qu'aussi longtemps que les syndicats resteront entre les mains des vieux leaders, les meilleurs moyens de lutte, les combinaisons les plus sûres seront, au moment décisif, sabotés.

Contre cette offensive patronale pour la baisse des salaires, les mineurs britanniques ont engagé la lutte. Les ouvriers des transports et les cheminots, avec lesquels ils forment la triple alliance, ont promis de les soutenir. Ils ont voté pour une date fixe la grève générale. Tout à coup, stupeur: il n'y aura pas de grève générale, les mineurs, abandonnés, devant continuer seuls la lutte. Pourquoi cette trahison de la dernière heure? Parce que J. H. Thomas est secrétaire général des cheminots, parce que, malgré que la grève de solidarité ait été volée, il n'en voulait pas, parce qu'il a manœuvré, sollicité et provoqué des manifestations hostiles à la grève, dans certains centres ferroviaires, et qu'il a déclaré finalement que la Fédération des mineurs étant sous l'influence des extrémistes, les cheminots refusaient de faire la grève.

J. H. Thomas se trouve être précisément le président de l'Internationale jaune d'Amsterdam. Digne président d'une pareille Internationale, on n'en pourrait trouver de plus symbolique.

Une telle leçon, si chèrement payée, doit servir. Il est triste cependant de penser que J. H. Thomas n'en est pas à son coup d'essai, qu'il a déjà montré à plusieurs reprises qu'il était capable de toutes les trahisons et qu'il peut néanmoins continuer d'exercer sa malversation.

Lors d'une précédente grève des mineurs, en octobre dernier, la question de la grève des cheminots par solidarité s'était déjà posée. Une assemblée nationale de délégués de cheminots s'était prononcée pour la grève. Que fait J. H. Thomas? Il charge l'agence « Presse Association » de déclarer qu'il désapprouve la décision de grève prise par l'assemblée souveraine! Naturellement, J. H. Thomas est un démocrate, adversaire acharné de la dictature du prolétariat. Son acte allait si loin cette fois, qu'une revue modérée, le *New Statesman* qui défend les conceptions de Webb, écrivait:

« Cette question de la relation du leader à ceux qui l'élisent a été soulevée, sous sa forme la plus aiguë, la semaine passée, par l'action de

M. J. H. Thomas au sujet de la décision des cheminots en faveur de la grève, car il n'y a aucun doute que l'action poursuivie par M. Thomas, après que la décision eût été prise, était de nature à faire non seulement de la grève une grève partielle aboutissant nécessairement à la défaite si elle avait éclaté, mais elle était en réalité une invitation aux syndiqués à ne pas obéir à l'ordre de grève... On peut prétendre que la décision n'était ni sage ni nécessaire, mais cette opinion n'affecte aucunement la question soulevée par l'acte de M. Thomas, comme secrétaire général du syndicat des cheminots. Puisqu'il différait de la décision formulée régulièrement par son syndicat, il devait honnêtement, soit obéir aux instructions comme un serviteur du syndicat, soit démissionner. Mais garder son poste, alors qu'il menait une action ouverte contre ces instructions, c'est une conception qui ne saurait, selon nous, être défendue, quelque idée que l'on ait de la fonction de secrétaire de syndicats.

Malgré la modération des termes de ton habituel du *New Statesman*, cette appréciation du rôle de J. H. Thomas est telle que nous n'avons rien à y ajouter.

En fait, cette clique de hauts fonctionnaires syndicaux, toujours prêts à fulminer contre la dictature du prolétariat, impose au prolétariat sa propre dictature. Ces grands démocrates acceptent la loi de la majorité tant que la majorité est avec eux, mais ils n'hésitent pas à agir en autocrates, au cas où la majorité des syndiqués se permet d'être d'un autre avis que le leur.

Nommés pour de longues périodes, retranchés derrière une bureaucratie puissante, entourés de créatures à leur dévotion, ils constituent la pire des oligarchies. Concevant leur rôle en temps ordinaire, comme celui d'agents d'affaires des ouvriers, maquignonnant des compromis et des accords avec les patrons, ils vont tout naturellement, dans les circonstances graves, jusqu'à la trahison.

Le III-e Congrès devra considérer comme une tâche de grande importance la lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam, refuge de tous les traîtres du syndicalisme et du socialisme. La bourgeoisie, apeurée par la résistance pour elle déconcertante et déroutante de la Russie soviétique et les progrès incessants et rapides du communisme, a bien compris que les syndicats pouvaient constituer des organes de conservation sociale. Elle s'est empressée d'opposer les syndicats aux partis. Le bourgeois Capus, le royaliste Maurras et le bas politicien Barthou se sont rencontrés en un touchant accord pour célébrer la « sagesse » et le « réalisme » des syndicats qui résistent au « mythe soviétique » et au « communisme désorganisateur ». Il faut leur montrer que l'esprit révolutionnaire, qui est le vrai réalisme, peut animer aussi les syndicats.

Le Troisième Congrès aura également pour tâche de déterminer la position de l'Internationale Communiste à l'égard de l'Internationale Syndicale rouge, qui sera définitivement constituée à l'issue du Congrès spécial qui se réunira le 1-er juillet.

L'appel lancé par le Conseil International des syndicats a reçu l'approbation de toutes les organi-

sations syndicales révolutionnaires non affiliées à Amsterdam et des minorités des Centrales syndicales qui adhèrent à Amsterdam.

Les délégués qui se rencontreront à Moscou pour fixer les bases de l'organisation nouvelle et élaborer une tactique commune, seront les uns communistes, les autres syndicalistes-révolutionnaires. Parmi ceux-ci, certains sont membres des partis communistes, d'autres ayant garde de forte prévention contre les partis politiques, n'appartiennent à aucun parti; toute leur activité révolutionnaire se déroule dans le cadre syndical. Ces préventions à l'égard des partis ont une pleine justification dans la pratique des anciens partis socialistes qui, presque tous, étaient des partis de réforme et non de révolution; nous les voyons s'atténuer, dès qu'un vrai parti communiste existe et agit. C'est ce qui se passe en France où la minorité révolutionnaire de la C. G. T. disait, dans la résolution soumise au dernier congrès confédéral, après une déclaration formelle d'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, qu'elle était prête à collaborer avec le parti politique qui agira révolutionnairement.

C'est la tâche de l'Internationale Communiste de rapprocher de ces éléments d'origine différente; les préventions disparaîtront définitivement, au cours des luttes révolutionnaires menées en commun.

Le champ d'action de l'Internationale Communiste s'étend vraiment au monde entier, et le retentissement qu'elle a eu parmi les peuples d'Asie est un des phénomènes les plus chargés de conséquences de l'époque actuelle. Ces peuples qui, jusqu'à la guerre, avaient été maintenus dans l'asservissement par l'impérialisme britannique et par l'impérialisme tsariste ou par les deux conjointement, lorsqu'ils se sont mis d'accord ont été profondément agités par la Révolution russe.

Deux motifs puissants les ont poussés vers la Russie soviétiste: le fait que désormais, cette grande puissance voisine, loin de vouloir les pressurer et entraver leur libre développement, se fait pour eux un appui sûr dans leur œuvre d'émancipation et, en second lieu: l'idée soviétiste. Tous ces peuples ne sont pas au même degré de développement. Quand on lit, dans les journaux, le récit des grèves de Bombay et des incidents qu'elles ont provoqués, il apparaît clairement

que le communisme doit trouver là un terrain favorable. Dans d'autres régions presque exclusivement agricoles, le processus de libération est nécessairement différent. Le II-e Congrès a, pour la première fois, posé des questions sous un jour nouveau et les a soumis à l'étude de tous les partis communistes. Le III-e Congrès aura sous les yeux les résultats de ces études, de ces discussions, les informations fournies par les représentants de ces peuples d'Asie: son œuvre théorique pourra se compléter de l'élaboration d'une action définie.

L'Internationale Communiste s'est caractérisée comme une Internationale d'action. Toute sa méthode et ses structures même l'attestent. Par là, elle diffère essentiellement de la II-e Internationale qui était radicalement incapable d'agir. Elle en était incapable parce qu'aucun des partis qui la composaient ne se sentait vraiment lié par les décisions des Congrès. On l'a vu en 1914, en ce qui concerne la motion désormais fameuse de Stuttgart. L'Internationale Communiste ne veut pas être exposée à une pareille faillite. Elle suit activement la vie et l'action des partis qui la composent et leur donne son appui et son aide à tous les grands mouvements qu'ils engagent; elle n'hésite pas à intervenir directement et à dénoncer, brutalement s'il le faut, les défaillances qui se produisent.

Le Premier Congrès, en créant l'organisation internationale qui manquait au prolétariat, fournit un point de rassemblement aux groupements et aux partis révolutionnaires et communistes. Ainsi, son appel fut partout entendu et le succès rapide.

Le II-e Congrès, en donnant à l'Internationale Communiste une base solide et en imposant la sincérité et la clarté, a provoqué dans tout le prolétariat une agitation immense. Il a bouleversé et disloqué les vieux partis.

Le III-e Congrès n'aura pas un retentissement moindre: il étendra encore l'action de l'Internationale Communiste, dans les organisations ouvrières, la précisera, la coordonnera et apportera aux travailleurs les moyens de lutte les mieux appropriés aux grands problèmes de l'heure actuelle.

A. ROSMER.

Moscou, 10 mai 1921.





D. FRIIS

ROLE ET IMPORTANCE DU III-e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste restera à jamais mémorable par les fameuses «thèses de Moscou», qui jouissent actuellement d'une célébrité mondiale. Jamais encore, organisation politique n'avait porté si haut et si fièrement son drapeau sur le champ de bataille de la lutte des classes. Affrontant hardiment, au nom de la vérité, toutes les impostures bourgeoises, le II-e Congrès de l'Internationale Communiste appela les ouvriers à s'unir sur les thèses de Moscou. Le résultat fut immédiat et foudroyant. Les masses laborieuses, induites autrefois en erreur et mystifiées par les social-traîtres de différents pays, répondant à l'appel du clairon dont ils avaient reconnu les notes, engagèrent bienfût l'action. Et nos ennemis, capitalistes et bourgeois, durent bien reconnaître qu'une force nouvelle s'était levée contre eux. De la capitale de la grande république ouvrière qu'ils s'étaient vainement efforcés de détruire jusqu'alors, le puissant cri de guerre du prolétariat mondial parvint à leurs oreilles; dans leur rage impuissante, les forbans impérialistes agitèrent de nouveau leurs armes en proférant des menaces à l'adresse de la Russie des Soviets et de son armée mondiale: l'Internationale Communiste. Tandis que les armées mercenaires de la Pologne et de Wrangel se livraient à une dernière agression désespérée contre la République des Soviets, la presse bourgeoise internationale soumettait à une critique acharnée les thèses de Moscou. Mais ces deux offensives ont échoué. Les soldats rouges ont tenu; et les «thèses» se sont révélées invulnérables.

L'importance des débats concernant ces thèses qui ont eu lieu dans les milieux ouvriers ne peut être surestimée. Seul, le Manifeste Communiste peut, en qualité de document historique, leur être comparé. La conjoncture historique présente rend d'ailleurs peut-être ces thèses plus importantes pour le moment actuel que le Manifeste ne le fut à son époque: elles ont éclairci la situation chaotique du mouvement ouvrier, tant elles l'ont ordonné en engendrant la possibilité d'une union morale et d'une étroite collaboration des organisations ouvrières révolutionnaires. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, des questions politiques ont été posées devant les masses, dans les syndicats, avec tant de précision et de clarté qu'elles ne peuvent aucunement être éludées.

Tandis qu'auparavant, les organisations politiques et économiques travaillaient séparément, souvent rivales et même souvent hostiles les unes aux autres, elles ont dû entrer maintenant en contact, afin de débattre ensemble une plate-forme commune. En Norvège—et je pense que c'a été le cas de presque tous les pays—on n'a jamais observé au sein des syndicats un intérêt plus vif, pour les questions politiques, que l'année précédente. Les thèses de Moscou furent discutées dans de nombreux meetings. D'organisations sectaires, étroitement économiques, les syndicats se transformèrent en des organisations de masses militantes, embrassant tout le domaine de la lutte des classes. La justesse des règles fondamentales—formulées dans les «thèses»—les ouvriers l'ont vérifiée par une expérience de chaque jour. Je ne citerai qu'un exemple. L'automne dernier, une grève des chemins de fer éclata en Norvège. Pendant deux jours, le mouvement qui avait au début revêtu le caractère d'une lutte purement économique devint une des questions politiques les plus graves du jour, et les ouvriers virent ainsi confirmer avec la plus grande évidence le paragraphe des «thèses» où il est dit que «la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique à l'époque de décadence du capitalisme, beaucoup plus rapidement que pendant la période de développement pacifique du capital» (1). En réalité, aucune grève ne peut avoir le caractère d'une lutte purement économique: tôt ou tard, la grève devient une lutte politique. Le syndicat est donc, à un degré plus ou moins considérable, une organisation politique. Le II-e Congrès International a obligé les organisations économiques des masses d'entrer nettement dans la vie politique.

Quel sera le rôle du III-e Congrès? Quelle sera son importance?

Par rapport aux questions précitées, le III-e Congrès devra dresser le bilan de l'expérience acquise par le mouvement ouvrier depuis le II-e Congrès et en tirer les déductions nécessaires: ceci en considérant les rapports entre les organisations politiques et économiques, c'est-à-dire entre l'Internationale Communiste et l'Internationale des Syndicats Rouges. Le Congrès devra examiner ces questions sous tous leurs aspects.

(1) La résolution concernant le mouvement syndical, art 7.

Je pense que les principes admis concernant la subordination absolue des organisations économiques aux organisations politiques, devront provisoirement être modifiés. A l'Internationale des Syndicats Rouges, comme organisation autonome, il convient d'accorder une certaine indépendance. Il est politiquement impossible et inopportun d'insister, à l'heure actuelle, sur la subordination de l'Internationale des Syndicats Rouges. Certes, il doit être bien établi que tous les membres du parti syndiqués obéissent à la discipline et aux directives du parti. Mais les syndicats sont eux-mêmes des organisations de masses et doivent avoir une certaine liberté d'action. Le développement économique les obligera plus tard à reconnaître l'hégémonie du Parti Communiste. Entièrement convaincus de ce fait, nous ne voyons aucun inconvénient à nous adopter au moment présent. Il est peu probable que le Congrès puisse résoudre complètement cette délicate question. Mais je suis convaincu que les deux parties en présence discuteront cette question avec le sincère désir de servir la cause révolutionnaire. Les thèses et les règles du II-e Congrès n'avaient nullement pour but de hâter artificiellement l'évolution du mouvement. Comme l'expérience de l'année précédente l'a démontré, certains articles des thèses avaient plutôt une valeur de propagande qu'une valeur de solution définitive. Il n'y a pas de raisons pour se refuser à une modification provisoire de ces articles. L'appréciation de la situation mondiale servira de base à l'examen de toutes ces questions. Le camarade Varga a eu l'amabilité de me donner connaissance du manuscrit du rapport sur la situation économique qu'il présentera au Congrès. C'est un beau travail scientifique. Ce document en mains, les délégués du Congrès auront la possibilité d'envisager nettement, du point de vue marxiste, toutes les questions placées à l'ordre du jour.

Quelle est aujourd'hui la rapidité du développement révolutionnaire? Quand la crise deviendra-t-elle plus aiguë, dans certains pays? Le camarade Varga nous fournit les matériaux nécessaires pour répondre à ces questions, autant qu'il est possible de le faire en s'appuyant sur des données scientifiques. Il cite l'économiste bourgeois qui admet que «le résultat de la crise actuelle devra être la ruine de la société capitaliste». Le terme final de l'effondrement de cette dernière dépend du cours plus ou moins rapide du développement de la crise dans les différents pays, et des différences de tempérament des masses.

Grâce à ce deuxième facteur, différences du tempérament des masses, le Parti Communiste a la possibilité de stimuler la révolution. Nous approchons ici de questions de tactique qui absorberont probablement l'attention et le temps du Congrès et dont la discussion provoquera les plus vifs débats.

En ce qui concerne la *question italienne*, on peut espérer que le groupe Serrati se soumettra au Comité Exécutif et adhèrera au Parti Communiste reconnu par ce dernier. Il sera plus difficile de résoudre la *question allemande*. Je crains que l'on ne tente de défendre les actes de Lévy, coupable — de toute évidence — de trahison et qui a

publié un pamphlet contre les ouvriers allemands, au moment où ils défendaient leurs intérêts les plus vitaux. Mais, d'autre part, les erreurs tactiques du mouvement de mars doivent être reconnues et il importe d'en dégager la leçon. J'espère, quant à moi, que le Congrès ne relèvera pas d'une manière trop pointilleuse les erreurs des ouvriers allemands, dont l'impétueuse révolte a droit à la sympathie de tous les communistes, quelle que soit leur opinion sur le côté tactique de l'action. J'espère aussi que le résultat de cette discussion sera un appel aux ouvriers français et britanniques, qui, dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, n'ont pas manifesté à l'égard des ouvriers allemands la solidarité qu'on pouvait attendre de leur part. S'ils avaient exprimé plus activement leur sympathie envers les ouvriers de l'Allemagne Centrale, nul ne peut douter que l'insurrection contre Hörsing et Severing aurait entraîné les masses de l'Allemagne entière, qui eussent volontiers répondu à l'appel du Parti Communiste en cessant le travail. L'esprit internationaliste fait encore défaut aux ouvriers de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne. L'atmosphère de la guerre continue encore à exercer sur eux une influence délétère, en dépit des succès considérables du mouvement révolutionnaire dans les «pays vainqueurs». Il faut, de toute nécessité, une solidarité internationale plus active. Ici, le Congrès a la possibilité de jouer un rôle énorme. Et si l'on jette un regard sur les événements de mars en Allemagne, conçus non seulement du point de vue allemand, mais encore du point de vue européen, on pourra éviter bien des conflits de personnalité inutiles.

En ce qui concerne l'organisation de l'Internationale Communiste, elle reste encore très imparfaite. Le III-e Congrès doit accomplir, sous ce rapport, une tâche importante. La liaison du Comité Exécutif et des différents partis doit être établie d'urgence. Le Comité Exécutif devra se montrer plus autoritaire et fonctionner avec plus de régularité. Les journaux bourgeois l'accusent de retarder sur le mouvement politique et économique international. Bien que ce grief soit loin d'être juste, l'état des choses est réellement tel que le Comité Exécutif n'a pas de contact continu avec le mouvement dans les différents pays. Loin de craindre la perte de leur «autonomie» ou les immixtions de «Moscou» dans leurs affaires, tous les partis communistes ressentent le besoin de relations bien plus étroites avec le Comité Exécutif. Le III-e Congrès devra aussi organiser deux branches du mouvement international sur des bases presque entièrement nouvelles: le *mouvement communiste des femmes* et le *mouvement de la jeunesse communiste*. Ces questions, portées à l'ordre du jour du II-e Congrès, n'y furent pas débattues. Elles ne doivent pas avoir, cette fois, le même sort. La Conférence internationale des Femmes Communistes aura probablement lieu avant le Congrès de l'Internationale, auquel elle soumettra ses propositions. Au sein du mouvement communiste de la jeunesse, des divergences de vue existent, qui devront être examinées et réglées par le Congrès. Il importe de placer le mouvement de la jeunesse communiste sur un terrain solide au sein de l'Internationale.

Certes, il ne peut être question de le rendre indépendant. La jeunesse communiste doit se soumettre, dans chaque pays comme dans l'Internationale, à la discipline et à la direction du Parti. Les principes dirigeants du mouvement doivent être indiqués par le Congrès dans des thèses spéciales; mais, dans les limites fixées par ces thèses, toute liberté d'action sera donnée au mouvement des jeunes.

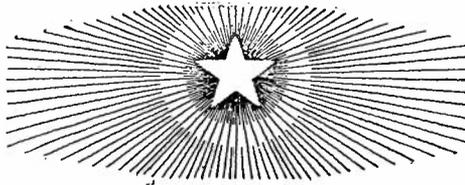
Telles sont les principales questions que débattira le III-e Congrès. Elles sont graves. Elles relèvent plutôt de l'organisation que de la propagande. Il est donc probable que le III-e Congrès ne jouera pas dans l'histoire un rôle aussi remarquable que le II-e Congrès. Mais, de la décision-satisfaisante de ces questions dépend la fermeté ultérieure de l'Internationale Communiste dans les luttes décisives de plus en plus imminentes. Puisque les gouvernements bourgeois de tous les pays s'affolent chaque jour plus, les partis communistes doivent être chaque minute prêts pour une révolution. Depuis la guerre, le développement économique s'est poursuivi avec tant de fièvre, que le monde est de nouveau devant la menace de la guerre. Au lieu de venir en aide à l'Europe capitaliste, l'Amérique dépense les milliards acquis pendant la guerre européenne, en armements contre l'Europe. Dans peu d'années, la flotte des Etats-Unis sera deux fois plus puissante que celle de l'Angleterre. Toutes les forces intellectuelles des Etats-Unis, au travail dans les laboratoires, s'y exercent à la découverte de moyens nouveaux et de plus en plus raffinés de tuer. La presse chauvine emploie des milliers de rotatives pour créer un nouvel esprit de guerre dans les masses américaines. A la vérité, la situation mondiale actuelle est fort semblable à celle de l'année 1914. Mais il y a une diffé-

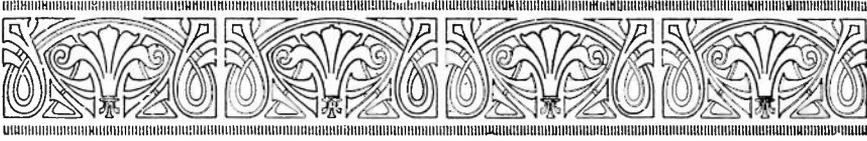
rence essentielle. En 1914, les travailleurs du monde n'avaient qu'un semblant d'organisation internationale; ils n'avaient en réalité aucune organisation internationale digne de confiance. La II-e Internationale n'était que celle du verbiage. Quand la guerre éclata, il devint évident que l'Internationale Socialiste était de formation bourgeoise, débile, inintelligente, sans chefs. Les masses ouvrières la suivaient, croyait-on. Or, ces masses n'étaient embrassées par aucune organisation active. La II-e Internationale n'était qu'un grand livre où les adhésions s'incraient sur du papier. C'était tout le contraire d'une armée apte au combat.

La III-e Internationale est une armée révolutionnaire prête à combattre. Les masses qu'elle représente sont révolutionnaires et actives. Ses leaders sont des généraux révolutionnaires, qui ont fait leurs preuves dans une lutte pénible et victorieuse contre le capitalisme mondial. Les leaders de la Russie des Soviets victorieuse, sont les leaders de la III-e Internationale. L'esprit, qui a inspiré les masses ouvrières de Russie dans leur révolution et qui encourage les masses laborieuses de l'univers entier à résister aux attaques de la bourgeoisie. C'est l'esprit de l'Internationale Communiste. Le III-e Congrès démontrera au monde capitaliste que cet esprit ne faiblit pas, mais qu'il devient, au contraire, de semaine en semaine, plus puissant. L'édifice de la société capitaliste est ébranlé de la base jusqu'au faite. L'Internationale Communiste est l'architecte appelé à bâtir un nouvel ordre social sur les ruines du capitalisme.

D. FRIIS.

Moscou, mai 1921.





POUR LE III-e CONGRÈS MONDIAL

Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à toutes les organisations prolétariennes appartenant à l'Internationale Communiste ou désirant y entrer.

Le III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste est convoqué à Moscou, pour le 1-er juin 1921. Nous avançons ce Congrès de deux mois sur le terme prévu par le règlement de l'Internationale. Nous sommes convaincus que les partis adhérent à l'Internationale conviendront avec nous que l'intérêt de notre cause exige ce rapprochement de date.

Au cours des 9 mois, aujourd'hui écoulés depuis le II-e Congrès mondial, une large discussion de principes s'est poursuivie, dans plusieurs de nos partis, sur toutes les questions posées par le II-e Congrès. Dans plusieurs pays, la différenciation a même atteint un degré tel, que la rupture s'est enfin opérée entre les communistes et les partisans du Centre. En Allemagne, en France, en Angleterre, en Suède, en Norvège, en Roumanie, en Yougoslavie, en Grèce, en Suisse, en Belgique et dans d'autres pays, la scission entre les communistes et les tenants de l'Internationale intermédiaire deux-et-demie est un fait accompli. Dans d'autres pays, comme la Tchéco-Slovaquie, cette scission sera l'œuvre de l'avenir le plus rapproché. En Italie, les communistes ont constitué un parti indépendant. De l'actuel Parti Socialiste, qui groupe des réformistes avérés et des révolutionnaires hésitants, se sépareront progressivement les éléments prolétariens et sains, qui adhéreront à l'Internationale Communiste. En Amérique, l'union de tous les groupements communistes s'opérera dans le plus bref délai.

L'Internationale doit tirer la conclusion de tous ces événements qui se sont produits à l'intérieur de ces partis. Le Comité Exécutif a dû prendre, pendant cette période, des résolutions de la plus haute gravité. Il doit en rendre compte à toute l'Internationale Communiste. Le III-e Congrès doit, avant tout, se convaincre que chacun des partis affiliés, a exécuté véritablement toutes les conditions posées par le II-e Congrès.

C'est toute une période de l'Internationale Communiste qui se termine. Jusqu'à son premier Congrès, l'Internationale était dans la phase préparatoire et embryonnaire. Entre le premier et le second, elle a passé par la phase première de propagande. Pendant tout ce temps, elle n'était pas encore une organisation internationale possédant une forme précise. Elle n'était qu'un drapeau. La période qui s'est écoulée entre le Deuxième et le Troisième Congrès est, au contraire, celle de la différenciation accusée entre les tendances et de

la formation de véritables partis communistes. Le III-e Congrès fera la somme de tout ce travail et donnera à l'Internationale son organisation parfaite et sa tactique régulière.

Le projet d'ordre du jour composé pour le II-e Congrès par le Comité Exécutif a été publié dans la presse. Le premier point est le rapport du Comité Exécutif. Pendant les 9 mois écoulés depuis le II-e Congrès, le Comité Exécutif a dû prendre la part la plus directe à la campagne et aux scissions qui se sont produites à l'intérieur des partis. Il s'est élevé naturellement contre lui, à ce sujet, des protestations. Le III-e Congrès aura à dire si le Comité Exécutif a mis fidèlement en pratique la ligne de conduite fixée par le II-e Congrès. Mais l'Internationale Communiste en tout cas doit établir cette règle ferme et précise que le Comité Exécutif est entièrement subordonné au Congrès mondial; on peut appeler de telle ou telle de ses décisions, mais dans l'intervalle entre les Congrès toute la plénitude de la direction lui appartient. Ses décisions doivent être exécutées. Sans cela, l'existence même de l'Internationale Communiste, comme organisation mondiale centralisée et disciplinée, est impossible. Si l'Internationale Communiste ne s'appelle pas en vain l'Internationale de l'action, elle doit avoir son état-major, elle doit être certaine qu'à l'égard de cet état-major la discipline sera observée non seulement en paroles, mais dans les actes.

Le second point de l'ordre du jour est intitulé: „La crise économique universelle et les buts nouveaux de l'Internationale Communiste“. Les „théoriciens“ de l'Internationale deux-et-demie, Otto Bauer, Hilferding, Kautsky et C-ie, assurent que la bourgeoisie, après la fin de la guerre impérialiste, réussira aujourd'hui à restaurer l'équilibre économique et que l'Europe entre dans une ère de développement organique actif, sur la base d'un système capitaliste „renouvelé“ en vue de la production pacifique. De là, les leaders de l'Internationale deux-et-demie, sans parler des traitres déclarés de la Deuxième „Internationale“, tirent certains avantages pratiques. Voilà ce qui permet à tous ces partis, comme par exemple les Indépendants d'Allemagne ou les longuettistes de France, de passer cyniquement dans le camp de la contre-révolution avérée. Au Troisième Congrès mondial il appartiendra, en partant de l'appréciation exacte des faits, après l'analyse minutieuse de la crise économique avec toutes ses hor-

reurs, chômage jusqu'à présent sans exemple et misère inouïe des masses, de faire apparaître aux travailleurs du monde entier toute la fausseté des illusions réformistes et toute la sottise des gens qui croient à l'avenir d'un capitalisme replâtré et préchent au prolétariat international une tactique petite-bourgeoise de réformation pacifique.

Les 3-e et 4-e points de l'ordre du jour concernent la tactique de l'Internationale Communiste pendant la période révolutionnaire et la période de transition (exigences partielles, actions partielles et enfin, lutte révolutionnaire décisive). Dans la période de transition que nous traversons, il est fatal qu'il se produise dans le mouvement révolutionnaire deux écarts. « Si nous sommes à la veille de la Révolution, pourquoi donc émettre des exigences partielles? » disent les uns. « Si nous pouvons émettre des exigences partielles, pourquoi donc répéterons-nous chaque fois tout le programme dans son ensemble? » disent les autres. « Ne dissipons pas nos forces dans des manifestations partielles, accumulons-les pour la lutte finale et décisive », disent les premiers. « Profitions de chaque occasion pour nous manifester », disent les seconds. Le III-e Congrès devra tirer des leçons de l'expérience concrète des camarades russes à la veille de la Révolution et de la lutte menée par les ouvriers allemands et les prolétaires des autres pays. Le III-e Congrès devra formuler exactement la ligne de tactique des Partis Communistes, ligne également étrangère au sectarisme et à la recherche des succès éphémères, tendant également à établir la plus étroite liaison entre les Partis Communistes et les masses prolétariennes et à conserver l'intransigeance doctrinale et la fidélité à la théorie du marxisme révolutionnaire.

Les points 5 et 6 sont consacrés au mouvement professionnel international: la campagne contre l'Internationale jaune d'Amsterdam et le Soviet International des Syndicats Rouges. C'est une des questions les plus essentielles du III-e Congrès. La lutte s'engage de plus en plus vive dans le camp du mouvement professionnel. C'est elle qui décidera l'issue entre la Deuxième et la Troisième Internationale, c'est-à-dire entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les syndicats groupent aujourd'hui plusieurs dizaines de millions de prolétaires. La tactique des noyaux communistes à l'intérieur des syndicats, préconisée par le Deuxième Congrès pour conquérir à l'Internationale Communiste tout le prolétariat, a fait ses preuves. Elle a obtenu de sérieux succès en Allemagne, en France, en Angleterre et ailleurs. Les premiers coups graves ont été portés à l'association jaune d'Amsterdam. Les leaders jaunes d'Amsterdam se débattent de tous les côtés: aujourd'hui ils sont prêts à faire des concessions, demain ils se mettront à exclure tous les partisans de l'Internationale Communiste. C'est un signe non douteux de leur prochaine faillite complète. Le Troisième Congrès aura à marquer les résultats de la lutte contre Amsterdam et à systématiser cette lutte pour l'avenir. Mais la principale question qui se posera à lui, sera de définir exactement les relations entre l'Internationale Communiste et le Soviet International des Syndicats Rouges: y aura-t-il deux organisations internationales parallèles sous la direction de l'Internationale Communiste, ou bien n'aurons-nous qu'une Internationale Communiste renfermant non seulement les partis communistes, mais encore, d'une façon générale, toutes les organisations prolétariennes se plaçant sur le terrain de l'Internationale Communiste

et, entre autres, les Syndicats Rouges? Dans ce dernier cas, le Soviet International des Syndicats Rouges ne serait qu'une section de l'Internationale unique. On peut fournir beaucoup de raisons pour et contre chacune de ces solutions. De l'une ou de l'autre, dépendra en grande partie la structure du mouvement ouvrier international. Toutes les organisations appartenant à l'Internationale Communiste doivent examiner attentivement cette question sous toutes ses faces et apporter leur décision nettement formulée au III-e Congrès.

Les 7-e et 8-e points de l'ordre du jour sont consacrés aux questions d'organisation: structure intérieure des Partis Communistes, méthodes et contenu de leur action, structure organique de l'Internationale Communiste et ses relations avec les partis adhérents. Il y a à examiner ici deux groupes de questions. Le premier, c'est la façon dont doit être construit chaque Parti Communiste, pris à part. C'est un fait notable qu'en Occident, même à l'intérieur des Partis Communistes, il n'existe pour ainsi dire pas d'organisation fonctionnant de façon permanente. C'est seulement au moment des élections ou, dans des cas analogues, que tous les membres du parti agissent de façon combinée. Mais de noyaux communistes ayant une forme précise et fonctionnant régulièrement dans les usines, dans les mines, sur les chemins de fer, dans les villages, dans les syndicats ou dans les coopératives, le parti n'en possède pas. Il n'y a pas non plus de subordination strictement déterminée de ces noyaux à un centre directeur unique. Il n'y a pas d'organisation illégale sérieuse, capable de compléter l'organisation légale. Il est indispensable de mettre fin à cet état de choses, et c'est à quoi s'occupera le III-e Congrès. L'autre groupe de questions concerne les limites de l'autonomie dont chaque parti jouira à l'égard du Comité Exécutif, c'est-à-dire l'agencement intérieur à donner à l'organisation prolétarienne internationale centralisée, seule capable de diriger réellement la lutte internationale du prolétariat, et les moyens à prendre pour perfectionner la liaison entre les divers partis communistes ou bien entre eux, pris dans leur ensemble, et le Comité Exécutif. En d'autres termes, sur quelles bases doit être construite l'organisation de l'Internationale Communiste pour être effectivement en état d'exécuter sa mission qui s'agrandit de jour en jour?

Le 9-e point est consacré à une grave question. L'Internationale Communiste a remporté ses premières victoires parmi les peuples d'Orient. Le Congrès de Bakou a eu, sans aucun doute, une énorme importance historique. Celui qui se prépare pour les peuples d'Extrême-Orient jouera également son rôle. Le Troisième Congrès aura à traiter la question d'Orient non plus seulement d'un point de vue théorique, comme le Deuxième Congrès, mais du point de vue pratique. Sans Révolution en Orient, il n'y a pas de victoire possible pour la Révolution prolétarienne universelle. Voilà l'idée dont doit se pénétrer tout prolétaire communiste. C'est seulement alors que les ouvriers communistes seront suffisamment armés moralement contre « l'opportunisme européen » des Hilferding- et autres héros de l'Internationale deux-et-demie, qui ont toujours en réserve un sourire de mépris à l'adresse des peuples opprimés de l'Orient.

Il faut accorder une immense importance au 10-e point de l'ordre du jour, concernant le Parti Socialiste d'Italie. Ce parti appartenait précédemment à l'Internationale

tionale Communiste. Sous l'influence de la propagande centriste menée par Serrati, son congrès de Livourne a refusé de mettre en pratique les 21 conditions élaborées par le II^e Congrès à l'usage de tous les partis. Le groupe Serrati, ayant rassemblé la majorité au congrès, a voulu imposer à l'Internationale Communiste des agents avérés du capital, comme les vieux réformistes connus de tous: Turati, Modigliani, d'Aragona, Treves et Cie, les Dittman, les Bernstein et les Longuet d'Italie. En faveur de ces réformistes qui disposaient au Congrès de 14.000 voix, les chefs du centre italien, Serrati en tête, ont rompu avec 50.000 prolétaires communistes. Serrati a trahi les décisions prises au Deuxième Congrès. A Livourne, la victoire morale sur le centre a été remportée, en réalité, par les réformistes et Turati. Les ouvriers communistes ont constitué un Parti Communiste indépendant. Dans ces conditions, le Comité Exécutif a estimé de son devoir de reconnaître comme unique section de l'Internationale Communiste en Italie le jeune Parti Communiste Italien et d'exclure de l'Internationale le Parti Serrati qui u renié par le fait les décisions du Deuxième Congrès. Le Parti Socialiste d'Italie a fait appel contre cette décision devant le prochain Congrès. Son droit à faire appel est indubitable, comme pour tout parti. Le Comité Exécutif est prêt à remettre le différend à la décision du III^e Congrès.

Connaissant les us et coutumes des leaders centristes, qui aiment éviter de répondre nettement aux questions difficiles, le Comité Exécutif, dans une lettre spéciale au Comité Central du Parti Socialiste d'Italie, a déclaré: 1^o Nous vous invitons au III^e Congrès, mais nous demandons que vos délégués aient tous les pouvoirs nécessaires pour donner des réponses définitives au Congrès; 2^o Nous demandons que vous répondiez clairement et exactement si vous êtes d'accord, oui ou non, pour exclure du parti de l'Internationale les groupes Turati, Treves et Cie, car tel est l'unique différend.

La question italienne a acquis une importance internationale. En Allemagne, le groupe de Lévy qui, depuis longtemps déjà, tentait de constituer une sorte d'aile droite de l'Internationale Communiste, a saisi l'occasion, prétendant que le Comité Exécutif avait commis dans cette question des erreurs de tactique, préconisé les scissions "mécaniques" et autres prétextes du même genre.

Le III^e Congrès mettra la clarté dans cette question, l'élèvera à sa hauteur de principe, débarrassera le différend de tous les éléments mesquins et accidentels, afin de montrer à tous et à chacun que quiconque ne met pas en pratique les 21 conditions ne saurait être membre de la III^e Internationale.

L'ordre du jour comporte encore la question du K. A. P. D. Ce Parti devra dire définitivement s'il se soumet, oui ou non, à la discipline internationale. On y trouve ensuite les questions concernant le mouvement de la jeunesse, etc.

Enfin, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé de mettre, sous une forme ou sous une autre, à l'ordre du jour du III^e Congrès le problème d'une importance essentielle de la politique économique et de la situation générale de la République Soviétique, la première république dans laquelle le pouvoir ait été conquis par le prolétariat.

Nous demandons à tous les partis et organisations appartenant à l'Internationale Communiste ou désirant y entrer, d'ouvrir immédiatement, dans la presse et dans les réunions, la plus large discussion sur les questions à l'ordre du jour du III^e Congrès. Nous leur demandons ensuite d'aborder immédiatement les élections à ce Congrès. Le Comité Exécutif a décidé, à l'unanimité, d'inviter tous les partis: 1) à envoyer des délégations les plus nombreuses possibles; 2) à faire en sorte qu'un tiers des délégués soit choisi dans le Comité Central du parti et les deux autres tiers parmi les membres des plus importantes organisations locales les plus liées avec les masses ouvrières. Nous accordons une particulière importance à ce dernier point. Il faut qu'il y ait, au III^e Congrès, le plus grand nombre possible d'ouvriers reflétant immédiatement l'état d'esprit des masses prolétariennes.

La préparation du Congrès n'a pas moins d'importance que le Congrès lui-même. Les décisions du Troisième Congrès doivent avoir été préparées et réfléchies par les ouvriers de chaque pays, au cours de dizaines et de centaines de réunions. A l'œuvre, car il reste peu de temps!

Avec leurs salutations communistes

Le Président du Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste: G. ZINOVIEV.

Les membres du Comité Exécutif:

Pour la Russie: LÉNINE
" " " TROTSKY
" " " BOUKHARINE
" " " RADEK

Pour la Finlande: KUUSINEN.
" " " MANNER
" " " RAHIA

Pour la Norvège: FRIISS

Pour la France: ROSMER

Pour l'Autriche: STEINHARDT

Pour l'Angleterre: QUELCH
" " " BELL

Pour la Hollande: JANSEN

Pour la Hongrie: BELA-KUN
" " " ROUDNIANSKY
" " " VARGA

Pour la Géorgie: TSKHAKAÏA

Pour la Lettonie: STOUTCHKA

Pour la Pologne: VALETZKY

Pour la Suisse: ITCHNER

Pour la Bulgarie: DIMITROV

" " " POPOV
" " " CHABLINE

Pour la Perse: SULTAN-ZADÉ

Pour l'Internationale de la Jeunesse: CHATSKINE

A cette déclaration se sont joints les représentants récemment arrivés d'Amérique, assistant à la séance: des I. W. W.: Wm. D. HAYWOOD, JACK CROSBY.

Le Comité Exécutif invite tous les partis et organisations à envoyer avec leurs délégués des comptes-rendus écrits détaillés de leur travail pendant cette année. Il les invite également à présenter des rapports et des projets de thèses et de résolutions sur les différents points à l'ordre du jour du Congrès.



G. ZINOVIEV

UNE ANNÉE DE LUTTE

Entre le Deuxième et le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, presque entière, une année s'étend, année de lutte et de dures épreuves pour l'avant-garde prolétarienne de tous les pays, mais en même temps année de consolidation de nos forces, année, durant laquelle toute une série de partis ouvriers ont serré les rangs et déterminé leur idéologie.

A commencer par la Russie. Avec une attention profonde, la partie communiste du prolétariat russe suit le développement du mouvement ouvrier dans les autres pays et, avec une impatience bien compréhensible, elle attend l'éclosion de la révolution mondiale. Mais en même temps, l'élite de ce prolétariat, représentée par les ouvriers russes, comprend parfaitement que la Russie soviétiste elle-même est une partie considérable de cette révolution mondiale. Elle se rend compte que le seul fait d'avoir maintenu le pouvoir soviétiste et consolidé la dictature ouvrière en Russie constitue une immense victoire pour la révolution prolétarienne mondiale. Le Parti Communiste Russe a vécu une année fertile en leçons de la plus haute portée. Durant le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, les troupes de la Russie soviétiste étaient à quelques dizaines de versies de Varsovie. Puis, la fortune militaire nous trahit. Nos revers sur le front polonais eurent pour résultat de fortifier Wrangel. La guerre avec ce dernier coûta la vie à des milliers des meilleurs ouvriers communistes russes.

La guerre civile terminée, de nouvelles difficultés s'élevèrent, suscitées par le passage à l'œuvre de reconstruction pacifique. Après quatre années de guerre impérialiste et trois années de guerre civile, l'économie populaire de la Russie était complètement désorganisée. Des difficultés inouïes surgirent dans le domaine du ravitaillement et du transport. Et, en vérité, pour le Parti Communiste Russe la lutte contre ces difficultés ne fut pas chose facile.

A ce tournant de notre route, il était tout naturel, inévitable, qu'il se produisit des divergences de vue au sein du Parti Communiste Russe. Un grand débat s'éleva sur le rôle et les tâches des syndicats, à l'époque de transition actuelle. En réalité, ce débat ne portait pas que sur la question du rôle des syndicats, il portait aussi sur les rapports entre le Parti et la grande masse des sans-parti, sur le rapport des forces du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution ac-

tuelle, sur les méthodes de construction du parti prolétarien en période de dictature, etc. Ces discussions secouèrent le Parti Communiste Russe tout entier, de la base au sommet. Mais, comme il fallait s'y attendre, le Parti en sortit plus fort, plus uni.

Pendant cette année, le pouvoir soviétiste a conclu toute une série de traités de paix et de commerce qui lui permettent de se mettre avec plus de tranquillité à l'œuvre de reconstruction pacifique et de renouveler, partiellement tout au moins, les échanges internationaux. Inspiré par le Parti Communiste, le pouvoir soviétiste a encore une fois revisé son attitude à l'égard de la paysannerie et, comme on le sait, par le décret de l'impôt en nature a marqué la direction la plus pratique dans le domaine de la politique économique de la Russie soviétiste, pays où le pouvoir politique est dévolu par le prolétariat, mais où domine, en même temps, la petite économie rurale et qui vit encerclé par le capitalisme. Les héros de la Deuxième et de la Deuxième Internationale et demie ont beau crier que cette volte-face politique du pouvoir soviétiste signifie le renoncement au communisme, tous les ouvriers honnêtes et conscients d'Europe et d'Amérique comprendront que ce n'est pas là un renoncement au communisme, que c'est la seule voie pratique, réelle, constamment rectiligne de la consolidation progressive du régime communiste en Russie.

Le pouvoir soviétiste procède à la démobilisation de l'armée rouge. La grande victoire morale du Parti Communiste Russe consiste en ce qu'il a su, non seulement créer une puissante armée prolétarienne mais, au moyen de cette armée, vaincre ses innombrables ennemis et tenir jusqu'au moment où il est possible, enfin, de la renvoyer dans ses foyers. L'heureuse démobilisation de la première armée prolétarienne rouge qu'ait vu le monde, vaut bien pour l'Internationale Communiste une grande victoire remportée par la force des armes sur le champ de bataille. Quoi qu'il en soit, quelles que soient les difficultés qu'aura à surmonter le Parti Communiste Russe—et ces difficultés sont encore considérables, les événements de Cronstadt sont là pour le prouver,— nous avons pourtant le droit incontestable de dire sans fanfaronnade aucune que, durant cette année qui s'étend entre le Deuxième et le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, le pouvoir soviétiste et, avec lui, le Parti Communiste Russe

se sont justifiés et ont poussé des racines encore plus profondes dans le sol russe.

Dans une série d'autres pays également, les partis communistes ont grandi, pris des forces, acquis de la virilité. Pour un petit-bourgeois, pour un Bédouin, pour un héros de la Deuxième Internationale et demie, ce qui s'est passé durant cette année au sein du mouvement ouvrier international offre l'image du chaos le plus complet. Partout des scissions, nous dira ce petit-bourgeois, partout des disputes acharnées, d'ordre pas la moindre trace, les supérieurs ne sont pas écoulés, les vieux chefs sont mis à la porte, etc. En réalité, l'année écoulée n'a été qu'en apparence une année de débats sans fin, de scissions, de luttes intestines. Ça a été une année où l'émancipation du prolétariat de l'ancienne idéologie contre-révolutionnaire, de l'idéologie mortifère de la social-démocratie a progressé à pas de géant. En somme, le bilan de l'année est celui-ci: la différenciation au sein du mouvement ouvrier est en voie d'achèvement, l'ivraie est séparée du bon grain, les scories sont éliminées, la classe ouvrière s'est trouvée elle-même, l'avant-garde ouvrière du monde entier a trouvé l'orientation communiste véritable. Le prolétariat s'est débarrassé des boulets qui lui pesaient aux pieds, il a su construire des partis communistes presque entièrement libérés du poids mort que représentent les éléments social-démocrates, pacifistes et autres, d'essence petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire.

En Allemagne, la scission a revêtu des formes particulièrement classiques. Le Congrès de Halle a inauguré toute une série de congrès analogues auxquels les ouvriers, se séparant des centristes, créaient par là-même les conditions nécessaires pour la formation d'un parti véritablement communiste. La signification de ces scissions a été totalement incomprise des petits-bourgeois du socialisme. Ces jours encore, nous avons eu l'occasion de lire un article pleurnicheur de Ledebour, où celui-ci se lamentait de ce que, par suite de la scission, le Parti des Indépendants et celui des Communistes Unifiés Allemands, pris ensemble, fussent actuellement incomparablement plus faibles que ne l'était, il y a un an, le seul Parti des Indépendants. Pauvre Ledebour! Il a vu blanchir ses cheveux et il n'a rien compris à ce qui se passait sous ses yeux. Il ne peut même lui venir à l'idée que le seul Parti Communiste Unifié Allemand est maintenant, en réalité, un facteur révolutionnaire dix fois plus important que ne l'était, il y a un an, le Parti des Indépendants, dans lequel les forces révolutionnaires étaient si exactement contre-balancées par les forces contre-révolutionnaires, que le résultat de leur addition donnait un zéro.

La scission a eu lieu également en France. Le vieux Parti Socialiste Unifié Français a perdu une cinquantaine de mille de ses membres qui s'en sont allés à la droite. Le social-pacifiste Longuet a fusionné avec le social-patriote Renaudel. Mais qui ne voit pas que le passage déclaré des longuetistes et de leurs alliés au camp de la bourgeoisie a délivré le Parti Communiste Français d'un poids mort et accru ses forces? Les plus clair-

voyanis des bourgeois français s'en rendent parfaitement compte. En France, un vent nouveau a soufflé. Les ouvriers reprennent confiance en l'idée même d'un parti politique ouvrier et, quoique la cristallisation du Parti Communiste soit encore loin d'être achevée en France, elle progresse néanmoins à pas de géant.

Et l'Italie! Extérieurement, la scission s'y est produite sous la forme la plus désavantageuse pour le communisme. La majorité du Parti Socialiste Italien s'est trouvée en dehors de l'Internationale Communiste. Parmi les communistes, il y a eu des aveugles, des impressionnables qui dans ce fait ont vu une défaite de l'Internationale Communiste. Nous discuterons longuement la question italienne, au prochain Congrès de l'Internationale Communiste. Mais il est déjà une chose claire: quelque deux ou trois mois se sont écoulés, et déjà une fermentation profonde se manifeste au sein du Parti Socialiste Italien de Serrati. Chaque mois, les ouvriers par milliers, par dizaines de milliers passeront au Parti Communiste Italien. Ce n'était que par une mesure aussi radicale que celle que nous avons employée, que l'on pouvait liquider l'héritage accablant et honteux de la vieille social-démocratie, laquelle, pendant sa période de développement pacifique, tolérait dans les rangs des partis ouvriers des agents avérés de la bourgeoisie comme Turati, d'Aragona et consorts. Ce n'était que de cette façon—quoiqu'il nous en ait coûté bien cher—que l'on pouvait délivrer le mouvement ouvrier italien de l'influence néfaste de gens tels que Serrati, lequel a le front, en 1921, de démontrer aux ouvriers qu'ils doivent souffrir dans leurs rangs et trainer avec eux dans la III-e Internationale les mencheviks italiens.

Une différenciation aussi profonde a eu lieu, durant cette année, dans une série de pays comme la Suisse, l'Espagne, la Suède, la Norvège, la Yougoslavie, la Roumanie, où nous avons, à l'heure actuelle, des partis communistes plus ou moins puissants et où, il y a une année, nous n'avions, tout au plus, que de petits groupes d'adeptes de la doctrine communiste.

En Angleterre, pendant cette année nous avons réussi à unifier les groupes et partis communistes distincts qui bataillaient auparavant entre eux. Les arrestations et les répressions de toutes sortes que la bourgeoisie anglaise fait pleuvoir sur nos camarades prouvent que le communisme progresse, en Angleterre. En Amérique, l'union des forces communistes est également en bonne voie. Coûte que coûte, l'Internationale Communiste obtiendra la formation d'un parti communiste unique, en Amérique.

Avant même le Troisième Congrès de l'Internationale, nous avons vu se former à Prague un puissant Parti Communiste Tchéco-Slovaque comptant plus de 350.000 membres. En Tchéco-Slovaquie, l'Internationale Communiste a eu à surmonter des difficultés extrêmes. Vaincre le nationalisme dans ce pays, n'était pas chose facile. Aussi, grande la victoire morale que l'Internationale Communiste a remportée en Tchéco-Slovaquie acquiert-elle une importance particulière.

Une année à peine s'est écoulée depuis la convocation du Deuxième Congrès, mais nous

pouvons dire hardiment: Il n'y a pas, sur le globe terrestre, un seul point peuplé d'ouvriers, où il n'y ait pas de communistes. En Argentine et au Brésil, au Japon et en Chine, en Boukharie et au Turkestan, en Finlande et en Esthonie, en Pologne et en Roumanie, en Yougoslavie et en Bulgarie, partout nous avons maintenant des partis communistes organisés, dont la force croît de mois en mois.

Le Troisième Congrès mondial se réunit au moment où les nuages de la réaction bordent tout l'horizon du ciel européen. Sur tout le front, le Capital international passe à l'offensive contre les ouvriers. Des millions de sans-travail sont en proie à la famine, des dizaines de milliers de communistes sont sous les verrous. Presque dans chaque pays capitaliste «avancé», la bourgeoisie organise des bandes de coupe: jarrêts-facistes en Italie, Orgesch en Allemagne, ligues bourgeoises de toutes sortes en France, assassins gagés en Amérique—chargées spécialement d'exterminer le plus possible d'ouvriers communistes. En somme, le fond du tableau, c'est le triomphe de la réaction mondiale. À ce spectacle, messieurs les Indépendants et autres partisans de la Deuxième Internationale et demie se sentent défaillir; déjà, tous les «théoriciens» de la Deuxième Internationale et de la Deuxième Internationale et demie: les Kautsky, les Hilferding, les Bauer, les Longuet, les Martoff et autres prédisent longue vie au capitalisme «pacifique régénéré», et ces même Indépendants qui, il y a en tout une année, proclamaient avec des rugissements belliqueux qu'ils sont «aussi» pour la dictature du prolétariat, tombent maintenant aux genoux de leurs gouvernants.

L'Internationale Communiste sait que l'offensive du capital sera repoussée. Le capitalisme doit périr, et il périra. La bourgeoisie ne saurait rétablir un équilibre de longue durée. La révolution prolétarienne mondiale est en marche et elle viendra. C'est certain, c'est fatal et c'est sur cela que se base le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste.

«Mais durant cette année, vous n'avez fait que subir des défaites!» — nous crient les petits-bourgeois de tous les pays. «En Tchéco-Slovaquie, pendant la grève générale, vous avez été battus, en Yougoslavie vous avez été écrasés et obligés même, pendant un temps, de vous cacher, en Italie la mainmise sur les fabriques et les usines n'a pas donné de résultats, en Angleterre la grève des mineurs n'est soutenue par personne, en Allemagne vous avez organisé des «putsch» et vous avez été également battus!»

Ainsi parlent messieurs les menchéviks.

La manifestation de mars du Parti Communiste Allemand sera l'objet d'un examen spécial au Congrès. Remarquons ici seulement que Martoff avait complètement raison, lorsque se solidarisant entièrement avec Paul Lévy, il écrivait dans le journal de Hilferding (*1er Mai*) que le mouvement du mois de mars, en Allemagne, n'était qu'une partie des mouvements que l'Internationale Communiste avaient traversés durant cette année, dans les pays sus-mentionnés. Oui, messieurs les petits-bourgeois. Et en Yougoslavie et en Tchéco-

Slovaquie, et en Italie, et en Angleterre, et en Allemagne notre mouvement, cette année encore, n'a pas été couronné de succès. Nous aurons encore à subir plus d'une défaite partielle, dans un pays ou dans un autre. Mais malgré tout, la lutte bat son plein, elle prend chaque jour de plus en plus d'extension. Lorsque nous regardons le chemin accompli pendant cette année par tous les partis, nous avons pleinement le droit de nous glorifier de nos succès. Contre nous tout le monde bourgeois s'est levé. Non seulement les partis social-démocrates, mais encore les partis qui s'intitulent «indépendants» sont passés avec armes et bagages au camp de la réaction bourgeoise. Et cependant l'Internationale Communiste croit et se prépare à porter au régime bourgeois le coup, dont le capitalisme ne se relèvera pas.

Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, nous avons eu à compter avec deux oppositions: celle de droite et celle de gauche. L'opposition de droite était représentée surtout par la délégation des Indépendants d'Allemagne qui formaient encore alors un parti unique.

Dans ces temps lointains, si lointains—car une année entière a passé et, à notre époque, une année compte au moins pour un décennat—les Indépendants Allemands, les longuetistes français, les social-démocrates suisses, les réformistes italiens, les demi-réformistes et autres personnages de même acabit espéraient que pour eux, il se trouverait une place au sein de l'Internationale Communiste. Maintenant, tous ces gens qui se disaient «aussi» socialistes voient qu'il leur faudra chercher un autre endroit pour s'y livrer à leurs ébats. Le réformiste italien Modigliani, beau type d'agréable politicien, avait entièrement raison lorsque, au congrès de Reggio d'Emilie, il laissait échapper ces paroles: «Le fétiche de la III-e Internationale doit être examiné. Le Congrès de Bologne a adhéré à la III-e Internationale, telle qu'elle était alors... Mais cette Internationale n'était pas celle d'aujourd'hui».

Bien dit, messieurs les réformistes!

Oui, Modigliani de tous les pays, la III-e Internationale n'est pas tout à fait devenue l'insitution que vous vouliez en faire. Maintenant, tous vous êtes convaincus qu'entrer dans la III-e Internationale, ce n'est pas tout à fait la même chose que s'inscrire pour quelques jours dans un confortable hôtel, que l'on quittera pour aller s'installer dans un autre hôtel tout aussi confortable. De tous les partis qui, il y a une année, se ruaient dans l'Internationale Communiste, nous avons su prendre l'élément le plus sain, l'élément prolétarien le plus véritablement révolutionnaire. Quant aux autres, nous les avons jetés par dessus-bord, ou bien ils se sont enfilés eux-mêmes comme des échaudés. De même que, il y a une année, c'était chez messieurs les réformistes et les demi-réformistes presque une mode de désirer appartenir à l'Internationale Communiste, de même c'est devenu maintenant chez eux une mode de renier la III-e Internationale et d'aboyer après elle. A tout prendre, nous préférons encore cette dernière attitude. Vers la fin de l'année en cours, on a vu se manifester chez quelques partisans chancelants de l'Internationale Communiste des tendances de

plus en plus marquées à la formation d'une droite au sein de cette dernière. Bornons-nous à citer les noms de Serrali (Italie), Robert Williams (Angleterre), Paul Lévy (Allemagne), Sneral (Tchéco-Slovaquie), Strasser (Autriche). Différents de nature et de traditions, différents par les procédés dont ils usent pour arriver à leurs fins, ces gens ont pourtant quelque chose qui les unit. Le Troisième Congrès saura écraser dans l'oeuf cette tentative de formation d'une droite, il saura arrêter le développement de ce processus morbide au sein de l'Internationale Communiste.

L'opposition, dite «de gauche», était représentée au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste par les marxistes hollandais, par le groupe de Sylvia Pankhurst, en partie par les délégués des Comités d'usines anglais et américains, par quelques groupes syndicalistes et par le groupe du Parti Communiste Ouvrier Allemand (K. A. P. D.). Le Deuxième Congrès a été bienveillant envers cette opposition de gauche; patiemment, il a fait voir à ces camarades de gauche toutes leurs erreurs et il a réussi, en fin de compte, à obtenir la collaboration révolutionnaire de beaucoup d'entre eux. Une année seulement s'est écoulée, et déjà l'Internationale Communiste a su s'assimiler une partie considérable de ces éléments de gauche. La tactique de la formation de noyaux communistes au sein des syndicats a fait ses preuves; elle a donné de brillants résultats en France, en Allemagne et en Angleterre. L'élite des syndicalistes français s'est rangée sincèrement du côté de l'Internationale Communiste. Il va en être de même des syndicalistes italiens et espagnols. Les partisans des Comités d'usines anglais (Shops-Stewards), ainsi que le groupe Sylvia Pankhurst, sont entrés dans le Parti Communiste Unifié de Grande-Bretagne. Une coopération amicale s'est établie entre l'Internationale Communiste et les meilleurs éléments de l'Union des I. W. W. Nos camarades anglais de gauche ont reconnu, nous en sommes persuadés, la justesse de notre attitude dans la question de la participation au Parti Ouvrier Anglais (Labour Party). Les social-traitres, chefs de ce parti, se sont mis eux-mêmes à en expulser nos camarades, prouvant ainsi, mieux que d'aucune autre façon, la justesse de notre point de vue.

Néanmoins, au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste nous aurons encore à lutter contre cette opposition de gauche, ou plutôt contre ses débris. Nous avons devant nous une brochure intitulée: *Der Weg Der Paul Levi—der Weg der U. K. P. D.*, laquelle a été éditée par le Parti Communiste Allemand (K. A. P. D.), après les journées de mars de 1921. Cette brochure qui, la chose ne fait aucun doute, est de Hermann Horter montre que parmi les adeptes du Parti Communiste Ouvrier Allemand il existe une fraction de

bavards incorrigibles, avec lesquels l'Internationale Communiste ne peut faire route. Le plus sérieusement du monde, Horter et ses amis du Parti Communiste Ouvrier Allemand affirment que *tout parti tant qu'il est un parti de masses, ne peut jamais être un parti révolutionnaire*. Et voilà ce pincésans rire qui reproche à l'Internationale Communiste d'être allée, soi-disant, trop à droite «dans sa chasse» aux masses ouvrières» à Halle, à Tours et même à Florence. A entendre Horter, il n'y a pas dans toute la III-e Internationale un seul parti vraiment communiste — si, pourtant, il y en a un, «un seul». Horter n'a pas dit exactement quel était le parti pour lequel il faisait cette heureuse exception: est-ce le Parti Communiste Hollandais qui, durant vingt ans, a su recruter en tout 2.000 membres, ou bien est-ce le Parti Communiste Ouvrier Allemand qui n'en compte actuellement pas beaucoup plus, la chose n'est pas encore éclaircie.

Si les camarades du Parti Communiste Ouvrier Allemand se mettent à soutenir sérieusement ces «idées», ils se compromettent irrémédiablement et se rendront impossibles dans l'Internationale Communiste.

Nous avons derrière nous une année de lutte. L'immense travail accompli dans le domaine des idées est prêt d'être terminé. L'examen des principes, la différenciation politique théorique touche à sa fin. Notre tâche est maintenant de fixer dans l'organisation le travail accompli. Du Premier au Deuxième Congrès, l'Internationale Communiste n'avait été qu'une société de propagande. Le Deuxième Congrès posa les bases de la tactique du communisme. Du Deuxième au Troisième Congrès ce fut, dans tout le mouvement ouvrier mondial, une lutte passionnée pour la défense de ces bases tactiques. Le Troisième Congrès consolidera les conquêtes faites et donnera la fixation officielle des formes d'organisation, la structure définitive de l'Internationale Communiste. Après le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, chaque délégué, chaque ouvrier communiste conscient pourra dire: «Les principes fondamentaux de la tactique sont déterminés, le programme dans son essence est élaboré, des partis communistes sont créés dans le tout le monde, les bases de l'organisation de l'Internationale Communiste sont posées; maintenant, à l'œuvre!»

Si l'Internationale Communiste continue à se développer aussi rapidement que jusqu'à présent, la bourgeoisie mondiale n'a plus pour longtemps à vivre. Nous aurons la victoire, nous l'aurons même plus vite que beaucoup d'entre nous ne s'y attendent.

G. ZINOVIEV.

24 mai 1921.



BRANDLER

L'INSURRECTION ALLEMANDE DE MARS ⁽¹⁾

Ce n'est que lorsqu'elle est terminée, que la guerre se révèle dans toutes ses conséquences et que les masses commencent à en comprendre véritablement la portée, ainsi que le sens de la révolution. Une preuve caractéristique nous en est fournie par la conduite insensée des délégués actuels du pouvoir, les leaders de la social-démocratie et des Indépendants. Toute la phraséologie incohérente de ces politiciens sur la liberté, la démocratie, la paix wilsonienne, la socialisation et le régime soviétiste ne sert qu'à mieux faire ressortir leur stupide effarement et leur complète impuissance devant la réalité. Leurs mots d'ordre idiots: «Notre salut est dans le travail», «La socialisation se développe», «Il faut fixer les Soviets dans la constitution», leur espoir en la panacée universelle de l'Assemblée Constituante et autres inepties du même genre, tantôt éclatant au grand jour, tantôt dissimulées, font l'effet d'une grotesque arlequinade de pitres imbeciles.

C'est avec l'éveil révolutionnaire que commence le calvaire du prolétariat allemand. Ceux qui ont vécu cette époque et qui l'ont observée du point de vue du marxisme scientifique, ont pu constater toute la justesse des paroles de Karl Marx sur la marche de la révolution prolétarienne dans son «Dix-huit brumaire». «De par la volonté du peuple», le pouvoir était alors aux mains des crétiens et des routiniers du vieux parti social-démocrate et des syndicats, qui voulaient jouer aux politiques mûrés.

Ils allèrent de catastrophe en catastrophe, parce qu'ils étaient dépourvus de toute pensée révolutionnaire créatrice et que, aux premiers grondements de la révolution, lorsque la vague des grèves économiques déferla sur tout le pays, ils eurent recours à la racaille militaire et aux anciens moyens capitalistes; état de siège, terreur blanche, peine de mort et tueries organisées. Ils crièrent aux ouvriers: «La révolution ne doit pas se transformer en lutte pour l'augmentation de la rémunération du travail», «Le maintien de l'ordre est un devoir civique». Ils rétablirent l'ordre à la manière de Gallifet, l'ordre dans le silence des tombeaux: 20.000 ouvriers furent exterminés par le premier gouvernement ouvrier d'Allemagne. La crainte de ne pouvoir, sans le concours de la bourgeoisie, gouverner ni assurer la produc-

tion: telle est la raison fondamentale de leur lâcheté, de leur trahison à la cause du prolétariat et de leurs massacres ouvriers. Les masses manquaient de cette confiance en ses propres forces qui donne la victoire: le premier Congrès des députés ouvriers et soldats renonça volontairement au pouvoir qu'il remit à «l'Assemblée Constituante Populaire». Les vétérans du marxisme, les Kautsky et autres qui, toute leur vie, avaient intrépidement disserté sur le socialisme, eux aussi, prirent peur lorsqu'ils virent se dresser devant eux dans leur implacable réalité les problèmes du socialisme. Dans leur retraite précipitée, ces pontifes du marxisme se heurtèrent aux brailleurs et aux routiniers qui, à la première alerte, avaient déguerpi du champ de bataille. Ce fut alors un chaos d'éléments divers, un imbroglio inextricable au sein de la social-démocratie. La confusion dans les rangs des «hommes nouveaux» du «gouvernement socialiste» ne pouvait manquer d'être mise à profit par les anciens dirigeants qui, d'une main expérimentée, reprirent les rênes de l'Etat. Les ouvriers alors, aussi bien les hésitants que ceux qui avaient mis leur espoir dans la révolution, se sauvèrent à toutes jambes du soi-disant socialisme qu'on leur offrait. Ils tombèrent droit dans le camp de la contre-révolution.

Le grand crime dont la social-démocratie et les Indépendants d'Allemagne auront à répondre devant l'histoire est d'avoir, par la caricature qu'ils ont donnée du socialisme, immensément déçu tous les ouvriers, employés, fonctionnaires hésitants, à tendances petites-bourgeoises, ainsi que la classe moyenne—qui sent si lourdement le poids de la gêne matérielle—et de les avoir jetés dans les bras de la contre-révolution.

Et ainsi, la monarchie presque absolue dont la guerre causa la ruine, fit place à une république capitaliste bourgeoise.

Dans la monarchie du dernier des Hohenzollern, seule, une partie de la bourgeoisie régnait. Dans la république capitaliste bourgeoise de Fritz Ebert, toute la bourgeoisie règne sur la classe ouvrière. Sous la monarchie, les ouvriers pouvaient encore se résigner à la domination de la bourgeoisie, car elle coïncidait avec le développement du capitalisme. En république, la domination de la bourgeoisie est intolérable pour les ouvriers, les employés, les fonctionnaires subalternes et moyens, parce qu'elle coïncide avec le déclin du capitalisme.

(1) Note de la Réd. — Extraits d'un article du camarade Brandler, consacré à l'insurrection de mars.

La politique des réformes politiques et économiques serait possible et juste si nous étions à l'époque du développement du capitalisme, comme c'était le cas avant la guerre. Après la catastrophe de la guerre, une politique qui s'efforce de maintenir l'économie capitaliste et de créer, par des réformes, des conditions de vie supportables pour les ouvriers, est condamnée à jamais.

En 1919, on parlait de la socialisation, on en discutait le programme dans des commissions. Les ouvriers pouvaient alors, tout au moins, par une lutte victorieuse pour l'élevation de la rémunération du travail, obtenir des augmentations de salaire. Maintenant, nulle part il n'est plus question de socialisation; les sujets à l'ordre du jour sont: l'abaissement des salaires, la réduction de la production, la fermeture des entreprises.

A l'heure actuelle, alors que du fait de l'occupation du bassin de la Ruhr, la menace d'une nouvelle guerre, de nouvelles souffrances, est suspendue sur le monde, seule, la Russie tient ferme sur ses jambes et, après avoir repoussé victorieusement tous ses ennemis, profite de la frêve qui lui est accordée, du moment où sur son territoire il ne se trouve plus un seul soldat ennemi, pour se mettre à son œuvre de restauration de l'économie communiste. Maintenant, devant le danger de la Haute-Silésie et après l'occupation du bassin de la Ruhr, on peut se demander quelle serait notre situation à l'heure présente si, depuis décembre 1918, nous avions été en alliance avec la Russie Soviétiste et mis en commun nos efforts avec cette dernière pour la réorganisation de notre économie et de l'économie russe. La question de la Haute-Silésie n'existerait pas, car la Pologne ne serait pas l'Etat nationaliste et brigand qu'elle est aujourd'hui, mais une Pologne soviétiste, amie et alliée de la Russie soviétiste et de l'Allemagne soviétiste. Que seraient la Hongrie, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie? La France et l'Angleterre oseraient-elles alors occuper le bassin de la Ruhr?

Les fleuves de sang versé pendant la guerre mondiale ne sont pas encore taris, que nous sommes déjà devant la menace d'une nouvelle guerre. Si la révolution mondiale ne met fin à l'orgie des «vainqueurs», nous aurons une nouvelle guerre encore plus terrible que celle de 1914. Voilà à quoi mène le rétablissement du capitalisme par les menchéviks. En Italie, en Tchéco-Slovaquie, en Autriche et même en Hongrie, le prolétariat se soulève. Le récent plébiscite en Haute-Silésie, au lieu de mettre fin à la crise, n'a fait que l'accentuer. La presse allemande décrit les préparatifs militaires de la Pologne, la presse polonaise, de son côté, parle d'une offensive allemande en Haute-Silésie. En raison de l'aggravation de la situation, le Comité Central invita le parti à déployer la plus grande activité et à se mettre sur le pied de guerre. A l'unanimité moins une voix, le Comité Central décida de passer de la propagande à l'action et de mobiliser les masses. Il fut également résolu, au cas où le plébiscite de Haute-Silésie amènerait à un conflit armé, d'appeler les masses à la lutte contre cette aventure insensée. Admettant que les sanctions provoquées par la résistance passive du

gouvernement allemand aux exigences de l'Entente ou que l'accord de l'Allemagne avec cette dernière pourraient entraîner la fermeture de nouvelles usines et la réduction de la production, le Comité Central décida, au cas où la misère forcerait les sans-travail et les ouvriers insuffisamment occupés à descendre dans la rue, de tout faire pour organiser la lutte, la mener avec vigueur et mettre les masses en mouvement. De plus, rapportant la résolution précédente, dans laquelle il recommandait d'éviter les combats isolés, le parti décida de soutenir et de diriger des mouvements partiels, tels que la lutte des mineurs ou des ouvriers agricoles pour l'augmentation des salaires. Le parti fut unanime sur la nécessité d'éveiller, partout où faire se pourrait, l'esprit offensif chez les ouvriers et de se mettre à la tête des masses pour les mener au combat. Le parti savait bien que ces actions ne pouvaient amener la lutte directe pour le pouvoir. Mais, si par des manifestations des ouvriers des branches les plus importantes de la production, par exemple des mineurs ou des cheminots, on réussissait à repousser l'agression (lock-out), des patrons, la confiance des masses en leurs propres forces se serait considérablement accrue. Toujours et partout, le Comité Central souligna qu'il était nécessaire de tenir compte des conditions réelles de la lutte, de ne pas s'assigner des buts inaccessibles, mais que le principal était de mener la lutte avec le maximum d'énergie. Enfin, le Comité Central arrêta que s'il se produisait des mouvements ouvriers dans certaines régions, on devrait, dès que faire se pourrait, étendre ces mouvements à tout le territoire du pays, afin de venir en aide aux ouvriers déjà engagés dans la lutte.

C'est cela et seulement cela qui fut arrêté, à la séance du Comité Central du 17 mars. La plus grande activité possible et la préparation à la lutte pour pouvoir être à la tête des masses, au moment où cette lutte éclaterait, voilà ce que signifient les débats et les décisions prises à la séance tenue par le Comité Central, les secrétaires de rayons et les rédacteurs des journaux du parti.

Pendant la séance, on apprit que Hürsing avait ordonné l'occupation de l'Allemagne Centrale par la police. Le Comité Central tout entier vit clairement que cet ordre était une provocation aux ouvriers de l'Allemagne Centrale contre lesquels le gouvernement de Severing se disposait à prendre des mesures de répression. L'Allemagne Centrale, Halle, Mersebourg, Mansfeld, c'étaient là les endroits où le parti avait recueilli le plus grand nombre de voix, aux récentes élections au Landtag Prussien. Aussi le Comité Central déclara-t-il, à l'unanimité, l'appel à la grève générale et la mobilisation des membres du parti pour l'organisation de cette grève, laquelle n'était point une grève contre les ouvriers communistes, comme nous en ont accusé nos ennemis, mais une grève de tous les ouvriers, destinée à soutenir le prolétariat de l'Allemagne Centrale, victime de l'agression gouvernementale, et à obliger le gouvernement à retirer la police.

BRANDLER.



Karl RADEK

L'AFFAIRE PAUL LÉVY

Pour faire suite à la brochure „Des Divergences de Tactique dans le Parti Communiste Unifié Allemand“.

Le 18 avril, alors que ma brochure sur les divergences de tactique dans le Parti Communiste Unifié Allemand venait d'être achevée et envoyée en Allemagne, je ne savais encore rien de celle de Lévy—*Notre Chemin*—à laquelle le Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand s'est vu dans l'obligation de répondre par l'exclusion immédiate de Lévy. Je pouvais donc considérer ce dernier comme un représentant de la droite. A la vérité, les lecteurs de ma brochure ont pu se rendre compte en l'achevant, que je presentais la rupture imminente de Lévy avec le Parti. Mon sentiment se fondait sur la connaissance que j'avais de la copie d'une lettre de Lévy au camarade Lénine et d'un sténogramme du discours qu'il avait prononcé, le 7 avril, à l'Assemblée des militants responsables de Berlin. Mais, je dois l'avouer, envisageant la possibilité de la sortie de Lévy du Parti, je n'admettais pas un instant l'idée qu'il en sortirait *comme un renégat*, pour se ranger à une heure grave pour le Parti du côté de la classe ennemie et répéter contre l'Internationale les accusations calomnieuses de Scheidemann et de Dittman. Quelque pénible qu'il soit de reconnaître qu'un homme en qui nous voyions un compagnon de lutte, s'est révélé capable d'une odieuse trahison, je pense que l'affaire Lévy rafraîchira sensiblement l'atmosphère du P. C. U. A. Je parlais, dans ma brochure, du développement et de la nature de la droite du P. C. U. A. en me fondant principalement sur des citations prises dans les articles de Lévy; mais on aurait tort de croire qu'il constitue, seul, toute la droite en question. Outre certains organisateurs qui se proclament communistes, bien qu'ils soient en fait totalement incapables d'action révolutionnaire, Lévy était soutenu par des militants expérimentés et sûrs, qui, accoutumés à considérer les corrélations de forces, craignent une défaite, sans voir que le plus grand danger menace le parti inactif qui se borne à la propagande et à l'agitation, qui néglige d'insuffler aux masses souffrantes la foi en leur propre force, laquelle ne peut être que le fruit de l'activité et de la lutte.

En étudiant, dans la brochure en question, toutes les questions débattues, nous avons cherché à dé-

montrer à ces camarades que ce ne sont pas des divergences de vue secondaires qui nous séparent de Lévy, mais qu'il s'agit de sa politique opportuniste, systématiquement poursuivie, dont il ne voit pas bien lui-même la liaison avec le centrisme. Avant même que ma brochure soit parvenue aux camarades allemands, Lévy prouvait avec une netteté qui nous stupéfia, combien j'avais raison. Il nous apparaissait aux côtés de Hilferding, de Dittman et de Crispian, que, tout récemment encore, dans sa lettre au camarade Lénine, il qualifiait de «canailles». Il dénonçait la tactique d'aventures et de provocation du Comité Central et la politique d'aventures de l'Internationale Communiste. Contre le Parti dont il fut le président, il n'a pas un argument qui n'ait été emprunté à Scheidemann et à Hilferding. Tout récemment encore, il réfutait ces arguments avec énergie, avec le ton d'une profonde conviction; et le voilà qui les sert maintenant comme les siens propres. Ceci, mieux que toute considération théorique, atteste la justesse de notre affirmation: *que la discussion avec Paul Lévy n'est que la suite de la discussion avec Hilferding.*

Nous pourrions terminer cette post-face en nous bornant, après avoir banni de notre mémoire le souvenir du Lévy qui fut notre camarade, à inviter les militants dont il a été suivi, à confronter nos arguments avec ce fait: la chute de leur chef. Mais si, désireux de ne pas accroître la violence de cette polémique, nous avons jusqu'à présent évité contre Lévy toutes attaques personnelles, le devoir politique et personnel nous oblige maintenant à nous occuper de bien caractériser ce *renégat*.

Paul Lévy était à peu près inconnu dans le Parti Communiste, quand la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg laissa le parti sans chef. Lévy n'était aucunement un homme susceptible d'acquiescer la confiance des grandes masses; il n'était pas non plus de ceux qui savent toujours bien dans quel sens ils vont diriger leurs pas. Quand dans les discussions sur le rôle du Parti, sur l'attitude envers les syndicats et le parlementarisme, il se fit remarquer par son talent d'orateur et d'écrivain, je l'encourageai théoriquement et pratiquement, et il m'arriva plus d'une fois de combattre chez lui l'intention d'abandonner la lutte pour revenir à la vie privée. Nombreux

sont ceux de mes amis politiques les plus proches qui se déliaient profondément de Lévy, voyaient en lui un raisonneur, n'apercevaient pas chez lui les qualités du militant révolutionnaire; et j'eus maintes fois à le défendre. C'est pourquoi, je me sens aujourd'hui responsable pour cet homme, dont le cadavre politique gît aujourd'hui devant nous. Mais plus encore que l'accomplissement du devoir personnel, je recherche la leçon politique que nous pouvons tirer de l'analyse d'un fait semblable: comment un homme, aussi bien doué que Lévy, a pu devenir un traître à la classe ouvrière et le complice immédiat de la justice blanche?

Les travailleurs allemands en ont vu bien d'autres en fait de trahison de chefs. Ils ont vu bon nombre de chefs succomber politiquement en passant à la bourgeoisie. Ils ont vu le président du Parti Allemand Ebert devenir chancelier de l'Empire; ils ont vu l'ouvrier Noske devenir un des généraux de la contre-révolution, Haase et Dittman renforcer les positions de la bourgeoisie, Dittman et Crispian se faire, en dépit de leur verbosité révolutionnaire et de leur reconnaissance de la dictature prolétarienne et du pouvoir des soviets, les complices des Scheidemann et des Ebert qu'ils ont si souvent maudits! Ils ont vu Dittman, l'organisateur de l'opposition syndicale, succéder à Leghien et, s'étant acquis une grande influence, préparer l'exclusion des ouvriers révolutionnaires, afin que le patronat puisse appesantir sur la classe ouvrière la menace du chômage. Ils ont vu Wolfheim et Laufenberg, personnellement révolutionnaires honnêtes et dévoués, rouler dans toutes les officines de la contre-révolution. Et pourtant, chaque nouvelle trahison d'un chef frappe au cœur le prolétariat qui ne peut comprendre que la parole diffère aussi profondément de l'action et que les leaders les plus populaires se révèlent les uns après les autres, au sens littéral du mot, des traîtres à la classe ouvrière. La chute de Lévy n'est pas la dernière, et c'est pourquoi il importe d'étudier avec soin les causes générales et les causes particulières de l'instabilité des sommets et de la chute des chefs, phénomènes que l'on observe à chaque pas en avant du prolétariat.

II.

On a beaucoup écrit sur les causes de l'insistance des sommets du mouvement ouvrier, pendant la guerre et après la guerre. Les anciens chefs, qu'ils fussent d'origine bourgeoise ou d'origine ouvrière, avaient grandi en temps de paix. Ils avaient fait de l'agitation, organisé des manifestations, parlé à la tribune parlementaire, écrit dans les journaux, négocié avec le patronat, — mais ils n'avaient pas dirigé des actions révolutionnaires. Leur tête et leur cœur étaient formés par le temps de paix. Bon nombre d'entre eux se souvenaient des temps héroïques où la vie était difficile, où il fallait subir des privations et des persécutions; mais ils constataient avec satisfaction que ce temps-là était bien passé et que les ministres mêmes considéraient désormais avec bienveillance les chefs ouvriers. Leur pouls ralentissait. Incapables de sacrifice, incapables de

lutter à outrance, ils espéraient que les ouvriers arriveraient par des progrès pacifiques au socialisme; et ils comptaient, vétérans du mouvement ouvrier, finir leurs jours dans les honneurs et le calme. La plus jeune génération ne connaissait les temps difficiles des débuts du mouvement ouvrier que d'ouï-dire. Elle s'était formée dans diverses organisations ouvrières auxquelles elle tenait par-dessus tout. Dès avant la guerre, quand la cherté des vivres annulait toute les conquêtes des syndicats, quand les armements engloutissaient toutes les ressources des Etats et dissipaient toutes les espérances de réformes sociales, quand la concentration de l'industrie par les trusts fortifiait de plus en plus la bourgeoisie et que l'impérialisme fortifiait la réaction, quand tout faisait présager la guerre, ces chefs dénonçaient les «inquiets», les «révoltés» qui poussaient le prolétariat à des luttes, dans lesquelles il risquait de perdre ses organisations. Le souci de la sécurité de celles-ci se rattachait à une crainte superstitieuse du capital considéré comme invincible: n'était-il pas armé de pied en cape et maître du monde? Il fallait des romantiques écervelés pour supposer qu'on pût le vaincre en bataille rangée.

Quand la guerre éclata, quand tous les rêves d'évolution pacifique s'écroulèrent, les chefs des grandes organisations ouvrières n'osèrent naturellement pas lutter contre la tempête. N'était-il pas évident qu'ils succomberaient dans cette lutte, eux et leurs organisations, et que les ouvriers seraient défaits? Leur couardise, ils la dissimulèrent en invoquant la défense nationale, la nécessité de défendre les conquêtes de la classe ouvrière, etc.; et ils devinrent ainsi les complices de l'impérialisme le plus réactionnaire; car, n'osant pas le combattre, ils durent le soutenir, la neutralité étant dans ces circonstances impossible. Ces chefs défendirent ainsi leurs organisations en les transformant, armes du prolétariat contre le capital, en armes du capital. Cependant, des millions de prolétaires tombaient sur les champs de bataille ou en revenaient mutilés; les enfants de la classe ouvrière naissaient chétifs, — la jeunesse ouvrière prodiguait le meilleur de ces forces. Quand l'impérialisme fut brisé et le gouvernement renversé, trois années de commerce amical avec le capitalisme avaient débauché ses chefs, au point que leur seul souci fut de venir en aide à leurs maîtres et seigneurs capitalistes pour les aider à reprendre le pouvoir. Le capitalisme avait fait du monde un monceau de ruines; mais, pensaient-ils, le capitalisme seul pouvait rebâtir le monde. En se laissant pendant 4 ans bernier et mystifier, les ouvriers ne s'étaient-ils pas montrés indignes du pouvoir? Et ces chefs voyaient de la folie dans toute action des ouvriers. De même que l'aliéniste calme son patient en lui mettant la camisole de force, ils prêtaient la main à la bourgeoisie lorsqu'elle «calmait» à sa façon les travailleurs pris, après la guerre, d'une crise de folie furieuse. Lisez les mémoires de Noske, et vous verrez que ce chef prolétarien transformé en bourreau est convaincu d'avoir raison. Ce qu'il y a de plus accablant dans son livre, ce n'est pas le cynisme de ses opinions, mais bien cette conviction qu'il a de son bon droit.

Une minorité de chefs se rendait compte de la trahison du 4 août, mais n'avait pas le courage de protester. Ils étaient de la même pâte que les Scheidemann et les Ebert; comme ces derniers, ils n'osaient pas entrer en lutte, — comme ces derniers ils étaient hypnotisés par la puissance apparente du capital, ils doutaient des forces du prolétariat, ils ne pensaient qu'à conserver ses organisations. S'ils n'avaient pas suivi Ebert et Scheidemann, c'est en partie parce que, comprenant mieux la situation mondiale, ils n'avaient pas voulu s'attacher à la cause perdue de l'impérialisme allemand et, en partie, parce que leur manque de caractère ne leur permettait pas de se soustraire à l'influence des masses ouvrières qui commençaient à se réveiller. Comme les Dittman, patriotes ardents après le 4 août, refroidis après la bataille de la Marne, ils n'avaient pas le courage de résister à la pression ouvrière, mais ils n'avaient pas non plus celui de travailler pour la révolution. Au contraire, ils ne faisaient qu'inviter le gouvernement capitaliste à renoncer à des exigences susceptibles de provoquer une révolution. Accusé d'avoir organisé la grève de janvier 1918, Dittman jurait devant les juges n'avoir jamais, depuis qu'il avait quitté l'atelier, préconisé la grève. Après la défaite de l'impérialisme allemand, les représentants du centre, Dittman et Haase, furent d'accord avec Ebert et Scheidemann, pour reconnaître que le peuple allemand ne pouvait vivre que de la grâce du capital victorieux et qu'il était indispensable de restaurer en Allemagne le gouvernement bourgeois, afin de mériter la confiance du capitaliste américain. Ce ne fut qu'après que Noske et Merker eurent massacré dans les rues de Berlin 15.000 ouvriers, que Dittman et Crispian se sentirent le courage de se déclarer, eux aussi, partisans de la dictature et du gouvernement des Soviets. Il apparut d'ailleurs promptement qu'ils ne brandissaient qu'un sabre de bois, que rien n'était changé en eux, que la poltronnerie seule les faisait parler. Intimidés par les ouvriers révolutionnaires, ils reconnaissaient les revendications de ceux-ci afin d'obtenir leur confiance et de les retenir ensuite. Le masque leur fut arraché à Moscou; les travailleurs révolutionnaires se détournèrent d'eux. Voyant alors que leurs manœuvres ne réussissaient plus, ils se montrèrent tels qu'ils étaient: des représentants de la contre-révolution allemande. Ils la servent en employant toutes les calomnies et toutes les persécutions, pour conserver à la bourgeoisie son dernier rempart: le syndicat indépendant des communistes. Ils la servent en s'efforçant de la rapprocher des capitalistes de l'Entente. Ils viennent en aide à la contre-révolution en s'efforçant, lors de chaque action ouvrière — fût-ce dans les plus insignifiantes, dans celles où il ne s'agit que d'arracher un morceau de pain à étouffer le mouvement, de peur qu'il ne se transforme en lutte pour le pouvoir. Ils aident la contre-révolution non seulement en trahissant les ouvriers lors de toutes les batailles, mais encore en s'efforçant de prouver que les victimes de la terreur blanche sont, en réalité, des victimes du communisme. Ils trahissent le prolétariat en salissant ce qu'il a de plus saint: la solidarité

internationale. Ils savent inlassablement sa loi en la Russie des Soviets qui, ensanglantée, affamée, dévastée, est pourtant la seule citadelle de la classe ouvrière, la seule espérance du prolétariat en lutte.

III.

99 sur 100 des anciens chefs ont trahi la classe ouvrière, faute de croire en ses forces et par suite de leur crainte superstitieuse de la toute-puissance du négrier capitaliste. Un fort petit nombre seulement est entré dans la lutte. Et l'ennemi nous a tué les meilleurs de ceux-là. Weismeyer est aujourd'hui invalidé par la maladie; envoyé au front, il y perdit tous ses forces, tandis qu'à l'arrière l'obèse Keil prospérait dans l'héroïsme patriotique. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ont été assassinés. Johann Knief, est mort entouré des chiens de garde de Noske. Loguichés est tombé sous la balle d'un assassin. Et les rangs serrés des travailleurs révolutionnaires ont été abandonnés à la direction d'un petit nombre de chefs dont les uns n'avaient pas de préparation théorique, dont les autres manquaient d'expérience révolutionnaire et les troisièmes n'étaient que trop faiblement rattachés aux masses. Les travailleurs révolutionnaires ont affronté l'ennemi avec le souvenir d'innombrables trahisons et la sensation de trahisons imminentes. Comment combattre, comment se former en colonnes d'attaque, où aller? Il n'y avait personne pour leur montrer le chemin, personne pour dissiper le brouillard qui leur voilait les victoires futures. Et ce fut par l'expérience personnelle acquise au prix d'échecs réitérés, que la classe ouvrière allemande apprit le chemin de la victoire. Nul ne pouvait lui éviter les tâtonnements et les sacrifices, même si quelqu'un eût possédé la formule infaillible d'une révolution rapide et victorieuse: car le manque de confiance des ouvriers eût annulé la valeur de cette formule magique. Livrés par les chefs social-démocrates, livrés tous les jours par les chefs indépendants, et le sachant bien, les ouvriers n'avaient plus confiance en personne. Dans les milieux ouvriers communistes les plus larges, on était enclin à faire de l'exclusion des chefs ou meneurs de masses prolétaires un principe révolutionnaire; cet état d'esprit a trouvé son expression dans le programme du K. A. P. D. Mais l'insurrection des phrases ne supprime pas la réalité. La masse combattante avait besoin d'hommes capables de tirer la leçon de ses expériences, et tout au moins, de lui apprendre à dégager les enseignements de défaites dans lesquelles elle avait abondamment versé son sang.

Tout contingent de combattants a besoin d'un chef. Aucune armée ne peut subsister sans état-major, et les travailleurs de toute tendance ont cherché des chefs. Des chefs nouveaux n'avaient pas eu le temps de se former; le Parti Communiste Allemand dut choisir parmi ses membres les hommes qui avaient tout au moins quelques-unes des qualités voulues. Au premier rang, parmi ceux-là, se trouvait Paul Lévy.

Non qu'il eût été plus proche que d'autres aux luttes dans lesquelles le Parti Communiste Allemand prit naissance. Parmi les hommes de

la jeune génération, Taiheimer, qui avait pris une grande part aux discussions sur le kautskisme, discussions dont, avant-guerre, naquit la tendance radicale de gauche, en avait été plus proche. Paul Freilich, qui avait participé dès avant-guerre aux grandes campagnes du Parti et avait préconisé la réorganisation complète des syndicats, était, lui aussi, plus près du Parti Communiste par son passé. Brandler et Pisk, pourvus d'une grande expérience en matière d'organisation et qui, pendant la guerre, avaient travaillé avec le plus grand dévouement pour le groupe Spartacus, avaient, eux aussi, des liens plus étroits avec le parti. Paul Lévy n'avait pas participé aux discussions d'idées, au cours desquelles furent jetées les bases du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Jeune avocat, avant la guerre il commençait de se former dans le mouvement ouvrier, à Francfort. Rosa Luxembourg, poursuivie pour sa propagande anti-militariste, fit par hasard sa connaissance et apprécia son talent oratoire si brillant et ses aptitudes dialectiques. Lévy appartenait alors à la gauche du Parti. Au début de la guerre, il fit partie du groupe faiblement organisé de Rosa Luxembourg. Mais bientôt mobilisé, il resta totalement ignoré des fondateurs du groupe Spartacus. En 1916, il vint passer deux mois en Suisse, où je lui fis faire la connaissance de Lénine et de Zinoviev. Nous apprîmes ses aptitudes dialectiques et, devenus ses amis, nous nous efforçâmes de contribuer à son développement. Mais il était bien évident, à nos yeux, que dans les questions de pratique et de tactique que nous posait la guerre, Paul Lévy se retrouvait trop difficilement pour être vraiment un chef. Erudit, doué d'une grande largeur de vues, il connaissait bien l'histoire et la théorie du mouvement ouvrier. Mais la fermeté de conviction d'un homme pour lequel le mouvement ouvrier, loin d'être seulement un champ d'activité intéressant, concentre toutes ses aspirations, tous ses désirs, toutes ses forces spirituelles, lui faisait défaut. Entretenant avec Lévy des relations de bonne camaraderie, nous faisons d'autant plus de cas de sa personne qu'il contribuait à nous aider à grouper les forces, alors dispersées, des internationalistes.

Le groupe Spartacus, rattaché au groupement de «l'Internationale» traversait alors une période d'errements intellectuels qui l'empêchaient de se ranger fermement du côté du bolchévisme. A Zimmerwald, les spartakistes suivaient Martoff. Dans le numéro unique de *l'Internationale*, la camarade Clara Zetkin manifestait des tendances pacifistes. La brochure de Junius nous paraissait pleine de contradictions; en matière d'organisation, nous entrâmes en conflit avec Clara Zetkin, dès la conférence des femmes de Berne où elle multiplia les efforts pour se rapprocher du centre et ne voulut pas, à cette fin, aller plus loin que ne le permettaient les pacifistes de l'Independent Labour Party Anglais. En conséquence de la scission qui divisa la social-démocratie russo-polonaise en deux groupes—Lénine, Zinoviev et moi-même d'une part, Rosa Luxembourg et loguichès de l'autre, des conflits personnels se produisirent. Le groupe de nos coreligionnaires politiques les plus proches d'Allemagne, celui de

l'Arbeiterpolitik de Brême, était non seulement séparé du groupe de «l'Internationale» par des divergences de vues théoriques, d'ailleurs très utiles, mais encore par une complète ignorance mutuelle en matière d'organisation, ignorance qui entraînait l'éparpillement des forces. Dans cette situation, nous faisons grand cas de nos relations avec un homme aussi doué que Lévy, par qui il nous était donné de contribuer au rapprochement des deux groupes allemands et d'agir sur l'«Internationale». Lévy écrivit pour *l'Arbeiterpolitik* de Brême et agit en Suisse solidairement avec nous. Mais on voyait, dès lors, tout ce qui lui manquait pour être un chef. Il nous paraissait évident que dans la situation du moment, après l'arrestation de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, son devoir eût été de rentrer en Allemagne où le groupe Spartacus manquait d'éléments dirigeants, ou de lui donner en Suisse une base illégale de ravitaillement pour la lutte. Lévy ne travaillait en Suisse qu'à la manière d'un dilettante et dépensait moitié de son temps en excursions. Revenu en Allemagne, il rejoignit de nouveau l'armée et ne recommença à militer que peu de temps avant la révolution. Après la défaite de l'impérialisme allemand, on le retrouve à la rédaction de la *Rote Fahne*. Orateur et journaliste brillant, il se fait connaître dans les milieux ouvriers. Pendant les événements de janvier, son manque d'assurance se manifeste nettement. Bien qu'ayant une attitude critique, il n'intervint pourtant pas assez énergiquement auprès du Comité Central du Parti pour éclaircir la tactique de ce dernier. Il se laissa écarter, quoique dès le 8 janvier, à l'occasion de la lettre dans laquelle l'exigeais du Comité Central la cessation de la lutte, il se joignit à moi.

Après la mort de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, Lévy représente le Parti dans ses relations avec l'extérieur. Loguichès qui, jusqu'à sa mort, dans les derniers jours de mars, dirigea le Parti, se tint toujours à l'écart, tant par suite de son caractère réservé que de sa qualité d'étranger. Taiheimer, théoricien prudent, n'était pas orateur. Dans les réunions du Comité Central et les meetings, c'était donc le plus souvent à Lévy de prendre la parole. Mais lorsque, à la mort de loguichès, toute la responsabilité de la direction du Parti lui revint, il sentit bientôt son insuffisance. Dès le mois d'août 1919, quand, emprisonné, je réussis à renouer mes relations avec le Parti, il m'informa de sa décision d'en quitter la direction. Il était, disait-il, au-dessus de ses forces de travailler illégalement, tout en résistant à la défiance marquée des éléments syndicalistes et des aventuriers du Parti. C'était l'époque la plus critique. Le Parti était insignifiant, sa gauche le poussait à des actions dont le seul résultat eût été l'anéantissement des faibles forces du groupe Spartacus. Le problème était de faire de l'écheveau emmêlé qu'était alors le groupe Spartacus, un parti unique pourvu d'une théorie claire et, quoique faible, prêt à combattre. La conquête du pouvoir paraissait encore irréalisable. Les 99% de la classe ouvrière étaient encore insuffisamment préparés pour servir de base à notre pouvoir. La majorité suivait les social-démocrates, et, la minorité révo-

lutionnaire n'avait pas encore pris nettement conscience d'elle-même. Il suffira de constater que nous commençons seulement à former les fractions communistes dans les Soviets et que rien n'avait encore été fait dans les syndicats pour y rapprocher les communistes en vue d'une action commune. Le Parti avait pour tâche de faire connaître aux ouvriers la corrélation effective des forces et ce, sous une forme point doctrinale, afin de ne pas repousser les éléments révolutionnaires trop impatientes. Lévy ne sut pas le faire. Où il fallait agir avec fermeté et résolution, notamment dans la question des syndicats, il hésitait. Il pressentait vaguement qu'il ne fallait pas sortir des syndicats, mais il n'avait pas la hardiesse de dire à haute voix: Allez aux syndicats! Il louvoyait et faisait semblant de croire qu'il s'agissait de savoir dans quelles conditions on pouvait sortir des syndicats. Par contre, lorsqu'il eût fallu compter avec le sentiment révolutionnaire des masses et ménager ce sentiment, même au cas où il eût amené le Parti à une lutte sans espoir, Lévy agit en doctrinaire inflexible et provocant. Il me suffira de rappeler Munich. Nos camarades de Munich étaient contre la tentative isolée de la Bavière. Mais lorsque la Bavière fut proclamée République des Soviets, lorsque les blancs menacèrent le prolétariat de Munich, le camarade Léviné, obéissant à son instinct de prolétaire révolutionnaire, dit: «Quand les masses ouvrières sont prêtes à verser leur sang, le Parti Communiste n'a pas le droit de se retirer dans un bouchoir pour y discuter théorie». Et Léviné resta à son poste. Il s'agissait désormais d'appeler tout le prolétariat allemand à la défense de Munich. La tentative échoua par suite des actions contraires des social-démocrates et des Indépendants. Avec une centaine d'autres camarades, Léviné marcha à la mort et Lévy entama sur les dépouilles des héros un long débat pour savoir s'il n'eût pas mieux valu ne pas prendre les armes. A la chute de la République des Soviets de Bavière, Lévy enrichit son parti des sentences de sa sagesse de philistin raisonneur. Dans mes lettres, je tentai de corriger son attitude politique; dans mes brochures, je proposai au Parti d'asseoir sa tactique sur deux principes fondamentaux: grouper les forces pour les luttes ultérieures et conserver le contact avec les éléments impatientes. Mais quoique bien informé des faiblesses de Lévy, je m'efforçai d'empêcher son départ. Le Parti était si pauvre, que je croyais de mon devoir de lui conserver un écrivain et un orateur de ce talent. Je disais donc à Lévy que son départ serait une désertion et qu'en période révolutionnaire, on doit fusiller les chefs déserteurs. Lévy céda. Il lui arrivera plus d'une fois de nous servir ces menaces d'être traité en déserteur comme un argument en sa faveur; et je dois reconnaître que, lorsque je m'efforçais de retenir à tout prix Lévy et de calmer les camarades indignés par ses attitudes, je sursumais en effet l'importance des chefs intellectuels. La lutte contre les éléments de gauche s'aggravait. Lévy y manquait grossièrement de tact. Quand, deux jours avant la conférence de Heidelberg, je sus que Lévy tendait, à un moment où l'on ne faisait que

commencer l'élaboration d'une tactique nette, à une rupture ouverte avec la gauche, je le mis en garde contre trop de hâte. Il m'était dur de rompre avec les ouvriers de gauche, bien que l'esprit contre-révolutionnaire des Laufenberg, des Wolfheim et des Schröder m'apparût plus nettement qu'à Lévy, mais je m'intéressais non aux chefs, mais aux ouvriers révolutionnaires dont ils étaient suivis. Lévy affirma par la suite que ma lettre lui était parvenue trop tard. Des événements irréparables s'étaient accomplis, à Heidelberg. Pour retenir quand même les ouvriers que Lévy repoussait, en exigeant leur soumission à des thèses qui devaient encore être discutées, je persuadai le Comité Central de proposer de nouvelles thèses et de montrer ainsi aux organisations qu'on n'avait pas cherché à les placer devant un fait accompli. Ce furent les thèses que le Comité Central et le Bureau de la III-e Internationale pour l'Europe Occidentale soumièrent, en janvier 1920, à la discussion du Parti. J'avais aussi en vue de faire rejeter certaines formules opportunistes, incluses dans les thèses de Heidelberg, grâce à la formation tout à fait empirique de Lévy et à son incompréhension des perspectives révolutionnaires.

On ne pouvait déjà plus éviter la rupture. Je ne pus que réunir quelques vieux amis de Brême et former un groupe pour tenir tête à Laufenberg dans les bras duquel les efforts de Lévy avaient poussé de nombreux camarades. Pendant l'aventure de Kapp, l'attitude de Lévy fut très singulière. Après avoir critiqué en prison l'activité d'une partie du Comité Central, il fit, remis en liberté, la politique opportuniste de l'opposition loyale. Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, je protestai avec Lévy contre l'admission du K. A. P. D. en qualité de membre de la III-e Internationale, jouissant de la plénitude des droits. Mais alors aussi, bien que sa position fût excellente, Lévy manqua de tact au point de s'attirer, par sa raideur et par ses exigences intempestives, la défiance de l'Exécutif. Lorsque l'Exécutif décida d'inviter au Congrès le K. A. P. D. en lui accordant voix consultative, Lévy me déclara qu'il s'en allait. Je le retins en lui demandant: Où irez-vous, au sens politique du mot? Soucieux des intérêts du Parti, je m'efforçai d'amener une entente entre Lévy, l'Exécutif et certains camarades allemands pleins de défiance envers Lévy. Le camarade Meyer se souvient de la conversation que nous eûmes avant le départ pour l'Allemagne. Je lui disais être convaincu qu'il ne quitterait jamais, lui, Meyer, le Parti, chose qu'on ne pouvait dire de Lévy. Je lui disais que, tant que la lutte n'aurait pas formé de meilleurs chefs, les hommes comme Lévy nous seraient nécessaires, surtout au Parlement, pour l'agitation, et qu'il faudrait pour cela le garder. Meyer me donna raison. Dans une lettre au Comité Central, je crus devoir souligner que Lévy reconnaissait aussi la nécessité de renforcer l'activité du Parti et de travailler fraternellement. A son retour de Halle, Zinoviev me dit que Lévy devenait plus raisonnable et paraissait rempli des meilleures intentions. Mais j'appris bientôt à mon grand étonnement que, fatigué des luttes et de l'action politique, Lévy voulait se retirer à Francfort. Comme il jouissait de



FUNÉRAILLES DU CAMARADE SYLT



FUNÉRAILLES DU CAMARADE SYLT

la confiance des indépendants et pouvait par conséquent éviter les frottements entre les deux partis à la veille de fusionner, je fis sur lui avec le camarade Talheimer la pression la plus vive. Nous lui déclarâmes que dans le Parti Communiste les camarades sont désignés par le Parti pour les fonctions qu'ils occupent et qu'ils n'ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Qui ne se soumet pas à cette règle est un déserteur. Nous le menaçâmes de l'exclusion du Parti. «On n'envoie pas à la chasse un chien qui ne veut pas y aller»,—nous répondit-il, et nous devions bientôt apprendre qu'il avait raison.

Sa participation à la direction du Parti n'avait que peu d'importance. Esthète raffiné, qui trouve pendant la période révolutionnaire le temps et la force morale de collectionner des vases anciens et d'étudier la question de la pyramide de Cheops, il trouvait au-dessus de ses forces le travail quotidien de la forge du Parti. Par contre, son amour-propre, sa nervosité, sa présomption empoisonnaient le Parti. Ne nourrissant que peu de sympathie pour les vieux militants, il ne cherchait à se rapprocher que des anciens chefs de la gauche indépendante. Bientôt commencèrent les conflits suscités par l'admission dans l'Internationale Communiste du K. A. P. D. en qualité de parti sympathisant. Bien que la décision de l'Exécutif de la III^e Internationale, prise après de longues délibérations, fût irrévocable et donnât la possibilité de rapprocher du Parti tout un groupe actif d'ouvriers révolutionnaires, Lévy déclara que le Parti Communiste Unifié Allemand combattrait les tendances de gauche. Il sabota ainsi en fait l'œuvre de l'Exécutif qui avait réussi à jeter un pont entre le K. A. P. D. et le P. C. U.

Il devait montrer dans la question italienne que, tout en détruisant les ponts à gauche, il les conservait intacts à droite, vers le centrisme. Mais en même temps que ces tendances à droite, il devait manifester en l'occurrence le scepticisme stérile, l'incroyance et la défiance de l'Internationale qui lui étaient propres.—Arrivé en Italie, il pense que les représentants de l'Exécutif y commettent de grandes fautes, mais il ne fait rien pour corriger ces dernières. Au contraire, il se solidarise avec notre délégué. De retour à Berlin, au lieu d'agir sur l'Exécutif par la voie des organisations et l'intermédiaire du Comité Central de son Parti, il commence dans la *Rote Fahne* une violente campagne contre l'Exécutif, en l'accusant d'avoir exclu de l'Internationale Communiste un excellent parti révolutionnaire. Lévy tente, de cette façon, de devancer le Comité Central. «Ce n'est, dit-il, que lorsque nous serons tout à fait dans une impasse, que nous pourrions commencer à chercher une issue». Cette attitude groupe contre lui tous les anciens membres du Comité Central: seule, la camarade Clara Zetkin, son amie depuis de longues années et à laquelle il est encore cher à cause du souvenir gardé avec ferveur de Rosa Luxembourg, défend Paul Lévy. Certains des anciens chefs des socialistes indépendants reconnaissent, après quelques hésitations, que Lévy désorganise le Comité Central et le Parti tout entier et qu'il apparaît comme le leader d'un centre naissant. Quant au Comité Central, on lui

pose nettement la question, il se voit obligé de voter une résolution qui blâme en fait sa propre politique antérieure. Mais aussitôt après le départ du représentant de l'Exécutif, Lévy se met à l'œuvre à l'intérieur des organisations, dans le but de faire du Parti Allemand l'instrument de Serati. Les éléments de gauche du Comité Central, résolus alors à mettre un terme aux intrigues et à empêcher Lévy de provoquer une explosion à l'intérieur du Parti posent la question avec la plus grande intransigeance. Et Lévy s'insurge contre la discipline du Parti. Dans une organisation prolétarienne où l'on peut demander à chaque membre d'aller à la mort, Lévy donne l'exemple de l'indiscipline et abandonne le mandat de membre du Comité Central que lui a confié son parti. Son travail démoralisateur a déjà donné des résultats. Des prolétaires, tels que Brass et Hoffman, des vieux militants éprouvés, tels que Clara Zetkin et Daümig, qui, dans l'ancien milieu social-démocrate pourri d'opportunisme, ne se seraient jamais permis de penser à quitter leur poste sans le consentement du Parti, croient maintenant pouvoir suivre l'exemple de Lévy. Après avoir foulé aux pieds leur devoir d'officiers, ils annoncent qu'ils le rempliront en «soldats». Nous verrons comment il comprennent leur devoir de soldats!

Ici commence l'exposé des faits qui, pour les ouvriers allemands et pour l'Internationale Communiste, rempliront les pages les plus tristes mais les plus instructives de leur nouvelle histoire. Prenant en considération les dangers extérieurs et intérieurs et la situation internationale, le Comité Central du Parti décide, le 17 mars, après une discussion longue et minutieuse, de poursuivre une politique active sans éviter les conflits et même en allant au-devant d'eux. La décision du Comité Central ne parle pas d'actions désorganisées, mais enjoint de former les colonnes d'attaque. Le soldat Lévy entend ce cri de guerre. Il se rassure en pensant que l'action ne commencera pas de sitôt et part pour l'Italie, sans doute afin d'y prendre des forces pour la lutte future. D'autres soldats du Parti—ils sont un demi-million de prolétaires—ne vont pas se soigner en Italie; ils ont reçu l'ordre de réunir leurs forces et de se tenir prêts à combattre. Mais Lévy, même en qualité de soldat, exige une ration supplémentaire. Adversaire de l'action désorganisée, il sait qu'on ne commence pas avec un coup de revolver, qu'il faut une agitation préalable et un effort d'organisation. Mais il est persuadé que le Comité saura remplir cette tâche. La nouvelle des combats engagés plus tôt qu'on ne s'y attendait, lui parvient comme il arrive à Vienne. Il fait à la révolution un grand sacrifice. Il interrompt son voyage, bien que les billets de chemin de fer fussent déjà dans sa poche, et il revient en Allemagne. Mais nous ne le voyons ni en Allemagne Centrale, ni à Hambourg, ni à Berlin se consacrer à l'œuvre d'organisation et d'agitation. Son devoir de soldat, il le comprend tout autrement. Il commence pendant le combat à démoraliser les combattants. Aucun de ses amis ne participe aux événements. Les membres du Parti s'en rendent compte, et l'absence des chefs ne contribue certes pas à accroître l'entrain des hommes. Le

29 mars, alors que l'issue des combats est loin d'être décidée et qu'il faut continuer la lutte avec acharnement, Lévy écrit au camarade Lénine une lettre dans laquelle l'insurrection est présentée comme une désastreuse folie. Qu'en dit-il? Déplore-t-il que, sorti avec ses amis du Comité Central, il n'ait rien pu faire pour empêcher la catastrophe? Il déclare, au contraire: «Tous ceux qui me connaissent comprendront aisément que j'ai abandonné avec joie la direction du Parti Communiste». Et le même homme prophétise dans la même lettre que les chefs actuels amèneront en 6 mois le Parti en un effondrement total. Puis il ajoute: «Je ne m'opposerai pas à cette politique. Je me bornerai à exposer mon point de vue dans une brochure. Je ne ferai aucune représentation ni aux instances allemandes, ni à l'Exécutif. Je ne gênerai pas les camarades qui ont assumé toutes les responsabilités».

La brochure qu'il se proposait d'écrire lui livrée aux presses, le 3 avril. Le point de vue que défend Lévy est celui de Hillferding. Le Comité Central est accusé dans ce pamphlet d'avoir commis un crime contre le Parti. Et Lévy demande la disparition de l'arène politique d'hommes qu'il est loin de valoir lui-même, car ils ont donné toute leur vie à la lutte pour le prolétariat: il nous suffit de nommer Brandler et Thalheimer. L'Exécutif de l'Internationale Communiste, dont les chefs du Parti Communiste Russe forment le noyau constituant, est représenté comme une bande d'aventuriers sans scrupule. Les camarades que le Parti Communiste Russe délègue, malgré sa situation difficile, à la disposition des partis étrangers, militants traqués par tous les gouvernements capitalistes, et qui pourtant accomplissent leur devoir d'internationalistes, sont dans ces pages abreuvés d'outrages par un homme qui n'atteint pas à leur épauule. Mais ce n'est pas encore tout. A l'heure où des milliers d'ouvriers gémissent dans les prisons, où des centaines de cadavres de prolétaires ne sont pas encore ensevelis, où la presse bourgeoise demande les têtes des chefs du Parti Communiste Allemand, où la trahison des Indépendants érige les exécuteurs de basses œuvres de la justice d'Ebert en représentants légaux de la nation en lutte contre des maîtres soudoyés par l'étranger, à cette heure précise, l'ancien chef du Parti Communiste Allemand et son «soldat» actuel Lévy se lève et dit: «Oui, de nombreux camarades sont tombés, mais ce n'est pas en résistant à l'agression de Hösing et pour que l'Allemagne Centrale soit rouge;—ils sont tombés victimes de la criminelle folie du Comité Central du Parti Communiste Allemand. Veuves et orphelins de ceux qui sont tombés, ne tournez votre haine ni contre le capital, ni contre ses laqueurs les bourreaux social-démocrates, ni contre les misérables du Parti Indépendant qui ont tiré dans le dos de nos combattants: réservez-la aux chefs du Parti Communiste Allemand. Ouvriers que l'on torture dans les prisons, mais qui levez fièrement vos têtes blessées, conscients d'avoir été faits prisonniers par l'ennemi, en combattant pour la cause du prolétariat, vous n'avez pas le droit d'être fiers de vos blessures, vous êtes les victimes de nouveaux Luddendorf qui vous envoient avec

cynisme et légèreté à la mort». Tout ceci se trouve dans cette même brochure où l'on décrit, à la page 34, comment les prolétaires de l'Allemagne, ville après ville, village après village, phalange après phalange, allaient au combat avec un dévouement absolu. «Tel était le bon plaisir du Comité Central», ironise notre «marxiste» sans se douter qu'il n'est, pour tout communiste conscient, qu'un menteur et un calomnieux. Qui donc, en effet, croira que dans un jeune parti le Comité Central ait suffisamment de crédit pour envoyer à la mort, d'un geste inconsidéré, des centaines de milliers de prolétaires? Qui donc le croira, sachant que l'autorité de ce Comité Central était encore affaiblie par le départ des camarades Clara Zetkin et Déumil et de Lévy? *Ce n'est pas la folie de quelques hommes, mais l'action révolutionnaire du prolétariat allemand que Paul Lévy a flétrie.* Délateur, il les a dénoncés au procureur de la justice bourgeoise et à la presse.

Ce qui, dans tout cela, produit la plus désolante impression, ce n'est pas même Lévy. Après ce qui vient d'être dit de son caractère, l'imaginer la cause et la nature de sa chute apparaîtront avec netteté au prolétariat. Intellectuel bien doué, il devient, dans l'atmosphère étouffante du régime impérial, un social-démocrate. De famille bourgeoise, l'existence des petits-bourgeois lui répugne. La guerre survient avec sa vague de boue et de mensonges patriotiques. Notre jeune intellectuel connaissant les langues et la situation mondiale, ne peut évidemment ajouter foi aux fables patriotiques de l'agression, etc. Sans lien avec les syndicats et les organisations ouvrières, il ne s'est pas vu obligé de suivre bon nombre d'honnêtes social-démocrates qui ont nassé le pont conduisant au social-patriotisme: que sont pour lui les organisations prolétariennes et qu'est-il pour elles? Leur conservation ne peut lui servir à justifier devant lui-même un compromis avec la bourgeoisie. Il est contre la guerre. Ses relations avec Rosa Luxembourg, sa passion esthétique du classicisme et des grandes choses l'amènent au groupe Spartacus. Mais ce dernier ne devient pas pour lui une patrie à laquelle on se donne tout entier. Libéré du service militaire, il n'entre pas dans l'action clandestine pour donner sa vie au groupe spartakiste. Johann Knief l'a fait. Piki l'a fait. Karl Bekker aussi. Paul Lévy, lui, voyage à l'étranger et milite, entre autres choses, en qualité de membre du groupe Spartacus. Qu'est-ce que cette compassion dont tu ne brûles point? demande quelque part Nietzsche. Lévy ne brûlait pas du feu des idées révolutionnaires. La révolution amène notre orateur et le publiciste talentueux à la direction du Parti. La révolution se ralentit, mais le travail du Parti reste lourd, dangereux, tendu et comporte les plus grandes privations physiques et autres. Il faut se refuser à tout, pour se donner entièrement à la cause. Voilà qui est au-dessus des forces de notre esthète et dilettante intellectuel. A cette tâche, les jeunes gens mûrissent, les hommes mûrs se trempent comme de l'acier. L'esthète, le dilettante, l'intellectuel se sentent opprimés. Lévy a de continuelles velléités de se dérober. Il faut constamment le stimuler, rani-



FUNÉRAILLES DU CAMARADE SYLT



SUR LA TOMBE DU CAMARADE SYLT
Le président du Parti Communiste Unifié Allemand, Brandler
(actuellement sous les verrous) prononce un discours.

mer son énergie combative, flatter son amour-propre, évoquer à ses yeux le martyre de Rosa Luxembourg. Mais le souvenir de nos martyrs n'a pas de paix dans son cœur, et Lévy se dresse de plus en plus souvent sur ses ergots. Maudits plébéiens! Ils ne savent pas le sacrifice que leur fait notre personnage en ne contemplant ses beaux vases qu'une fois par semaine. Et lorsqu'il veut ramener ces rustres à la raison, ils brandissent des revolvers en criant: «A bas les pontifes!» Plein de ressentiment à l'endroit de la canaille prébéienne, notre personnage entre en conflit avec de vieux militants chevronnés qui sentent sa fausseté et sont trop éloignés du mouvement allemand pour vouloir en voiler les faiblesses, autant que moi qui sais le prix d'un écrivain, en Allemagne. Il se rend compte qu'il suscite la défiance, mais au lieu de songer à ses propres défauts, il évolue à droite et cherche inconsciemment un appui chez des camarades encore en marche vers le communisme. Il s'effraie quand l'Internationale Communiste exclut des groupes mêmes considérables d'ouvriers, afin de ne pas garder dans ses rangs des chefs hésitants. La centralisation de la lutte, l'aide des vieux partis communistes aux jeunes partis, toutes choses qu'il a lui-même préconisées maintes fois lui paraissent un joug insupportable. Il s'exaspère contre l'Internationale, sans comprendre que cette lutte est au-dessus de ses forces, car il ne peut opposer aux idées de l'Internationale que celles de Hilferding, répudiées par les ouvriers. Il devient la maladie secrète du Parti et, découronné, s'en va. Mille fois il a voulu désertir, rentrer dans la vie privée, se reposer du barreau, en soignant ses fleurs et en collectionnant ses vases. Il s'en va donc comme Achille, courroucé. Nul ne le pleure, nul ne le prie de revenir, et le soulagement qu'il espérait se change en souffrance. Mais voici le moment opportun. Le parti commence une lutte à peu près désespérée. Lévy relève la tête et se tient à l'écart. Il s'en lave les mains d'un air innocent. Il prodigue ses avertissements à l'Internationale et ajoute qu'il ne combattra pas le Parti. Le Parti subit une terrible défaite. Le Parti perd son sang par mille blessures, mais notre intellectuel pensant que les ouvriers sont faits de la même étoffe que lui, les croit démoralisés. La brochure qu'il a commencée d'un ton de polémique théorique, se termine en explosion contre le Parti. Passif par impuissance, cet homme, dont la psychologie est une énigme contradictoire, s'exprime tout entier dans sa brochure et dans le cri désespéré qu'elle contient: «A bas le Parti Communiste, à bas l'Internationale!» De souche bourgeoise, lui, que la puanteur d'une classe en déliquescence a poussé vers le prolétariat, devient un renégat, un renégat au point de solliciter l'appui du président du Reichstag contre son propre Parti, afin de se soustraire à l'une de ses obligations envers ce dernier. Le concours demandé lui est accordé. L'enfant prodigue de la bourgeoisie revient au bercail. La chute de Lévy est celle d'un intellectuel dont la raison avait bien embrassé le communisme, mais dont les nerfs et le cœur n'ont pas su répondre aux exigences de la révolution. Ces trahisons se reproduiront des centaines de fois dans la terrible lutte que nous avons encore à conti-

ner pendant des années. Le chemin du prolétariat ne sera pas seulement pavé des tombeaux des frères élus que nous porterons sur nos épaules, au lieu de leur dernier repos. Il sera aussi semé des cadavres nauséabonds de ceux qui tomberont non comme des combattants épuisés, mais comme des chevaux crevés sous le poids du fardeau. Et nous le disons: Ce qui importe pour nous, ce n'est pas le cadavre politique de Lévy, que le prolétariat poussera dédaigneusement dans la tombe,—c'est uniquement la participation à ses tristes funérailles de ceux qui ont suivi sa dépouille.

IV.

La camarade Clara Zetkin, le camarade Däubig, le camarade Hoffmann et le camarade Brass, pour ne nommer que les meilleurs, protestent, au nom de la liberté de critique, contre l'exclusion de Lévy et affirment que l'opinion de notre personnage s'accorde avec les points de vue de l'Internationale. Nous n'en discuterons pas. Les opinions, pour lesquelles et non seulement Stampfer et Hilferding, mais encore aujourd'hui la presse de Stinnes couvrent Lévy d'éloges, ne peuvent pas être celles de l'Internationale Communiste. Cet argument est si ridicule que nous ne nous y arrêterons pas. Nous ne dirons ici que quelques mots de la liberté de critique, parce qu'un certain nombre d'ouvriers peuvent prendre cet argument au sérieux. A quoi sert la critique, dans le Parti Communiste? Avant le combat, elle sert à s'orienter dans les situations et à choisir les armes; après le combat, elle sert à étudier les fautes commises pour ne pas les recommencer. L'Internationale Communiste peut-elle considérer une semblable critique comme indispensable, dans l'occurrence? Devons-nous expliquer: que l'activité du Parti Communiste Unifié d'Allemagne a été soigneusement étudiée? Faut-il prouver que, dans la première grande bataille que ce Parti a soutenue, des centaines des fautes ont été commises? Ce sont toutes choses indiscutables. Mais la liberté de critique est, dans le Parti Communiste, subordonnée à 3 conditions: son contenu, le moment, ses limites. Notre critique n'est pas inconditionnelle, de même que l'adhésion au Parti n'est pas inconditionnelle et découle de la reconnaissance des principes du communisme. Assurément, quiconque se prend tout à coup à douter et se demande si la démocratie n'est pas un meilleur chemin vers le socialisme que la dictature, et s'il ne vaut pas mieux éviter la guerre civile, n'a rien à chercher avec de semblables critiques dans le Parti Communiste; ces sortes de doutes doivent se résoudre dans la conscience de l'intéressé qui, s'il ne réussit pas à en venir à bout, n'a qu'une chose à faire: sortir du Parti-Communiste qui est une association de combattants en lutte pour la dictature par la guerre civile. Lévy s'est-il conformé dans ses critiques aux principes du communisme? Le fait qu'il reproche au Parti Communiste, ce qui empêche les Hilferding d'y entrer—esprit de secte, bakounisme, dictature moscovite—, prouve assez que sa critique part du point de vue de l'ennemi, du point de vue du centre. Tous les raisonnements de Lévy

se résumant, comme nous l'avons montré dans notre brochure, à préconiser que le Parti Communiste s'abstienne d'entreprendre des actions de masses, tant qu'il n'est pas suivi de la majorité du prolétariat, ses actions risquant, dans le cas contraire, de devenir une lutte contre le prolétariat. L'Internationale Communiste a théoriquement et pratiquement répudié cette proposition. Aussi, la brochure de Lévy combat-elle en principe la doctrine essentielle de l'Internationale Communiste.

En second lieu, la critique doit venir en aide au Parti Communiste, et non à ses ennemis. Celui qui, pendant le combat ou pendant la retraite, critique et accuse le Parti sur lequel s'acharne l'ennemi, démoralise les combattants et sème la panique. En réponse aux persécutions, le Parti doit serrier les rangs et former une phalange inébranlable. Si des fautes ont été commises et nécessitent la cessation immédiate de l'action, le Parti possède des organes permettant d'y remédier et d'y pourvoir.

Le 7 avril, à l'assemblée des militants responsables de Berlin, Lévy s'attaqua vivement au Parti. Personne ne le lui reprocha. Le 8 avril, la camarade Zetkin, en séance du Comité Central, s'attaqua avec une violence extrême audit Comité Central: sa résolution fut rejetée par une écrasante majorité, mais le Comité Central ne prit aucune mesure contre elle. Alors que tout le Parti devait s'unir pour une résistance unanime à la terreur blanche, alors que la vie des milliers de prolétaires incarcérés était en question, alors qu'il s'agissait de conserver des organisations pour lesquelles des milliers d'hommes avaient versé leur sang, Lévy s'attaqua au Parti qu'il qualifie de «troupeau de moutons chassé par une bande d'aventuriers». Si même les neuf dixièmes de ses affirmations étaient exactes, sa brochure n'en constituerait pas moins une trahison flagrante.

Celui qui demande une semblable liberté de critique veut l'effondrement du Parti, veut le droit de le poignarder par-derrière. En tolérant une semblable liberté de critique, le Parti deviendrait le jouet des hystériques ou des vulgaires agents de la bourgeoisie. Que ceci est une vérité générale et non une théorie éditée en l'occurrence, sera prouvé par le fait suivant, pris dans l'histoire du Parti Communiste Allemand.

Quand les événements de janvier 1919 revêtirent la forme d'une lutte pour le pouvoir, je considérai comme une grande faute que le Parti ne se bornât pas à manifester contre la destitution d'Eichorn. Le Parti n'avait pas d'organisations, l'immense majorité du prolétariat étant encore passive. Quand, le 8 janvier 1919, je sus que Noske organisait la garde blanche et que, par suite de l'inertie totale de la province, la lutte pouvait se terminer par un massacre des ouvriers berlinois, j'écrivis au Comité Central pour lui demander ou de cesser officiellement la lutte, ce que l'on eût expliqué au prolétariat en lui montrant que l'heure de prendre le pouvoir n'avait pas encore sonné, ou d'entrer en pourparlers avec le gouvernement au sujet de la cessation de la lutte. On eût, dans ce cas, profité du manque d'assurance du gouvernement. Après la défaite, après la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, je plaçai en

lieu sûr une copie de cette lettre. J'en avais besoin pour la soumettre au Comité Central du Parti Communiste Russe et je craignais qu'elle ne tombât, si j'étais arrêté, entre les mains du gouvernement qui aurait pu s'en servir, aux yeux des masses, contre les chefs tombés. Lorsque je fus arrêté, le juge d'instruction apprit l'existence de ce document et, comme j'étais accusé d'avoir organisé, de concert avec Liebknecht, les événements de janvier, il exigea cette lettre. Je refusai naturellement de le satisfaire en répondant que ma tâche n'était pas de prouver mon innocence, mais que la sienne était de prouver ma culpabilité. Mon emprisonnement dura plusieurs mois, pendant lesquels ma vie fut constamment en danger. Je ne consentis pas à abréger ma détention en livrant la lettre demandée parce que je croyais de mon devoir de ne pas céder, sous peine de devenir un fruité au Parti. Avant mon arrestation, j'avais écrit une brochure sur les leçons de la guerre civile, à Berlin; j'y avais indiqué toutes les fautes commises, mais de façon à en faire ressortir les causes historiques, en même temps que la signification des événements, considérée comme attestant le premier réveil du prolétariat allemand: en d'autres termes, le commencement de la révolution prolétarienne, en Allemagne. Cette critique ne pouvait qu'être utile au Parti, car elle trouvait même dans ses fautes des indications sur le chemin à suivre en avant. D'ailleurs, je comprenais, en communiste, la nécessité de présenter les fautes avec circonspection, dans leur milieu historique. Du point de vue marxiste, la lutte des grandes masses prolétariennes ne se développa pas arbitrairement, et le fait qu'à la tête des événements se trouvent des hommes qui ne possèdent pas les meilleures formules historiques n'a pas une importance capitale. «Quand lui proclamée la Commune de Paris, Karl Marx parla dans sa lettre à Kügelmann, d'un ton critique et sceptique, de ses espérances d'avenir; mais il la défendit en même temps de toute son âme. Après que la Commune eut été écrasée, il ne dissimula pas ses faiblesses, mais il indiqua aussi au prolétariat les racines du grand progrès historique qu'elle avait contenues. Quoique posséder ne fût-ce qu'un atome de sentiment révolutionnaire et de conscience marxiste, ne considérera jamais autrement les fautes des mouvements révolutionnaires.

Le fait que des camarades de la valeur morale de Clara Zetkin, ou des militants dont le passé prolétarien est aussi beau que celui d'Adolphe Hoffmann, de Brass et de Däumig, ont pu, ne serait-ce que pour un instant, oublier ces choses évidentes, nous oblige, nous, jeunes militants dont les services ne peuvent en aucun cas se comparer aux leurs, à leur dire avec calme, mais avec résolution: *Jusqu'ici, mais pas plus loin!*—Il est difficile à ces camarades de passer de l'agitation à l'action. Ils ont peur de se détacher des masses, ils ont peur des défaites, et ils en averaissent le Parti. Le Parti a entendu leurs avertissements et il leur a répondu: Nous connaissons les dangers que vous soulignez, mais l'inaction est plus dangereuse encore. Le Parti ne les a pas éloignés. Il leur a laissé le poste de confiance, mais il doit exiger que leur amertume ne les pousse pas dans des

voies qui pourraient les amener à sortir du Parti. Leur déclaration de solidarité a déjà amené le conflit au point où il menace de se transformer en rupture. Si la rupture ne se produit pas à la prochaine séance du Comité Central—ce que l'espère,—si les camarades qui sont allés si loin se soumettent, au dernier moment, à la discipline du Parti, tous les travailleurs d'Allemagne ne pourront qu'en être heureux. Si, par contre, au moment où cette brochure parviendra en Allemagne, la rupture sera devenue un fait accompli, le Parti la supportera beaucoup plus facilement que les camarades de la droite. Peut-être réussiront-ils à induire en erreur une partie des ouvriers et à leur faire quitter le Parti Communiste. Entre le Parti Communiste et les Scheidemänner, il n'y a pas même de place pour les Indépendants de droite. Ils se désagrègent et disparaissent. Il y a moins de place encore pour les Indépendants de

gauche ou pour les communistes de droite. Quel mot d'ordre pourrait leur servir, à l'occasion de la fondation de leur nouveau parti: «Lutte dans nos limites territoriales!» ou «A bas les turcomans!» Dans leur propre intérêt, nous leur souhaitons d'éviter cette tentative. S'ils ne l'évitent pas, elle ajoutera un épisode comique à la lutte tragique du prolétariat allemand. Quant au Parti Communiste Unifié, parti des masses ouvrières, débarrassé de tous les éléments indécis, il acquerra dans ces luttes nouvelles et malgré ses défaites la confiance croissante des ouvriers et il formera dans le feu des batailles le bataillon de fer de ceux qui ont oublié ce que c'est que la peur et appris ce que c'est que la Révolution!

Karl RADEK.

Moscou, 1-er mai 1921.





SUR LA DÉMISSION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ ALLEMAND

Mécontents de l'attitude adoptée par le Comité Exécutif dans la question de la scission au sein du Parti Communiste Italien, cinq membres du Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand sont sortis dudit Comité.

Pour tout communiste conscient, le seul fait que le groupe centriste des dirigeants, mis en demeure de choisir entre les réformistes et les communistes, ait rompu, pour complaire à Serrati et à 12.000 réformistes, avec 60.000 prolétaires communistes italiens, est suffisamment caractéristique par lui-même. Ce fait en dit plus long que toutes les dissertations sur le manque de tact des représentants de l'Internationale Communiste. C'est ce que devaient comprendre tous les membres du Comité Central allemand. Dans le parti communiste, les chefs que les ouvriers ont mis à leur tête n'ont pas plus le droit de quitter leurs postes sans l'autorisation du parti que le soldat rouge d'abandonner le sien. Ce n'est que dans les partis bourgeois et opportunistes, que les chefs se jugent en droit d'agir indépendamment de leurs commettants, contre la volonté des membres du parti. En tout cas, ces cinq camarades, par respect tout au moins pour la discipline internationale, devaient faire part au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de leur intention de sortir du Comité Central. Le Comité Exécutif regrette la démission de ces cinq camarades, dans laquelle il voit :

1) Un défaut de discipline dans les sphères dirigeantes du Parti Communiste Unifié;

2) une preuve de ce que, parmi les dirigeants du Parti Communiste Unifié, il existe un courant en faveur de la formation d'une aile droite.

L'opinion du Comité Exécutif est que ce n'est pas la question italienne, mais bien les oscillations

opportunistes en matière de politique allemande et internationale qui ont été les mobiles de la démission du camarade Lévy et de son groupe.

Pour tous les communistes conscients d'Allemagne, il doit être clair que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a pour but de former dans chaque pays, non pas des sections, mais des partis communistes révolutionnaires de masses.

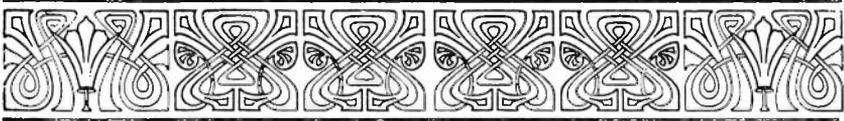
Les efforts faits par le Comité Exécutif pour unifier en Allemagne, avant la formation d'un grand parti communiste de masses, l'Union Spartacus avec les éléments révolutionnaires du parti socialiste allemand et du Parti Communiste Allemand, le prouvent surabondamment.

La tentative de quelques camarades de représenter les événements au sein du parti italien comme une «scission mécanique» montre, ou qu'ils ne sont pas suffisamment bien informés de la véritable situation dans le parti italien, ou qu'ils se laissent entraîner par le courant menchéviste-réformiste.

Le Comité Exécutif attire l'attention de tous les communistes allemands sur l'apparition au cours des derniers mois, en différents pays, de tendances à la formation d'une droite communiste. C'est pourquoi les communistes doivent serrer les rangs et écraser dans l'oeuf ces tendances. L'explication, en date du 23 mars, du camarade Lévy prouve qu'il est au seuil de la rupture avec l'Internationale Communiste. Ce fait doit montrer aux camarades qui se sont solidarisés avec Lévy, la voie où ils se sont engagés et les aider à reconnaître leur erreur.

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*





N. LÉNINE

L'IMPÔT ALIMENTAIRE

(La nouvelle politique, sa nature et ses conditions)

En guise de préface

La question de l'impôt alimentaire suscite aujourd'hui l'attention générale, et donne lieu à beaucoup de raisonnements et de discussions. La chose se comprend, puisque c'est véritablement une des questions essentielles de notre politique, au moment présent.

Ces discussions portent un caractère quelque peu tumultueux. C'est le péché dont, pour des raisons trop compréhensibles, nous souffrons tous. Il n'en sera que plus profitable d'aborder cette question, non plus par son côté «actuel», mais par son côté général et de principe. En d'autres termes, nous essayerons de considérer l'ensemble et le fond de ce tableau sur lequel nous brotons maintenant telle ou telle mesure pratique résultant de la politique quotidienne.

A cet effet, je me permettrai de faire une longue citation d'une brochure que j'ai publiée autrefois, sous le titre: *Le problème essentiel de notre époque. L'enfantillage «de gauche» et l'esprit petit-bourgeois*. Cette brochure a été éditée par le Soviét de Pétrograd, en 1918, et contient: 1) un article de journal, du 11 mars 1918, sur la paix de Brest, 2) un article de polémique contre le groupe des «communistes de gauche» existant alors, et daté du 5 mai 1918. Cette partie polémique n'est plus nécessaire, et je la supprime. Je reproduis seulement ce qui se rapporte au «capitalisme d'Etat» et aux éléments fondamentaux de notre structure économique contemporaine, transitoire entre le capitalisme et le socialisme.

Voici ce que j'écrivais alors:

La Structure Economique de la Russie Contemporaine.

(Extrait d'une brochure parue en 1918).

«Le capitalisme d'Etat constituerait un progrès par rapport à l'état de choses qui est celui de

notre République Soviétiste. Si, par exemple, nous avions dans 6 mois le capitalisme d'Etat établi chez nous, ce serait là un succès énorme et la meilleure garantie que, dans un an, nous aurions en Russie le socialisme définitivement consolidé et invincible.

Je me représente la noble indignation avec laquelle certains se voileront la face devant ces paroles... Comment? Dans la République Socialiste des Soviets, le capitalisme d'Etat serait un progrès!.. N'est-ce pas trahir véritablement le socialisme?

C'est précisément ce point qu'il nous faut examiner plus en détail:

1) Il nous faut analyser la nature précise de cette transition du capitalisme au socialisme, qui nous donne le droit et une raison valable de prendre le nom de République Socialiste des Soviets.

2) Il nous faut démasquer l'erreur de ceux qui ne voient pas que l'ennemi principal du socialisme dans notre pays est l'élément petit-bourgeois, le caractère petit-bourgeois de notre structure économique.

3) Il nous faut bien comprendre la signification de l'Etat soviétiste et en quoi il diffère économiquement de l'Etat bourgeois.

Examinons donc ces trois circonstances.

Personne, semble-t-il, ne s'est encore trouvé pour nier le caractère transitoire de l'état économique actuel de la Russie. Il ne s'est pas trouvé un seul communiste, semble-t-il, pour nier que l'expression de «République Socialiste des Soviets» reflète la volonté du Pouvoir des Soviets de réaliser cette transition vers le socialisme, mais ne prétend nullement qualifier de «socialiste» le régime économique actuellement donné.

Que signifie donc le mot de transition? Ne signifie-t-il pas, en matière économique, que le

régime considéré possède à la fois des éléments, des parcelles, des bribes de capitalisme et de socialisme? Tout le monde reconnaît qu'il en est bien ainsi. Mais tout le monde ne réfléchit pas à la nature des éléments appartenant à des couches sociales et économiques diverses qui se présentent à nous, en Russie. Cependant, tout le nœud de la question est là.

Enumérons ces éléments:

- 1) Le régime patriarcal, c'est-à-dire, pour une partie considérable, l'économie paysanne, naturelle;
- 2) La petite production marchande (régime dont font partie la majorité des paysans, ceux qui ont quelque chose à vendre);
- 3) Le capitalisme privé;
- 4) Le capitalisme d'Etat;
- 5) Le socialisme.

La Russie est si grande et si variée que ces différents types économiques et sociaux y sont insérés les uns dans les autres. L'originalité de la situation consiste précisément en cela.

Quels sont les éléments qui dominent? Il est clair que parmi les petits-paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine, et il ne peut en être autrement, puisque l'énorme majorité des cultivateurs sont de petits producteurs de marchandises. L'écorce du capitalisme d'Etat (monopole des grains, contrôle sur les entrepreneurs privés, les coopératives bourgeoises); est crevée tantôt sur un point, tantôt sur un autre, par les spéculateurs, et le principal objet de spéculation est le blé des paysans.

Le gros de la lutte se déroule donc dans ce domaine. Entre qui se déroule-t-elle, si nous adoptons les couches économiques désignées plus haut? Est-ce entre le 4-e et le 5-e degré de mon énumération? Certainement, non. Ce n'est pas le «capitalisme d'Etat» qui combat ici le «socialisme», mais la petite-bourgeoisie, plus le capitalisme privé, qui combattent ensemble à la fois le capitalisme d'Etat et le socialisme. La petite-bourgeoisie résiste à toute intervention, enregistrement ou contrôle gouvernemental, qu'il vienne de l'Etat capitaliste ou de l'Etat socialiste. C'est là un fait réel indiscutable, et c'est pour ne pas l'avoir compris qu'on commet une série d'erreurs économiques. Le spéculateur, le malfaiteur du petit commerce, le fraudeur de monopole: voilà notre principal ennemi intérieur, l'adversaire de la législation économique du Pouvoir des Soviets. Si, il y a 25 ans, les petits-bourgeois français, les meilleurs et les plus sincères révolutionnaires, étaient encore excusables d'espérer triompher de la spéculation en guilloinant quelques individus «choisis» ou bien en la foudroyant de déclarations, aujourd'hui cette façon de faire toute française de certains de nos socialistes révolutionnaires de gauche suscite seulement le dégoût ou le mépris des révolutionnaires conscients. Nous savons trop bien que la base économique de la spéculation réside dans cette masse de petits propriétaires, extraordinairement nombreuse en Russie et dans le capita-

lisme privé, qui possède en la personne de chaque petit-bourgeois un de ses agents. Nous savons que les millions de tentacules de cette pieuvre petite-bourgeoise enserrant tel ou tel groupe isolé d'ouvriers et que la spéculation triomphant du monopole d'Etat pénètre par tous les pores notre vie sociale et économique.

Ne pas voir cela, c'est manifester par son aveuglement sa soumission aux préjugés petits-bourgeois.

Le petit-bourgeois possède une réserve d'argent, quelques billets de mille «honnêtement» amassés, et surtout malhonnêtement à la faveur de la guerre. Voilà le type économique bien caractérisé, qui est à la base de la spéculation et du capitalisme privé. L'argent, c'est un signe permettant d'acquiescer une partie de la richesse publique, et des millions de petits propriétaires conservent à peine ce signe, le cachent à «l'Etat», ne veulent croire à aucune espèce de socialisme ou de communisme, se retirent seulement à l'écart de la tempête prolétarienne. Ou bien nous soumettrons à notre contrôle et à notre statistique ce petit-bourgeois (nous y arriverons, pourvu que nous organisions les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population ou du semi-prolétariat, autour de l'avant-garde consciente du prolétariat), ou bien c'est lui qui renversera notre gouvernement ouvrier. La chose est fatale et inévitable, tout comme les Napoléon et les Cavaignac ont renversé la Révolution, en s'appuyant précisément et en grandissant sur ce terrain de la petite propriété. Ainsi se pose la question, et pas autrement.

Le petit-bourgeois qui garde précieusement ses billets de banque est l'ennemi du capitalisme d'Etat, car il ne consent à réaliser ces billets que pour lui-même, contre les pauvres, contre toute espèce de contrôle gouvernemental, et ces milliards de billets, ajoutés les uns aux autres, donnent une base immense à la spéculation qui met en échec notre système socialiste. Admettons maintenant qu'un certain nombre d'ouvriers fournisse en quelques jours une somme de richesse exprimée par le chiffre 1.000. Admettons ensuite que sur cette somme, une valeur de 200 disparaisse par suite de la petite spéculation, des vols de toutes sortes et des mille et une façons dont l'instinct petit-proprétaire tourne les décrets et règlements soviétiques. Le premier ouvrier conscient venu dira: Si avec 300 sur ces 1.000 je pouvais obtenir plus d'ordre et d'organisation, je les donnerais volontiers à la place des 200 qu'on me prend, puisque aussi bien avec le Pouvoir des Soviets il sera facile de ramener ensuite ce tribut à 100 ou même à 50, une fois l'ordre et l'organisation obtenus, une fois la fraude petite-bourgeoise contre le monopole d'Etat devenue définitivement impossible.

Ce simple exemple numérique qu'à dessein j'ai simplifié à l'extrême pour rendre l'exposition plus populaire, éclaircit les rapports entre l'état de choses actuel ou le capitalisme d'Etat et le socialisme. Les ouvriers possèdent le pouvoir dans l'Etat, ils ont toute licence juridique de

prendre la totalité de ces 1.000, c'est-à-dire de ne pas laisser un centime sans lui donner une destination socialiste. Cette licence juridique, appuyée sur la possession réelle du pouvoir, constitue un élément de socialisme. Mais il y a bien des moyens pour l'élément capitaliste privé et petit-proprétaire de faire échec à cet état de choses juridique, de déployer la spéculation et d'enraver l'exécution des décrets soviétistes. Le capitalisme d'Etat représenterait un progrès gigantesque, même si (et c'est à dessein que j'ai pris un exemple numérique, afin que le relief soit plus significatif) nous devions le payer plus cher encore qu'aujourd'hui. La science mérite d'être payée. Or, cette science-là serait profitable aux ouvriers, puisque ce qui est essentiel pour nous est de vaincre le désordre et la désorganisation, puisque le plus grand danger qui nous menace est la continuation de l'anarchie petite-bourgeoise, et que ce danger nous perdra fatalement si nous ne l'écartons pas, tandis que le versement d'un «tribut» un peu plus grand au capitalisme d'Etat, loin de nous perdre, nous conduira par la route la plus sûre au socialisme. La classe ouvrière, quand elle aura appris la façon de défendre l'ordre gouvernemental contre le chaos anarchique de la petite propriété, quand elle sera apte à organiser en grand la production nationale sur les bases du capitalisme d'Etat, aura tous les atouts en mains, et la consolidation du socialisme sera alors garantie.

• Dans l'échelle économique, le capitalisme d'Etat est infiniment supérieure à notre situation économique actuelle. Cela soit dit pour commencer.

En second lieu, ce capitalisme d'Etat n'a rien de dangereux pour le Pouvoir des Soviets, puisque l'Etat Soviétiste est celui dans lequel les ouvriers et les paysans pauvres détiennent le pouvoir.

• •

Afin d'éclaircir davantage encore la question, nous citerons avant tout un exemple concret de capitalisme d'Etat. Nul ne l'ignore, cet exemple est l'Allemagne. Ce pays nous présente le dernier mot de la grande technique et de l'organisation capitalistes modernes, *mais sous la domination de l'impérialisme junker et bourgeois*. Supprimez les mots soulignés, mettez à la place de l'Etat militariste, aristocratique, bourgeois, impérialiste, un Etat encore, mais d'un autre caractère social, d'un autre contenu de classes, l'Etat Soviétiste, c'est-à-dire prolétarien, et vous aurez tout l'ensemble des conditions que suppose le socialisme.

Le socialisme est inconcevable en l'absence de la technique du grand capitalisme basée sur le dernier mot de la science contemporaine, en l'absence d'une organisation gouvernementale parfaitement régulière, subordonnant des dizaines de millions d'habitants à la stricte observation d'une norme unique de production et de répartition. C'est ce que nous autres, marxistes, nous avons toujours affirmé, et il est inutile de perdre ne fût-ce que deux secondes à discuter là-dessus avec des gens qui n'ont même pas compris cette

vérité (comme les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche).

Le socialisme est inconcevable également, si le prolétariat ne détient pas le pouvoir dans l'Etat. Cela aussi est élémentaire. L'histoire avec sa marche originale—et personne, sinon des imbéciles menchéviks de première force, ne pouvait attendre qu'elle nous donne tout de suite, tout tranquillement, de façon simple et facile, le socialisme «parfait»—a donné naissance, en 1918, à deux moitiés séparées de socialisme, comme deux poussins se préparant à éclore l'un à côté de l'autre, sous la coquille commune de l'impérialisme mondial. L'Allemagne et la Russie, en 1918, sont l'incarnation évidente: l'une, des conditions matérielles, économiques et sociales, l'autre, des conditions politiques du socialisme.

La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne briserait du premier coup avec une facilité extrême la coquille impérialiste (qui par malheur est faite du meilleur acier et pour cette raison ne cède pas sous les coups de n'importe quel poussin) et réaliserait la victoire du socialisme universel à coup sûr, sans difficulté ou avec le minimum de difficulté—en jugeant naturellement la difficulté du point de vue de l'histoire universelle, et non de celui de quelque petit cercle d'individus.

Si la révolution allemande tarde à se déclencher, nous devons nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, ne pas craindre les procédés dictatoriaux pour accélérer cette assimilation de la civilisation occidentale par la Russie «barbare», n'hésiter devant aucun moyen barbare pour combattre la barbarie. S'il se trouve parmi les anarchistes ou les socialistes-révolutionnaires de gauche (je pense malgré moi, aux discours de Karéline et de Gay, au Comité Central Exécutif) des gens capables de penser, comme ce Karéline, que ce n'est pas à nous, révolutionnaires, de nous mettre à l'école de l'impérialisme allemand, il faut dire alors: malheur—et malheur entièrement mérité—à la révolution qui prendrait au sérieux de pareilles gens.

L'élément qui domine aujourd'hui en Russie, c'est le capitalisme petit-bourgeois. De ce capitalisme, une seule et même route conduit vers le grand capitalisme d'Etat et vers le socialisme. Cette route passe par une seule et même station intermédiaire, qui se nomme «statistique et contrôle national de la production et de la répartition». Celui qui ne comprend pas cette vérité commet une impardonnable erreur économique, soit qu'il ignore les faits réels, ne voie pas les choses comme elles sont, ne sache pas regarder la vérité en face, soit qu'il se borne à opposer abstraitement le «capitalisme» au «socialisme» sans pénétrer dans les formes et degrés concrets par lesquels s'opère actuellement chez nous la transition de l'un à l'autre.

Disons-le entre parenthèses: c'est la même erreur théorique qui a détourné du droit chemin les meilleurs de la *Novia Jizn* et du *Vperiod*. Quant aux pires et aux moyens, avec leur sottise et leur manque de caractère, ils se traînent à la suite de la bourgeoisie, sous le coup de

leur épouvante. Les meilleurs n'ont pas compris que cette période de transition entre le capitalisme et le socialisme n'a pas été prévue pour rien par les grands maîtres du socialisme et qu'ils n'ont pas souligné pour rien «les longues douleurs de l'enfantement» de la société nouvelle, celle dernière n'étant, elle aussi, qu'une abstraction destinée à n'entrer dans la réalité qu'après une série de tentatives concrètes variées et imparfaites pour constituer telle ou telle espèce d'Etat socialiste.

C'est précisément parce qu'il est impossible de faire un progrès au delà de la situation économique actuelle de la Russie, sans passer par ce point commun au capitalisme d'Etat et au socialisme (statistique et contrôle national), qu'il est d'une sottise théorique profonde d'épouvanter les autres et soi-même avec je ne sais quelle «évolution dans le sens du capitalisme d'Etat». Cela revient justement à s'écarter de la véritable «évolution» et à ne pas comprendre sa marche; en pratique, cela revient à rebrousser chemin vers le capitalisme petit-bourgeois.

Afin de convaincre le lecteur que mon jugement sur le capitalisme d'Etat n'est pas imaginé pour les besoins de la cause, mais représentait déjà mon opinion avant la prise du pouvoir par les bolchéviques, je me permets de citer le passage suivant d'une brochure intitulée: *La Catastrophe Imminente et comment la combattre*, écrite par moi en septembre 1917:

«Essayez de mettre à la place de l'Etat capitaliste des junkers ou de l'Etat capitaliste des grands propriétaires fonciers, l'Etat démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire détruisant révolutionnairement tous les privilèges et ne redoutant pas de réaliser révolutionnairement la démocratie la plus absolue, et vous verrez que le monopole capitaliste étatique, joint à un Etat véritable démocratique révolutionnaire, équivaut nécessairement à un progrès vers le socialisme.

Le socialisme, en effet, n'est autre chose que l'étape qui suit le monopole capitaliste d'Etat.

Le monopole capitaliste étatique représente la plus parfaite préparation matérielle du socialisme, il est l'antichambre du socialisme, le degré de l'escalier qu'aucun degré intermédiaire ne sépare plus de cet autre degré qu'on appelle le socialisme» (pages 27 et 28).

Remarquez-le bien, ces lignes étaient écrites sous Kérensky, et il s'y agissait non point de la dictature du prolétariat ni de l'Etat socialiste, mais simplement de l'Etat «démocratique révolutionnaire». N'est-il pas clair que plus nous avons dépassé ce stade en politique, plus nous avons réalisé complètement dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, et moins nous serions pardonnables de redouter le capitalisme d'Etat? N'est-il pas clair aussi qu'au point de vue matériel, économique, industriel, nous n'avons même pas atteint cette antichambre du socialisme? N'est-il pas clair que sans passer par cette antichambre que nous n'avons pas encore atteinte, il est impossible de toucher le socialisme?

• • •

Voici encore une circonstance extrêmement instructive.

Lors de notre discussion avec Boukharine au Comité Central Exécutif, ce dernier déclara, entre autres, que dans la question des hauls traitements à donner aux spécialistes il était «plus à droite que Lénine», puisqu'il n'y avait là aucun abandon de principe, Marx ayant dit que, dans certaines conditions, la classe ouvrière avait tout avantage à «se racheter de cette bande» (la bande capitaliste, en rachetant à la bourgeoisie le sol, les usines et autres moyens de production).

C'est là une remarque extrêmement intéressante.

Pénétrons dans la pensée de Marx.

Il s'agit de l'Angleterre d'après 1870, à l'apogée de la période pré-monopolaire du capitalisme, pays qui, à cette époque, connaissait à peine le militarisme et la bureaucratie, pays où plus qu'en aucun autre on pouvait espérer une victoire pacifique du socialisme par voie de «rachat» à la bourgeoisie. Et Marx disait: dans certaines conditions, les ouvriers ne renonceraient pas à cette méthode de rachat. Marx ne se liait pas les mains, ni à lui ni aux futurs auteurs de la révolution socialiste, en ce qui concerne les formes, procédés et modes d'action de cette révolution, car il savait trop bien quelle masse de problèmes nouveaux surgirait encore et à quel point toutes les circonstances se modifieraient au cours même de cette révolution.

Considérons maintenant la Russie soviétiste après la prise du pouvoir par le prolétariat, après l'écrasement de la résistance militaire et du sabotage des exploités: n'est-il pas évident que nous sommes en présence tout au moins de certaines conditions qui se seraient produites, il y a 50 ans, en Angleterre, si ce pays avait entrepris alors son passage pacifique au socialisme? La subordination des capitalistes aux ouvriers aurait pu alors être réalisée en Angleterre, grâce aux circonstances favorables suivantes: 1) la prédominance absolue des ouvriers et des prolétaires dans la population, par suite de l'absence de classe paysanne (l'Angleterre de cette époque présentait des symptômes permettant de compter sur un succès extrêmement rapide du socialisme parmi les ouvriers agricoles); 2) l'admirable organisation du prolétariat dans les Trade-Unions (l'Angleterre était alors le premier pays du monde, sous ce rapport); 3) le développement intellectuel relativement élevé d'un prolétariat éduqué par plusieurs siècles de liberté politique; 4) la longue habitude acquise par les capitalistes anglais, admirablement organisés—ils étaient alors les capitalistes les mieux organisés du monde entier, supériorité que détient aujourd'hui l'Allemagne—de résoudre, par voie de compromis, les questions politiques et économiques. Pour toutes ces circonstances, il était permis de croire possible en Angleterre une subordination pacifique des capitalistes aux ouvriers.

Chez nous, cette subordination est garantie actuellement par certaines prémisses concrètes: la victoire d'octobre, puis d'octobre à février, l'écrasement de la résistance militaire et du sabotage des capitalistes. Chez nous, au lieu de la pré-

dominance absolue des ouvriers et des prolétaires dans la population, au lieu de la perfection de leur organisation, nous avons eu comme facteur de victoire le soutien qui leur a été donné par la partie pauvre et rapidement prolétarisée de la classe paysanne. Enfin, nous n'avons pas le haut degré de culture ni l'habitude des compromis. Si nous réfléchissons à ces conditions concrètes, nous verrons clairement que nous pouvons rechercher et devons rechercher aujourd'hui une combinaison des deux méthodes: la lutte impitoyable (contre les capitalistes sans culture, incapables à tout capitalisme d'Etat, ignorants de tout compromis, ne pensant qu'à ruiner par la spéculation, la corruption des pauvres, etc., la législation soviétique), le compromis ou le rachat à l'égard des capitalistes cultivés, admettant le capitalisme d'Etat, capables de le mettre en pratique, capables de servir le prolétariat en qualité d'organisateurs intelligents et experts de grandes entreprises assurant effectivement l'approvisionnement de dizaines de millions d'hommes.

Boukharine est un excellent économiste marxiste. C'est pourquoi, il s'est souvenu que Marx avait profondément raison d'enseigner aux ouvriers et l'importance qu'il y a à conserver l'organisation de la grande industrie, précisément pour préparer l'avènement du socialisme, et le caractère parfaitement admissible de cette idée qu'il faut bien payer les capitalistes, les « acheter », si des circonstances exceptionnelles se produisent (l'Angleterre d'alors était dans ce cas), qui obligeront les capitalistes à se soumettre sans coup férir, en personnes cultivées et organisées, et à accepter le socialisme sur la base du « rachat ».

Mais Boukharine s'est trompé en oubliant l'originalité concrète du moment actuel en Russie, moment exceptionnel, puisque le prolétariat russe est bien au-devant de n'importe quelle Angleterre ou Allemagne par son régime politique, depuis la conquête du pouvoir par les ouvriers, mais est en même temps bien loin derrière le plus retardataire des Etats occidentaux par l'organisation de son capitalisme d'Etat, par sa culture, par son degré de préparation matérielle et industrielle au socialisme. N'est-il pas clair que de cette situation originale découle, pour le moment actuel, la nécessité d'un « rachat » original que les ouvriers doivent offrir aux capitalistes les plus cultivés, les plus talentueux et les plus capables d'organisation, les plus disposés à servir le Pouvoir des Soviets et à l'aider consciencieusement à organiser la grande et la très grande production d'Etat?

N'est-il pas clair que, dans une situation aussi originale, nous avons deux sortes d'erreurs à fuir, dont chacune est petite-bourgeoise à sa façon? D'une part, ce serait une faute irréparable de dire que, puisqu'il y a déséquilibre reconnu entre nos forces économiques et notre force politique, il ne fallait pas prendre le pouvoir. Pour raisonner ainsi, il faut être aveugle; il faut oublier que cet équilibre n'existera jamais et ne peut pas exister dans l'évolution sociale non plus que dans l'évolution naturelle, et que c'est seulement à la suite de nombreuses expériences, dont chacune prise à part sera incomplète et souffrira d'un certain

déséquilibre, que le socialisme triomphant peut être créé par la collaboration révolutionnaire des prolétaires de tous les pays.

D'autre part, ce serait une erreur évidente de laisser le champ libre aux criards et aux phrasiers qui se laissent entraîner par leur « ardeur » révolutionnaire, mais sont incapables d'aucun travail révolutionnaire soutenu, réfléchi, régulier et tenant compte des passages difficiles.

Par bonheur, l'histoire des partis révolutionnaires et de leurs démêlés avec le bolchévisme nous a laissés en héritage un certain nombre de types nettement caractérisés, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes illustrent assez bien celui des méchanis révolutionnaires. Ils crient aujourd'hui, ils s'étourdisent et s'étranglent à force de pousser leurs plaintes hystériques contre « l'opportunisme des bolchéviks de droite ». Mais il ne se donne pas la peine de rechercher pourquoi l'opportunisme était mauvais et pourquoi il a été justement condamné par l'histoire et par le cours de la révolution.

L'opportunisme du temps de Kérénsky livrait le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste; or, la question du pouvoir est l'axe fondamental de toute révolution. L'opportunisme d'une partie des bolchéviks, en octobre-novembre 1917, ou bien redoutait la prise du pouvoir par le prolétariat, ou bien voulait partager à égalité le pouvoir non seulement avec les compagnons peu sûrs dans le genre des socialistes-révolutionnaires de gauche, mais même avec des ennemis, comme les gens de Tchernoff et les menchéviks, qui certainement nous auraient entravés dans les choses les plus essentielles: la dissolution de la Constituante, l'écrasement impitoyable des cosaques de Bogachévsky, l'organisation des administrations soviétiques, les confiscations d'entreprises, etc.

Aujourd'hui, le pouvoir est détenu, maintenu et consolidé entre ses mains, par un parti unique, le parti du prolétariat, débarrassé même des « compagnons peu sûrs ». Parler d'opportunisme aujourd'hui où il ne peut même être question de partager le pouvoir et de renoncer à la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est tout bonnement répéter comme un perroquet des paroles apprises par cœur, mais non comprises. Crier à l'opportunisme parce que, pouvant et devant gouverner, nous nous efforçons d'attirer à nous, sans épargner l'argent, les plus cultivés des éléments instruits par le capitalisme et de les prendre à notre service contre la corruption petite-bourgeoise, c'est se montrer incapable de réfléchir aux conditions économiques réclamées par l'organisation du socialisme...

L'Impôt Alimentaire, le Commerce Libre et les Concessions.

Les raisonnements ci-dessus datant de 1918, contiennent plusieurs erreurs concernant les délais. Ces délais apparaissent aujourd'hui comme plus prolongés qu'ils ne semblaient alors. La chose n'est pas étonnante. Mais les éléments essentiels de notre situation économique sont demeurés les

mêmes. Les paysans pauvres (prolétaires et semi-prolétaires) sont devenus, pour la plupart, des paysans moyens. Par suite, l'élément petit-propritaire et petit-bourgeois s'est fortifié. D'autre part, la guerre civile entre 1918 et 1920 a accentué à l'extrême la ruine du pays, retardé la restauration de ses forces productrices, affaibli au premier chef le prolétariat. A cela s'ajoutèrent encore la mauvaise récolte de 1920, la disette de fourrage, les épizooties, toutes choses qui retardèrent plus fortement encore la reprise des transports et de l'industrie en exerçant leur contre-coup direct sur notre principal combustible, le bois, apporté par les attelages des paysans.

Au total, la situation politique, au début du printemps de 1921, s'est trouvée exiger impérieusement et d'urgence des mesures immédiates, décisives et exceptionnelles pour améliorer la situation du paysan et pour développer ses forces productrices.

Pourquoi du paysan, et non de l'ouvrier ?

Parce que, pour améliorer la situation de l'ouvrier, il faut avoir avant tout du blé et du combustible. Aujourd'hui, le plus grand obstacle, si on considère l'ensemble de notre économie nationale, est précisément là. Or, la condition nécessaire pour augmenter la production et la récolte du blé, les coupes et les transports de bois, c'est d'améliorer la situation du paysan en augmentant ses facultés productrices. Il faut commencer par le paysan. Ne pas le comprendre, voir dans cette mise au premier plan du paysan je ne sais quelle renonciation ou simili-renonciation à la dictature du prolétariat, c'est tout bonnement ne pas voir les choses comme elles sont et se laisser prendre à des mots. La dictature du prolétariat demeure le guide permanent de la politique du prolétariat. Le prolétariat, comme classe dirigeante et dominante, doit savoir gouverner : l'art de gouverner exige qu'on résolve d'abord les questions les plus immédiates et les plus actuelles. Or, ce qu'il y a aujourd'hui de plus immédiat, c'est de relever la puissance productrice de la culture paysanne, et il faut le faire sans délai. C'est là le seul moyen d'obtenir du même coup une amélioration du sort des ouvriers, un raffermissement de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, un raffermissement de la dictature du prolétariat. Le prolétaire ou le représentant du prolétariat qui n'accepterait pas ce moyen de préparer une amélioration du sort des ouvriers serait, par le fait, un auxiliaire des gardes-blancs et des capitalistes. Car ne pas accepter ce moyen, équivaut à mettre les intérêts de corporation au-dessus des intérêts de classe, à sacrifier aux intérêts immédiats et partiels d'un instant l'intérêt de toute la classe ouvrière, de sa dictature, de son alliance avec les paysans contre les propriétaires et les capitalistes, de son rôle dirigeant dans la lutte pour l'affranchissement du travail.

Ainsi, il nous faut avant tout des mesures sérieuses et immédiates pour relever les forces productrices de la classe paysanne.

Pour obtenir ce résultat, il faut opérer une réforme fondamentale de notre politique alimentaire. Cette réforme est le remplacement des

réquisitions par un impôt alimentaire, avec liberté du commerce une fois cet impôt payé, liberté du moins des échanges locaux.

En quoi consiste la substitution de l'impôt alimentaire aux réquisitions ?

Les idées les plus fausses sont répandues à ce sujet. La plupart des erreurs proviennent de ce qu'on ne comprend pas la nature du changement, de ce qu'on ne se demande pas d'où on est parti et où on va. On se figure qu'il y a là un retour du communisme en général, à la bourgeoisie en général. Contre cette erreur, nous sommes obligés de renvoyer à ce que nous écrivions en mai 1918.

L'impôt alimentaire est une des formes de notre passage d'une espèce originale de communisme, le «communisme militaire», rendue nécessaire par la guerre, la ruine et la misère extrême, à l'échange des produits qui sera le régime normal du socialisme. Cet échange, à son tour, n'est qu'une des formes du passage du socialisme, avec ses particularités résultant de la prédominance du petit-paysan dans notre population, au communisme.

L'originalité du «communisme militaire» consistait en ce que nous prenions en fait au paysan tout son surplus et même parfois une portion du nécessaire, afin de couvrir les besoins de l'armée et des ouvriers. Nous prenions la plus grande partie à crédit, en échange de monnaie de papier. Nous n'avions aucun autre moyen de battre les propriétaires et les capitalistes, dans notre pays ruiné de petits-paysans. Le fait que nous les avons battus (malgré l'aide apportée à nos exploités par les plus formidables puissances de l'univers) ne témoigne pas seulement des prodiges d'héroïsme dont sont capables les ouvriers et les paysans luttant pour leur affranchissement. Il témoigne aussi du rôle objectif de laquais de la bourgeoisie qu'ont assumé les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, Kautsky et C^{ie}, en nous faisant un reproche de ce «communisme militaire». Il faut, au contraire, nous en faire un mérite.

Il n'en est pas moins indispensable d'apprécier ce mérite à sa juste valeur. Le «communisme militaire» était une nécessité résultant de la guerre et de la ruine. Il n'était pas et ne pouvait pas être la politique répondant à la mission économique du prolétariat. Il n'était qu'une mesure temporaire. La véritable politique d'un prolétariat appliquant sa dictature dans un pays de petits-paysans est d'obtenir le blé en échange des produits manufacturés nécessaires aux paysans. C'est là la seule politique alimentaire répondant aux buts du prolétariat, la seule qui soit capable d'asseoir les fondements du socialisme et de conduire à sa pleine victoire.

L'impôt alimentaire est un acheminement vers cette victoire. Nous sommes encore si ruinés, si opprimés par le joug de la guerre (qui sévissait hier encore et qui, de par la rapacité et le dépit des capitalistes, peut éclater de nouveau demain), que nous sommes hors d'état de payer en produits manufacturés la totalité du blé qui nous est nécessaire. Sachant cela, nous introduisons l'impôt en nature, c'est-à-dire que nous prenons à titre

d'impôt la quantité minima de blé qui nous est indispensable pour l'armée et pour les ouvriers, et le reste nous l'obtiendrons en échange de produits manufacturés.

A ce sujet, il ne faut pas oublier ce qui suit. La misère et la ruine sont trop grandes pour que nous puissions restaurer d'emblée la grande production industrielle, nationalisée, socialiste. Il nous faudrait pour cela d'énormes réserves de blé et de combustible amassées dans les grands centres industriels, il nous faudrait pouvoir remplacer les machines usées par de nouvelles, etc. L'expérience nous a convaincus que ce sont là choses impossibles à réaliser d'un seul coup. Nous savons bien qu'après les désastres de la guerre impérialiste, les pays même les plus riches et les plus développés resteront, pendant une longue suite d'années, incapables de résoudre ce problème. Nous avons donc besoin de favoriser dans une certaine mesure la reprise de la petite industrie, qui ne demande pas de machines, ni de stocks nationaux, ni de grands approvisionnements de matières premières, de combustible ou de vivres, et qui peut immédiatement rendre des services à la culture paysanne et augmenter son rendement.

Quelle est la conséquence de cette mesure? Cette liberté relative (locale, si vous voulez) du commerce sert de base à une restauration de la petite bourgeoisie et du capitalisme. Le fait est indubitable, il serait ridicule de fermer les yeux dessus.

Est-ce nécessaire? Est-ce justifiable? N'y a-t-il pas un danger?

J'entends poser beaucoup de questions de ce genre. La plupart du temps, elles manifestent seulement la naïveté, pour ne pas dire plus, de ceux qui les posent.

Regardez encore comment je définissais, en mai 1918, les diverses couches économiques et sociales qui composent notre structure économique. Nul ne pourrait réussir à mettre en doute la présence simultanée en Russie d'éléments appartenant à ces 5 degrés ou à ces 5 couches, depuis le régime patriarcal, c'est-à-dire semi-sauvage, jusqu'au régime socialiste. Du côté des petits-paysans, domine la couche patriarcale mélangée à la couche petite-bourgeoise, la chose va de soi. Développer la petite exploitation, c'est développer l'élément petit-bourgeois, et dès qu'il y a échange, l'élément capitaliste: c'est là une vérité indiscutable et élémentaire d'économie politique, que confirment par surcroît l'expérience quotidienne et l'observation même la plus rudimentaire.

Quelle est donc la politique que peut mener le prolétariat socialiste en face d'une pareille réalité économique? Donner au petit-paysan tous les produits demandés par lui et fabriqués par la grande industrie nationalisée, en échange du blé et des matières premières? Ce serait là la politique la plus désirable et la plus normale, et nous avons commencé à la pratiquer. Mais nous ne pouvons pas donner tous ces produits, nous sommes loin de le pouvoir et il se passera assez de temps avant que nous le puissions, à tout le moins nous en serons incapables tant que nous

n'aurons par terminé la première étape de l'électrification.

Comment donc procéder?

On peut essayer d'interdire, de «verrouiller» absolument tout développement de l'échange privé, non-gouvernemental, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme. Et pourtant ce développement est inévitable, dès qu'il y a dans un pays des millions de petits producteurs. Cette politique serait une sottise et un vrai suicide de la part du parti qui l'expérimenterait. Une sottise, car elle est impossible économiquement; un suicide, car le parti qui l'expérimenterait ferait inmanquablement faillite. Avouons-le sans honte, nous connaissons certains communistes qui ont péché «en pensée, en parole et en action» en tombant dans cette politique. Tâchons de nous guérir de ces erreurs. Il le faut absolument, car autrement cela ira très mal.

Ou bien (cette seconde alternative est la seule politique possible et la seule sensée) on n'essayera pas d'interdire ni de verrouiller le développement du capitalisme, mais de l'aiguiller dans le sens du capitalisme d'Etat. La chose est économiquement possible, car ce capitalisme d'Etat est une réalité, sous une forme ou sous une autre, à un degré ou à un autre, partout où existent des éléments de commerce libre et de capitalisme, en général.

Peut-il y avoir un mariage, une alliance, une coexistence de l'Etat Soviétiste ou de la dictature du prolétariat et du capitalisme d'Etat?

Naturellement, la chose est possible. C'est ce que j'ai tâché de prouver en mai 1918, et j'espère bien y avoir réussi. Bien plus, j'ai prouvé en même temps que le capitalisme d'Etat constitue un progrès par rapport à l'élément petit-proprétaire (patriarcal et petit-bourgeois à la fois). On commet une masse d'erreurs en opposant ou en comparant le capitalisme d'Etat et le socialisme seulement, alors que, dans la situation politique et économique donnée, il faut absolument comparer le capitalisme d'Etat et la production petite-bourgeoise.

Toute la question, en théorie comme en pratique, revient à trouver le juste moyen d'aiguiller le développement du capitalisme, inévitable jusqu'à un certain point et pour un certain temps, dans le sens du capitalisme d'Etat, d'entourer ce passage des conditions convenables, et de préparer pour un avenir prochain la transformation de ce capitalisme d'Etat en socialisme.

Pour résoudre ce problème, il faut avant tout se représenter le plus nettement possible les formes concrètes que revêtira et que peut revêtir le capitalisme d'Etat à l'intérieur de notre système soviétiste, dans le cadre de notre Etat Soviétiste.

Le cas le plus simple, l'exemple élémentaire de la façon dont le Pouvoir des Soviets aiguille le développement du capitalisme sur la voie du capitalisme d'Etat et «acclimater» ce capitalisme d'Etat, ce sont les concessions. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que les concessions sont indispensables, mais tout le monde ne réfléchit pas à ce qu'elles représentent. Qu'est-ce qu'une concession sous le régime soviétiste, quelles sont les couches économiques et sociales en

présence? C'est un contrat, un bloc, une alliance entre l'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, et le capitalisme d'Etat, contre l'élément petit-propritaire (patriarcal et petit-bourgeois). Le concessionnaire est un capitaliste, il mène son affaire à la mode capitaliste, en vue d'un bénéfice, il consent à ce contrat avec l'Etat prolétarien dans l'espérance d'obtenir un bénéfice extraordinaire, supérieur à la coutume, ou bien certaines matières premières qu'il lui serait autrement impossible ou très difficile de se procurer. Le Pouvoir des Soviets trouve son avantage à lui dans un développement des forces productrices et dans une augmentation de la somme des produits, cela soit immédiatement, soit à court terme. Nous avons par exemple une certaine d'exploitations, de mines, de massifs forestiers. Nous ne pouvons pas les exploiter tous, faute de machines, de vivres et de moyens de transport. Pour ces mêmes raisons, nous exploitons mal les massifs avoisinants. La mauvaise et insuffisante exploitation des grandes entreprises renforce l'élément petit-propritaire dans toutes ses manifestations: diminution de la culture paysanne dans les environs (et, par contre-coup, dans tout le pays), destruction de ses forces productrices, chute de la confiance dans le Pouvoir des Soviets, vols, généralisation de la petite spéculation (la plus dangereuse de toutes), etc. En implantant le capitalisme d'Etat sous la forme des concessions, le Pouvoir des Soviets renforce la grande production contre la petite. L'élément progressif contre l'élément réactionnaire, la machine contre le bras, augmente la somme de produits de la grande industrie dont il dispose (retenue proportionnelle), fortifie l'ordre économique gouvernemental, en opposition à l'anarchie petite-bourgeoise. Cette «politique des concessions», menée avec la mesure et la prudence qui conviennent, contribuera sans nul doute à améliorer rapidement (jusqu'à un certain point, peu considérable) l'état de la production et le sort des ouvriers et des paysans, naturellement au prix de certains sacrifices, en livrant au capitaliste des dizaines et des dizaines de millions de pouds de nos produits les plus précieux. La détermination de la mesure et des conditions dans lesquelles les concessions sont avantageuses et ne présentent pas de danger, dépend du rapport des forces et se décide au cours de la lutte, car les concessions sont une espèce de lutte, une continuation, sous une autre forme, de la guerre de classe et nullement une substitution à la lutte de classe de la paix entre les classes. C'est la pratique qui montrera la tactique à employer dans cette lutte.

Les concessions sont peut-être la forme la plus simple, la plus nette, la plus claire, la plus exactement délimitée, revêtu par le capitalisme d'Etat à l'intérieur du système soviétique. Nous possédons ici un contrat écrit et formel avec le capitalisme occidental le plus cultivé et le plus développé. Nous connaissons exactement ce que nous donnons et ce que nous gagnons, nos droits et nos obligations, le délai pour lequel nous accordons la concession, les conditions de rachat avant terme, si cette clause est prévue. Nous payons un certain tribut au capitalisme mondial,

nous lui versons une rançon sur tel ou tel point, et en échange nous recevons immédiatement un certain affermissement du Pouvoir des Soviets, une certaine amélioration de notre situation économique. Toute la difficulté, dans le cas des concessions, se réduit à bien peser et apprécier toutes les clauses du contrat, et ensuite à surveiller son exécution. Ces difficultés sont réelles, et des erreurs sont sans doute inévitables dans les débuts, mais elles sont moindres cependant que dans les autres domaines de la révolution sociale et, en particulier, que dans les autres modes de développement, d'admission et d'implantation du capitalisme d'Etat.

La tâche la plus essentielle de tous les représentants du parti et de l'Etat, en ce qui concerne la mise en pratique de l'impôt alimentaire, est de savoir appliquer les principes et les bases de la politique des concessions (c'est-à-dire une politique semblable au capitalisme d'Etat manifesté dans les concessions) aux autres formes de capitalisme, de commerce libre, de circulation locale, etc.

Prenons la coopération. Ce n'est pas par hasard que le décret sur l'impôt alimentaire a eu comme conséquence immédiate la révision du décret sur la coopération et un certain élargissement de sa «liberté» et de ses droits. La coopération, elle aussi, est une espèce de capitalisme d'Etat, seulement moins simple, moins nettement délimité, plus embrouillé, et par conséquent accompagné pour notre autorité gouvernementale de plus grandes difficultés. La coopération des petits producteurs de marchandises (c'est de celle-là, et non des coopératives ouvrières qu'il s'agit ici, puisqu'elle est dominante et typique dans un pays de petits-paysans) enfante inévitablement une situation petite-bourgeoise et capitaliste, favorise le développement de cette situation, porte au premier plan les capitalistes et leur assure les plus grands avantages. Il ne peut pas en être autrement, dès lors qu'il y a prédominance des petits producteurs et possibilité ou nécessité d'échange. «Liberté et droits» pour la coopération, dans l'état actuel de la Russie, signifie «liberté et droits» pour le capitalisme. Se voiler la face pour ne pas voir cette évidente vérité, serait sottise ou crime.

Mais le «capitalisme coopératif», à la différence du capitalisme privé, devient sous le Pouvoir des Soviets une variété du capitalisme d'Etat, et en cette qualité il nous est aujourd'hui utile et avantageux, naturellement dans une certaine mesure. Si l'impôt alimentaire signifie liberté de vendre l'excédent de produits restant après paiement de l'impôt, nous devons nous efforcer de diriger ce développement du capitalisme—car la liberté de vente et de commerce est un développement du capitalisme—dans le sens du capitalisme d'Etat. Le capitalisme coopératif ressemble au capitalisme d'Etat en ce qu'il facilite le contrôle, la statistique, la surveillance, les relations contractuelles entre l'Etat (l'Etat Soviétique en l'espèce) et le capitaliste.

La coopération, comme forme de commerce, est plus avantageuse et plus profitable pour nous que le commerce privé, non seulement pour les raisons indiquées, mais aussi parce qu'elle favorise l'association et l'organisation d'une énorme

partie, et ensuite de la totalité de la population, chose qui constitue un pas gigantesque pour préparer la transition du capitalisme d'État au socialisme.

Comparons maintenant les concessions et la coopération, comme formes du capitalisme d'État. La concession se base sur la grande industrie mécanique, la coopération sur la petite industrie manuelle et même, en partie, sur la production patriarcale. La concession concerne un capitaliste ou une compagnie, un syndicat, un cartel ou un trust, dans chaque cas isolé de concession. La coopération embrasse plusieurs milliers, des millions même de petits patrons. La concession admet et même suppose un traité et un délai précis. La coopération n'admet aucun contrat, ni aucun délai absolument précis. Il est infiniment plus facile d'abroger la loi sur les coopératives que de rompre un traité de concession, mais la rupture de ce traité équivaut du coup, immédiatement, *ipso facto*, à une rupture effective des relations d'alliance ou de mariage économique avec le capitaliste, tandis qu'aucune abrogation de loi sur les coopératives, aucune loi en général, ne rompra effectivement le mariage du Pouvoir des Soviets avec les petits capitalistes, ni même ne pourra rompre aucune espèce de relations économiques réelles. Le concessionnaire est facile à surveiller, le coopérateur très difficile. Passer de la concession au socialisme, c'est passer simplement de l'une à l'autre des formes de la grande production. Passer de la coopération des petits patrons au socialisme, c'est passer de la petite production à la grande, transition plus compliquée, mais par contre capable, en cas de succès, d'embrasser des masses plus étendues de la population et d'arracher des racines plus profondes et plus vivaces de l'ancien état de choses pré-socialiste et même pré-capitaliste, le plus acharné de tous, dans sa résistance à toute nouveauté. La politique des concessions, en cas de succès, nous donnera un petit nombre de grandes entreprises exemplaires, par rapport aux nôtres, au niveau du capitalisme contemporain le plus avancé; au bout de quelques dizaines d'années, ces entreprises passeront entièrement entre nos mains. La politique coopérative, en cas de succès, nous donnera un progrès de la petite production et facilitera sa transformation, dans un délai indéterminé, en grande production sur la base des associations volontaires.

Prenons un troisième aspect du capitalisme d'État. L'État invite le capitaliste, en qualité de commerçant, et lui paye une certaine commission déterminée d'avance, à charge d'écouler les produits de l'État et d'acheter ceux de la petite production. Quatrième aspect: l'État donne à bail à un entrepreneur capitaliste, tel ou tel établissement, exploitation, massif forestier, territoire agricole, etc lui appartenant. Le contrat de louage est celui qui ressemble le plus aux contrats de concessions. Ce troisième et ce quatrième aspects du capitalisme d'État sont entièrement passés sous silence chez nous, on les oublie complètement, on ne les remarque pas. Cela ne vient pas de notre force ou de notre intelligence, mais au contraire de notre faiblesse et de notre sottise. Nous avons peur de regarder la vérité en face, quand nous

la trouvons trop basse, et trop souvent nous nous laissons prendre aux illusions «qui nous grandissent». Nous nous figurons toujours que «nous» passons du capitalisme au socialisme, en oubliant de nous demander sérieusement qui est ce «nous». Il faut se mettre devant les yeux l'énumération de toutes les parties composantes, de toutes les couches diverses constituant notre structure économique, telle que je l'ai donnée dans mon article du 5 mai 1918, pour bien se rappeler ce que c'est que ce «nous». Ce «nous», c'est l'avant-garde du prolétariat, il est en route vers le socialisme, mais cette avant-garde n'est qu'une petite fraction de l'ensemble du prolétariat, lequel à son tour n'est qu'une petite fraction de l'ensemble de la population. Pour que «nous» puissions résoudre victorieusement le problème du socialisme, il faut que nous sachions nettement toute la succession des moyens, procédés et instruments qui sont nécessaires pour passer du régime pré-capitaliste au régime socialiste. Là est le nœud du problème.

Considérez la carte de la R. S. F. S. R. Au nord de Vologda, au sud-est de Rostov-sur-le-Don et de Saratov, au sud d'Orenbourg et d'Omsk, au nord de Tomsk, voyez ces immenses espaces dans lesquels se logeraient sans peine des dizaines de grands États modernes. Or, tous ces espaces sont en proie au régime patriarcal, à la demi-sauvagerie et à la plus réelle sauvagerie. Et tout le reste de la Russie paysanne? Partout où quelques dizaines de verstes de chemins, ou plutôt d'absence de chemins, séparent un village de la voie ferrée, c'est-à-dire de son lien matériel avec la civilisation, le capitalisme, la grande industrie, la grande ville,—dans tous ces endroits n'est-ce pas aussi le règne du régime patriarcal et de la demi-sauvagerie?

Est-il permis de concevoir comme possible un passage direct de cet état de choses dominant en Russie au socialisme? Oui, cela est permis jusqu'à un certain point, mais à une seule condition, que nous connaissons aujourd'hui avec la plus grande exactitude, grâce à un énorme labeur scientifique maintenant terminé. Cette condition, c'est l'électrification. Si nous construisons plusieurs dizaines de grandes centrales électriques (nous savons maintenant où et comment on peut et on doit les construire), si nous portons l'énergie de ces centrales jusque dans chaque village, si nous obtenons le nombre nécessaire de dynamos et autres machines, nous n'aurons pas besoin d'étapes intermédiaires, de chaînons médians entre le régime patriarcal et le socialisme, ou presque pas besoin. Mais nous savons fort bien que cette «unique» condition réclame à tout le moins dix ans rien que pour les travaux de première urgence, et que ce délai ne peut être réduit qu'en cas de victoire de la révolution prolétarienne dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique.

Pour les années qui viennent, il faut donc avoir en vue ces chaînons médians qui faciliteront le passage du régime patriarcal et de la petite production au socialisme. «Nous» nous égarons fréquemment dans des raisonnements de cette sorte: «Le capitalisme est un mal, le socialisme est un bien». Ces raisonnements sont faux, car

ils oublient toute la complexité des diverses couches économiques et sociales en présence, pour n'en retenir que deux.

Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au régime féodal, à la petite production, à la déformation bureaucratique résultant de la dispersion des petits producteurs. Dès que nous sommes incapables de passer immédiatement de la petite production au socialisme, le capitalisme est inévitable en tant que produit naturel de la petite production et de l'échange, et nous devons utiliser ce capitalisme (en particulier en le dirigeant dans le sens du capitalisme d'Etat) comme un chaînon intermédiaire entre la petite production et le socialisme, comme un instrument, une voie, un procédé et un moyen pour augmenter nos forces productrices.

Prenons la question de la bureaucratie et examinons-la du point de vue économique. Le 5 mai 1918, la bureaucratie n'existait pas dans notre champ d'observation. Six mois après la révolution d'octobre, après la destruction de tout l'ancien appareil bureaucratique, depuis le haut jusqu'en bas, nous ne sentons pas encore ce mal.

Une année se passe. Au VIII-e Congrès du Parti Communiste (18-23 mars 1919), nous adoptons un nouveau programme, et dans ce document nous disons franchement, sans craindre de reconnaître le mal, mais au contraire pour le découvrir, le démasquer, le signaler à la flétrissure, exciter les esprits, les volontés et les énergies à le combattre, nous parlons de la «renaissance partielle de la bureaucratie à l'intérieur du régime soviétiste».

Deux ans encore se passent. Au printemps de 1921, après le VIII-e Congrès des Soviets qui, en décembre 1920, a traité la question de la bureaucratie, après le X-e Congrès du Parti Communiste qui, en mars 1921, a tiré la conclusion de débats étroitement liés à cette question de la bureaucratie, nous voyons ce mal se dresser encore plus clairement, encore plus nettement, encore plus menaçant, devant nous. Quelles sont les racines économiques de la bureaucratie? D'une manière générale, ces racines sont doubles: d'une part, une bourgeoisie arrivée à un certain degré de développement a besoin, pour résister au mouvement révolutionnaire des ouvriers et en partie des paysans, d'un appareil bureaucratique, d'abord militaire, ensuite juridique, etc. Chez nous, cela n'existe pas. Nos tribunaux sont prolétariens, dirigés contre la bourgeoisie. L'armée est prolétarienne, dirigée contre la bourgeoisie. Chez nous, la bureaucratie n'est pas dans l'armée, mais dans les services. Mais nous avons la seconde source économique de la bureaucratie: la dispersion et la fragmentation du petit producteur, sa misère, son manque de culture, l'absence de routes, l'absence d'instruction, l'absence de circulation entre l'agriculture et l'industrie, l'absence de liaison et de réaction mutuelle entre l'une et l'autre. Toutes ces choses sont, pour une grande part, le résultat de la guerre civile. Au moment où nous étions bloqués, cernés de tous côtés, coupés du reste du monde, ensuite du Sud nourricier, de la Sibérie, du charbon, nous ne pou-

vions pas restaurer l'industrie. Nous étions obligés de ne pas hésiter à accepter le «communisme militaire», de ne nous laisser épouvanter par aucune extrémité désespérée: Nous souffririons, disions-nous, une existence de demi-famine, ou pis encore, mais nous défendrons à tout prix, en dépit de la ruine et de l'absence de circulation les plus inouïes, le pouvoir ouvrier et paysan. Et nous ne nous sommes pas laissés épouvanter par le monstre que se sont forgé les socialistes-révolutionnaires et les menchévicks (car c'est surtout par peur et par épouvante qu'ils ont suivi en fait la bourgeoisie). Mais ce qui, dans un pays bloqué, dans une forteresse assiégée, était une condition de victoire, a manifesté ses côtés négatifs au début du printemps de 1921, après l'expulsion définitive des derniers gardes-blancs du territoire de la République. Dans une forteresse assiégée, il est permis et nécessaire de «verrouiller» toute circulation, et avec un particulier héroïsme des masses on peut souffrir cette situation 3 ans. Mais la ruine du petit producteur en a été accrue, la restauration de la grande industrie en a été reculée et retardée. La bureaucratie, comme héritage du siège, comme échafaudage bâti sur la dispersion et le découragement du petit producteur, s'est manifestée dans toute son ampleur.

Il faut savoir reconnaître le mal sans timidité, afin de mener fermement le combat contre lui. Il faut, une fois de plus, recommencer par le commencement—bien des fois encore et dans tous les domaines, nous devons reprendre la bâtisse par la base, corriger les défauts, essayer les uns après les autres plusieurs modes de solution. La nécessité est apparue de remettre à plus tard la restauration de la grande industrie, impossibilité est apparue de supporter plus longtemps l'interdiction de circulation entre l'industrie et l'agriculture: il s'ensuit qu'il faut nous rabattre sur ce qui est plus accessible, la restauration de la petite industrie. C'est là le côté par lequel il faut recommencer notre œuvre et soutenir l'édifice à demi ruiné par la guerre et le blocus. Par tous les moyens et à tout prix, il faut développer la circulation, sans crainte du capitalisme, car chez nous le gouvernement ouvrier et paysan en politique, l'expropriation des grands propriétaires et de la bourgeoisie dans le domaine économique, ont mis à ce capitalisme des limites assez étroites, assez «modérées». Telle est l'idée fondamentale de l'impôt alimentaire, telle est sa signification économique.

Tous les représentants du Parti Communiste et de l'Etat Soviétique doivent consacrer tous leurs efforts, toute leur attention, à éveiller, à susciter au maximum l'initiative des provinces, plus encore celle des districts et plus encore celle des cantons et des villages, en vue d'une amélioration immédiate, même par des mesures «de détail», dans des dimensions réduites, de la culture paysanne, il faut soutenir cette dernière en développant la petite industrie des environs. Le plan économique national exige de placer justement là le centre de notre attention et de notre sollicitude, le centre de notre travail «de choc». Une certaine amélioration obtenue là, à la base même, dans ce domaine à la fois le plus

large et le plus profond, nous permettra d'attaquer prochainement avec plus d'énergie et plus de succès la restauration de la grande industrie.

Nos services d'approvisionnement ne connaissent jusqu'à présent qu'une seule directive: rassembler 100% de la quantité réclamée. Aujourd'hui, la directive est autre: rassembler 100% de l'impôt dans le plus bref délai, rassembler ensuite 100% par voie d'échange contre les produits de la grande et de la petite industrie. Celui qui rassemblera 75% de l'impôt et 75% par voie d'échange: contre les produits de la grande et de la petite industrie fera une œuvre plus utile à l'Etat que s'il rassemblerait 100% de l'impôt et 50% par échange. La tâche des services d'approvisionnement se complique. Par un côté, elle est encore fiscale: rassembler l'impôt le plus vite possible, de la façon la plus rationnelle. Par l'autre, elle devient une fonction économique générale: tâcher de diriger les coopératives, de favoriser la petite industrie, de développer l'initiative locale de façon à augmenter et consolider la circulation entre l'agriculture et l'industrie. Nous sommes encore infiniment maladroits en cette matière: preuve—la bureaucratie. Nous ne devons pas craindre d'avouer que nous avons là beaucoup à apprendre encore des capitalistes. Consultons d'une province à l'autre, d'un district à l'autre, d'un canton ou d'un village à l'autre, les données de l'expérience pratique: dans un endroit, les capitalistes et petits capitalistes privés ont obtenu telle et telle chose, leur bénéfice est approximativement tel et tel. Voilà le tribut; le prix dont nous avons payé notre école. Il ne faut pas craindre de payer le maître d'école, pourvu que son enseignement nous profite. Dans une localité voisine, les coopératives ont obtenu tel et tel résultat et leur bénéfice est tel et tel. Dans un troisième endroit, par les procédés d'Etat, par voie purement gouvernementale, purement communiste, on a obtenu tel et tel résultat (ce troisième cas sera, à l'époque actuelle, une rare exception).

Chaque centre économique régional, chaque «Conférence économique» de Comité Exécutif provincial doit se proposer d'organiser immédiatement, toute affaire cessante, toute une série d'expériences de «circulation» des excédents restant après le paiement de l'impôt. Au bout de quelques mois, il faudra rassembler les résultats pratiques afin de les comparer et de les étudier. Sel local ou importé, pétrole importé du centre, petite industrie locale du bois, artisans travaillant avec les matières premières locales et donnant quelques produits peu importants sans doute, mais indispensables et profitables au paysan, houille blanche (utilisation des forces hydrauliques locales pour l'électrification), et ainsi de suite—tout doit être mis en œuvre pour vivifier, coûte que coûte, la circulation entre l'industrie et l'agriculture. Celui qui atteindra dans ce domaine les meilleurs résultats, fût-ce même à l'aide du capitalisme privé, sans la coopération, sans la transformation de ce capitalisme en capitalisme d'Etat; celui-là fera plus pour l'établissement du socialisme dans toute la Russie que celui qui rêvera à la pureté du communisme, écrira des

règlements, des circulaires et des instructions sur le capitalisme d'Etat et les coopératives, mais ne fera pas avancer d'un pas la circulation pratique.

La chose peut sembler paradoxale: le capitalisme privé jouant le rôle d'auxiliaire du socialisme!

Mais ce n'est nullement un paradoxe, c'est un fait économique infiniment indiscutable. Dès que nous sommes en présence d'un pays de petits-paysans avec des transports particulièrement désorganisés, sortant à peine de la guerre et du blocus, dirigé politiquement par le prolétariat, détenteur aussi des transports et de la grande industrie, les deux conclusions qui découlent nécessairement de ces prémisses sont d'abord l'importance primordiale de la circulation locale au moment donné, et ensuite la possibilité de servir le socialisme par la voie du capitalisme privé (sans parler même du capitalisme d'Etat).

Cessons de disputer sur les mots. Nous avons déjà trop souvent commis ce péché. Variions plutôt un peu plus les expériences pratiques et étudions davantage ces expériences. Il y a des cas où l'organisation exemplaire d'un service local, même, sur la plus petite échelle, a une importance nationale plus grande que des branches entières de l'administration centrale. Et précisément aujourd'hui, en ce qui concerne la culture paysanne en général, et l'échange des excédents de produits agricoles contre les produits de l'industrie en particulier, nous sommes dans un de ces cas. L'organisation exemplaire de cette circulation, ne fût-ce que dans un seul canton, a une importance gouvernementale plus considérable qu'une amélioration «exemplaire» des services centraux de tel ou tel commissariat. Car nos services centraux, au cours de ces trois ans et demi, ont acquis une certaine stagnation pernicieuse: nous sommes incapables d'y apporter une amélioration sensible et rapide, nous ne savons pas comment nous y prendre. Le secours, le seul moyen d'obtenir un mieux radical, un afflux nouveau de forces vives, un avantage décisif dans la lutte contre la bureaucratie et contre cette stagnation doit venir des provinces, du bas, de l'organisation exemplaire d'un «ensemble» exigü, mais d'un ensemble cependant, c'est-à-dire, non pas d'une seule entreprise, d'une seule branche économique, d'une seule exploitation, mais de la somme de toutes les relations économiques, de la somme de toute la circulation économique, ne fût-ce que sur un territoire limité.

Ceux d'entre nous qui sont condamnés à rester au centre continueront à améliorer nos services et à les purifier de la bureaucratie, au moins dans les dimensions modestes qui sont immédiatement possibles. Mais le remède principal vient et viendra des provinces. Là, d'une façon générale, le travail est mieux organisé, autant que l'en puis juger, qu'au centre, et la chose se comprend, puisque le fléau bureaucratique se concentre naturellement au centre. Il est fatal que Moscou soit, sous ce rapport, la dernière des villes et en général, l'endroit le plus «mal-sain» de la République. Dans les provinces, nous observons des écarts de la moyenne dans les

deux sens: des écarts vers le mieux le plus souvent, des écarts vers le pis quelquefois.

Les écarts dans le sens du pis, ce sont les abus des faux communistes, anciens fonctionnaires, propriétaires, bourgeois et autres canailles, qui se permettent parfois des désordres et des malversations, des mauvais traitements scandaleux à l'égard des paysans. Il faut nettoyer cela par la Terreur: jugement immédiat, peine de mort sans réserve. Laissons les Martoff, les Tchernoff et leurs pareils, les petits-bourgeois sans-parti, se trapper la poitrine et s'écrier: «Je te loue, ô Seigneur, de ce que je ne suis pas semblable à eux, car je n'ai jamais reconnu et ne reconnais pas la Terreur». Ces imbéciles «ne reconnaissent pas la Terreur», parce qu'ils ont choisi pour eux le rôle d'auxiliaires serviles des gardes-blancs pour le bourrage de crâne des ouvriers et des paysans. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques «ne reconnaissent pas la Terreur», parce que le rôle qu'ils jouent consiste à faire tomber les masses, trompées par leur pavillon «socialiste», sous le couteau de la Terreur blanche. Kérénsky et Korniloff nous l'ont montré en Russie, Koltchak en Sibérie, les menchéviques en Géorgie, les héros de la II^e Internationale et de l'Internationale deux-et-demie en Finlande, Hongrie, Autriche, Allemagne, Italie, Angleterre, etc. Libre aux valets de la Terreur blanche de se glorifier de ne pas reconnaître la Terreur. Quant à nous, nous continuerons à dire la pénible, mais certaine vérité: dans les pays traversant cette crise inouïe, cette dissolution des anciennes bases sociales, cette exaspération de la lutte de classes qui a suivi la guerre impérialiste de 1914-1918, — c'est-à-dire dans tous les pays du monde — la Terreur est une nécessité impérieuse, en dépit des hypocrites et des phraseurs. Ou bien la Terreur blanche, la Terreur bourgeoise à la mode américaine, anglaise (Irlande), italienne (Fascistes), allemande, hongroise ou autres modes, — ou bien la Terreur rouge prolétarienne. Pas de milieu, pas de moyen terme possible.

Les écarts dans le sens du mieux: c'est la lutte couronnée de succès contre la bureaucratie, une sollicitude attentive pour les besoins des ouvriers et des paysans, une aide active à la production, une élévation du rendement, un développement de la circulation locale entre l'agriculture et l'industrie. Ces écarts dans le sens du mieux, quoique plus fréquents que les précédents, sont encore rares. Néanmoins ils existent. Partout dans les provinces, s'élaborent des forces communistes neuves, jeunes, fraîches, trempées dans la guerre civile et dans les épreuves. Nous sommes loin de faire encore tout le nécessaire pour appeler systématiquement et constamment ces forces du bas vers le haut. Nous pouvons et nous devons le faire avec plus d'ampleur et plus d'insistance. Il y a, par contre, des militants que nous pouvons et devons renvoyer du centre dans les provinces: comme guides de districts et de cantons, en obtenant là-bas une organisation exemplaire de toute l'activité économique dans son ensemble, ils rendront d'énormes services et feront œuvre nationale, plus essentielle que dans

n'importe quel poste du centre. Car cette organisation exemplaire servira de pépinière de militants et d'exemple relativement facile à imiter, puisque du centre nous ferons de notre côté ce qu'il faudra pour que ces emprunts se pratiquent largement partout et deviennent obligatoires.

Le développement de la circulation entre l'agriculture et l'industrie, en ce qui concerne les excédents restant après le paiement de l'impôt et la petite industrie, surtout celle des artisans campagnards, réclame de par sa nature même une initiative intelligente, avérée et active des provinces. C'est pourquoi une organisation exemplaire dans les districts et dans les cantons acquiert actuellement une importance exceptionnelle du point de vue national. En matière militaire, au cours de la dernière guerre polonaise par exemple, nous n'avons pas craint de faire un accroc à la hiérarchie bureaucratique en donnant à des membres du Conseil Militaire Révolutionnaire de la République (tout en leur conservant cette autre fonction centrale) des postes inférieurs. Pourquoi aujourd'hui ne pas transporter certains membres du Comité Central Exécutif ou des Collèges de nos Commissariats ou quelques autres camarades haut placés dans des postes de districts ou même de cantons? Nous ne sommes pas encore assez «bureaucratisés», l'espère, pour nous troubler de si peu. Il se trouvera des dizaines de militants du centre qui seront heureux de ce changement. Quant à la cause de l'organisation économique de toute la République, elle y gagnera énormément, et les cantons ou les districts devenus exemplaires ne joueront pas seulement un rôle énorme, mais un rôle véritablement décisif, historique.

Entre autres choses, comme un détail, mais qui a cependant son importance, il faut noter le changement qui doit nécessairement se produire dans la façon théorique d'envisager la lutte contre la spéculation. Nous devons soutenir, il est de notre intérêt de développer le commerce «légitime», qui ne cherche pas à fuir le contrôle de l'Etat. Or, il est impossible de distinguer la spéculation du commerce «légitime», si on prend la spéculation au sens de l'économie politique. La liberté du commerce est le capitalisme, le capitalisme est la spéculation, il serait ridicule de se dissimuler cette vérité.

Comment faire alors? Déclarer la spéculation irréprochable?

Non pas. Il faut reviser et refondre toute la législation sur la spéculation, déclarer punissable (et poursuivre effectivement avec une sévérité triple d'aparavant) tout vol ou bien toute soustraction, directe ou indirecte, franche ou déguisée, au contrôle, à la surveillance, à la statistique de l'Etat. En posant la question de cette façon (le Conseil des Commissaires du Peuple s'est déjà mis à l'œuvre, c'est-à-dire a déjà prescrit de commencer cette révision des décrets sur la spéculation), nous arriverons précisément à aiguiller le développement, inévitable et nécessaire, jusqu'à un certain point du capitalisme dans le sens du capitalisme d'Etat.

Résultats et Conclusions Politiques.

Il me reste encore à toucher brièvement les conjonctures politiques et les modifications qu'elles ont subies par rapport aux caractères économiques esquissés plus haut.

Je l'ai déjà dit, les traits essentiels de notre structure économique de 1921 sont les mêmes qu'en 1918. Le printemps de 1921 a apporté, grâce surtout à la mauvaise récolte et aux épidémies, un empirement extrême de la situation des paysans, que la guerre et le blocus avaient déjà rendu extraordinairement difficile. Cet empirement a eu pour résultat des fluctuations politiques, d'autant plus que ces dernières composent en général, la nature même du petit producteur. L'expression la plus vive de ces fluctuations a été la mutinerie de Cronstadt.

Le trait le plus caractéristique des événements de Cronstadt, ce sont justement les oscillations de l'élément petit-bourgeois. Peu de choses ayant une forme bien nette et bien précise. Des revendications nuageuses de «libertés»: «liberté du commerce», «affranchissement», «soviets sans bolchéviks», ou bien réélection des soviets, ou bien suppression de la «dictature du parti» et ainsi de suite...

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'approprient le mouvement de Cronstadt. Victor Tchernoff envoie un message à Cronstadt; le menchévik Valk, un des meneurs de Cronstadt, vote pour la Constituante, à la demande de ce message. Toute la contre-révolution se mobilise instantanément, avec une rapidité véritablement radiotélégraphique, aux cris de «Pour Cronstadt». Les spécialistes militaires contre-révolutionnaires de Cronstadt, en grand nombre, et non pas Kozlovsky seul, préparent un plan de débarquement à Oranienbaum, plan qui épouvanta la masse hésitante amorphe, sans-parti-menchévique-socialiste-révolutionnaire. Plus d'une cinquantaine de journaux russes contre-révolutionnaires de l'étranger entreprennent une campagne d'une énergie forcée «pour Cronstadt». Les grosses bandes, toutes les forces du capital financier ouvrent des souscriptions pour secourir Cronstadt. Le chef intellectuel de la bourgeoisie et de la noblesse, le cadet Milioukoff, explique patiemment à cet imbécile de Victor Tchernoff (à lui directement, et aux menchéviks Dan et Rochkoff emprisonnés à Pétrograd à cause de leurs relations avec Cronstadt par une voie indirecte), qu'il ne faut pas se presser avec la Constituante, et que, pour le moment, on peut et on doit accepter le Pouvoir des Soviets, mais sans bolchéviks.

Evidemment, il n'est guère difficile d'être plus intelligent qu'un imbécile vaniteux comme Tchernoff, héros de la phrase petite-bourgeoise, ou comme Martoff, chevalier du réformisme bourgeois déguisé à la mode marxiste. Le point intéressant, ce n'est pas que Milioukoff comme individu soit plus intelligent, c'est que le chef du parti de la grande bourgeoisie voit plus clairement et com-

prend mieux la nature sociale des événements et la situation politique que les chefs de la petite bourgeoisie, Tchernoff et Martoff. Car la bourgeoisie est réellement une classe existante qui, sous le régime capitaliste, domine inévitablement et qui, sous le régime monarchique et dans la république la plus démocratique qu'on la veuille, jouit aussi inévitablement du soutien de la bourgeoisie universelle. La petite-bourgeoisie, au contraire, c'est-à-dire tous les héros de la Deuxième Internationale et de l'Internationale deux-eti-demie, ne peut être autre chose, de par sa nature économique, qu'une expression d'impuissance de classe: de là ses hésitations, ses phrases vides, son inexistence. En 1789, les petits-bourgeois pouvaient encore être de grands révolutionnaires, en 1848 ils étaient déjà devenus ridicules et pitoyables. En 1917-1921, ce sont de repoussants auxiliaires de la réaction, de vrais valets de la réaction, par le rôle effectif qu'ils jouent, qu'ils aient, nom Tchernoff ou Martoff, Kautsky ou Macdonald, etc., etc.

Lorsque Martoff, dans sa revue berlinoise, déclare que Cronstadt n'a pas seulement mis en pratique les devises menchéviques, mais encore a fourni la preuve de la possibilité d'un mouvement anti-bolchévik qui ne soit pas entièrement au service de la contre-révolution, des capitalistes et de la noblesse, voilà bien justement un spécimen de la vanité de ce Narcisse bourgeois. Voulez-vous, fermions les yeux pour ne pas voir tous les authentiques gardes-blancs féliciter les mutins de Cronstadt et rassembler dans leurs banques des fonds pour le secourir! Milioukoff a raison contre les Tchernoff et les Martoff, car il fournit sa véritable tactique à la véritable force contre-révolutionnaire, celle des capitalistes et des grands propriétaires: soutenons n'importe qui, n'importe quel pouvoir des soviets, pourvu seulement que nous renversions les bolchéviks, que nous obtenions un «déplacement» du pouvoir! Peu importe que ce pouvoir tombe à droite ou à gauche, du côté des menchéviks ou de celui des anarchistes, pourvu qu'il cesse d'appartenir aux bolchéviks. Le reste, nous, les Milioukoff, nous, les capitalistes et les grands propriétaires, nous nous en chargeons. Nous chasserons à coup de pied les anarchistes, les Tchernoff et les Martoff, comme nous l'avons fait en Sibérie avec Tchernoff et Maïsky, comme nous l'avons fait en Hongrie avec les Tchernoff et les Martoff de là-bas, comme nous l'avons fait en Allemagne avec Kautsky et à Vienne avec Adler et les autres. Tous ces Narcisses bourgeois, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti, la véritable grande bourgeoisie pratique les a dupés et chassés dans toutes les révolutions, dans tous les pays, et plutôt dix fois qu'une. La chose est prouvée par l'histoire. Elle est vérifiée par les faits. Les Narcisses bavarderont. Les Milioukoff et les gardes-blancs agiront.

«Pourvu que nous renversions les bolchéviks, peu importe que le pouvoir tombe un peu plus à droite ou un peu plus à gauche, le reste nous sera donné par surcroît». En cela, Milioukoff a absolument raison. C'est une vérité de la lutte de classes, confirmée par toute l'histoire des révolu-

tions de tous les pays et par tous les siècles de l'époque contemporaine depuis le moyen-âge. Le petit producteur, le paysan, naturellement dispersé est organisé économiquement et politiquement, ou bien par la bourgeoisie (comme cela s'est toujours passé sous le régime capitaliste, dans tous les pays, dans toutes les révolutions modernes, et comme cela se passera toujours sous le capitalisme), ou bien par le prolétariat (comme cela s'est passé, sous une forme embryonnaire, au plus haut point du développement de certaines des plus grandes révolutions modernes, pour un temps très court, et en Russie, sous une forme plus développée, de 1917 à 1921). Pour rêver et bavarder d'un moyen terme, d'une force intermédiaire, il faut être un Narcisse épris de sa personne.

Avec un mal extrême, par une lutte désespérée, les bolchéviques ont formé une avant-garde prolétarienne capable de gouverner, ils ont créé et maintenu envers et contre tous la dictature du prolétariat, et après vérification par une expérience, par une pratique de 4 ans, le rapport des forces sociales en Russie est devenu plus clair que le jour. Une avant-garde d'acier, trempé de l'unique classe révolutionnaire, un élément petit-bourgeois hésitant, des Milioukoff, des capitalistes et des grands propriétaires tapés à l'étranger et soutenus par la bourgeoisie universelle. Le tableau est clair comme le jour: tout déplacement du pouvoir sera utilisé et ne peut être utilisé que par ces derniers.

Dans la brochure de 1918 citée plus haut, la chose était dite franchement: «Notre principal ennemi est l'élément petit-bourgeois». «Ou bien nous le soumettrons à notre contrôle et à notre statistique, ou bien c'est lui qui renversera le gouvernement ouvrier. La chose est fatale et inévitable, tout comme les Napoléon et le Cavaignac ont renversé la révolution, en s'appuyant précisément et en grandissant sur ce terrain de la petite propriété. Ainsi se pose la question, et pas autrement» (voir plus haut).

Notre force, c'est la netteté de vue et le sang-froid avec lesquels nous tenons compte de toutes les valeurs sociales en présence, en Russie et à l'étranger, et ensuite l'énergie, la fermeté, la volonté de fer et l'ardeur désespérée à la lutte qui en découlent. Nos ennemis sont multiples, mais ils sont désunis, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils veulent (comme d'ailleurs tous les petits-bourgeois, tous les Martoff et les Tchernoff, tous les sans-parti et tous les anarchistes). Nous, au contraire, nous sommes unis, unis entre nous et unis individuellement avec les prolétaires de tous les pays; nous savons ce que nous voulons. Et pour cette raison, nous sommes invincibles dans l'univers, quoique cette certitude n'exclue aucunement la possibilité d'un échec pour telle ou telle révolution prolétarienne et pour un temps plus ou moins prolongé.

Ce n'est pas sans raison que l'élément petit-bourgeois est nommé «élément»: c'est bien en réalité quelque chose d'amorphe, d'indéterminé, d'inconscient. Les Narcisses de la petite-bourgeoisie se figurent que le «suffrage universel» abolit

la nature du petit producteur sous le régime capitaliste, alors qu'en réalité il sert d'instrument à la bourgeoisie pour se subordonner, à l'aide de l'Eglise, de la presse, de l'enseignement, de la police, de l'armée, de l'oppression économique sous ses mille et une formes, les petits producteurs dispersés. La ruine, la misère, la dureté de leur situation suscitent en eux des hésitations perpétuelles: aujourd'hui ils suivent la bourgeoisie, demain le prolétariat. Seule, une avant-garde prolétarienne endurcie est capable de résister et de neutraliser ces hésitations.

Le printemps de 1921 nous a montré, une fois de plus, le rôle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviques: ils aident l'élément petit-bourgeois hésitant à se détacher des bolchéviques et à opérer un «déplacement du pouvoir» en faveur des capitalistes et des grands propriétaires. Les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires ont appris l'art de se maquiller en «sans-parti». La chose est prouvée. Seuls, les imbéciles peuvent encore ne pas la voir et ne pas comprendre que nous ne devons pas nous laisser duper. Les «conférences sans-parti» ne sont pas un fétiche. Elles ont leur prix, si par elles on peut se rapprocher de la masse encore vierge, de ces millions de travailleurs demeurés jusqu'à présent en dehors de la politique, mais elles sont nuisibles, si elles donnent une plate-forme aux menchéviques et aux socialistes-révolutionnaires déguisés en sans-parti. Ces gens-là ne servent que les mutins et la contre-révolution. La place des menchéviques et des socialistes-révolutionnaires déclarés ou déguisés en sans-parti n'est pas dans les conférences générales des travailleurs, mais en prison (ou bien dans les gazettes étrangères, côte à côte avec les gardes-blancs, nous avons très volontiers ouvert les portes toutes grandes à Martoff). Il y a beaucoup d'autres moyens que nous pouvons et devons découvrir pour vérifier l'état d'esprit des masses et pour nous rapprocher d'elles. Que ceux qui veulent jouer au parlementarisme, à la Constituante, aux conférences sans-parti, fassent leurs malles pour l'étranger. Allez retrouver Martoff, nous vous en supplions, allez goûter les charmes de la «démocratie», interrogez les soldats de Wrangel sur ses délices, vous nous ferez plaisir. Quant à nous, nous n'avons pas besoin qu'on joue à «l'opposition», dans les «conférences». Nous sommes entourés par la bourgeoisie universelle qui guette à chaque instant une défaillance pour réinstaller les siens et pour restaurer les propriétaires et la bourgeoisie. Les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires, déguisés en sans-parti, ou bien franchement déclarés, nous les tiendrons en prison.

Par tous les moyens nous entretiendrons des relations plus étroites avec la masse laborieuse qui n'a pas encore été touchée par la politique, en excluant seulement les moyens qui laissent le champ libre aux menchéviques et aux socialistes-révolutionnaires et qui favorisent les hésitations profitables à Milioukoff. Avec un zèle particulier, nous appellerons à travailler dans les soviets, par centaines, les sans-parti, les véritables sans-parti venant de la masse, les simples ouvriers et

paysans, et non pas ceux qui se sont maquillés en sans-parti pour faire avaler en fraude les « cahiers » menchéviques et socialistes-révolutionnaires, si avantageux à Milioukoff. Nous avons des centaines et des milliers de sans-parti qui travaillent dans nos administrations, et parmi eux plusieurs dizaines dans les postes les plus importants et les plus influents. Il s'agit de contrôler davantage leur travail. Il s'agit de mettre à l'examen des milliers et des milliers de membres de la masse laborieuse afin de les faire passer systématiquement et sans relâche, par centaines, dans les postes supérieurs, conformément aux résultats de l'épreuve. Les communistes ne savent pas encore comprendre comme il convient leur véritable rôle de gouvernants: il ne s'agit pas d'essayer de faire « tout soi-même », en se tuant à la peine sans réussir à rien, en entreprenant à la fois 20 affaires sans en terminer aucune, mais d'examiner le travail de dizaines et de centaines d'adjoints, d'organiser le contrôle de ce travail par en-bas, c'est-à-dire par la véritable masse, d'orienter l'action et de recevoir les leçons de ceux qui ont la science (les spécialistes) ou l'expérience de l'organisation de la grande production (les capitalistes). Un communiste intelligent ne craint pas de prendre les leçons du spécialiste militaire, bien que les 2/10 de ces derniers soient capables de trahir à tout instant. Un communiste intelligent ne craint pas de prendre les leçons du capitaliste (que ce capitaliste soit un grand capitaliste concessionnaire, ou bien un gros commerçant commissionnaire, ou bien un petit capitaliste coopérateur, etc.), même si ce capitaliste ne vaut pas mieux que le spécialiste militaire. Nous avons appris dans l'armée rouge à prendre sur le fait les spécialistes militaires déloyaux et à distinguer les spécialistes militaires honnêtes et consciencieux, dont nous utilisons des milliers et des dizaines de milliers. Nous apprenons à faire de même (sous la forme qui convient) avec les ingénieurs et les professeurs; nous le faisons d'ailleurs beaucoup moins bien que dans l'armée rouge (là, Dénikine et Koltchak étaient un bon stimulant qui nous obligeait à apprendre plus vite et avec plus de zèle). Nous apprendrons à agir de la même façon (là encore, dans la forme qui convient) avec les commerçants commissionnaires, les revendeurs travaillant pour l'Etat, les petits capitalistes coopérateurs, les entrepreneurs concessionnaires, etc.

La masse des ouvriers et des paysans a besoin d'une amélioration immédiate de son sort. Nous obtiendrons cette amélioration en faisant faire œuvre utile aux forces nouvelles, entre autres aux sans-parti. L'impôt alimentaire et les autres mesures en découlant nous y aideront. La racine économique des hésitations inévitables du petit producteur sera ainsi coupée à sa base. Quant aux hésitations politiques qui ne sont utiles qu'à Milioukoff, nous les combattons impitoyablement. Les hésitants sont nombreux. Nous sommes peu nombreux. Les hésitants sont désunis, nous sommes unis. Les hésitants sont privés d'existence économique indépendante. Le prolétariat possède une existence économique à lui. Les hésitants ne savent pas ce qu'ils veulent: ils vou-

draient bien, mais il leur en cuir, et Milioukoff le leur défend. Nous savons ce que nous voulons.

Pour ces raisons nous vaincrons.

Conclusion

Tirons la conclusion.

L'impôt alimentaire constitue la transition entre le communisme militaire et l'échange des produits qui sera le régime normal du socialisme.

L'excès de la ruine, exaspérée par la mauvaise récolte de 1920, a rendu cette mesure immédiatement nécessaire par suite de l'impossibilité de restaurer rapidement la grande industrie.

Conséquence: améliorer avant tout la situation des paysans. Moyens: impôt alimentaire, développement de la circulation entre l'agriculture et l'industrie, développement de la petite industrie.

Circulation veut dire liberté du commerce, c'est-à-dire capitalisme. Le capitalisme nous est utile dans la mesure où il nous aidera à combattre la dispersion du petit producteur, et jusqu'à un certain point, la bureaucratie. Cette mesure sera déterminée par la pratique, par l'expérience. Il n'y a rien là d'effrayant pour le pouvoir du prolétariat; tant que le prolétariat tient fermement ce pouvoir entre ses mains, il est maître des transports et de la grande industrie.

La lutte contre la spéculation doit devenir la lutte contre les vols et les soustractions à la surveillance, à la statistique et au contrôle de l'Etat. Ce contrôle nous permet d'aiguiller le capitalisme, inévitable et nécessaire dans une certaine mesure, sur la voie du capitalisme d'Etat.

Développement universel, absolu, à tout prix, de l'initiative et de l'indépendance locale pour encourager la circulation entre l'agriculture et l'industrie. Etude de l'expérience pratique obtenue en cette matière. Variété aussi grande que possible de cette expérience.

Encouragement de la petite industrie, qui desservit l'agriculture paysanne et favorise son développement; encouragement allant même jusqu'à la distribution de matières premières de l'Etat. Le grand crime, c'est de laisser des matières premières inutilisées.

Ne pas craindre de mettre les communistes à l'école des spécialistes bourgeois, y compris les commerçants, les petits capitalistes coopérateurs et les grands capitalistes. Leurs leçons diffèrent par la forme, dans le fond elles sont les mêmes que celles des spécialistes militaires, qui nous ont porté profit. Les résultats de cette « école » doivent être vérifiés seulement par l'expérience pratique: faites mieux que le spécialiste bourgeois d'à côté, obtenez par n'importe quel moyen un essor de l'agriculture, un essor de l'industrie, un progrès des échanges entre l'agriculture et l'industrie. Ne soyez pas lâches à payer le maître d'école: on ne doit pas regretter de payer la science, pourvu qu'elle nous profite.

Aider de toutes façons la masse laborieuse, se rapprocher d'elle, appeler de son sein des centaines et des milliers de sans-parti à des postes économiques. Quant aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires déguisés dans le costume sans-parti à la mode de Cronstadt, les tenir soigneusement sous les verrous, ou bien les expédier à Berlin auprès de Martoff pour qu'ils

puissent jouir librement de toutes les délices de la démocratie pure et échanger librement leurs pensées avec les Tchernoff, les Milioukoff et les menchéviks géorgiens.

N. LÉNINE.

21 avril 1921.





E. VARGA

LES BASES ÉCONOMIQUES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Entre toutes les puissances capitalistes, les États-Unis se distinguent à présent par leur caractère impérialiste. Tandis qu'on observe, en Angleterre, un penchant à peu près général à la limitation des dépenses militaires et à la liquidation des aventures de Mésopotamie et de Perse, les États-Unis deviennent peu à peu, sur terre et sur mer, la plus grande puissance militaire. Leur programme de constructions maritimes est si large, que son exécution doit donner, en 1924, à la flotte américaine la suprématie sur les flottes réunies de l'Angleterre et du Japon. Quant aux armées de terre, on projette la formation de cadres qui rendront possible la mobilisation de 7 millions d'hommes (*Rote Fahne*, Berlin, 1^{er} septembre 1920). La *Nouvelle Gazette de Zurich* a récemment publié l'accord conclu entre les États-Unis et le Portugal, en vertu duquel les États-Unis garantissent l'intégrité des colonies portugaises et le Portugal accorde aux États-Unis la faculté d'établir, en cas de guerre, une base maritime dans l'archipel des Açores. Les États-Unis protestent contre les pouvoirs accordés à l'Angleterre en Mésopotamie et exigent le droit de participer à l'exploitation des puits de naphte de ce pays. Les États-Unis contestent les droits du Japon sur les câbles du Pacifique ayant appartenu autrefois à l'Allemagne. Partout, les États-Unis se servent de leur suprématie militaire et financière pour étendre leur puissance économique et militaire. Cette évolution de la politique américaine a commencé tout récemment. Il est vrai que la guerre hispano-américaine, terminée par l'annexion des îles Philippines, avait déjà montré le capital américain s'orientant dans la voie de l'impérialisme. Mais les deux, trois dernières années ont, seules, montré le plein développement de cette tendance. Notre tâche consiste donc à montrer les changements de la politique économique de l'Amérique, qui ont déterminé cette évolution.

Bases du système économique des États-Unis

Une extraordinaire productivité du travail a, depuis toujours, caractérisé l'économie américaine. Nous sommes, malheureusement, au regret de ne pouvoir citer ici les chiffres démontrant ce fait, d'ailleurs bien connu et généralement admis⁽¹⁾. On sait aussi que le travailleur américain de race

blanche se distingue par le bien-être relatif dont il jouit.

La remarquable productivité du travail, en Amérique, dépend de trois facteurs:

- 1) Milieu naturel favorable.
- 2) Grande accumulation des moyens de production.
- 3) Système plus rationnel de la production.

I. *Le milieu naturel favorable* peut être défini ainsi: superficie considérable — par rapport à la population — de terres fertiles sur lesquelles on peut cultiver, dans un climat propice, toutes les plantes européennes et les plus importantes des plantes tropicales, à commencer par le coton; immense richesse du sous-sol: charbon, pétrole, fer, étain, gaz d'éclairage, etc., grands fleuves navigables; possibilité de construire aisément des chemins de fer, dans un pays susceptible de travailler lui-même toutes les matières premières dont a besoin un peuple cultivé.

II. On trouve, aux États-Unis, la *corrélation la plus haute entre le capital de fondation et le capital d'exploitation*. En d'autres termes, l'ouvrier surveille en Amérique un nombre beaucoup plus grand de machines qu'en Europe. Ce fait est particulièrement évident dans l'agriculture où presque tous les travaux se font, en Amérique, à la machine (les machines agricoles, employées en Russie, sont surtout du type américain), dans l'industrie minière où l'Amérique emploie beaucoup plus de machines que l'Europe, et enfin, dans tout le procès de la production industrielle et dans les transports (le nombre des automobiles construits aux États-Unis croît avec une rapidité vertigineuse; le *Times*, du 20 octobre 1920, dit que ce nombre s'élèvera, en 1922, à 12 millions). Ajoutons à ce qui vient d'être dit, qu'en règle générale, les machines ne connaissent pas, aux États-Unis, *d'usure morale*, pour employer l'expression de Marx. Alors qu'en Europe, on entretient avec soin les machines, on les répare, on s'efforce de les faire durer, l'usage est, en Amérique, de renvoyer rapidement la machine vieillie à la ferraille pour la remplacer par une machine plus perfectionnée. Aussi la technique industrielle, aux États-Unis, est-elle sans cesse en voie de perfectionnement.

III. *Le caractère rationnel du travail* est beaucoup plus accusé aux États-Unis qu'en Europe, ce qui dépend étroitement du développement social des États-Unis. A l'exclusion des nègres, la population des États-Unis est constituée par des élites venues d'Europe. Ne se décident à émigrer

(1) Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage si intéressant de Shedwell sur *La Productivité du Travail industriel*. On y trouve la productivité comparée du travail: en Amérique, en Angleterre, en Allemagne.

que les gens les moins conservateurs, ceux qui ont su rompre avec les traditions, avec la famille, avec la patrie, en un mot les plus avancés. De là vient que la vie intellectuelle de l'Amérique se distingue, par rapport à celle de l'Europe, par son manque de conservatisme. Il n'y eut jamais ici de féodalité, de noblesse, de titres, de dignités. L'abîme entre le travail intellectuel et le travail physique est bien moins profond qu'en Europe. On ne retrouve pas, de l'autre côté de l'Océan, le paysan illettré de l'Europe Occidentale, qui se refuse à toute innovation dans le travail rural. Il n'y a pas d'étroitesse corporative, chez les intellectuels. Les ouvriers deviennent des intellectuels et les étudiants des écoles supérieures ne craignent pas de travailler dans les fabriques, en qualité d'ouvriers. Il en résulte qu'un esprit rationnel, que ne limite aucun conservatisme, règne dans la production et contribue à élever fortement la productivité du travail.

Examinant les résultats de cette productivité, avant la guerre nous constatons que l'influence du premier des facteurs énumérés, c'est-à-dire d'un milieu favorable, s'est surtout fait sentir avant la fin du siècle dernier. Les États-Unis exportaient des quantités énormes de matières premières, surtout de céréales, de laine et de pétrole et recevaient les articles manufacturés. L'agriculture était le centre de gravité de leur économie. La superficie des terres labourées qui comprenaient, en 1880, 536 millions d'acres était, en 1900, de 839 millions d'acres et en 1900, de 878 m. d'acres; la valeur des produits de l'agriculture, estimée à 22 millions de dollars en 1880, à 47 millions de dollars en 1900, s'élevait, en 1910, à 86 millions de dollars. D'énormes quantités de céréales furent jetées en Europe, où sévissait alors la « crise de l'agriculture ». En 1905, sur une exportation totale de 1.718 millions de dollars, l'Amérique n'exportait que pour 460 millions de dollars d'articles manufacturés, pour 226 millions de matières dégrossies et, par contre, pour 1.000 millions de dollars de matières premières et de produits alimentaires. Ce dernier chiffre se décomposait ainsi: coton 401 millions; froment 4.186 dollars; viande, poisson, etc., 211 millions. Nous voyons ainsi que malgré un développement industriel très rapide — auquel nous reviendrons, — nous sommes, en définitive, devant un pays colonial. Ajoutons que l'industrie américaine employait une quantité considérable de capitaux européens; que la navigation était aux mains de l'Angleterre et de l'Allemagne; que les États-Unis n'avaient pas de colonies et ne faisaient pas de politique mondiale; que la doctrine de Monroe servait de base à leur politique extérieure.

Pourtant, le développement industriel de l'Amérique faisait de grands pas attestés par les chiffres suivants.

Année.	Capital en millions.	Ouvriers employés.	Valeur des produits.	Valeur des machines employées.
1870	2.128,2	2,05	4.232,3	2.480,4
1880	2.790,5	2,75	5.369,7	3.396,8
1890	6.825,2	4,71	9.572,4	5.162,0
1900	9.817,4	5,71	13.994,0	7.345,4
1908	13.872,0	6,72	16.866,7	9.497,6
1910	18.490,7	7,45	20.767,0	12.195,0
1916	22.790,9	8,00	24.246,4	14.358,1

L'industrie minière se développait avec une rapidité extraordinaire, de même que les manufactures. Le jour n'était assurément pas loin où les États-Unis cesseraient d'exporter des matières premières, pour en recevoir et devenir une puissance impérialiste-capitaliste. Les chiffres précités ont peut-être un caractère un peu trop général; ils n'en démontrent pas moins que si, en 1880, un capital de 1.000 dollars environ était placé sur chaque ouvrier et donnait en un an pour 2.000 dollars de marchandises, en 1915, chaque ouvrier correspond à un capital de 3.000 dollars qui produit une valeur équivalente. Tandis qu'en 1880, la valeur des produits du travail correspondait au double de la valeur du capital, en 1915, ces deux valeurs sont à peu près égales. La capacité d'action du capital se ralentit, son accumulation organique s'accroît rapidement, deux faits fournissant une illustration typique à la doctrine de Marx.

Développement économique des États-Unis pendant la guerre

Alors que, dans d'autres pays belligérants, la guerre transformait profondément la vie économique et restreignait le bien-être en provoquant des émissions répétées de papier-monnaie et une terrible cherté de vivres, en arrêtant l'accroissement de la population ou en provoquant même sa diminution, l'Amérique est loin d'avoir souffert de la guerre. Elle en a, au contraire, tiré profit. Les prix sur toutes choses se sont naturellement élevés aux États-Unis comme ailleurs, mais ce ne fut pas, comme dans les autres pays belligérants, par suite d'une diminution de la production et d'une disette d'articles: ce fut par suite de la situation privilégiée que procuraient aux États-Unis le rôle de fournisseur de l'Entente.

Les chiffres suivants nous serviront à illustrer ce fait:

La production des États-Unis, exprimée en millions, était de (1):

Années.	Charbon (tonnes).	Fer (millions t.).	Cuivre.	Etain.	Pétrole (t.).	Laine (balles).	Froment (quartiers).
1913—1914	517	31,5	5,49	4,90	32,3	14,89	—
1914—1915	466	25,7	5,26	5,68	42,3	15,07	111,4
1915—1916	482	30,4	6,46	5,82	44,7	12,95	124
1916—1917	552	40,1	8,81	6,06	40,1	12,97	86
1917—1918	570	39,3	8,56	—	—	11,91	82
1918—1919	586	39,5	—	—	49,1	—	116
1919—1920	—	—	—	—	—	12,12	—

Certains faits nous sont parfaitement connus: tels, le développement surprenant de la construction maritime et l'ampleur anormale de la fabrication des automobiles (2).

Le nombre des automobiles, enregistré aux États-Unis, était de:

Année.	Nombre.
1915.	2.445.664
1917.	4.983.340
1919.	7.558.848
1920.	9.000.000
1922.	12.000.000

(1) Chiffres empruntés au *Statistische Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1919*, et au *Statesman Yearbook, 1920*.

(2) Chiffres empruntés au *Scientific American*, janv. 1920.

De ce chiffre, 4% seulement représentent des camions, presque toutes les autres voitures étant des voitures de maître, privées pour la plupart (1). Des 50 millions de tonnes de pétrole extraites annuellement aux États-Unis, l'automobile consomme la moitié.

Indiquons enfin le développement formidable de l'industrie du papier-colon :

Année.	Consommation à l'intérieur.	Export.
1910	2.250	3.106
1915	3.583	4.404
1918	3.863	2.320

Le temps de guerre fut, pour les États-Unis, extrêmement propice. Toutes les forces productrices du pays étaient tendues. « Tous les ouvriers étaient occupés, toutes les machines travaillaient. Les fabricants envoyaient recruter de la main-d'œuvre dans les campagnes. Une moyenne de 30 à 50% d'ouvriers changeait, en un mois, de lieu de travail, trouvant toujours de meilleures conditions », écrit un gros capitaliste américain (G. E. Roberts, vice-président de la *National City Bank* de New-York), dans un article intitulé *Les Prix actuels et la Situation économique* (*The Economical World*, 1920, Nov.).

L'industrialisation du pays, en voie de développement rapide, se manifeste par la modification des formes du commerce extérieur. On sait que l'excédent de l'exportation agricole sur l'importation était, en 1919, de plus de 3 milliards de dollars et correspondait donc presque à la moitié du total de l'exportation. L'exportation des articles manufacturés dépassait déjà celle des substances alimentaires. Les chiffres suivants, en millions de dollars, le montrent :

	Import.	Export.	Excédent des export.
Produits alimentaires bruts	545,5	678,5	123,2
Produits alimentaires prêts pour la consommation	555,7	1.963,7	1.408,0
Matières premières	1.674,3	1.610,1	—
Matières premières dégrossies	610,3	922,4	312,1
Articles manufacturés	492,5	2.564,6	2.072,0

À la fin de la guerre, les États-Unis sont déjà un pays industriel exportant principalement les articles manufacturés (2).

L'agriculture d'ailleurs n'avait pas, comme il arriva en Europe, dans les pays belligérants, souffert non plus des besoins excessifs du temps de guerre.

Le développement de l'élevage en est la meilleure preuve. Il se précise comme suit :

	Années.	
	1910	Millions de têtes. 1920
Chevaux	19,8	21,6
Bêtes à cornes	61,8	68,1
Moutons	52,0	48,8
Cochons	38,2	72,9

(1) Dans un article remarquablement intéressant de la *Contemporary Review*, paru en novembre 1920, E. Barker constate que la question du pétrole est devenue, pour le monde anglo-saxon, l'une des plus passionnantes.

(2) Cette modification du caractère des exportations s'explique aussi par le mouvement de la population : pour la première fois, le recensement de 1920 fait prévaloir la population des villes sur celle des campagnes.

La valeur totale des produits de l'agriculture, en millions de dollars, était de :

En 1910	8,56
» 1917	19,33
» 1918	22,48
» 1919	24,98

En 10 ans, les prix de vente ont triplé ; comme la cherté des vivres est loin d'avoir été telle, il faut voir dans ce fait le signe d'une augmentation sensible de la production.

La hausse des prix en Amérique doit donc être étudiée sous un autre angle qu'en Europe. En Europe, elle est la conséquence du manque de marchandises, de la chute brusque de la productivité industrielle, et les tarifs élaborés par l'État ne parviennent pas à l'enrayer. En Amérique, la hausse et les bénéfices fabuleux des capitalistes proviennent de la concurrence des pays belligérants pour les produits de l'industrie américaine, celle-ci ne cessant pas de travailler avec la productivité la plus haute (3).

Les capitalistes des États-Unis réalisèrent leurs bénéfices sous deux aspects. Tout d'abord, les valeurs américaines, placées avant la guerre chez des nationaux de l'Entente et réclamées par les États-Unis, leur furent rendues. En second lieu, d'énormes quantités d'or s'accumulèrent aux États-Unis. Le résultat fut que, sur un fonds or total de 1501,3 millions de livres sterling appartenant à toutes les banques d'État et privées du monde capitaliste, à la fin de 1920, les États-Unis ne possédèrent pas moins de 853,4 millions de livres, c'est-à-dire plus de la moitié.

Non seulement les États-Unis ont payé tout ce qu'ils devaient à l'Europe, non seulement ils ont acquis plus de la moitié de la réserve d'or du monde capitaliste, mais encore ils sont devenus, pour de nombreux milliards, les créanciers de l'Europe et surtout de l'Angleterre. États débiteurs avant la guerre, les États-Unis sont devenus un État créancier, le prêteur mondial. La banknote américaine s'échange au pair. Elle a la même valeur que la monnaie d'or.

Les causes qui, dans d'autres pays, ont amené de profondes transformations économiques n'ont eu, en Amérique, qu'une influence insignifiante. Les États-Unis n'ont participé à la guerre qu'assez tard, avec des forces relativement si minimes que les préjugés causés à leur production — en présence des immenses richesses dont ils disposent — ont été insignifiants. Le développement des États-Unis, pays agricole, colonial et endetté, en puissance industrielle impérialiste fut incontestablement hâté par la guerre (4).

(3) Bien qu'il n'y ait, entre le taux de l'escompte et les bénéfices du capitaliste, qu'un lien très lâche, nous noterons ici, à titre de symptôme de l'importance des bénéfices réalisés en Amérique, que le taux de l'escompte était, aux États-Unis, jusqu'au 1-er mai 1920, de 6% et se maintint depuis à 7%.

(4) Les dépenses de guerre des États-Unis furent cependant élevées. Les dépenses de l'État, qui étaient de 7,4 dollars pour chaque citoyen américain en 1913, s'élevaient en 1920 à 70 dollars.

L'après-guerre, jusqu'au printemps 1920

Cette situation avantageuse dura, après la guerre, à peu près jusqu'au printemps 1920. Les États de l'Europe Centrale, bloqués jusqu'alors, commencèrent, à ce moment, à participer directement ou indirectement aux achats en Amérique. Mais on se rendit bientôt compte que l'Europe, y compris les pays de l'Entente, était épuisée et n'avait plus de pouvoirs d'achat. L'Angleterre même n'avait pas de fonds de réserve—or ou valeurs américaines—pour mener à bien ses opérations aux États-Unis; par rapport aux dollars, le cours de la livre anglaise tomba de 20%, tandis que le papier-monnaie des autres États européens tombait jusqu'au dixième et même jusqu'au centième de sa valeur nominale en or. D'où, inéluctablement, une diminution de la capacité d'achat de ces pays par rapport aux États-Unis et une crise de surproduction qui, d'ailleurs, menaçait sans cela la grande république industrielle; et c'est même précisément parce que l'économie des États-Unis n'avait pas souffert de la guerre, que la crise périodique devait se produire.

Il est intéressant de voir comment elle se produisit. Comme d'habitude, les sphères capitalistes se refusaient à admettre que le moment favorable était passé. Le plus intéressant, c'est que selon les informations du *Controller of Currency*, la somme totale du crédit offert par toutes les banques des États-Unis s'élevait, en millions de dollars (1):

en 1919, 30 juin 25,086
» 1920 » » 30,892

Augmentation du crédit . . . 5,806

Une augmentation de crédit de 20%, en une année, parallèlement à une chute manifeste de la production. Mais à ce sujet, voici les chiffres du professeur *Lederer*, la production moyenne de 1911 et de 1913 étant considérée équivalente à 100%.—Les données concernant les produits de l'agriculture, conformes aux statistiques des marchés:

	Oct. 1919.	Printemps 1920 (maximum)	Oct. 1920.
Bétail (total)	151	139	116
Pain et farine	127	102	122
Laine.	124	132	89
Sucre	127	184	59
Houille	152	131	137
Fer	102	159	146

Le même procès s'observe en ce qui concerne bien d'autres marchandises et aussi les entreprises de transport. En outre, malgré la diminution de la production, les stocks ne diminuaient que fort peu. En février 1920, la valeur des stocks correspondait à 534% du commerce des marchandises et en octobre 1920, à 504%, tandis que les commandes à livrer tombaient de 32% à 10% environ, en octobre de la même année. À l'exception de quelques cas particuliers, on peut dire d'une façon générale que la quantité des

produits de l'industrie a sensiblement diminué, de l'automne 1919 au printemps 1920.

Certains indices semblent indiquer que le gros capital américain aurait artificiellement hâté la crise. La concentration effective des entreprises n'est jamais allée aussi loin qu'aux États-Unis. C'est pourquoi, nulle part le capital ne peut avoir une semblable maîtrise des marchés. Il a donc la possibilité de hâter la crise. Nous manquons malheureusement de documents américains pour établir dans quelles mesures notre supposition est légitime. Dans l'article cité, le professeur *Lederer* écrit ce qui suit:

«Quand, au printemps 1919, le cours du change européen tomba en même temps que baissaient les prix en Amérique, quand la capacité d'achat des pays d'Europe baissa en conséquence, les grandes organisations du capital américain décidèrent de limiter dorénavant le crédit et d'exiger le remboursement des avances, ce qui fut bientôt fait sur une large échelle. La limitation et le refus du crédit créèrent aux entreprises industrielles et commerciales une situation très difficile, les obligèrent à écouler leurs marchandises pour payer leurs dettes, les empêchèrent de conserver des stocks dont elles durent souvent se défaire à perte. Certes, elles avaient réalisé de gros bénéfices pendant la guerre; mais elles n'en considéraient pas moins ces pertes comme une menace de mort, parce qu'elles les obligeaient—deuxième conséquence de la situation, illustrée par les chiffres cités—à restreindre la production, c'est-à-dire à congédier les ouvriers, à annuler les commandes de matières dégrossies et de matières premières, etc. La crise s'étendit ainsi à tous les domaines de l'économie. Et, à l'époque où le monde éprouvait encore le plus grand besoin des articles américains, la production de ceux-ci était violemment restreinte, afin d'éviter l'accumulation des stocks que l'on n'espérait pas pouvoir écouler. Du point de vue capitaliste, cette limitation des produits correspondait assurément à sa fin, en évitant une surproduction catastrophique.»

Il est significatif que le taux de l'escompte s'éleva, au 1-er mai, à 7%, et est depuis resté à cette hauteur exceptionnelle.

La Crise Economique actuelle

Restriction de la production et baisse de prix

Faute de documents statistiques américains, nous sommes contraints d'étudier la crise actuelle d'après des documents exclusivement anglais. D'après *The Economist*, la crise se développa plutôt lentement. Le capital tenta de placer l'excédent de ses marchandises sur le marché mondial, et les exportations des États-Unis ne cessèrent pas de croître jusqu'au mois d'octobre 1920. L'éventualité d'une catastrophe économique était écartée par l'action concertée du gros capital. La baisse des prix et le chômage atteignirent pourtant des proportions fantastiques.

Nous avons déjà donné plus haut des chiffres résumant la baisse de la production, du printemps à l'automne 1920. En septembre, *The Economist*

(1) *Wirtschaftliche Correspondenz*, 7 Febr. 1921

écrit: «Le commerce et l'industrie attestent une situation très irrégulière». En octobre, «le nombre des commandes annulées s'accroît rapidement; les stocks loin de diminuer augmentent, le public se refuse à acheter». En novembre, «la consommation du coton tombe plus bas qu'elle ne le fut jamais depuis le mois d'août 1914. La crise se fait sentir fortement dans l'industrie du papier. Les usines textiles ferment l'une après l'autre» (*Times*, du 23 décembre).

La crise agit de même sur l'industrie automobile qui s'était rapidement développée pendant la guerre. Les usines Ford ferment au début de l'année. Il y avait, dans leurs magasins, pour plus de 25 millions de dollars d'automobiles.

L'*Information*, du 20 décembre 1920, donne de la situation à la veille du nouvel an le tableau général que voici (1):

«Ce n'est pas sans un certain sentiment de satisfaction que les Européens songent maintenant que les Etats-Unis regorgent d'or et de produits, créanciers du monde entier, seul pays où la monnaie d'or ait cours, commencent à souffrir comme tous les autres peuples, mais — ironie du sort! — non par suite de leur indigence, mais par suite de leur richesse. La brusque chute de leur commerce à la veille de l'hiver détermine, aux Etats-Unis, des difficultés croissantes. Le nombre des faillites croît de jour en jour.

La Bourse est démolisée. L'exportation, prospère pendant la guerre, tombe rapidement, à l'exception de celle des denrées alimentaires et des matières premières. Dans tous les domaines de l'économie, la baisse a entraîné une véritable catastrophe, plongeant dans le désespoir le manufacturier et l'agriculteur. La crise a surtout agi sur l'industrie. Tous les jours, des ouvriers sont congédiés, et la production réduite en conséquence du manque de demandes, à l'intérieur et à l'extérieur. Des sommes énormes, placées en valeurs selon les cotes d'il y a 6 mois, sont immobilisées, les valeurs ne trouvant pas d'acheteurs, même à un prix sensiblement diminué».

La baisse sur le marché américain revêt, en 1920, de grandes proportions. Les chiffres les plus généraux nous donnent le tableau suivant:

Année.	Mois.	«Statist Index».	Broad-street.	Bureau of Labor.
1913	—	100	100	100
1920	Janvier. . .	225	2272	248
	Mai . . .	215	216,4	272
	Août . . .	200	195,7	262
	Septembre	183	184	250
	Octobre. . .	170	170	242
	Décembre	—	141	—

Nous n'avons pas de chiffres plus significatifs, mais nous pouvons suivre, dans le *Times*, la baisse rapide de certains articles.

	Froment.	Blé.	Farine.	Lain.	Café.	Sucre.	Coton.	Etain.	Ter.
Nov. 1920 . . .	14	202	93,5	8,70	20,40	7,23	5,12	15,85	15
Mars 1921 . . .	19	179,5	84	7,00	12,55	5,34	5,13	11,45	12

(1) Traduit d'après le texte allemand du camarade Vargu (*Note du Trad.*).

Les marchandises sont indiquées dans l'ordre adopté pour le compte-rendu quotidien du *Times*. Les chiffres montrent la surprenante baisse des prix, surtout pour l'étain, le fer et la laine.

On ne peut dresser aucune statistique concernant les articles manufacturés. Mais la baisse fut ici semblable, surtout pour les vêtements, la chaussure, les meubles, etc., la grève des acheteurs étant sensible dans ce domaine.

Il est remarquable que le capitalisme américain a manifesté, en présence de cette formidable baisse de prix, une capacité de résistance hors ligne. Le nombre des faillites avait doublé, mais il n'y eut pas de krach de banque ou de grandes entreprises capitalistes. Certaines banques durent seulement interrompre leurs paiements, les fermiers ayant refusé d'apporter les produits au marché, au prix faible. Le nombre des faillites et l'importance des capitaux engloutis par les faillites étaient trois fois plus forts en 1920 qu'en 1919, mais nous ne voyons pas ici le krach gigantesque qui a toujours suivi, par le passé, de semblables baisses de prix. La formidable organisation du capital américain, les liens étroits du capital bancaire avec le capital industriel n'ont pas permis de plus forte secousse. Quant au petit commerce et à la petite industrie, il convient de noter que dans le domaine de la petite industrie, les prix ont baissé beaucoup plus lentement que dans la grande. D'après le *Federal Reserve Board Bulletin* de janvier, les prix des denrées alimentaires en novembre 1920, aux Etats-Unis, ont baissé dans le commerce en gros, de 8,5% et dans le petit commerce, de 2,5%, ce qui a permis à ce dernier d'écouler ses stocks sans trop de pertes.

Tout le poids de la crise retombe naturellement sur la classe ouvrière.

La Crise et la Classe Ouvrière

La classe ouvrière américaine a traversé pendant la guerre une sorte d'apogée. La condition matérielle du travailleur américain s'était améliorée. Je manque malheureusement de données précises sur cette question. La cessation de l'émigration d'ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire de main-d'œuvre à bon marché, y avait contribué. La crise n'en fut que plus lourde à la classe ouvrière américaine.

Cette crise se manifesta surtout par le chômage qui revêtit des proportions grandioses. A la fin de l'année, il y avait 4 millions de chômeurs. L'assurance contre le chômage n'existant pas aux Etats-Unis, les chiffres que nous possédons pour ce pays sont moins précis que ceux qui concernent l'Angleterre et l'Allemagne. En tout état de choses, le chômage aux Etats-Unis est colossal. En outre, bon nombre de prolétaires ne travaillent que la moitié du temps normal.

Parallèlement à cela, le capital américain a sensiblement abaissé le taux des salaires.

Tous les journaux américains et anglais sont remplis d'informations concernant les baisses de salaires de 10 à 40%. A la même heure, le travail aux pièces est rétabli dans les industries où, depuis longtemps, les ouvriers étaient payés à l'heure,

par exemple chez les tailleurs. En fait, le capitaliste prend l'offensive contre l'obligation de n'employer que des syndiqués (Closed Shops). Une loi a été promulguée contre le droit de grève. Elle est en vigueur depuis le début d'avril, mais nous n'en possédons pas le texte complet. Elle avait été adoptée par le Sénat, en décembre dernier, sous le nom de loi *Pointdexter*, contre les grèves. D'après les renseignements du Bureau International du Travail, cette loi devait surtout concerner l'industrie de guerre. Le législateur voulut, paraît-il, « défendre l'ouvrier désireux de travailler », et ce surtout afin d'assurer le fonctionnement normal des transports. La loi prévoit des peines draconiennes, allant jusqu'à 10 années d'emprisonnement. Le texte en est tel qu'il devient possible de poursuivre chaque gréviste, chaque organisateur de grève. En d'autres termes, le capitaliste américain a pris l'offensive sur toute la ligne contre le travailleur. Et avec succès.

Quelle est, dans cette lutte, la position de la classe ouvrière américaine?

Il convient de noter qu'on n'observe pas chez elle cette résistance organisée, unanime, qui est maintenant le fait de la classe ouvrière anglaise.

Nous trouvons maintenant tous les jours, dans la presse capitaliste, des renseignements sur la baisse des salaires, acceptée avec calme par les ouvriers et quelquefois adoptée sur leur initiative. La presse capitaliste cherche naturellement d'abord les faits qui peuvent lui servir; mais dans les journaux américains qui nous parviennent (1), si nous trouvons quelquefois le récit d'âpres luttes, nous ne voyons pas de grande lutte organisée embrassant, comme en Angleterre, tout le prolétariat. La conscience de classe du prolétariat des Etats-Unis est encore à un niveau très bas, malgré le développement formidable du capitalisme. On ne peut expliquer autrement que des millions de prolétaires aient voté, lors des récentes élections présidentielles, pour un réactionnaire aussi caractérisé que M. Harding. Comment expliquer autrement que le leader des travailleurs organisés soit ce Gompers dont les sentences anti-prolétariennes s'impriment dans la presse bourgeoise en caractères gras, — le Gompers qui est sorti de l'Internationale jaune parce qu'elle est « trop révolutionnaire », à son gré. Le Gompers qui a publiquement désavoué la protestation des ouvriers des transports contre les envois des munitions en Pologne?

« Il se peut très bien, déclarait ce monsieur, que l'offensive polonaise ait été le seul moyen de prévenir une agression du gouvernement des Soviets. En outre, le gouvernement polonais est peut-être aujourd'hui le gouvernement le plus démocratique de l'Europe » (*New Republic*, 15 novembre 1920). On ne s'expliquerait pas autrement que le héros du socialisme américain, l'enfermé Eugène Debbs, gardé en prison par le philosophe humanitaire Wilson, bien que candidat à la présidence de la république, ait pu déclarer qu'« en amenant le Parti Socialiste Américain au programme de Lénine, on ne ferait que tuer

le parti ». On ne s'expliquerait pas autrement qu'un Debbs pût se prononcer contre toute tentative de recourir, dans la lutte des classes, à la force des armes. On ne s'expliquerait pas autrement qu'au pays des antagonismes de classes les plus impitoyables, au pays même où Daniel De Léon a proclamé, il y a longtemps, les éléments de la doctrine bolchéviste, il y ait trois sectes communistes et pas un parti communiste de masses.

D'où cette contradiction entre le formidable antagonisme de classes et un développement aussi faible de la conscience prolétarienne?

Point n'est difficile de répondre à cette question, qui est d'une grande importance pour le cours de la révolution mondiale. Nous pensons que cette situation s'explique par le désarroi intérieur du prolétariat et par la condition et l'idéologie très différentes des différentes couches de la classe ouvrière.

Tâchons d'en donner un tableau succinct.

Le prolétariat américain est pourvu d'une aristocratie ouvrière. Cette dernière est formée d'ouvriers qualifiés organisés en Unions; ils ont le monopole de l'atelier fermé (Closed Shops), ou n'entrent que des ouvriers syndiqués. Ils défendent par des droits d'entrée très élevés l'accès de leurs syndicats; ils méprisent le *lumpen-prolétariat* inorganisé. Ils se considèrent comme des aristocrates, vivent en petits-bourgeois, s'écartent de la masse prolétarienne. Une autre couche qui se sépare de la masse prolétarienne considérée dans son ensemble, c'est celle des étrangers immigrés pour quelque temps et bien résolus à ne pas devenir des salariés américains, mais à réaliser à tout prix quelques mimmes économiques avec lesquelles ils reviendront au pays d'origine s'acheter un lopin de terre et vivre en petits propriétaires. Enfin, la troisième couche prolétarienne renferme les éléments les plus combattifs, émigrants acclimatés, non qualifiés ou trop hâtivement formés. Les nègres et les hommes de couleur sont placés dans des conditions tout à fait spéciales. Jusqu'à ces derniers temps, l'entrée des syndicats leur était interdite. Les salaires et les conditions d'existence de ces couches du prolétariat sont si différents, qu'il est vraiment difficile de les réunir sur les bases d'une seule politique des classes.

Le développement de la conscience de classe, en Amérique, est encore entravé par cet autre fait, que les représentants les mieux doués de la classe ouvrière peuvent sans difficulté entrer dans la petite bourgeoisie ou exercer des professions libérales. L'absence de cens pour l'exercice de ces fonctions, la multiplicité des établissements d'enseignement qui préparent aux professions les plus variées: ingénieurs, avocats, médecins, la possibilité de s'élever au-dessus de la classe ouvrière par une spéculation ingénieuse ou par une découverte, tout ceci oblige les meilleurs esprits du prolétariat américain à chercher l'accroissement de leur bien-être, non dans la lutte de classe prolétarienne, mais dans les efforts individualistes en vue de s'élever à un degré supérieur de l'échelle sociale.

(1) Nous avons parcouru *The Communist, The Toiler, Industrial Worker, The World, Advance et The Nation*.

Nolons, pour conclure, que le niveau élevé du bien-être des ouvriers qualifiés américains, qui n'a cessé de s'élever pendant les dernières dizaines d'années (à l'exception, peut-être, de la première décennie du XIX-e siècle), a sans doute contribué, plus que toute autre chose, à empêcher le développement de la conscience révolutionnaire aux États-Unis. Des conflits acharnés et opiniâtres se sont produits, mais il n'y a pas eu de prolétariat révolutionnaire formant une classe unique. Une bataille acharnée se poursuit en ce moment au sujet de l'atelier ouvert ou fermé aux non-syndiqués. Un témoignage de l'acharnement de la bourgeoisie dans ce duel nous est donné par la *Bothelem Steel Company* qui refuse de passer des contrats avec les firmes de New-York et de Philadelphie, lesquelles n'imposent pas le principe de l'atelier ouvert aux non-syndiqués (1). Le capital veut briser le système haïssable du travail exécuté par les syndiqués. Souhaitons qu'il y réussisse: un grand pas serait ainsi fait vers l'unification du prolétariat. Mais le prolétariat américain ne deviendra réellement révolutionnaire que lorsque les États-Unis seront entraînés dans la crise capitaliste de l'Europe, lorsque le capital américain ne pourra plus assurer aux ouvriers le même niveau élevé de bien-être, lorsqu'il ne sera plus possible de remédier sans douleur à la crise actuelle.

Une tentative impérialiste de résoudre la question

La crise économique actuelle a deux sortes de causes. D'une part, elle découle du cours normal de la production capitaliste. Un apogée économique est toujours suivi de crise; d'autre part, il est aggravé par la ruine économique de l'Europe Continentale (dont nous avons parlé dans le N° 14 de cette revue). La situation des États-Unis, par rapport à l'Europe, est analogue à la situation de l'Angleterre, par rapport à l'Europe Continentale. Les États-Unis ne peuvent écouler leurs marchandises sur les marchés européens, parce que les pays épuisés par la guerre voudraient bien acheter, mais n'ont rien à vendre. De là, la chute du papier-monnaie dans le monde entier; de là aussi, la hausse de la banknote américaine et l'impossibilité, pour les marchandises américaines, de concurrencer, sur le marché mondial, celles des autres pays. Les produits des pays, dont la monnaie n'a qu'une valeur minime, pénètrent par contre jusque sur le marché américain. Cet agiotage sur le papier-monnaie américain, très développé au lendemain de la guerre, continue maintenant en dépit de la crise économique.

Le cours du dollar, comparé à celui du papier des autres pays était, d'après le *Times*, du 21 mars 1921:

Change	Unité	Parité	Cote du jour
Londres, échéance	1 fr.	4.86.23	3.92
Amsterdam, courte échéance	100 d.	40.70	34.7/16
Roubles russes	100 r.	61.46	0.50

(1) *The Nation*, 19 janv. 1921.

Change	Unité	Parité	Cote du jour
Paris, courte échéance	100 fr.	19.30	5.95
Berlin (télégr.)	100 marks	23.80	1.60
Christiano	100 cour.	26.80	16.05
Stockholm	100 »	26.80	22.90
Copenhague	100 »	19.30	17.30
Rome	100 lires	19.30	4.05
Montréal. Londres (télégr.)	100 fr.	4.86.23	4.48

Nous constatons que le papier-monnaie de tous les pays européens, y compris la Hollande neutre et riche, a beaucoup baissé en présence du dollar; la livre est tombée à 20%, la lire italienne est cotée à 18%, de sa valeur nominale, le mark à 7%; le papier-monnaie des pays de l'Europe Occidentale, Autriche, Pologne, Hongrie, est tombé au centième.

On comprend bien que, dans ces conditions, la vente normale des marchandises américaines dans ce pays est devenue à peu près impossible. Il n'y a, dans le monde entier, que le Japon et la Suisse dont le papier-monnaie n'ait rien perdu par rapport au papier américain. Le Canada et quelques États sud-américains arrivent presque au pair. Mais la population et la capacité d'achat de ces pays sont insignifiants, au point de vue des États-Unis.

Le capital américain a tenté, à la manière du capital anglais, de soutenir la capacité d'achat des pays étrangers en plaçant des capitaux américains dans les entreprises étrangères. Les États-Unis sont devenus les banquiers du monde. Pendant la guerre, ils prêtèrent surtout aux États alliés. La dette de l'Entente en Amérique s'élève environ à 15 milliards de dollars. Après la guerre, presque toutes les villes, presque toutes les grandes sociétés anonymes vinrent frapper à la porte des financiers américains. Si nous revoyons les informations de *The Economist* pour le dernier semestre, nous y verrons figurer en qualité de débiteurs de l'Amérique, presque tous les pays du monde: États sud-américains, chemins de fer belges, villes danoises, banques anglaises, entreprises de toute confiance, donnant du 8%. Le placement direct des valeurs américaines a aussi été largement appliqué.

Les capitalistes européens disposaient auparavant de valeurs américaines: aujourd'hui, ce sont les capitalistes américains qui achètent dans l'Europe entière, à des prix fabuleusement bas, des actions ou des entreprises entières. En Europe Centrale, 1 million de dollars vaut 25 millions de lires ou 60 millions de marks ou 100 millions de couronnes autrichiennes. Le capital américain a ainsi réussi, malgré une conjoncture extrêmement difficile et les conditions défavorables du change, à maintenir ses exportations, même pendant la première période de la crise. En octobre 1920, les exportations des États-Unis atteignaient leur apogée. Ce ne fut qu'en novembre qu'elles commencèrent à baisser. L'exportation fut alors inférieure de 67 millions de dollars à celle de 1919. Depuis, la baisse s'est accentuée chaque mois.

Le placement des capitaux dans les entreprises étrangères, le danger de perte sur les marchés européens, par suite de la désorganisation

de l'économie de l'ancien continent.—tout ceci oblige les États-Unis à faire, en dépit de la résistance de certains milieux conservateurs, de la politique mondiale. Toutes les tentatives de revenir à l'ancienne politique purement américaine ont essuyé, en présence des nécessités économiques, des échecs complets. A l'heure présente, il n'y a pas de puissance plus impérialiste que les États-Unis.

Afin d'achever ce tableau, il nous paraît opportun de nous arrêter sur les faits qui caractérisent cet impérialisme américain et sa tendance. Il ne se distingue au fond, en rien d'essentiel, de l'impérialisme anglais et allemand, — sinon tout au plus pour avoir conservé jusqu'à aujourd'hui la menteuse phraséologie pacifiste. Au cours des cinq dernières années, depuis que les Américains ont occupé Haïti, soldats et marins de la république ont tué, d'après les statistiques officielles du ministère de la Marine, 3.250 hommes. Pendant que le président Wilson prononçait ses pathétiques harangues sur le «droit des nationalités», les États-Unis occupaient les petites républiques du Nicaragua et de Costa-Rica et y introduisaient la dictature militaire (*Labour Leader*, 21 octobre 1920). Sur terre et sur mer, leur militarisme s'enhardit. Refusant de se soumettre à l'hégémonie anglaise, les États-Unis sont sortis de la Société des Nations. Ils suivent aujourd'hui la voie la plus courte, pour devenir la plus forte puissance militaire du monde; leur conflit avec deux autres grandes puissances mondiales—l'Angleterre et le Japon (nous ne pouvons considérer la France comme une grande puissance, bien qu'elle s'efforce d'en assumer le rôle)—s'accuse de jour en jour. Les choses en sont à ce point que l'Amérique envisage sérieusement la possibilité d'une guerre anglo-américaine.

Quelle est la cause de l'antagonisme anglo-américain?

Elle est d'abord dans la question des dettes de guerre. Fort circonspects en cette matière, les États-Unis prêtèrent, pendant la guerre, surtout à la Grande-Bretagne qui prêtait, à son tour, à la France, à l'Italie, à la Belgique. Au cours actuel du change, les dettes de guerre constituent pour les pays continentaux de l'Entente de très lourds fardeaux. Les exigences de l'Angleterre à leur endroit comportent de grands risques. La France n'est aussi impitoyable envers l'Allemagne que—dans une large mesure—parce qu'elle plie sous le faix de ses dettes de guerre envers l'Angleterre. Aussi M. Keynes n'a-t-il préconisé dans son livre sur le traité de Versailles, à titre d'unique solution, que l'annulation par l'Amérique des dettes des Alliés, l'annulation par l'Angleterre des dettes des pays continentaux et la réduction par la France des réparations que devrait payer l'Allemagne jusqu'à un taux admissible pour cette dernière. Or, une tentative officieuse de l'Angleterre, faite en vue d'obtenir l'acquiescement des États-Unis à ces projets, s'est heurtée à un refus catégorique. Les dirigeants capitalistes des États-Unis ne sont pas disposés de moins du monde à sacrifier leurs milliards pour assainir le capitalisme européen. Voilà qui nous convient assez, mais qui dérange les projets de l'Angleterre. D'autre

part, les États-Unis sont mécontents de l'Europe. «L'Europe a déchu dans l'esprit des Américains comme il faut, à cause de ses guerres incessantes et de ses révolutions, à cause de la mauvaise volonté qu'elle manifeste à réorganiser l'industrie pacifique» (*The Nation*, 6 novembre 1920).

L'activité de la Ligue des Nations et, tout particulièrement, les mandats accordés à l'Angleterre sur la Mésopotamie et au Japon sur l'ancienne station télégraphique allemande de l'île de Yap et sur les câbles allemands du Pacifique provoquent aux États-Unis un mécontentement plus vif encore. Les États-Unis sont intéressés au sort de la Mésopotamie pour ses puits de pétrole. Le 26 novembre dernier, les États-Unis protestaient énergiquement contre le mandat accordé à l'Angleterre sur la Mésopotamie. On ne comprend pas, à première vue, ce qui détermine l'Amérique, c'est-à-dire le plus gros producteur de pétrole du monde, à parler de la Mésopotamie sur un ton aussi énergique. C'est que le pétrole est à présent la seule marchandise qui, malgré la crise, n'arrive pas au marché en quantité suffisante et dont les prix ne cessent, par suite, de s'élever malgré la baisse générale des prix sur le marché mondial. La production américaine du pétrole ne peut suivre le développement rapide de l'industrie automobile. La situation se complique encore parce que le capital anglais s'est rendu maître des puits de pétrole existant ailleurs qu'aux États-Unis, et notamment au Mexique. Cette situation a été décrite au Sénat, le 6 janvier dernier, par le sénateur Mac Kellar.

«La Grande-Bretagne reçoit des États-Unis pour sa fiotle marchande et pour sa fiotle de guerre environ 89% de pétrole, livré à des prix variant entre 10 et 13 sh. 4 d. le tonneau, alors qu'elle ravitaillie elle-même les vaisseaux américains du Proche-Orient à des prix variant entre 2 et 3 livres 6 d. le tonneau. L'Amérique ne dispose que du sixième des réserves mondiales du pétrole, alors qu'elle a besoin des 3/4 environ de la production de cet article.—Mac Kellar énuméra les puits de pétrole appartenant à l'Angleterre: vastes régions en Perse, en Mésopotamie, en Égypte, en Inde, moindres exploitations au Canada, aux Indes Orientales, produisant à peu près un quart de la production mondiale. Il ajouta que la Grande-Bretagne et ses suiets sont puissamment intéressés aux exploitations pétrolifères du Mexique, des États-Unis, de la Russie, de la Chine, des Indes Orientales et d'autres pays, ce qui leur donne le contrôle de la moitié à peu près de la production mondiale du pétrole. Il fit remarquer que cette répartition étant donnée, les réserves américaines seront épuisées dans 15—20 ans, car l'Angleterre consomme les stocks américains qui disparaissent rapidement et réserve ses propres ressources. Mais les États-Unis sont, certes, assez puissants pour mettre l'Angleterre «au pied du mur» et lui refuser le pétrole américain. L'Angleterre déclare ne pouvoir pas payer à l'Amérique les intérêts de sa dette et trouve cependant le moyen de truster à la même heure les puits de pétrole du monde entier. Mr. Phelan, démocrate californien, renchérit sur M. Mac Kellar.—Mr. Phelan déclara que les Anglais «imitent les Huns». Quand, pendant la guerre, nous appelions l'Amérique au secours en disant que nous étions au pied du mur, nous commençons cependant à acheter les puits de pétrole de l'étranger. Nous avons reçu d'Amérique 4 milliards de dollars (1 milliard de livres) et nous avons employé notre propre richesse à monopoliser dans le monde la production du pétrole.

Mr. Phelan passe ensuite à la question japonaise. En Californie, les Japonais achètent le pétrole à une firme anglaise au prix de 18 sh. le tonneau, alors que les Californiens doivent payer à la même firme 15 sh. 4 d. La conquête des puits de pétrole californien par les Anglais doit être enrayée par un «bill contre les étrangers». L'orateur souligna mystérieusement qu'il tenait d'une source confiden-

telle des renseignements sur une réunion récente de représentants anglais et japonais, où l'on s'efforça d'indisposer ces derniers contre l'alien-bill en leur montrant qu'il amènerait à la guerre.

Rien d'étonnant, après cela, que l'un des journaux américains les plus aristocratiques, *The Nation*, envisage la possibilité d'une guerre anglo-américaine (Times, 5 février 1921).

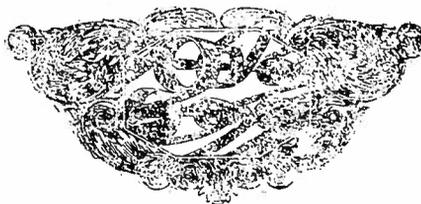
Les Anglais s'appliquent à calmer l'irritation des Etats-Unis sans y réussir, semble-t-il (voir l'article de Barker sur *Les Ressources mondiales du Pétrole*, dans la *Contemporary Review* de novembre dernier). L'alliance anglo-japonaise n'a fait qu'accroître cette irritation. Les conséquences en sont visibles: recrudescence des armements sur terre et sur mer. Nous avons déjà parlé du gigantesque programme maritime de l'Amérique; il s'exécute fiévreusement, surtout depuis que la proposition américaine — faite probablement pour l'opinion publique — de suspendre, pendant un an, les armements a été déclinée par le Japon. A la fin de 1920, le Sénat a décidé de fortifier le canal de Panama par des ouvrages pourvus de la plus forte artillerie du monde (*Frankfurter Zeitung*, 31 décembre 1920). Le travail de perfectionnement de l'outillage et de la technique militaires est inlassablement poursuivi. On fabrique des liquides et des gaz que l'on a trouvé moyen de rendre absolument mortels. Les Etats-Unis tendent à créer des bases navales dans toutes les mers et suivent dans le monde une politique impérialiste conforme aux vieilles traditions. Ils protestent contre la transmission au Japon de l'île de Yap et passent un traité avec le Portugal pour établir une base navale aux Açores...

Mais ils concentrent surtout leur attention sur les pays qui, se trouvant encore au seuil du développement capitaliste, ne sont pas cependant des colonies: sur l'Amérique du Sud et la Chine. Les Etats-Unis veulent s'assurer la possibilité de

coloniser ces pays et pour cela s'écarter de l'Europe malade et se défendre par des tarifs douaniers ou, s'il le faut, par des prohibitions contre les importations provenant des Etats dont la monnaie de papier n'a que peu de valeur. Telles sont les coulisses économiques de la victoire du parti républicain aux élections, tel est le sens caché de la politique de Harding, c'est-à-dire de la politique du gros capital américain qui n'a plus aujourd'hui à suivre d'autres voies que celles de l'Angleterre et de l'Allemagne, avant la guerre: celle de l'impérialisme.

Que peut-on prévoir de l'avenir économique des Etats-Unis? Nous supposons que la crise a déjà atteint son point culminant. Certaines améliorations s'observent déjà. On peut dire avec certitude que le capitalisme impérialiste réussira, grâce aux immenses richesses du pays, à surmonter la crise. Mais en dépit de cette richesse, en dépit de la justesse de la politique suivie à l'égard de l'Amérique du Sud et de la Chine, les Etats-Unis ne pourront trouver de compensations à la perte des marchés européens et la guérison de l'économie européenne ne sera pas possible, si la décadence du capitalisme européen se poursuit aussi rapidement. L'avenir doit inévitablement amener à un vaste conflit les trois puissances mondiales: Etats-Unis, Angleterre et Japon. Ce prochain conflit sera provoqué par la tendance de chacune d'entre elles à s'approprier les éléments encore sains de l'économie du globe. Et la deuxième guerre mondiale entraînera chez les belligérants un effondrement du capitalisme, comparable à celui auquel nous assistons aujourd'hui, dans l'Europe Continentale.

E. VARGA.





F. CAPELUCHE

LA CRISE MONDIALE DU LOGEMENT

En Grande-Bretagne, une statistique récente établie par les pouvoirs locaux a fixé à 200.000 (en chiffres ronds) le nombre des habitations ouvrières faisant défaut; le ministère de l'Hygiène Publique estime ce chiffre exagéré et le département des Statistiques avance celui de 140.000 (1).

Aux Etats-Unis, le nombre des habitations faisant défaut est incertain: il varie entre 1 et 3 millions. A New-York, la situation est critique. Il y manquait, en 1920, au moins 40.000 logis (Ces chiffres sont empruntés au dernier numéro de l'officiel anglais *Housing*).

Au Canada, il manque, d'après les derniers renseignements, 50.000 logis. Depuis le mois de février 1919 jusqu'au mois de juillet 1920, on y a cependant construit 16.000 nouveaux appartements.

En Nouvelle Zélande (jusque là!), il manque 5.700 logis.

En Suisse, on fixait le nombre de logis manquants, en juillet 1920, à 30 ou 35.000. On estimait que la somme nécessaire à la construction de la quantité correspondante de maisons variait entre 700 et 800 millions de francs.

En Norvège, la crise de l'habitation est très grave. Dans la seule ville de Christiania (260.000 habitants), 8.000 familles manquent d'habitation. Il faudrait au moins 20.000 nouveaux appartements pour les 5 ou 6 années à venir.

En Allemagne, d'après les renseignements fournis par le ministère de l'Hygiène Publique, il manque environ un million de logis. Pendant les cinq dernières années écoulées, on n'a pas construit. Dans le dernier trimestre de 1920, le manque d'habitations, dans les villes de 100.000 habitants, était de 27%; dans les villes de 50.000 habitants, de 12% et dans les provinces rhénanes, dans les villes de 10.000 habitants, de 30%.

On n'a pu donner satisfaction qu'à 16.449 demandes de logis, sur un total de 85.647. Moins de 20% de demandes ont donc pu être satisfaites (*Leipziger Volkzeitung*, du 20/III 1920).

En Autriche, comme le constate la Commission envoyée à Vienne par l'Internationale Syndicale

d'Amsterdam, «les ouvriers sont dans la plus effroyable des misères. Ils manquent absolument de vêtements et de logis» (*Rote Fahne* de Vienne, 12/III 1921).

En Belgique, à Bruxelles, la manifestation du 20 mars dernier, à laquelle prirent part 50.000 ouvriers, exigeait, entre autres revendications, «des habitations saines pour les ouvriers des provinces dévastées» (*Le Peuple*, 21/III 1921).

A Prague, suivant le *Droit Rouge*, il y a 40.000 personnes sans logis. On couche dans les gares, dans les corridors d'hôtel, dans les caves, dans les kiosques du boulevard. L'«Union des sans-logis» édite un *Journal des Sans-Logis*. Ceux-ci ont dernièrement envoyé une députation au Parlement pour exiger d'une part, la promulgation d'une loi contre les spéculations de propriétaires et d'autre part, la révocation de tous les fonctionnaires proposés aux commissions d'enquête (*Bulletin de l'Int. Comm.*, 23/II 1921).

Pour la France, les chiffres doivent être encore plus saisissants, car plusieurs départements du Nord ont été totalement dévastés par la guerre.

Nous ne possédons pas de chiffres concernant les autres pays. Ceux que nous avons rapportés sont, nous semble-t-il, assez éloquents. La crise du logement s'étend à tous les pays, aussi bien à ceux qui sont restés neutres pendant la guerre qu'aux belligérants.

A première vue, cette crise est difficile à expliquer, la guerre ayant emporté des dizaines de millions de vies humaines. Le nombre exact des victimes de la guerre mondiale, soigneusement caché jusqu'ici, ne sera probablement jamais connu. La société, fondée à Copenhague, pour l'«Etude de Conséquences Sociales de la Guerre» donne les renseignements statistiques suivants: l'Europe a perdu, depuis le commencement de la guerre jusqu'au milieu de l'année 1919, 35.000.000 d'hommes. De ce nombre, 20 millions proviennent de la croissance de la mortalité et 15 millions représentent les victimes directes de la guerre. Comment donc expliquer que les vivants soient aujourd'hui à l'étroit? C'est qu'il ne faut pas oublier qu'une nouvelle génération a grandi et que, d'après une loi de statistique souvent vérifiée, le nombre des unions s'accroît après chaque guerre. Mais la cause essentielle de la crise réside dans le fait que, dès le commencement de la guerre, les constructions se réduisirent dans tous les pays et cessèrent bien-

(1) Ceci dans un pays où, dans les localités industrielles, les usines voisinent avec des petites maisons ouvrières et chaque travailleur ayant de la famille y possède une maison à lui (Enghel, *Question d'habitation*, page 27) et où l'on a construit des maisons très bon marché, à tel point que la maison tremble au passage d'une voiture et quelques-unes d'entre elles journellement tombent en ruines (page 61)

tôt tout à fait. L'appel des travailleurs du bâtiment sous les drapeaux, ou leur mobilisation dans les industries de guerre, en fut la première cause. Plus tard intervinrent la cherté des matériaux de construction et de la main-d'œuvre. En outre, l'affluence de la population vers les capitales et les centres de commerce (réfugiés) a déterminé, dès le début de la guerre, une hausse de loyers telle, que les gouvernements capitalistes, désireux d'éviter les catastrophes qui pouvaient résulter de la spéculation éhontée des propriétaires, durent prendre des mesures radicales (moratorium, défense d'expulser les locataires et d'augmenter le prix des loyers). Le crire-coup de ces mesures a fait de la construction des habitations une entreprise peu lucrative, d'autant plus que les matériaux coûtaient 10 ou 15 fois plus cher qu'auparavant. Du reste, même s'il eût été permis de décupler les prix des loyers, le capitaliste se serait abstenu de nouvelles constructions. Le prix des matériaux de construction pouvant tomber dans un avenir plus ou moins rapproché, les maisons construites à présent ne pourraient supporter la concurrence avec les nouvelles habitations moins chères (1). La crise du logement qui s'étend à tous les pays est donc inhérente au régime capitaliste. Il est à noter aussi que là où le capitalisme se décide, sous la pression des circonstances créées par la guerre, à prendre des mesures aussi radicales que la fixation d'un loyer maximum, ces mesures n'ont d'autre résultat que celui d'intensifier la crise. «Même en voulant faire le bien, le capital est contraint de faire le mal», pourrait-on dire, en paraphrasant Mephistopheles (Die Macht, die stels das Böse will und stels das Gute zeugen muss). Une malédiction pèse sur le vieux monde agonisant.

Ne pouvant pas attendre de l'initiative capitaliste privée la construction des nouvelles habitations, on doit recourir au secours de l'Etat et des villes (municipalités). En Angleterre, le fardeau de presque toutes les constructions pèse sur les villes; l'Etat et ce qu'on appelle les «sociétés de constructions» le supportent (2).

Les résultats atteints sont misérables. En Allemagne, le gouvernement central a inscrit au budget de 1921, au chapitre des constructions, une somme de 1.500.000.000 de marks; le gouvernement prussien en a inscrit 400 millions, etc. Depuis le commencement de la guerre, le gouvernement du

Reich et les villes ont donné 4 milliards, sans atteindre de résultat correspondant, même de loin, à cet effort. En Australie, une loi spéciale prévoit des subsides pour les constructions des petites maisons ouvrières (3).

En Colombie britannique, on donne aux démolis des lots de terre pour la construction des maisons. En Italie, le gouvernement accorde, dans le même but, des subsides aux villes et aux associations. En Suisse, le gouvernement distribue des subsides et des prêts hypothécaires. En Hollande, on a, dans le premier semestre de 1920, construit 14.500 logis, grâce à des subsides de l'Etat se montant à 70 millions de florins. On a dernièrement essayé ici, comme en Allemagne du reste, d'expérimenter les «sociétés de construction socialisées» qui travaillent sans bénéfice d'entreprise et offrent aux ouvriers les avantages de l'association. On espère réduire ainsi le prix des constructions nouvelles. En Amérique, les Etats ne donnent aucun secours, mais certaines villes accordent des subsides, du reste insignifiants. En Norvège et en Suède, l'Etat offre aux villes, aux associations et aux particuliers — à ceux-ci de préférence, et surtout lorsqu'il s'agit de demeures ne comportant qu'un appartement — des secours en argent et des facilités d'emprunt.

Cette énumération montre éloquentement, à quel point la crise des logements alarme le monde bourgeois. La bourgeoisie perd la tête, passe d'une demi-mesure à l'autre, mais ne peut évidemment vaincre le mal avec des palliatifs tels, que les subsides aux villes et aux sociétés de construction. Nous voyons les subsides se multiplier pendant des années. Louis Bonaparte fit montre, au temps de ses expériences socialistes, d'une certaine activité dans ce domaine (4), et la crise du logement est devenue de plus en plus grave, pour prendre enfin les proportions d'une véritable catastrophe.

De même que la cherté des vivres, elle frappe avant tout le prolétariat. Les membres de la classe possédante, pour autant qu'ils se trouvent dans la situation désagréable de personnes à la recherche d'appartements, parviennent malgré tout à se procurer ce qu'il leur faut. La question du logement est, en fin de compte, une question purement ouvrière. La statistique officielle (par exemple, les statistiques anglaises citées plus haut) des habitations faisant défaut emploie le terme d'*habitations ouvrières* (5). La crise du loge-

(1) Engels déjà (*Question des Logements*, page 17) constatait, pour son temps, que «l'industrie du bâtiment à laquelle les appartements chers offrent de meilleures chances de spéculation, ne s'occupe que par exception de bâtir des habitations ouvrières». Ces paroles se justifient aujourd'hui pleinement; l'initiative privée ne construit que des maisons de rapport.

(2) «Les *Building Societies* anglaises devraient plutôt s'appeler «unions pour l'acquisition des immeubles». Il en existe, en Angleterre, plus de 2.000 qui ont logé presque 100.000 familles ouvrières. Mais la question n'est pas complètement résolue. Il est peu probable que cette forme de secours par l'association ouvrière puisse, dans un avenir proche, jouer un rôle décisif dans la solution de la crise des logements». Engels, citant ces lignes d'un économiste bourgeois, ajoute: «Ces sociétés ne sont nullement des sociétés ouvrières, et leur but n'est pas de procurer les habitations aux ouvriers. La spéculation est inhérente, aussi bien aux petites *Building Societies* qu'aux grandes et à leurs initiateurs» (*ibid.*, page 38).

(3) L'industrie du bâtiment a beaucoup souffert, en Australie, de la grève des mateLOTS qui a contraint le Département des Combustibles à suspendre pour 3 mois le travail des briqueteries.

(4) C'est une idée déjà vieille que celle des secours de l'Etat pour la construction des maisons ouvrières. Engels en disait ce qui suit:

«Pour la bourgeoisie continentale, la petite ville ouvrière de Mülhausen est un objet d'orgueil. Pendant 14 ans (jusqu'en 1867), 800 petites maisons y furent construites suivant un mauvais système... et octroyées aux ouvriers moyennant le paiement, pendant 13 ou 15 ans, d'un loyer plus élevé que le loyer normal. Ce fut une des expériences socialistes de Louis Bonaparte. L'Etat secondant l'opération en versant un tiers du capital».

(5) Tout le territoire de Londres appartient à une douzaine de lords portant de grands noms historiques. Des centaines de milliers de maisons de Londres sont construites sur des terres n'appartenant pas aux propriétaires des immeubles

ment et le chômage portent le même caractère; l'une et l'autre sont des signes annonciateurs au krach définitif de la société bourgeoise. La bourgeoisie se débat comme le poisson sur la glace, ses efforts pour éviter la culbute ressemblent à ceux qu'on ferait pour rapiécer un habit hors d'usage. Mais pas plus qu'en secourant les chômeurs, on ne ralentira, en subsidiant les sociétés de construction, la marche de la révolution sociale. Les jarnis ne peuvent servir à puiser de l'eau.

«Il est absurde, dit Engels, de vouloir résoudre la question des logements tout en conservant les grandes villes modernes. Cette question ne pourra être résolue que lorsque les transformations de société permettront de faire disparaître l'antagonisme des intérêts de la ville et de la campagne... La société capitaliste, au contraire, chaque jour souligne et approfondit de plus en plus cet antagonisme... Dans les institutions modèles de Fourier et d'Owen, l'opposition entre la ville et la campagne n'existe pas... La solution de la question des logements n'amène pas la solution de la question sociale; mais ce n'est qu'après la destruction du régime capitaliste qu'il sera possible de résoudre la question du logement» (ouvr. cité, p. 48).

«Les guérisseurs de la société»—comme les appelle Engels—présentent d'innombrables projets et discutent à perte de vue les moyens de remédier à la crise du logement. Les uns proposent la «socialisation» du crédit foncier et de la rente foncière dans les villes. D'autres préconisent la gestion coopérative des immeubles, les locataires élisant eux-mêmes leurs administrateurs. Le gouvernement de Bade était prêt à adopter cette réforme (accomplie en Russie), mais a reculé, au dernier moment, devant des expériences aussi dangereuses avec un public de hasard. Les troisièmes enfin espèrent ranimer l'industrie du bâtiment, autorisant l'augmentation du prix des loyers. Mais il est évident que si on l'admet, par exemple en Allemagne, cette mesure, relativement favorable à un million de locataires embarrassés faute d'appartements, sera par contre-coup fâcheusement ressentie par les 15 millions d'autres locataires. Et pour autant que ces derniers ne sont pas eux-mêmes propriétaires (à la campagne, par exemple) ils seront obligés de supporter la charge des loyers élevés. Et ceci équivaudrait en Allemagne à un impôt de plusieurs centaines de milliards, en comparaison duquel les exigences usuraires de l'Entente paraissent insignifiantes. Avant la guerre, le prix du loyer émergeait à peine pour un tiers dans le budget d'une famille ouvrière. Comme nous le voyons, les difficultés sont insurmontables. Il s'est trouvé des «guérisseurs» qui estiment possible l'augmentation des loyers non pas en proportion de la dépréciation générale de l'argent, mais rien que de 200%, c'est-à-dire en proportion de la dette totale garantie par le bien national (il s'agit de l'Allemagne). Ils supposent que la cherté des vivres n'aura pas un caractère passager et se consolidera à l'avenir dans ces proportions.—Il y a encore un autre projet de solution. On offrirait de remettre l'excédent provenant de l'augmentation du prix des loyers non pas aux propriétaires, mais à un fonds

spécial destiné à ranimer l'industrie du bâtiment. Tout cela s'écrit évidemment sur le sable... On ne peut pas non plus perdre de vue que la cherté des loyers ne pourra disparaître à l'avenir que par suite de l'abondance de logements vacants et que ceci équivaudrait évidemment à la perte d'une partie de la richesse nationale. Cette situation ne comporte aucune solution.

Avec quelle simplicité la question du loyer n'est-elle pourtant pas résolue en Russie. On n'y paie aucun loyer. Ce n'est pas plus malin que ça!

La crise du logement pousse le régime capitaliste dans une impasse. En réalité, il n'est question de rien moins que de l'expropriation des propriétaires. C'est une mesure que, naturellement, il se refuse à prendre et dont la seule pensée donne le frisson. Mais la réalité est que les propriétaires sont déjà expropriés, car le prix des loyers est souvent ramené par la loi à un taux insignifiant. Le droit de propriété est, ici, lésé de façon très sensible. Et la crise nous amène par une voie détournée à la révolution... Le besoin de logements n'est point satisfait, la législation s'avère impuissante et ne trouve aucune solution aux contradictions de l'économie capitaliste.

Or, la question a été facilement et rapidement résolue en Russie. Resserrement des locaux, comités de maisons, transport d'ouvriers des faubourgs au centre: toute la solution est là.

«Toute révolution sociale, écrit Engels, sera forcée de prendre les choses dans l'état où elle les trouve et cherchera à détruire tout d'abord les injustices les plus criantes. Le besoin des logements pourra être satisfait en partie par l'expropriation des habitations luxueuses des classes dominantes et par l'occupation forcée des appartements vacants» (Ouvr. cité, p. 49). Ainsi notre pratique russe avait été prévue par le patriarcat du socialisme.

Le vieux monde n'admettra jamais le resserrement obligatoire des nouveaux locaux dans les habitations. Il y voit le symbole du communisme le plus haïssable. Cette mesure le toucherait dans son amour du bien-être petit-bourgeois, dans son bonheur intime consacré par le proverbe anglais *my home—my castle* (ma maison—mon château)! Et cependant, le resserrement des locaux se pratique forcément dans les pays capitalistes et même sur une très large échelle. Que deviendraient autrement les dizaines et les centaines de milliers de familles qui, d'après les documents officiels, manquent de logis? Où trouveraient-ils un asile, ne fût-ce que passagèrement? Sans tenir compte des requêtes d'édifices par des chômeurs sans abri (des faits semblables se sont récemment produits à Londres, mais n'en demeure par moins très rares), il est clair que ces millions d'hommes se fassent dans les habitations déjà surpeuplées de la pauvreté ouvrière, aggravant encore ainsi les conditions d'existence insalubres des travailleurs. Mais la bourgeoisie le trouve tout naturel. Et quand le gouvernement de Bela-Kun—ce fut un de ses premiers actes—réquisitionna pour les enfants des prolétaires les magnifiques palais de Budapest, «la fine fleur de la société» s'effraya

grandement dans cette profanation de la «sainteté du foyer» des riches.

Seule, la révolution sociale pourra résoudre la crise mondiale du logement.

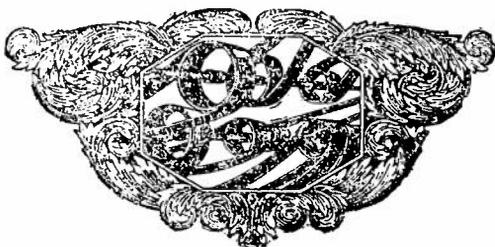
Pour conclure, un renseignement historique. Après la guerre franco-allemande de 1870-1871, malgré le versement par le vaincu d'une contribution de guerre vraiment formidable à l'épouée, et bien que l'Allemagne fût littéralement inondée d'or français, la crise du logement y fut très sensible. La hausse des prix sur les nouvelles constructions amena la cherté de tous les loyers. La spéculation se donna libre cours. Les personnes qui avaient acheté les immeubles à des prix très élevés s'endettèrent et durent bientôt recourir au crédit. Le marché hypothécaire fut pris d'assaut; on ne trouva bientôt plus, dans un pays regorgeant d'or, de crédit pour construire, et l'industrie du bâtiment périclita. Il en résulta, par

contre-coup, une nouvelle hausse des prix, un regain de spéculation, et le jeu recommença dans le cercle vicieux de la dialectique capitaliste. Le tout se termina par le fameux krach de 1873, qui est jusqu'à ce jour la plus grande catastrophe économique du capitalisme. Et si ce krach mondial ne fut qu'un avertissement, nous voyons aujourd'hui le *Mané-Thécel-Pharès* de la société capitaliste s'accomplir inexorablement (!)

F. CAPELUCHE.

(!) «Quand un pays de vieille culture passe de la petite industrie à la grosse industrie, le besoin des logements se fait surtout sentir» (F. Engels), préface à la *Question des Logements*. La crise du logement n'est-elle pas le symptôme général des grands bouleversements historiques, dans le domaine de l'économie populaire?

F. C.





O. V. KUUSINEN

DEUX PROBLÈMES

I.

Notre Stratégie

Le but principal de notre stratégie politique internationale consiste: premièrement, à déjouer toutes les tentatives faites par le monde capitaliste pour reconstruire sa situation et à aider par tous les moyens à sa désorganisation; deuxièmement, à organiser et à mener à la victoire les forces de la révolution prolétarienne.

Les tendances à l'affermissement du régime capitaliste sont, à notre avis, de deux sortes. Ordinairement on ne remarque que les tendances à la restauration de ce qui a été détruit. Mais il existe également des tendances au développement ultérieur du régime capitaliste. Ces deux sortes de tendances sont loin d'être identiques, elles sont même de nature différente. Les premières sont des tendances régressives à caractère de reconstitution, les dernières ont un caractère capitaliste progressif.

Existe-t-il des tendances capitalistes progressives?

On ne saurait en douter, ces tendances existent. Bien plus, elles ont même donné des résultats sensibles, palpables. Tel est le résultat immédiat de la guerre capitaliste mondiale. Nous n'avons pas en vue ici l'essence de la paix de Versailles, mais le fait même de la victoire de l'Entente, c'est-à-dire l'instauration de l'hégémonie anglo-saxonne dans le système capitaliste mondial. L'ancien système de l'équilibre des grandes puissances impérialisées a fait place à l'hégémonie de l'Angleterre et des États-Unis. C'est là, il est vrai, une hégémonie éphémère et inconsistante, avec des fissures menaçantes et des contradictions mal dissimulées, une hégémonie caractérisée par l'indépendance excessive des vassaux les plus puissants, la France et le Japon, une hégémonie grosse d'une nouvelle guerre entre les maîtres de l'heure et d'une autre contre la grande révolution prolétarienne russe.

Et ainsi nous sommes en présence d'une hégémonie qui, toute imparfaite qu'elle est, n'en constitue pas moins un progrès immense du régime antérieur de la libre concurrence politique des grandes puissances vers un nouveau but, vers l'empire du monde, fondé sur l'unité du pouvoir suprême.

La centralisation internationale des forces politiques entraîne nécessairement la centralisation internationale des forces économiques. La

domination mondiale de la flotte et de l'armée anglaises est l'expression directe de la sphère d'influence du capital anglais. Parallèlement à cette centralisation internationale de la force politico-économique du capital, une centralisation aussi profonde s'est produite au sein des États isolés. D'une part, nous voyons une centralisation de la domination politique de classe, laquelle est en même temps et directement une concentration de la domination économique; autrement dit, la haute bureaucratie, c'est-à-dire le pouvoir gouvernemental, est devenue le maître souverain dans tous les domaines de la vie sociale. D'autre part, nous assistons à une centralisation de la domination économique de classe, laquelle se manifeste directement par la concentration de la domination politique, c'est-à-dire que le développement monstrueux de la monopolisation capitaliste revêt également la forme d'une influence immédiate, décisive, des groupes dirigeants du capital financier sur le pouvoir gouvernemental et la haute bureaucratie.

Pour la distinguer de la centralisation mondiale capitaliste, on pourrait appeler cette centralisation: *centralisation étatique capitaliste*. Une troisième tendance se manifeste dans les modifications apportées au recrutement de la bureaucratie dominante du monde capitaliste: la bureaucratie jeune des syndicats et des partis, la bureaucratie de l'ancien mouvement ouvrier entre dans les rangs de la bureaucratie capitaliste dirigeante. Les hautes sphères bureaucratiques des organisations ouvrières appartenant à la II^e Internationale et à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, sont devenues, dans tous les pays capitalistes, de fait sinon de droit, des fonctionnaires de la classe capitaliste. C'est là une nouvelle épine dorsale dans l'organisme de la bureaucratie étatique et industrielle de Manimon.

Ces tendances au développement de la domination de classe capitaliste dépassent de beaucoup les tendances analogues les plus extrêmes qu'il nous avait été donné d'observer avant la guerre, durant la période financière capitaliste. Les aspirations impérialistes au partage du monde, à la concurrence mondiale et aux armements universels, se sont déjà transformées en aspirations effectives à une monocratie mondiale centralisée. Les aspirations du capital financier à la monopolisation dans les branches isolées de la production sont dirigées contre l'autonomie de chaque branche de la production, contre l'autonomie de chaque production respective, contre

toute concurrence libre et, généralement parlant, contre la propriété individuelle capitaliste, et cela dans l'intérêt d'une domination centralisée unique, d'un monopole unique. Enfin, la concurrence réciproque des bureaucrates capitalistes et ouvriers s'est transformée en un mouvement général vers une union fraternelle, dans l'intérêt de Mammon.

Ces tendances «mammonistes» — je ne saurais leur trouver de meilleure dénomination — se manifestent, il est vrai, assez faiblement, assez irrésolument, dans tous les conflits avec les tendances conservatrices à caractère de restauration capitaliste. Par suite, le résultat est toujours des plus pitoyables. La fin victorieuse de la guerre engendre le plus naïf partage du butin entre les heureux brigands de Versailles. L'aspiration du Capital à l'empire du monde donne naissance à ce misérable avorton qui a pour nom: «la Société des Nations». Dans la plupart des cas, la lutte du pouvoir étatique contre le libre concurrence se borne, là où il n'est pas possible de l'éviter, à une limide régularisation des prix de l'importation et de l'exportation. L'aspiration à la nationalisation des entreprises capitalistes amène, dans la meilleure des hypothèses, comme c'a été le cas en Allemagne, l'adoption de demi-mesures, l'établissement de conseils industriels dans le système capitaliste. En Angleterre, le seul résultat, jusqu'à l'heure actuelle, a été quelques faibles tentatives des libéraux de réformer leur programme. Les plus modestes projets de réforme du progrès bourgeois: «socialisation», «démocratie industrielle», ont encore moins de chances d'être réalisés. Même les plus ardents apôtres du progrès mammoniste, les héros de la II^e Internationale, ne se résolvent pas à se prononcer sérieusement et ouvertement contre la propriété capitaliste individuelle. Enfin, l'entrée officielle de tous ces héros au service de l'Etat capitaliste, ne s'effectue qu'avec beaucoup de peine. Les bureaucrates mêmes du Labour Party Anglais, lesquels caressent l'espoir d'un «gouvernement ouvrier», sont boycottés par la majorité de la bourgeoisie qui voit en eux de dangereux «socialistes».

Les tendances au développement ultérieur du capitalisme sont donc trop faibles pour faire brèche dans le chaos actuel du monde capitaliste. Peut-être — la supposition est admissible — n'étaient-elles pas prédestinées par le cours de l'évolution historique à frayer la voie à une nouvelle époque, la dernière du capitalisme. L'époque antérieure, époque du capital financier et de l'impérialisme, n'avait qu'insuffisamment préparé les conditions d'existence de la dernière époque du Capital. La grande crise que fut la guerre capitaliste mondiale vint trop tard et revêtit un caractère de violence trop marqué.

La crise devint fatale dès que la hausse des prix sur les produits alimentaires, hausse qui provoqua l'augmentation du coût de la production (1900—1914), fut devenue elle-même inévitable et que la sur saturation du marché mondial eut amené, dans tous les grands pays concurrents, un abaissement considérable du taux des bénéfices. Le système de l'équilibre relatif des grandes puissances impérialistes n'était possible que

jusqu'au moment où l'Europe Centrale et Occidentale, grâce à l'exportation américaine et russe, pouvait recevoir du blé à bon marché et exporter en retour, sans réduction de profit, la masse sans cesse croissante de ses capitaux et de ses moyens de production. La condition fondamentale de l'existence et du développement du capitalisme était la division internationale du travail entre pays agricoles et industriels. Contre le développement industriel accéléré de la Russie, contre la menace de la cessation de l'exportation des céréales des Etats-Unis et contre les difficultés liées à l'extension de l'exportation des moyens de production dans les différentes colonies, le système capitaliste financier réagit avec une violence extrême: les grandes puissances déclarèrent la guerre.

Pour la continuation de la domination de classe bourgeoise, pour l'établissement du trust mondial unique, les conditions vitales essentielles manquaient encore.

La centralisation économique et politique n'avait pas encore atteint, dans le domaine international comme dans le domaine national, un degré de perfectionnement qui permit la réalisation du monopole économique et politique.

Le capitalisme, il est vrai, ne pouvait plus se maintenir sur ses anciennes bases. L'abaissement fatal du taux des bénéfices avait atteint, dans quelques branches des plus importantes, la limite extrême au-delà de laquelle la ruine de la production capitaliste est inévitable. En effet, la répartition capitaliste des bénéfices, proportionnellement à la somme du capital engagé, était devenue impossible. Cette répartition avait créé dans les branches où la structure organique du Capital avait atteint un haut degré de perfectionnement (principalement dans la grande industrie), des prix de production très élevés, dépassant la valeur réelle des marchandises. Mais c'était au détriment des branches de la production, où la structure du Capital était encore relativement imparfaite (particulièrement dans l'industrie agricole). Cette corrélation était devenue impossible à maintenir plus longtemps. Grâce à l'industrialisation de l'économie mondiale, plusieurs branches importantes de l'agriculture avaient pu se tailler sur le bénéfice capitaliste une part plus considérable que ne le comportait la loi fondamentale du Capital. Le revenu capitaliste était devenu complètement impossible dans les branches techniquement les plus perfectionnées. Par suite, le développement de la technique avait subi un temps d'arrêt et, dès lors, c'était la décroissance fatale des forces productives sociales dans l'enveloppe capitaliste. La dernière heure de la propriété individuelle capitaliste avait sonné.

La continuation du développement de l'industrie exigeait la suppression de la loi fondamentale du capitalisme, l'abolition de la propriété individuelle. Mais, par elle-même, cette abolition n'est pas encore la suppression nécessaire de la domination de classe. Au contraire, la domination de classe, non pas prolétarienne, mais bourgeoise, peut encore se maintenir quelque temps après la nationalisation et «l'internationalisation»

de la propriété privée et de la production. Mais cela présuppose évidemment l'existence d'un trust mondial capable de diriger la répartition des forces productives sociales conformément aux exigences du progrès technique, indépendamment des tendances régressives de la loi du bénéfice capitaliste.

Mais cette seule voie de salut pour la domination de classe capitaliste n'avait jamais existé que dans le domaine de l'abstraction, car elle n'était point prédéterminée par toute l'évolution historique antérieure au moment où la guerre éclata. L'enveloppe capitaliste des forces de production tremblait au fracas des canons. Mais elle ne portait point dans ses flancs le germe vital du trust mondial; l'avenir était à la dictature prolétarienne.

C'est pourquoi, à l'époque de transition actuelle, à l'époque des dernières convulsions du Capital, le nouvel héritier de la domination de classe bourgeoise manifeste si faiblement sa vitalité. Il est né avant terme; de plus, il a été mutilé dans les tranchées des fronts français. La collision de ses tendances vitales avec les tentatives convulsives de restauration de l'ancienne domination capitaliste ne fait qu'augmenter le chaos et accélérer l'agonie du Capital expirant. Ou, pour parler plus simplement, cette collision agit maintenant comme un facteur constant de désorganisation du régime capitaliste.

Ce facteur, nous devons l'utiliser dans notre stratégie internationale afin d'accélérer le processus de la désorganisation capitaliste. Il nous faut lancer les unes contre les autres les tendances bourgeoises progressives et les tendances bourgeoises de reconstitution, c'est-à-dire, faire en sorte qu'une partie de capitalistes fustige l'autre.

Les tâches stratégiques sont donc différentes pour chaque pays; elles varient selon le niveau et les formes de ces tendances, selon le rapport de ces dernières avec les tendances analogues dans les métropoles de l'hégémonie anglo-saxonne mondiale. Des tendances de même nature s'expriment très différemment à Paris et à Berlin, à Londres et à Tokio. L'étude attentive de ces cristallisations politico-économiques, la détermination de leur poids spécifique et de leurs modifications constituent une tâche très importante. Aussi l'information systématique doit-elle être à la base de la stratégie politique de l'Internationale Communiste. Sans elle, les directives de cette dernière risquent, ou d'être par trop vagues ou de manquer de justesse.

Dans le monde capitaliste actuel, outre les facteurs sus-mentionnés de désorganisation, il en existe encore d'autres, dont les principaux sont d'une part, les aspirations des nations opprimées à l'indépendance, de l'autre les aspirations «démocratiques» des masses petites-bourgeoises. L'opposition irréductible des tentatives de restauration capitaliste et de ces tendances provoque leur collision et ferme toute voie de salut au capitalisme. Mais l'existence de tous ces facteurs contradictoires complique considérablement la

solution des problèmes de notre stratégie politique. Nous ne pouvons nous arrêter ici sur ces problèmes très importants. Nous ne pouvons non plus montrer les destructions de la guerre dans les fondements de la production capitaliste, ni en faire ressortir la signification politique. Encore quelques mois seulement sur le facteur le plus important de désorganisation du monde capitaliste, sur les forces de la révolution prolétarienne.

Devant le lit de mort du capitalisme, l'ouvrier (la majorité inconsciente des ouvriers) se tient perplexé. Son «maître» se meurt-il véritablement? Le dernier héritier légitime s'éveillera-t-il à la vie? S'ils meurent tous deux, il restera, lui, l'ouvrier serf, le seul héritier, c'est à lui que reviendra tout l'avoir. S'ils vivent, il lui faudra encore attendre...

La tradition d'innombrables générations pèse lourdement sur ses épaules. Cette tradition, elle, ne connaît que le droit romain, le droit des exploités, le droit de propriété individuelle, la production des marchandises. Devant cet antique droit héréditaire, la pensée de son droit historique à lui, de son droit à la production de l'avenir se lève lentement dans son cerveau. Ce processus du révolutionnement de la conscience ouvrière est, très souvent pour nous, un mystère. Hier encore, l'ouvrier était un adversaire acharné du communisme; aujourd'hui peut-être, il commence à prêter l'oreille à nos mots d'ordre. Et demain? Demain, malgré notre propagande communiste, ce même ouvrier se laissera prendre aux exhortations des social-traités et se conduira en ennemi déclaré du communisme. Et, après-demain, le voilà qui tourne son arme contre les capitalistes et leurs agents. Comment expliquer tout cela? Comment devons-nous agir pour être sûrs que notre influence révolutionnaire sur les masses ouvrières progresse véritablement?

Le processus du révolutionnement de la conscience ouvrière n'est, en effet, que très rarement rectiligne. La plupart du temps, il revêt la forme d'un processus dialectique. La tendance historique de la révolution prolétarienne ne pénètre tout d'abord que faiblement, timidement dans la conscience ouvrière; elle s'y introduit, pour ainsi dire, sous forme de nouveau communisme. C'est tout d'abord une infime minorité révolutionnaire battue par l'ouragan des tendances bourgeoises contraires. La majorité compacte est représentée probablement ou par la tendance réactionnaire à la restauration du capitalisme, ou par l'aspiration progressive ou capitalisme étatique; une minorité, importante peut-être, est représentée par le démocratisme bourgeois, lequel tend inconsciemment à la désorganisation du régime capitaliste. Ce n'est qu'après une longue lutte intérieure que la tendance consciente à la révolution prolétarienne pourra prendre enfin le dessus.

Notre tâche consiste à fortifier dans l'esprit des ouvriers cette tendance à la lutte intérieure contre toutes les tendances bourgeoises. Dans notre propagande comme dans notre travail d'organisation, dans toutes nos actions, nous devons découvrir l'état d'esprit actuel des ouvriers, afin de pouvoir choisir les moyens les plus propres à l'exercice de notre influence communiste. Si-

non nous n'éviterons point de déplorables fautes, et le résultat de nos efforts sera peut-être diamétralement opposé à celui que nous avions en vue.

Cette règle s'applique à la direction tactique de la lutte de classes dans chaque pays en particulier, ainsi qu'à la haute direction internationale de cette lutte. Les directives de l'Internationale Communiste doivent, il va de soi, avoir un fondement sérieux, être basées sur les faits. Pour cela, à notre avis, il est nécessaire avant tout d'informer le plus complètement et le plus systématiquement possible les organes dirigeants de l'Internationale Communiste. Les comités centraux et les autres organes et organisations les plus importants du parti doivent adresser à l'Internationale Communiste des rapports détaillés. Aussi convient-il de parfaire le développement de l'appareil créé près l'Internationale Communiste pour l'utilisation effective des informations de toute nature et l'étude systématique des matériaux fournis.

Aucun des partis adhérant à l'Internationale Communiste ne mettra en doute l'importance capitale, dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, des intérêts *internationaux*. Le principe de l'autonomie nationale de chaque parti est une survivance du passé. L'autonomie intérieure nécessaire à chaque parti se base sur le principe de la division du travail: les temps, ou au-dessus de pouvoir suprême de chaque parti il n'existait aucune autre autorité, sont passés à jamais.

Sans dirigeants, les masses peuvent soulever des désordres éphémères, des détachements de partisans peuvent, à leurs risques et périls, inquiéter l'ennemi et lui causer quelques dommages. Mais l'armée, elle, qui s'est assigné pour but la conquête de pays, de continents entiers, doit être dirigée par un commandement supérieur.

Puisse l'Internationale Communiste aller de conquête en conquête!

II.

La tare héréditaire

Dans l'organisation du mouvement ouvrier précédent, il existait le même dualisme que dans l'organisation de l'Etat capitaliste: le dualisme entre la bureaucratie et le «peuple».

Dans le parti ouvrier et dans les principales organisations ouvrières des différents pays, pendant des dizaines d'années il s'était formé et développé une bureaucratie puissante, aux ramifications innombrables, tenant dans ses mains tous les fils du mouvement ouvrier. On pourrait croire que c'était là la manifestation d'une tendance déterminée de la société capitaliste à une nouvelle et dernière forme de la domination de classe bourgeoise, à l'Etat mondial gouverné bureaucratiquement, au trust politico-économique mondial, sans le capital privé, et que les pontifes de la II^e Internationale étaient prédestinés à former la hiérarchie de ce nouvel Etat catholique mondial. Certes, la question de savoir si, dans le monde des exploités, il existait une tendance

consciente à de nouvelles formes de développement n'a pas, en l'occurrence, une importance essentielle.

La grande crise du monde des exploités, dont la guerre impérialiste mondiale a été la manifestation, a rendu ces tendances complètement irréalisables. Mais la formation de la bureaucratie dans le précédent mouvement ouvrier est un phénomène qui, actuellement, dans certaines organisations atteint son apogée.

Dans ces organisations, c'est la bureaucratie seule qui est l'élément actif. En fait, elle mène toute «l'entreprise». En face d'elle, elle a la masse des membres passifs. Cette dernière couvre les dépenses matérielles et politiques en versant régulièrement les cotisations et en participant périodiquement aux votes; d'autre importance, elle n'en a pas dans l'organisation. Moins elle s'immiscera dans le travail du parti ou du syndicat, et mieux ce sera pour la marche traditionnelle de l'appareil. Et ainsi nous avons deux couches nettement séparées: la couche supérieure et la couche inférieure dont les rôles sont complètement différents dans l'organisation.

La cause essentielle de ce phénomène est, il va de soi, l'influence de l'ambiance capitaliste. Le capitalisme a transformé tous les rapports sociaux en échange de valeurs. En régime capitaliste, la politique est une «entreprise» politique. Par les Etats bourgeois comme par les différents partis politiques, elle est menée à la manière commerciale, au moyen de l'appareil des fonctionnaires, avec de la monnaie sonnante et frémissante et des banquets politiques, c'est-à-dire avec l'argent provenant des contributions et les bulletins de vote vendus au plus offrant. Le mouvement ouvrier lui-même, dans son développement, n'a pu résister à cette influence.

Tant que le mouvement était encore à ses débuts, toutes les questions étaient examinées directement, en commun, par les différents membres du parti; la décision définitive était prise aux assemblées générales. Mais à mesure que le nombre des membres augmentait et que se faisait sentir la nécessité de rassembler en une union ou en parti unique les organisations dispersées, apparaissait également la nécessité de remplacer partiellement la démocratie primitive par une représentation élective et par des organes permanents chargés des diverses fonctions. Il fallait au mouvement des hommes qui, élus ou nommés, consacraient tout leur temps au service du mouvement ouvrier. D'où, en régime capitaliste, la possibilité et le danger que les élus et les fonctionnaires se détachassent complètement de la masse des membres de l'organisation.

Le travail des représentants parlementaires, des employés du mouvement professionnel, des rédacteurs des journaux était si absorbant que ceux-ci n'étaient jamais ou que très rarement et pour des périodes très courtes (pendant les campagnes électorales, aux assemblées) en contact avec la grande masse des membres de l'organisation. Par leur activité comme par leur position sociale, ils différaient sensiblement de la majorité des membres. Leurs rapports avec cette majorité étaient purement officiels: investis offi-

ciellement d'un certain pouvoir par leur organisation, ils agissaient comme il leur semblait rationnel et commode et remplissaient leurs fonctions sans s'occuper de la volonté de leurs électeurs, chez lesquels ils faisaient de temps à autre une courte apparition pour renouveler leurs mandats ou pour faire un compte-rendu officiel. Leurs rapports avec leur organisation étaient ceux d'un directeur de société anonyme avec sa société, ou d'une direction de société de consommation avec les membres de cette dernière. De plus, au point de vue matériel et social, leur situation était ordinairement plus avantageuse que celle de la majorité des membres et souvent leurs intérêts différaient de ceux des autres ouvriers. Ils devinrent les *fonctionnaires* du mouvement ouvrier, un organisme figé. Que ces fonctionnaires remplissent bien ou mal leurs fonctions, ils étaient en tout cas un élément conservateur, un frein au développement du mouvement révolutionnaire qui pouvait facilement ébranler leur position et leur faire perdre tout ce qu'ils avaient de plus cher et jusqu'à leur précieuse vie.

Il serait par trop simpliste de considérer ce bureaucratisme comme une importation du milieu petit-bourgeois, comme article de contrebande introduit par les intellectuels qui travaillaient dans les organisations prolétariennes. Certes, ces derniers ont fortement contribué au développement du bureaucratisme, mais, dans l'atmosphère de la légalité bourgeoise, il aurait surgi même s'il n'y avait eu que des ouvriers employés à différents services. Combien de fois auparavant, dans le mouvement ouvrier légal, n'avons-nous pas eu l'occasion de voir des ouvriers bombardés aux postes de travailleurs professionnels, de députés ou de journalistes se métamorphoser en un clin d'œil et, à peine sortis de leur usine, s'assimiler le plus facilement du monde tous les côtés négatifs des méthodes bureaucratiques: formalisme insupportable, arbitraire aveugle et despotisme impudent autant qu'égoïste.

Il serait naïf de ne vouloir, comme cela arrive fréquemment, voir le bureaucratisme que là où il se manifeste sous sa forme la plus odieuse, la domination des fonctionnaires, comme c'est le cas dans la Fédération Américaine du Travail ou dans le Parti Social-Démocrate Allemand. Le mal est beaucoup plus répandu. Le détachement des masses, le remplacement de la collaboration effective, vivante, par les rapports officiels légaux, la division de l'organisation en collaborateurs actifs et en masses passives: c'est là la tare héréditaire du mouvement ouvrier contemporain. Le mouvement ouvrier révolutionnaire lui-même ainsi que le parti communiste manifestent une tendance à se laisser aller à l'influence délétère du milieu bourgeois environnant.

Nous ne devons pas fermer les yeux sur ce mal. Nous devons nous efforcer de nous en débarrasser, et en premier lieu dans la construction de notre organisation.

En effet, il ne suffit pas pour un parti qui, jusqu'ici, a été social-démocrate, de changer sa dénomination et d'adopter un programme communiste et les 21 conditions imposées par l'Internationale Communiste. Il ne suffit pas de mettre

aux postes occupés par les social-démocrates des adeptes du communisme et, au lieu de pérorer sur la social-démocratie, de préconiser la doctrine communiste dans la presse du parti, dans les assemblées, dans les discours de gala et dans les résolutions. Tous nous savons que la coupole dorée du communisme peut fort bien abriter l'idolâtrie de l'opportunisme et la superstition du doctrinarisme sous des formes nouvelles, très sincères peut-être, mais d'autant plus propres à introduire la confusion et d'autant plus dangereuses pour l'activité communiste, c'est-à-dire pour la direction du mouvement prolétarien révolutionnaire.

Le programme communiste peut très facilement, même avant la période de l'action, n'être qu'une apparence. Dans les conditions de la légalité bourgeoise, ce communisme apparent constitue le danger le plus grave pour notre mouvement ouvrier: comme dans un miroir, tous les signes extérieurs peuvent correspondre exactement au véritable communisme, mais la gauche est occupée par la droite, c'est-à-dire qu'au lieu de l'action communiste, nous n'avons que son image reflétée par le miroir. L'attitude *passive* des travailleurs occupant des postes de confiance et qui ne font rien pour activer véritablement le développement du mouvement révolutionnaire, est un cas beaucoup plus fréquent dans les partis communistes légaux que l'action ouvertement opportuniste.

Cette passivité, il va de soi, ne se manifeste pas par la méconnaissance des obligations incombant aux membres du parti; elle peut très bien se concilier avec l'activité la plus énergique dans l'exécution des différentes affaires courantes dans les bureaux du parti, dans les rédactions des journaux, dans les fractions parlementaires etc.

Mais cette activité est complètement *improductive*, c'est un véritable travail de Sisyphe. Elle peut facilement devenir un sabotage inconscient, car les forces qu'elle accapare pourraient être plus utilement employées à une activité d'un autre genre, dans les mêmes postes ou dans des postes différents.

Par exemple, dans certains pays, il peut se produire une dispersion excessive, fâcheuse, des forces dans le domaine du journalisme. Le parti possède déjà une presse relativement très grande, mais il s'efforce d'éditer sans cesse de nouveaux journaux, quoique aucun de ceux qui existent déjà ne possède les qualités que l'on est en droit d'attendre d'un journal véritablement communiste.

Une masse de papier et, là-dessus, rien que des sornettes, des rédacteurs, des dettes, des abonnés et des vendeurs en quantité: tout cela donne l'impression que la force du communisme croît; en réalité, le bateau, surchargé par ce poids mort, commence à plonger de l'avant et l'hélice bat l'air à vide.

Nous avons pris l'habitude d'exprimer le caractère de notre organisation de parti par cette formule: centralisme démocratique. L'idée est ou ne peut plus juste, mais l'expression manque de

clarté et d'exacritude. Tout d'abord, cette formule peut donner lieu à trop d'interprétations diverses, car le bureaucratisme le plus odieux (comme dans la Fédération Américaine du Travail, ou même dans le régime bonapartiste) a toujours été qualifié de centralisme démocratique. Ensuite cette formule n'exprime point la nature essentielle de l'organisation communiste actuelle: la liaison unie, organique, et non pas simplement officielle entre le démocratisme et le centralisme.

La formule en question, la plupart du temps, signifie seulement que le parti communiste, différenciant en cela du parti ouvrier non-révolutionnaire, doit être centralisé, mais doit néanmoins conserver le démocratisme, dans la mesure où ce dernier ne contredit pas essentiellement le centralisme. Voilà qui peut être compris superficiellement, au point de vue de la forme seulement, et, par suite, d'une manière erronée. Le danger existe en fait chaque fois qu'un parti de masse passe de la forme social-démocratique ou «socialiste» à la forme communiste. Dans sa réorganisation, il peut arriver que le parti se borne à donner des pouvoirs très étendus à son organe dirigeant, tout en conservant dans l'ensemble l'ancien ordre de choses. Qu'en résultera-t-il? Dans l'hypothèse la plus favorable, rien du tout: la centralisation restera un chiffon de papier car, par faiblesse, par indécision, et pour éviter les conflits intérieurs, les dirigeants du parti ne feront rien pour exercer effectivement les pouvoirs dont ils sont investis. Ou bien, au contraire, ils voudront faire largement usage des droits qui leur sont accordés et, à bref délai, ils se trouveront en conflit aigu avec une série d'organisations et d'institutions du parti qui leur sont subordonnées. Il leur suffira de faire acte d'autorité, de déplacer, par exemple, un rédacteur du parti ou d'annuler les décisions d'une organisation locale quelconque pour provoquer des disputes interminables, quelquefois même une série d'infractions à la discipline du parti, qui nécessiteront l'application de mesures de rigueur. Comme les rapports entre les dirigeants et les membres du parti sont restés purement officiels, ces derniers n'ayant point pénétré l'essence véritable du centralisme, ne comprennent pas qu'il est nécessaire par la nature même du travail, par le besoin d'une direction unique et ne le considèrent que comme une concentration officielle, légale, du pouvoir dans les mains de quelques personnes. C'est pourquoi, l'exercice de ce pouvoir ne leur apparaît pas comme un fait nécessaire par le travail lui-même, mais comme une violation de leur droit à l'autonomie démocratique et, par suite, comme un abus de pouvoir, un acte de violence des chefs contre la majorité des membres.

Toute sa vie, l'ouvrier a connu le pouvoir et l'oppression des chefs. Malgré son contrat officiel avec celui auquel il vendait sa main-d'œuvre, ou plus exactement à cause même de ce contrat qui n'instituait que des rapports officiels, toute discipline ouvrière, toute direction à l'usine, même techniquement nécessaire, lui apparaissait comme un joug, comme un despotisme au moyen duquel on disposait de sa personne. Il n'est pas en état de distinguer la fonction de la direction du tra-

vail, fonction nécessaire à la production rationnelle, de la forme capitaliste de cette fonction, le joug et l'exploitation,—car en régime capitaliste cette fonction ne se rencontre que sous cette forme. Ce fait d'une importance fondamentale, joint à l'expérience de l'oppression politique, fait que l'ouvrier dans sa propre organisation n'éprouve que de la méfiance pour la centralisation du pouvoir. Et ainsi, les exigences des dirigeants réclamant l'exécution de leur volonté par des ordres basées sur les pouvoirs dont ils ont été officiellement investis, semblent à l'ouvrier, lorsqu'il n'en voit pas clairement la nécessité, le comble de l'oppression bureaucratique, un exercice injuste du pouvoir par quelques personnes.

Certes, dans le parti communiste, la centralisation et la discipline rigoureuses ne sont point en opposition avec les intérêts des ouvriers; bien au contraire, elles sont nécessaires à la satisfaction des intérêts révolutionnaires de classe. Mais l'ouvrier ne peut sentir ce but et cette nécessité, tant que ses rapports avec l'organe dirigeant du parti restent purement officiels. Aussi la centralisation des fonctions lui apparaît-elle comme une centralisation du pouvoir.

Les membres du parti savent bien que tous les camarades occupant des postes de confiance sont élus directement ou indirectement par eux; ils n'ont rien à dire contre le mode des élections, ils ne peuvent pas en imaginer de meilleur; au congrès du parti qui décide d'introduire un nouvel ordre centralisé, tous reconnaissent le droit de décision supérieure, dans toutes les questions relatives au parti. Néanmoins, dans la pratique, l'introduction du centralisme lui semble une pression bureaucratique contre laquelle se révoltent l'instinct démocratique du prolétariat de même que l'individualisme de l'intellectuel petits-bourgeois. Les disputes engendrent la lutte et la désorganisation. La lutte peut être suivie d'actes de protestation, lesquels entraîneront des exclusions. Ces dissensions intestines ne feront qu'affaiblir le parti et renforcer le bureaucratisme chez les dirigeants.

Dans le parti, l'opposition contre le bureaucratisme se manifeste également dans la question du pouvoir; elle est une lutte contre le pouvoir de quelques-uns et une lutte pour l'égalité de pouvoirs de tous les membres, autrement dit, pour la démocratie officielle. Mais cette lutte n'est pas dirigée seulement contre le pouvoir de quelques-uns, mais aussi contre les fonctions de quelques-uns; en d'autres termes, non seulement contre le formalisme officiel, mais contre la centralisation dans la répartition du travail. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, car les dirigeants du parti n'ont pas su réaliser la centralisation de façon à ce qu'elle n'apparût point comme une concentration de l'autorité suprême du parti; l'opposition, elle, franchit inconsciemment toutes ces frontières imperceptibles de la logique. Luttant contre la bureaucratie du parti, elle attaque en même temps la centralisation indispensable des fonctions du parti, elle attaque toute direction, tout ordre, toute discipline ferme.

En un mot, l'opposition se manifeste sous une forme anarchique.

L'anarchisme est, dans le mouvement ouvrier, l'antipode du bureaucratisme qui l'engendre fatalement. La démocratie officielle ne peut dans l'organisation triompher ni du bureaucratisme, ni de l'anarchisme, car c'est sur son terrain qu'ils se développent: ils sont la tare héritée de la bourgeoisie. Aussi le centralisme dans l'organisation, c'est-à-dire la tendance à la création d'une direction ferme, ne peut-il jamais atteindre son but, s'il ne se base que sur la démocratie officielle. Les centralisateurs formalistes, il est vrai, s'efforcent de détruire l'anarchie dans la vie du parti, de supprimer la licence effrénée et stérile. Mais par leurs méthodes fausses, ils ne font qu'accroître le désaccord et l'anarchie.

La bureaucratization de l'organe dirigeant du parti communiste, légal ou illégal, ne signifie pas encore que cet organe est incapable d'une tentative d'action révolutionnaire décisive. Certes, il en est capable, mais comme le chemin au cœur du prolétariat lui est fermé, il ne trouve d'autre voie que les complots à la Blanqui et les «putsch». Mais quand les dirigeants du parti communiste ne sont pas encore devenus complètement des bureaucrates mais que, en même temps, ils n'ont plus aucune liaison organique avec les masses prolétariennes révolutionnaires, ils risquent parti-

culièrement, au lieu de s'adonner à un travail révolutionnaire sérieux, de se laisser séduire par ce pétarade, par ces procédés à effet, faciles, mais nuisibles au succès de la cause.

L'impuissance à entrer en liaison organique avec les masses entraîne encore d'autres déformations du mouvement ouvrier révolutionnaire. Comme antipode du bureaucratisme, surgit alors le doctrinarisme de secte, le radicalisme doctrinaire. En réalité, à l'examiner plus attentivement, on découvre que ce radicalisme est apparenté de très près au bureaucratisme dont il est le frère cadet. Le bureaucrate ainsi que le radical sectaire ne peuvent bien développer toutes leurs facultés qu'en s'isolant de ce monde imparfait, de ce monde de pécheurs, du monde prolétarien. Le bureaucrate et le radical sectaire considèrent, l'un sa consigne, l'autre chaque dogme de sa foi pure comme intangibles et sacrés, à tel point que pour les ouvriers révolutionnaires qui n'ont pas encore atteint à ce degré de perfection, ils ne connaissent d'autre «méthode révolutionnaire» que de les vouer à la damnation éternelle. Mais c'est l'enfer bourgeois et non la révolution prolétarienne qui y gagnera.

O. V. KUUSINEN





Tom BARKER.

LES TRANSPORTS MARITIMES

ORGANISATION, PROBLÈMES ET POSSIBILITÉS

Avant la guerre, l'industrie des transports maritimes était, dans une large mesure, aux mains de l'Empire Britannique. L'Angleterre y tenait la première place, suivie de près par l'Allemagne qui empiétait hâtivement sur le domaine des armateurs du Royaume-Uni.

À la fin de la guerre, la situation des grandes notions maritimes fut totalement bouleversée. Le traité de paix ôta à l'Allemagne la plus grande partie de sa flotte, ne lui laissant en général que des bâtiments jaugeant moins de mille tonnes; quant à la flotte austro-hongroise—1 million $\frac{1}{2}$ de tonnes,—saisie tout entière, elle fut placée sous le pavillon italien ou interallié.

La guerre sous-marine commencée par les puissances centrales avait fait plus que contrebalancer l'œuvre fébrile des chantiers de constructions maritimes anglais. Nous constatons, en effet, que le tonnage de la flotte marchande du Royaume-Uni est tombé de 18.892.000 en juin 1914, à 18.111.000 tonnes en juin 1920, soit une perte de 781.000 tonnes. De nombreux bâtiments allemands, transports ou paquebots, sont pourtant compris dans le chiffre de l'après-guerre. De 1916 à 1920, les États-Unis ont, d'autre part, fait d'énormes progrès dans la construction maritime. Leur tonnage s'est élevé de 2.027.000 tonnes en juin 1914, à 12.406.000 en juin 1920, soit une augmentation de plus de 10.379.000 tonnes. D'après un article signé par Gustave Meyer, dans le *New-York Times Current History* de janvier 1920, le *Shipping Board* des États-Unis (bureau de la flotte marchande) compte avoir bientôt une flotte de 18.000.000 tonnes, naviguant sous le pavillon américain. Bien que les Japonais aient participé à la guerre mondiale, leur éloignement les a préservés de la guerre sous-marine. Leurs chantiers de construction travaillaient cependant et leur tonnage s'accrut dans des proportions formidables, si bien qu'ils exerçaient à la fin de la guerre le monopole à peu près incontesté des transports maritimes de l'Orient. Le «Soleil Levant» de la bourgeoisie japonaise est devenu le visiteur familier de tous les ports de quelque importance.

Le tonnage mondial s'est élevé, en 1914—1920, de 49 à 57 millions de tonnes. En 1914, le Royaume-Uni possédait 41,6% de la flotte mondiale, et les États-Unis moins de 5%. En 1920, le Royaume-Uni est tombé à 34% tandis que les États-

Unis atteignent environ 30%, ce qui veut dire 1/5 à peu près des bâtiments au long cours. L'Empire Britannique a chassé, pendant la guerre, les bâtiments de commerce allemands de toutes les mers; ils n'en avaient pas moins sur mer, à la fin de la guerre, un rival plus grand et plus puissant que celui qu'il affrontait aux jours sanglants d'août 1914.

Le Shipping Board, Bureau de la Flotte Marchande des États-Unis.

Le *Shipping Board*, Bureau de la Flotte Marchande des États-Unis, et la *Chamber of Shipping*, Chambre de la Flotte Marchande du Royaume-Uni, sont les deux plus puissantes organisations maritimes du monde. La seconde était formidablement puissante avant-guerre et jouit encore sur les routes commerciales du monde d'un grand pouvoir. Ce sont des conglomerats de grandes compagnies maritimes dont les intérêts se combinent et s'entremêlent. Elles sont non seulement intéressées à transporter marchandises et passagers, mais aussi à construire et réparer les vaisseaux; elles ont des intérêts dans les entreprises des industries du pétrole, de l'acier, du fer, du charbon, dans les compagnies des câbles télégraphiques, dans les associations d'affrêteurs, dans la gestion des canaux, dans les sociétés pour l'importation du thé et dans d'innombrables entreprises dispersées dans le monde entier. Le *Shipping Board* des États-Unis fut fondé le 7 septembre 1916, par un acte du Congrès. Ce ne fut pas une mesure de guerre, bien que la guerre en fût largement la cause. Le trafic énorme de matériel de guerre et l'insuffisance de tonnage en présence des besoins de l'heure allumèrent la convoitise des magnats de la finance américaine qui entreprirent, œuvre sans précédente, de fonder la plus puissante corporation industrielle du monde. L'entrée de l'Amérique dans la guerre mondiale encouragea les dessins du *Shipping Board* stimulé par l'impérieux besoin de transporter des millions de soldats, leurs armes, leurs munitions et leurs vivres d'un bout de l'Atlantique à l'autre. Le Congrès réserva une somme de 3.671.000.000 de dollars à la construction de 3.164 vaisseaux jaugeant 17.315.000 tonnes. En moins de 18 mois, le nombre de chantiers de construction maritime américains

s'éleva de 61 à 341 et le nombre des travailleurs employés dans ces chantiers passa de 75.000 à 350.000. En 1918, le nombre des bâtiments au long cours jaugeant plus de 3.000.000 de tonnes furent construits sur les chantiers américains, dont la production dépassa ainsi de plus de 25% la production totale des autres pays pour le même laps de temps. Depuis la guerre, la Grande-Bretagne a presque reconquis la position de premier rang dans la construction maritime.

Le *Shipping Board* des Etats-Unis est maintenant en Amérique la plus grande, la seule association du genre et, incontestablement, la plus grande puissance du monde dans le domaine des transports maritimes. Son importance est presque triple de celle du trust de l'Acier, — *Steel Cooperation* — et sextuple de celle de la *Pennsylvania Railway Company* (Chemins de fer de Pennsylvanie) ces deux dernières étant néanmoins les plus puissantes associations de cette sorte. En outre du contrôle des bâtiments naviguant sous le pavillon américain, les directeurs du *Shipping Board* sont largement intéressés dans toutes les compagnies anglaises dont les directeurs ont d'ailleurs aussi, mais dans de bien moindres proportions, des intérêts dans certains éléments subordonnés du *Shipping Board*.

Une guerre commerciale est maintenant imminente entre les pays intéressés aux transports internationaux. La plus grande lutte mètra aux prises le *Shipping Board* et la *Chamber of Shipping* de Londres. Le *Shipping Board* américain doit faire face à certaines difficultés, mais bien moindres à coup sûr que celles qui embarrassent les financiers anglais. L'incapacité de l'Angleterre à conserver la position du plus grand fournisseur de houille accroît l'exportation du charbon des Etats-Unis. En 1914, les Etats-Unis exportèrent dans 22 pays moins de 940.000 tonnes de charbon; en 1920, ils ont exporté plus de 7.690.000 tonnes. Au cours de cette année, 27.000 tonnes de charbon américain ont été débarquées en Grande-Bretagne.

La question des salaires joue aussi un rôle important dans cette rivalité. Elle est un des grands facteurs de la productivité industrielle. Le mineur anglais extrait en moyenne $\frac{1}{8}$ de tonne de charbon par jour, tandis que le mineur américain n'extrait, dans certains districts, pas moins de 4 tonnes par jour.

Les intérêts du charbon américain et de la flotte marchande sont étroitement liés, et l'accroissement rapide du transport de charbon doit accroître le rendement des vaisseaux américains qui seront lestés de houille, le ballast restant le partage des vaisseaux anglais perdant la maîtrise des transports du charbon. Les vaisseaux anglais feront de longs parcours gratuits chargés de ballast. Si nous en arrivons à la guerre des tarifs qui semble inévitable, la victoire appartiendra à la grande corporation américaine. Ce sera naturellement une grande lutte dans laquelle seront entraînées toutes les petites nationalités qui ont déjà montré, comme les Lignes Hollandaises de l'Afrique du Sud et l'*Australian Commonwealth Line*, qu'elles vont réduire le fret, dans certains cas, jusqu'au tiers des tarifs usuels.

Depuis longtemps, divers facteurs ont contribué à rendre plus complexe l'industrie maritime. L'ouverture du canal de Panama, en réduisant considérablement certains trajets maritimes, a ajouté aux avantages économiques des Etats-Unis. Elle a diminué de 50% la distance entre les ports chiliens exportant les nitrates et les ports du nord-est de l'Atlantique. Elle a supprimé tous les dangers de voyage par le cap Horn, elle a raccourci la distance entre Londres et la Nouvelle-Zélande, entre Buenos-Ayres et San-Francisco, entre la Nouvelle-Orléans et Yokohama. Et le canal Kiel, qui a cessé d'être un des points stratégiques du capitalisme allemand, devient maintenant à son tour un facteur commercial. Ajoutez à ce fait qu'il y a maintenant environ 60.000.000 de tonnes de vaisseaux accomplissant à peu près le même travail — un peu moindre, si l'on tient compte du fait que la levée du blocus de la Russie ne se fait sentir que dans une faible mesure — que celui des 49.000.000 de tonnes existant en 1914, et il deviendra compréhensible qu'une ère de concurrence désespérée est près de s'ouvrir.

Le pétrole est moins cher que le charbon. 65% des bateaux américains construits pendant la guerre consomment du pétrole. A la fin de cette année, ce pourcentage s'élèvera à 75%, si le programme du *Shipping Board* est rempli. Les bateaux marchant au pétrole prennent plus de charge que les bateaux marchant au charbon et emploient moins de chauffeurs-mécaniciens. Plus de charge, et moins de salaires. Les bateaux anglais sont le plus souvent vieux et consomment pour la plupart du charbon. La flotte américaine aura donc de grands avantages sur la flotte anglaise, pourvu qu'elle puisse obtenir du pétrole en quantité suffisante. La Grande-Bretagne, il est vrai, construit maintenant des vaisseaux brûlant du pétrole, adapte aux nécessités du jour ses vieux bâtiments et abandonne les vieilles méthodes. Se procurer le combustible liquide en quantités suffisantes pour les besoins du commerce, est devenu le grand problème pour les capitalistes anglais et américains. La présence des troupes anglaises au Caucase et en Mésopotamie, l'an dernier, attestait seulement le désir du gouvernement Britannique de venir en aide à ses capitalistes dans la lutte qui s'engage entre les deux trusts maritimes. La résolution de l'armée rouge a obligé les états capitalistes à acheter le pétrole de Grosny et de Bakou qu'ils avaient l'intention de voler.

L'usage du pétrole comme combustible, outre qu'il restreint le nombre des chauffeurs-mécaniciens, supprime l'emploi des débardeurs qui chargent les vaisseaux de charbon. Un bâtiment consommant du pétrole peut être ravitaillé en quelques heures. Economie de temps, économie de travail et meilleur rendement. Et quand la guerre des tarifs se décidera, les vaisseaux consommant le plus de pétrole — pour qu'ils puissent s'en procurer — et employant le moins de main-d'œuvre, vaincront et chasseront les autres de la surface des mers. — Pourtant, les Etats-Unis emploient plus d'équipage que l'Angleterre sur des bâtiments d'un tonnage équivalent et d'une même puissance. C'est que, pendant la guerre, le *Shipping Board* des Etats-Unis dut former en hâte des

officiers de marine et des équipages pour des milliers de nouveaux vaisseaux. Afin d'affirmer la main-d'œuvre, il accorda aux travailleurs de la mer la journée de 8 heures et des salaires s'élevant à 85,00 u. s. par mois. L'alimentation, le logement et le service furent beaucoup meilleurs dans la flotte américaine que sur la moyenne des vaisseaux anglais ou scandinaves. En somme, la nécessité économique obligea les États-Unis à transformer la condition de l'existence de tous les travailleurs du bord. A la veille de la grande lutte pour les transports, divers indices nous font, par contre, penser que les capitalistes américains vont tenter de réduire les salaires pour mieux faire face à la concurrence.

Les travailleurs anglais des transports maritimes gagnent à présent les deux tiers environ du salaire de leurs frères américains. Le marin anglais travaille 12 heures par jour en mer, alors que l'Américain ne travaille que 8 heures. Les armateurs anglais voyant leurs concurrents américains tenter de réduire les salaires, se disposent à agir de même et à réduire le gain de leurs équipages de 14 à 10 livres par mois. Il va de soi que les armateurs des autres pays font de même.

Depuis la guerre, de grands perfectionnements ont été apportés au chargement et débarquement des cargaisons. Non seulement l'emploi du pétrole et des nouveaux moteurs éliminent des milliers d'ouvriers, mais encore la main-d'œuvre devient chaque jour moins nécessaire dans les ports. Considérons, par exemple, l'embarquement du charbon. D'après un article d'Ellis Barquer paru dans la *Fortnightly Review* de février dernier, le temps du dock et de la charbonnier est passé. Nous citons: «On installe à présent, dans divers ports des États-Unis, les plus puissantes machines destinées à manipuler rapidement d'énormes quantités de charbon. En septembre 1920, le steamer *Lewis Luckenbach* embarqua à Baltimore 12.500 tonnes de charbon contenues dans 273 wagons, en 6 heures 15 minutes, au moyen d'appareils convoyeurs installés sur le pied de la baie de Curtis. Le records consiste, sur ce quai, à soulever 3.675 tonnes en une heure». Vous noterez que chaque wagon porte 50 tonnes de charbon. La classe dirigeante est ainsi contrainte, par les contradictions de son propre système économique, à pousser les ouvriers affamés et sans travail à la révolte contre une société dans laquelle ils sont condamnés à mourir de faim, à côté du machinisme le plus complexe et le plus puissant de l'univers.

A titre d'exemple de la diminution des équipages nécessaires à bord des vaisseaux, je citerai un fait dont je fus le témoin l'an dernier, à Christiania, où je vis arriver le plus grand bateau à pétrole du monde, l'*Africa* de Copenhague. A l'arrivée, l'équipage se mit en grève et il fallut le renvoyer au Danemark. L'*Africa* fut boycotté par les travailleurs de Christiania. Les officiers de bord et les ingénieurs emmenèrent seuls, sans le secours d'un seul marin ou mécanicien, l'*Africa* de Norvège à Lisbonne. 8 hommes desservirent un bateau qui, s'il avait brûlé du charbon, aurait eu besoin d'un équipage de 40 hommes au moins. Nous voyons ainsi venir le jour où, à bord des

plus grands bâtiments, presque tout le travail sera fait par les machines et où la main-d'œuvre qualifiée deviendra négligeable. Dans une longue lutte, la supériorité financière de l'Amérique permettra au *Shipping Board* des États-Unis de vaincre son rival anglais. Ses réserves de charbon, sa proximité des sources de pétrole du Mexique, sa formidable réserve d'énergie soumettront une à une les Compagnies anglaises à l'influence des impérialistes nord-américains. Le contrat récemment passé entre le *Shipping Board* et la ligne allemande *Hamburg—America* nous montre comment s'accomplissent les choses. Ce contrat offre aux Américains l'usage des routes commerciales de la grande ligne allemande et le bénéfice de son expérience. Les Américains savent que les bateaux perdent une grande partie de leur valeur en dehors des routes établies et de l'utilisation normale de leur tonnage. Excepté les Anglais, il n'y a pas de nation aussi expérimentée en matière de transport et d'industrie que les Allemands qui ont cédé après la guerre leurs plus grands bâtiments aux conquérants victorieux. Non seulement les Américains vont bénéficier de l'expérience des Allemands, mais encore ils se serviront du pavillon allemand et des marins allemands pour briser le contrôle anglais de certaines grandes routes maritimes commerciales bien établies. Le cours du mark allemand est bas et les salaires des marins allemands ne dépassent qu'à Brême 720 marks par mois, soit 1/5 des salaires anglais ou 1/7 des salaires américains. Or, il est aujourd'hui fréquent que les bateaux américains naviguent sous le pavillon cubain, italien, chinois ou roumain. D'aucuns, qui furent probablement saisis par les pirates, arborent encore l'ancien pavillon du Isar. On ne peut douter que pendant la guerre des transports, des millions de tonnes de vaisseaux américains seront enregistrés à Hambourg, à Stettin, à Brême, et desservis par des équipages et des officiers allemands pour contribuer à la victoire de la marine marchande américaine sur sa vieille ennemie: la marine britannique. Les États-Unis n'ont que fort peu d'expérience en ce qui concerne le transport des passagers. Il n'y a, en ce moment, qu'un très petit nombre de paquebots américains. Dans l'Atlantique, on peut les compter sur les doigts. Deux paquebots relient New-York à la côte de l'Ouest et un seul fait le service entre la côte de l'Atlantique et les villes de la *River plate*. Trois font le service entre San-Francisco et l'Australie, tandis que la Nouvelle-Zélande, seule, possède 5 paquebots faisant un service régulier. Mais l'alliance avec la ligne *Hamburg—America* met à l'actif des Américains une vaste expérience en matière de transport de passagers.

La question du pétrole préoccupe en ce moment les esprits des magnats américains. Ils construisent dans leurs chantiers d'énormes pétroliers d'un poids mort de 21.000 tonnes. Ces bâtiments, chargés en un seul jour dans les ports de Tuxpan ou de Tampico, reviennent décharger leur énorme cargaison en quelques heures. Ils peuvent faire trois voyages de Tuxpan à Buenos-Ayres, pendant qu'un vaisseau portant du charbon n'en fera que deux par les mêmes routes. Nous espérons bientôt voir quelques-uns de ces énormes pétro-

liers embarquer le naphthé de Bakou, et, sous le pavillon rouge, le transporter à Pétrograd.

La guerre s'est terminée en novembre 1918. Mais pendant 18 mois, une activité fiévreuse a continué sur les mers. Des millions de soldats devaient être rapatriés des champs de bataille en Amérique, en Angleterre et dans diverses régions de l'empire britannique. Tous les vaisseaux voyageaient. Les voiliers mêmes étaient demandés pour amener les stocks de vivres accumulés en Australie, en Argentine et dans d'autres pays producteurs aux contrées affamées de l'Europe. Le frêt resta considérable malgré la fin de la guerre, par suite de la demande de vaisseaux de toute sorte. Les syndicats de marins tirèrent parti de cette situation pour exiger des augmentations de salaires et des améliorations variées. Les armateurs qui réalisaient d'énormes bénéfices ne résistèrent pas sérieusement à ces revendications. Ils pouvaient aisément les satisfaire, car la fortune leur souriait et accroissait prodigieusement leurs richesses.

Vers le milieu de 1920, le frêt baissa. Les vaisseaux commencèrent à stationner et à congédier leurs équipages. La baisse du taux du frêt fut très rapide, notamment pour le frêt du charbon exporté d'Amérique. Le frêt—des ports de l'Atlantique aux ports de France—tomba de 25 livres en novembre 1919, à 13 livres en octobre 1920. Des mêmes ports américains à Rotterdam, il tomba, dans la même période, de 25 à 9 livres; pour les ports italiens, les chiffres correspondants sont respectivement de 27 et 14 livres. A la fin de 1920, des millions de tonnes de vaisseaux étaient inactifs. On trouvait dans des ports aussi écartés des grandes lignes maritimes que Wellington en Nouvelle-Zélande, jusqu'à 200.000 tonnes de vaisseaux stationnés. On eslime qu'au mois d'avril, par suite du manque de frêt et des troubles industriels en Grande-Bretagne, plus de 5.000.000 de tonnes de vaisseaux anglais étaient à l'ancre. Dans tous les ports des Etats-Unis, de nombreux vaisseaux attendent, dont les équipages licenciés sont nourris de soupes populaires. Les hommes qui ont affronté la guerre sous-marine et risqué des milliers de fois leur vie pour leurs exploiters, dorment maintenant sur les bancs dans les parcs et mangent ce qu'ils peuvent trouver. La classe dirigeante ne s'en occupe pas, la police devant suffire à les surveiller. Les prisons en sont remplies.

Les Conséquences de la Crise.

La crise n'affecte pas seulement les marins et les chauffeurs, mais aussi les officiers et les ingénieurs-mécaniciens spécialement formés pour répondre aux besoins de la période de guerre. Les défauts du capitalisme sont ainsi mis en relief. Et il n'est que des fous pour espérer une amélioration au sein du système économique actuel. Il est, certes, possible que les conflits des intérêts américains et anglais susciteront une nouvelle grande guerre qui intensifiera à nouveau la production, rendra nécessaire le transport, sur les points les plus reculés du globe, des armées et

de leurs instruments de mort. Si elle ne tient qu'aux besoins et aux désirs des capitalistes des deux pays, cette calamité est inévitable. Aucun travailleur sensé ne perdra son temps à espérer de la société actuelle qu'elle s'amende elle-même. Il y a là une impossibilité de fait. Ses contradictions sont au comble et elle est chargée de millions de crimes. Il nous appartient à nous, avant-garde intelligente des travailleurs des transports maritimes, de nous forger nos propres méthodes et notre propre mécanisme pour mettre un terme à cet état de choses absurde et chaotique, et construire la société nouvelle conforme aux aspirations de notre classe.

Les transports maritimes nous offrent maintenant le point vulnérable de l'armure capitaliste, le point stratégique où l'avant-garde ouvrière doit agir pour reconstruire plus tard le monde sur des bases communistes. Le mécontentement qui règne dans tous les ports facilite la création d'une nouvelle forme d'organisation industrielle, qui pourrait compter sur l'enthousiasme et le dévouement de toutes les grandes sections et répondrait aux exigences des républiques communistes du monde. L'heureux temps—si l'on peut dire—dont les travailleurs du transport maritime ont joui pendant la guerre, est à jamais passé. La sécurité dont le marin jouissait autrefois, au temps il était certain de toujours trouver un vaisseau où s'embaucher, n'existe plus. Le jour est venu où le travailleur des transports maritimes doit suivre le conseil de Marx (dans *Valeurs Prix et Profits*): «La fonction des syndicats, dit-il, doit être de transformer le système plutôt que d'en combattre les effets».

Les organisations nationales existantes sont impressionnantes, tant par leur aspect que par leur action. Les maîtres du transport maritime ont prodigieusement développé leur pouvoir, au cours des 6 dernières années. En relation avec leurs intérêts sur mer, ils ont de fortes positions dans les pays les plus arriérés de l'Orient et de l'Amérique du Sud. Tandis que la puissance des maîtres croissait prodigieusement, les organisations des marins déperissaient dans les ports et sur les bateaux. Il n'y a guère eu de mouvement avancé dans les organisations des marins, depuis le début de la guerre. La Fédération Internationale (jaune) des Marins n'a fédéré personne. Elle n'existe que sur le papier, elle est à la dévotion du patronat et de la Société des Nations. Les travailleurs des ports sont affiliés à la Fédération Internationale des Transports. Ces deux fédérations appartiennent à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam.

Le commencement d'une grande lutte maritime entre armateurs de différents pays menace de placer les travailleurs dans une situation bien plus précaire encore que celle qui leur est faite, en ces jours noirs de chômage et de pauvreté. Vaincront les associations qui disposeront de la plus grande capacité de travail et qui seront les mieux retranchées. L'usage du pétrole élimine un grand nombre de travailleurs. Ceux des chargeurs automatiques et des monte-charges éliminent les dockers et les débardeurs de charbon. Les bateaux à moteur Diesel n'ont plus besoin de chauffeurs, ni d'ouvriers construisant ou réparant

les chaudières. Les syndicats existants et leur précoce fédération n'ont pas la moindre idée de la façon dont ils feront face à ces grands changements industriels. Ils se bornent à suggérer à leurs membres d'exiger des différents gouvernements des allocations de chômage. Les fédérations encouragent le métier des renards internationaux et ne peuvent invoquer aucune action justifiant leur prétention de défendre les intérêts des marins. S'il y a eu des actes de solidarité, l'initiative en a appartenu aux travailleurs eux-mêmes. On n'a rien tenté pour donner dans les grands ports un statut, une situation précise aux vaisseaux étrangers. L'action du *lolly Georges*, par exemple, fut une bonne action parmi beaucoup de mauvaises et le résultat de l'enthousiasme des travailleurs qui agirent malgré leur fédération. Nous avons récemment vu, en Angleterre, se produire un incident lamentable entre les marins et les dockers du canal de Bristol, qui se sont disputés un certain travail et ont eu recours à la grève les uns contre les autres, bien qu'affiliés à la Fédération des Transports. Dans la grève des travailleurs des Transports Maritimes danois, nous avons vu l'an dernier des bâtiments danois desservis dans les ports internationaux par des hommes affiliés aux Fédérations Internationales des Marins et des Transports. Ces Internationales, organisatrices de banquets—car elles ne sont pas autre chose,—servent uniquement à justifier la dépense des fonds recueillis pour leurs chômeurs et leurs affamés. C'est un scandale dans le mouvement ouvrier, et il est du devoir du Conseil Provisoire des Syndicats Rouges de les combattre à outrance et de dénoncer leur inefficacité dans les luttes d'une époque révolutionnaire. Il n'y a en eux aucun élément utile.

Elles propagent le nationalisme et perpétuent la division entre travailleurs. Leurs leaders n'espèrent rien au-delà de la coupe de champagne et de la dinde truffée. Quand nous lisons le compte-rendu du banquet donné au Restaurant Holborn de Londres par l'Internationale d'Amsterdam ou celui du dîner offert par M. Havelock Wilson, membre du Parlement, commandeur d'un ordre de chevalerie de l'Empire Britannique, et la *National Seamen and Firemen Union of Great Britain* (Union Nationale des Marins et des Chauffeurs de Grande-Bretagne), ou quand nous lisons les invitations adressées par M. Damm, secrétaire de la Fédération Internationale des Travailleurs du Bord (*Seafarers*), aux personnalités les plus marquantes de la ploutocratie internationale, parmi lesquelles figurait M. Cuthbert Laws Esq., secrétaire de l'Association Patronale de la Marine Marchande, nous concevons qu'il n'y a pas de place dans le mouvement prolétarien pour des organisations semblables. Il nous faudrait pour en tirer parti en vue de notre conquête révolutionnaire, plus d'effort que pour convaincre à nos idées—l'Église orthodoxe, l'Église romaine et l'Association Chrétienne des jeunes gens!

Ces désolants amalgames d'organisations inutiles et nuisibles ne doivent pas avoir de place dans la direction de notre activité révolutionnaire. Nous devons prendre garde à ne pas faire du travail inutile et négatif. Or, ces organisations sont maintenant suspectes à leurs propres mem-

bres et ne vivent plus que grâce au manque d'initiative des militants avancés. De nouvelles organisations sont absolument nécessaires, il faut un nouveau mouvement prolétarien et viril. Il surgira tôt ou tard, et plutôt demain que plus tard.—Le vaste système du commerce et des communications internationales doit être pris en mains; ce sera là l'un des devoirs les plus importants de la nouvelle organisation internationale des Transports Maritimes. Le recensement du tonnage, etc., le calcul des trajets ne sont pas des travaux à remettre au lendemain de la révolution. Il s'agit d'une œuvre impérieusement nécessaire aujourd'hui même, le capitalisme devenant de plus en plus incapable de remplir sa tâche, ainsi que l'attestent les légions de chômeurs des différents pays. A une époque comme la nôtre, il est plus facile d'éduquer un nouvel édifice social que de perdre des années à réparer, à ranimer des institutions dont l'existence en régime capitaliste est plus ou moins fictive.

Le problème des transports maritimes est différent de celui des autres industries. La mer est le point de convergence de toutes les nationalités. Les travailleurs de la mer constituent l'élément le plus cosmopolite de la classe ouvrière. Ni les organisations nationales, ni les fédérations jaunes ne peuvent leur être utiles. Il y a parfois sur le même bâtiment une dizaine de métiers différents divisés en cinq organisations, par départements: marins, chauffeurs, mécaniciens, gens de service, opérateurs de télégraphie sans fil, cuisiniers et stewards. Il peut y avoir à bord, de 6 à 15 nationalités. Dans les ports et aux environs des ports, il y a toujours de nombreux ouvriers étrangers employés au déchargement des cargaisons et au transbordement du charbon. Aussi y a-t-il généralement des syndicats de différents pays, à bord du même bateau. Les fédérations jaunes ne les groupent pas en une organisation. Il ont pourtant besoin d'appartenir à la même organisation qui doit avoir des bureaux dans tous les ports, qui doit avoir de larges pouvoirs pendant les périodes de crise, pendant les boycottages et les dangers de guerre, qui doit être plus qu'un syndicat, un organisme éducateur, qui doit tendre à prendre le pouvoir pour exercer sur les routes de l'océan un nouveau contrôle, qui doit chercher à être plus puissante que le *Shipping Board* américain et trouver les éléments de sa puissance parmi les travailleurs désorganisés et terrorisés formant aujourd'hui les fédérations jaunes.

Une semblable organisation est aujourd'hui possible. Les travailleurs des transports maritimes en accueillent favorablement l'idée. On entend partout parler de la nécessité d'une union internationale. Je connais bien les hommes dont il s'agit, leurs idées et leurs espoirs. Ils sont loin d'être aussi attachés à leurs fédérations actuelles que se l'imaginent certains leaders communistes. Leur industrie, leur façon de vivre, le caractère migrateur que leur impose leur travail, la connaissance qu'ils ont de maints pays agissent sur leur tempérament. Flirter avec les bouffons discrédités de la Société des Nations n'est évidemment à leurs yeux que perdre le temps. L'heure

est venue de créer sur des bases révolutionnaires une Internationale militante des transports maritimes. Ce sera la seule forme d'organisation qui pourra donner aux travailleurs des transports maritimes quelque espoir en l'avenir. Ils sont fatigués des enterrements de première classe que leur ménagent les unions et les fédérations qui trahissent et raillent la faim des marins.

Le plus grand obstacle à tout progrès provient évidemment de la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne possède actuellement 34% environ de la flotte marchande mondiale; ses syndicats maritimes dominent la situation dans le monde, tant qu'ils s'agit des travailleurs. L'Union Nationale des Marins et des Chauffeurs (*National Seamen and Firemen Union*) est certainement la plus puissante des unions nationales existantes. C'est aussi la plus réactionnaire au monde, et elle est constituée de telle sorte qu'il est impossible d'y militer. Le commun de ses membres n'a ni droit ni pouvoir. Ses dirigeants tirent avantage du fait qu'il y a toujours au moins 40% de membres dispersés sur toutes les mers du globe. Et les travailleurs anglais des transports maritimes ne sont pas les seuls retenus par leur syndicat qui contribue fortement à entraver l'action des travailleurs du continent. Havelock Wilson et la fameuse Internationale des travailleurs du bord (*Seafarers*), dont il est le président et le dictateur, sont détestés dans toute l'industrie des transports maritimes. Il a su manœuvrer les congrès de Gênes, de Londres et de Bruxelles selon les intérêts des armateurs. A son retour de Gênes, il prononça devant les marins français, à Marseille, un discours plein de promesses qui n'ont pas été tenues et qui ne le seront pas, tant que son syndicat et ses fédérations entraveront le mouvement ouvrier.

Le patronat a maintenant la faculté de tirer tout le parti désirable de la crise économique actuelle. Les syndicats existants ne peuvent l'en empêcher. Havelock Wilson lui a donné tous les atouts. Mais aujourd'hui, le mouvement de révolte grandit de jour en jour, en Grande-Bretagne. Il y a dans chaque port une section qui combat le traître. Le besoin le plus urgent de l'heure, c'est de relier et de coordonner toutes ces forces insurgées et de déclarer avec elles la guerre aux formes inutiles et anachroniques de l'unionisme. Les syndicats de marins du Danemark, de Suède, d'Italie, de Norvège, d'Allemagne, de Belgique, de France et de Hollande fêteront la disparition d'une autorité dont tout travailleur de la mer énergique ou militant est écœuré. L'ancienne organisation doit être brisée et non amendée. La vie est trop courte pour qu'on perde son temps à couper les branches mortes d'un arbre pourri. Si nous n'avons pas assez d'énergie, de savoir et de sincérité pour bien faire les choses, nous n'avons qu'à constater notre faillite.

Les Comités de Bord doivent être à la base de notre organisation. Ils doivent comprendre des représentants du pont, des mécaniciens et des stewards. Chacun de ces trois départements doit avoir ses propres délégués qui désigneront à leur tour le délégué du bâtiment tout entier, chargé de le représenter dans tous les ports et de faire connaître aux bureaux côtiers la situation à bord et

la condition des hommes. Ce délégué devra être, autant que possible, un communiste et se chargera de tout travail de liaison qui pourra lui être assigné.

A la création de l'Internationale Maritime, guerre ouverte devra être faite au restant de la Fédération des Travailleurs du Bord (*Seafarers*) et aux petits syndicaux autonomes qui s'opposent à la lutte contre le capital. Des bureaux seront ouverts dans tous les ports et serviront à réunir en deux sections les organisations du port et des bateaux. Tous les bâtiments portant le pavillon de l'Internationale Maritime devront avoir le même statut, quel que soit le pavillon d'Etat arboré et la nationalité de l'équipage. Aucun bateau ne pourra être chargé ou déchargé, ravitaillé en charbon ou nettoyé avant que le délégué de l'équipage ait notifié que sa situation est régulière. Cette démonstration de puissance deviendrait parfaite par son application dans tous les ports.

Les organisations affiliées à l'Internationale Maritime devront visiter les chantiers de construction de vaisseaux, afin de discuter des commodités que présenteront les nouveaux bâtiments pour le personnel appelé à y vivre. Il importera de faire comprendre aux ouvriers des chantiers de construction qu'ils ne travaillent pas seulement à construire des bateaux pour le transport des passagers et des marchandises, mais aussi pour le logement de l'équipage. Les ouvriers confondront les compagnies de construction à introduire sur les bâtiments des installations commodes à l'usage de l'équipage: cabines séparées, salles à manger, club, bains chauds et froids, particulièrement nécessaires pour les chauffeurs après leur dur travail aux machines. J'ai visité l'an dernier, les grands chantiers de construction des environs de Glasgow et, en ma qualité de marin, je me suis entretenu avec les ouvriers. Ils n'avaient pas la moindre idée de ces points de vue, mais ils me promirent que leur comité ferait savoir aux constructeurs qu'ils cesseraient le travail si les logements de l'équipage n'étaient pas pourvus, sur les bâtiments en construction, des commodités désirables. Cette propagande par le fait apprend aux ouvriers à songer à leurs intérêts collectifs et leur enseigne un point de vue de classe, sans lequel des rébellions sans conséquence peuvent encore être possibles, mais une révolution fondamentale est assurément irréalisable.

L'Internationale Maritime se forme maintenant. Les vieilles formes d'organisation se brisent parce qu'elles ne peuvent pas survivre à la lutte. C'est très souvent le cas, en Grande-Bretagne. A Liverpool, Glasgow, Hull, Grimsby, Londres, docks et travailleurs du bord sont en conflit avec leurs unions. M. Havelock Wilson argue des raisons de santé pour ne pas se présenter aux meetings, alors que sa santé lui permet d'assister au banquet annuel de la Fédération des Armateurs. — M. Ben Tillet, M. P. est le leader de l'union des dockers. Ce monsieur qui ressemble davantage à un acteur en retraite qu'à un travailleur du port, est reçu à Buckingham Palace et fait certainement partie du cercle mineur des relations de la famille royale. Il faudrait beaucoup plus qu'un manteau rouge pour le transformer en un militant de la classe

qui lui a procuré argent en abondance, bon gîte, bons vêtements, et de quoi se faire masser la figure pour combattre les effets de l'absorption en trop grande quantité de liqueurs fines. Havelock Wilson reçoit aussi 1.400 livres par an, soit 27 livres par semaine; et il y a encore les petits profits du métier qu'un politicien habile n'a pas de peine à découvrir.

L'Internationale Maritime cherchera à former autour du monde un réseau serré d'organisations ouvrières. Elle veut le contrôle des mers. Elle comprend l'immensité du devoir qu'elle assume, mais elle sait qu'il le faut remplir. Elle fait entrer en ligne de compte le pouvoir de l'adversaire. Elle comprend trop bien la faiblesse des organisations existantes et qu'elles ne justifient aucun espoir. Mais elle voit nettement la route à suivre. Elle connaît les hommes employés dans son industrie, leurs besoins, leur façon de penser et leur psychologie. Leur pensée n'emploie pas les lourdes phrases coulumières aux académiciens; ils pensent comme on parle à bord: des heures de travail, des salaires, des rations alimentaires, des quais, des cordes, des mâts, des feux, des pelles, des pompes, des machines, des télescopes, des grues, des cargaisons, du charbon, du pétrole, des sextants, des ports et de toutes choses avec lesquelles on est en contact. Il est bien possible que pas un marin sur cent n'ait entendu parler de Karl Marx, ce qui ne les empêche pas de constituer tous, au point de vue révolutionnaire, une force magnifique. Ils connaissent leur travail et le connaissent bien. Or, combien de «terriens» connaissent le travail ou la vie des marins? combien connaissent le langage qui leur permet, quelles que soient les nationalités, de se comprendre aisément tous? Le fait est que cette catégorie de travailleurs produit des hommes d'initiative, capables de commencer les choses et de les achever. Sans eux, il ne peut y avoir de mouvement international du travail, il ne peut y avoir de fédération de Républiques Communistes. Et ma longue fréquentation des ports étrangers me permet de dire que ces hommes sont assez grands, pour peu qu'un nouveau travail constructif soit fait parmi eux, pour envoyer un jour les lords des grandes corporations maritimes travailler eux-mêmes sur les bateaux dont ils sont aujourd'hui les propriétaires.

Il n'y a pas d'industrie où le rôle d'une personne, placée en dehors du travail, soit moindre. Il n'y a pas d'industrie où le travail doive être aussi complètement industriel. Les travailleurs des transports maritimes ne pensent pas en termes politiques et ne se préoccupent de mots d'ordre politiques. Mais ils savent qu'ils ne peuvent sortir de leur condition misérable qu'en assumant le contrôle de leur industrie. Donnez donc à l'Internationale Maritime le peu de temps qu'il lui faut pour créer, dans tous les ports et sur tous les bateaux, une organisation unique de dockers et de marins, — et nous verrons ce que deviendra le pouvoir suprême du capital! La classe dominante ne pourra maintenir son système en vigueur pendant une semaine après que l'Internationale Maritime aura achevé son organisation des transports par mer.

Il ne peut y avoir aucune coquetterie avec les anciens bureaux, ni avec les unions qui les ont tolérés. Aucune organisation n'accordant pas tous les pouvoirs aux travailleurs, n'est aujourd'hui admissible. Mais nous avons surtout besoin des minorités militantes. En Allemagne, en Argentine, en Italie, en Hollande, en Finlande, en Australie, en Russie, nous aurons des organisations officielles. Nous avons de grands espoirs en Scandinavie, en Belgique, en France, en Grèce, en Espagne. Nous aurons avec nous les minorités militantes de Grande-Bretagne, d'Amérique du Nord, du Brésil et du Pérou. Nous aurons les dockers de l'Argentine, du Chili, de certains ports de l'Amérique du Nord, de la Nouvelle-Zélande et de la plupart des ports européens. Comment pourrions-nous perdre notre temps avec des formes d'organisations nationales désuètes, alors que nous avons la possibilité de bâtir une puissante organisation capable d'affronter en égale les trusts de la mer?

Nous savons bien quelle est la cause pour laquelle nous combattons. Nous voyons à la fois sa puissance formidable et sa faiblesse. Nous savons que le temps est avec nous. Nous savons que nous gagnerons le monde. Mais nous ne voulons pas attendre le dernier moment pour nous libérer du capitalisme. Tout le travail préparatoire comptera. Nous devons connaître ces choses, car le jour vient où le savoir déterminera la victoire et la défaite. L'Internationale Maritime est une nécessité impérieuse de l'heure présente. Elle nous donnera la possibilité d'avoir nos communications avec tous les pays. Nos méthodes de communication déferont tous les efforts de la classe ennemie. Chaque bateau sera un centre de propagande, un centre de diffusion de littérature, un moyen de transport sûr et rapide pour les camarades chargés des tâches les plus importantes du mouvement. Le travail illégal s'accomplira dans les meilleures conditions. Nos bureaux de communications recevront de l'Internationale Maritime les courriers les plus capables et les meilleurs organisateurs, car les marins constituent la corporation la plus cosmopolite. Notre œuvre doit donc être encouragée par tous les moyens et pouvoir se pleinement développer.

Le premier congrès des travailleurs révolutionnaires des transports maritimes se tiendra à Pétrograd, au mois d'août 1921. Il aura pour tâche de créer l'organisation ouvrière la plus vitale, la plus impérieusement nécessaire. Le Conseil des Syndicats Rouges et l'Internationale Communiste y trouveront dans la lutte contre le Capital et contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam un allié vaillant et hardi.

Tom BARKER

Délégué du Syndicat des Transports Maritimes de Buenos-Ayres et de New-York, et de la Fédération des Ouvriers des Ports de l'Argentine (de la Federación Obrera Regional Argentina).

Moscou, 26 avril 1921.



L. TROTSKY

RÉPONSE AU CAMARADE GORTER

(Discours prononcé à la Séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste du 24 novembre 1920).

Ne pouvant improviser un discours-programme, selon l'expression du camarade Zinoviev, je me bornerai à formuler ici quelques observations critiques concernant le discours-programme que le camarade Gorter a prononcé ici, en manière de rémontrance à l'Internationale Communiste. Force m'est de commencer par quelques observations préliminaires. Le camarade Gorter ne s'est pas borné à définir sa tendance; il nous a aussi lancés et éclairés, nous autres, altardés de l'Europe Orientale, au nom de l'Europe Occidentale. Je suis fâché de n'avoir pas vu le mandat du camarade Gorter, ce qui fait que je ne sais pas s'il est bien exactement mandaté par l'Europe Occidentale pour nous faire ces remontrances. Pour autant que j'en puis juger, le discours du camarade Gorter ne contient que la répétition des critiques et des formules qu'il a maintes fois opposées au programme et aux principes tactiques de la III^e Internationale, programme et principes que nous avons—nous autres, socialistes de l'Orient—énoncés en plein accord avec nos amis et camarades chaque jour plus nombreux de l'Europe Occidentale. Nous ne pouvons pas, d'autre part, ne pas nous rappeler que le camarade Gorter ne parle qu'au nom d'un petit groupe qui n'exerce que peu d'influence sur le mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale. Ce qu'il faut établir tout d'abord, afin d'éviter tout malentendu.

Si je voulais me comporter comme Gorter et situer les opinions révolutionnaires politiques dans les limites des coutumes nationales, je dirais que le camarade Gorter raisonne plutôt en hollandais qu'en Européen occidental. Il ne parle pas au nom de la France, de l'Allemagne, pays où le prolétariat a une grande expérience, il parle surtout au nom d'une fraction d'un petit parti hollandais lequel a certes ses mérites, mais n'en a pas moins été, jusqu'à présent, privé de la possibilité d'agir à la tête des grandes masses, en qualité de force révolutionnaire. C'est plutôt un parti de propagande qu'un parti de combat. Il contient des militants que nous apprécions hautement, mais qui n'encourent guère le reproche adressé de si haut par le camarade Gorter au camarade Zinoviev, à la suite de l'intervention de ce dernier au congrès de Halle, le reproche de vouloir à tout prix rallier les masses. Un parti qui a réussi à faire, dans quelques dizaines d'années, deux mille prosélytes, ne peut pas être accusé de rechercher la popularité, ou tout au moins de la rechercher avec succès. Mais il s'avère d'après le

camarade Gorter que, parmi les deux mille communistes hollandais qu'il a formés et au milieu desquels il s'est formé, l'unité de vues n'a pas été absolue quant à des événements capitaux: certains membres de ce parti ont, pendant la guerre, accusé certains autres de soutenir l'Entente. La Hollande est un beau pays, mais elle n'est pas encore entrée dans la voie des grandes luttes révolutionnaires où se forme la pensée de l'Internationale Communiste.

Gorter nous a reproché d'être trop russes. Il n'est assurément donné à personne de transformer totalement sa nature. Mais nous croyons tout de même que le camarade Gorter aborde la question d'une façon un peu trop géographique et, en politique, se rapproche un peu trop des opportunistes et des socialistes jaunes lorsqu'il nous dit: «Si les Chinois voulaient vous imposer, à vous, Russes, leur méthode et leur forme d'action, vous leur répondriez probablement qu'ils parlent trop chinois et que leurs propositions ne peuvent pas devenir obligatoires pour les Russes». Le camarade Gorter tombe ici, par l'extrême opposée, dans l'étroitesse nationale la plus bornée. Notre point de vue est que l'économie mondiale constitue un système organique défini, sur les bases duquel se développe la révolution mondiale prolétarienne; et l'Internationale Communiste s'oriente dans le complexe de l'économie mondiale en l'analysant par les méthodes scientifiques du marxisme et en tenant compte de l'expérience enlière des luttes passées. Ce qui, loin de les exclure, suppose des particularités de développement propres à chaque pays et des phases particulières de développement. Mais toutes ces particularités ont besoin, pour être appréciées avec justesse, d'être examinées en connexion avec la situation internationale. Ce que ne fait pas le camarade Gorter, et c'est pourquoi il lui arrive de se tromper si cruellement.

C'est ainsi que, lorsqu'il affirme que le prolétariat hollandais est seul dans la lutte, alors que le prolétariat russe a l'appui des masses paysannes, cette affirmation est trop unilatérale et, partant, inexacte. Le prolétariat anglais n'est pas si isolé que cela, l'empire anglais s'étendant sur les deux hémisphères. L'industrie anglaise et la situation du capital anglais dépendent en tout des colonies; l'action du prolétariat anglais dépend donc de celle des masses populaires des colonies. L'action du prolétariat anglais contre le capital de la métropole doit être également orientée conformément aux intérêts et à l'état d'esprit du

payson indou. Les prolétaires anglais ne remporteront pas de victoire définitive, tant que les peuples de l'Inde ne se lèveront pas et tant qu'il n'aura pas, lui-même, donné à leur action un but et un programme; en Inde, d'autre part, la victoire est impossible sans le concours et la direction du prolétariat anglais. Et voici la collaboration révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie de l'empire britannique.

Nous nous trouvons, tant au point de vue social qu'au point de vue géographique, au point de divergence des pays possesseurs des colonies et des pays colonisés. Nous étions colonisés, en ce sens que les plus grandes fabriques de Pétrograd et de Moscou nous étaient fournies par la finance européenne et américaine qui en recevaient la plus-value. Le fait que le capitaliste industriel russe n'était, en réalité, que le troisième intermédiaire du capital financier international conférait immédiatement à l'action du prolétariat russe une portée révolutionnaire internationale. Les ouvriers russes se heurtaient d'une part, au capital financier coalisé russe, français, belge, etc. et de l'autre, aux masses paysannes arriérées, encore maintenues dans une sorte de demi-servage. Nous avions en quelque sorte chez nous, simultanément, Londres et les Indes. Bien que très arriérés, nous nous rapprochions ainsi des problèmes européens et des problèmes mondiaux, envisagés dans leur plus grande ampleur historique.

Mais ce n'est pas seulement par la question nationale, que nous nous sommes formé notre conception de l'action révolutionnaire. Dès nos premiers pas, nous avons reçu l'enseignement de Marx, enrichi par toute l'expérience d'un demi-siècle de luttes prolétariennes et, c'est à l'aide de la méthode marxiste que nous avons analysé les conditions de lutte qui nous étaient faites à nous-mêmes. A seule fin de nous libérer tant soit peu du reproche d'inertie russe que l'on nous fait, je me permettrai de rappeler ici que nombreux sont ceux d'entre nous qui ont, pendant de longues années, participé aux mouvements ouvriers de l'Europe Occidentale. La plupart des chefs du parti communiste russe ont vécu et militent en Allemagne, en Autriche, en France, en Angleterre, en Amérique, avec les meilleurs militants de ces pays. Et ce n'est pas quelque théorie purement russe qui nous a aidé à comprendre les événements de Russie et à les rattacher à la révolution mondiale. C'est la théorie marxiste et le fait que des générations entières de révolutionnaires russes ont passé par les écoles révolutionnaires de l'Europe Occidentale. Je me permettrai seulement d'ajouter à cela que les auteurs du *Manifeste Communiste* appartenaient aussi, de leur temps, au peuple de l'Europe le plus arriéré sous le rapport industriel. Mais, armés d'une méthode qu'ils s'étaient faite, ils se basaient, dans leur estimation de la situation en Allemagne, sur l'expérience des révolutions françaises et du capitalisme anglais.

Je le répète, quand le camarade Gorter dit qu'au contraire de ce qui s'est vu en Russie, le prolétariat d'Occident sera tout à fait seul, il souligne ainsi une différence de situation indis-

table entre la classe paysanne russe et celle de l'Europe Occidentale. Mais il passe outre un fait plus important encore, qui est le caractère international de la révolution même et des relations sociales. Il aborde la question du point de vue insulaire anglais, oubliant et l'Asie et l'Afrique, oubliant la connexion de la révolution prolétarienne en Occident avec les révolutions nationales agraires de l'Orient. Et c'est ici, le falon d'Achille du camarade Gorter.

Dans la question des syndicats d'industrie, l'attitude du camarade Gorter est tout à fait déconcertante. Il semble parfois que la question se réduise pour lui à une modification des formes d'organisation. A la vérité, la question est ici beaucoup plus profonde. Tout le discours du camarade Gorter exprime la peur de la masse. Le camarade Gorter est surtout un pessimiste. Il ne croit pas à la révolution prolétarienne. Ce n'est pas pour rien qu'il a parlé avec un tel dédain de la poursuite des masses par la Troisième Internationale. Il parle de la révolution sociale en poète, mais il n'a pas confiance en les bases matérielles de la révolution, en la classe ouvrière. Son point de vue est essentiellement individualiste et aristocratique. Or, l'aristocratie révolutionnaire est nécessairement pessimiste. Gorter soutient que nous ne savons pas, nous, orientaux, combien la classe ouvrière s'est embourgeoisée et que plus nous avons avec nous de masses, plus le danger est grand pour nous. Tel est bien le leit-motiv de son discours. Il ne croit pas à l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière. Il ne voit pas l'épaisseur du prolétariat sous la mince couche de bureaucrates privilégiés qui le recouvre.

Que suppose donc Gorter? Que veut-il? De la propagande. En réalité, toute sa méthode est là. La révolution, dit-il, dépend non des besoins et des conditions économiques, mais de la conscience des masses; et celle-ci se forme par la propagande. La propagande est ici comprise dans un esprit tout à fait idéaliste, voisin de celui des vulgarisateurs rationalistes du XVIII^e siècle. Si la révolution dépend non des conditions d'existence des masses ou davantage de la propagande que de ces conditions, pourquoi ne l'avez-vous pas faite en Hollande? Vous voulez maintenant substituer en réalité au développement efficace de l'Internationale, les méthodes de propagande et de sélection de travailleurs isolés. Vous voulez avoir une Internationale pure, je ne sais quelle Internationale de « purs », mais votre expérience hollandaise devrait bien vous enseigner qu'avec cette façon de faire, des désaccords graves se produisent dans l'organisation la mieux sélectionnée.

Son point de vue idéaliste fait que le camarade Gorter tombe d'une contradiction dans l'autre. Il commence par la propagande qui embrasse à ses yeux toute l'éducation des masses et affirme ensuite que les révolutions se font avec des actes, et non avec des paroles. Cette affirmation lui est nécessaire pour l'action anti-parlementaire. Il est quelque peu édifiant que le camarade Gorter a dû prononcer un discours d'une heure et demie, pour nous prouver que les révolutions se font

avec des actes et non avec des paroles. Nous l'avions auparavant entendu dire que les masses peuvent cependant y être préparées par la propagande, c'est-à-dire par des discours. Le fait que Gorter veut former un groupe choisi d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains qui, sans s'abaisser à des actions vulgaires, telle que la participation aux élections ou au mouvement syndical, éduquerait les masses par des discours et des articles impeccables, jusqu'au moment où ces masses pourraient accomplir la révolution communiste. Je le répète, ces idées sont profondément pénétrées d'un esprit individualiste.

L'affirmation anti-révolutionnaire de Gorter, suivant laquelle la classe ouvrière de l'Europe Occidentale s'est, dans son entier, embourgeoisée, est radicalement fautive. S'il en était ainsi, cette constatation équivaldrait à un verdict de mort prononcé sur toutes nos espérances. Combattre la puissance d'un capital qui a réussi à embourgeoiser le prolétariat et la combattre par la propagande de quelques élus, serait désespérément utopique. Mais la vérité est que quelques sommets de la classe ouvrière, assez nombreux il est vrai, se sont, seuls, embourgeoisés.

Considérons les syndicats. Avant la guerre, ils groupaient, en Allemagne et en Angleterre, deux ou trois millions de travailleurs, en France près de 300.000 hommes. Ils englobent maintenant 8 ou 9 millions d'hommes en Allemagne et en Angleterre, et plus de deux millions d'hommes en France. Comment pourrions-nous tenter d'agir sur les masses, en dehors de ces puissantes organisations dans lesquelles la guerre a fait rentrer des millions d'ouvriers! Gorter a montré qu'il restait pourtant en dehors des syndicats plus d'ouvriers qu'il n'y a de syndiqués. Et c'est vrai, d'une façon générale. Mais comment Gorter compte-t-il agir sur ces masses arriérées qui, même à la suite du bouleversement formidable de la guerre, n'ont pas adhéré aux organisations économiques du prolétariat? Pense-t-il que, seuls, les prolétaires embourgeoisés se sont syndiqués, alors que les purs sont restés en dehors des syndicats? Ce serait naïf. Outre quelques centaines de milliers d'ouvriers privilégiés et corrompus, les éléments les plus conscients et les plus militants sont entrés par millions dans les syndicats, et nous ne trouverons pas pas en dehors d'eux de chemins pour aller vers les couches arriérées et les plus opprimées du prolétariat. La formation des noyaux communistes dans les syndicats signifie la pénétration de notre parti au sein des éléments les plus actifs, les plus conscients et par conséquent les plus accessibles, à notre point de vue, de la classe ouvrière. Celui qui ne le comprend pas, celui qui ne voit pas derrière la mince écorce de privilégiés et de bureaucrates de la classe ouvrière, la grande masse des prolétaires syndiqués, celui qui prétend agir en dehors des syndicats, risque de clamer dans le désert.

Gorter considère le syndicat et le parlementarisme comme des grandeurs une fois données, comme des catégories situées en dehors de l'histoire. Et comme les social-démocrates ne sont pas arrivés à faire la révolution en se servant des syndicats et du parlementarisme, Gorter pro-

pose de tourner le dos à l'un et à l'autre, sans remarquer que ce serait, en ce moment, se détourner de la classe ouvrière.

A la vérité, la social-démocratie, avec laquelle nous avons rompu en fondant la III^e Internationale, a marqué une époque dans le développement de la classe ouvrière, l'époque de la réformation et non de la révolution. L'historien de l'avenir comparant le développement de la bourgeoisie et celui du prolétariat dira que la classe ouvrière a eu, elle aussi, sa période de réformation.

Quel fut le trait essentiel de cette dernière? Éveillée à l'action historique autonome, la bourgeoisie ne se donna pas tout d'abord pour tâche de conquérir le pouvoir; elle tenta de s'assurer, dans la société féodale même, des conditions d'existence plus confortables, mieux adaptées à ses besoins. Elle élargit dans ce but les cadres de l'état féodal, elle le transforma, elle en fit une monarchie bureaucratique. Elle transfigura la religion en l'individualisant, c'est-à-dire en l'adaptant à l'esprit bourgeois. Ces tendances exprimèrent la faiblesse historique relative de la bourgeoisie. Mais s'étant assurés ces positions, la bourgeoisie alla à la conquête du pouvoir. La social-démocratie, elle, s'est révélée incapable de transformer le marxisme en action social-révolutionnaire. Le rôle de la social-démocratie s'est réduit à l'utilisation de la société bourgeoise et de l'état dans les intérêts des masses ouvrières. Bien que la conquête du pouvoir fût son but réel, cette idée n'eut aucune influence pratique. L'action parlementaire consista non à tirer parti révolutionnaire du parlementarisme, mais à adapter la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise. Cette adaptation d'un prolétariat encore insuffisamment conscient de sa propre force aux conditions sociales, à l'étatisme, à l'idéologie de la société bourgeoise, fut évidemment un procès historique, mais rien qu'un procès historique, c'est-à-dire limité par certaines conditions de l'époque. L'époque de réformation prolétarienne créa son mécanisme de bureaucratie ouvrière, qui eut ses habitudes de pensée, sa routine, sa mesquinerie, sa malléabilité, sa myopie. Gorter confond ce mécanisme de bureaucratie avec les masses prolétariennes sur l'échine desquelles il s'est formé; d'où, les illusions idéalistes du camarade Gorter. Sa conception n'est pas matérialiste, n'est pas historique. Il ne comprend pas les relations réciproques entre une classe et un mécanisme historique temporaire, entre une époque passée et le temps présent. Il déclare: les syndicats ont fait faillite, la social-démocratie a fait faillite, le communisme a fait faillite et la classe ouvrière s'est embourgeoisée. Il faut commencer par le commencement avec un groupe d'élus qui, en dehors de toutes les vieilles modalités d'organisation, apporteront au prolétariat la vérité pure, le nettoieront des préjugés bourgeois et le prépareront enfin à la révolution prolétarienne. Comme je l'ai déjà dit, cette hauteur idéaliste n'est que le revers du scepticisme le plus profond.

Dés maintenant, à l'égard de l'époque à laquelle nous vivons et, plus particulièrement, à l'égard de la révolution allemande, Gorter conserve toutes les particularités de sa pensée anti-

matérialiste, anti-dialectique, anti-historique. Voici deux ans que la révolution dure en Allemagne. Nous observons là-bas la succession des groupements, des états d'esprit, des méthodes. Cette succession se fait dans un certain ordre que l'on aurait pu et dû prévoir et que nous avons prévu en nous basant sur notre expérience et sur l'analyse des faits. Le camarade Gorter n'a cependant pas la moindre possibilité de nous donner un semblant de preuve, ou même de nous dire que le point de vue qu'il défend se développe systématiquement en Allemagne et y accroît son influence en s'enrichissant d'expérience révolutionnaire.

Le camarade Gorter parle avec le plus grand mépris de la scission qui s'est produite parmi les indépendants d'Allemagne. C'est, à ses yeux, un épisode insignifiant de l'existence des opportunistes et des discoureurs petit-bourgeois. Appréciation qui ne fait que prouver combien est superficiel le point de vue de Gorter. Car l'Internationale Communiste, dès sa période de gestation, avant sa fondation formelle, prévoyait—dans la personne de ces théoriciens—la formation inéluctable du parti des indépendants, sa transformation ultérieure et la scission. Nous prédisions cette dernière, au début de la révolution. Nous y tendions. Nous la préparions avec les communistes allemands. Nous y sommes arrivés. La formation en Allemagne d'un parti communiste unifié n'est pas un épisode insignifiant, mais un fait historique de la plus grande importance. Ce fait historique prouve, une fois de plus, la justesse de nos prévisions historiques et de notre tactique. Le camarade Gorter, avec ses discours de propagande formelle, avec ses discours rationalistes, devrait bien réfléchir avant de vouer à l'anathème une tendance qui croit avec la révolution et qui, prévoyant elle-même son lendemain et son surlendemain, se donne des buts clairs et sait les atteindre. Mais, revenons au parlementarisme. Gorter nous dit: Vous, orientaux que la démocratie bourgeoise et que la culture bourgeoise n'ont point séduits, vous ne vous rendez pas compte de ce que signifie, pour le mouvement ouvrier, le parlementarisme. Puis, afin de nous éclairer un tantinet, le camarade Gorter nous fait connaître l'influence dissolvante du réformisme parlementaire. Mais, si l'intelligence bornée des orientaux ne sait pas s'orienter dans ces questions, ce n'est vraiment pas la peine de la discuter avec nous. Je crains que le camarade Gorter, au lieu de nous apporter les derniers mots de la pensée révolutionnaire d'Europe Occidentale, n'en exprime qu'un aspect, l'aspect conservateur et borné. Le *Manifeste Communiste* parut en son temps, et paraît encore aujourd'hui, à nombre de socialistes français et anglais le produit de la culture allemande et d'un état d'esprit politique arriéré. Mais l'argument du méridien n'est pas assez convaincant. Bien que nous nous trouvions en ce moment au méridien de Moscou, nous nous considérons comme les représentants de l'expérience de la classe ouvrière, nous connaissons—et ce n'est pas seulement par des brochures—la lutte contre le réformisme dans le mouvement ouvrier international, nous avons observé de près, et avec sens critique, le

parlementarisme social-démocrate dans divers pays et nous nous représentons avec une netteté satisfaisante sa place dans le développement de la classe ouvrière.

A en croire Gorter, il y a dans les cœurs ouvriers trop de servilité à l'endroit du parlementarisme. C'est vrai. Mais il faut ajouter que dans les cœurs de certains idéologues, cette servilité est complétée par une sorte de crainte mystique du parlementarisme. Gorter pense qu'en faisant un détour d'un kilomètre pour ne pas passer par le Parlement, on verra diminuer ou disparaître la servilité des ouvriers devant le parlementarisme. Tactique qui repose sur des superstitions idéalistes, et non sur des réalités. Le point de vue communiste considère le parlementarisme, en rapport avec toutes les situations politiques, sans fétichisme, sans lui donner une valeur positive ou négative. Le Parlement est un instrument de duperie politique, destiné à endormir les masses, à répandre les illusions et les préjugés de la démocratie politique, etc. Voilà qui est indiscutable. Mais le Parlement occupe-t-il en cette matière une position isolée? Les journaux et tout d'abord, les journaux social-démocrates ne répandent-ils pas le poison petit-bourgeois? Ne devons-nous pas pour cette raison renoncer à la presse en tant que moyen de propagande communiste parmi les masses, ou encore faut-il penser que l'attitude du groupe Gorter envers le parlementarisme compromettra ce dernier? S'il en était ainsi, cela voudrait dire que l'idée de la révolution communiste représentée par le camarade Gorter se place, aux yeux des masses, au-dessus de tout. Mais alors le prolétariat pourrait sans effort chasser le Parlement et prendre le pouvoir. Or, ce n'est pas le cas. Gorter lui-même, loin de nier la servilité des masses devant le parlementarisme, l'exagère plutôt sans mesure. Et quelle conclusion en tire-t-il? Qu'il faut conserver la pureté de son groupe, c'est-à-dire de sa secte. En fin de compte, les arguments anti-parlementaires de Gorter peuvent servir contre toutes les formes de la lutte de classe du prolétariat, car toutes ces formes et toutes ces méthodes ont été profondément contaminées par l'opportunistisme, le réformisme et le nationalisme. En combattant l'action dans les syndicats et dans le Parlement, Gorter ignore la différence entre la III^e Internationale et la II^e, entre le communisme et la social-démocratie et, ce qui est plus grave, ne se rend pas compte de la différence de deux époques historiques et de deux conjonctures mondiales.

Gorter reconnaît d'ailleurs lui-même que les discours parlementaires de Liebknecht eurent avant la révolution une portée considérable. Mais, dit-il, la révolution commencée, le parlementarisme perd toute raison d'être. Le camarade Gorter néglige par malheur de nous dire de quelle révolution il est question. Liebknecht parlait au Reichstag, à la veille de la révolution bourgeoise: maintenant le gouvernement bourgeois et le pays entier vont, en Allemagne, au-devant de leur révolution prolétarienne. En France, la révolution bourgeoise s'est accomplie il y a longtemps, la révolution prolétarienne n'a pas eu lieu et rien ne nous garantit

qu'elle aura lieu demain, dans une semaine, ou même dans un an. Gorter reconnaît, comme nous lui avons entendu dire, que l'utilisation du parlementarisme est admissible et opportune avant la révolution. Voilà qui est parfait. Mais, hélas! L'Allemagne, la France, l'Angleterre, la plupart des pays civilisés du monde ne sont pas encore entrés dans la révolution prolétarienne. Nous traversons l'époque de préparation de celle-ci. Si les discours parlementaires de Liebknecht pouvaient avoir avant la révolution une signification révolutionnaire, pourquoi Gorter se refuse-t-il à admettre le parlementarisme, à l'époque préparatoire actuelle? Ou bien ne voit-il pas l'intervalle entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne allemande, intervalle de deux ans qui peut se prolonger encore? Nous observons ici chez le camarade Gorter un manque évident de réflexion qui l'amène à des contradictions. Il considère, semble-t-il, que l'Allemagne étant «d'une façon générale» entrée dans la période révolutionnaire, il faut «d'une façon générale» répudier le parlementarisme. Mais comment faire dans ce cas, avec la France? Les préjugés idéalistes peuvent seuls nous dicter le refus d'utiliser la tribune parlementaire dont nous pouvons et devons tirer parti, afin précisément de saper dans les milieux ouvriers la supériorité parlementaire et celle de la démocratie bourgeoise.

Il est très vraisemblable que toute parole prononcée par Liebknecht au Parlement, dans l'Allemagne pré-révolutionnaire, y trouvait beaucoup plus d'écho qu'elle n'en trouverait aujourd'hui. J'admets d'ailleurs qu'à une époque où l'on sent venir la révolution, les discours parlementaires les plus révolutionnaires ne peuvent produire l'effet qu'ils produisaient ou pouvaient produire il y a quelques années, lorsque le militarisme atteignait son apogée. Nous ne disons pas que l'importance du parlementarisme soit toujours et partout la même. Au contraire, le parlementarisme et sa place dans l'action du prolétariat doivent être examinés du point de vue des situations concrètes, dans le temps et l'espace. Mais c'est précisément la raison pour laquelle la répudiation absolue du parlementarisme est bien une sorte de préjugés bien caractérisés. En dernier lieu, elle équivaut à la crainte ridicule de ce vertueux personnage qui ne sortait pas de chez lui pour ne point rencontrer la tentation. Révolutionnaire et communiste, militant sous le contrôle et la direction effectifs d'un parti prolétarien centralisé, je puis travailler dans les syndicats, au front, dans les journaux, sur les barricades, au Parlement, tout en restant ce que je dois être, non un parlementaire, non un gazéteur, non un fonctionnaire syndical, mais bien un révolutionnaire communiste qui tire parti de tous les moyens, dans l'intérêt de la révolution social.

Enfin, le dernier chapitre de Gorter s'intitule: *La Masse et les Chefs*. L'idéalisme et le formalisme de mon contradicteur s'y expriment avec autant de netteté que partout ailleurs. «Ne recherchez pas l'appui des grandes masses, nous recommande le camarade Gorter; mieux vaut n'avoir qu'un petit nombre de bons camarades».

Telle quelle, cette formule est dénuée de sens. Tout d'abord, nous voyons par l'exemple de la Hollande et de bien d'autres endroits que le petit nombre des membres organisés, conservé avec le plus grand soin, ne préserve pas les partis des oscillations idéologiques, mais facilite même ces dernières dans une certaine mesure, car une organisation du type des sectes ne peut avoir la stabilité voulue. En second lieu, et c'est l'essentiel, n'oublions pas que la révolution est notre but. Or, la révolution ne peut être dirigée que par une organisation de masse. L'action de Gorter contre le «culte des chefs» a un caractère purement idéaliste, presque verbal, et il tombe à chaque instant dans des contradictions. «Point n'est besoin de chefs, déclare-t-il, le centre de gravité de l'action doit être transportée dans les masses». Mais, d'autre part, il nous conseille de ne pas rechercher l'appui des masses. Les relations entre le parti et la classe ouvrière se définissent, à l'entendre, comme des relations purement pédagogiques entre une petite association de propagandistes et le prolétariat contaminé par la bourgeoisie. Mais c'est précisément dans les organisations où règne la peur de la masse, où l'on ne leur fait point confiance, où l'on veut recruter des adhérents par la propagande individuelle, où le travail se fait non sur les bases de la lutte des classes, mais sur celles d'un enseignement idéaliste, c'est précisément dans ces organisations que les chefs jouent un rôle tout à fait exagéré. Je n'ai pas besoin de citer des exemples. Le camarade Gorter en trouvera lui-même un grand nombre (*Exclamations*: «Le parti communiste allemand!») L'histoire du Parti Communiste Allemand est encore trop récente. Ce parti n'a encore conduit les masses que dans une trop faible mesure pour qu'on puisse le citer dans le but de définir les rapports entre les chefs et les masses. Ce n'est qu'à présent, après la scission du Parti des Indépendants, scission qui s'est produite grâce au travail du parti communiste—et malgré ses incontestables fautes isolées que vous vous attachez à souligner,—ce n'est qu'à présent que s'ouvre une nouvelle époque dans la vie du prolétariat et du communisme allemand. L'éducation des masses et la sélection des chefs, le développement de la spontanéité des masses et l'insitution d'un contrôle sur les chefs, sont autant de faits interdépendants qui se conditionnent les uns des autres. Je ne connais pas de recettes qui permettent de reporter artificiellement le centre de l'action des chefs aux masses. Gorter indique la propagande d'un groupe choisi. Admettons-le un instant. Mais tant que cette propagande n'aura pas conquis les masses, le centre de l'action sera évidemment parmi ceux qui la feront, chefs et initiateurs. La lutte contre les chefs ne fait le plus souvent qu'exprimer d'une façon démagogique la lutte contre les idées et les méthodes représentées par certains chefs. Si ces idées et ces méthodes sont bonnes, l'influence des chefs en question correspond à celle de bonne méthode et de bonnes idées, et ne parle au nom de la masse que ceux qui savent conquérir la masse. De façon générale, les rapports entre la masse et les chefs dépendent du niveau politique et intellectuel de la classe



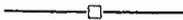
V. D. HAYWOOD

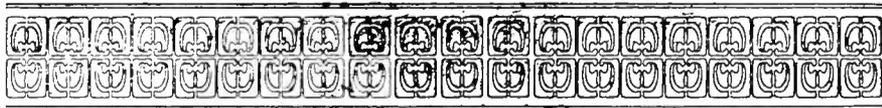
ouvrière, du fait qu'elle a ou n'a pas de traditions révolutionnaires et l'habitude d'agir avec ensemble, et, enfin, de l'épaisseur de la couche prolétarienne qui a passé par les écoles de la lutte des classes et de l'éducation marxiste. Il n'y a pas de problème des chefs et de la masse considérés en soi. Élargissant toujours sa sphère d'influence, pénétrant tous les domaines de la vie et de l'action de la classe ouvrière, entraînant dans la lutte pour la transformation sociale des masses ouvrières toujours plus larges, le parti communiste approfondit et élargit, par là-même, la spontanéité des masses ouvrières, sans pour cela diminuer le rôle des chefs, auquel il donne au contraire une ampleur historique sans précédent, mais qu'il rattache plus étroitement à l'action spontanée des masses et qu'il soumet à leur contrôle conscient et organisé.

Gorter soutient qu'on ne peut pas commencer la révolution, tant que les chefs n'auront suffisamment élevé le niveau mental de la classe ouvrière pour que celle-ci comprenne bien sa mission historique. Mais c'est là l'idéalisme le plus pur! Comme si le commencement de la révolution pouvait en réalité dépendre du degré d'éducation de la classe ouvrière et non d'une série d'autres facteurs—intérieurs et internationaux—économiques et politiques et, en particulier, des besoins des masses laborieuses les plus déshéritées, car—n'en déplaise au camarade Gorter—le besoin demeure le ressort le plus important de la révolution prolétarienne. Il se peut très bien que la révolution se produise en Hollande par suite de l'aggravation ultérieure de la situation de l'Europe, à un moment où le Parti Communiste Hollandais ne sera encore qu'un groupe numériquement faible. Entrés dans le tourbillon révolutionnaire, les ouvriers hollandais ne se demanderont pas s'ils doivent ou non, attendre que le parti communiste ait achevé leur préparation à une participation tout à fait consciente et concertée aux événements.— Il est tout à fait probable que l'Angleterre entrera dans la révolution prolétarienne avec un parti communiste relativement peu nombreux. Il n'y a rien à y faire, la propagande des idées communistes n'étant pas le facteur unique de l'histoire. Il n'y a qu'une conclusion à en tirer. C'est que la classe ouvrière anglaise, si l'intervention de grandes causes historiques l'entraîne d'ici peu dans la révolution prolétarienne, devra au cours de sa lutte pour le pouvoir et aussitôt après la conquête du pouvoir créer son parti des masses, l'élargir et l'affermir; et que, dans la première période de la révolution, le Parti Communiste Anglais devra, sans se détacher du mouvement et en tenant compte du degré d'organisation et de conscience du prolétariat, s'efforcer de développer au sein des événements le maximum de conscience communiste. Mais, revenons à l'Alle-

Allemagne. A l'heure où s'ouvrit l'époque révolutionnaire, il n'y avait pas en Allemagne d'organisation de parti prête au combat. La classe ouvrière se vit obligée de former son parti révolutionnaire dans le feu même de l'action. D'où, le caractère prolongé de cette lutte et ses grands sacrifices. Qu'observons-nous, en Allemagne? Des offensives et des retraites, des insurrections et des défaites, des passages de l'offensive à la défensive, l'auto-critique, l'auto-épuration, les scissions, la révision des méthodes et le changement des chefs, de nouvelles scissions et de nouvelles unions. Dans ce creuset, un parti communiste authentique se forme par une formidable expérience révolutionnaire. Considérer avec dédain ce long procès comme une «brouille de chefs», comme des querelles de famille entre opportunistes, etc., n'est que la preuve d'une myopie excessive,—pour ne point parler de cécité. Quand on voit comme la classe ouvrière allemande a permis à ses chefs, les Scheidemann et les Eberl, de l'asservir au nom de l'impérialisme, comme elle a ensuite rompu avec ces impérialistes, et, cherchant une orientation nouvelle, accordé une influence temporaire aux Hilferding et aux Kautsky, comme ensuite la fraction la meilleure et la plus combative des masses ouvrières allemandes a créé son parti communiste, d'abord peu nombreux, mais qui comptait avec raison et fermeté sur les progrès ultérieurs de l'esprit révolutionnaire; quand on observe encore la différenciation des éléments opportunistes et révolutionnaires et la scission entre la démocratie ouvrière et les masses révolutionnaires—celles-ci entraînant avec elles les meilleurs chefs—dans le parti des Indépendants, quand on veut apprécier ce procès dans toute son ampleur, non du point de vue d'un pédant, mais de celui du révolutionnaire matérialiste,—on se dit: ici, dans les cadres du Parti Communiste Unifié, se créaient sur des bases nouvelles les conditions nouvelles du développement véritable du parti révolutionnaire prolétarien. Si le camarade Gorter ne le voit pas, nous ne pouvons qu'en être fâchés. Si l'organisation du K. A. P. D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand) qu'il représente ici et qui embrasse assurément bon nombre de vaillants révolutionnaires ouvriers, si cette organisation peu nombreuse craint d'entrer dans le Parti Communiste Unifié qui se forme non par un recrutement superficiel, mais dans les souffrances de la révolution, après de longues lutttes, des scissions et des épurations, cette crainte prouve seulement que les chefs du K. A. P. D. jouent encore un trop grand rôle dans leur propre parti et communiquent aux ouvriers qu'ils dirigent cette défiance envers les masses prolétariennes dont le discours du camarade Gorter était pénétré.

L. TROTSKY.





A. LOUNATCHARSKY

LA III-e INTERNATIONALE ET LES INTELLECTUELS

Il serait sans doute superflu de donner aux camarades des pays d'Europe Occidentale des preuves théoriques ou pratiques, faciles à tirer de l'expérience du régime des soviets en Russie, pour les convaincre que la conquête des intellectuels par le prolétariat est l'une des tâches essentielles de la grande révolution sociale. Il s'agit, dans le plein sens du mot, d'une conquête. Avant les résultats de la guerre impérialiste, les intellectuels d'Europe Occidentale étaient en effet dans leur immense majorité, comme en Russie même, à l'exception d'une partie de la jeunesse et de quelques individualités isolées, enlizados dans la médiocrité et directement ou indirectement attachés à la bourgeoisie et à l'ancien régime. Les éléments intellectuels, dépourvus de pensée politique (et il faut dire, à la grande honte d'une catégorie sociale qui croit être le sel de la terre, que les gens dépourvus de convictions politiques y sont très nombreux), étaient en quelque sorte l'objet des conflits sociaux. Les classes politiquement actives, propriétaires, bourgeoisie, prolétariat, se disputaient les intellectuels de même qu'elles se disputaient les machines et les chemins de fer. Mais, de même que le prolétariat s'empare, au cours de la révolution, d'un matériel inerte qu'il doit apprendre à gouverner physiquement, il doit apprendre à gouverner moralement le matériel vivant que présentent à ses yeux les éléments intellectuels politiquement inertes.

Ces éléments intellectuels, nourrissant une sorte d'aversion pour les couches sociales inférieures qui ont osé devenir dirigeantes, secourus par la désagrégation des moeurs, tout à fait inaccoutumés à satisfaire aux nouveaux besoins créés par les nouvelles conditions d'existence, ces éléments intellectuels ont d'abord tenté de manifester ce qu'on pourrait appeler une sorte d'activité passive, c'est-à-dire, sous des formes plus ou moins organisées, ont tenté de faire du sabotage. Le prolétariat russe a su réagir avec l'énergie voulue, et le sabotage actif a été brisé. On ne peut en dire autant du sabotage passif. Jusqu'à présent, la médiocrité intellectuelle continue de murmurer contre le pouvoir, de colporter sur les communistes les plus absurdes potins, de se réjouir de leur moindre insuccès et, parfois même, ce qui cause le plus grand préjudice au pays tout entier, de déplorer les succès et parfois même ceux qui sont à l'avantage de la population tout entière.

Apprendre à gouverner cette masse, cela veut dire en premier lieu, conquérir sa sympathie ou, en d'autres termes, conquérir à la politique communiste la plus grande partie d'une amorphe médiocrité; en second lieu, inciter les intellectuels à un travail réel et fécond dans l'esprit de leur spécialité, après avoir préparé leur utilisation; en troisième lieu, créer un régime qui, sans leur répugner, sans les soumettre à des travaux obligatoires, n'en assurera pas moins un contrôle ouvrier suffisant sur tous ceux dont on ne peut considérer la sympathie comme digne de confiance. C'est dans ce sens que le Parti Communiste Russe oriente sa politique à l'égard de ses éléments. Mais en Europe Occidentale, la condition devenue misérable des intellectuels, surtout dans des pays tels que l'Allemagne et l'Autriche, peut en pousser un grand nombre à une opposition résolue au monde bourgeois: ce fait s'observe déjà. La situation peut donc être sensiblement meilleure dans d'autres pays où la révolution sociale, en remportant sa victoire politique, ne se heurtera peut-être de la part des intellectuels qu'à une opposition très affaiblie et trouvera même, au contraire, chez bon nombre d'entre eux concours et bon accueil.

Aux antipodes de ces derniers éléments, se placent les intellectuels pourvus d'une très nette conscience politique, pénétrés d'un instinct de classe qui a même donné naissance à une sorte de théorie de classe. Il ne faut pas, à cet égard, se faire d'illusions. Si, en Europe Occidentale, les menchéviques, c'est-à-dire les socialistes de droite, expriment souvent la pensée d'une partie du prolétariat qualifié corrompu par la bourgeoisie, il n'est en Russie qu'un très petit nombre d'ouvriers qui se soient fixés dans les bas-fonds de ce qu'on appelle «le parti social-démocrate». Ce dernier est un parti d'intellectuels dont la composition est tout à fait nette. C'est celui d'une bourgeoisie jeune, encore débile, qui n'a pas pu partager le pouvoir avec l'autocratie, ni conquérir pour elle et pour la bourgeoisie une place d'honneur; elle a joué un rôle de conciliation entre la bourgeoisie industrielle et la partie la plus instruite du prolétariat, les ouvriers qualifiés techniciens. Être le commis, l'homme de confiance, le fidèle commis très apprécié de la bourgeoisie et, en même temps, le guide des prolétaires à faux col: tel est bien l'idéal des menchéviques. C'est évidemment celui des Scheidemann de toutes

les nations, avec cette seule différence qu'ils ont déjà un auditoire ouvrier considérable, tandis que nos menchéviks russes ont vu le leur fondre et se disperser au premier tonnerre de la révolution.

Les intellectuels adhérant au mouvement socialiste-révolutionnaire nous offrent à peu près le même tableau. En 1917, toute la médiocratie intellectuelle afflua au parti socialiste révolutionnaire dont le programme ne l'obligeait à rien. Ce fut, en quelque sorte, une mode de porter à la boutonnière le petit insigne rouge des s-r. Une foule chaotique, provenant de tous les coins de la Russie et dans laquelle voisinaient les turbulentes natures anarchistes, les critiques pédants de Marx, les cent-noirs à peine grimés, se pressa sur le chemin du pouvoir en se flâtant d'être « en dehors des classes » et sous le drapeau du parti socialiste-révolutionnaire. Certes, ce colosse à pieds d'argile tomba en poussière, aussitôt que la main ouvrière lui eut porté un coup sérieux. Peut-on appeler le parti s-r. un parti paysan? Oui, dans la mesure où, de même que les menchéviks tentaient de s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière, il s'appuie sur l'aristocratie paysanne. Mais l'ouvrier aristocrate est tout de même un gros bonnet, c'est-à-dire en vérité un bourgeois authentique. C'est ce qui donne au parti socialiste-révolutionnaire de droite un caractère très sensible de moyenne bourgeoisie et de paysannerie cossee. — Ajoutez-y les intellectuels qui, sans même faire usage de la feuille de vigne socialiste, prétendaient au rôle de commis favoris de la bourgeoisie, c'est-à-dire les intellectuels adhérant au parti des cadets, et vous aurez une vue générale de ce qu'on appelait, en Russie, l'avant-garde des intellectuels. On verra naturellement à peu près la même chose en Europe où les intellectuels, formant à cet égard une partie de la petite-bourgeoisie—artisans travaillant du cerveau—, tenteront de créer leur parti ou leur conglomérat de partis qui n'offriront pas un tableau moins bigarré que celui de nos intellectuels menchéviks, socialistes-révolutionnaires et cadets.

La conciliation avec ces gens est impossible, et nous n'en avons d'ailleurs pas besoin. Ils forment jusqu'à présent l'opposition la plus catégorique. Ils pensent encore à remonter le cours de l'histoire; ils se livrent à une propagande nocive parmi les intellectuels sans-parti et les masses, en général. Ils doivent, si l'on peut s'exprimer ainsi, s'éteindre politiquement. Leurs meilleurs éléments (et il va de soi qu'il y a parmi eux nombre d'hommes de talent) finiront par comprendre leurs fautes et par venir à nous, après de longs détours. Il y a naturellement des Saül qui voient tout à coup avec la plus grande netteté comment le malin se jouait d'eux, et qui retournent sur leurs pas. Nous avons bon nombre d'excellents amis et de communistes venus à nous de cette façon. Il s'agit bien moins de combattre pour l'âme de ces intellectuels, que pour l'âme de tous les intellectuels contre quelques-uns d'entre eux.

Force nous est enfin de dire quelques mots des intellectuels les plus qualifiés. Je ne prétends pas donner ici une analyse parfaitement achevée du sujet auquel je reviendrai peut-être plus lon-

guement, mais je suis pourtant contraint de diviser ces intellectuels hautement qualifiés en deux groupes particulièrement importants à nos yeux: les célébrités européennes ou russes et les ingénieurs-professeurs et techniciens les plus qualifiés. Examinons d'abord les premiers.

On ne peut douter que l'état-major technique de l'industrie et de l'agriculture, auquel appartiennent aussi les professeurs des écoles techniques supérieures, nous est si nécessaire que toutes nos réserves d'or, de même que toutes les richesses de l'Etat, ne peuvent entrer en ligne de comparaison avec eux. Par la force des choses, ils monopolisent le savoir, un savoir sans lequel nous ne pouvons rien faire. On ne peut assurément les considérer simplement comme faisant partie de la bourgeoisie, il faut cependant dire qu'ils en ont été les favoris.

Que pouvons-nous en attendre?

Tout d'abord, j'indiquerai un certain danger. Ce groupe est si fort que si les ingénieurs de Russie ou de l'étranger réussissent à rallier tout le personnel technique qualifié de l'agriculture et de l'industrie, si ces groupes avaient assez d'intelligence pour s'organiser d'une façon en quelque sorte communiste et nous proposer leurs services à des conditions définies,—ils pourraient, malgré leur faiblesse numérique en comparaison avec le prolétariat, acquérir dans la période de transition au communisme une influence trop prépondérante. Certains analystes profonds de notre situation ont exprimé devant moi des craintes, assez légitimes après le discours du célèbre ingénieur-professeur anglais Sody, de voir se créer une sorte d'hégémonie du personnel technique que devrait soutenir le Parti Communiste, représentant un prolétariat politiquement puissant, mais voué à une relative impuissance technique et théorique.

Il semble que ces craintes soient exagérées, mais personne ne niera que ces éléments intellectuels, en redressant leur ligne de conduite en passant avec des effectifs plus ou moins complets sur les positions soviétistes et à de bonnes formes d'organisation, pourraient simultanément nous apporter un secours inappréciable et prétendre à un rôle très sérieux de facteur partiellement déterminant du mouvement.

Y a-t-il dans cette orientation du personnel technique des symptômes à la fois favorables et inquiétants? Il y en a. L'Association des techniciens A. R. F. s'est acquise en Allemagne une sorte d'influence intermédiaire encore vague, mais très sérieuse. Le discours du professeur Sody déclarant que l'ingénieur et le savant sont tout, alors que la bourgeoisie les réduit à rien, et faisant allusion à la possibilité d'une alliance des ingénieurs avec les ouvriers dans le but d'amener, selon une conception qui rappelle le saint-simonisme, le triomphe des travailleurs intellectuels et manuels sur les parasites, est assez significatif.

N'est-il pas aussi symptomatique que, pendant les grandes grèves italiennes, le personnel technique s'est presque partout rangé du côté des ouvriers?

Les prolétaires ne peuvent assurément que se féliciter de voir les ingénieurs s'organiser eux-mêmes. Ingénieurs et savants russes sont trop débiles et trop peu nombreux pour affermir avec tant soit peu d'énergie et même pour vouloir une certaine hégémonie. Pourtant, le personnel technique et le professorat technique vont plus volontiers au-devant d'un accord avec le pouvoir des soviets que d'autres éléments intellectuels. Et il est naturel qu'ils trouvent chez nous un meilleur accueil.

Considérons maintenant ce véritable sel de la terre, les grands représentants uniques de la culture, dans le domaine de la science et de l'art. À cette hauteur, les intellectuels acquièrent un caractère particulier. Ici, par la largeur de leur intelligence, par leurs dons naturels, par la finesse de l'analyse ou par la profondeur de la synthèse, ils s'élèvent en vérité assez souvent au-dessus de leurs intérêts personnels de leurs groupes. De ces hauteurs sont venus vers nous Marx, Engels, Lassalle, Lénine. Et nous pouvons constater avec joie qu'il ne manque pas de prophètes pour saluer notre soleil levant. Quand on se souvient comme le grand botaniste russe, Timiriadzeff, bénissait littéralement, avant d'entrer au repos éternel, Lénine et son œuvre, quand on sait l'ardente sympathie que professent à l'endroit des idées communistes des hommes tels que le plus grand physicien de notre temps Einstein, ou le plus grand pédagogue Nator, quand on sait quelle position ont adoptée des lumières de l'Internationale intellectuelle telles que Bernard Shaw, Romain Rolland, Henri Barbusse, Anatole France, quand on reçoit une charmante lettre débordante de sincérité d'un représentant qualifié des gardiens intellectuels, de la plus haute culture morale, tel Auguste Forel, quand on voit s'affester à chaque instant l'ardente sympathie d'une jeunesse pleine d'espoir, telle que celle des expressionnistes allemands et des tendances avancées de partout, — on arrive à conclure que les intellectuels, moralement brisés par la guerre et tourmentés par l'appauvrissement de la classe moyenne, constituent le terrain qu'il faut aux plus grands esprits et aux cœurs les plus émus pour entrer dans la bonne voie.

En Russie, des hommes tel que Gorki, Brussov, Séraphimovitch, Maïakovsky, différents par les origines, par l'âge, par les tendances, par les qualités mêmes de leur esprit, mais qui n'en sont pas moins les conducteurs de phalanges entières d'écrivains, sont venus au drapeau de la commune. D'autres y viennent non sans hésitations, mais y viennent. L'idée de la révolution que l'on trouve dans certains poèmes de Blok ou de Volochine — ce dernier actuellement en étranger, — les idées d'un représentant aussi typique, non seulement des intellectuels, mais des milieux intellectuels les plus fâcheux, que l'est Ivanoff-Razoumnik, attestent la possibilité de l'acceptation imminente de l'évangile communiste par des milieux intellectuels toujours élargis.

Certes, il y a dans cette voie bien des obstacles. On ne peut douter cependant, que la venue au communisme des meilleurs esprits et des cœurs des meilleurs, de ceux qui possèdent le don de l'art, c'est-à-dire, selon la définition de

Tolstoï, «le talent qui allume les cœurs», — on ne peut douter que la venue au communisme de ces esprits aurait une puissante influence et sur la politique actuelle et surtout sur la jeunesse dont certains milieux nous demeurent hostiles, mais que l'on pourrait encore guérir de son empoisonnement inachevé par le virus de la bourgeoisie. Mais, je le répète, il y a de nombreux obstacles à surmonter: l'individualisme aigu des meilleurs représentants de l'intellectualité, leur tolstoïsme éthique, leur répugnance à toute violence — sans laquelle pourtant il ne peut y avoir de chirurgie révolutionnaire, — leur confusion devant des destructions qui atteignent souvent les richesses de la culture, leur incapacité à parler aux nouveaux auditeurs qui remplissent maintenant en Russie, et rempliront bientôt dans le monde entier, les théâtres, les salles de conférences, les bibliothèques, enfin, la désorganisation de la vie quotidienne qui fait aux intellectuels des conditions d'existence extrêmement pénibles, et bien d'autres difficultés qu'il serait trop long d'énumérer.

Accablés par les tâches militaires, placés devant une effroyable ruine économique, nous sommes loin de pouvoir dire que nous avons fait tout le possible pour soustraire quelques centaines de représentants les plus marquants de l'intelligence russe à la pression excessive de notre ruine. Nous n'avons pas eu le temps d'accorder l'attention voulue aux discussions avec eux et à la propagande parmi eux, de même que parmi les masses arriérées des intellectuels. Je pense pourtant, que l'étreinte de la guerre se dessera maintenant pour quelque temps, au moins nous aurons, en abordant notre organisation économique, quelques loisirs et quelques ressources afin de nous occuper de la lutte à soutenir pour les intellectuels.

Je voulais seulement, dans cet article, esquisser la situation des différentes couches de l'intelligence et les perspectives qui s'ouvrent devant nous. Nous avons besoin des intellectuels dans le domaine de la technique, de l'agriculture, de l'enseignement; nous en avons surtout besoin comme d'un contingent tout à fait essentiel du personnel de l'État; nous en avons besoin, et dans la plus large mesure, dans le domaine de l'art qui contribue à ennoblir les âmes et, par conséquent, n'est que propice au communisme et qui doit, au fur et à mesure de la croissance de la nouvelle esthétique, devenir un puissant facteur d'assimilation de l'ancien monde par le nouveau. Nous avons besoin des intellectuels, et pourtant ils nous sont encore, pour la plupart, hostiles à de différents degrés. Ceux qui sont venus à nous nous sont d'autant plus précieux, et il nous est autant plus nécessaire de tout mettre en œuvre pour grouper les forces intellectuelles les plus considérables autour du communisme, nouvelle axe du monde.

Point n'est besoin, me semble-t-il, en invitant à la création d'une sorte d'Internationale intellectuelle, d'en exiger une nette profession de foi communiste ou même la claire intelligence à la pensée marxiste. Point n'est besoin d'être envers les intellectuels trop exigeant en matière politique. Ils ne peuvent s'élever à la hauteur de la disci-

plinc et de la conscience politique du prolétariat. Il ne faut pas oublier que le drapeau rouge auquel les intellectuels se rallieront, de plus en plus nombreux, aura toujours des reflets roses. Et il serait déraisonnable d'appliquer la maxime: «Qui n'est pas avec nous est contre nous» aux questions de théorie, de réserve dans la discipline, d'éthique prolétarienne, posées à l'égard de ces éléments. Non: «Quiconque est contre la bourgeoisie est avec nous»,—tel est le mot d'ordre qui doit nous servir à former l'Internationale des intellectuels.

Que le lecteur ne croie pas que je préconise ici une organisation internationale parallèle à la nôtre. Il serait seulement désirable que l'intelligence internationale sympathisant avec nous s'en-

tendit, se réunît peut-être en congrès pour jeter devant le monde entier sa malédiction à la face de la bourgeoisie et pour nous dire sa sympathie. Peut-être pourrions nous alors, nous, III-e Internationale prolétarienne, exercer dans le monde une influence mieux organisée sur cette catégorie d'hommes qui devra encore, pendant de longues années, rester dans une situation particulière, qui nous est nécessaire et qui, au lieu d'être séparée de nous, comme la bourgeoisie ou la paysannerie riche, par un fossé infranchissable, est le plus proche voisin du prolétariat.

A. LOUNATCHARSKY





William HAYWOOD

LES PROBLÈMES RÉVOLUTIONNAIRES EN AMÉRIQUE

On ne trouvera, dans cet article, qu'une esquisse de la situation aux États-Unis. Un immense pays d'une superficie de plusieurs millions de milles carrés, traversé de hautes montagnes, comprenant des plaines et des prairies illimitées, de vastes forêts d'arbres géants, des grands lacs, de merveilleuses chutes d'eau, de grands fleuves. Un pays qui possède, en outre, de vastes gisements de fer, des puits de pétrole, des mines de cuivre et d'étain, des métaux précieux et de l'or, un pays dont les richesses font penser à celles d'Ophir et de Golconde.

Et dans ce grand pays, plus de cent millions d'hommes, non une race, mais un amalgame d'aventuriers appartenant à toutes les races du monde et formant une masse d'une homogénéité vénérable.

Presque tout ce peuple, quel que fût autrefois sa religion, adore maintenant le veau d'or et ne s'agenouille que devant le dollar tout-puissant. Ce culte immoral a développé, dans des proportions monstrueuses, l'agiotage et la spéculation sur les aliments et sur les articles les plus nécessaires à la vie et au bien-être de la population. Une pieuvre monstrueuse, dont la tête à New-York—Wall Street—étréint l'immense pays; ses puissantes tentacules embrassent toutes les industries non seulement aux États-Unis, mais encore par-delà les mers. Leur omnipotence s'étend à toutes les cités où existent des Chambres de commerce ou des associations d'industries et des commerçants, composées d'exploiteurs, de spéculateurs et voleurs de la famille de ceux de la Wall Street, monstres humains disposant aujourd'hui d'une puissance beaucoup plus réelle que celle de tous les rois vivants. Par leurs efforts, le système a permis à un vieil homme chauve et décrépi qui s'appelle John D. Rockefeller, de devenir le maître absolu d'un milliard de dollars pris sur la richesse de la nation par exercice du contrôle de la *Standard Oil Company* et des trusts secondaires, tels que *l'Amalgamated Copper Company*.

I. Pierpont Morgan nous révèle un autre prototype des créatures de la Wall Street. C'est le chef actuel de la grande maison de banque dont il a hérité d'un grand père qui commença sa brillante carrière en volant au gouvernement, pendant la guerre de sécession, de fortes sommes grâce à la vente des vieux fusils. En ajoutant à ces deux noms ceux des Kuhn, Loeb et consorts et de quelques autres personnages de cet acabit,

nous connaissons le cœur et le cerveau de l'ogre maléfique dont l'autre est situé à Wall Street. Son appareil exécutif chargé de sales besognes se situe à Washington (district de Columbia), où fonctionne le mécanisme politique de la classe capitaliste, tantôt sous l'égide du parti républicain, tantôt sous celle de ce parti démocrate, aujourd'hui discrédité au Parlement, qui pendant la guerre envoya le président Wilson et son épouse, magnifiquement escortés de 16 vaisseaux de guerre, conquérir Paris.

Ces partis politiques qui composent en grand parti les Chambres et le Sénat sont eux-mêmes largement composés des directeurs de grandes industries, soucieux toujours de remplir les ordres de leurs maîtres.

Les 48 États de l'Union possèdent de semblables mécanismes politiques de moindre importance, striés des mêmes couleurs et portant les mêmes tâches. Cette organisation politique a légalement concédé aux capitalistes les immenses richesses naturelles du pays. *L'Union Pacific Railroad Company* a, par exemple, reçu de larges bandes de terre s'étendant de toutes parts, dans un rayon de 20 milles, autour de toutes ses voies ferrées; et si quelques lots de terre situés à proximité des lignes appartiennent au gouvernement, la compagnie reçoit ailleurs l'équivalent; au total, elle possède des millions d'acres.

Des capitalistes ont acquis avec aussi peu de scrupules de vastes gisements de charbon. Un fait me revient en mémoire: comment David H. Moffat de la *National Bank* de Denver devint le propriétaire de presque toutes les mines de houille du Colorado. Le vol fut très simple: des prospecteurs recherchèrent les gisements de charbon; David H. Moffat acquit bientôt les terrains désignés par les prospecteurs. Il a cessé de vivre, mais ces mines rapportent de gros bénéfices à ses héritiers.

Henri Miller de la firme *Miller and Lux*, devenue propriétaire de 4.200.000 acres de terres, pâturages et terrains de culture, nous fournit un exemple saisissant de la façon dont la population a été dévalisée. Henri Miller m'a autrefois raconté qu'il avait commencé sa carrière en marchand ambulanti, dont toute la richesse tenait dans le panier de viande qu'il portait. Il avait lui trois forlunes, disait-il: une pour son associé Lux, une pour ces damnés de voleurs d'avoués et de conseils et une pour lui-même, et s'il s'était

mis plus tôt en compagnie, il aurait pu devenir le propriétaire de la Californie toute entière.

Un autre exemple encore nous est fourni par la veuve King (Texas), propriétaire d'un domaine vaste que 50 milles séparent la porte de sa demeure de celle de son parc.

Ces exemples suffisent à montrer quel esprit de lucre est celui de la classe capitaliste américaine tout entière et pénètre même dans la mentalité de l'ouvrier. On a appris à ce dernier que tout garçon peut devenir président de la République et qu'il appartient à chacun de s'enrichir. Lincoln, bûcheron, et Rockefeller, aujourd'hui le Crésus américain, sont constamment donnés en exemple à la jeunesse américaine.

Les capitalistes, petits et grands, pensent que tout ce qu'ils peuvent prendre de leur vivant leur appartient légitimement et doit après leur mort passer à leurs héritiers. Pour défendre leur propriété privée, ils ont formé de véritables troupes de grèves d'étrangleurs et de fusilleurs, assistés par le ministère de la Justice, dont les mouchards entrent dans les organisations ouvrières et dont les agents servent la classe riche en toute occasion.

En règle générale, les capitalistes américains sont braves et d'esprit aventureux. Pour exploiter les richesses de la nation, ils ont édifié un prodigieux système d'industrie, dans lequel le travail n'est qu'un rouage secondaire et doit se prolonger le plus longtemps possible pour le moindre salaire. Aussi arrive-t-il que les conditions d'existence du travailleur soient réduites à la plus lamentable indigence, et l'on trouve parfois aux États-Unis des coins de misère, auxquels ne peuvent se comparer que les bas-fonds des désertés de Dublin, de Glasgow et de Whitechapel. Par contre, l'opulence du capitaliste égale celle de l'impérialiste; il vit dans des palais entourés de grands domaines, il a des villas à Bar-Harbour, Maine, Newport, Rhode-Ailand, dans les villes d'eau de la Floride ou sur les plages de l'Atlantique. Il vit dans le luxe et l'indolence, jouissant des richesses créées par la classe ouvrière.

Pendant la guerre, celle-ci a connu une courte prospérité; elle a pu gagner un peu plus que ce dont elle avait besoin.

Mais une vaste conspiration s'ourdît actuellement, dans le but de ramener les conditions d'existence au niveau d'avant-guerre. Cette véritable conspiration, bien qu'elle ne fût pas qualifiée ainsi, fut pour la première fois mentionnée dans la presse par un M. Allen, représentant de l'Association de Manufacturiers et de Négociants (*Merchant's and Manufacturers Association*).

La presse ne cessait de demander l'intensification de la production. M. Allen déclara qu'on allait procéder à une liquidation du travail, à une réduction des salaires, à la réouverture des ateliers aux non-syndiqués et que la production ne devait pas décroître. Déjà la grande industrie agissait dans ce sens. *L'American Woolen Company* (industrie du coton) fermait ses filatures. Les grands confectionneurs congédiaient des milliers d'ouvriers et d'ouvrières, les compagnies de chemins de fer diminuaient leur personnel. Les fabriques de caoutchouc d'Acron (Ohio) fermèrent. Cleve-

land, Toledo, Detroit, centres de l'industrie automobile, congédiaient des milliers de travailleurs, les grandes usines Ford fermèrent complètement.

Le mouvement s'étendit dans tout le pays et gagna jusqu'à l'industrie du vieux meuble (articles usagés) de la firme Weyerhouser et des autres sociétés industrielles du nord-ouest. Il en résulta une crise de chômage d'une telle ampleur qu'elle dépassa de loin les crises entraînées par les grandes paniques industrielles et financières, autrefois périodiques. La situation actuelle est déplorable. Six ou sept millions de sans-travail tombent rapidement à charge de la bienfaisance. Ceci dans un pays infiniment riche, dont les ressources en régime communiste assureraient largement le bien-être à toute la population ouvrière.

Ces faits suffiront à indiquer au lecteur l'âpreté de la lutte des classes aux États-Unis, où le capitalisme est plus jeune, plus brutal, plus hardi que partout ailleurs et même qu'en Grande-Bretagne.

Le renversement du capitalisme retranché, comme il l'est aux États-Unis, exigera de la classe ouvrière tout entière un effort herculéen.

Aussi étrange que cela puisse paraître, les travailleurs américains n'ont cependant que peu d'esprit révolutionnaire, à l'exception de ceux qui ont formé l'association des I. W. W. et les partis communistes.

La Fédération Américaine du Travail (A. F. L.) qui se présente comme l'organisation du mouvement ouvrier américain, mais qui défend en réalité le capitalisme, compte 122 unions groupant les différentes nationalités, n'ayant entre elles qu'un lien très lâche et payant une minime cotisation qui sert à couvrir les frais d'entretien d'un Bureau Exécutif siégeant à Washington. Ce bureau comprend un président, neuf vice-présidents, un secrétaire, un trésorier. Jamais encore durant les 40 ans d'existence de l'A. F. L., il n'a rien fait pour la classe ouvrière.

Le troglodyte Gompers, personnage de faible stature et de moindre mentalité, en est, moyennant des émoluments fixés à 12.000 dollars par an, le président. Sa fonction principale consiste à signer des articles virulents surtout, consacrés en ce moment à combattre la République Ouvrière de Russie et tout mouvement manifestant tant soit peu d'esprit révolutionnaire. Lesdits articles sont le plus souvent écrits par des renégats du socialisme. On peut dire sans exagération que le Bureau Exécutif de l'A. F. L. n'est qu'une réunion permanente de personnages grassement rétribués pour hanter les hôtels et les congrès, en priant de temps à autre les législateurs de différents pays d'adopter quelques mesures en faveur des travailleurs organisés. Car Gompers et ses satellites paraissent croire encore que la classe dirigeante peut légiférer dans les intérêts de ses esclaves. A la veille des élections, Gompers invite invariablement les ouvriers à « combattre nos ennemis et aider nos amis ». Le degré d'efficacité de la campagne a été révélé par les dernières élections où le parti démocrate, dirigé par le gouverneur Cox (Ohio) et soutenu par Woodrow Wilson, ami et compatriote de

Sammy le Crapaud, éprouva l'échec le plus désastreux depuis les jours de Tilden.

Les unions internationales (1) dont l'A. F. L. est composée, sont autonomes et agissent indépendamment les unes des autres. La grève de l'Acier, dans laquelle 24 organisations internationales participant à l'industrie de l'acier agirent de concert, a peut-être été la seule exception à cette règle. Il est bon de noter que malgré cette unité apparente, malgré l'existence d'un corps de 200 organisateurs et d'un fonds de 500.000 dollars, cette grève se termina par une lamentable défaite. Les possibilités de propagande révolutionnaire offertes par les meetings monstres furent même perdues. En fait, on avait même fait appel au patriotisme national, et les cartes de membres des unions intéressées étaient imprimées en rouge, blanc et bleu.

Les congrès (conventions) de l'A. F. L. se tiennent annuellement au mois de juin, dans diverses villes. Le dernier s'est réuni à Montréal (Canada). Ils sont composés de fonctionnaires des unions et l'on y revoit d'année en année les mêmes visages; ils adoptent d'incolores résolutions, réalisent leurs fonctionnaires et consacrent la plus grande partie de leur temps à discuter avec animation des questions de juridiction intérieure. La plupart des litiges dont il s'agit proviennent de la structure des industries au sein desquelles les métiers sont délimités avec un soin minutieux.

Numériquement, les Mineurs Unifiés (*United Mine Workers*) forment la plus forte organisation de l'A. F. L. Ils groupent les travailleurs des mines de charbon, au nombre d'environ 1/2 million d'hommes. L'Union n'a que l'apparence d'une organisation industrielle. Le poison corporatif injecté dans ses veines l'a divisée en 29 sections différentes, dont chacune conclut des contrats collectifs expirant à des dates diverses, ce qui brise toute possibilité de solidarité ouvrière. Mentionnons ici que les mineurs des houillères américaines sont contraints par le patronat d'acheter les outils dont ils se servent, jusqu'au pétronole pour leurs lampes de sûreté et aux cartouches d'explosifs.

Afin de donner un exemple de l'effet déplorable des contrats collectifs, décrivons sommairement la grève du charbon du Colorado (district 15). L'Union des Mineurs recevait des fonds du quartier général et de certains districts voisins, tandis que des membres de la même organisation travaillaient, dans l'Etat voisin de Wyoming, à fournir les marchés que les grévistes avaient cessé d'alimenter: les mineurs de Wyoming étaient liés par leur contrat. La même œuvre néfaste fut accomplie par les mineurs du nord du Colorado contre leurs frères grévistes du sud du même Etat.

D' presque jamais, il n'est arrivé que les Mineurs Unifiés aient cessé de fournir du charbon là où ils avaient des camarades en grève, même dans les cas où leur abstention aurait pu être décisive. En fait, l'esprit de solidarité est presque inconnu des unions corporatives de l'A. F. L.

(1) Dites internationales, parce qu'elles groupent des ouvriers appartenant à différentes nationalités.

Actuellement encore, les mineurs de charbon de la Virginie-Ouest sont en grève. Ils ont eu bon nombre de tués. D'autres, plus nombreux encore, ont été assommés par les détectives et par les étrangers des capitalistes, tandis que des membres de la même union des Mineurs Unifiés continuent paisiblement leur travail dans les Etats voisins de Pensylvanie et de Kentucky, contribuant ainsi à la défaite de leurs frères. Ils doivent pourtant comprendre, s'ils sont doués de quelques réflexions, qu'après la défaite des mineurs de la Virginie, lorsqu'ils seront eux-mêmes contraints de se mettre en grève, ils auront à tenir seuls, eux aussi, car la défaite en Virginie signifiera la perte de l'Union.

Feu John Mitchell fut pendant quelque temps le président des Mineurs Unifiés. La presse capitaliste d'Amérique a dit de lui qu'il fut le plus grand leader ouvrier que le monde ait jamais connu. Il devint membre et président du Comité d'Accord Commercial (*Trades Agreement Committee*) de la *Civil Federation*, aux appointements annuels de 6.000 dollars. Il dut renoncer à ce poste lucratif pour ne pas être exclu de l'Union des Mineurs, ce qui lui aurait fait perdre son prestige dans le mouvement ouvrier. Il a laissé, à sa mort, un héritage de 300.000 dollars, ce qui montre assez que l'influent personnage de l'A. F. L. avait servi son maître capitaliste dans des situations autrement importantes que celles que lui offrait la *Civil Federation*.

Un autre exemple du genre Gompers est celui de Robert Brindell. Ce monsieur a fait ses petites affaires de façons variées et purge en ce moment une peine de prison. Brindell fut à la tête du Bâtiment. Il était en même temps associé à une firme de construction et mangeait de la sorte aux deux rateliers. Il fut condamné pour avoir tenté d'extorquer 20.000 dollars à une personne qui désirait construire.

Les querelles entre fonctionnaires des Unions, suscitées par les entreprises de construction, ne sont pas rares. Il s'agit toujours d'obtenir du propriétaire de l'édifice en construction un pot-de-vin pour hâter l'exécution du travail. La coutume est si générale, que les firmes de construction réservent dans le devis des sommes définies pour les pots-de-vin à offrir aux leaders ouvriers de l'A. F. L. Ces derniers nous paraissent fort bien personnalisés par ce Steve O'Donnell qui, en sa qualité de président du Conseil du Bâtiment (*Building Trades Council*) de Chicago aurait, dit-on, réalisé une fortune assez grande pour se bâtir lui-même une maison de rapport estimée à plus de 300.000 dollars dans la Sheridan Road, l'une des plus belles avenues de la ville.

P. M. Arthur, autre personnage de cet acabit, mort Grand Chef de la Fraternelle des mécaniciens de locomotives (*Brotherhood of Locomotive Engineers*), organisation dont il avait voulu faire une aristocratie du travail, a laissé à ses héritiers une propriété qui leur rapporte de belles rentes.

La faute, en pareils cas, n'incombe pas tant aux hommes qui ont violé leurs devoirs envers la classe ouvrière; elle retombe davantage sur les unions ouvrières, formées et organisées de manière à induire véritablement leurs fonction-

naires à cette attitude. L'organisation des Unions des Métiers ou d'industrie de l'A. F. L. est si particulière qu'il est difficile de l'exposer devant les travailleurs des autres pays, pour qui les syndicats conditionnent les progrès et la vie de la classe ouvrière.

Aux Etats-Unis, les unions n'ont pas pour but d'organiser la classe ouvrière, mais bien de protéger un petit nombre d'ouvriers privilégiés monopolisant certains travaux. Ceci.

1° En imposant à tout nouveau membre de l'union un apprentissage de plusieurs années.

2° En exigeant, dans certaines unions, pour accepter un apprenti, que son père ait travaillé dans le métier à titre d'ouvrier (ces unions acceptent pourtant les fils des patrons);

3° En exigeant des droits d'entrée exorbitants. Exemples: Les souffleurs de bouteilles exigent un droit d'entrée de 500 dollars. Les verriers, souffleurs de verres de Bohême, exigent 1.000 dollars. Les opérateurs des cinématographes exigent 3.000 dollars. Une catégorie d'électriciens exige 250 dollars. L'union des Charpentiers exige en certains endroits 75 dollars. Le membre qui passe d'une localité à une autre doit, si les droits d'adhésion à l'union de la seconde localité sont plus élevés que dans la première, payer la différence.

4° En exigeant quelquefois une épreuve du nouvel adhérent auquel on impose un dur travail mécanique. Ainsi font les peintres, les électriciens et d'autres unions.

5° En limitant le nombre des apprentis. La proportion admise est généralement d'un apprenti pour 7 ou pour 10 ouvriers. Les règlements de certaines unions défendent aux ouvriers de faire apprendre à leurs fils le métier qu'ils exercent eux-mêmes. Si, par exemple, 8 ou 10 ouvriers étaient pères de famille, on pourrait raisonnablement supposer qu'ils auraient presque tous des enfants mâles dont la plupart seraient enclins à suivre le métier du père et viendraient un jour frapper à la porte de l'union. Celle-ci leur refuserait à presque tous le droit de travailler, et les pères devraient envoyer leurs fils au travail non-qualifié de la campagne, à l'armée ou à la flotte capitalistes... Par bonheur, les I. W. W. reçoivent cordialement ces déshérités des trade-unions corporatives.

6° En refusant, comme les unions des peintres, des décorateurs et des confectionneurs, d'admettre de nouveaux membres. Ces unions ont fermé, tout au moins temporairement, leurs livres.

7° En refusant, comme l'Union Internationale des Coiffeurs d'admettre les femmes.

8° En exigeant que tous les membres soient citoyens américains.

9° En excluant les travailleurs de couleur: nègres, Chinois ou Japonais.

Ces règlements des organisations affiliées à l'A. F. L. affaiblissent l'impossibilité de transformer

cette dernière en organisation de classe. Sa caractéristique n'est pas la conscience de classe, mais un égoïsme corporatif conscient.

Gompers lui-même est plat-valet des politiciens capitalistes les plus marquants de Washington. Ses relations étroites avec l'administration démocrate du temps de guerre sont bien connues. Son amitié avec Wilson, triste personnage qui n'a plus la considération de personne, montre jusqu'où il est tombé, bien que sa chute ait coûté aux travailleurs d'Amérique leur virilité et le sacrifice de nombreuses vies humaines.

L'A. F. L. prétend que le nombre de ses membres a plus que doublé pendant la guerre; il convient de noter que cette augmentation numérique ne fut pas le fruit de la propagande et du développement normal des organisations, mais le résultat de la pression du gouvernement des Etats-Unis et du Canada qui contraignirent, en somme, les mineurs, les ouvriers du bâtiment et d'autres industries à entrer dans l'A. F. L. Telle fut, pour Gompers, la récompense de l'œuvre néfaste qu'il avait faite en défendant l'orgie de mort capitaliste.

Le même immonde Gompers est, m'a-t-on assuré, responsable d'avoir le premier collaboré avec le Département de la Justice dans la persécution impitoyable des I. W. W., dont un grand nombre ont été tués et dont des centaines et des milliers remplissent les prisons des Etats-Unis.

La cruauté de Gompers, des politiciens et des capitalistes à l'endroit des I. W. W. vient de ce qu'ils se rendent compte que c'est là l'organisation qu'ils ont à redouter. Quoique relativement peu nombreux, les I. W. W. ont un esprit révolutionnaire indomptable. Une fraternité, une solidarité profonde, plus profonde qu'en aucune autre organisation que j'aie jamais connue, s'y manifeste à toute heure.

Les I. W. W. sont scientifiquement organisés par industrie. Ils ont soutenu des luttes plus sérieuses que toutes les organisations politiques ou prétendument ouvrières des Etats-Unis, prises ensemble. Ils ont été emprisonnés par milliers pour leur participation à la lutte des classes. Après avoir soutenu nombre de grandes grèves, les I. W. W. n'ont jamais dû s'avouer vaincus. Ils ont annoncé l'Industrie libre dans les coins les plus reculés du monde. Des centaines de leurs membres revenus en Russie y ont participé avec vaillance à la grande Révolution. Jamais les Travailleurs Industriels du Monde ne se sont courbés sous le joug capitaliste: mais ils s'inclinent aujourd'hui devant les héros d'une révolution qui a frayé la voie à la Paix du Travail et au bonheur d'un grand peuple. Puisse la révolution croître et s'étendre jusqu'au jour où tous les travailleurs du monde jouiront de l'industrie libre.

William HAYWOOD.



V. SALAT et E. BRENNER

LA LUTTE POUR LE COMMUNISME DE TCHÉCO-SLOVAQUIE

La «république démocratique» tchéco-slovaque est le produit de la guerre mondiale. Les impérialistes de l'Entente ont fait la guerre pour le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes. L'existence de la Tchéco-Slovaquie est la meilleure des preuves de la façon dont les capitalistes anglo-français comprennent et mettent en pratique ce droit des peuples. Le traité de Versailles a contraint six nationalités (au moins) à se déterminer elles-mêmes dans les limites de la vaste prison de peuples bâtie avec les vieilles pierres de l'édifice austro-hongrois. Les Tchèques, les Slovaques, les Allemands, les Maghars, les Ruthènes et les Polonais composent aujourd'hui les «peuples tchéco-slovaques» qui «se gouvernent eux-mêmes».

On comprendra facilement que dans ce cratère de nationalités, le prolétariat offre plus de résistance que partout ailleurs à la propagande des idées du communisme international.

Le sentiment de la solidarité internationale des travailleurs et de la nécessité d'un front prolétarien communiste unique n'apparaît et ne se développe dans un pays aussi hétérogène que par suite des efforts du prolétariat de la nation dominante. Et, cela va de soi, à la condition que ce prolétariat entre lui-même en lutte pour les principes communistes, contre la bourgeoisie régnante et ses laquais.

La république tchéco-slovaque traverse précisément aujourd'hui un de ces moments. Les événements des derniers mois le démontrent. A l'appel lancé par le prolétariat tchéco-slovaque en lutte avec la bourgeoisie tchèque, répondent chaleureusement les prolétariats des autres nationalités, et nous sommes aujourd'hui à la veille de la formation d'une section tchéco-slovaque de l'Internationale Communiste.

La „Démocratie“ Tchéco-Slovaque

Mais comment se fait-il que l'avant-garde du prolétariat de Tchéco-Slovaquie ne surgisse qu'aujourd'hui, dans un pays qui en est à sa troisième année d'existence?

Nous trouverons une réponse à cette question, quand nous aurons examiné, ne fût-ce que dans les traits généraux, l'histoire de la «démocratie» tchéco-slovaque au cours des deux dernières années.

Voici deux ans que, communistes, nous disions au prolétariat—et nous le répétons aujourd'hui—

que la «démocratie» sert partout et toujours à masquer la dictature de la bourgeoisie.

On ne nous a pas crus tout d'abord, et il y a des gens qui ne nous croient pas encore, surtout dans les milieux ouvriers tchèques. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Il a fallu aux éléments les plus conscients du prolétariat tchéco-slovaque l'expérience de deux années de travail pratique de la «démocratie», pour comprendre la valeur de cette dernière... Ce n'est qu'après cette longue et pénible expérience, qu'ils sont arrivés à conclure que leurs «vieux leaders éprouvés», social-démocrates et autres socialistes, n'étaient, hélas! que les laquais de la bourgeoisie; que la bourgeoisie agonisante, ayant perdu la confiance des masses ouvrières, n'exerce plus ouvertement la dictature, mais s'évertue à gouverner sous le masque démocratique, avec le concours des leaders et des fonctionnaires ouvriers passés à son service.

Il a fallu une expérience de deux ans pour amener les ouvriers à cette conclusion que nous leur annonçons depuis toujours, que la bourgeoisie ne conserve le pouvoir qu'avec le concours des traitres inconscients et conscients de la classe ouvrière.

Dans les autres pays de l'Europe, le prolétariat s'en est aperçu beaucoup plus tôt. Il faut dire que la bourgeoisie n'a pas eu, en tout lieu, à sa disposition des leaders aussi malins et aussi habiles à se grimer que dans notre petite république de l'Europe Centrale. La faillite inévitable du pouvoir bourgeois est retardée en Tchéco-Slovaquie par un humaniste bourgeois «presque socialiste», le président Massaryk, «libérateur de la patrie», très populaire d'ailleurs, fils d'ouvrier et ancien ouvrier lui-même. La bourgeoisie sut cacher ici son visage répugnant et cruel sous un voile d'humanitarisme et de pacifisme presque impénétrable. Tel est le secret de la confiance dont la démocratie de Massaryk a joui pendant deux ans auprès des ouvriers bernés.

Les leaders ouvriers et les «presque-socialistes intelligents» du genre Massaryk sauvent aujourd'hui la bourgeoisie tchéco-slovaque. Et cette dernière leur en est infiniment reconnaissante, car elle a appris par expérience à estimer les alliés sortis du prolétariat, son ennemi: ils valent mieux qu'elle et savent mieux qu'elle-même la défendre.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi!

Au début, la bourgeoisie tchèque, dirigée par le docteur millionnaire Kramarcz, exerça, seule, la

dictature en Tchéco-Slovaquie. Elle s'attacha sans hésitation à soumettre et le prolétariat et la bourgeoisie des autres nationalités de la république. Le prolétariat tchèque obtint la journée de huit heures et eut trois ministres social-démocrates.

On lui promit les latifundia de l'aristocratie et de la bourgeoisie allemande et hongroise. Il pouvait se considérer comme participant au gouvernement de la république qui semblait réaliser la dictature de la nation tchèque.

Mais cette illusion fut de courte durée. Les financiers de Paris et de Londres sont autrement intelligents que leurs vassaux tchèques; ils ne furent pas longs à faire comprendre à ces derniers que tout attentat au principe sacré de la propriété privée, même accompli au nom de l'esprit national pour pacifier les ouvriers tchèques aux dépens de la bourgeoisie allemande et hongroise, était gros de conséquences et amènerait à la longue à l'expropriation des coupables imprudents. Après avoir reçu cette élémentaire leçon sur l'internationalisme du capital de la propriété privée, la bourgeoisie tchèque ne se risqua plus à expropriar dans ses propres intérêts les terres des aristocrates austro-hongrois promises au prolétariat tchèque. Les ouvriers ne furent pas longs à s'apercevoir de la mauvaise volonté des classes possédantes; ils comprirent vite que le ministre-président Kramarçz poursuivait dans la république la dictature de la bourgeoisie tchèque et que celle-ci ne combat celle des autres nationalités qu'en apparence.

Des troubles commencèrent. A la fin de mai 1919, des manifestations ouvrières eurent lieu partout en Tchéco-Slovaquie. On promenait dans les rues des gibets; on pendait les spéculateurs saisis en cours de route. Des magasins furent pillés.

La bourgeoisie tchèque perdit la tête. A ce moment, le prolétariat victorieux exerçait le pouvoir en Hongrie: on comprendra aisément quelle terreur s'empara de la bourgeoisie tchèque et de ses larbins! La sottise et les haines nationales de la jeune bourgeoisie tchèque faillirent causer la ruine de la bourgeoisie appartenant à toutes les nationalités de la république.

Kramarçz qui avait déjà promis à Paris une offensive contre la Hongrie Soviétiste, trouva à cette situation un remède assez simple: enrayer par le chauvinisme le développement de la conscience de classe. Une campagne de presse commença contre la république ouvrière de Hongrie. Les journaux décrivaient les «atrocités» commises en Slovaquie par l'armée rouge hongroise. Le gouvernement et M. Kramarçz invoquèrent le «salut de la république».

Mais il fallait en même temps convaincre les ouvriers soulevés que la révolution sociale s'opérerait également en Tchéco-Slovaquie, sans effusion de sang ni guerre civile: c'est pourquoi, le devoir était de se défendre contre ceux qui, comme les bolchéviks hongrois, voulaient l'imposer par les armes. Kramarçz ne pouvait évidemment plus sauver la république; il avait perdu la confiance des masses ouvrières. Les éléments intelligents de la bourgeoisie tchèque comprirent orf bien qu'il avait irrémédiablement compromis

leur cause aux yeux de la majorité des populations de la république. Et le «libérateur» Massaryk réapparut dans le rôle de «sauveur de la patrie».

Ce philosophe humaniste est considéré par les masses ouvrières comme un socialiste. Assez intelligent pour sauver la bourgeoisie, ne fût-ce que pour un temps, il est assez rusé pour endormir les masses ouvrières, ne fût-ce que temporairement. La bourgeoisie tchèque mit en lui tout son espoir. Massaryk savait sans nul doute que les affaires allaient au plus mal. Il comprit que la bourgeoisie ne pouvait être sauvée que par ceux qui, dès l'avant-guerre, cherchaient à s'entendre avec elle, par ceux qui pendant la guerre furent à son service et après la guerre prêchèrent aux ouvriers la réconciliation du travail et du capital, tout en ne négligeant pas d'user quelquefois du verbalisme révolutionnaire par les social-patriotes et les socialistes-opportunistes de toutes les teintes. Les ouvriers leur prêtent encore l'oreille, car si leurs actes sont ceux de traîtres, leur langage est bolchévik.

Massaryk put donc, en juin 1919, proclamer ce mot d'ordre: «Tout le pouvoir au peuple laborieux des villes et des campagnes!». Et il lui fut possible de tromper pendant deux ans les masses ouvrières avec ce mot d'ordre bolchéviste.

Kramarçz donna sa démission, et Massaryk confia au leader de la social-démocratie, Toussar, le soin de former un cabinet ouvrier et paysan.

Toussar comprit naturellement ce dont il s'agissait. Il forma un gouvernement composé de 3 social-démocrates, de 9 socialistes nationaux délégués et de 3 gros bonnets agraires (parti républicain); si l'on en excepte quelques membres neutres, la bourgeoisie de Kramarçz ne prenait aucune part au gouvernement.

Au moment de la formation du cabinet, on arrêta tous les communistes susceptibles de troubler la tranquillité publique et notamment le cam. Mouna.

C'est ainsi que s'effectua sans perturbations l'avènement au pouvoir, en Tchéco-Slovaquie, du peuple laborieux, son programme étant, comme de juste, ouvrier: la socialisation des latifundia de l'aristocratie, des grandes propriétés, des mines de la grande industrie métallurgique, des raffineries de sucre, etc.

«Mais pour réaliser ce programme, il faut avant tout sauver la patrie» — disaient les ministres socialistes et M. Massaryk...

Faut-il s'étonner que les masses ouvrières se soient une fois de plus laissées séduire à la défense d'une patrie qui, leur semblait-il, devait devenir socialiste avant peu? Comment s'étonner que les ouvriers tchéco-slovaques se soient presque crus au royaume du socialisme. Ils croyaient alors que les leaders social-démocrates les mèneraient au socialisme non par une route sanglante, mais par la voie démocratique. La majorité du gouvernement n'était-elle pas socialiste ou presque, et la prise du pouvoir ne s'était-elle pas opérée à l'appel du président Massaryk sans un seul coup de feu, sans que la moindre goutte de sang fût versée? «La république est enfin à nous, et nous l'avons

rendue socialiste sans effusion de sang, disaient, en 1919, des ouvriers slovaques qui étaient loin d'être arriérés. Beaucoup de leurs leaders, en province comme dans les centres, en étaient également convaincus; ce sont ceux-là même qui luttaient aujourd'hui dans nos rangs communistes.

Ce «gouvernement du peuple, laborieux» ne pouvait, ni ne voulait naturellement réaliser son programme. Mais il avait réussi à sauver la république et, par cela-même, la bourgeoisie qui s'identifiait alors à la démocratie.

Mieux encore, il avait réussi pendant deux années entières à tromper plus ou moins habilement les ouvriers, les paysans sans terre et les journaliers et à ralentir le développement de leur avant-garde: le parti communiste. Durant deux ans à peu près, ce pouvoir des travailleurs élargit sa majorité socialiste, au fur et à mesure que croissait la déception des classes laborieuses; il arriva, de cette façon, à jouer jusqu'au bout son rôle. Car une telle démocratie doit bien après la guerre porter un masque pour attirer le regard des masses laborieuses.

Nous ne pouvons pas nous appesantir, même dans les traits les plus généraux, sur toutes les circonstances où l'on aurait, pas à pas, révélé la duperie dont étaient victimes les ouvriers. Il suffira, pensons-nous, d'en montrer le procédé essentiel.

La bourgeoisie tchéco-slovaque comprend, comme toutes les autres, que son pouvoir touche à sa fin. La base économique, sur laquelle repose aujourd'hui l'édifice de la culture et des droits spirituels de la société humaine, a été créée par la bourgeoisie, mais le principe de la propriété privée, battu en brèche, menace de tomber en ruines. Sous les coups des ouvriers révolutionnaires, l'édifice chancelle et ses lézardes s'élargissent. La bourgeoisie cherche et trouve des sauveurs chez les menchéviks et chez tous autres socialistes qui sauront, ne fût-ce que pendant quelques heures, retarder l'assaut des ouvriers. Ces sauveurs de la bourgeoisie reçoivent de ses mains le pouvoir. Et la pression des masses ouvrières faiblit...

Mais la vie suit son cours et finit par contraindre les ouvriers à dresser le bilan des résultats du pouvoir démocratique. L'ouvrier déçu quant à la possibilité de réaliser le socialisme par la voie «démocratique», passe dans notre camp.

Nos forces augmentèrent ainsi pendant toute la durée du «gouvernement des travailleurs». La bourgeoisie qui dirigeait Massaryk trouvait nécessaire d'élargir les cadres de sa «démocratie». Mouna et d'autres communistes furent libérés. Trois nouveaux ministres vinrent s'ajouter aux quatre premiers menchéviks. Les social-démocrates eurent la majorité dans le gouvernement. Ils étaient partisans de la socialisation.

Et il faut avouer qu'ils ont su détourner de nous les ouvriers pendant six mois.

Sept ministres n'arrivèrent naturellement pas davantage à réaliser la socialisation promise. De jour en jour, les masses ouvrières se rendaient compte qu'elles étaient bernées par les leaders menchéviks. Et ils donnèrent une juste expression à leur déception au congrès du Parti

Ouvrier Social-Démocrate Tchéco-Slovaque (encore unifié), réuni sous la pression de la gauche, le 25 septembre 1920. Y avaient été élus près de 80% délégués de gauche, mandatés pour exiger la démission immédiate des ministres socialistes.

Les réformistes se trouvèrent alors dans une situation peu enviable. La gauche du parti, forte de tous les communistes revenus de Russie, menaçait de remporter au congrès une victoire décisive, de prendre la direction du parti, d'en chasser les leaders menchéviks et d'amener le prolétariat tchéco-slovaque à la III^e Internationale. Notre ingratitude dont les ministres et les bureaucraties menchéviks ne revenaient pas...

Et c'est à partir de ce moment, que s'ourdît le complot contre le prolétariat révolutionnaire tchéco-slovaque, coupable d'avoir osé débâter à un ministre socialiste. Le but du complot était, sans nul doute, de noyer dans le sang le mouvement communiste de Tchéco-Slovaquie.

Le Complot des Menchéviks et de la Bourgeoisie

Les dirigeants menchéviks et Massaryk purent clairement que l'action ouvrière serait chaleureusement secondée par le prolétariat de toutes les autres nationalités de la république. Peut-être serait-elle également soutenue, par suite des haines nationales, par les éléments à demi-prolétariens et, dans une certaine mesure, par la bourgeoisie des autres nationalités de Tchéco-Slovaquie, et tout au moins par le parti que dirige le Kramarcz allemand—le docteur Lodgmann. Kramarcz et Lodgmann semblent ne pas comprendre quel conflit mortel met aux prises les classes sociales et font volontiers passer les intérêts nationaux avant les intérêts de la bourgeoisie, considérée sans distinction de nationalités. Le menchévik, président du Conseil, Toussar, engagea des pourparlers avec les menchéviks allemands. Le plan était clair: «élargir une fois de plus la démocratie» pour continuer à tromper le prolétariat. Menchéviks allemands et tchèques devaient former un gouvernement social-démocrate. Pendant ce temps, Massaryk était en pourparlers avec le docteur Lodgmann et quelques hommes politiques ayant l'intelligence des intérêts de classe de la bourgeoisie tchèque, membres du camp agraire-industriel, le docteur Englich et d'autres. Massaryk voulait en obtenir que l'opposition de leurs partis à un cabinet purement «socialiste» ne sorte pas des cadres d'une opposition loyale.

Malgré tous les efforts de Massaryk et de Toussar, ce plan échoua. Les menchéviks allemands craignaient que le renforcement des éléments de gauche dans la social-démocratie allemande n'y créât une situation semblable à celle qui existait déjà dans la social-démocratie tchèque. La bourgeoisie allemande craignait autant la bourgeoisie tchèque que l'alliance, inévitable en ce cas, du prolétariat révolutionnaire des nationalités allemande et tchèque. Le prolétariat slovaque hongrois et russe était depuis fort longtemps bolchévisé: on ne pouvait

compter sur lui. Quel que fût donc le danger que pût présenter ce parti en désillant les yeux des ouvriers tchéco-slovaques les plus arriérés, les menchéviks et la bourgeoisie se déterminèrent à une lutte ouverte contre le prolétariat le plus nombreux de la république: le prolétariat tchèque. Massaryk sanctionna cette résolution, car il n'y en avait pas d'autre.

Cette action était indispensable du point de vue de la politique internationale et des alliés impérialistes de la Tchéco-Slovaquie et de la Petite-Entente. En outre, les menchéviks qui ne doutaient plus de l'imminence d'une scission dans le parti social-démocrate, décidèrent de lutter dès le début contre la majorité gauche, en se servant de l'appareil gouvernemental de la république capitaliste. Les ministres menchéviks décidèrent de démissionner. Vers le 15 septembre 1920, le «cabinet du peuple travailleur» termina sa carrière. On n'en avait plus besoin, les ouvriers ayant cessé d'y croire. A ce moment, les masques tombèrent et le plan habilement ourdi, à l'aide duquel la bourgeoisie et ses serviteurs espéraient en finir en Tchéco-Slovaquie avec le bolchévisme, entra dans la voie des réalisations.

Avec le consentement de Massaryk, les menchéviks installèrent un cabinet de fonctionnaires présidé par un ancien ami de Toussar, Czerny. Ce cabinet eut pour mission d'en finir à tout prix avec le bolchévisme, aussitôt que se présenterait une occasion. Les menchéviks ne pouvaient se décider à faire eux-mêmes cette besogne. Le gouvernement de Czerny est précisément une arme forgée par les menchéviks pour combattre le prolétariat communiste dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Après l'abandon de leurs portefeuilles, les leaders menchévistes se trouvèrent dans la situation peu enviable de généraux sans armée. Secondés uniquement par quelques fidèles bureaucrates-ouvriers, ils soumièrent les communistes à une sorte de ballottage, après avoir exclu du parti tous les défenseurs de la III-e Internationale, et notamment les camarades Schméral, Skalak, Mouna, Gousser, et reculèrent de deux mois le congrès du parti. Ils firent plus: ils quittèrent sans lutte le centre du parti—la Maison du Peuple de Prague—lorsque les éléments ouvriers de gauche et les communistes y furent en majorité. Les conspirateurs menchéviks savaient déjà parfaitement que la bourgeoisie qu'ils préservaient de l'expropriation leur restituerait la Maison du Peuple qui était également la propriété du président du Comité Central du parti, le menchévik Ant. Németz. Le litige de la Maison du Peuple devait d'ailleurs précisément fournir aux organes du gouvernement un prétexte pour intervenir de façon décisive contre les communistes.

Le congrès du parti social-démocrate tchéco-slovaque eut lieu néanmoins, mais ne réunit que les éléments de gauche. Le congrès désigna un nouveau Comité Central, à la tête duquel un ouvrier, le camarade Gavlin, fut placé. Le camarade Schméral en fut l'inspirateur. Le congrès sanctionna la prise de possession de la Maison du Peuple de Prague. Un nouveau programme provisoire du parti fut élaboré et l'on adopta la réso-

lution de soumettre la question de l'adhésion à la III-e Internationale aux sections locales.

La social-démocratie tchéco-slovaque fut ainsi divisée en parti de droite et parti de gauche.

La droite entreprit avec énergie de réorganiser les restes du parti, de préparer son propre congrès et de saper le terrain sous les pieds des masses ouvrières sympathisant avec la gauche. Le congrès de la droite eut lieu le 26-27 novembre 1920. Son ouverture fut une véritable solennité. Les chefs de la II-e Internationale vinrent y porter secours au parti social-démocrate, tchéco-slovaque sacrifié aux intérêts de la bourgeoisie. Vandervelde et Huysmann, Cramp et Müller s'y montrèrent ainsi que le représentant du parti des s.-r. russes, le citoyen Soukhomlinoff.

Les congressistes avaient pour la plupart été nommés et non élus. Il y eut des cas—nombreux—mentionnés par la presse de gauche, où des délégués ne représentaient que des groupes de 5 à 20 hommes; d'autres ne représentaient personne. Tout délégué avait dû, pour être reconnu comme tel, se prononcer par écrit contre la III-e Internationale.

Et c'est devant un semblable «congrès», si l'on peut dire, que parlèrent les champions de la II-e Internationale. Ils appelèrent les travailleurs tchéco-slovaques à contribuer à la reconstruction de l'Internationale, ils abreuveront d'outrages l'Internationale Communiste et le camarade Schméral, qui est un des plus anciens militants de la social-démocratie, ils s'évertuèrent naturellement à présenter l'Internationale Communiste comme un petit groupement d'aventuriers, rompant l'unité du front prolétarien.

L'ex-ministre Sotzkup alla jusqu'à prononcer cette tirade: «C'est de Moscou qu'est partie la première étincelle de l'incendie qui dévore aujourd'hui le prolétariat mondial, ce tragique dilemme: suivre les voies indiquées par Marx, les voies de la social-démocratie internationale, ou les voies anciennes, depuis longtemps abandonnées: les voies vers le communisme... (!) La raison du prolétariat tchéco-slovaque est l'enjeu de cette lutte qui fut celle de Marx contre Bakounine. La social-démocratie saura la soutenir contre le communisme.

Le menchévik Bekhine l'a dit: «La destinée des ouvriers est liée à celle de la république. Voulez-vous de notre République? Si c'est oui, sachez que sans votre appui elle ne peut pas exister.»

Le président du congrès, Antoine Németz, surenchérit sur tous les autres orateurs. «Le programme de Massaryk—c'est le nôtre... La république tchéco-slovaque—c'est nous, c'est la social-démocratie tchéco-slovaque...» (*Pravo Lidu*, 28-30 novembre 1920).

Ces courtes citations caractérisent parfaitement le marxisme desdits personnages. Spéculant sur le chauvinisme de certains ouvriers et représentant les communistes comme des anarchistes, ils ne faisaient que poursuivre l'exécution d'un dessein mûrement réfléchi. Les délégués des syndicats professionnels, Pitak et Polak, récemment revenus de Russie, prirent longuement la parole pour couvrir de boue la république des soviets et l'héroïque prolétariat russe. Une véritable atmosphère de pogrom se créa dans la salle. Et

vivement applaudi par toute la bourgeoisie tchéco-slovaque, le congrès vote l'adhésion à la II-e Internationale.

Cela devait signifier le rétablissement de la II-e Internationale, en Tchéco-Slovaquie et dans toute l'Europe Centrale. La presse bourgeoise reproduisit avec grande satisfaction les discours des leaders social-démocrates. Les rapports contre-révolutionnaires de Piřak et Polak furent ré-pan- dus à 400.000 exemplaires.

Une centaine de brochures contre la Russie Communiste avaient été éditées aux frais des services secrets du ministère de la Défense Nationale, dès avant le congrès des menchéviks tchéco-slovaques. Depuis, cette littérature réactionnaire a pris un développement considérable, chaque aventurier, chaque agent-provocateur et parfois même quelque « communiste » ayant été en Russie, écrivant, moyennant bonne rétribution, ses impressions de « Russie Rouge », naturellement défavorables au bolchévisme et injurieuses pour le prolétariat de la République des Soviets. Ainsi s'explique l'état d'esprit réactionnaire des populations et leur animosité à l'endroit des vrais communistes, état d'esprit soigneusement entretenu par les menchéviks et la bourgeoisie dont ils sont soutenus.

L'atmosphère voulue ainsi préparée, les forces—peu nombreuses—des menchéviks passées en revue et reorganisées, les chefs « socialistes » attendirent le moment propice.

Le Coup de Force

L'attaque devait être commencée—avec circonspection—par le gouvernement Czerny.

Un des leaders menchéviks, le sénateur Svet-senny, committ l'imprudence d'en parler devant deux témoins—les camarades Tcherny et Kudera—deux jours après la démission des ministres menchéviks (*Krasnoé Pravo*, 11 décembre 1920).

Le prétexte qui devait inévitablement provoquer la collision des communistes et des autorités constituées de la république était tout trouvé; c'était: l'occupation de la Maison du Peuple par les rouges. Németz demanda le concours de la justice bourgeoise qui s'empressa naturellement de lui faire restituer la Maison.

Au moment du congrès, cette affaire passait en troisième instance, et le conflit devait inévitablement éclater en décembre.

On ne peut douter que les Toussar, les Németz, les Bekhin n'eussent invité à leur congrès les leaders de la II-e Internationale que pour se concerter avec eux sur le coup de force. Toute la presse de gauche écrivait d'ailleurs que le cerveau de la réaction européenne, Paris, avait ordonné à la Petite-Entente d'en finir avec le bolchévisme et de nettoyer ainsi l'arrière avant le printemps prochain.

Les représentants de la II-e Internationale furent reçus par le président Massaryk. Ils eurent des conversations avec les ministres menchéviks, et notamment avec Toussar, suppléant de Bénéch et par conséquent bien au courant de la politique étrangère.

Les pourparlers qui eurent lieu à Prague, à la fin de novembre 1920, avaient certainement l'approbation de Paris. L'état-major de la contre-révolution européenne siégeait; il dressait le plan d'une campagne contre le bolchévisme dans l'Europe Centrale et tout d'abord en Tchéco-Slovaquie, où le mouvement révolutionnaire prolétarien commençait à devenir inquiétant.

Une première lueur fut jetée sur les résultats des pourparlers de Prague, dans un entretien accordé par Massaryk au correspondant de Budapest, entretien publié le 2 décembre 1920, dans le *Prager Tageblatt*. M. Massaryk disait: « Partout en Europe, on a compris ce que c'est que le bolchévisme... La Russie des Soviets se trompe grossièrement dans sa politique; la propagande à l'étranger ne lui donnera rien. Il me semble que l'Europe sort de son indifférence et se prépare à entrer dans la voie de la fermeté (*Ceskoslovo*, 3 décembre 1920).

Ces paroles du chef de Etat furent le signal de l'attaque qui commença sans bruit. Dans les premiers jours de décembre, la confiscation des journaux de gauche commença par celle de l'organe central de la gauche social-démocrate, le *Rude Pravo*, de l'organe de la jeunesse de gauche *Mladý Proletarj* et de l'organe féminin *Jensky List*. Les confiscations devinrent bientôt quotidiennes, à Prague comme en province.

A ce moment, les menchéviks votèrent au Parlement un budget de 14 milliards, dans lequel 2 1/2 milliards de couronnes étaient assignées au chapitre des dépenses militaires (*Krasnaia Pravda*, 5, XII 1920).

Pendant ce temps, les ouvriers mineurs de Kladno mirent au pilori de l'opinion publique les calomnieux de la Russie des Soviets et son héroïque prolétariat.

Lorsqu'on s'aperçut que la confiscation des journaux de gauche n'atteignait pas le résultat, la commission de répartition du papier aux journaux cessa la livraison du papier à l'organe central de la gauche social-démocrate, à partir du 1-er décembre.

A ce moment, la littérature anti-bolchéviste augmente visiblement. Dans toute cette abominable campagne, il est fréquemment question des « ordres de Moscou et des roubles bolchéviks ».

Les menchéviks commençaient à penser que le terrain était suffisamment préparé et la presse communiste suffisamment affaiblie, pour qu'on pût agir sans attendre que le verdict du tribunal bourgeois ait décidément restitué la Maison du Peuple à Németz. Des ouvriers communistes montaient nuit et jour la garde à la Maison du Peuple. Les ouvriers de Prague étaient relayés dans leurs fonctions par des détachements ouvriers envoyés de Kladno, de Nimbourg et d'autres localités voisines.

Les députés refusèrent tout travail dans les commissions parlementaires, tant que la Maison du Peuple ne leur serait pas rendue. Ils savaient parfaitement qu'au moment où le verdict du tribunal pourrait être mis à exécution, les ouvriers de Prague auraient déjà concentré des forces et défendraient énergiquement le bien acquis par leurs sacrifices persévérants.

Il importait aux menchéviks de prendre les ouvriers au dépourvu. On voulait trouver un prétexte pour une intervention anticipée des organes du pouvoir. Les « démocrates » menchévistes eurent recours à la provocation. Le directeur de la typographie de la Maison du Peuple était le député menchévik Hummelhans; l'imprimerie était enregistrée à son nom. Obéissant assurément aux instructions des intrigants de son parti, Hummelhans affecta dans ses ateliers l'attitude d'un propriétaire, négligeant avec désinvolture les commandes du Comité Central de la gauche, mais exécutant d'urgence celles des menchéviks. Le Comité Central de la gauche, ne se doutant pas qu'il faisait ainsi le jeu de la provocation, le révoqua ainsi que son suppléant. Les menchéviks n'attendaient que cela; ils avaient enfin le prétexte désiré, pour faire intervenir le gouvernement. L'appareil de coercition qui attendait depuis longtemps la secousse initiale, se mit à fonctionner aussitôt.

Le jour même de la révocation de Hummelhans, un détachement de police se présenta à la Maison du Peuple et mit le scellé sur la typographie. La police plaça des sentinelles devant les ateliers et s'installa dans la cour. Un autre détachement occupa l'entrée principale de la maison où les ouvriers ne furent admis qu'après exhibition de cartes de membres du parti social-démocrate estampillées par la gauche. L'entrée de la Maison du Peuple était habituellement libre, la police veillait ainsi à ce que l'attentat préparé ne fit pas de victimes parmi les menchéviks. Les plus petits détails avaient été prévus. Vers deux ou trois heures, la police fut renforcée par des gendarmes armés de fusils, au nombre d'environ 500 hommes. Elle occupa toute la cour et le jardin de la maison ouvrière. Il importe de souligner ici que, d'après les renseignements publiés par la suite dans la presse de gauche, ces policiers et ces gendarmes destinés à agir contre les communistes avaient été spécialement recrutés et organisés avec la plus grande circonspection sur tout le territoire de la république. Il en fut de même dans les campagnes, pour les légionnaires et les troupes spéciales qui devaient bientôt égorger les ouvriers grévistes. De véritables détachements de représailles, composés de policiers, de gendarmes, de soldats triés sur le volet et de légionnaires, étaient prêts.

L'occupation de la Maison du Peuple par la gendarmerie et la police fut très rapidement connue dans les fabriques de Prague, et les ouvriers commencèrent à affluer autour de leur local. Une réunion de délégués des organisations des usines et des fabriques de tous les quartiers de Prague, à laquelle devaient se rendre près de 600 hommes, devait s'y tenir ce jour-là (9 décembre). La police et la gendarmerie s'opposèrent à l'entrée des délégués, chargeant à maintes reprises sur les trottoirs à coups de matraques et de crosses. Les délégués et la foule réussirent cependant à rompre le cordon armé et entrèrent dans l'édifice. La réunion s'ouvrit. La police et la gendarmerie reçurent alors l'ordre de la disperser et d'expulser par la force les communistes. Pendant le discours du camarade Skalak, les gendarmes envahirent la salle des réunions, en chassèrent les ouvriers à

coups de baïonnettes et de matraques. Dans la cour, nos camarades se défendirent comme ils purent avec des pierres, des briques, des cannes contre les baïonnettes et les crosses. Une dizaine d'ouvriers grièvement blessés restèrent sur le carreau. Un grand nombre de blessés prirent la fuite.

La Maison du Peuple resta aux autorités. Par téléphone, les menchéviks furent invités à rentrer chez eux.

Les journalistes communistes Schmérál, Munaet Skalak avaient opiniâtrement résisté, eux aussi.

Antoine Németz, propriétaire légal de la Maison du Peuple, s'y rendit aussitôt l'ordre rétabli. Il y entra marchant dans le sang fraîchement versé sur le seuil. Des gendarmes et des policiers lui firent le salut militaire.

Pendant que nos camarades aidés des ambulanciers ramassaient sur les trottoirs les ouvriers blessés, les menchéviks rentraient solennellement dans « leur » local.

La voilà bien, la II-e Internationale! — et la démocratie?

Ce n'est pas pour rien que les ouvriers tchèques l'ont surnommée depuis, *l'Internationale de Gendarmes*. Elle n'est pas autre chose, la II-e Internationale. Ses membres ont été admirablement qualifiés par une ouvrière tchèque qui, ayant rencontré dans la rue, après ces événements, le menchévik Németz le montra du doigt aux passants, en disant: Voici un traître! le sang des ouvriers est sur lui!

Les ouvriers tchèques répondirent à ces violences sanglantes par une grève de protestation. Les ouvriers des environs de Prague s'y joignirent par solidarité. Partout où la nouvelle des événements de Prague put être donnée par téléphone, les ouvriers firent grève, dès le 10 décembre. Cette protestation avait été décidée à l'avance, en prévision du cas où la Maison Ouvrière serait prise.

La Grève Générale

Les grévistes se réunissaient par fabriques et par quartiers.

Le Comité Central de la gauche, chassé de la Maison du Peuple, se réunit, le 10 décembre au matin, dans le local du groupe parlementaire. Quand les ouvriers le surent, ils s'y rendirent en foule. Vers 11 heures du matin, un meeting réunit de 3 à 5.000 hommes; les orateurs préconisèrent la grève générale.

La police dont les détachements formaient un épais cordon devant le Parlement, reçut l'ordre de disperser les manifestants. Aussitôt qu'un premier groupe d'agents de police, fort de 40 hommes environ, armés de revolvers, de gourdins et de sabres, eut chargé, une vive altercation se produisit, suivie de bagarre. Un coup de revolver tira par un agent de police fut le signal d'un véritable feu de salve tiré à bouf pourtant sur les ouvriers. En quelques minutes, une trentaine d'ouvriers blessés furent couchés sur le pavé, devant le Parlement.

Les camarades du Comité Central Schmérál et ses collègues sortis du Parlement invitèrent les ouvriers à se rendre aux fabriques qui n'avaient

pas encore cessé le travail, afin d'y organiser la grève générale. — Le même jour, le sang coula dans plusieurs quartiers de la ville. Des détachements de policiers s'attaquaient aux groupes ouvriers, tiraient sur eux à bout portant ou les assommaient à coups de gourdin.

Ces assassinats systématiques indignèrent profondément la population laborieuse qui se sentait affirée dans un guet-apens. Les rues retentirent des cris de: «Traîtres! provocateurs! assassins!» proférés à l'adresse des leaders menchéviks et de la police.

Des milliers d'ouvriers défilèrent dans les rues de Prague, fermant les magasins, arrêtant les tramways, désarmant les agents de police et les gendarmes isolés. Ils annonçaient la grève générale.

Dans la soirée du 10 décembre, des manifestes du Comité Central de la gauche furent répandus. La grève générale était déclarée, avec les revendications suivantes:

1) Cessation immédiate de la terreur employée contre le mouvement révolutionnaire ouvrier.

2) Evacuation immédiate de la Maison du Peuple par la police et la gendarmerie; sa restitution aux ouvriers.

3) Libération des détenus et secours aux ouvriers blessés.

4) La démission du cabinet Czerny qui s'était avéré l'instrument docile des menchéviks Toussar, Meisner et de l'agrarier Schwegil.

5) Rétablissement immédiat de la liberté de presse et de réunion.

6) Le contrôle sur la production dans les biens des propriétaires fonciers et dans les grandes entreprises capitalistes, à exercer par les délégués de soviets ouvriers et des comités de fabriques et d'usines; vérification immédiate des bilans et des livres de commerce. Où le contrôle ouvrier aura constaté la présence d'un actif suffisant, il sera en droit d'exiger une augmentation de salaires d'au moins 30 %, qui devra être payée pour 14 journées de travail avant la Noël.

7) Contrôle ouvrier sur la répartition des produits. Les logements dépassant une certaine norme et les logements vacants, mis à la disposition des travailleurs sans logis.

Le passage le plus curieux du manifeste fait ressortir l'indécision et les désaccords des membres du Comité Central de la gauche. — Nous citons:

«Ouvriers! La situation créée par le gouvernement et les social-traîtres est extrêmement grave, car elle déterminera un mouvement des masses ouvrières...»

C'est ainsi que commença la grève générale qui devait révéler la force, la détermination et la capacité de résistance du prolétariat révolutionnaire de Tchéco-Slovaquie.

Les événements l'ont prouvé: les masses ouvrières ne pouvaient pas demeurer dans les cadres des revendications du Comité Central de la gauche. Contrairement au désir et à la volonté bien arrêtée de la majorité du Comité Central, les masses ouvrières engageaient action pour la conquête du pouvoir.

Ceci est aussi important que significatif. La grève se propagea très rapidement, mais

avec des chances inégales. Il ne pouvait être autrement. Si le Comité Central agissait avec incertitude, les ennemis de la classe ouvrière attaquaient de concert, avec énergie. Ici encore, les menchéviks jouèrent le premier rôle. Leur Comité Central invita, dans un long manifeste, la population à combattre les grèves et les agissements des communistes qui marquent le commencement d'une guerre civile dans laquelle notre jeune république succomberait. La conclusion de ce document était typique:

«Citoyens de la République! Sauvez Prague, sauvez notre république! Tel est votre devoir. Nous sommes tous responsables de l'avenir du peuple tchéco-slovaque!»

La presse tchèque, à commencer par les journaux socialistes pour finir par l'organe du docteur Kramarcz, fit chorus dans ce sens.

«Défendez la République! Mort aux communistes!»

Tels étaient les mots d'ordre des ennemis de la classe ouvrière.

Le Conseil des Syndicats se déclara «neutre» et proposa d'arbitrer le conflit. Mais la vérité, c'est que les leaders menchéviks des syndicats soutenaient ouvertement leurs amis.

Au moment critique, les masques tombent toujours et les dissensions entre farbins de la bourgeoisie s'évanouissent devant le danger commun. Les menchéviks allemands se montrèrent disposés à tout tenter pour le salut de leur patrie tchéco-slovaque, contre le danger bolchévik.

Le Comité Central des socialistes allemands défendit aux ouvriers allemands de participer à la grève générale. La gauche du parti social-démocrate allemand, de même que les gauches slovaque et hongroise appelèrent, par contre, leurs adhérents à se solidariser avec les camarades tchèques en lutte pour le communisme.

La grève générale divisa toutes les nationalités de la république en deux camps: le prolétariat et la bourgeoisie entourée de ses valets. En maints endroits, le mouvement gréviste avait commencé avant même que la grève générale n'ait été officiellement déclarée. La grève s'étendit à Kladno, Kolin, Rokitzany, Nimbours et à la capitale de la Moravie, Brunn, et tout travail cessa. Tramways et l'usine électrique chôchèrent même.

Dans les provinces, les ouvriers n'apprirent généralement la grève générale que par les journaux bourgeois ou menchéviks. L'organe central de la gauche *Rude Pravo* parut sous forme de feuille volante et fut saisi. Les télégrammes du Comité Central de la gauche étaient interceptés. La grève s'étendit malgré tout, jusque dans les campagnes.

La police, la gendarmerie et les recrues s'efforçaient en vain d'en empêcher l'extension. A Brunn, les orateurs communistes, parlant en faveur de la grève, et notamment le camarade Waitauer revenu de Russie, furent arrêtés. La troupe ouvrit le feu contre les manifestants qui tentaient de lui arracher les militants arrêtés. Il y eut 9 tués et 30 blessés. De semblables collisions sanglantes eurent lieu dans divers endroits.

Il serait difficile de donner ici un récit détaillé des événements. Nous nous contenterons d'en esquisser les traits généraux.

La grève générale fut parfois la continuation de la grève de protestation. Il en fut ainsi en Bohême. Les ouvriers moraves ayant perdu leur liaison avec Prague, reprisent provisoirement le travail, mais l'interrompirent sitôt qu'ils connurent la grève générale. En Slovaquie et dans la région ruthène des Carpathes, la nouvelle des événements de Prague parvint en même temps que l'appel du Comité Central de la gauche.

Nombre de journaux de province répondirent à l'appel de Prague, en jetant à la population des mots d'ordre de bataille. La *Svoboda* de Kladno disait :

«Ouvriers et soldats, unissez-vous!

A bas l'armée blanche de la bourgeoisie! Vive l'armée rouge prolétarienne!

Le prolétariat sans armes n'est rien, le prolétariat armé est tout!»

Presque partout, des soviets ou des comités révolutionnaires furent élus et des détachements d'ouvriers armés de fusils de chasse se formèrent. Ils désarmaient la police ou la gendarmerie et, pourvus ainsi de fusils et de revolvers, parvenaient à désarmer parfois de petites garnisons.

A Königratz, les soldats remirent aux ouvriers les directeurs des arsenaux et, au lieu de marcher contre les grévistes, rendirent leurs armes. L'ordre révolutionnaire était maintenu par des patrouilles ouvrières portant des brassards rouges. La vente des spiritueux était prohibée par les comités révolutionnaires. Les ouvriers s'emparaient des mairies, des bureaux des postes, télégraphes et téléphones, des stations de chemins de fer; ils arrêtaient et contrôlaient les trains.

Les automobiles, ainsi que les autres moyens de locomotion, étaient réquisitionnées contre reçus. Les travailleurs s'emparaient des fabriques, des raffineries, des moulins à vapeur, des grandes propriétés privées, des ateliers de chemins de fer, des usines à gaz, de l'électricité, de l'eau dont la gestion passait automatiquement aux comités de fabriques ou aux représentants ouvriers.

Dans beaucoup d'endroits, tous les ouvriers de 16 à 60 ans furent mobilisés pour l'armée rouge dont les groupes couraient les campagnes pour y porter secours au prolétariat agricole et aux paysans pauvres.

A Kladno, les ouvriers saisirent à la station les quotidiens bourgeois et les brûlèrent sur place. Les aéroplanes du gouvernement inondèrent la localité de feuilles légales.

Dans certaines villes, les soviets locaux et les noyaux communistes émettaient des revendications particulières. Le soviét de Gross-Brünn (Moravie) exigea :

1) Elections immédiates de comités de fabriques dans toutes les grandes entreprises capitalistes, avec droit de contrôle sur la production et la répartition des marchandises. Augmentation parallèle des salaires.

2) Socialisation des grandes propriétés foncières et leur administration par les travailleurs des campagnes.

3) Nationalisation des châteaux, des biens des propriétaires, des monastères, etc., ces immeubles devant être mis à la disposition des travailleurs.

4) Réquisition des grands appartements et leur mise à la disposition des indigents.

5) Assurance pour les veuves et les orphelins.

6) Dissolution du Parlement et réélections.

7) Elections immédiates aux caisses des hôpitaux.

8) Garanties aux soldats pour la conservation de leurs droits et notamment, de leur qualité d'électeurs.

Des revendications particulières furent également émises par les ouvriers en Slovaquie et en Ruthénie (Carpathes).

Presque partout, la grève générale revêtit un caractère d'une lutte pour le pouvoir. Y prirent part en masse les ouvriers communistes de nationalité allemande, slovaque, tchèque, hongroise, les éléments gauches du parti des socialistes tchèques, les ouvriers anarchistes, les mutilés de guerre mondiale, les masses laborieuses sans-parti et même une partie des légionnaires.

Il y eut au total, près d'un million de grévistes appartenant à toutes les nationalités de la république.

Les principaux foyers de la lutte révolutionnaire furent :

En Bohême: les arrondissements de Kladno, Prague, Pulsen, Brod allemand, Budweis, Mlada, Boleslav, Koeningberg, Reichenberg, Aussig, Brüx, Litomeritz;

En Moravie: Brno, Trebicz, Godonin, Iglava, Trecht, Oslavany, Mor, Ostrava.

En Slovaquie: Presbourg, Trnava, Vrouki, Glogovetz, Nitra, Loutchénez, Jopa, Spichkaya, Tékovskaya, Guémarskaya, Kochitzky.

En Ruthénie: Munkacz, Oujgorod.

Dans le centre du menchévisme, à Pilsen, la moitié des métallurgistes arrêtaient le travail; dans la région de Moravie, à Ostrava, 24 puits de mines chôchèrent sur 38.

Gouvernement, menchéviques et bourgeoisie furent frappés de l'extension du mouvement; le Comité Central de la gauche ne l'était pas moins.

Dès le troisième jour de grève générale, le 12 décembre, le président Massaryk avait signé un décret portant établissement de l'état de siège sur tout le territoire de la république. Toutes les libertés démocratiques étaient suspendues: les particuliers furent privés du téléphone et du télégraphe, la censure postale rétablie, etc.; défense fut faite d'arborer les insignes de syndicats, même politiquement neutres. Des visites domiciliaires chez les ouvriers commencèrent dans le pays. Les communistes étaient hors la loi...

Après avoir ainsi préparé le terrain à l'arbitraire absolu des organes du pouvoir, les menchéviques prirent la direction de l'orgie sanglante qui devait, pensaient-ils, anéantir le prolétariat communiste. L'avant-garde de la contre-révolution se rallia tout entière autour d'eux. La bourgeoisie, les commerçants et les habitants timorés: tels sont les éléments que les menchéviques réunirent autour de la police, de la gendarmerie, des conscrits, des légionnaires contre-révolutionnaires.

La provocation, la tromperie, la calomnie furent employés sans vergogne contre les communistes. Les honnêtes gens de la république considéraient comme de leur devoir de sauver «la patrie», même en secondant l'arbitraire des bandes blanches. Le commandement des légionnaires se mettait à la disposition des défenseurs de l'ordre bourgeois. Des détachements armés de sokols (associations sportives) «progressistes» s'unirent aux «aigles» cléricaux et à la jeunesse bourgeoise. La gendarmerie privée des propriétaires fonciers allemands grossit de son côté, les rangs de l'armée blanche.

Toute cette canaille blanche, formant une chaîne ininterrompue sous la direction d'officiers et de patriotes démocrates, fit des batifues systématiques dans le pays entier. Sur dénonciation des menchéviks, ces détachements de repréailles fusillaient, mutilaient, traquaient les communistes et arrêtaient les membres des soviets, les comités révolutionnaires, les militants révolutionnaires appartenant à toutes les nationalités.

Cela systématiquement, rapidement, énergiquement, dans le dessein prémédité de diviser les autres masses ouvrières et leurs chefs, de semer la défiance et la provocation dans les milieux révolutionnaires, de terroriser les timorés et les indécis, de désarmer les plus dangereux, d'introduire le chaos et la corruption dans les rangs prolétariens encore insuffisamment organisés.

«L'Internationale des Gendarmes» exterminait les militants de l'Internationale Communiste. Par dizaines, les camarades furent fusillés, à Brûx, Prague, Kladno, Brünn, Ostroya, Godonina, Glogovský, Vrouki, Kochitzky. Par centaines, ils furent grièvement blessés ou mutilés. Nombreux sont ceux qui ont succombé à leurs blessures. Les «démocrates» n'ont pas reculé devant l'emploi de balles dum-dum.

Le nombre des personnes arrêtées croissait d'heure en heure. Toutes les prisons furent bientôt bondées.

Fin de la Grève

Lorsqu'il devint évident que les bandes blanches réussiraient à noyer le mouvement dans le sang, les membres du Comité Central de la gauche, les députés Skalák et Vanek, s'adressèrent au président Massaryk dans le but d'entamer des négociations. Massaryk refusa de causer.

Le 15 décembre, le Comité Central de la Gauche invitait les grévistes à reprendre le travail. Le manifeste disait:

«Nous n'avons pas choisi le moment de ce conflit. Il a été habilement déterminé par la bourgeoisie et par les socialistes au pouvoir, dont le gouvernement n'a été que l'instrument. Nous n'avons vu dans ces événements qu'une nouvelle tentative de la réaction résolue à nous provoquer, afin d'exterminer ensuite notre parti par la terreur et par la violence... Il nous faudra du temps pour guérir nos blessures... Mais cette action a été la première manifestation nette et pratique des forces révolutionnaires en éveil chez le prolétariat conscient de la Tchéco-Slovaquie. Elle a secoué

les indifférents et fait connaître à tous notre but commun: la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la destruction du pouvoir de la classe bourgeoise. L'enseignement que nous en retirons concerne la force de l'ennemi. Nous avons vu aussi—et nous n'avons pas peur de l'avouer—nos propres faiblesses. Les derniers événements récents ont clarifié le front international de la lutte prolétarienne; pour la première fois depuis la fondation de la république, les ouvriers tchèques ont combattu aux côtés des ouvriers allemands.

Quant aux menchéviks, il est surperflu d'en parler, ils se sont exclus, et du front prolétarien et du mouvement ouvrier tchéco-slovaque.

«Ouvriers! Reprenez votre travail le front haut, conscients de votre dignité et forts de notre espoir en un avenir meilleur!

«La victoire nous restera. Travailleurs conscients de tous les partis, unissez-vous!

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

«Vive la III^e Internationale!»

Quel effet produisit sur les masses ouvrières ce signal de cessation de la lutte? Il fut diversement accueilli. Dans bien des endroits, surtout dans les districts où les détachements de repréailles n'avaient pas encore passé, les ouvriers n'étaient nullement disposés à rendre les positions conquises. Sur certains points, des batailles rangées avaient lieu entre ouvriers et gardes-blancs. De part et d'autre, on avait des mitrailleuses. A Oslavany, où les ouvriers tenaient en leur pouvoir une grande usine électrique, les troupes gouvernementales firent donner le canon.

La Terreur Blanche

On peut dire que la liquidation de la grève dura presque jusqu'à Noël. Pendant toute cette période, le nombre des camarades emprisonnés ne cessa pas de s'accroître.

Au début de cette année, nos emprisonnés étaient au nombre de 3000; presque tous sont accusés de haute trahison.

Il fut naturellement question des «roubles bolchéviks» et des «ordres secrets» de Moscou. Les menchéviks allèrent même jusqu'à publier dans leur organe (*Pravo Lidou*), cette manchette: *L'Internation Soviétiste en Tchéco-Slovaquie*. On parlait sous ce titre, des millions envoyés par le gouvernement de la Russie des Soviets.

Mais ce sont déjà d'anciennes fables, et il faut s'étonner que les menchéviks n'aient encore rien trouvé de plus neuf. Il est vrai de dire que leur seule affaire est de couvrir de boue l'héroïque prolétariat russe.

La bourgeoisie triomphe.

Les «insurgés» seront jugés, non par le jury ordinaire, mais par le Sénat qui pourra prononcer des verdicts de mort. Une fois de plus, les menchéviks ont trahi le prolétariat et sauvé à ce prix la bourgeoisie. Ils n'auront pas lieu de se réjouir. Une mer de sang les sépare désormais, du prolétariat révolutionnaire.

La terreur blanche sévit en Tchéco-Slovaquie. Le gouvernement de la République aspire à

surpasser en cruauté le régime le plus abominable de l'Europe contemporaine: celui de la Hongrie de Horthy. Les menchéviks y trouvent leur compte. C'est bien pour cela qu'ils ont voté un crédit complémentaire de 4 1/3 milliards, consacré aux dépenses du ministère de la Guerre.

Formation de l'Avant-Garde Communiste

Mais la terreur est pour le prolétariat tchécoslovaque la meilleure des écoles. Nous en avons la preuve dans les heureuses nouvelles que nous recevons aujourd'hui de Tchéco-Slovaquie.

A la conférence du parti des gauches du 1-2 janvier, les ouvriers révolutionnaires tchèques ont déjà dressé le bilan de la lutte et décidé d'appeler les travailleurs de toutes les nationalités à ne former qu'une feuille communiste, sous le drapeau de la III-e Internationale.

Au milieu de janvier, les camarades allemands réunis à la conférence de Reichenberg ont décidé de rompre toute relation avec les menchéviks.

Vers la fin janvier, à Pressbourg, l'union des ouvriers communistes de Slovaquie et de Ruthénie (Carpathes) appartenant à trois nationalités, allemande, slovaque et magyare, s'est accomplie.

En février, dans diverses localités de Bohême et de Moravie, fusion des organisations révolutionnaires tchèques et allemandes.

Les Jeunesses révolutionnaires allemandes ont adhéré à l'Internationale Communiste, dès l'année dernière; au début de février, les Jeunesses tchèques ont suivi cet exemple.

Vers le 15 mars, doit avoir lieu le Congrès des gauches allemandes qui se prononcera, sans nul doute, pour la III-e Internationale.

Au Congrès extraordinaire du 26 mars, le prolétariat le plus nombreux de la république tchécoslovaque, le prolétariat tchèque, se placera, sans nul doute, sous les drapeaux de l'Internationale Communiste.

Aussitôt après, aura lieu le Congrès de la section tchéco-slovaque de l'Internationale Communiste.

La bourgeoisie et ses larbins voulaient en finir avec le bolchévisme en Tchéco-Slovaquie. Pendant deux ans, ils ont su bernier les masses ouvrières en proie aux illusions démocratiques humanitaires, ils les ont mitraillées ensuite.

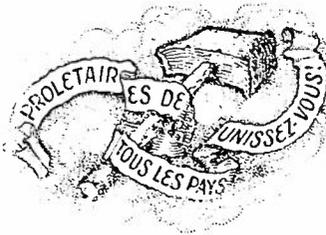
La démocratie tchéco-slovaque s'est révélée comme la plus cruelle et la plus sanglante dictature bourgeoise. Notre terrible expérience de deux années sera édifiante pour le prolétariat de toutes les autres «démocraties».

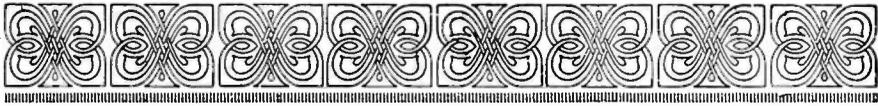
Que tous ceux qui croient encore aux «gendarmes de la II-e Internationale» ouvrent enfin les yeux!

Les ouvriers tchéco-slovaques, tchèques, allemands, magyars, ruthènes, polonais, unis par le sang versé en commun dans ces luttes, ne formeront prochainement qu'un contingent unique de l'Internationale Communiste et livreront ensemble la dernière—et décisive—bataille.

Yaroslav SALAT

Edouard BRENNER.





A. SULTAN-ZADÉ

UNE NOUVELLE MENACE DE GUERRE

Quelques mois se sont à peine écoulés depuis que s'est tu le fracas des canons; l'Europe expirante, comparable à un fauve aux abois, se débat désespérément contre la ruine et la désorganisation; la France victorieuse n'arrive pas à endiguer la vague de mort qui emporte chaque année 220.000 vies humaines; les menaces proférées par les millions de chômeurs que la crise jette sur le pavé grondent encore, et déjà la presse des deux mondes discute sérieusement de la prochaine guerre. Jusqu'à présent, la bourgeoisie franco-anglaise avait agité devant les peuples le spectre de l'impérialisme allemand. Mais le monstre allemand terrassé, la paix n'est pas revenue pour cela, en Europe.

Pour justifier leurs armements, les Alliés, et particulièrement les camarillas militaires, cultivent le nationalisme et la germanophobie. La bourgeoisie de l'Entente se débat dans le réseau complexe des ses intérêts contradictoires à l'égard de l'infortuné peuple allemand. D'une part, elle exige l'exécution rigoureuse de l'inexécutable traité de Versailles; d'autre part, elle lie partie avec les chefs de l'Empire détruit et, de concert avec les monarchistes bavarois, aspire à rétablir sur le trône le prince Ruprecht de Bavière. Tout en réclamant le paiement d'une formidable indemnité, elle insiste sur la destruction des moteurs Diesel, destinés à jouer un rôle capital dans le relèvement industriel de l'Allemagne, duquel dépend sa capacité de paiement. Mais peu importe aux requins du capital allié! Peu leur importe aussi que la malheureuse Autriche meure d'inanition et soit en passe de devenir une vaste nécropole. Les dirigeants de l'Entente, ici encore, ne secondent que la pire réaction incarnée par le parti socialiste chrétien, avec l'espoir d'empêcher le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.

Les magnats hongrois qui, en cinq mois, ont exterminé cinq mille communistes, sont autorisés à garder une armée deux fois plus forte que celle prévue par le traité de paix. Et la France réactionnaire n'attend qu'une occasion favorable pour rétablir les Habsbourg sur le trône d'Autriche et de Hongrie.

Pour défendre leurs capitaux engagés dans les exploitations de naphthé de Galicie et menacés, leur semble-t-il, par le péril bolchéviste, les financiers français liquent la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, petits pays qui ont

toutes les peines du monde à venir à bout de leurs propres antagonismes, en une Petite-Entente.

En Orient, les nationalistes turcs refusent de signer le traité de Sèvres, et les alliés n'arrivent pas à se partager l'Asie Mineure. En Syrie, en Mésopotamie, en Perse, aux Indes, les mouvements insurrectionnels se multiplient, sans qu'on puisse en entrevoir la fin.

Au fond, l'armistice n'a été suivi d'aucune paix. A bout de souffle, les peuples européens restent sur une épave. Et dans tous les pays, la course aux armements a repris comme autrefois.

De nouvelles alliances sont conclues, les coalitions militaires intriquent, les armées se réorganisent conformément aux nouvelles méthodes de guerre, la diplomatie secrète ne connaît plus de bornes à son activité; et la menace d'une conflagration est de nouveau suspendue sur nos îles.

La Société des Nations, dernière ressource de l'idéologie bourgeoise et dernière illusion de ceux qui croyaient encore le capitalisme capable de se régénérer et de se remettre au labour pacifique, est frappée à mort par la victoire du parti républicain aux élections présidentielles des États-Unis.

La bourgeoisie internationale se dispute aujourd'hui l'hégémonie dans le Pacifique. Les intérêts de deux grandes puissances se heurtent; les armements sont poursuivis avec une hâte fiévreuse.

Au cours d'un siècle et demi, les États-Unis se sont étendus à travers l'Océan Pacifique vers les côtes d'Asie. Leur expansion est, à l'heure actuelle, limitée par les îles Philippines, étroitement reliées au système de défense de l'Amérique, système basé sur l'utilisation du canal de Panama, la meilleure voie maritime de New-York à San-Francisco, et sur la base navale des îles Sandwich.

Dans cette lutte opiniâtre pour l'hégémonie du Pacifique, les États-Unis se trouvent en présence du jeune empire japonais, également avide de domination. D'où, cause de la tension croissante des rapports entre les deux pays.

L'industrie américaine, dont le développement est prodigieux, a de très grands intérêts en Chine, en Corée, en Sibérie.

Désirant protéger ces pays contre l'emprise japonaise, l'opinion américaine défend l'indépendance de la Corée et préférerait voir la Sibérie, la Mandchourie, l'île Sakhaline demeurer aux

Russes. D'autre part, les Américains comprennent fort bien que le Japon, en cherchant à acquérir de vastes territoires chinois, ne fait que suivre l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Russie et de la France et qu'en fin de compte, il ne voudra plus s'en dessaisir.

Les États-Unis, qui ont eux-mêmes une sphère d'influence en Chine, sont assez brusquement devenus de grands amis de ce pays. Leur amitié s'est exprimée en une doctrine claire et nette, celle des «portes ouvertes», suivant laquelle aucune nation ne peut acquérir des droits économiques exclusifs dans aucune région de la Chine. C'est là, l'origine du rapprochement de la «nation des trusts» et de «la nation des coolies».

Bien que l'Amérique ait, pendant plusieurs années, appartenu à la même coalition que le Japon contre les puissances centrales, le mouvement anti-japonais n'y a pas diminué d'intensité. En déclarant la guerre à l'Allemagne, les États-Unis se sont engagés dans la voie militariste. Aujourd'hui, pourvus d'un budget de guerre de plus d'un milliard et demi de dollars et d'une formidable flotte de commerce, ils font peser sur les destinées du Japon une terrible menace.

Le dessein de M. Daniels, sous-secrétaire de la Marine, de doter l'Amérique de la plus puissante flotte du monde, a provoqué une véritable révolution dans la politique militaire du Japon. Autrefois, dans ce pays, c'était à qui, de la flotte ou de l'armée, recevrait la plus grosse part du budget. Pendant les gouvernements du prince Kafura et du comte Yamamoto, la voix d'un député s'achetait par les deux parties rivales, 300 yen et plus. La rivalité entre la flotte et l'armée était même un gros facteur de développement politique de l'Empire.

Il n'en est plus ainsi.

En présence du danger, la flotte et l'armée se sont réconciliées, dès 1918. Soutenu sans réserve par le ministère de la Guerre, le ministère de la Marine a exigé un budget de plusieurs milliards pour l'accroissement de la flotte de guerre.

Des fortifications s'élèvent sur tout le littoral japonais; le Japon devient un vaste camp retranché.

La guerre est à la fois une sorte de crise de la production capitaliste et une entreprise des plus fructueuses pour le placement des gros capitaux. Aussi longtemps que durera le capitalisme, les possibilités de guerre entre nations capitalistes ne seront pas exclues. Et l'on peut dire, presque à coup sûr, que la prochaine guerre mettra aux prises les États-Unis et le Japon.

La population du Japon s'accroît très rapidement. En 1872, elle était de 33.111.000 habitants; en 1909, de 50.170.000 et en 1920, de près de 70.000.000, sans compter les 13.500.000 habitants des pays annexés entre 1905 et 1909. De 1886 à 1903, le nombre des localités japonaises ayant plus de 10.000 habitants est passé de 189 à 284. Le territoire restreint du Japon ne peut pas contenir une population croissant aussi rapidement et soucieuse de se mettre à la hauteur de la civilisation européenne. L'émigration en Amérique a pris des proportions considérables, mais les

récentes lois américaines l'enrayent. L'émigration se dirige aujourd'hui vers l'île Formose, vers la Corée, vers la Chine, elle est particulièrement forte aux îles Philippines et Hawaï. Tout le littoral de l'Amérique du Nord baigné par l'Océan Pacifique, de Vancouver à San Francisco et jusqu'au littoral du Mexique, est peuplé de Japonais. La population japonaise en Californie et à Washington s'élève à 91.532. A Washington, elle atteint 28.114 habitants, soit 11,3% de la population totale. Aux îles Hawaï, les Japonais constituent les 42,7% de la population. De 1900 à 1910, la population japonaise s'est accrue, dans ces îles, de 30,1%; elle est aujourd'hui de 109.269 habitants.

La question de l'émigration japonaise en Californie revêt un caractère particulièrement grave.

En novembre 1920, l'ambassadeur japonais à Washington, Shiderako, exigea formellement du gouvernement américain la conclusion d'un nouvel accord relatif à l'émigration des Japonais et à leurs droits de propriété dans les États de l'Est, où le mouvement anti-japonais continue à se développer. 10% des terres de la Californie appartiennent aux Japonais, ce qui provoque chez les Américains de vives iniquités.

Les Japonais attendent anxieusement les résultats du référendum, décidé en Californie, sur la nouvelle loi qui abroge, dans une grande mesure, celle de 1913 et aggrave sérieusement la situation des émigrants jaunes. Elle prive du droit de naturalisation les parents dont les enfants sont nés en Amérique, interdit aux Japonais toute participation aux entreprises agricoles et à l'exploitation des richesses du sol, et leur retire le droit d'acquiescer des immeubles, etc. Bien que cette loi ne doive pas avoir force rétroactive, l'opinion japonaise ne saurait l'accepter sans protester. La presse nipponne affirme à l'unisson que les Japonais ne l'admettront jamais et qu'un seul jour suffira à effacer 64 années de rapports amicaux entre les deux pays. Le gouvernement japonais réfrène le mécontentement populaire, d'autant plus qu'un nouveau motif de conflit est sur le point de surgir. Nous voulons parler de la question de l'île de Yap située dans l'archipel des Carolines et qui, en vertu du traité de Versailles, doit passer des mains de l'Allemagne à celles du Japon. Or, cette île constitue une base excellente sur le chemin des Philippines; les Américains refusent leur consentement à sa remise aux Japonais et proposent de l'internationaliser. Mais il est fort douteux que le Japon s'y résigne.

Comme on le voit, ce ne sont pas les motifs de guerre qui manquent.

Il ne faut pas croire non plus que l'hostilité des Américains envers les Japonais se limite à la Californie. Tout Américain voit dans le Japon un danger et un ennemi futur. Le public américain considère la guerre avec le Japon comme non seulement possible, mais encore très probable.

En Californie même, il y a environ 85.000 Japonais, ce qui fait un peu plus de 2% de la population. Une quantité si négligeable ne peut être, dit-on, considérée comme dangereuse pour la race blanche; mais les Américains ont une tout autre opinion là-dessus. Ils mettent sur le compte des

japonais, en premier lieu, que ces derniers ne s'assimilent pas aux blancs et, en second lieu, qu'ils s'emparent peu à peu des terres et entreprises économiques et industrielles du pays. Les Américains reprochent à l'Angleterre d'avoir, en contractant alliance avec le Japon, affermi et enhardi l'Empire du Soleil Levant.

En attendant, le Japon intrigue au Mexique, intervient contre la Russie et se querelle avec l'Allemagne. Mais il est évident qu'il finira par s'accorder avec eux pour réaliser ses desseins mystérieux orientés dans un tout autre sens.

La Sibérie peut être, elle aussi, une cause de conflit entre l'Amérique et le Japon. En 1918, ces deux puissances y sont intervenues pour débayer le transsibérien des Tchéco-Slovaques. Les deux États se sont réciproquement engagés, à cette époque, à ne pas profiter des circonstances dans leurs intérêts particuliers.

Or, le Japon n'a pas tenu parole. Il a occupé Vladivostok, aussitôt que les derniers soldats américains se furent embarqués, au printemps de 1920. Une partie considérable de la Sibérie Orientale était encore récemment entre les mains du Japon et n'est évacuée que parce que les autorités militaires de l'Empire se sont rendu compte qu'une occupation prolongée exigerait une trop grande dépense de forces. Mais les côtes de la Sibérie sont encore au pouvoir du Japon qui occupe en outre le nord (partie russe) de l'île Sakhaline, ce qui a provoqué une véhémence protestation du gouvernement américain. Les Japonais imitent, en politique, Lüdendorf. Leur gouvernement civil n'a pas trop approuvé ce qui se faisait en Sibérie. Mais quand les généraux affirment, dans un pays impérialiste, la nécessité de prendre des garanties militaires, la diplomatie finit toujours par capituler. Le Japon redoute que l'Amérique et les Américains n'aient quelque peu contribué à créer cet état d'esprit. On a trop parlé aux États-Unis des intérêts de l'Amérique en Sibérie. L'Amérique a suffisamment d'argent, et elle commençait à régénérer et à exploiter la Sibérie. Mais les Japonais ne toléreront jamais que la Sibérie devienne une colonie américaine. Bien qu'il y ait en Sibérie assez d'espace pour donner du champ à l'énergie américaine et satisfaire ainsi les besoins vitaux du Japon, les appétits insatiables des impérialistes sont impossibles à concilier.

Les intérêts des capitalistes japonais et américains se choquent, en Chine, d'une manière beaucoup plus nette. Au début de la guerre mondiale, le consortium international des banques existant en Chine, auquel participaient la Russie et l'Allemagne, a cessé d'exister. Le Japon, qui a réussi pendant la guerre à mettre la main sur les affaires de Chine, a su tirer parti de cette situation. Grâce à la pluie d'or qui tomba sur le Japon pendant la guerre, la Chine dut y contracter divers emprunts qui servirent principalement à payer les frais de la guerre et furent garantis par des concessions et des privilèges.

En juin 1918, le gouvernement américain soulevait la question de la création d'un nouveau consortium, qui aurait eu pour tâche d'aider la Chine dans ses entreprises d'État: tracement de voies ferrées, réforme du système moné-

taire, etc. Outre l'Amérique, des groupes de banques anglaises, françaises et japonaises devaient y entrer. Les représentants de ces groupes se réunirent à Paris, en mai 1919. Il était supposé que chaque groupe des participants mettrait à la disposition du consortium ses privilèges et ses concessions: on évitait ainsi la création de nouvelles sphères d'influence. Mais le Japon posa une condition à sa participation au consortium: il exigeait confirmation de ses droits exclusifs sur la Mandchourie et sur les régions de la Chine, où il possède des concessions importantes. C'était là une menace directe au nouveau consortium. Car le projet américain avait précisément pour but de mettre un frein à la politique égoïste du Japon, qui tend à l'assujettissement économique et territorial de la Chine et que favorisait le parti militaire *Anfou*, gouvernant à Pékin et dans la Chine du Nord.

Sans la participation du Japon, le consortium n'avait aucune raison d'être. L'Amérique ne se tint pas pour battue. Indépendamment de ses intérêts politiques en Asie Orientale, l'Amérique est foncièrement intéressée dans la création d'un consortium pour des raisons purement commerciales; par suite des achats importants qu'elle a faits en Orient durant la guerre, le bilan du commerce de l'Amérique avec l'Extrême-Orient se solde par un passif de 65 millions de dollars. L'Amérique aurait préféré de payer ces 65 millions non en espèces, mais en marchandises; et il fallait pour cela un consortium.

Le 11 mai 1920, un traité fut conclu entre le représentant de la firme américaine «Morgan» et un groupe de banquiers japonais, concernant la fondation, avec le consentement du gouvernement japonais, d'un syndicat pour l'exploitation de la Chine. Le 16 Mai, le gouvernement américain croyait déjà pouvoir annoncer au public la création d'un consortium dans lequel entreraient l'Angleterre, la France, le Japon et les États-Unis. Il devait offrir à la Chine «les moyens de développer son économie et son industrie». L'Amérique y était représentée par 37 banques.

Mais il fut bientôt évident que les relations entre le Japon et l'Amérique restaient très équivoques. De graves malentendus se produisirent. Le premier japonais, M. Hara, déclarait (mi-juillet 1920) dans un entretien avec un journaliste américain, concernant l'accord de 1917, entre le Japon et l'Amérique, que toutes les puissances reconnaissaient la position exceptionnelle du Japon dans le consortium, par rapport à la Mandchourie. Le vicomte Oushida parla de même le 3 juillet, devant la Chambre des Députés. Il y donna, entre autres, les précisions suivantes: «Seuls, les emprunts garantis par le gouvernement chinois sont de la compétence du consortium. Les emprunts contractés par les capitalistes chinois ou par des groupes privés sont en dehors de la sphère d'influence du consortium». Ainsi, de l'avis du vicomte Oushida, la Chine peut désormais contracter des emprunts privés en dehors du consortium.

La position véritable du Japon dans le consortium est donc loin d'être bien claire; et la sphère d'influence de l'Empire n'est pas nettement délimitée.

Le consortium n'a pas en vue de monopoliser toutes les entreprises économiques de la Chine. Il ne pense qu'à s'occuper des entreprises fondamentales, qui ont une grande importance pour la rénovation du pays. Il se préoccupera notamment de la répartition la plus rationnelle de l'argent, dans les intérêts du pays. Le consortium n'exercera aucun contrôle sur la politique du gouvernement chinois. Mais les Céléstes craignent de perdre leur indépendance financière par la création d'un contrôle international qui peut amener au partage de la Chine en sphères d'influences. La plupart d'entre eux redoutent l'influence du Japon. Toutes ces raisons sont parfaitement suffisantes pour que la bourgeoisie imperialiste de l'époque du capital financier procède à des «préparatifs» sérieux. Conformément aux traditions de la diplomatie capitaliste, la préparation de l'opinion publique s'opère parallèlement avec les apprêts militaires. La presse, après avoir déploré la possibilité d'une guerre—qui est toujours une calamité—, constate qu'elle paraît inévitable et qu'il faut, en tout cas, s'y préparer.

On s'en souvient. C'est ainsi que commença la guerre mondiale: alors que l'Allemagne officielle protestait de sa loyauté par rapport à ses voisins, ses armées se préparaient sérieusement. Von Bernhards préconisait la guerre pour l'hégémonie mondiale de l'Allemagne. «Il n'y a, pour nous, que deux alternatives», disait-il: «ou la domination du monde ou l'effondrement» (*Weltmacht oder Niedergang*). Peu après le livre de von Bernhards, parut l'ouvrage du lieutenant-colonel Frobenius que le kronprinz daigna féliciter pour son œuvre. La presse européenne cependant dénonçait la puissance militaire croissante de l'Allemagne. Le spectacle que nous offre aujourd'hui le Japon est identique.

Comme l'Angleterre, son allié le Japon sait qu'en 1923, l'accomplissement du programme naval de la flotte américaine en fera la flotte la plus puissante au monde. Il importe donc de faire vite.

L'union japonaise de la défense nationale, à la tête de laquelle se trouve l'ancien premier, Okouma, a publié un livre intitulé *La guerre du Japon et de l'Amérique*. L'ouvrage se termine par ces lignes: «Pour l'accomplissement de notre vaste dessein: conquête de la Californie, des îles Sandwich, de Samoa, des îles Philippines, notre devoir est de ne négliger aucune économie; nos femmes doivent porter, au lieu de soie, des étoffes de coton; au lieu de vin, nous devons boire de l'eau; toutes nos économies doivent être consacrées à l'armée et à la flotte; notre corps enseignant doit apprendre à la jeunesse que les États-Unis sont notre ennemi mortel.»

Mais cet ennemi n'est pas le seul. Des Philippines à l'archipel de la Sonde qui appartient à la Hollande, la distance est minime. Et ce n'est certes pas la Hollande qui pourrait mettre obstacle aux projets annexionnistes du Japon. Le détroit de Sonde est entre les mains de l'Angleterre, maîtresse de Singapour. Aussi la Hollande recherche-t-elle la protection de l'Angleterre, adversaire de l'Allemagne. L'archipel de la Sonde est comparable à un pont jeté entre les côtes de l'Inde et celles d'une autre colonie anglaise: l'Australie. On comprend

désormais, pourquoi il n'était bruit récemment que de pourparlers secrets entre le Japon et l'Allemagne. Pendant les fêtes du couronnement du Mikado, les manifestants portèrent un globe, sur lequel les îles appartenant aux Pays-Bas étaient marquées du rouge des possessions japonaises. Faire de l'Océan Pacifique une mer japonaise: telle est l'aspiration du Japon.

Un des hommes politiques les plus populaires du Japon, Tanok Shi, dans son livre *L'histoire et le gouvernement de l'île Formose*, écrit: «Dans quelle direction le Japon doit-il agrandir ses possessions? Doit-il suivre l'exemple de tous les autres peuples et se diriger vers le sud, et non vers le nord? Nous ne devons pas continuer notre expansion au nord, au-delà des limites de la Mandchourie. Toute notre attention doit être concentrée vers le sud! Le Japon doit remplir toutes les obligations qu'il a assumées par rapport à la Corée et la Mandchourie, mais s'avancer plus au nord, serait de sa part une faute impardonnable! A l'issue de notre guerre avec l'Allemagne, notre flotte s'est emparée du groupe principal des possessions de cette puissance dans le Pacifique: des îles Marshall et des Carolines. Notre peuple s'est réjoui de leur annexion, mais elle n'a pas en réalité une grande importance. Nous ne pouvons nous enorgueillir de la possession de quelques îles dans la mer de Chine méridionale, tant que nous ne serons pas en possession de Java et de Sumatra!»

Les impérialistes japonais se préparent à la conquête de l'Extrême-Orient, et les lignes que nous venons de citer ne résument apparemment que leur programme minimum: le programme maximum embrasse, en outre, la Sibérie, la Mandchourie, la Chine, Sakhaline, etc. Les moyens et les méthodes de la guerre future sont, d'ores et déjà, savamment étudiés. On trouvera des documents très curieux sur cette question, dans le *Journal of the Royal United Service Institution*. Le point de vue du feld-maréchal, sir Henry Wilson, chef de l'état-major anglais, est digne d'intérêt. Sir Henry Wilson a fait connaître devant un cercle d'officiers que l'opinion, émise par certains spécialistes de l'art de la guerre, que la guerre mondiale de 1914—1918 serait la dernière, était, à son avis, erronée. Au contraire, il faut s'attendre à des guerres ultérieures, et l'avenir de l'Empire Britannique justifie des inquiétudes graves. Le ministre de la Guerre, Lord W. Churchill, a tenté d'atténuer l'impression produite sur l'opinion publique anglaise par les propos de sir H. Wilson, en expliquant qu'il importait seulement de souligner la nécessité pour l'Angleterre d'être toujours suffisamment armée. Ces réticences ne diminuent pas la portée pratique de l'opinion émise par un spécialiste militaire aussi qualifié.

En consultant l'*Hebdomadaire Militaire*, on conclut involontairement que le commandement supérieur anglais ne compte pas sur une période de paix plus ou moins prolongée, en Europe; au contraire, les états-majors travaillent sans trêve, étudient l'expérience de la dernière guerre, en prévision d'un nouveau conflit gigantesque. Les comptes-rendus des travaux et les rapports des officiers font nettement ressortir à nos yeux deux principes

essentiels: d'abord, la prochaine guerre surpassera en horreurs la guerre de 1914; ensuite, cette «guerre civilisée», qui peut éclater dans un proche avenir, exigera, de l'avis des spécialistes de l'art militaire et naval, une telle dépense de vies humaines qu'elle paraîtra barbare, même en comparaison avec la guerre de 1914-1918. A ce propos, un officier de marine, le lieutenant King Hall, écrit ce qui suit: «Mon opinion personnelle est que l'usage des gaz amènera dans la méthode des guerres futures un changement pareil à celui que produisit jadis l'invention de la poudre. Les côtes du territoire ennemi peuvent être canonnées au moyen de pièces à longue portée, par des obus chargés à gaz. Je crois savoir que pendant la récente guerre, un projet de ce genre fut étudié concernant les côtes belges. Il fut abandonné en égard à l'opinion publique de la Belgique. Mais si l'on se sert ainsi de gaz, les sous-marins présenteront de grands avantages, surtout s'ils font usage de gaz invisibles».

Les officiers anglais ne doutent pas qu'une ère nouvelle s'est ouverte dans l'art de la guerre: l'ère de la chimie.

Le colonel Fuller, ex-commandant d'un détachement de tanks en France, dit sur les nouvelles méthodes de guerre ce qui suit: «Nous sommes en présence d'une grande révolution dans l'art de la guerre sur mer et sur terre: la guerre par les gaz. Il est nécessaire de se rendre un compte exact des possibilités que fait surgir cette nouvelle méthode. Il y a cinq siècles, on accueillait aussi avec scepticisme l'invention «diabolique» de la poudre. C'était alors une chose tout à fait nouvelle, inouïe, et qui tenait du prodige. Personne ne prévit le bouleversement colossal que cette innovation produirait dans l'art de la guerre».

Le colonel Fuller conclut, en somme, que dans les guerres à venir, les tanks mobiles, impénétrables pour les gaz qu'ils crachent, mis en mouvement par des accumulateurs et contenant de l'oxygène et de l'air comprimé pour leur équipage, joueront un grand rôle.

La destination immédiate de ces tanks consistera dans la destruction de toute vie dans le rayon de leur action. Toutes les fortifications futures des frontières seront balayées par des «engins à jet de gaz» (comparables au *minenwerfer*), et toute progression de l'ennemi sera impossible à portée de ces nouveaux engins. Un «territoire inaccessible» sera créé, entouré d'une «atmosphère de mort»; et les sièges des forteresses ou des camps retranchés se termineront par l'asphyxie des assiégés.

Le général-major Swinton va plus loin dans la prévision des méthodes susceptibles de contribuer à l'annihilation de l'humanité dans les guerres futures. «Les succès obtenus par le passé nous amènent à conclure qu'on ne se bornera pas, dans les guerres de l'avenir, à l'usage des gaz, mais que l'on tentera de mettre en œuvre toutes les forces de la nature. Le progrès contemporain tend à l'utilisation des propriétés radioactives de diverses substances. Nous possédons les rayons X, les radiations lumineuses et calorifiques; nous trouverons, sans nul doute, de nouvelles radiations: celles de la mort, qui réduiront en cendres

le corps humain, ou l'empoisonneront, ou l'engourdiront, à moins qu'il ne soit protégé d'une manière suffisante. La forme finale de l'art de la guerre me paraît devoir être la guerre par les microbes; on y viendra inévitablement, et je ne vois pas de raisons pour ne pas appliquer cette méthode, sitôt qu'on vient à une lutte décisive. Les tanks perdront alors une part considérable de leur importance. Car, en dehors des vaccinations préventives contre les épidémies meurtrières, il n'y aura ni cloisons, ni armures qui puissent garantir les troupes contre la maladie et la mort».

Notons que l'exposé de ces conceptions infernales, en présence d'une nombreuse assistance bourgeoise anglaise, n'a provoqué aucune protestation.

La guerre que les spécialistes militaires précités ont en vue, c'est, sans nul doute, la guerre future de l'Amérique et du Japon, dans laquelle l'Angleterre sera l'alliée du Japon. Le rival européen de la Grande-Bretagne est anéanti, il s'agit aujourd'hui d'en finir avec le concurrent américain, avant que l'Europe Centrale ait pu reprendre des forces.

Dans cette guerre de l'avenir, l'Angleterre aura besoin d'avoir à ses ordres une Europe qui puisse travailler pour elle, comme l'Amérique a travaillé pour la récente guerre mondiale. Aussi importe-t-il à l'Angleterre de rétablir la paix et le calme en Europe et, surtout, dans l'Allemagne industrielle. On pourra tirer avantage du traité de Versailles pour contraindre l'Allemagne à travailler à prix réduit.

Les hommes politiques anglais voient déjà clair et prévoient une guerre avec l'Amérique. Elle dérive de toute la conjoncture économique de jour en jour plus difficile. L'Angleterre va être supplantée par l'Amérique sur le marché mondial.

Le Japon s'arme fiévreusement. 50% de ses dépenses énormes sont consacrés aux besoins de l'armée et de la flotte. Le gouvernement nippon étudie un plan de mobilisation de l'industrie japonaise, inspiré de celui de Lüdendorf. Les ports japonais se fortifient. Le ministre Hara déplore que des «raisons» financières s'opposent au remplacement d'une direction militaire par une direction civile dans les îles de la Polynésie enlevées à l'Allemagne. Le programme de construction navale est colossal pour un petit pays qui n'a que des ressources modestes. Pour la fin de l'année budgétaire de 1927, le Japon espère néanmoins avoir rempli tout son programme. On achève dans les chantiers de Kuré la construction d'un vaisseau de guerre de 33.800 tonnes, le *Nagato*; on y construit aussi un croiseur cuirassé l'*Akagui* de 30.900 tonnes. Tous les autres chantiers de l'Etat, comme les chantiers privés, sont surchargés de travail, tant pour la construction de nouveaux bâtiments que pour la réparation des vaisseaux existants. Une attention spéciale est vouée à la construction des sous-marins. Ici encore, le Japon s'instruit chez l'Allemagne. Il a reçu des Alliés, dans sa part de butin, un croiseur sous-marin du type le plus nouveau, jaugeant 2.158 tonnes et pouvant s'éloigner de sa base à

20.000 milles marins, c'est-à-dire éminemment utile pour les opérations dans l'Océan Pacifique. Les Japonais s'efforcent actuellement de le reproduire; il est notoire qu'ils sont passés maîtres en fait d'imitation.

L'Amérique s'arme de même. Le budget du ministère de la Marine de Washington s'élève à 436 millions de dollars. Dans cette somme, ne figurent pas les 2 millions de dollars assignés pour l'aviation. Les effectifs de l'armée pour 1920 sont fixés à 17.800 officiers et 280.000 hommes. La question est débattue de la création aux Philippines, aux îles Hawaï et à San-Francisco de nouvelles bases navales pour la flotte de guerre américaine; faute de ces bases, elle serait, en cas de guerre avec le Japon, impuissante et presque inutile. Un bureau spécial près le ministère de la Marine est chargé d'étudier l'organisation de ces ports militaires. On estime que les grands travaux de construction nécessaires dureront de 3 à 5 ans, et que leur coût approximatif s'élèvera à 158.000.000 dollars. Le compte-rendu du bureau spécial porté à ce sujet, que «les îles Hawaï se présentent comme la clef du Pacifique. On y projette la construction d'une base navale qui reviendra à 27.000.000 dollars. Le ministère de la Marine a sollicité l'assignation d'une somme de 1.407.000 dollars pour le commencement immédiat des travaux en 1920; le Congrès a accordé un crédit préalable de 890.000 dollars. Au sud de San-Francisco, à San-Pedro, on projette la construction d'une base pour la flotte sous-marine, pouvant contenir, en temps de paix, 12 sous-marins, et en temps de guerre — 24. Les travaux de construction et d'aménagement reviendront à 5 millions de dollars. Le ministère sollicite pour le commencement de ces travaux un crédit de 1.500.000 dollars; en outre, la construction d'une station opérative et de diverses autres bases est présumée».

M. Daniels, ministre de la Marine, a publié un communiqué officiel contenant les constatations suivantes: La flotte de guerre de l'Angleterre est actuellement composée de 538 unités, avec un tonnage de 1.500.000 tonnes.

Les Etats-Unis sont en possession de 330 unités jaugeant 300.000.

La flotte de guerre japonaise possède un tonnage de 340.000 tonnes.

En 1925, conformément aux programmes de construction navale, le tonnage de ces trois flottes sera le suivant: l'Angleterre—1.600.000 tonnes, l'Amérique presque autant, et le Japon—1.060.000 tonnes.

En ce qui concerne le nombre des unités de guerre, les Etats-Unis auront la suprématie sur l'Angleterre en fait de destroyers, d'avisos et de sous-marins. L'Amérique aura un nombre égal de croiseurs cuirassés. En ce qui concerne la corrélation des forces entre les flottes américaine et japonaise, d'après le tonnage et la quantité des unités de combat, la flotte américaine est actuellement deux fois plus puissante que celle du Japon; le Japon ne lui est supérieur qu'en croiseurs de ligne, en vaisseaux de guerre rapides pouvant tourner les dreadnoughts. Le Japon achève la construction de 4 croiseurs rapides et en construit quatre autres du même type. L'Amérique a com-

mencé la construction de six unités de cette force, mais n'en possède pas encore.

A l'heure où les masses ouvrières de l'Europe sont prises d'effroi à l'idée seule d'une pareille guerre, la bourgeoisie américaine, fortement organisée en trusts, escompte déjà, dans le mystère de ses cabinets, les bénéfices de la prochaine conflagration. Les capitalistes d'outre-océan ne sont pas aveugles au point de ne pas voir les bénéfices énormes que retireront de la prochaine guerre certains pays d'Europe. Car l'Amérique et le Japon devront non seulement suspendre leurs exportations et consacrer toutes leurs énergies à la production des armes et munitions de guerre, mais devront encore beaucoup acheter aux trusts européens.

Les entrepreneurs anglais gagneront les premiers. Tous les marchés où sont et où seront prochainement importées les marchandises japonaises et américaines, reviendront temporairement à l'Angleterre. Au cas où le Japon sortirait victorieux du conflit, l'Angleterre sera débarrassée de son nouveau concurrent et pourra dominer sans partage la plus grande partie du globe. L'alliance anglo-japonaise, qui fut il n'y a pas longtemps renouvelée, est dictée par les intérêts économiques du capital financier de l'Angleterre et correspond aux intérêts du Japon qui veut, avec l'aide de son alliée, s'affermir dans l'Océan Pacifique.

En ce qui concerne la France, elle sera probablement amenée par la force des choses à prendre le parti de l'Amérique. A ce propos, le correspondant américain du *Chicago Daily Tribune* a télégraphié récemment de Paris: «La France ne s'est pas encore remise de la grande guerre et aspire à la paix. Mais si une guerre japo-américaine éclate, l'Amérique y défendra la race blanche en minorité sur le globe terrestre. Si elle était vaincue, les blancs s'en ressentiraient dans tout l'univers. La France, deuxième grande puissance coloniale, ne peut tolérer cette éventualité. Elle prendra le parti de l'Amérique et viendra à son aide, comme l'Amérique est venue à l'aide de la France en 1917. La France a besoin d'une Amérique forte et puissante qui soit son alliée». Certes, il ne s'agit pas uniquement de cela. Les capitalistes français, impérialistes conséquents, rêvent d'une hégémonie européenne. Or, tant qu'il y aura une Angleterre forte et riche, elle défendra infailliblement l'hégémonie en Europe. La France, en tout cas, s'est déjà assurée, quoi qu'en pense la Société des Nations, des alliances militaires avec la Belgique et la Pologne et elle organise, dans l'Europe Centrale, la Petite-Entente.

L'Angleterre ne dort pas non plus. Elle fait des avances à l'Allemagne et s'évertue à rendre la France seule responsable des duretés du traité de Versailles que la Grande-Bretagne ne refuserait pas de réviser, si les chauvins français ne s'y opposaient. L'amiral Jellicoe veut que l'Australie crée une flotte qui, en cas d'agression, pourrait défendre avec succès ses ports et ses côtes jusqu'à l'arrivée de la flotte anglaise pour l'action définitive.

Ainsi, quatre des plus grandes puissances impérialistes du monde se préparent à une nouvelle

lutte sanglante. Ici, la coalition anglo-japonaise; là, la coalition franco-américaine. Et chacune comprend dans sa sphère d'influence bon nombre de moindres requins impérialistes, prêts à se jeter dans la lutte, au premier appel de leurs maîtres.

Les autres pays capitalistes feront leur jeu au fur et à mesure du développement des événements et passeront, certainement, du côté de la coalition qui leur offrira le plus; ils ne resteront neutres que si la neutralité leur est plus avantageuse qu'une intervention.

Il va de soi que cette guerre, tout comme celle de 1914-1918, ne pourra se terminer par une «paix blanche» et qu'il faudra la victoire complète d'une coalition.

Telles sont les exigences du capital financier. Le spectre d'une guerre dévastatrice plane de nouveau sur l'humanité.

Et pendant que des plans de nouveaux armements et de mobilisations nouvelles s'élaborent dans le silence des cabinets ministériels, alors que la presse discute les possibilités d'une guerre future, alors qu'une crise économique terrible impose à de nombreuses populations de l'Europe et de l'Asie les plus misérables conditions d'existence, les champions de la II-e Internationale, Henderson, Macdonald, Huysmans et *tutti quanti*, invitent le prolétariat de tous les pays à renoncer à l'emploi des méthodes de violence et de dictature, à lutter pour les idéals du «socialisme démocratique», à ne pas s'opposer à la création d'une «démocratie économique»!

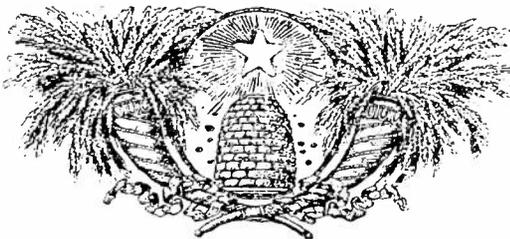
Ce qui veut dire: «Croupissez docilement dans les chaînes de la soldatesque capitaliste, soyez

satisfaits des miettes qui tombent de la table de vos maîtres. Et quand la guerre recommencera, attendez-vous à ce que M.M. Henderson et consorts vous appellent encore à la «défense de vos patries contre l'invasion des barbares».

Quoiqu'il en soit, les dirigeants de l'Internationale jaune n'iront pas plus loin. Toute révolution violente ira à l'encontre des principes du «socialisme économique» et mettrait en danger les intérêts capitalistes.

Mais, instruite par l'expérience amère d'une guerre de quatre ans, la classe ouvrière ne se laissera pas prendre cette fois à la rhétorique du social-partiotisme. Après le cataclysme mondial—quand les traces du crime sont encore fraîches, quand des millions de travailleurs, pressés par la misère et la faim, cherchent leur salut dans des grèves de plus en plus menaçantes, quand la lutte pour le pain se transforme nécessairement en lutte pour le pouvoir, quand la ruine économique sans précédent jette tous les jours sur le pavé des légions d'affamés,—le prolétariat révolutionnaire ne peut laisser à ses gouvernements la dangereuse liberté de préparer la nouvelle tuerie, souhaitée par les oligarchies financières. Par-dessus les fêtes des leaders qui l'ont trahi, le prolétariat doit affirmer énergiquement son droit à l'existence que, seule, la dictature prolétarienne peut assurer. La bataille pour le pain doit infailliblement se transformer en bataille pour la dictature, car la dictature des prolétaires pourra seule mettre un terme aux agissements criminels de l'impérialisme.

A. SULTAN-ZADE.





Michel PAVLOVITCH

LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN TURQUIE

La Question Agraire

La Turquie est un pays agraire par excellence. La majorité de sa population est composée de paysans. Bien que des survivances de l'ancien régime féodal se soient encore conservées dans certaines régions telles que le Kurdistan, la terre appartient juridiquement à l'État sous forme de domaines d'État ou de *vakoufs* et se trouve en réalité entre les mains des propriétaires privés; malgré le manque de grandes entreprises agricoles privées et l'existence de terres disponibles appartenant à l'État, bon nombre de paysans turcs (plus de 30%) n'ont pas de terres et doivent se louer en qualité de journaliers dans les campagnes ou d'ouvriers dans les villes. Les paysans, dans leur extrême misère, doivent abandonner leurs terres aux usuriers ou les laisser en jachère, ne pouvant les travailler.

La ruine du paysan turc est principalement due aux impôts excessifs qu'on lui extorque depuis des siècles de la façon la plus impitoyable (droits de fermage).

Les dignitaires, les pachas, les beks, les gendarmes, les collecteurs d'impôts, les accapareurs de grains, les agents de change et les usuriers ont complètement ruiné les paysans et leur ont créé des conditions d'existence absolument intolérables, provoquant chez eux le mécontentement le plus intense, ainsi que l'ardent désir de trouver une solution à la situation actuelle.

La Bourgeoisie Turque

Dans aucun des pays de l'Europe, l'opposition entre les intérêts de la grosse bourgeoisie commerçante et ceux de la bourgeoisie moyenne et de la petite bourgeoisie n'est aussi nette qu'en Turquie.

La grosse bourgeoisie commerçante, formée et déjà forte, en Turquie, avant la guerre impérialiste, se compose principalement de Grecs, d'Arméniens et de Levantins. Au service des banquiers et des industriels européens dont elle partage les bénéfices, elle n'est pas intéressée au maintien de l'indépendance turque.

Cette bourgeoisie commerçante sait que le partage de la Turquie ne lui porterait pas de préjudice; aussi s'efforce-t-elle de hâter la conclusion de la paix, sans répugner à la colonisation de la Turquie par les Anglo-Français et les Amé-

ricains. Cette grosse bourgeoisie va même, dans sa platitude devant le capital européen, jusqu'à souscrire au traité de Sèvres et à toutes les exigences de l'Entente.

Groupée, avec une partie des gros bureaucrates, autour du parti de la «Libre Entente», la grosse bourgeoisie turque est prête à livrer Constantinople, Smyrne, Adana, Jaffa, à seule fin de rester en bonnes relations avec les bourgeoisies européenne et américaine, qui ont toujours considéré la Turquie comme un marché commode pour l'acquisition à bas prix des matières premières et la vente avantageuse des objets de leur fabrication.

Toute autre est la façon dont la bourgeoisie moyenne et la petite bourgeoisie envisagent ces tentatives du capital international en vue de transformer la Turquie en colonie. La bourgeoisie moyenne et la petite bourgeoisie commerçante de Turquie, formées à l'intérieur du pays au cours des derniers 15 ans et développées principalement pendant la guerre mondiale par l'élimination de la concurrence de la bourgeoisie européenne, grecque et arménienne, dirigent le peuple turc dans sa lutte pour «l'indépendance et l'indivisibilité de l'empire dans ses frontières ethnographiques».

Les représentants de cette bourgeoisie moyenne et de cette petite bourgeoisie comprennent parfaitement qu'ils auront, au cas d'un partage de la Turquie, à évacuer les positions économiques qu'ils ont conquises sous la pression du capital international, et que leurs places seront prises par les Grecs, les Arméniens, les Levantins et d'autres représentants de l'industrie et du commerce internationaux. Pour la bourgeoisie moyenne et la petite bourgeoisie, la lutte pour l'indépendance de la Turquie est une lutte pour l'existence.

Cette bourgeoisie moyenne et cette petite bourgeoisie veulent actuellement une haine mortelle à la grosse bourgeoisie turque qui soutient l'Entente et veut rallier les grandes masses des paysans et des ouvriers, comptant, dans les villes, sur les petits industriels ruinés par l'importation des articles à bon marché de l'industrie européenne, et sur les prolétaires dont le nombre est assez grand à Constantinople, Brousse, Smyrne, Adana, Samsoun, etc.

Et nous devons reconnaître que les masses laborieuses turques des villes et des campagnes

suivent volontiers cette bourgeoisie moyenne et cette petite bourgeoisie qui orientent le mouvement d'insurrection national anatolien.

Le Parti Communiste Turc

Le parti communiste se trouve donc, en Turquie, devant un problème excessivement difficile et complexe. D'une part, dans la mesure où il s'agit de la lutte contre l'Entente, il se voit obligé de soutenir de la façon la plus énergique le mouvement de libération national et la bourgeoisie moyenne et petite qui dirigent ce mouvement.

Car chaque jour de domination du capital européen sur la Turquie aggrave l'indigence des masses, active le procès de paupérisation des ouvriers et des paysans arrachés au travail productif, et empêche le malheureux pays de sortir du cercle infernal d'une guerre permanente contre les armées étrangères et les bandes contre-révolutionnaires soudoyées par les agents de l'Entente.

D'autre part, en soutenant la moyenne et la petite-bourgeoisie dans leur lutte contre l'Entente, les communistes turcs doivent créer leurs propres organisations de masses ouvrières et paysannes distinctes, c'est-à-dire rassembler autour de leur drapeau des cadres solides de travailleurs et de militants dévoués, assurer l'existence d'un parti indépendant, défendant les intérêts des masses laborieuses de la Turquie sous le drapeau de la III-e Internationale.

Le groupe des communistes turcs, dirigé par les camarades Soubkhi, Ismail Hakki (ce dernier, membre du Bureau du Soviet de Propagande et d'Action des peuples de l'Orient) et d'autres camarades, s'efforce de remplir cette tâche malaisée.

Il travaille avec énergie. Il édite à Bakou l'hebdomadaire *Eni Downta*, répandu en Turquie. Il a traduit en langue turque et édité une série de brochures, et notamment les suivantes: 1) *Le Manifeste Communiste*; 2) *Biographie de Lénine*; 3) *Constitution de la République des Soviets*; 4) *Alphabet du Communisme* (Boukharine); 5) *Programme des Communistes-Bolchéviques* (Boukharine); 6) *Travail et Capital*. 7) *Qu'est-ce que le bolchévisme?* 8) *Qu'est-ce que le pouvoir soviétique?* 9) *Programme du Parti Communiste Turc*. 10) *Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*.

Les titres seuls de ces brochures suffisent à caractériser la physionomie du groupe Soubkhi-Ismail Hakki et montrent qu'il adopte entièrement la plate-forme de la III-e Internationale. Son activité rencontre toutefois de grands obstacles. Les ouvriers turcs, même dans les régions industrielles, n'ont pas encore la nette conscience de leurs intérêts de classe et s'orientent mal parmi les différents partis; les masses ouvrières et paysannes turques se laissent encore facilement prendre aux boniments des mauvais bergers hypocrites, véritables loups dans la peau de l'agneau.

La Pomme Verte

Afin de tirer profit du mouvement communiste, très prononcé en Turquie, comme dans tout l'Orient, et afin de s'affermir au pouvoir, le parti

Union et Progrès a non seulement usurpé le nom de Parti Communiste Turc et adopté le statut de ce dernier; il a encore créé, à Angora, un «Comité central du Parti Communiste».

Le Comité *Union et Progrès* ne s'est pas borné à créer un faux parti communiste; il s'est mis à traquer les communistes affiliés aux organisations créées par les camarades Soubkhi et Ismail Hakki. Le programme du faux «Parti Communiste» se réduit à la propagande panturque et panislamique sous l'égide de la «Pomme Verte».

L'auteur de ce programme, Kara-Ali-Bek, représentant du parti *Union et Progrès*, ancien adjoint au ministre du Ravitaillement (pendant la guerre), est l'auteur principal de ce programme. Le journal *Jani-Goun* décerne à Kara-Ali-Bek le qualificatif de «Marx ottoman» et ajoute à cet éloge le commentaire suivant: «Ali-Eschen-Bek a fait pour l'histoire de la Turquie ce que Karl Marx avait fait pour l'histoire mondiale. Les verres à travers lesquels Karl Marx a examiné l'histoire du monde ont servi à Ali-Eschen-Bek pour son étude de l'histoire turque. Marx en approfondissant l'histoire, a déterminé l'avenir de l'humanité. Ali-Eschen-Bek en étudiant l'histoire ottomane, a tenté de prévoir la destinée et l'avenir de l'Anatolie». Le même journal caractérise ensuite en ces termes le programme d'Ali-Eschen-Bek:

«Ce programme peut être reconnu communiste, bien qu'au moment de son apparition, le bolchévisme n'existât pas encore en Russie. Ali-Eschen-Bek et ses camarades ont étudié l'histoire de notre pays, et notre programme a été la conclusion de leurs recherches: ils le considèrent comme susceptible de guérir le pays de tous ses maux. Ali-Eschen-Bek accorde la plus grande attention au capital et à l'économie. Il n'est pas de ceux qui croient au triomphe final du communisme dans l'univers, mais il se garde bien d'affirmer le contraire. Pour mieux dire, il considère le débat théorique de cette question comme oiseux».

Sans s'y arrêter, il s'occupe de l'élaboration pour l'Anatolie d'un programme administratif et politique correspondant aux besoins du moment présent.

«Ali-Eschen-Bek préconise l'abolition du gros commerce et n'admet pas la concentration des capitaux. Il ne déclare pourtant pas la guerre au capital privé. Il compte en venir à bout par une nationalisation graduelle».

Le plus grand mérite de ce programme est d'être absolument original. Il a du reste évolué. La première forme était bien différente de sa forme actuelle.

Le vrai caractère du parti communiste, fondé à Angora par le Comité *Union et Progrès*, nous apparaît dans un article dû à la plume d'un des leaders du Parti Communiste d'Angora, Machmoud-Asad (délégué de Smyrne), intitulé *La Pomme Verte* et publié par le *Jani-Gun*, du 20 octobre 1920.

L'auteur y développe les points de vue suivants: «Notre malheureux pays, après avoir offert sa poitrine aux coups de divers ennemis, doit actuellement faire face au terrible ouragan qui vient du nord: au bolchévisme. Nous devons étudier ce phénomène au point de vue politique, économique et, en partie, social. Mais quel idéal et quel point de vue mettrons-nous à la base de cette étude? Notre avis est que nous devons partir du point de vue des intérêts de notre pays et de notre idéal national. Il est vrai qu'on en parle toujours et que nous en avons déjà parlé. Nous allons expliquer plus clairement notre pensée. Contrairement à l'opinion de quelques personnes, je suis catégoriquement et entièrement opposé à l'acceptation de la forme russe du communisme, c'est-à-dire du com-

munisme national russe ou, pour parler plus précisément, du bolchévisme. Il est vrai que nous devons nous adapter aux conditions de la civilisation moderne. C'est là une nécessité vitale. Nous pouvons, dans ce but, nous orienter, en cas de besoin, vers un socialisme plus gauche encore que le communisme actuel, s'il en est... Mais nous ne pouvons pas adopter les formes mêmes de socialisme élaborées par telle ou telle nation, conformément à ses propres conditions d'existence. La Turquie n'est pas la Russie et les Turcs ne sont pas des Russes.

«Aucune nation n'a autant souffert que la Turquie pour avoir voulu imiter les modèles étrangers.

«Toute nation qui veut absorber une autre nation lui impose ses institutions et les contours généraux de sa culture. Cette opération d'absorption se termine avec succès ou avorte, selon le degré de capacité de résistance du peuple qui en est l'objet. C'est ainsi, par exemple, que la culture arabe, en soumettant différents peuples et différentes races de l'Afrique du Sud et certaines nationalités de la Syrie, n'est pas arrivée à absorber la nation turque possédant une culture élevée, une histoire glorieuse et un esprit indépendant.

«Toutefois, l'imitation aveugle de nombreux modèles étrangers a eu une influence des plus néfastes sur l'organisme de l'Empire Ottoman. Ainsi le mal occasionné à la Turquie par la France révolutionnaire, sous l'influence de laquelle ont été opérées chez nous des «réformes bienfaitrices» ne correspondant nullement à l'esprit du pays, est très grand.

«De même que les Russes se sont trouvés obligés de modifier les principes et les bases de la théorie de Karl Marx—même dans ce qu'elle a de plus général—, nous ne pouvons transplanter aveuglément sur notre sol le bolchévisme, élaboré conformément aux conditions et aux besoins de la Russie et de la nation russe. En matière religieuse même, les Allemands se sont heurtés au même danger de l'imitation, et Luther, en conservant dans l'élaboration de la théologie protestante les principes et les bases de la théorie évangélique, leur a donné la forme la plus acceptable pour la nation allemande. La religion est actuellement, au pays de Luther, un moyen de l'union nationale des Allemands et contribue à cimenter l'unité nationale. Aux premiers temps de l'histoire de notre pays, nos hommes d'Etat surent parfaitement saisir toutes les finesses du *Chariat* musulman et ne perdirent pas de vue ce côté de la question. Les principes sacrés du grand Djalal-Eddin-Roumi ont vu le jour avant la fondation de l'Empire Ottoman, mais ces principes n'ont malheureusement pas été développés par la suite.

«A mon point de vue, le communisme turc doit servir aux intérêts, au bien-être, à la puissance de la nation turque. Le collectivisme national est la voie qui mène à l'unité de la nation turque.

«Marx en exposant sa philosophie, avait en vue le monde entier; mais il ne niait pas et ne pouvait pas nier l'existence des nationalités.

«S'il l'avait niée, il aurait nié l'existence d'un phénomène naturel. Le communisme ne transforme pas le monde entier en une seule nation. Dans la mesure où il est indispensable de reconnaître la diversité et les différences de caractère des pays, des conditions géographiques, des natures, des psychologies, des façons de penser, des antécédents historiques des peuples, nous devons accepter la pluralité des nations. A mon point de vue, le communisme turc doit servir au bonheur et à l'affermissement de la puissance de la nation turque. Le collectivisme national nous amènera à l'unité nationale. C'est une franchise, c'est un chemin vers la Pomme Rouge. Les Russes ont ainsi compris le collectivisme pour la Russie.

«Les communistes russes travaillent dans ce sens et sont même allés plus loin. Le collectivisme est une nécessité actuelle. Cette nécessité peut revêtir demain un nouvel aspect, conformément aux conditions de la vie sociale. C'est un programme qui demain peut être corrigé, modifié et abrégé. Le nationalisme, lui, est immuable. Tout changement équivaudrait à sa perte; pour être en état de rendre les services voulus, le collectivisme doit infailliblement prendre une teinte nationale. Le turquisme doit toujours avoir un idéal national, une conscience nationale, et c'est pourquoi tous les programmes doivent servir aux intérêts de cet idéal et s'y

soumettre. Il faut aussi comprendre rationnellement que le fait économique le plus important des temps modernes, c'est la concurrence et la lutte pour la vie.

«Le communisme n'est pas pour les Turcs un idéal, mais un moyen.

«*L'Idéal des Turcs, c'est l'unité nationale, la Pomme d'Or.*

«L'unité nationale est l'idéal le plus élevé de l'homme. Les bolchéviques ne le nient pas: ils en sont, au contraire, des partisans parfaitement conscients. Il ne saurait en être autrement. Le turquisme n'est pas l'adversaire de l'Islam, comme on le croit parfois sans raison. Il est, au contraire, avantageux et utile aux Turcs, comme à toutes les nations musulmanes. C'est une nécessité du siècle, une nécessité légitime, scientifique. Car l'unité turque sera celle d'une grande partie du monde musulman. Cette unité doit trouver l'appui et l'approbation du monde panislamiste tout entier.

«Si l'unité turque n'était qu'un vain rêve, le sort du panislamisme serait d'autant plus triste. Nous n'entendons pas par unité turque, l'unité de la couronne.

«Nous sommes les adversaires déterminés de l'unité politique nationale qui a toujours existé jusqu'à présent en Europe et mené à l'impérialisme.

«Nous voulons l'unité sociale et l'unité de culture des Turcs.

«Nous voulons pour le monde turc tout entier l'unité du langage, de la littérature, de l'éducation et des systèmes collectifs.

«Il faut que nous arrivions ici-bas au règne de la Pomme Rouge!

«Le juste principe de l'Italian Mazzini, qui, au XIX^e siècle, a mis au premier plan les aspects nationaux et les principes nationaux de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, triomphera au XX^e siècle sous cette forme.

«Nous attendons le lever du soleil sur les montagnes d'or! L'histoire et la vie se répètent!»

Tel est l'essentiel de ce programme, dit de la Pomme Verte et que l'on appelle parfois celui de la Pomme d'Or ou même de la Pomme Rouge pour flatter les tendances révolutionnaires des masses populaires.

Nous y voyons que le parti de l'Union et Progrès, dissimulé sous des appellations variées, s'efforce aujourd'hui, par la création du Parti Communiste d'Angora, de reprendre la direction de la société turque et veut se servir du communisme comme d'une arme qu'il emploiera au service du vieil idéal des jeunes-turcs: le panturquisme et le panislamisme.

Pour relever l'autorité des jeunes-turcs aux yeux des masses populaires, le *Jani-Gun* prêche le communisme tel qu'il le comprend, s'étend sur l'influence de Talaat-Pacha dans les milieux de la III^e Internationale et assure que cette dernière lui a confié, ainsi qu'à Enver-Pacha, la direction de sa politique orientale.

Il est pourtant certain que la III^e Internationale ne soutiendra pas un parti défendant le programme de la Pomme Verte et ne considérera comme ses adhérents que les membres du parti communiste authentique qui travailleront à la réalisation pratique des principes fondamentaux du communisme, établis par le II^e Congrès pour les pays orientaux. Rappelons-le, ils condamnent tous les courants réactionnaires et nationalistes bourgeois, sans faire d'exception en faveur du panislamisme et du panturquisme.

Michel PAVLOVITCH.

Bakou.



M. TSKHAKAÏA

MENCHÉVIKS GÉORGIENS ET DACHNAKS ARMÉNIENS

(GALERIE DE HÉROS DE L'INTERNATIONALE JAUNE)

En tant que partis, les menchéviks géorgiens et les dachnaks arméniens expriment les intérêts de la petite et, jusqu'à un certain point, de la moyenne bourgeoisie dont le propre est de se trainer à la remorque de la grande. Depuis leur apparition (fin du siècle dernier et commencement du XX-e siècle), ils portent le nom—si populaire auprès des masses laborieuses du monde entier—de «Socialistes», dans le but de se gagner la confiance de l'avant-garde des travailleurs de leurs pays. Ils y ont à peu près réussi, durant un temps assez long. Pourquoi et comment?

Pour donner une idée plus nette du menchévisme géorgien, nous prendrons ses chefs, dont quelques-uns sont connus des grandes masses non seulement en Russie, mais en Europe Occidentale, maintenant surtout qu'ils ont fait anti-chambre chez les héros de la Conférence impériale de Versailles: les Clémenceau, les Lloyd-George, les Kerson, les Millerand et autres.

Ce sont les anciens députés des Doumas tsaristes russes: Tchkéidzé, Tséréteïli, Tchkenkéli, Guéguetchkori, Ramichvili aîné et Jordania.

Commençons par ce dernier, théoricien et leader incontesté des menchéviks géorgiens.

Je fis sa connaissance à l'époque où il entra à Tiflis, dans l'établissement d'enseignement secondaire où je finissais alors (1886) mes études. Il était au nombre de ces élèves qui commençaient à s'occuper sérieusement eux-mêmes de leur propre instruction. Bel adolescent de 14 à 15 ans, l'air intelligent, il produisit sur moi, ainsi que quelques-uns de ses camarades, la meilleure impression. Après une absence de 5 ans, je revins à Tiflis où je travaillai à l'usine Saradjeff, tout en faisant le métier de professeur privé. C'était en 1888—1889. Je voulais savoir ce qu'étaient devenus les jeunes gens des différentes écoles et les quelques ouvriers que j'avais fréquentés auparavant, dans cette ville. Jordania était déjà un jeune homme, sur le point de terminer ses études secondaires. A leur première entrevue avec moi, lui et quelques-uns de ses camarades, me consultèrent sur ce qu'ils devaient faire. Ils auraient voulu continuer leurs études, mais pas à la faculté de théologie, ainsi que les

y poussait leur directeur. Cependant, en tant que séminaristes, ils n'avaient que cette alternative, sauf toutefois celle d'entrer à l'école vétérinaire de Varsovie. Je les y envoyai.

Mais ce n'était pas là ce qui m'intéressait moi, révolutionnaire. C'était alors le début de la II-e Internationale (1888—1889), le commencement du règne de l'empereur Guillaume II qui cherchait à capter les bonnes grâces de la classe ouvrière allemande, afin de la détacher des chefs populaires de la social-démocratie: Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht.

C'était alors la naissance des gigantesques trusts politiques: l'alliance franco-russe et la Triple. En un mot, c'était le futur impérialisme qui se formait, c'était la domination du capital financier, cause de l'anarchie actuelle dans le monde entier, qui commençait à se constituer.

Je cherchai un moyen sûr, rapide, de savoir ce qu'étaient au juste ces jeunes gens. Pour cela j'organisai, une fois qu'ils étaient chez moi, un jeu que j'intitulai «Jeu scientifique». Les participants se posaient des questions auxquelles ils faisaient des réponses écrites et anonymes. L'un des joueurs, le rédacteur, connaissait et le questionnaire et le questionné. Je posai à Jordania la question suivante: «Quelle est la meilleure solution de la question sociale: celle de Wilhelm Liebknecht et de Bebel (c'est-à-dire celle de la social-démocratie), ou celle du nouveau Kaiser qui veut organiser à Berlin, au lieu de Berne, un congrès pour l'assurance sociale des ouvriers?» Chacun des assistants avait une foule de questions à poser; la plupart du temps, c'était à moi qu'on s'adressait. Naturellement, je répondais à tous. A ma question Jordania répondit qu'il lui semblait que Guillaume II, monarque jeune et bon, qui avait remplacé le Chancelier de fer, Bismark, par le libéral Caprivi et qui avait si bien commencé son règne (c'est-à-dire en faisant des avances à la classe ouvrière, dans le but de la désagréger et de la détacher du parti social-démocrate avant les nouvelles élections au Reichstag), était dans la bonne voie.

Cette réponse, faite avec un tel aplomb, m'indigna profondément. Après l'avoir lue, je proposai à l'assemblée, sans lui indiquer l'auteur de la question ni celui de la réponse, d'exposer

son point de vue. Ordinairement, dans les discussions de théorie et de programme, je réussissais facilement à rallier à mon opinion tous les assistants et je pensai y arriver également cette fois. Mais il n'en fut pas ainsi. Je réfutai la réponse, je montrai l'hypocrisie des classes possédantes et de leur représentant, le Kaiser, je découvris devant mon jeune auditoire les perspectives de l'ère nouvelle qui s'ouvrirait pour l'humanité. Personne ne défendit la thèse de Jordania. Mais ce dernier, tout en rougissant, prit la parole. Il commença par traiter d'une façon toute éclectique les questions urgentes du moment et, quoiqu'il n'osât pas dans sa conclusion répéter la réponse de l'auteur «anonyme», il me laissa néanmoins une fâcheuse impression. J'avais devant moi le bas et dangereux opportuniste de plus tard.

Trois ans après, en 1892-1893, nous nous rencontrâmes de nouveau. Il venait d'arriver de Varsovie où, durant ses études à l'école vétérinaire, il s'était pénétré profondément de l'idéologie du Parti Socialiste Polonais.

C'était alors le début du développement du marxisme illégal en Russie. L'action souterraine devait commencer à se montrer quelque peu. Jordania fut amené chez moi par un révolutionnaire avec lequel je faisais chambre commune, mon ami (maintenant défunt) Ignace Ingorokoua: (littérateur géorgien, connu sous le pseudonyme de Ninochvili), qui eût été certainement, s'il eût vécu, un des plus ardents communistes-révolutionnaires, genre Lénine. Ignace me prévint: «Tu connais le sire, me dit-il; fais bien attention que, s'il ne devient pas un des nôtres, il nous fera beaucoup de mal: c'est un esprit puissant et il s'entend à manier la plume». Il me montra à l'appui le premier manuscrit de Jordania, intitulé *Que faire?* En effet, l'œuvre semblait bien plutôt d'un écrivain expérimenté que d'un débutant. Mais elle ne nous satisfait pas complètement quant au fond. Nous voulions néanmoins qu'elle fût publiée dans le seul journal géorgien existant alors. Mais elle ne fut pas imprimée. D'un côté, nous nous en réjouîmes et, conseillant au jeune auteur de la refaire de façon à la rendre encore plus intransigeante, plus inacceptable pour les journaux bourgeois-démocratiques, nous lui demandâmes de poser plus nettement, de trancher plus impitoyablement les questions.

Nous avions déjà, après deux petits congrès, un cercle central d'initiative qui devait s'occuper de la solution des questions de programme et de théorie, relatives à la propagande et à l'agitation. Dans ce cercle, il n'y avait pas que des Géorgiens; on y rencontrait des Arméniens, des Russes, etc.

Signalons ici un fait important. Revenu de Varsovie, Jordania nous présenta, au premier de ces deux congrès (Kvirily, gouvernement de Koutais, Noël 1892-1893), un projet de *Programme national-démocratique*. D'après lui et un de ses partisans (S. Djibladzé), ce nom était nécessaire pour la légalité, ce qui ne nous empêcherait pas en réalité d'être des social-démocrates, des marxistes. Ignace Ingorokoua et moi nous protestâmes énergiquement, mais Jordania et Djibladzé

ne voulurent pas céder. Tchkhéidzé, lui, se déclara incompetent et occupa une position neutre. Quant aux autres participants du congrès, comme le vieux Ramichvili, ils n'entendaient pas grand'chose aux questions de théorie et de programme.

Néanmoins, les gauches dont j'étais réussissant à faire repousser le projet par l'assemblée qui adopta à l'unanimité les deux points suivants:

1) Toujours et partout, légalement et illégalement, nous serons des socialistes.

2) Adversaires résolus de tout nationalisme, nous flétrissons impitoyablement les nationalistes locaux de tout poil et les nationalistes de tous les pays.

Jordania se soumit.

Parti pour l'étranger, il envoya au nouveau journal social-démocrate, sans presque rien changer, sauf le titre, son travail. Naturellement, nous n'en prenions plus sur nous la responsabilité. A cette époque, il collaborait à un organe hebdomadaire *Kvati* (Le Sillon), édité alors par Tséré-telli père. Pleins de vie, écrits avec talent, ces articles où Jordania traitait des questions démocratiques, intéressaient au plus haut point la masse qui, jusqu'alors, n'avait point été gâtée sous le rapport des bons écrivains. Le nom de Jordania acquit bientôt une autorité considérable et éclipsa les noms des vieux publicistes du camp nationaliste. Cela nous flattait d'un côté, mais pour moi, je n'aimais pas beaucoup ce genre, comme d'ailleurs presque tout ce qui se publiait sur le marxisme légal.

Ignace non plus ne l'aurait pas aimé... Mais il n'était plus. A ses funérailles, notre mouvement clandestin se manifesta dans toute son ampleur et nous reçûmes, bien malgré nous, l'appellation légale de *Messamé Dassi*, c'est-à-dire de troisième parti, le premier étant constitué par les anciens nationalistes, le deuxième par les démocrates à tendances populaires et libérales. Quant à nous, nous étions le troisième parti, les «représentants du Travail pur», comme nous dénomma Tséré-telli père, dans la presse légale.

• • •

Notre mouvement clandestin faisait son chemin...

Vers la fin de 1897, par ordre du ministre tsariste Gorémykine et du gouverneur du Caucase, le prince Galitzyne, je fus déporté pour 5 ans à l'intérieur de la Russie.

Deu avant, Jordania était revenu de l'étranger, et nous nous étions vus deux ou trois fois à Koutais, où je demeurais alors.

Outre un cercle central d'initiative marxiste, nous avions encore, à cette époque, des groupes d'ouvriers avancés, à Batoum, Tiflis et même à Koutais, où se trouvait la bibliothèque principale des marxistes.

C'était en octobre 1897. A la première réunion qui eut lieu chez moi, assistaient, outre Jordania, presque tous les camarades du cercle local des marxistes et notamment, les camarades Louzine et Kozyrenko. Louzine avait déjà vu Jordania à Batoum, chez Tchkhéidzé. De ses conversations

avec lui, il avait rapporté une impression fâcheuse: il estimait que Jordania ne laisserait pas les Russes et autres révolutionnaires travailler en bonne camaraderie, en Géorgie. En effet, j'eus avec Jordania, dont on pouvait me considérer en somme comme le vieil ami, une discussion des plus sérieuses. Il soutenait que le mouvement ouvrier devait se développer dans les cadres nationaux. Moi, au contraire, je lui démontrais, avec faits à l'appui, que c'était impossible, non seulement à Bakou et à Tiflis, mais même à Batoum et à Koutaïs. En effet, les ouvriers y étaient de différentes nationalités, de sorte qu'il fallait prendre comme base non la nationalité, mais la classe. Jordania reconnut que, durant les 5 années de son absence, on avait fortement évolué à gauche. Je conclus que pour le mouvement ouvrier, il n'y avait d'autre voie que la voie internationale, d'autre point de vue que le point de vue de classe. L'assemblée adopta la résolution préparée par le camarade Louzine et moi. Cette résolution était écrite en russe. En qualité de rédacteurs et de collaborateurs au journal de Tsérétteli père, le *Kvalli*, qui était devenu depuis le 1-er janvier 1898 notre organe, j'invitai, en même temps que des Géorgiens, des Russes et des Arméniens. Jordania se soumit de nouveau. Il fut stipulé que la nouvelle rédaction se conformerait au programme illégal qui lui serait donné par le prochain congrès des marxistes de la Transcaucasie.

Peu après, on me déporta. Je ne pouvais assister au congrès qui d'ailleurs n'eut pas lieu, car la police mit la main sur les organisations de Batoum et de Tiflis. Jordania réunit une petite conférence au cours de laquelle, comme il me l'écrivit, il se heurta à une assez forte opposition de la part de plusieurs camarades, mais où il fut néanmoins reconnu comme le rédacteur unique du *Kvalli*.

Jordania continua à se tenir en rapports avec moi. Il ne se borna pas à m'envoyer les premiers numéros du premier organe marxiste légal en langue géorgienne, le *Kvalli*; il m'écrivit de longues lettres où il me demandait mon opinion sur le journal. Mais j'étais déjà très absorbé par l'action clandestine dans la Russie Méridionale (Kharkov, Ekathérinoslav et bassin du Donetz). N'ayant pas le temps d'entretenir avec lui une correspondance régulière suivie, je lui envoyai les deux premiers numéros de notre gazette ouvrière clandestine, *L'Ouvrier du Sud*, qui formait la transition entre le *Vpériod* de Kiev (édité par des économistes) et *l'Iskra* révolutionnaire de la première période qui paraissait alors à l'étranger.

Je me rencontrai de nouveau avec Jordania juste 5 ans plus tard, au printemps 1903, au premier congrès des organisations ouvrières social-démocrates du Caucase (Bakou, Tiflis et Batoum). Tous deux, nous étions arrivés en déjouant la surveillance de la police: lui d'Elisabethpol, et moi de Koutaïs. Au moins en apparence, nous fûmes enchantés de nous revoir; cette fois-ci, nous étions d'accord sur un grand nombre de questions, car ce congrès, véritable congrès ouvrier, auquel assistaient les représentants de l'avant-garde proléta-

rienne de différentes nations, était en effet la réfutation victorieuse de son «bundisme» d'apparavant. La seule chose qui le troublât, c'était que nous n'avions pas encore de programme directeur d'action. Je lui signalai alors le programme de *l'Iskra* et du *Zaria* qui allait devenir sans doute, lui disais-je, le programme du parti, après le deuxième congrès général du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe. De son manuscrit secret, destiné à l'impression et dont on me confia la rédaction, je supprimai entièrement la deuxième partie sur le seim de Tiflis, l'autonomie, la fédération et autres inventions basement opportunistes. De nouveau il se soumit.

Mais en ce moment, Jordania partit de nouveau pour l'étranger. Il y participa avec voix consultative au deuxième congrès où assistaient également, avec voix délibérative, les trois délégués de Bakou, Tiflis et Batoum.

A cette époque, notre mouvement ouvrier clandestin était devenu un tout organe puissant, basé sur le marxisme révolutionnaire et se préparant activement à la révolution de 1905. Aussi son heureuse influence se fit-elle sentir dans les débats qui eurent lieu au deuxième congrès du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe sur les questions de programme, d'organisation et de tactique.

La fin de ce congrès fut marquée par une sorte de scission, par l'apparition d'un nouveau groupement dans le parti, celui des menchéviks. Ce fut une joie, une consolation pour beaucoup de militants parmi les intellectuels. C'en fut une également pour Jordania. Il s'était, en effet, convaincu qu'à côté de notre organisation strictement conspiratrice, il pouvait exister en Russie une autre représentation, plus élastique, du mouvement ouvrier. Il fut ralfermi dans son opinion lorsqu'il vit se rallier à lui des hommes aussi connus en ce temps-là que Paul Axelrod, Véra Zussoultitch, Potressoff, Martoff et même, vers la fin, Plékhanoff. Il commença alors à l'étranger, avec les partisans de Martoff, à ourdir contre notre mouvement clandestin toutes sortes d'intrigues et de provocations. Il n'y avait alors encore aucune scission dans le mouvement clandestin en Russie, ni, à plus forte raison, au Caucase. «L'Union Caucasienne de la Social-Démocratie Russe» avait toujours été jusqu'à cette époque, c'est-à-dire jusqu'au deuxième semestre 1905, moment de la création de la Douma, la plus avancée des organisations russes, et elle le resta dans la suite, après l'apparition du menchévisme en Transcaucasie.

• • •

Jordania revint de l'étranger juste au moment où, après le 20 janvier 1905, une vague de grèves, politiques pour la plupart, balayait la Russie tout entière et où l'on commençait à parler de la Douma de Boulyguine. C'est à cette époque que nous organisâmes à l'étranger le troisième congrès du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe, dont l'importance fut considérable au point de vue de la fixation des principes. Envers la Douma

d'Empire de Boulyguine, ainsi qu'envers celle de Witte, nous adoptâmes une attitude résolument hostile. En effet, développée par la grève générale politique d'octobre, qui s'étendit des « rocs de la froide Finlande jusqu'à la Colchide embrasée », et par l'insurrection armée de décembre à Moscou, la révolution n'en était encore qu'à sa période de croissance.

A cette époque (1905—1907), Jordania, connu alors sous le nom de Kostroff, un des premiers parmi les menchéviks russes, prit parti pour la « campagne agraire ». Il fut pour la coopération avec la bourgeoisie libérale, pour la Douma de Boulyguine et même pour le Zemski Sobor; il soutint sans réserve la Douma de Witte, où il entra en qualité de député du Caucase. Quant au parti tout entier, y compris la fraction menchéviste, jusqu'au congrès de Stockholm en 1907, il boycotta la Douma.

Dans la deuxième, dans la troisième et dans la quatrième et dernière Douma, les menchéviks, représentés par Tséréli, Tchkenkéli, Ouéguetchkori et Tchkeïdzé, furent toujours les porte-paroles de la droite du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe.

Passons maintenant aux nouveaux personnages qui font leur apparition sur l'arène politique, aux dirigeants menchévistes de la Géorgie contemporaine: Sylvestre Djibladzé, Isidore Ramichvili, Tséréli, Tchkeïdzé, Ouéguetchkori, Tchkenkéli.

De leur passé à tous, jusqu'à la période de la Douma, exception faite peut-être pour le vieux Djibladzé, il n'y a pas grand-chose à dire. Leur tactique à tous consistait, en somme, à s'adapter à celle de leur théoricien et leader, Jordania. Ses études secondaires terminées, Tchkeïdzé entra à l'Université de Kharkov, en qualité d'étudiant libre. Après un discours à une réunion d'étudiants, il fut expulsé et renvoyé dans son pays. Vers 1890, lorsque dans nos cercles on débattait les questions de programme et de tendance du journal marxiste légal, il excipait sans cesse de son incompétence pour occuper une position neutre, entre Ignace Ingorokoua, Louzine et moi d'une part, Jordania et Sylvestre Djibladzé, de l'autre. Etabli à Batoum, il s'y consacra durant quelques mois (jusqu'à la ruine de nos organisations, dans cette ville ainsi qu'à Tiflis) à l'éducation des ouvriers. Mais dans ses causeries, il était toujours entre ciel et terre; il ne traitait que très peu de la lutte de classes et du socialisme. Ayant réussi à éviter la prison, il attendit le moment opportun dans une inactivité complète. Pourvu d'ailleurs, d'une bonne petite sinécure, siégeant au conseil municipal d'une ville opulente de la Russie tsariste, il jouissait d'une grande influence dans la société des intellectuels petits-bourgeois, patronnait les candidatures officielles et faisait élire comme maires, des princes (ex.: le prince Andronnikoff, agronome). Quoique pendant la guerre japonaise, à la suite de mon rapport d'octobre 1904, à Batoum, sur la situation courante (défaite de Tsoushima et autres), il eût reconnu la justesse de la tactique bolchéviste, il se rangea néanmoins du côté de Jordania, après l'institution de la Douma. Et naturellement, il fut élu à la troisième Douma d'Empire, puis à la quatrième. La municipalité archibourgeoise de

Tiflis et même, me semble-t-il, celle de Batoum lui décernèrent le titre de citoyen honorifique.

Ancien séminariste, le député de la première Douma, Ramichvili, est un instituteur de profession. Politiquement peu développé et n'ayant qu'une instruction très faible, il excelle à pérorer sur les thèmes de la liberté et des droits du peuple.

Par ses connaissances politiques et sa culture générale, S. Djibladzé, qui fut notre camarade de classe à Ingorokoua et à moi et, après l'école, notre ami et commensal, dépasse de beaucoup tous les autres menchéviks géorgiens. Tempérament de révolutionnaire fougueux, il se laissa cependant, durant toute sa vie, dominer par un nationalisme étroit, même par un patriotisme de clocher, par ce qu'on pourrait appeler le *gourisme* (car, comme la plupart des dirigeants menchévistes de la Géorgie, il est originaire de la Gourie).

Dès l'apparition de Jordania sur l'arène politique, Djibladzé, sur lequel Ingorokoua et moi, nous devions, semblait-il, avoir pourtant une assez grande influence, prit constamment parti pour ce dernier contre nous, ce qui me fit lui donner plus tard, en 1903—1905, le nom de « Noémane » (Jordania s'appelle Noé).

Ainsi qu'il le dit lui-même, il est le Saint Vieillard Siméon des menchéviks, car, le premier, il a accueilli Jordania comme le sauveur de la Géorgie menchéviste, seigneuriale et bourgeoise.

* * *

Quant au député de la II^e Douma d'Empire, Hercule Tséréli, non moins connu que Tchkeïdzé, il est le fils d'un écrivain bourgeois-démocrate du plus grand talent, qui fut un luitéur fanatique pour l'indépendance de la Géorgie. Il fit ses débuts à Moscou où, de 1901 à 1903, il prit la parole aux réunions d'étudiants en qualité de social-démocrate. Adhérent à la droite du parti, il n'eut pas de peine à se faire élire à la deuxième Douma d'Empire où sa lutte contre Stolypine, aux côtés des cadets Roditcheff et Milioukoff, fit grand bruit dans toute la Russie. Durant les premiers mois de la révolution de 1917, qui éclata malgré sa tactique et celle de ses amis les menchéviks, Tséréli, de même que le cadet Karauloff, fut comme entouré d'une auréole de forçat martyr aux yeux des masses laborieuses, encore incapables de dénieler les questions complexes de tactique et de stratégie de la grande révolution. A l'assemblée démocratique de septembre 1917, il fut soutenu par toute la clique petite-bourgeoise des « délégués » coopérateurs, agrariens, représentants des villes et menchéviks. Ce qui ne l'empêcha pas de s'effondrer avec Kérénsky. De Pétrograd, il se rendit alors dans sa patrie pour travailler à la formation de la contre-révolution en Transcaucasie, particulièrement en Géorgie. Il s'efforça de démontrer que le bolchévisme était le porteur de la réaction en Europe, que, dans la guerre, c'était le poing de fer du Kaiser allemand qui triomphait et que, nulle part, il n'y aurait de révolution. Telles étaient les vues qu'il exprimait au premier congrès des cheminots géorgiens, à la veille de la chute de Guillaume II, à la veille de la révolution allemande (novembre 1918). Devenu nationaliste ardent, d'un chauvinisme exaspéré, il ré-

clame, durant la guerre arméno-géorgienne de 1918-1919, le report des frontières de la Géorgie au-delà de la zone neutre et l'annexion à son pays d'un territoire incontestablement arménien. Par tous les moyens, il s'emploie à délivrer de prison les gros spéculateurs, les maîtres-chanteurs, les princes, véritables brigands de grands chemins, les pires réactionnaires ainsi que les agents de l'Entente, convaincus d'avoir fait sauter les ponts des chemins de fer transcaucasiens.

A son insigation, son ami, le ministre de l'Intérieur, Noé Ramichvili, le Noske géorgien, exerce la terreur la plus implacable envers les communistes et tous les ouvriers et paysans suspects d'attachement à ces derniers. Tous les syndicats qui ont le malheur de manifester leur sympathie pour le communisme sont fermés, et les géôles de la république démocratique géorgienne se remplissent de prisonniers auxquels, des mois durant, on ne présente aucune accusation, pour la bonne raison qu'on n'a rien à leur reprocher.

Telle est l'œuvre du fameux député de la deuxième Douma, de l'ancien forçat Tserételli. Honte à lui! Briand au petit pied de la contre-révolution russe à son déclin, membre de la II-e Internationale jaune, fils dénaturé et parasite de la Colchide, honte à toi, honte à toi!

Passons maintenant à Guéguetchkori et à Tchkenkéli. Députés tous deux de la III-e et de la IV-e Douma, ils étaient venus au parti ouvrier, comme beaucoup d'intellectuels de la petite noblesse, pour y faire leur carrière et réaliser leurs desseins nationalistes. Le socialisme devait leur servir à solutionner mieux et plus sûrement la question nationale, la question de l'indépendance de la Géorgie bourgeoise et seigneuriale.

Ces deux héros, c'est-à-dire Guéguetchkori et Tchkenkéli, sont plus forts, plus résolus que tous les menchéviks géorgiens précédemment dépeints. A partir de l'équipée de Korniloff en 1917, Guéguetchkori fut le véritable dictateur de la Géorgie. Soit comme chef des Soviets ouvriers et soldats caucasiens, soit comme président du Commissariat du Caucase, il aida constamment les contre-révolutionnaires du Caucase septentrional et du Don, les Karaoulouff et autres, à détruire les soviets et à les remplacer par les unions nationales et réactionnaires de beks et de généraux tsaristes. Avec Jordania, il organisa les drames sanglants de Chamkhorsk et d'Elisabethpol où, après avoir été préalablement désarmés, des milliers de malheureux soldats furent massacrés à leur retour du front caucasien en Russie. De concert avec Jordania et Tchkenkéli, il mit à la disposition des troupes turco-allemandes, qui se rendaient à Bakou pour y renverser le pouvoir soviétiste et y détruire les organisations ouvrières, tout le réseau ferré de la Géorgie. Il est l'auteur de la tuerie du square Alexandre à Tiflis (février 1918) où, à un meeting pacifique, furent fusillés une quinzaine d'ouvriers sans défense et plus ou moins grièvement blessés une cinquantaine de personnes: femmes, enfants et vieillards. Pique-assiette de la bourgeoisie de son pays, et tour à tour de l'impérialisme allemand et de ce-

lui de l'Entente, il parcourut l'année dernière, en qualité de ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie, toute l'Europe, faisant antichambre chez les Giolitti, Millerand, Churchill et Kerson.

Encore un «héros», le dernier: Akakia Tchkenkéli, commissaire en chef du Caucase, sous le gouvernement provisoire de Milioukoff et de Kérensky. Plus tard premier ministre du seim transcaucasien, il rompt complètement avec la Russie révolutionnaire et signe un traité avec Vekhib-Pacha, c'est-à-dire avec la Turquie du sultan. Il est l'inspirateur, le mauvais génie de la réaction menchéviste dans la Géorgie bourgeoise et nationaliste.

Avocat privé, sans aucun passé socialiste, nationaliste, au contraire, de la plus belle eau, il adhère au clan des droitiers de Jordania et, naturellement, entre à la III-c, puis à la IV-c Douma d'Empire. Nourri dans les coulisses de la Douma, à l'école des Markoff II, des Pourichkévitch et des Goutchkoff (comme d'ailleurs, tous les députés menchéviks), il se révèle comme le plus actif des constructeurs de la Géorgie indépendante (indépendante de la révolution et du socialisme).

C'est un «Européen»; de longues années durant, il a appris le nationalisme à Vienne, Berlin, Paris et Londres.

Dans son différend avec Jordania sur la question de l'autonomie de la Géorgie, ce fut lui qui triompha de ce dernier, qu'il entraîna à sa suite jusqu'à l'extrême droite.

Par sa répression sauvage de l'esprit révolutionnaire chez les paysans et les ouvriers en lutte pour le pouvoir soviétiste, il détermina les tragédies de Batoum-Djarsk et de Soukhoum-Abkhaz. Détail caractéristique: tous ces menchéviks géorgiens, Tchkhéidzé, Jordania, etc., sont des fils de grands propriétaires fonciers et de nobles n'ayant rien de commun avec la plèbe en révolte.

Comme je l'ai dit par ailleurs (*Internationale Communiste*, N° 15), Jordania, la révolution de 1905 écrasée, fut le premier des menchéviks russes à en demander la liquidation. Lui et ses confrères géorgiens, durant la période de sombre réaction qui sévit avant et pendant la guerre, édifièrent en langue géorgienne des journaux et revues qui leur servirent à propager dans la Géorgie petite-bourgeoise le plus bas opportunisme, le plus abject réformisme qu'ils étaient (o, sancta simplicitas!) des principes de Marx et d'Engels.

Pendant la guerre, Jordania, le plus droite des parlians de la défense nationale au sein du Parti Social-Démocrate Russe, se rallia à Plékhanoff. Ce qui fit que ses parlians même le franchirent quelque peu, plutôt par acquit de conscience d'ailleurs, que par conviction. Mais, à la révolution de 1917, ils le reconnuent à nouveau comme leur théoricien, leur chef incontesté. Avant et pendant la guerre, jusqu'à la Grande Révolution, les menchéviks géorgiens repoussèrent obstinément tout travail révolutionnaire clandestin sérieux. Ils brûlèrent les proclamations du 1-er Mai de ceux de nos camarades qui avaient réussi à

échapper aux dragonnades caucasiennes, au bagne et à la Sibérie; bien mieux: souvent ils les livrèrent, consciemment ou inconsciemment, aux agents de la police secrète tsariste, ils furent contre les mots d'ordre: «République démocratique panrusse» et «journée de huit heures», et cela après la révolution de 1905 au sein du Parti Social-Démocrate Russe! Abstraction faite de leur phraséologie soi-disant révolutionnaire et marxiste, si bien appropriée aux milieux petits-bourgeois, ces socialistes, somme toute, ne se distinguaient rien des radicaux, de la bourgeoisie libérale. Durant la période la plus sombre de la réaction tsariste, ils disposèrent toujours de forces considérables non seulement dans la presse, mais dans les conseils municipaux des villes géorgiennes.

Le télégraphe leur ayant appris le renversement de Nicolas II et l'explosion de la révolution ouvrière pour laquelle ils n'avaient absolument rien fait, dont ils avaient au contraire entravé le développement, les menchéviks géorgiens avec Noé Jordania, de leur propre initiative et se cachant des bolchéviks, qui d'ailleurs presque tous gémissaient encore dans les prisons tsaristes, vont «consulter sur la situation... qui donc, croyez-vous? le gouverneur lui-même du Caucase, le grand-duc Nicolas Nicolaévitch Romanoff. Et cela, au lieu de délivrer les nombreux bolchéviks emprisonnés qu'attendait la déportation en Sibérie! Le bon compère s'en réjouit et utilisa ses amis de la belle façon: emportant avec lui une masse de bijoux et de valeurs diverses, il prit tranquillement le train de la famille impériale et, sous prétexte de se rendre au front, il décampa de Tiflis, puis disparut complètement lorsque la grande révolution de 1917 commença à lui apparaître sous son véritable jour.

Si, durant le premier semestre de 1917, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite eurent en Russie la prédominance dans tous les soviets du front et de l'arrière, leur influence au Caucase, en Transcaucasie, et particulièrement en Géorgie, fut prépondérante jusqu'à la fin de l'année et s'étendit même à tout le front caucasien de la guerre impérialiste. Elle entrava nos mouvements, notre travail pour le développement de la révolution.

Quoi qu'il en soit, nos adversaires réunirent aux élections à l'Assemblée Constituante Panrusse plus des deux tiers des voix. En effet, les illusions démocratiques étaient encore vivaces en Géorgie, parmi les masses laborieuses des villes et des campagnes auxquelles elles avaient été inculquées, des dizaines d'années durant, par les menchéviks qui avaient été chez les travailleurs toute flamme révolutionnaire, qui les avaient habitués aux mesquineries d'un réformisme gagnepetit, et amenés à attendre comme la manne céleste la réalisation du socialisme sans la guerre civile. Nous, bolchéviks, malgré notre petit nombre au début de la révolution où nous ne faisons que sortir du bagne, de la prison ou arriver de l'exil, nous croissions et nous nous fortifions de jour en jour... Ainsi à Tiflis, en août 1917, nous recueillions déjà aux élections municipales

6000 voix, et, à la fin de la même année, c'est-à-dire 3 ou 4 mois plus tard, aux élections à l'Assemblée Constituante Panrusse, nous obtînions jusqu'à 21.000 suffrages.

Tel est le résultat de la campagne que nous menâmes, très faiblement d'ailleurs, car nous la considérâmes comme secondaire et reportâmes toute notre attention sur les autres tâches révolutionnaires bien plus importantes de la fin de l'année 1917

Durant l'équipée de Korniloff, les menchéviks géorgiens renversèrent le comité caucasien, composé de cadets et présidé par le «social-démocrate» Tchkenkéli et proclamèrent le Soviet caucasien des députés ouvriers et soldats, seul pouvoir du Caucase. En fait, c'était la dictature de Guéguetchkori. Agissant ainsi, les menchéviks n'avaient nullement l'intention de reconnaître le pouvoir soviétiste, mais, poltrons achevés, opportunistes avérés, ils voulaient voir venir les événements et, prévoyant l'explosion de la guerre civile en Russie, ils se préparaient à tirer leur épingle du jeu. Au lieu d'un soviét ouvrier caucasien, les menchéviks géorgiens créèrent un Commissariat du Caucase, à la première assemblée constituante duquel ils convoquèrent, en même temps que les organisations ouvrières et en leur accordant droit de voix délibérative, tous les organes professionnels bourgeois et petits-bourgeois, coopératifs et municipaux. Ce fut une assez bonne copie de la conférence démocratique panrusse de Pétrograd et du fameux «pré-parlement» de Dan, Tsérételli, Potressoff, Milioukoff et Goutchkoff. A l'ouverture de l'assemblée, assistaient les représentants des gouvernements bourgeois étrangers et même des généraux tsaristes, ce qui ne s'était encore jamais vu à une seule séance des soviets de 1917. Nous qui avions été invités également avec droit de voix délibérative, nous étions les seuls représentants du parti prolétarien. Lecture faite d'une déclaration où nous condamnions sans pitié la trahison définitive à la révolution des menchéviks géorgiens dont nous qualifions la conduite de «retour à la contre-révolution», de «nationalisme», de «rupture avec la Russie» nous quittâmes dans un silence de mort l'assemblée stupéfaite.

La manœuvre des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires accéléra l'effondrement du front caucasien, ce qui ne les empêcha pas de pousser les hauts cris et de nous accuser d'avoir désorganisé le front. En effet, à la nouvelle que la Transcaucasie s'était séparée de la Russie, les soldats, après trois ans de lutte dans les tranchées sur le front oriental où les conditions de la guerre étaient indubitablement les plus pénibles, se mirent en marche pour rentrer dans leur patrie. Ce ne fut qu'en chemin qu'ils s'imprégnèrent de bolchévisme, car les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite n'avaient jamais laissé arriver à eux aucun de nos journaux, aucun de nos agitateurs. Tel était le soi-disant régime de liberté absolue, établi par la révolution démocratique de février, par les Kérénsky, les Tchernoff et les Tsérételli!

Au moment de la paix de Brest-Litovsk, les menchéviks géorgiens rompent définitivement avec la révolution russe: ils convoquent le seim caucasien et signent avec Vekhib-Pacha une paix séparée qui donne aux Turcs: Kars, Batoum et Ardagan. Et, pour se justifier de leur trahison à la révolution russe, ces Tartufe vont par toute l'Europe, criant à tue-tête que les bolchéviks les ont vendus, qu'ils ont livré à la Turquie le territoire de la patrie.

Les événements suivirent leur cours. En effet, les trois principales nationalités en lesquelles s'était divisée la Transcaucasie (Géorgiens, Azerbeïdjanais et Arméniens) avaient leurs soviets nationaux vivant d'une existence presque illégale, à l'écart des ouvriers et même du commissariat et du seim. Au soviét géorgien, les menchéviks siégèrent aux côtés des représentants de la bande noire, des Markoff II et des libéraux, genre Goutchkoff et Milioukoff; il est vrai qu'au début, ils se cachaient et que leur participation ne s'effectuait que par l'intermédiaire d'un bureau de conciliation.

Et voilà qu'un beau jour, en mai 1918, ils prononcèrent la dissolution du seim transcaucasien et, dans le même local, à la même heure, érigent en parlement le Soviet National Géorgien, offrant aux dachnaks et aux moussavats de quitter Tiflis et d'aller répéter la manœuvre dans leurs pays respectifs, à Erivan et à Elisabethopol ou Bakou, que les beks et les khans n'avaient pas encore réussi à enlever au prolétariat.

La chaîne du Kazbek qui isole, en somme, la Géorgie du Caucase Septentrional et de la Russie, la désorganisation continue de la voie ferrée de Bakou-Vladicaucase-Rostov où dominaient les contre-révolutionnaires Karaouloff, Kalédine, Krasnoff et leurs soviets nationaux formés de généraux tsaristes, de beks, de khans et de gros-bonnets cosaques, aidèrent les menchéviks géorgiens à s'installer comme chez eux, en Colchide. D'autant plus que de l'Occident, du côté de la mer Noire, approchaient les impérialistes turcs et allemands devant lesquels les menchéviks se tenaient à plat-ventre et qu'ils accueillirent comme leurs sauveurs du bolchévisme abhorré, leur laissant disposer des chemins de fer géorgiens pour aller détruire le régime soviétiste à Bakou. L'avenir, semblait-il, souriait aux menchéviks. Après le triomphe de l'Entente et le départ des Allemands, ils s'adaptèrent tout naturellement aux impérialistes anglo-français dont ils laissèrent pénétrer les détachements sur leur territoire. En un mot, toujours et partout, ils firent bon ménage avec les impérialistes pour, comme le disaient Jordania et Tséréfelli, «conserver leur vie». Mais surtout ce qu'ils voulaient, c'était être à l'écart, bien loin de la lutte pour la révolution socialiste qui commençait alors dans les immenses plaines de la Russie.

Tout allait pour eux, semblait-il, comme sur des roulettes. Mais nous, bolchéviks, malgré notre

petit nombre, nous veillions, fermes au poste. Et voilà que la fortune cessa de leur sourire. Les «petits soldats» géorgiens revinrent du front impérialiste endurcis à la guerre, mais contagionnés de bolchévisme; ils introduisirent dans les villages et les villes de la Géorgie un esprit rusophile particulier, un esprit d'union avec la Russie des ouvriers, des paysans et des soldats, quelle qu'elle pût être. «La Russie est bolchéviste, disaient-ils; eh bien, qu'elle le soit! Tant mieux pour elle!» Et dans leurs capotes de soldats, sans direction militaire et technique aucune, quelquefois même sans l'appui politique de notre parti, les paysans et les ouvriers géorgiens eux-mêmes désorganisèrent considérablement les rangs des menchéviks. Depuis la fin de l'année 1917 jusqu'au printemps 1919, ils firent 10 insurrections armées dont les principales furent celles de Tskinvaly (district de Douchelsk, gouvernement de Tiflis), de Satchkhéri, de Letchikhoum, de Mingrétie et d'Abkhasie. A quelques-unes de ces insurrections, ils proclamèrent le pouvoir révolutionnaire ouvrier et paysan et, complètement isolés du pouvoir central géorgien et du Parlement, remplacé dans la suite par l'Assemblée Constituante, ils tinrent des semaines et des mois entiers.

Plus tard, il est vrai, le comité régional caucasien du Parti Communiste Russe, lui aussi, réussit, avant la conclusion du traité de paix entre la Géorgie et la Russie soviétiste (7 décembre 1920), à fomentier des insurrections armées assez sérieuses dans plusieurs villages et villes de Géorgie, pendant les mois d'octobre et de novembre 1919. Mais, bien organisés au point de vue militaire et technique, disposant en outre de tout l'appareil administratif et policier, les menchéviks, avec l'aide des impérialistes de l'Entente, parvinrent à réprimer ces mouvements. Mais ce ne fut que pour un temps, et même pour un temps très court.

La brève période pendant laquelle, après le départ de Batoum des troupes d'occupation anglaises, notre existence fut officiellement reconnue en Géorgie, permit à notre parti (actuellement Parti Communiste Géorgien) d'essayer de la voie légale et même de l'utiliser à fond... Les journaux communistes en langues géorgienne et russe et, vers la fin, en langue arménienne, à Tiflis, firent des blessures incurables à l'idéologie menchéviste, et cela pendant la visite même de la Colchide par les héros de l'Internationale jaune de l'Europe Occidentale, avec Kautsky en tête! Malgré le régime de terreur instauré contre les communistes et ceux qui avaient avec eux la moindre accointance, malgré les répressions contre les syndicats que l'on dispersait pour peu qu'ils osassent manifester leur sympathie pour les bolchéviks, les yeux des masses croyant encore aux menchéviks se dessillèrent définitivement.

Entraîné dans le tourbillon de notre mouvement, le syndicat des cheminots lui-même, véritable épine dorsale de la république démocratique géorgienne, commença, lui aussi, vers la fin à chanceler. Comme toujours, les menchéviks, aidés des flics gouvernementaux, remplirent les anciennes prisons tsaristes de communistes; bien plus,

ils incarcérèrent quantité de syndiqués et même, vers la fin, de membres de leur propre parti qui s'étaient mis en opposition contre la clique de Jordania et Ramichvili.

Enfin, la dernière ombre de légalité disparut. Les seuls journaux paraissant encore légalement à Tiflis, furent fermés vers la fin de 1920, et les scellés apposés sur nos typographies. Quant aux locaux de nos rédactions, ils furent occupés par les menchéviks qui les donnèrent à leurs protégés ou les mirent à la disposition des agents de l'Entente et de Wrangel.

Presque naturellement, sans aucune préparation de la part du parti, sans aucune organisation (car l'existence légale du parti communiste russe comme telle, était devenue absolument impossible sur le territoire géorgien), une question se posa alors pour nos camarades réfugiés à l'étranger ou se cachant parmi les ouvriers et les paysans: «Qu'allons-nous faire maintenant?» En effet, le travail clandestin sur l'échelle caucasienne, mené à bonne fin par le comité régional du parti communiste russe, n'avait plus de raison d'être, car le Caucase septentrional, l'Azerbeïdjan et l'Arménie étaient déjà des républiques soviétistes. D'autre part, le Parti Communiste actuel Géorgien, auquel les détachements spéciaux de Jordania et de Ramichvili, pendant les neuf mois

de son existence «légale», n'avaient pas permis d'organiser un seul congrès ni une seule conférence, n'avait pas d'existence réelle. Et pourtant dans les villages et dans les villes, en proie à la plus affreuse misère et à la famine, les masses gémissaient, grondaient. Aux communistes géorgiens il ne restait plus qu'à se mettre à leur tête et, que Moscou le voulût ou non—peut-être ne le voulait-il pas par suite de la création du front économique,—à éclairer la Géorgie, à la transformer en une république véritablement indépendante, libérée du joug de l'impérialisme de l'Entente et de l'abject menchévisme. Et ainsi serait redressé le front de toute la grande fédération soviétiste, depuis les rives de la mer Noire par l'Abkhazie, Adjarie, Batoum, Koutais, Tiflis (c'est-à-dire la Géorgie actuelle), l'Azerbeïdjan, l'Arménie et le Caucase Septentrional qui seraient ainsi reliés à l'Ukraine et à l'ensemble de la Russie. Ce serait non seulement un soulagement pour les masses opprimées des ouvriers et des paysans géorgiens, mais un grand pas en avant vers la révolution mondiale, vers l'émancipation du joug des brigands de l'impérialisme de l'Entente.

M. TSKHAKAÏA.

Moscou, 1-er mars 1920.





Sen KATAYAMA

L'OUVRIER JAPONAIS

L'Ouvrier japonais et le nouveau régime

La période féodale de l'histoire japonaise se termine par la révolution de 1868 qui fut l'œuvre des couches inférieures de la caste militaire et à laquelle le peuple ne prit aucune part.

Sous le pouvoir révolutionnaire, l'ouvrier japonais dut s'adapter à des conditions d'existence nouvelles et continuellement changeantes. Au cours des derniers 60 ans, l'ouvrier japonais n'a pas été favorisé par le sort. Il ne savait rien des nouveaux procédés industriels que l'on introduisait dans le pays. Le machinisme était pour lui une nouveauté. Son travail était, jusque là, le résultat d'une expérience acquise par des générations entières; la technique nouvelle et complexe importée d'Occident lui posa des problèmes ardu. Il a pourtant appris en quelques dizaines d'années à se servir des nouvelles machines. Sa préparation générale antérieure lui a largement facilité cet apprentissage. Il s'est rapidement familiarisé avec toutes les branches d'industrie nécessaires à la production moderne européenne. Forgerons, charpentiers, artisans d'hier, sont venus les premiers aux usines fondées par le gouvernement. Les ouvriers non-qualifiés ont appris à se servir des marteaux-pilons et de l'outillage compliqué, nécessaire à la construction des locomotives et des vaisseaux, bien avant l'arrivée aux usines des premières promotions de l'université impériale et de l'école polytechnique. Et ainsi les ouvriers eurent la possibilité de perfectionner eux-mêmes la technique de l'industrie moderne. Le fait est que de nombreuses inventions, brevetées ensuite par des ingénieurs de l'armée ou de la marine, furent d'abord l'œuvre d'ouvriers instruits par le travail quotidien.

La bureaucratie réactionnaire. — Situation de l'ouvrière.

Au début de l'ère nouvelle, les gouvernants s'efforcèrent de satisfaire le peuple. Mais sitôt que leur pouvoir se fut affermi, ils se mirent à user envers leurs adversaires politiques de mesures de répression et de violence. Pour affermir leur domination, ils fondèrent des institutions privilégiées. C'est ainsi que des établissements d'enseignement, placés dans des conditions spéciales, eurent pour mission de former la bureaucratie qui se lia ensuite économiquement aux classes riches dont elle tenait ses droits et privilèges.

La bureaucratie eut non seulement des avan-

tages économiques, mais encore des privilèges de corps et une situation relevée dans la société. Une sorte de nouvelle caste aristocratique se forma, qui récompensa largement ses bons serviteurs. Sans un appui sérieux de la part des riches et des possédants, la bureaucratie n'aurait eu aucun pouvoir. Ce n'est qu'à contre-cœur qu'elle consentit à l'octroi au peuple d'une constitution instituant une représentation élue. Elle se chargea, par contre, d'élaborer de telle sorte cette constitution que le cens électoral assura au capital et à la monarchie une hégémonie incontestable. Le droit de vote limité affermit la puissance économique des classes possédantes, maîtresses du pouvoir législatif. Pour comble, le ministre ne fut responsable que devant le Mikado. Et pour le situer au-dessus de l'égalité, il eut le droit de nommer de nouveaux pairs en nombre illimité, afin de conserver toujours la suprématie à la Chambre haute. Ne pouvaient naturellement accéder à la pairie que les bons serviteurs de la bureaucratie. Celle-ci créa enfin, à l'encontre même de la Constitution, le groupe des *ghenro*, anciens dignitaires, appelés à décider des destinées du pays et à contrecarrer tout mouvement populaire.

Sous la domination de cette clairvoyante bureaucratie réactionnaire, les ouvriers japonais se virent de plus en plus durement exploités dans toutes les industries. Le droit de coalition leur était refusé, et toute agitation constituait un crime. La grève était un délit entraînant une peine de 6 mois d'emprisonnement ou de travaux forcés.

Les femmes et les filles des ouvriers devinrent les créatures les plus malheureuses. Travaillant nuit et jour dans les filatures, faisant des journées de 14 heures, elles n'avaient par mois que deux jours de repos. Ces ouvrières se recrutent dans les campagnes. On les séduit d'abord par l'appât d'un bon salaire et de bonnes conditions d'existence. Elles vivent, en réalité, dans des sortes de casernes-prisons appartenant aux usiniers et entourées de hautes enceintes en briques. Elles sont déplorablement nourries.

Les fabriques de coton et les autres industries emploient en ce moment près de 700.000 de ces infortunées. Elles sont pour la plupart très jeunes: 70% ont moins de 20 ans. L'industrie textile emploie plus de jeunes femmes que d'hommes. En 1908, l'industrie de la soie occupait 190.000 ouvrières et les manufactures de coton, 230.000. Naturellement, ces ouvrières sont bien plus exploitées

que les ouvriers. La fréquence des maladies est 5 fois plus forte que chez les hommes. On estime que la moitié d'entre elles sont atteintes de tuberculose. En 1907, les sept provinces du nord ont donné aux filatures 16.939 ouvrières dont 7.220 ont dû revenir dans les campagnes pour cause de maladie, 107 étaient gravement atteintes et 279 sont mortes. Au cours de la même année, 1.324 ouvrières ont été victimes d'accidents. Or peut citer des chiffres plus saisissants encore, concernant les ouvrières du département de Nigata. Chaque année, plus de 6.000 jeunes femmes s'y rendent au travail; 3.000 seulement reviennent dont la moitié pour cause de maladie. Sur 120.000 ouvrières, nous ne possédons aucun renseignement. On a seulement constaté dans 16 fabriques, qu'elles n'y font que de courts séjours.

Séjourées à la fabrique.	Hommes.	Femmes.	Total.
Moins de 6 mois . . .	1.834	3.281	6.849
» » 1 an . . .	1.052	3.960	5.014
» » 2 » . . .	945	3.507	4.452
» » 3 » . . .	644	2.294	2.938

Les ouvrières quittent la fabrique, 6 mois après y être entrées, surmenées ou malades. Elles font des journées de 12 heures et travaillent par relève, de jour ou de nuit. Tous les 7 jours ou tous les 10, il leur arrive de demeurer à l'usine 18 heures d'affilée pour faire la soudure entre les relèves. En 1912, 515.217 ouvrières travaillaient dans les fabriques, 45.441 travaillaient en qualité de coolies, 29.670 travaillaient dans les manufactures de l'Etat. La plupart étaient très jeunes; l'industrie privée employait 54.518 enfants de moins de 14 ans. L'Etat en employait 2227. A l'heure actuelle, certaines fabriques, surtout celles de coton et d'allumettes, emploient un certain nombre de fillettes de moins de 12 et 10 ans. Les chiffres précités ne sont pas actuels, mais nous savons que la situation ne s'est pas améliorée. M. Toikhara, que le gouvernement a chargé d'étudier la condition des jeunes filles dans l'industrie du Japon occidental, dit que l'amélioration du sort des ouvrières dont on a tant parlé n'est qu'une fiction. Dans chaque fabrique, les réformes sont appliquées différemment, de façon qu'elles perdent toute valeur. L'enseignement se borne à l'étiquette, on apprend aux jeunes filles à servir le thé et à faire des bouquets. D'ailleurs, après 14 heures de travail dans une filature, l'ouvrière surmenée ne peut concentrer son attention sur rien, et cet enseignement n'est qu'une dérision. Sur 200.000 jeunes filles, on considère que 80.000 rentrent au foyer malades. Donnons ici quelques chiffres, pour les maladies exerçant le plus de ravages.

Industries.	Tuberculose.	Maladies analogues.	Maladies intestinales et stomacales.
Cotonnades	266	217	67
Soieries	34	47	284
Tissus divers	210	280	20
Chanvre	114	114	114

Elles perdent ainsi leur santé. Le même fonctionnaire dit que 30 pour 1000 des jeunes filles qui se rendent aux fabriques meurent de phthisis dans l'année, et que 138 sont gravement atteintes du même mal. (*Oriental Economist*, 13 avril 1919).

L'ouvrière travaillant dans les rizières, qui traîne les charrettes ou les pousse avec son mari, vit dans des conditions de beaucoup supérieures à celles de l'ouvrière d'usine employée dans les établissements les plus modernes. La première est indépendante. Dans la plupart des cas, ses instruments de travail lui appartiennent. Elle vend parfois elle-même ses produits. Sa situation a cependant provoqué un mouvement de compassion parmi les touristes humanitaires.

La Japonaise est d'ailleurs vraiment digne d'amour et de compassion. Elle s'adapte aisément à toutes les conditions d'existence, mais le développement rapide de l'industrie moderne et l'exploitation particulièrement intense des fillettes et des adolescents dans les fabriques-prisons font de la Japonaise une esclave. Notre gouvernement capitaliste a pourtant cru devoir réglementer son esclavage en édictant une législation des usines et des fabriques, appliquée depuis décembre 1918 et qui fixe pour 15 ans la condition de l'ouvrière et stabilise d'autant l'exploitation capitaliste.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la condition de l'ouvrière nous fait connaître l'un des aspects les plus tristes du développement industriel actuel du Japon.

Quant au militarisme, on peut dire qu'il supprime au Japon toute liberté. Le Japonais est considéré comme toujours mobilisé. En outre, les charges de l'entretien de l'armée et de la flotte pèsent lourdement sur lui; et il lui arrive, en dernier lieu, de servir de chair à canon.

Aussi n'y a-t-il pas, au Japon, de travailleur qui ne haïsse le service militaire auquel beaucoup tentent de se soustraire par des mutilations volontaires. Ils n'en sont pas moins appelés, tandis que les fils de famille ont diverses façons de se libérer. Les étudiants des écoles supérieures sont libérés pendant la durée de leurs études. Le jeune homme, auquel ses moyens permettent de se rendre à l'étranger pour son plaisir ou pour ses études, est de même libéré. Il n'est donc que le travailleur qui ne puisse éviter la caserne.

Condition actuelle de l'Ouvrière

Depuis la révolution, les travailleurs de campagne sont de plus en plus exploités par le capitalisme agraire. Les riches achètent toutes les terres cultivables ou défrichables, car la possession des domaines confère aux prolétaires certains droits et privilèges politiques. Ceux qui payent la taxe foncière la plus élevée envoient leur représentant à la Chambre haute, ce qui leur assure d'excellents placements de capitaux. Au cours des 60 dernières années, au fur et à mesure de l'accroissement de la population, le prix des terres s'est sensiblement élevé. Et la capitalisation des terres a fait du travail dans les campagnes un véritable servage.

Or, l'ouvrier industriel est plus exploité encore que le valet de ferme, ayant moins encore de droits politiques et ne pouvant même se syndiquer. Accablé d'impôts, en face de la cherté croissante des vivres, il ne peut même pas exiger une augmentation de salaire. Sa situation est sans issue.

Ils a pourtant fait de grands progrès, au cours des dernières années. Certes, la classe ouvrière japonaise est en plein développement, de même que l'industrie ne fait que commencer son adaptation à l'économie moderne. L'ouvrier ne s'est pas encore adapté à l'ordre nouveau, comme il s'était adapté auparavant à la féodalité en fondant les corporations. Mais il a fait son possible. Il a soutenu des grèves, formé des syndicats illégaux, les *lénis* — qui organisent le sabotage dans les fabriques —, actuellement très répandus. C'est là son droit, puisqu'il n'en a point d'autres. Malgré les rigueurs de la loi, les grèves sont fréquentes. Ces revendications de l'ouvrier ont été le plus souvent infructueuses. Mais depuis le mois d'août 1918, il s'est habitué à recourir à l'émeute et au sabotage. Le sabotage est maintenant d'un emploi très fréquent. Jusqu'à la promulgation, en 1890, de la « loi de police » sur « l'ordre et la tranquillité », le mouvement ouvrier japonais, très intense pendant 5 ans, n'avait pas été entravé. La loi fut ensuite appliquée, tant que le mouvement ne fût assez fort pour passer outre.

L'ouvrier japonais doit aujourd'hui être soumis en apparence, la loi lui interdisant formellement les grèves et l'agitation. Elle n'a pourtant pas empêché l'insurrection des mines d'Azio et de Bessimines, en 1907.

Grèves et Insurrections ouvrières

L'histoire du Japon relate diverses insurrections, provoquées pour la plupart par la famine. Le peuple n'en retirait que des avantages, le mouvement révolutionnaire contribuant au progrès. L'histoire du Japon nous montre aussi d'innombrables révolutions qui se terminent toutes invariablement par la formation d'un nouveau gouvernement, à la tête duquel se place l'ancien Mikado. C'est là un trait caractéristique. Mais au cours de ces dernières années, le caractère des révoltés s'était plutôt modifié. Les conditions d'existence des fermiers se sont sensiblement améliorées. Au cours des derniers 25 ans, il n'y a presque pas eu de famine au Japon, ce qui s'explique par l'irrigation artificielle et le drainage des rizières. En revanche, l'introduction des méthodes européennes a provoqué des troubles incessants dans l'industrie. Les grèves spontanées se sont souvent transformées en révoltes furieuses, surtout dans les fabriques et les mines où elles provoquaient d'impitoyables répressions. L'ouvrier n'en retirait d'ailleurs pas moins certains avantages.

Le mois d'août 1918 fut un mois de révolte. Un vaste mouvement contre les gros spéculateurs et les autorités complices de leurs méfaits éclata. 142 émeutes eurent lieu dans différentes villes et localités, en l'espace d'une dizaine de jours. Le

peuple brûla les demeures et détruisit les biens des riches dans 25 localités; la force armée fut impuissante à rétablir l'ordre dans 38 localités. Gendarmes et policiers subirent des pertes cruelles. La population exigeait une baisse du prix du riz, du combustible et des vêtements. Le mouvement avait commencé par une émeute dirigée contre les possédants et s'était achevé en conflit entre la police et l'armée. Dans certains cas, la population eut gain de cause. 90% des émeutiers appartenaient à la classe ouvrière que conduisait l'ancienne caste des *étas*.

Ces émeutes revêtirent, dans les fabriques et les mines, une gravité plus grande. Du 1-er au 19 août, les journaux de Tokio et d'Osaka mentionnèrent plus de 40 révoltes. Les travailleurs exigeaient parfois une augmentation de salaire s'élevant à 180%. D'autres demandaient 50%, et les obtinrent.

Ces mouvements donnèrent la première forte impulsion à la classe ouvrière. Celle-ci éprouva ses forces et se convainquit, en tenant tête à la police et à l'armée bien disciplinée, de sa propre puissance. Le gouvernement a depuis perdu son autorité incontestée. Il songe à de nouvelles réformes, il envisage la protection du travail: autant d'aveux de sa faiblesse.

Condition actuelle du Travailleur japonais Influence de la Révolution Russe

La révolution russe a eu la plus grande influence sur le travailleur japonais. Celui-ci doit beaucoup aux Russes, surtout quant à son éducation. Le Japon a étudié avec admiration les grands artistes et les penseurs russes: les Tolstoï, les Dostoïewski, les Gorki. L'art russe, littérature et musique, est plus intelligible aux Japonais que l'art anglo-saxon. Il nous est proche parce qu'il est dans une plus large mesure d'inspiration orientale. L'ouvrier japonais sympathise depuis longtemps avec les révolutionnaires russes. Nous avons été enthousiasmés par leurs idées et par leurs exploits. Socialistes japonais, nous n'avons jamais manqué de les saluer. Le premier message public, adressé par les socialistes japonais aux socialistes russes, date du 20 mars 1904 (pendant la guerre russo-japonaise). A ce message, les socialistes russes répondirent dans *L'Iskra*, organe des social-démocrates russes. *L'Iskra*, nous a assurés le camarade F. Rozine, était à cette époque édité par Lénine qui répondit lui-même aux socialistes japonais. On me permettra de citer ici quelques passages de sa réponse. Ce document a aujourd'hui une importance historique.

«Social-démocrates russes, nous savons bien quelles énormes difficultés nous avons à surmonter pendant la guerre, alors que le mécanisme gouvernemental met tout en œuvre pour cultiver les sentiments patriotiques; nous connaissons les obstacles qu'il dresse à chaque pas devant nous, malgré l'impopularité de l'autocratie, malgré son instabilité et sa situation désespérée. Nous devons pourtant reconnaître que la situation des camarades japonais qui, à l'heure où le nationalisme triomphe dans leur pays, nous tendent la main, est plus difficile encore que la nôtre.

Pendant la guerre franco-allemande, W. Liebknecht et Bebel rendirent, par leur protestation contre l'annexion de

L'Alsace-Lorraine le plus grand service du socialisme international et payeront leur courage de l'emprisonnement. Le mérite des représentants avancés de la classe ouvrière japonaise n'est pas moins grand aujourd'hui. Dans le chœur chauvin des deux pays belligérants, leur voix est celle des annonciateurs d'une société meilleure qui, si elle n'existe encore que dans les rêves des prolétaires conscients, sera demain la réalité. Nous ne savons pas quand viendra ce demain, mais, social-démocrates de tous les pays, nous nous efforçons d'en hâter la venue. Nous creusons aujourd'hui la fosse de la société actuelle. Nous organisons les forces qui la porteront en terre.

Force contre force, violence contre violence! Nous ne sommes, nous qui tenons ce langage, ni des terroristes ni des nihilistes. Le nihilisme ne fut rien de plus que le produit de la vive imagination du romancier Tourgueniev et de celle de la bourgeoisie européenne apeurée. Depuis la fondation du Parti Social-Démocrate Russe, nous n'avons pas cessé de combattre le terrorisme comme une méthode inadéquate. Mais, bien que nous le déplorions, les classes dominantes ne se sont jamais rendues à la raison et nous n'avons pas lieu de croire qu'elles changeront à cet égard.

A l'heure actuelle, cette question n'a qu'une importance secondaire. Ce qui importe, c'est le sentiment de solidarité exprimé dans leur message par les camarades japonais. Nous les saluons chaleureusement. A bas le militarisme! Vive la social-démocratie internationale!

Point n'est besoin de commenter cet échange de messages. Il suffira d'ajouter que les camarades japonais continueront inflexiblement leur action pendant des années d'oppression et de persécution, quoiqu'ils eussent perdu la liberté de parole et d'action dont ils jouissaient auparavant. Leur situation actuelle rappelle celle des camarades russes, avant la révolution. J'eus, en 1914, l'honneur de représenter les travailleurs japonais au congrès socialiste international d'Amsterdam, où je fus profondément heureux de rencontrer les camarades russes et de serrer publiquement la main à G. Plekhanoff, alors leader de la section russe et, ce jour-là, vice-président du congrès. La plupart des délégués et surtout les Russes adoptaient pour mot d'ordre: «La victoire du Japon et la Constitution pour la Russie!» Et, contrairement à ce qui s'est passé en 1914, nous manifestations alors, malgré la guerre, notre solidarité internationale. Entre socialistes russes et japonais, les relations amicales ne s'interrompirent pas. En mai 1917, les socialistes japonais adressaient un nouveau message aux révolutionnaires russes. Leur langage était, cette fois, d'une audace étonnante:

«Les belligérants doivent maintenant mettre un terme à la guerre, et les prolétaires tourner les fusils qu'on les oblige à diriger sur l'ennemi étranger, contre les classes gouvernantes de leur propre pays. La responsabilité de la guerre ne retombera pas seulement sur les socialistes russes: elle retombe sur le socialisme de tous les pays.»

Plus tard encore, un message secret fut envoyé aux camarades russes pendant l'occupation japonaise en Sibérie. En voici quelques lignes:

«Nous suivons le cœur battant le cours de la révolution russe et nous accueillons dans l'esprit de la plus vive solidarité l'annonce des succès du prolétariat russe. Ils produisent sur le peuple japonais une impression ineffaçable. Nous sommes profondément indignés de l'intervention déloyale du gouvernement japonais qui a, sous un prétexte futile, envoyé des troupes en Sibérie, à seule fin d'entraver le développement de la révolution russe.

Nous déplorons inliniment de n'avoir pas encore la force de nous opposer à une intervention de notre gouvernement impérialiste, alors qu'elle menace la liberté que vous avez acquise à un prix si élevé. Mais soyez convaincus que, quel-

les que soient les persécutions dont nous sommes l'objet de la part de notre gouvernement impérialiste, le drapeau de la liberté flottera bientôt sur la terre japonaise».

L'optimisme raisonnable exprimé dans cette résolution par les socialistes japonais est pleinement justifié. Le développement récent du mouvement social au Japon atteste la grande influence du bolchévisme russe. Les émeutes du riz, en août 1918, ont été, dans une certaine mesure, une protestation contre l'intervention en Sibérie. La cause de cette protestation avait surtout un caractère économique, la guerre contre la Russie ayant provoqué une hausse des prix sur les produits alimentaires et aggravé de la sorte la condition de la classe ouvrière. Les grèves se multiplient depuis et se transforment en sabotage organisé. Une campagne de sabotage, soutenue par 15.000 travailleurs, vient de se terminer sur les chantiers de construction maritime de Nagasaki et de Kobé. C'a été la première campagne de ce genre. Chaque matin, les ouvriers faisaient acte de présence, mais ils restaient sur les chantiers, presque complètement inactifs. Cette situation dura du 18 au 28 septembre. Un référendum décida à ce moment la continuation de la résistance. Les leaders ouvriers négociaient cependant avec le président de la compagnie M. K. Matsugata—le fils du marquis de ce nom,—mais les négociations échouèrent. Deux autres chantiers de la même compagnie entrèrent en lutte par solidarité; 500 ingénieurs, leurs adjoints et 800 techniciens exprimèrent aux ouvriers leurs sentiments de solidarité et firent pression sur les patrons. Matsugata céda enfin, et fit des concessions importantes.

Cette méthode d'action est pour l'ouvrier japonais d'un emploi commode car, privé du droit de coalition, il ne peut avoir de caisse de grève. Le sabotage tourne la loi. Ni les administrateurs ni les ingénieurs n'avaient de recours contre les ouvriers qui se bornaient à ralentir autant que possible le travail. On aurait pu en congédier un certain nombre, mais les administrateurs mêmes leur étaient sympathiques et, d'ailleurs, il n'eût pas été possible de congédier 15.000 ouvriers. Par cette campagne de sabotage, les ouvriers obtinrent la journée de 8 heures, tout en conservant la paye de la journée de 10 heures. C'est une de leurs façons de s'adapter aux circonstances actuelles.

Les Idées bolchévistes et les Ouvriers Japonais

L'influence du bolchévisme sur les meilleurs éléments de la population est très grande. Notre presse n'est pas encore tout à fait corrompue par les intérêts capitalistes, le gouvernement japonais ayant entièrement pris à sa charge les dettes de l'Etat russe envers ses sujets. Le japonais n'a donc pas à s'inquiéter de ses intérêts financiers.

Le Japon semble avoir été le premier des Etats alliés à nouer des relations fréquentes et directes avec les Russes. Le résultat en a été une connaissance du bolchévisme plus précise qu'ailleurs. Les bolchéviks sont nombreux, en Sibérie: On a dit que les réserves japonaises de Sibérie, fortes

d'environ 70.000 hommes, ont dû être rappelées d'urgence, leurs chefs s'étant aperçus que les hommes, la plupart mariés et pères de famille, accueilleraient volontiers la propagande bolchéviste. Nous venons d'apprendre que 30.000 ou 35.000 soldats japonais ont été en Sibérie touchés par cette propagande et que bon nombre d'entre eux ont adhéré au parti communiste. La propagande bolchéviste parmi les soldats, au Japon et surtout à Vladivostok, a été assidue. Dans cette dernière ville, les communistes se sont servis d'affiches, de placards et d'une abondante littérature. Au Japon même, la propagande a été plus énergique encore. Les militants russes ont fini par être expulsés de Yokohama dans un délai de 5 jours. Il y a pourtant au Japon, à l'heure actuelle, environ 10.000 Russes sympathiques au bolchévisme, pour la plupart déserteurs des armées contre-révolutionnaires, et notamment de celle de Koltchak. Les socialistes japonais contribuent également à la diffusion du bolchévisme. D'aucuns sont emprisonnés.

Les ouvriers exigent maintenant le contrôle des usines et des fabriques et la paye du dimanche. La journée de 8 heures paraissait, il y a quelques mois, à peu près irréalisable. Elle est maintenant le partage d'un nombre toujours croissant d'ouvriers. La politique agressive du gouvernement et les lois de répression n'ont pas empêché la formation de nombreuses organisations ouvrières. La plus jeune de celles-ci, l'*You-Ai-Kai* dont Bunji Suzaki est le représentant qualifié, est devenue une puissante association radicale. Bunji Suzaki en a récemment perdu la direction personnelle, et l'association s'est tout à fait démocratisée. L'organisation *Kai* s'est alliée au syndicat des imprimeurs, le seul dont l'existence n'ait pas été tout à fait interrompue, même pendant les périodes de répression. Récemment régénéré et fortifié, ce syndicat et l'association *Kai* poursuivent maintenant avec énergie l'abolition de la «loi de police» et réclament la liberté d'association. L'orientation politique de l'*You-Ai-Kai* s'est modifiée au point que sa librairie vient de publier une biographie de Karl Marx.

Mes amis m'écrivent du Japon que les classiques socialistes y sont traduits et édités avec zèle. Les ouvrages: *Le Capital* de Marx (1^{re} partie) et *Le Salaire et le Capital* d'Engels sont publiés et se répandent avec succès. Les journaux et les périodiques qui s'abstiennent de parler de Marx et de traiter du socialisme n'attirent pas le grand public.

Politique réactionnaire du Gouvernement actuel

Depuis un an, on a commencé de parler au Japon de la nécessité d'une deuxième révolution. Un parti s'est formé, le *Koizo-Domai* (Union de

Régénération), qui préconise des réformes radicales. Le Japon traverse en ce moment une période de trouble. La rumeur publique prête aux anciens ministres Osaki et Géo l'intention de fonder un parti ouvrier.

Quoique le pays tout entier soit entraîné vers le progrès, le gouvernement omnipotent et bien organisé, d'une bureaucratie soutenue par des hommes d'une valeur exceptionnelle et par une colère militaire opiniâtre et fanatique qui dirige le prince Yamagata, est devenu de plus en plus fort. Quoique le prince Yamagata ait dû faire au peuple quelques concessions et même entrer dans la voie périlleuse de la défense des intérêts du travail en ce qui concerne la législation ouvrière, le gouvernement, de plus en plus réactionnaire, s'évertue à garder la maîtrise de la situation. Pour s'opposer à la diffusion du bolchévisme, il admet l'inscription des socialistes, des anarchistes et des bolchéviks sur les listes noires. La gendarmerie concourt à l'application de cette mesure. Depuis les «émeutes du riz», la gendarmerie, la police et le ministère de l'Intérieur ont élaboré en commun ces fameuses listes noires. L'administration des gendarmes, abolie en Corée, a été renforcée au Japon. Les socialistes n'appartenant pas à la tendance jaune de Spargo sont plus féroceement traqués que jamais. Mais comme l'observe l'*Eastern Review*, ces procédés ne feront que réveiller les masses. Les journaux et revues japonais constataient tantôt avec dépit, tantôt avec satisfaction, que la grande guerre européenne en éveillant à une vie intellectuelle plus intense les masses populaires, a contribué au succès du bolchévisme. Les déclarations de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Amérique sur les buts de guerre idéaux n'ont produit, de l'avis des journalistes, que peu d'effet sur les masses, alors que l'immense révolte des foules ignorantes de Russie a suscité l'intérêt le plus vif.

Conclusion

Le développement historique, les circonstances actuelles, les influences extérieures, le poids d'un joug croissant détermineront, pensons-nous, l'ouvrier japonais à suivre ses voies propres vers la société nouvelle. Il a toujours su s'adapter aux transformations du milieu. Il ne se laissera pas distancer maintenant par d'autres peuples libérés. J'ai la conviction—fondée sur l'étude de notre passé historique—que la classe qui gouverne aujourd'hui le Japon ne satisfera pas les revendications populaires et ne cédera pas la place à des éléments plus capables. Aussi, le mot d'ordre qui retentit désormais de plus en plus souvent—*Deuxième Révolution!*—correspondra-t-il, tôt ou tard, aux faits.

Sen K. ATAYAMA.

New-York, 29 octobre 1919.

L'INTERNATIONALE DES SYNDICATS ROUGES.

A. LOZOVSKY

LES SYNDICATS EN PÉRIODE DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Au cours de leur longue existence, les syndicats n'eurent jamais à résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui devant les syndicats russes. La raison en est qu'ils avaient affaire au système d'exploitation capitaliste et que les syndicats les plus révolutionnaires de tous les pays furent amenés pour se défendre à lutter, non seulement contre quelques capitalistes isolés, mais encore contre tout le système capitaliste. Si nous étudions l'histoire séculaire de la lutte des syndicats ouvriers au XIX^e siècle, nous voyons apparaître des organisations embryonnaires de secours mutuels, des unions corporatives, qui constituent les formes élémentaires de groupement, les organisations premières de défense, qui, peu à peu, la concentration du capital les y forçant, fusionnent en de vastes organisations et qui, dans certains pays, deviennent de puissants groupements d'industrie, englobant des centaines, des milliers et des millions de travailleurs. L'histoire du mouvement syndical est celle de la transformation des travailleurs, jusqu'alors divisés et épars, en rouages d'une grande machine qui, sur le terrain des tâches économiques quotidiennes, groupe les travailleurs des diverses branches industrielles en organes de secours mutuels et de défense.

Leur lutte contre le capital mit les syndicats aux prises avec le régime capitaliste tout entier, avec l'État capitaliste lui-même. Les contrats collectifs qui, à l'aube du mouvement syndical, formaient l'idéal des syndicats, démontrèrent bien vite leur insuffisance. Ils prouvèrent que leur application, tout en étant un pas en avant, n'était point de nature à faire disparaître les contradictions fondamentales du régime capitaliste. Par la suite, sous les coups du capital coalisé, les syndicats furent obligés de se convertir en organes de lutte contre ce dernier, en organisations révolutionnaires appelées, en union avec le parti politique, à détruire la société bourgeoise.

Mais le mouvement syndical n'a pas atteint partout ce degré de développement. En divers

pays, les syndicats en sont, encore aujourd'hui, à des phases plus ou moins avancées de leur longue évolution historique. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, nous avons de vastes organisations ouvrières qui pensent que les tâches des syndicats ne sont pas des cadres de la société capitaliste et que toute l'activité des syndicats doit être adaptée aux conditions du régime capitaliste, dont la solidité pour eux est hors de doute.

Pour la plupart de ces syndicats qui n'envisageaient point la question de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat, le rôle futur des syndicats ne présentait aucun intérêt. L'avenir leur apparaissait sous la forme d'un développement progressif des masses démocratiques, sur un pied d'égalité entre le Capital et le Travail et sur la base d'un large développement de la démocratie. Si les syndicats des pays anglo-saxons négligèrent complètement la question du rôle futur des syndicats, les syndicats social-chauvins allemands, eux, l'envisagèrent. Mais, imbus de l'esprit réformiste et évolutionniste, ils abordèrent les tâches syndicales de la même façon que les trade-unions. Aussi n'allèrent-ils jamais au-delà des idées réformistes d'égalité entre le Capital et le Travail, des contrats collectifs et de l'évolution au sein de la société capitaliste. D'ailleurs, au moment de la déclaration de guerre, leur idéologie ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle des trade-unions anglaises. Les uns et les autres ne songeaient point au rôle futur des syndicats et liaient l'existence du mouvement syndical à la victoire de leur pays.

Contrairement aux syndicats anglais et allemands, les syndicats français envisagèrent le rôle qu'ils auraient à jouer au lendemain de la révolution sociale. Les syndicalistes-révolutionnaires français considéraient les syndicats comme les seules organisations appelées à faire la révolution et à en accomplir les tâches. Les principes essentiels du syndicalisme révolutionnaire attribuent aux seuls syndicats la direction intégrale de la production, au centre et sur les lieux; de plus, il ne doit

exister d'autres organes en dehors de ceux qui dirigent la production, attendu que la révolution sociale est liée intimement à la destruction de l'Etat et à l'organisation de la société sur les bases du régime *an-archique* (absence de pouvoir). La guerre, il est vrai, nivela les syndicalistes français et leurs antagonistes anglais et allemands. Les syndicalistes français, ennemis irréductibles de l'étatisme sous toutes ses formes, devinrent les serviteurs fidèles de l'Etat bourgeois et les troubadours de l'unité nationale.

Naturellement, à partir de ce moment, il ne fut plus question pour eux du rôle futur des syndicats; leur présent étant lié à la société bourgeoise, ils en tiraient les conclusions pratiques qui s'imposaient pour l'avenir.

C'est en Russie que fut posée pour la première fois la question du rôle des syndicats, en période de transition. Les jeunes syndicats russes, éclos en 1905, écrasés lors de la réaction qui suivit et recréés en 1917, se trouvèrent, huit mois après le début de la révolution russe, en présence de l'effondrement de la bourgeoisie et de la nécessité de s'emparer des fabriques et usines. La révolution d'Octobre fut surtout une révolution économique. La forme même du pouvoir soviétique qui provoqua la haine féroce de la contre-révolution internationale et russe, était étroitement liée à la destruction politique aussi bien qu'économique des anciennes classes dirigeantes. Le prolétariat russe en armes délogea la bourgeoisie de ses positions. Le renversement du gouvernement de coalition fut suivi immédiatement du renversement de la bourgeoisie dans les fabriques, de l'expulsion des patrons, de la mainmise sur les établissements industriels et de leur conversion en propriété collective. La lutte économique qui commença dès les premiers jours de la révolution de Février, conduisit à la révolution d'Octobre, car, comme le dit le programme du Parti Communiste Russe, la politique n'est que la quintessence de l'économie.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, les syndicats durent envisager ce qu'ils devaient faire et ce qu'ils devaient être désormais. Ils se trouvèrent en face d'un gigantesque mouvement ouvrier et d'une explosion d'énergie révolutionnaire sur tout le territoire de l'immense Russie. Les ouvriers des usines et fabriques réglèrent eux-mêmes leurs comptes avec les patrons. «Tout le pouvoir aux Soviets, tout le pouvoir à la classe ouvrière», ce mot d'ordre fut compris par les ouvriers—et fort bien compris—comme la mainmise sur les usines et fabriques, citadelles de la société bourgeoise. Mais une fois la bourgeoisie chassée, trois questions d'ordre pratique surgirent devant les syndicats russes:

1. Rapports entre les comités de fabriques et d'usines et les syndicats;
2. Rapports entre les syndicats et les soviets;
3. Place des syndicats dans l'appareil de l'Etat soviétique.

Quant aux comités de fabriques et d'usines, il était clair, dès le début de la révolution, qu'ils devaient servir de base aux syndicats révolutionnaires. Qu'était-ce en fait que les comités de fabriques et d'usines? C'étaient des organes de lutte formés par tous les ouvriers d'un même établis-

sement industriel afin, dans la première période de la révolution, de tenir tête à l'offensive des capitalistes, et, dans la deuxième période, de chasser les capitalistes et d'affermir la dictature du prolétariat. Si, dans les établissements industriels, il y avait deux organisations: les comités de fabriques et d'usines et les syndicaux, cela provoquerait fatalement des heurts réciproques, la rivalité, le parallélisme et une déperdition de forces. L'existence de ces deux organisations pourrait à la rigueur se justifier, si nous n'étions encore qu'à la veille de la révolution sociale. Les comités de fabriques et d'usines pourraient alors voir le centre de gravité de leur action dans le contrôle sur la production, et les syndicaux, dans l'organisation du travail. Mais la révolution d'Octobre a identifié les tâches des comités de fabriques et d'usines et celles des syndicats.

Logiquement, le développement de ces deux organisations devait amener entre elles des frottements réciproques. C'est pourquoi, à la veille de leur premier congrès, les syndicats russes envisagèrent la réorganisation du mouvement syndical, le passage du système des délégués de fabriques et d'usines et des assemblées de délégués au système de conférences de fabriques et d'usines et à la construction du mécanisme syndical sur la base des comités de fabriques et d'usines. Ainsi, les comités de fabriques et d'usines devinrent les sous-sections des syndicats. L'ensemble des comités de fabriques et d'usines constitue l'organe souverain qui élit l'organe directeur des syndicats; et ainsi disparaissent le parallélisme et la rivalité. Telle est la solution qui fut donnée par le premier congrès syndical (début de janvier 1918).

La question des rapports entre les syndicats et les soviets fut autrement plus difficile à résoudre. Qu'est-ce que les soviets? Ce sont les organes de la dictature du prolétariat, les organes qui, au moyen de l'appareil légal, réalisent dans toute l'étendue du pays les aspirations essentielles de la classe ouvrière. Le soviét, dont la fabrique et l'usine constituent le corps électoral, est la nouvelle forme d'organisation gouvernementale qui convient le mieux à la période de transition du capitalisme au communisme.

Mais à quoi mène la logique du développement des soviets? A ce que, au fur et à mesure que s'affermirait le pouvoir de la classe ouvrière et que s'étendait la révolution sociale, les soviets, en tant qu'organes de la révolution sociale, se modifient. Leurs fonctions gouvernementales disparaissent à mesure que leurs fonctions économiques augmentent, absorbant en elles toutes les autres fonctions administratives et techniques de l'appareil soviétique. Si les soviets sont la forme reconvenue de la dictature du prolétariat, quel est donc, une fois les soviets institués, le rôle des syndicats qui, après la révolution sociale, n'ont plus le Capital pour objectif?

D'organes de lutte contre le Capital, les syndicats se transforment en organes de construction économique; mais la construction économique et l'ensemble des fonctions incombant aux syndicats s'entrecroisent avec les fonctions économiques des soviets.

Dans un Etat où le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière, chaque organisation ouvrière doit se charger de certaines fonctions gouvernementales, mais, à leur tour, les organes gouvernementaux sont obligés d'assumer une partie des fonctions incombant aux syndicats.

Ainsi, le processus du développement des formes du mouvement ouvrier après la révolution sociale mène à l'interpénétration des organisations ouvrières. De la sorte, les organisations économiques et les syndicats animés de l'esprit communiste se pénètrent mutuellement de plus en plus et, à une certaine étape de cette interpénétration, il se crée un organe unique qui assume la direction de la production, en même temps que l'organisation du travail.

Ce processus de fusionnement est très long; il constitue tout un stade de l'évolution syndicale. La rapidité de la pénétration mutuelle des syndicats et de leur fusionnement avec les organes économiques correspondants dépend, d'une part, du développement de la révolution internationale et, d'autre part, de la situation générale de l'industrie dans le pays. La courbe du développement des organisations ouvrières après la révolution sociale donne l'indication pratique du rôle des syndicats dans l'Etat ouvrier et la clef des rapports normaux entre les syndicats et les soviets.

Les soviets réalisent les intérêts de classe du prolétariat au moyen de l'appareil gouvernemental; les syndicats, au moyen de l'association libre des ouvriers et par leurs propres méthodes. Avec des syndicats impuissants, non pénétrés d'esprit communiste, la dictature du prolétariat est impossible, de même que l'existence des soviets.

Les syndicats organisent le travail dans la production et pour la production. Abordant la production du point de vue de classe-patronne, de classe propriétaire de la production sur un territoire donné, les syndicats constituent la clef de voûte de la dictature du prolétariat. Le développement et l'affermissement de la dictature du prolétariat imposent aux syndicats des tâches de plus en plus vastes et amènent la concentration entre leurs mains—lorsque les soviets n'ont plus de fonctions gouvernementales à exercer—de toutes les fonctions économiques et industrielles du pays.

Ainsi, dans la période de transition, les syndicats sont les éléments essentiels sur lesquels viennent se greffer, dans la société développée, l'appareil de direction de la production et l'appareil de répartition.

Il s'ensuit que l'étroite collaboration des syndicats et des soviets, leur coopération constante, l'examen en commun des mesures à prendre, l'application desdites mesures, etc., sont les conditions *sine qua non* du développement de la révolution et de la dictature du prolétariat. Dès lors, on voit clairement la place occupée par les syndicats dans le système général de l'Etat soviétiste. Les syndicats ne sont pas des organes gouvernementaux; ce sont des associations libres de producteurs. Mais, comme ils sont les organes des producteurs qui élisent les soviets, ils groupent la classe ouvrière en vue de tâches spéciales, en dehors de la compétence des soviets.

Les syndicats complètent les soviets et confèrent au système soviétiste une plus grande stabilité, car ils ne se bornent pas à grouper les ouvriers en tant que citoyens d'un pays donné, en tant que classe réalisant sa propre dictature sur une autre classe, mais aussi en tant que producteurs dont ils font un corps social, créant des valeurs industrielles déterminées, d'utilité générale.

Voilà pourquoi les syndicats constituent le point d'appui et le complément des soviets. La façon spécifique, originale dont ils groupent les ouvriers se manifeste dans leur propre construction, ainsi que dans celle des soviets.

Les soviets sont construits par la classe ouvrière horizontalement, par régions; de la fabrique au district, du district au gouvernement, du gouvernement à la Russie tout entière. Les syndicats ne se bornent pas à grouper les ouvriers horizontalement (bureaux de district, conseils régionaux, Conseil Central panrusse des syndicats), ils les groupent encore verticalement par industrie (métallurgistes, ouvriers du textile, ouvriers du bois, travailleurs des transports, etc.). Ce groupement vertical des travailleurs est nécessaire par la production.

On peut, à la rigueur, diriger les affaires d'un pays par des unions régionales et départementales de soviets, mais il est impossible de diriger la production uniquement par des unions de ce genre; pour cela, les groupements par industrie sont nécessaires.

Le système de l'économie nationale et les besoins de son organisation mènent à des formes d'organisations spéciales sur lesquelles se moulent les syndicats. Si, avant la révolution, les syndicats s'organisaient par industrie afin de lutter contre le Capital, si chaque syndicat, au fur et à mesure de la croissance de la conscience de classe des ouvriers, embrassait un nombre de plus en plus grand d'industries afin de les opposer au Capital coalisé—ce qui fut la cause principale de la naissance des syndicats d'industrie,—par contre, après la révolution prolétarienne, la création des syndicats d'industrie et leur affermissement se justifient par les besoins de l'économie nationale et l'impossibilité d'organiser rationnellement cette dernière sans les syndicats. Mais alors, pourrait-on dire, si l'économie nationale ne peut être organisée sans les syndicats, ne vaudrait-il pas mieux que chaque syndicat se chargeât de l'organisation de la production, autrement dit que la direction des diverses branches de l'industrie fût remise aux syndicats qualifiés à cet effet?

De la sorte, la question capitale des formes et des moyens de direction de la production serait résolue. D'aucuns pensent que tel est le rôle des syndicats en période de dictature du prolétariat; selon eux, les syndicats commencent par écraser le capitalisme avec le concours du parti politique; mais une fois la dictature du prolétariat instaurée, ils prennent la direction de la production entre leurs mains.

Sous cette forme absolue, cette thèse est inadmissible, parce que l'organisation de la production par syndicat entraînerait l'émiettement de la production. Il est vrai que pour que la coordination et la régularisation de la production, il existe des unions intersyndicales, telles que les conseils de

syndicats et les fédérations nationales; toujours est-il que la remise entre les mains de certains syndicats de la direction de l'industrie aurait pour résultat de diviser la production par industrie, d'entretenir l'égoïsme syndical et de provoquer la concurrence entre les diverses industries.

Dans la première période de construction, il est nécessaire que la régularisation de la production revête un caractère général de classe, que les soviets préviennent les heurts qui se produiraient fatalement entre les différentes catégories de travailleurs, si chacune de ces catégories avait à sa disposition une branche entière de l'industrie nationale.

Comment y arriver? Par la création, en période de transition, d'organes de direction des diverses branches d'industrie, dans lesquels soviets et syndicats sont représentés; ainsi, sur le terrain de leur action commune, permanente, journalière, une liaison s'établit entre soviets et syndicats.

D'un côté, les organes économiques, de concert avec les syndicats, organisent la production; de l'autre, ils abordent la production tout entière, non du point de vue étroitement corporatif, mais du point de vue de classe, faisant rentrer dans la production non seulement la technique de la direction, mais aussi l'organisation du travail. A mesure que la révolution se développe, qu'elle embrasse de nouveaux pays et que disparaissent la classe des exploités et les éléments intermédiaires qui lui sont liés, la soudure entre les organes économiques et les syndicats devient plus solide, de sorte qu'à un certain stade de développement (lorsque les soviets disparaissent, en tant qu'organes étatiques), les organes économiques et les syndicats fusionnent. A ce moment, comme le dit le programme du Parti Communiste Russe, les syndicats concentrent entre leurs mains l'ensemble de l'économie nationale. Mais c'est là le terme d'une longue évolution; aussi ne peut-on encore songer actuellement à remettre aux syndicats la direction intégrale des différentes branches de l'industrie. L'économie nationale socialiste ne peut pas ne pas être une économie centralisée.

Le plan de l'économie nationale tout entière, la concordance de ses parties, le recensement minutieux de toutes les forces productives (y compris la main-d'œuvre), le calcul scientifique des besoins, réclament un appareil scientifique organisé à l'échelle nationale et même internationale, ce qui est incompatible avec la remise de la direction de la production entre les mains des syndicats respectifs. En outre, il faut tenir compte que l'économie nationale ne se limite pas à l'indus-

trie, mais qu'elle englobe aussi l'agriculture, dont le rôle est immense dans l'économie générale d'un pays, notamment dans celle de pays tels que la Russie, l'Italie, etc. La remise de la direction de chaque branche d'industrie entre les mains des divers syndicats exige la transformation desdits syndicats d'industrie en sections d'un groupement national des syndicats, ce qui, de nouveau, ne peut être que le résultat d'un long processus d'organisation des masses d'une part, et d'organisation de l'appareil administratif, technique et économique, d'autre part.

Ainsi, à la question du rôle que doivent jouer les syndicats en période de dictature du prolétariat, nous sommes en mesure, en nous basant non seulement sur des calculs purement théoriques, mais aussi sur l'expérience russe actuelle, de donner la réponse suivante:

1. Les syndicats sont la clef de voûte de la dictature du prolétariat, car ils organisent le travail dans le processus de la production et la production elle-même dans son rapport avec le travail;

2. Les syndicats sont le complément nécessaire des soviets, lesquels réalisent par l'entremise des syndicats et avec eux les tâches de classe du prolétariat;

3. Les syndicats sont l'arme principale de la révolution sociale; avec le parti communiste et sous la conduite de ce dernier, ils exproprient les expropriateurs et s'emparent des moyens de production;

4. Au moment de la révolution sociale, les syndicats et leurs organes: locaux, les comités de fabriques et d'usines, sont les seules organisations qui ont à charge de veiller à ce que la production ne s'arrête pas et de subordonner les tendances corporatives à l'intérêt général de la classe prolétarienne;

5. Englobant les grandes masses de «sans-parti», les syndicats enseignent à l'ensemble de la classe ouvrière la pratique de la construction socialiste et deviennent ainsi une école de communisme.

De cet aperçu du rôle des syndicats en période de dictature du prolétariat, on peut et doit tirer cette conclusion simple, mais essentiellement pratique: la conquête des syndicats est la condition préalable de la révolution sociale et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

A. LOZOVSKY.

LE MOUVEMENT SYNDICAL AUX ETATS-UNIS

Quels sont les faits marquants dans l'histoire des organisations ouvrières des Etats-Unis? Deux surtout méritent de retenir l'attention des observateurs sérieux:

1). La croissance lente, mais continue des syndicats. Dès le début de la guerre civile (1861—1865), on assiste à une augmentation constante, presque ininterrompue, du nombre des syndicats, lequel, de quelques dizaines de milliers, s'est élevé à deux millions et demi avant la dernière guerre. Pendant la guerre, le mouvement a fait un bond prodigieux: le chiffre de cinq millions a été dépassé. La croissance numérique des syndicats a été accompagnée d'une augmentation proportionnelle de leur influence et de leur force.

2). Le caractère franchement réactionnaire des leaders des grandes masses populaires. Les radicaux et les révolutionnaires créent sans cesse des unions, et cela dans le but de substituer aux organisations professionnelles des unions industrielles dirigées par des chefs révolutionnaires. Ces unions vivent pendant quelque temps, soutenues par l'enthousiasme de leurs fondateurs, puis s'étiolent et meurent peu à peu, victimes de l'indifférence ou de l'hostilité déclarée des masses, ainsi que de l'opposition violente des patrons et de l'Etat. De toutes ces unions nouvellement fondées, il subsiste encore, outre quelques unions dans des branches isolées de la production, trois grandes unions industrielles, savoir: l'Union des I. W. W., l'Union Internationale Industrielle des Ouvriers et la Grande Union (One Big Union), laquelle englobe les ouvriers des métaux, des manufactures de tabac, etc., et dont le nombre des membres varie, selon les statistiques, de 75.000 à 150.000.

Le caractère réactionnaire des leaders syndicaux a trouvé son expression dans la conduite de la Fédération Ouvrière Américaine (englobant la grande masse des syndicats), laquelle a complètement rompu avec l'Internationale d'Amsterdam à cause de «l'activité révolutionnaire» et du refus de cette dernière de reconnaître «l'autonomie nationale de chaque centre syndical», ainsi que dans le récent appel de Gompers dirigé contre le gouvernement soviétique russe, appel qui n'eût pu signifier aucun chef du mouvement ouvrier dans un autre pays, sans affirmer un véritable orage sur sa tête. Mais les radicaux et les révolutionnaires sont si faibles dans les syndicats aux Etats-Unis, que ce manifeste n'a même pas provoqué de discussions tant soit peu sérieuses, bien qu'il ait été publié au moment où les unions cherchaient des moyens de lutte contre le chômage et le mouvement patronal de «l'usine libre».

Comment les chefs réactionnaires font-ils pour rester au pouvoir? Pourquoi le mouvement révolutionnaire est-il si faible parmi les masses? Comment en est-on arrivé à la situation actuelle?

Diverses explications sont données: on allègue ordinairement les différences de race, l'ignorance de la langue (pour les émigrants), la situation particulière des Etats-Unis, «pays libres», ouvert jusqu'aux derniers temps, théoriquement tout au moins, aux ouvriers mécontents, la prospérité de l'industrie, etc. Ces circonstances ont eu, évidemment, une certaine influence sur le développement du mouvement ouvrier, mais, au point de vue de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, ce sont des facteurs relativement peu importants. Quel qu'il en soit, les conditions objectives pour un fort mouvement ouvrier dirigé par des chefs révolutionnaires existent; et, si ce mouvement ne se manifeste point, il faut en chercher les raisons dans la tactique et l'attitude de la majorité révolutionnaire. Un mouvement révolutionnaire en pays capitaliste ne peut espérer l'agrandissement de son pouvoir politique ou industriel, s'il n'a pas un programme syndical rationnel et s'il n'arrive pas à obtenir la direction des masses dans les syndicats. L'insuccès du mouvement aux Etats-Unis ne provient pas de ce qu'on n'a pas accordé une importance suffisante aux syndicats, mais de ce que l'on a adopté une tactique essentiellement fautive.

Le développement du mouvement ouvrier s'effectue normalement lorsque les éléments révolutionnaires, par sympathisant à la révolution accroissent progressivement leur influence et leur autorité, et ceci arrive, naturellement, à moins de circonstances spéciales, car les éléments éminemment comba-

tifs que sont les révolutionnaires, ont, à un bien plus haut degré que les conservateurs, les qualités nécessaires à la direction des masses: énergie, honnêteté, courage, bon sens. Même en période de développement capitaliste pacifique, la lutte des classes fait surgir de plus en plus nombreux des conducteurs de masses. L'antagonisme croissant au sein des syndicats entre conservateurs et révolutionnaires luttant pour le pouvoir, ne provoque jamais, sauf dans des cas très rares et pour un temps très court, de scission dans le mouvement ouvrier, dans l'organisation des masses. Tel doit être le développement normal dans lequel l'élément révolutionnaire constitue le ferment qui fait lever la pâte tout entière du mouvement ouvrier.

C'est sur ce point que les révolutionnaires américains ont abandonné le terrain solide de la réalité pour l'utopie: ils ont voulu des unions industrielles «idéales» qu'ils ont dressées contre les syndicats, autant que contre le capitalisme. Depuis 1895, le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis a été dominé par cette utopie; l'hostilité envers les syndicats est devenue, en quelque sorte, un devoir révolutionnaire, et leur suppression complète et immédiate un dogme auquel était tenu d'adhérer tout «véritable révolutionnaire». Partout, dans l'Union Professionnelle Socialiste et l'Union Ouvrière, fondées en 1895, comme dans les I. W. W., l'Union Internationale des Ouvriers Industriels (W. I. S. U.) et la Grande Union (One Big Union) ainsi que dans les premiers programmes (1919 et 1920) des partis communistes, le cri de guerre a été: «Destruction des syndicats».

Quels sont les résultats précis de cette politique après vingt-cinq ans d'efforts intensifs?

Nous avons tout d'abord des unions doubles, séparatistes et industrielles, fondées par les révolutionnaires et les radicaux. La première, la S. T. L. A. (Socialist Trade and Labour Alliance) fut créée en 1895; elle comptait alors environ 25.000 membres; celles qui existent encore aujourd'hui englobent 75.000 à 100.000 membres au total, le chiffre exact est difficile à déterminer. Les révolutionnaires ont constitué une grande quantité d'unions séparées, tant pour les branches isolées de l'industrie que pour des industries tout entières; néanmoins, le résultat final, au point de vue de l'accroissement de leur pouvoir économique et industriel, a été absolument nul. A l'heure actuelle, toutes les unions doubles, séparatistes et industrielles, ne comptent plus dans leurs rangs qu'une très faible partie des effectifs syndicaux.

Ensuite, l'abandon systématique des syndicats par les ouvriers militants a ralenti le développement de ces derniers qu'il a affaiblis quantitativement et privés de leurs chefs révolutionnaires; les syndicats ont été ainsi livrés aux mains de la bureaucratie la plus réactionnaire qui ait jamais existé dans le mouvement ouvrier mondial. Pourtant, si l'on tient compte de l'hostilité que l'avenant-parde du prolétariat légitime aux syndicats, il convient de s'en louer, non pas des faibles progrès accomplis par ces derniers, mais bien plutôt de leur vitalité qui leur permet, malgré tout, de se développer. Le fait que le mouvement ouvrier américain est encore actuellement sous l'influence de chefs «conservateurs» vieux jeu et franchement réactionnaires, a sa source dans la maladie infantile que le mouvement révolutionnaire américain a traversée pendant trente ans et dont il ne s'est pas encore entièrement remis.

Comment se voit-il que les unions industrielles, fondées en opposition aux syndicats, n'aient pas réussi à obtenir la direction des masses?

Premièrement: elles ont violé le grand principe de la «solidarité ouvrière» sur lequel elles prétendent se fonder. D'après leur nature même, les unions doivent accepter dans leur sein tous les ouvriers d'une catégorie ouvrière donnée, indépendamment de leurs opinions ou croyances. Catholiques, protestants, juifs, anarchistes, communistes, doivent tous faire partie d'une seule et même organisation économique: le but de chaque union est d'organiser tous les ouvriers

d'une branche donnée de la production. C'est ce que l'on a fort bien compris dans les pays où les unions ont été organisées sur la base de la religion (unions chrétiennes et unions catholiques), base considérée chez nous comme réactionnaire. En réalité, le résultat est le même qu'avec l'organisation d'unions fondées sur la conception abstraite d'une certaine structure, telle la conception qui a servi de base aux unions révolutionnaires industrielles. Les révolutionnaires ayant commis la faute capitale de quitter les anciens syndicats, motivant leur conduite par une conception abstraite de structure et de buts finals, il n'est pas étonnant que des scissions se produisent dans les unions «idéales», chaque fois qu'y surgit une nouvelle idée. Ainsi dans certaines industries, comme l'industrie textile, où les radicaux avaient toujours été les plus forts, nous voyons actuellement quatre ou cinq unions industrielles qui, toutes, défendent l'idée de la solidarité ouvrière, mais n'en mènent pas moins une lutte acharnée entre elles aussi bien que contre les syndicats.

En second lieu, elles n'ont pas compris la forme même du développement des unions sous le joug du capitalisme révolutionnaire, mais qui est lent, s'effectue parfois par des voies détournées et comprend ordinairement plusieurs stades; elles ont voulu en un jour faire passer les masses retardataires du stade des syndicats de métiers au stade des unions industrielles. Les syndicats nous montrent d'une façon typique la forme de ce développement, lequel commence par les syndicats de métiers isolés, passe ensuite aux unions syndicales régionales et nationales, puis aux fédérations syndicales de tous les métiers d'une branche déterminée de l'industrie, et se termine enfin par l'unification complète de toutes les branches d'une industrie donnée. Ce développement, si facile pourtant à observer dans le mouvement syndical malgré l'esprit réactionnaire de ses chefs, n'a point attiré l'attention des révolutionnaires. Ceux-ci n'ont rien voulu voir en dehors de leurs unions industrielles «idéales» et ont invité les ouvriers à quitter les anciens syndicats, créés au prix d'une longue et pénible lutte, pour entrer dans les nouvelles unions, parfaites au point de vue théorique, mais n'ayant aucune existence réelle. Les ouvriers, naturellement, restent sourds à leurs appels.

Cet insuccès des unions industrielles «idéales» prouve-t-il le manque de développement de la classe ouvrière américaine? Les ouvriers américains sont-ils réfractaires à toute propagande révolutionnaire? Une telle supposition doit être complètement rejetée après une étude, même superficielle, de l'histoire du mouvement ouvrier américain.

Le développement de l'industrie américaine est marqué par une série continue de grèves importantes, surtout dans les industries des métaux, des mines et des transports, grèves dans lesquelles les deux parties adverses ont déployé une égale violence et un égal acharnement. Le mouvement ouvrier américain n'a pas été moins sanglant que celui d'aucun autre pays avant la grande guerre. Ces mouvements spontanés des masses ouvrières ont été, aux Etats-Unis, la protestation naturelle contre le joug de l'exploitation capitaliste qui, dans tous les pays, est la source du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Vers 1880, le mouvement américain était incontestablement le plus révolutionnaire et le plus belliqueux du monde entier. C'est l'Amérique qui, la première, célébra la fête révolutionnaire du 1-er Mai, introduisit la journée ouvrière

de huit heures et appliqua sur la plus vaste échelle le système de la grève générale.

Le mouvement eut un caractère offensif à ses débuts, parce que les éléments militants—les révolutionnaires de l'avant-garde du prolétariat—faisaient alors partie des syndicats. Ils n'avaient pas encore de ces unions «idéales», de ces unions «purement» révolutionnaires en dehors du mouvement général, auxquelles ils réclameraient plus tard une fidélité absolue; ils prenaient alors les organisations ouvrières telles qu'elles étaient, et les transformaient en organisations de combat. Dans ce temps-là, les véritables chefs des grandes insurrections étaient de francs révolutionnaires, tels les Parsons, les Spice, les Fischer, les Engels, les Lings et autres. L'Union des «Chevaliers du Travail» (Knights of Labor), alors à l'apogée de son influence, était l'organisation ouvrière la plus avancée du monde. Les syndicats étaient également imprégnés de radicalisme; ils furent, en 1886, les véritables promoteurs du mouvement en faveur de la journée ouvrière de huit heures.

On ne saurait trop souligner qu'alors, les radicaux étaient numériquement beaucoup plus faibles qu'à l'heure actuelle. Là où il n'y avait qu'un révolutionnaire, il y en a maintenant des centaines. Mais quelle influence ont-ils sur les actions des masses? Nous avons eu, il est vrai, les grèves générales de Winnipeg et de Seattle (toutes deux en dehors de la grande région industrielle) qui, malgré la défection de Winnipeg avant la fin du mouvement, sont la preuve de l'activité des quelques radicaux restés dans les syndicats. On pourrait encore citer quelques exemples analogues. Mais combien plus nombreux sont les cas où l'on a laissé passer des occasions exceptionnelles, parce que les révolutionnaires étaient séparés des masses par des dissensions intestines, des disputes théoriques sur la valeur comparée des syndicats et des unions «idéales»? Ou étaient les révolutionnaires pendant les grèves des mineurs? Et pendant celle des cheminots que l'on alla jusqu'à mettre hors la loi? Quel avantage les masses retirèrent-elles de ces grands mouvements? Pratiquement aucun, car les révolutionnaires croyaient se désoler en faisant cause commune avec ceux qu'ils qualifiaient de réactionnaires.

La période combattive du mouvement américain prit fin lorsque les révolutionnaires modifièrent radicalement leur politique économique, lorsqu'ils renoncèrent au travail dans les syndicats pour créer, en dehors de ces derniers, de nouvelles unions «idéales». Cette évolution coïncida avec le début de la carrière politique de Daniel de Léon, qui fut pendant de longues années l'apôtre des unions industrielles, chères aux révolutionnaires. Estimant que les syndicats et leur bureaucratie n'avaient rien de commun avec le mouvement révolutionnaire, il fut toute sa vie leur ennemi implacable. Intelligence vaste et forte, il réussit à mettre la main sur le mouvement révolutionnaire dont il élabora le programme ouvrier. Son influence, en tant que théoricien, survécut à son charme personnel et continua de s'exercer même sur ceux qui devinrent plus tard ses ennemis politiques déclarés. Un témoignage attestant la force de cette influence nous est fourni par ceux de ses premiers disciples, encore vivants aujourd'hui, qui conservent avec attachement les restes de l'Union internationale des Ouvriers Industriels (*The Worker's International Industrial Union*).

V. LOSSIEV.

LES „I. W. W.“ D'AMÉRIQUE

(Association des Travailleurs Industriels du Monde)

1. Organisation

Le mouvement ouvrier des Etats-Unis n'était, au commencement du XX^e siècle, que peu important. Le Parti Socialiste, qui ne fut jamais, aux Etats-Unis, une organisation révolutionnaire, était totalement soumis à l'esprit opportu-

niste et petit-bourgeois de la II^e Internationale. Il était dirigé par des chefs jeunes tels que les Hillquit, les Berger, les Lee, les Sparrow, les Russel, qui se sont rangés parmi les ennemis de la classe ouvrière. L'A. F. L. (American Federation of Labor) et quelques-uns des principaux syndicats indépendants de cette dernière (Fédération des Employés

des Chemins de fer, l'Union des Mineurs, l'Union des Tailleurs, etc.) faisaient preuve du même état d'esprit et de la même incapacité d'action révolutionnaire. L'A. F. L. est fondée sur des principes corporatistes, exclusifs; elle est composée de grands unions révoltes et hostiles les unes aux autres, bien qu'unies par un centre unique. Il en est qui, pendant les grèves, ont contribué à briser le mouvement d'autres unions également affiliées à l'A. F. L.; elles ont vivifié les haines de races, les haines nationales, les discordes entre corporations; elles ont développé l'aristocratie ouvrière, au mépris des intérêts des ouvriers non-qualifiés et migrants, qui forment une partie considérable du prolétariat américain. Pour se défendre contre les non-syndiqués, les unions ont dressé divers obstacles—versements de droits élevés, etc.—à l'admission de nouveaux membres; elles ont refusé l'entrée aux femmes, aux étrangers (jusqu'à ces derniers temps) et aux nègres. L'activité des unions s'est bornée à une faible action pour l'augmentation des salaires et la limitation de la journée ouvrière, pour leurs membres seuls. Le mouvement ouvrier ne tend, pour elles, qu'à obtenir «bon salaire pour bonne journée de travail» («a fair day's wages for a fair day's work»). L'A. F. L. (ainsi que d'autres syndicats) soutint, conjointement avec certaines organisations industrielles, dont la principale était la célèbre Civic Federation, une forte agitation pour la participation des ouvriers aux bénéfices. Les classes n'existent pas—du moins aux Etats-Unis—, selon les meneurs de l'A. F. L., nous travaillons tous pour la société, pour notre contrôle, que nous soyons ouvriers qualifiés ou non, administrateurs, directeurs, chefs d'industrie. Mais le but est le même pour tous: nous désirons tous améliorer la vie sociale. L'A. F. S. est hostile aux grèves et à la lutte des classes; elle considère que tous litiges peuvent se décider à l'amiable. Une de ses méthodes favorites est celle des contrats collectifs. Ces contrats conclus par chaque union, indépendamment des autres, et quelquefois même sans le consentement de ceux qu'ils concernent directement, étaient toute liberté aux ouvriers. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, neuf grèves sur dix n'aient pas eu de succès aux Etats-Unis, et que l'Amérique ait mérité d'être qualifiée le «pays des grèves vaincues».

Nous voyons des exceptions frappantes à ces règles générales dans: la Fédération des Mineurs de l'Ouest (Western Federation of Miners), union autonome qui combattit l'A. F. L. Placée sous l'influence de William Haywood, de Frank Little, de Meyer (ce dernier, passé depuis à la réaction) et du socialiste Vincent St. John, l'Union des Travailleurs Américains (*American Labour Union*), indépendante de l'A. F. L., numériquement faible, mais vaillante, qui se trouvait sous l'influence d'un prêtre catholique (M. Haggerty), rédacteur de son organe officiel (*The Voice of Labor*); l'Alliance Socialiste et Ouvrière Américaine (*American Socialist and Labour Alliance*), fondée en 1896 par le patriote du socialisme américain, Daniel De Léon, et, enfin, l'Union des Brasseurs (*United Brewery Worker's Union*). Cette dernière, tout en faisant partie de l'A. F. L., était connue comme une puissante organisation socialiste, où l'influence personnelle du camarade Trueman, éditeur de l'organe officiel *Courrier des Brasseurs*, a détruit presque tous les défauts inhérents aux syndicats; les brasseurs se proposaient de quitter l'A. F. L.

Mais le rôle le plus révolutionnaire dans le mouvement ouvrier américain est échu à la Fédération des Mineurs de l'Ouest. Pendant dix ans, cette organisation, qui tendait confusivement vers le renversement immédiat de l'ordre capitaliste, a soutenu une véritable guerre sociale dans de nombreux Etats de l'Ouest (Colorado, Californie, Utah, Nevada, Idaho). Cette lutte, qui a laissé un souvenir terrible à la presse capitaliste entière, suggéra aux militants l'idée de créer une organisation ouvrière unique sur une base industrielle et d'affirmer dans ses rangs les travailleurs non-qualifiés, les étrangers, les nègres, les femmes et les enfants.

Vers la fin de 1904, six militants très en vue du mouvement syndicaliste se réunissaient à Chicago. Leur conférence n'indiqua pourtant pas le nouveau chemin au mouvement ouvrier; mais il fut dès lors décidé de réunir, en janvier 1905, une conférence plus nombreuse de militants syndicalistes et socialistes. Les socialistes les plus connus qui ont pris une part active à l'organisation des I. W. W., sont: Debbs (du parti socialiste, mais agissant à titre individuel), et le leader du Parti Ouvrier Socialiste, Daniel de Léon, représentant à la III^e Conférence de l'Union des Syndicats Socialistes Américains. Deux jeunes militants socialistes de valeur, Hoys et Berger, ayant refusé de venir. Cette dernière Conférence adressa un appel aux ouvriers d'Amérique et convoqua un Congrès ouvrier américain auquel furent également invités

les membres de l'A. F. L. et des organisations indépendantes qui lui faisaient opposition. Le manifeste, répandu en plusieurs langues, invitait les ouvriers à abandonner enfin «le système vicieux et pourri» des organisations corporatistes. Ce système ne peut amener qu'à des luttes continuelles pour des améliorations considérables de la condition des masses ouvrières:

«Son impuissance à établir une démocratie industrielle n'admettant plus de servitude salariale, où les travailleurs auraient également droit à tous les instruments du travail, est complète.

«L'esclavage économique international que subit la classe ouvrière, ne peut être aboli que par un mouvement ouvrier également international. Ce mouvement doit être l'œuvre d'une seule et unique association industrielle, embrassant toutes les industries.

«Il doit être fondé sur la lutte des classes, et sa tactique doit prévoir l'inéluctable et imminente collision qui va se produire entre le capitalisme et la classe ouvrière.

«L'Association doit être établie comme l'organisation économique de la classe ouvrière, en dehors de toutes relations avec les partis politiques».

II. Programme de l'Association

Le Congrès eut lieu au cours de l'année 1905. Deux cents délégués, représentant 84 organisations ouvrières comptant à peu près 100.000 membres, y assistèrent. Les organisations représentées étaient des plus hétérogènes. Mentionnons le parti socialiste, le parti ouvrier socialiste, les anarchistes et les débris des Chevaliers du Travail (Knights of Labor), ancienne organisation à demi-légale socialiste et anarchiste, dont le déclin avait commencé en 1886, après la tragédie de Chicago, mais qui ne disparut qu'au commencement du XX^e siècle. Quelques syndicats conservateurs étaient aussi représentés, ainsi que l'Union Ouvrière Américaine, l'Union des syndicats Socialistes Américains et la Fédération des Mineurs de l'Ouest, qui dirigèrent le Congrès.

La tâche était difficile de réconcilier ces différents courants. Une tendance inconsciente à l'unification influençait l'assemblée; les délégués éludaient autant que possible les questions dangereuses, écrivit ensuite un des historiens des I. W. W. (*Harold Lord Varney, History of the I. W. W., One Big Union Monthly*). Mais ce ne fut qu'après douze jours de travail incessant et de longues et chaudes discussions, qu'un programme fut enfin adopté et que l'union se réalisa. Le programme, fruit du travail de représentants de différents partis, avait quelque peu le caractère d'un compromis. Il devait plus tard amener une lutte au sein de la nouvelle organisation, lutte qui s'est terminée par un schisme. Citons-en les passages suivants:

«La classe ouvrière et le patronat n'ont rien de commun entre eux. Il ne peut y avoir de paix entre ces classes opposées, tant que des millions de travailleurs souffrent du paupérisme et de la faim, alors qu'un nombre restreint de privilégiés jouit de tous les biens de la terre.

«La lutte doit continuer entre ces deux classes jusqu'au jour où les ouvriers, unis dans les domaines de la politique et de l'industrie, se saisiront du produit intégral de leur labeur à l'aide de leurs organisations économiques de classe et en dehors de toute ingérence des partis politiques.

«Les trade-unions contribuent à opposer certaines catégories d'ouvriers d'une industrie aux autres et à les amener ainsi à succomber toutes dans la lutte pour les augmentations de salaire.

«Les intérêts de la classe ouvrière ne seront assurés que lorsque les organisations grouperont tous les travailleurs appartenant aux diverses branches d'une industrie».

Sur ces bases, se fonda l'Association des I. W. W., considérée par ses fondateurs comme une organisation révolutionnaire. Et il est vrai que le programme de la nouvelle association était, à l'époque, puissamment révolutionnaire. Pourtant ce programme, considéré avec attention, ne représente rien de défini, ni de bien concret. Le seul de ses articles qui pourrait, au point de vue de l'expérience révolutionnaire de nos jours, prétendre au qualificatif de révolutionnaire, est le troisième, qui dit que la lutte des classes «doit continuer jusqu'au moment où les ouvriers... se saisiront... du produit intégral de leur labeur». Encore est-il formulé d'une façon si élastique, que les représentants de toutes les tendances se croyaient satisfaits.

Les socialistes et les protagonistes de l'action politique croyaient voir le signe d'une victoire brillante de leurs idées dans la mention faite de la nécessité de l'union des ouvriers, non seulement dans le domaine industriel, mais dans le domaine politique. Les protagonistes de l'action directe, les anti-parlementaires, les anarchistes, les anarchistes-syndicalistes, et avec eux les nombreux disciples de l'un des chefs de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, Vincent St. John—dont l'expérience était en effet d'une grande étendue,—n'en affirmaient pas moins que l'association des I. W. W. avait pour méthode l'action directe, immédiate, révolutionnaire.

Ce 3^e article du programme suscita une lutte très vive entre les tendances Daniel De Léon et St. John. Le travail d'organisation en fut paralysé pendant plusieurs années, de même que l'action contre le capitalisme. La question fut reprise à chacun des congrès qui eurent lieu depuis; et, en fin de compte, une scission se produisit en 1908, au quatrième Congrès. Les Industrialistes (Syndicalistes) remportèrent la victoire; ils se saisirent de toutes les affaires de l'association, dans le programme de laquelle quelques changements furent apportés. L'article en litige fut formulé comme suit:

«La lutte des deux classes en présence ne doit cesser que lorsque des travailleurs du monde, organisés en classe, se saisiront de la terre et de tous les moyens de production et n'aboliront le salariat». Le point suivant fut ajouté au programme: «L'armée des producteurs doit être organisée non seulement dans le but d'une lutte quotidienne avec les capitalistes, mais aussi afin de pouvoir continuer le travail après l'abolition du capitalisme».

«En nous organisant industriellement, nous organisons une nouvelle société au cœur de l'ancienne».

Tels sont les traits généraux du programme actuel de l'Association des I. W. W. Ceux qui la critiquent insistent principalement sur cette circonstance que son programme n'indique point la nécessité d'une lutte politique. Le camarade Vincent St. John, dont nous avons parlé plus haut, a répondu en ces termes à ce grief: «Nous répondons à ceux qui pensent que les ouvriers doivent s'unir dans un parti politique: Organisez-vous politiquement, mais ne tentez point d'utiliser l'organisation économique dans les buts politiques de vos partis... Les I. W. W. s'en tiennent à cela. Individuellement, ils ont le droit d'appartenir aux partis politiques, mais les représentants et les militants responsables de l'Association ne peuvent être simultanément les représentants qualifiés des partis politiques. L'organisation elle-même n'a jamais eu recours à l'action politique...»

L'article du programme des I. W. W., qui indique «que l'armée des producteurs doit être organisée non seulement pour une lutte quotidienne avec le capitalisme, mais aussi dans le but de continuer le travail après son abolition» et qu'en nous organisant industriellement, nous organisons une nouvelle société au cœur de l'ancienne, a provoqué de chaudes discussions, surtout depuis la *Révolution Russe d'Octobre*. Avant 1917, les I. W. W. n'y accordaient que peu d'attention. L'Association elle-même et ses militants avaient toujours et partout demandé l'abolition immédiate du capitalisme, mais sans donner de réponses précises aux questions suivantes: «Comment faut-il faire la révolution sociale? Qu'advient-il après l'abolition de l'ordre capitaliste? Qu'advient-il après la révolution en Russie, les chefs I. W. W. se prirent à considérer ces questions plus sérieusement, et trois courants ont pris naissance.

L'un d'eux nait toute la nécessité d'organiser dès à présent les premières cellules de la société future, parce qu'il est impossible de prévoir les circonstances ultérieures, parce qu'il faudrait porter secours au prolétariat russe «par voie de fait», en faisant la révolution chez soi, et enfin parce qu'il est impossible de prédire les formes que pourra revêtir la révolution aux Etats-Unis, même si elle est prochaine.

Un autre courant, extrême, dont le porte-voix fut le secrétaire de union des métallistes, Harold Lord Varney, démontrait que:

«La révolution dont il s'agit chez les I. W. W., ne sera pas une sordaine boucherie; elle sera, au contraire, un action logique, réfléchi et scientifique, entreprise par la société». Pour les I. W. W., la révolution n'est qu'un fait d'organisation. Quand l'organisme industriel sera devenu plus fort que le régime actuel, les I. W. W. aboliront le capitalisme.

Quand le prolétariat abolira l'ordre capitaliste, les I. W. W. ne trouveront être le gouvernement du nouveau régime, créé d'avance et complètement prêt à remplir sa tâche, il sera inutile de convoquer une Assemblée Constituante, il ne sera pas nécessaire non plus de créer des soviets, l'organisation des I. W. W. qui aura mené la révolution à bonne fin consti-

tuera la base du nouvel ordre communiste. Le Comité Exécutif général des I. W. W. deviendra l'organe exécutif souverain de la nation et prendra sur lui les fonctions politiques et industrielles de la société future. (*Le Communisme Industriel et les I. W. W.*, Harold Lord Varney, Troudovnia Mysl, N° 4, p. 30-31).

Le troisième courant enfin, celui des compromis, déclare que:

«Le développement du mouvement ouvrier et de la révolution communiste est rapide et le dénouement en est tellement proche, que, quelles que soient l'énergie et la persévérance des délégués et des membres des I. W. W. à organiser les ouvriers, ils ne pourront suivre la marche des événements qui nous amènent vers la chute du système capitaliste. Il n'est pas croyable que le capitalisme cède ses positions sans combat, même dans le cas d'une organisation complète du prolétariat. Il serait dépourvu de sens de le rêver et de l'espérer en présence de la réaction qui relève la tête (*Quelques mots sur le programme des I. W. W.*, Lossiev, Troudovnia Mysl, N° 7, p. 101.)

La plus grande majorité des membres a suivi cette tendance, dite «des compromis».

III. Structure et Tactique de l'Association

Les militants des I. W. W. sont d'avis que leur organisation est le fruit de l'union de la théorie socialiste et de la pratique économique. Cette union a pris naissance au Congrès de 1905, où deux organisations révolutionnaires de même nature et tendant vers le même but se sont rencontrées. L'une de ces organisations était représentée par les théoriciens du communisme, des socialistes qui gardaient une attitude négative à l'égard de la politique et tentaient de former des syndicats d'industrie. La théorie qu'ils en présentèrent était, d'une façon générale, basée sur les principes de Marx. Ils rencontrèrent au congrès, des militants expérimentés dans la pratique des luttes économiques. (*Harold Lord Varney, The History of the I. W. W.*, Troudovnia Mysl, N° 4, p. 20). De cette rencontre naquit l'organisation contemporaine des I. W. W.—Quelle est sa structure?

La structure de l'union est l'œuvre de l'un des militants les plus importants du mouvement syndicaliste américain; le camarade Trautman de l'Union des Brasseurs. Ayant soumis à l'analyse le développement de l'industrie contemporaine et sa position actuelle, trouvant «que le nouvel ordre social sera le produit du capitalisme, et prenant comme exemple conforme la structure économique de la société contemporaine»,—il arriva à conclure que la meilleure organisation économique ne pourrait être basée que sur les principes identiques à ceux qui servent de fondements à l'industrie contemporaine. Les disciples de Trautman firent admettre la forme d'organisation industrielle.

L'Association est divisée en six sections:

- 1) Agriculture;
- 2) Mines;
- 3) Transports, Voies et Communications;
- 4) Manufacture de la production, en général;
- 5) Organisation;
- 6) Service social.

Chaque section est divisée en plusieurs sous-sections⁽¹⁾

(1) L'Association des I. W. W. n'est pas l'unique organisation industrielle de l'Amérique du Nord. Il y en a d'autres dont nous ne nommerons que les plus importantes: l'Union de la Confection, l'Union des Charpentiers, la Fédération de l'Alimentation de New-York, la Grande Union Unique du Canada, l'Association unifiée des Cheminots (cette dernière union a surgi lors de la grève des chemins de fer de 1919; elle est presque exclusivement composée de membres mécontents de l'A. F. L.), l'Union des Ouvriers Textiles, l'Union des Métallurgistes, etc. (*United Shoeworkers of America, Amalgamated Clothing Workers, United Carpenters, Foodstuffs Workers Federation of New-York, One Big Union of Canada, Association of Railway Employers, Amalgamated Textile Workers, Amalgamated Metal Workers*).

Le fait que ces unions se sont établies sur des bases industrielles, ne doit pas nous induire à penser qu'elles sont révolutionnaires. Presque toutes, elles ont conçu l'idée de l'organisation par industrie dans le seul but de faire aboutir les revendications quotidiennes de la classe ouvrière, sans poursuivre pour cela l'abolition du capitalisme. Les unions industrielles que nous venons d'énumérer — et il y en a bien d'autres — n'ont d'ailleurs, aucun lien entre elles; elles vivent chacune d'une vie indépendante et ne s'intéressent qu'à leur propre branche d'industrie.

Les I. W. W. donnent une grande importance à leur organisation et indiquent avec justesse que leur système tend vers l'union de tous les travailleurs utiles, manuels et intellectuels.

Ils sont d'avis que cette forme d'organisation est seule capable de seconder le développement de la solidarité ouvrière, de faciliter la lutte en régime capitalisme et de donner la possibilité de créer, dès aujourd'hui, les cellules de la société future.

Le fait que nombreux sont les I. W. W. qui préconisent la création des cellules de la société future dans le sein de la société contemporaine, ne doit pas faire croire au lecteur qu'ils oublient le problème principal de la classe ouvrière—c'est-à-dire l'abolition du capitalisme. Tout au contraire, leur travail quotidien et l'esprit de leur presse sont tendus vers ce but.

Les I. W. W. n'admettent pas de compromis avec le capitalisme; le camarade Vincent St. John, dans sa brochure sur *La structure, la tactique et les méthodes de lutte des I. W. W.*, le déclare hautement. Ils ne veulent qu'une chose: la transmission du contrôle de la production au pouvoir des ouvriers organisés. Ayant en vue ce but, les I. W. W. ne font pas de difficultés quant au choix des moyens.

L'association des I. W. W. embrasse les ouvriers de toutes les branches d'industrie; leurs sections sont toujours unies entre elles; elles s'enfraident et se soutiennent par tactique. — «Organisations révolutionnaires, elles tendent à appliquer toute tactique et tous procédés de combat susceptibles d'amener les résultats voulus avec la moindre perte de temps et d'énergie». Les questions de «droit» et «d'absence du droit» ne les intéressent que fort peu. Elles ont recours à tous les moyens d'action: grèves, manifestations, sabotage, révoltes prenant quelquefois les proportions de la guerre civile, (San Diego, Everett, Centrolia). Elles remplissent les prisons des petites villes, au grand mécontentement des citoyens qui se voient forcés de payer l'entretien des emprisonnés et font, lors des procès, du banc des accusés une tribune révolutionnaire.

Combattant surtout les patrons et les grands trusts, les I. W. W. ne peuvent éviter d'entrer en conflit avec l'Etat qui prend infailliblement le parti des industriels. Les I. W. W. ne se refusent pas à tenir tête au gouvernement, quoiqu'ils préfèrent éviter cette lutte, étant d'avis que le gouvernement, qui n'est jamais que l'instrument de la classe capitaliste, tombera sans nul doute avec la domination économique du patronat. Mais, nous le voyons souvent, la pratique des I. W. W. diffère souvent de leur théorie; et ils se sont souvent attaqués au gouvernement avec violence.

IV. Attitude des I. W. W. à l'égard des partis socialistes et communistes

Les terribles persécutions subies par les I. W. W. depuis leur fondation, leur lutte héroïque pour le droit de réunion, pour la presse, pour la liberté de la parole, pour l'existence même de leur organisation, ont cultivé parmi leurs militants un dévouement profond, parfois comparable à un patriotisme aveugle. On trouve dans chaque section de vieux camarades éprouvés dans la lutte, qui ne le se feraient pas dire deux fois pour sacrifier leur vie au bien de l'Association, et qui, par contre, ne consentiraient jamais à rien céder de leur programme et de leurs principes fondamentaux, même s'il le fallait dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire. On trouverait difficilement dans une autre organisation quelconque une attitude plus méfiante à l'égard de tout ce qui vient du dehors, fut-ce des «sympathisants», des amis et des révolutionnaires étrangers.

Les I. W. W. ont, dès les premiers jours, combattu sur deux fronts: contre le Capital et contre le conservatisme ouvrier incarné par l'A. F. W. et les partis socialistes.

Les deux partis socialistes américains (le Parti Socialiste et le Parti Ouvrier Socialiste) n'ayant pas participé comme tels à la création de l'Association, ont pourtant tenté d'y saisir le pouvoir, dès sa fondation. Les I. W. W. croyant voir dans cette action une tentative de soumettre le mouvement économique au mouvement politique, et de transformer l'organisation économique en un accessoire du parti politique, ont résisté. La lutte a duré, comme nous l'avons montré, pendant quatre années entières. Toutes les armes y ont servi. Dès la scission (1908), les I. W. W. se sont trouvés isolés des partis politiques de la classe ouvrière et du mouvement politique du prolétariat. Ils ne

leur venaient aucunement en aide et ne leur demandaient ni aide, ni soutien.

Quoiqu'il n'y eût point de conflits ouverts avec les partis socialistes, l'antipathie muette fut entretenue par l'action de militants isolés dans la presse et à la tribune. Le résultat fut tel, que les I. W. W. se pénétrèrent de la plus grande méfiance à l'égard des «politiciens» des deux partis.

En outre, la composition de l'Association, formée principalement d'ouvriers étrangers et d'ouvriers agricoles privés du droit de vote, loin de poser concrètement la question de la nécessité des luttes politiques, soulignait au contraire la superfluité de cette lutte pour les I. W. W.. D'où, cette conclusion que la lutte politique de la classe ouvrière dans le cadre de la société capitaliste n'est point nécessaire, et que le but visé peut être atteint par le seul moyen de l'action économique. Il ne faut pas oublier que cette organisation, qui, malheureusement, n'est en possession que de peu de forces théoriques et ne forme par conséquent ses idées que dans les limites d'un cercle de questions économiques d'expérience quotidienne, n'a jamais été placée devant les questions vitales de la conquête du pouvoir, de la période transitoire, de la consolidation de l'ordre nouveau contre les agressions des éléments réactionnaires de la vieille société. Aussi est-il difficile de prédire quelle sera la future attitude des I. W. W. vis-à-vis du principe de la dictature du prolétariat. Mais une chose est indubitable: le mouvement à gauche, vers la révision de toutes les valeurs, commence à prendre corps; et l'on peut espérer que l'association finira par comprendre la nécessité d'un travail commun avec les éléments communistes, sous le drapeau rouge de l'Internationale Communiste.

Nous devons, pour le moment, noter que les I. W. W. ont reporté toute la méfiance qu'ils ont nourrie contre les partis socialistes, sur les partis communistes d'Amérique, dont les militants leur paraissent être des politiciens, plus «gauches», il est vrai, que les autres, mais des politiciens toujours, c'est-à-dire des hommes exclusivement préoccupés de la conquête et de la possession du pouvoir pour les avantages qu'il peut offrir. Les malentendus et les dissensions des partis communistes américains, leur désunion et aussi l'attitude présomptueuse de certains éléments du mouvement communiste américain envers les I. W. W.,—tout cela rend impossible aux I. W. W., le travail en commun avec les communistes et les engage à se prononcer contre toute collaboration avec eux.

Les conditions d'adhésion, proposées depuis peu par les communistes, ont indiscutablement réveillés les craintes des I. W. W. pour l'intégrité et l'indépendance de leur association et ont ravivé les anciennes méfiances à l'égard du mouvement politique, suspecté de vouloir se subordonner le mouvement économique. Autrement dit, la vieille lutte recommence. Elle a maintenant d'autant plus d'importance, qu'elle sévit non seulement dans le domaine du mouvement américain, mais aussi dans celui de la révolution mondiale.

V. Les I. W. W. et L'Internationale Communiste

La question de l'adhésion à l'Internationale Communiste a provoqué chez les I. W. W. les débats les plus vifs. Influencés par leurs anciennes idées, les militants des I. W. W. se représentent l'Internationale Communiste comme une organisation tendant à leur imposer d'autorité ses décisions et ses méthodes. Pourtant, malgré leur attitude négative quant à l'adhésion à Moscou, on a vu paraître parmi eux un mouvement sérieux vers l'action, en accord avec celle des autres mouvements révolutionnaires. Un rôle positif est échu, à ce moment, aux camarades emprisonnés et qui représentent les meilleures forces de l'Association. Il convient de rendre ici justice au camarade John Reed qui venait de rentrer de la Russie. Sans appartenir à l'Association des I. W. W., il était considéré comme étant de leurs meilleurs amis. Les scissions qui se produisirent dans le mouvement socialiste et la sortie des éléments communistes du parti socialiste ne laissèrent pas d'avoir aussi une influence positive. Si ce n'était le désir de garder l'intégrité de l'organisation, d'obtenir, par voie d'amnistie ou de cautionnement, la libération des camarades emprisonnés et de sauvegarder une certaine organisation légale, il aurait déjà été possible aux communistes américains de rallier, dès 1919, avec un peu de savoir-faire, les «industrialistes». On aurait peut-être réussi à agir en commun, tout en conservant distinctes les deux organisations du prolétariat:

organisation économique des I. W. W. et l'organisation politique: le parti communiste. Mais on n'atteint pas ce résultat, et le congrès des I. W. W. de 1919 se borna à changer la composition de son Comité Exécutif et à entrer immédiatement en relations avec l'Internationale Communiste, comme d'ailleurs avec le mouvement syndicaliste révolutionnaire international.

Nous avons observé, après le congrès, une période de tranquillité dans les relations internationales, due à la nonchalance du Comité Exécutif des I. W. W. et de son secrétaire, vieux militant surchargé de travail, le camarade Whitehead. A cette période de calme, a succédé une vive agitation contre la III-e Internationale, dirigée par l'éditeur du *One Big Union Monthly*, — John Sandgren (?). C'est à ce moment que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste publia ses 21 conditions d'adhésion. Le Comité Exécutif des I. W. W. décida que l'importance extraordinaire de la question étant donnée, il ne pouvait prendre sur lui la responsabilité d'une décision sans s'être préalablement enquis des désirs de l'organisation entière, et soumit l'adhésion à Moscou, au referendum; ce fut naturellement l'occa-

(?) Pour rendre justice à Sandgren, nous dirons que jusqu'à ces derniers temps, il ne s'est jamais attaqué à la Russie des Soviets et au pouvoir des ouvriers et des paysans. Il s'est livré, en quelques occasions, à des attaques acerbes dans la presse contre certaines mesures du gouvernement prolétarien et contre le parti communiste. Mais il a, depuis peu, commencé à diriger ses attaques contre le pouvoir des soviets lui-même. Nous dirons à l'honneur du Comité Exécutif des I. W. W., qu'il a dépouillé Sandgren de ses droits d'éditeur et a même suspendu son organe. Selon les informations du *Worker's Dreadnought* un nouveau journal, *The Industrial Pioneer*, paraît maintenant.

sion d'une nouvelle agitation pour et contre l'adhésion, dans la presse.

Nous voyons le camarade Léo Andreytchine indiquer avec justesse, dans un des meilleurs articles des partisans de l'adhésion: «Où allons nous? A Moscou ou à Amsterdam? (*One Big Union Monthly*, n° 10, Vol. II, p. 25), quel chauvinisme a su pénétrer leur milieu industrialiste américain et que les membres de l'Association ont oublié «qu'il n'y a rien de parfait ici-bas, qu'une organisation doit toujours garder sa flexibilité et savoir facilement s'adapter aux événements». Andreytchine reproche aux I. W. W. de penser que «personne n'est plus en état de leur apprendre quoi que ce soit». Il termine par un appel aux militants: «Les I. W. W. n'ont plus qu'à suivre l'exemple des organisations syndicales européennes qui sont affiliées à la III-e Internationale!».

Les adversaires de l'adhésion s'en tiennent aux anciennes opinions et croyances: leur argument principal est la résolution prise par les I. W. W., dès leur premiers pas au sujet des partis politiques.

Les questions suivantes ont été soumises au referendum: 1) Adhésion à la III-e Internationale. 2) Adhésion (exclusive de la première) à l'Internationale des Syndicats Rouges; 3) Adhésion à la III-e Internationale, avec la réserve suivante: «Nous ne prendrons aucune part à la lutte parlementaire et nous conservons le droit de développer notre propre tactique selon les conditions existantes».

Point n'est besoin d'être prophète pour prédire que les I. W. W. répondront par l'affirmative à la seconde question, c'est-à-dire qu'ils se refuseront à adhérer à l'Internationale Communiste, mais se rallieront au Soviet International des Syndicats Rouges en prenant une part active à son action et en se soumettant à toutes les décisions de ses congrès.

V. LOSSIEV.

LE MOUVEMENT DES COMITÉS DE FABRIQUES ANGLAIS (SHOP STEWARDS)

(Rapport au Conseil Provisoire de l'Internationale des Syndicats Rouges)

A mon arrivée en Angleterre, au début de décembre dernier, je ne trouvai que fort peu d'activité dans le mouvement des Comités Ouvriers. A l'exception de deux ou trois groupes actifs, en province et dans des districts comme ceux de Coventry, Sheffield, Hull, et des groupes associés à *Solidarity* de Londres et au *Worker* de Glasgow, le mouvement ne se faisait pas sentir dans l'industrie mécanique.

Les Comités Ouvriers écossais annonçaient de nouveaux progrès dans les usines de Glasgow, mais cela me paraît de peu d'importance.

La dernière réunion du Conseil National Administratif des Comités de Fabriques avait eu lieu en septembre, mais on n'y avait rien fait, sinon discuter la nomination des organisateurs. Je convoquai le 9 décembre, une réunion à Sheffield et fis mettre à l'ordre du jour les moyens de ranimer le mouvement dans l'industrie mécanique en coordonnant son activité avec celle des Comités révolutionnaires des Mines et des Transports. La conférence décida d'inviter des délégués des Comités de Réforme des Mineurs et des Comités de Vigilance de Transports à conférer avec le Conseil National Administratif, en vue d'une action commune. La réunion des délégués fut fixée aux 27 et 28 janvier.

A la même réunion, le camarade T. Sims fut désigné au poste de secrétaire, en remplacement du camarade Peete occupé aux travaux du Bureau anglais de l'Internationale des Syndicats rouges. Les camarades Dingley, Campbell et Gallacher furent désignés en qualité d'organisateur. Le camarade Messer devint secrétaire organisateur des Comités écossais. Il fut décidé de discuter avec ceux-ci la centralisation du mouvement tout entier entre les mains du Conseil National Administratif. Trop souvent les mouvements écossais et anglais ont divergé, et il est temps de les unifier.

Un bureau fut constitué, afin de fixer l'ordre du jour de la prochaine conférence. Il se donna pour but de préciser les formes et la politique du mouvement ouvrier anglais qui se développe en dehors des trades-unions. La conférence fixa au 27 janvier devant, dans son esprit, précéder une conférence de tous les comités révolutionnaires industriels fonctionnant dans les unions et dans les usines, quelles que soient leurs formes.

Assistèrent à la conférence préliminaire du 27 janvier, outre les représentants du Conseil National Administratif des Comités de Fabriques, des délégués des Comités Ouvriers écossais, des Comités de Réforme des Mineurs du pays de Galles, du Yorkshire, du Northumberland, du Fifehire, des Comités de Vigilance des Dockers de Liverpool et de Glasgow.

L'ordre du jour de la conférence du 31 mars fut arrêté comme suit:

1) Rapport sur le mouvement ouvrier, sur la situation présente et sur les tâches des unions.

2) Unionisme et révolution.

3) Trade-Unions et dictature du prolétariat.

4) Relations avec l'Internationale des Syndicats Rouges.

5) Chômage.

6) Propriété d'Etat et contrôle de l'industrie.

D'aucuns préconisaient l'application pratique à toutes ces questions des principes du communisme, en lieu et place de toute théorie abstraite.

La conférence définît ses relations avec le parti en réadoptant la résolution du C. N. A. du 28 décembre 1920, que nous croyons utile de reproduire ici:

«La conférence des Comités Industriels Révolutionnaires reconnaît la nécessité d'agir en contact

étroit avec le parti communiste et de défendre les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire. Elle souligne la nécessité pour ses membres actifs d'adhérer au parti communiste et elle espère que tous les travailleurs industriels appartenant au parti communiste participeront, par contre, activement au mouvement des Comités de Fabriques. Les Comités de Fabriques et le parti communiste s'organiseront de manière à harmoniser parfaitement l'activité des deux organisations. Les militants des comités appartiennent au parti communiste restent soumis à la discipline du parti, mais les Comités de Fabrique obéissent à la discipline du Conseil International des syndicats rouges. Cette situation est établie jusqu'au prochain congrès international. Les relations sus-indiquées pourront alors être modifiées par décision du congrès.

La conférence désigne une sous-commission chargée de s'entendre avec l'Exécutif du Parti Communiste après l'unification de ce dernier, afin d'étudier la meilleure organisation du travail commun. Les camarades Kime et Murphy furent délégués à la conférence d'unification des organisations communistes, qui devait se tenir les 29 et 30 janvier.

En ce qui concerne le conflit entre Comités anglais et écossais, furent prises les décisions suivantes.

1) Les comités écossais délégueront trois personnes au C. N. A. jusqu'à la Conférence nationale.

2) Le C. N. A. élu par la Conférence nationale comprendra 3 délégués de chacun des pays suivants: Ecosse, Angleterre-Nord, Pays de Galles et Angleterre-Sud.

Les comités écossais nommeront provisoirement le directeur du *Worker* et contrôleront la politique de cet organe.

4) Les camarades Messer et Campbell sont désignés: le premier en qualité de secrétaire-organisateur, et le second en qualité d'organisateur pour le pays tout entier.

Un rapport fut présenté ensuite sur la création récente de l'Union des Mécaniciens irlandais, formée surtout pour réagir contre l'influence des unions anglaises en Irlande et grâce à l'exaltation de l'esprit nationaliste. L'union compte environ 5.000 membres, dont 4.000 dans le sud de la province de Belfast. Ils souhaitent ardemment adhérer à notre mouvement. Ils comprennent de nombreux éléments révolutionnaires. Aussi le développement de cette union a-t-elle une importance réelle. Mais, considérant l'insuffisance des renseignements sur l'attitude de l'Union Irlandaise des Mécaniciens à l'égard de l'Union Irlandaise des Transporteurs et en matière d'unionisme, nous nous bornâmes à lui adresser un solut fraternel et à l'inviter à la conférence du 31 mars.

Des lettres et des rapports donnèrent connaissance de l'état du mouvement au pays de Galles à Bradford, Swindon, Rochdale, Plymouth, Londres, Coventry, Hull.

La Conférence décide de mettre tout en œuvre, afin de soutenir le Bureau anglais du Conseil International des Syndicats Rouges et de faire voter dans toutes les sections des unions le principe de l'adhésion à l'Internationale Rouge. Déjà les mineurs du Northumberland réunis à Newcastle, 62 organisations y étant représentées, ont voté la résolution présentée en ce sens par nos délégués.

La conférence du 27 janvier a vu se réunir pour la première fois des délégués de toutes les mines de Grande-Bretagne, des Comités de Fabriques de diverses industries, et des Comités de Vigilance des docks. Elle ouvre une nouvelle et très importante période de l'activité révolutionnaire des travailleurs anglais. Cette période sera caractérisée par la centralisation de l'activité révolutionnaire de tous les Comités d'Industrie et par un rapprochement avec le parti communiste, rapprochement qui donnera au mouvement ouvrier anglais le moyen de préciser ses buts et de répudier définitivement le réformisme.

A. HANKE

LE MOUVEMENT SYNDICAL EN TCHÉCO-SLOVAQUIE

Le mouvement syndical tchéco-slovaque présente, outre des caractères communs au mouvement ouvrier de l'Europe, quelques traits particuliers, résultants de la situation internationale du jeune Etat.

Entraînés par le courant des événements révolutionnaires, mués par un puissant désir d'action, exaspérés contre leurs anciens maîtres et contre ceux qui, pendant la guerre, ont été les responsables de leurs souffrances, les masses prolétariennes se sont, à la fin des hostilités, rués vers les syndicats. En Tchéco-Slovaquie — comme du reste partout — la bureaucratie syndicale n'a pas voulu organiser ces masses pour la révolution prolétarienne. Elle a fait, au contraire, son possible pour réprimer les aspirations révolutionnaires des travailleurs et les atteler au char du social-patriotisme.

À la fin de 1919, la Commission Syndicale de Prague groupait 54 syndicats et 727.000 membres; la Commission allemande séparatiste de Reichenberg groupait 22 unions et 299.000 membres. Ces syndicats comprenaient avant la guerre 105.000 membres, chiffre qui tomba à 24.000 en 1916, par suite de la guerre. De cette façon, le nombre des membres s'est accru de 595% par rapport à la situation d'avant-guerre. Les syndicats les plus importants sont ceux des ouvriers agricoles

(180.000 membres), des métallurgistes (177.000 m.), des ouvriers de fabrique (78.000 m.), des mineurs (65.000 m.), des cheminots (55.000 m.), des textiles (55.000), des travailleurs du bois (21.000), des employés de l'Etat et des communes (21.000 m.) et des maçons (16.000 m.).

Les syndicats allemands les plus importants sont: ceux des textiles (73.000 m.), des métallurgistes (42.000 m.), des mineurs (28.000), des cheminots (26.000 m.), de l'industrie chimique (17.000 m.).

La guerre et l'après-guerre ont prouvé, en Tchéco-Slovaquie comme dans les autres pays, le caractère réactionnaire de la bureaucratie syndicale. Les syndicats autrichiens furent pendant la guerre parfaitement étrangers à l'idée d'une insurrection révolutionnaire du prolétariat. Après la défaite et la banqueroute économique complète de l'ancien Etat, les syndicats se sont laissés remorquer par les politiciens social-patriotes, immédiatement préoccupés de donner un caractère nationaliste à la révolution. Ne s'arrêtant pas à considérer que les conditions sociales de la République Tchéco-Slovaque vouaient d'office le prolétariat à la faim et au chômage, les chefs des syndicats ont assumé avec cynisme le rôle de défenseurs de l'Etat. Ils ont considéré comme leur premier devoir de faire de l'Etat bourgeois tchéco une «oasis de démocratie et de progrès so-

cial» aux yeux des étrangers. Ils ont mis toute leur influence à la disposition des cliques nationalistes qui se sont efforcées de faire du jeune pays l'esclave docile du capitalisme international. Ils se sont ainsi assuré l'accès de l'Internationale jeune d'Amsterdam.

D'autre part, les chefs des syndicats allemands ont considéré, suivant les indications des social-démocrates allemands, collaborateurs de la bourgeoisie allemande, que leur tâche la plus importante, c'est d'obtenir l'autonomie nationale des provinces allemandes. Le réformisme qui dominait dans les syndicats de la vieille Autriche s'y manifestait déjà avec netteté par les divisions nationales et séparatistes des syndicats. L'intervention de rôles dont nous sommes les témoins entre les social-patriotes allemands et tchèques, est bien le tour de force le plus ridicule et le plus révoltant du parti social-démocrate. Le Comité Central viennois des syndicats de la vieille Autriche, composé exclusivement d'Allemands, s'est, comme l'on sait, opposé avec obstination à la création d'organisations tchèques nationales et indépendantes. Le principe de l'unité ne servait ici qu'à masquer les efforts multipliés en vue de soumettre les Tchèques aux tendances conservatrices de la social-démocratie allemande d'Autriche et d'empêcher l'intrusion d'éléments destructeurs dans la bureaucratie des syndicats. D'autre part, les revendications d'autonomie des syndicats tchèques ne se basaient nullement sur des considérations rationnelles. Au contraire, ils ne faisaient preuve que du désir de voir le prolétariat organisé servir les tendances nationalistes de la social-démocratie tchèque. *Depuis la fondation de l'Etat tchèque, l'ancienne avant-garde militante qui préconisait l'autonomie fait usage contre les Allemands de tous les arguments de l'ancien comité des syndicats viennois, tandis que les Allemands emploient de leur côté avec une facilité étonnante tous les arguments des social-patriotes tchèques qu'ils qualifiaient jadis eux-mêmes de séparatistes.* Nous voyons néanmoins, une puissante tendance à l'union internationale se manifester parmi les ouvriers; leur attitude est tout à fait négative vis-à-vis des tendances patriotes et nationalistes que soutient de toutes façons la bureaucratie syndicale. Les chefs des syndicats, aussi bien tchèques qu'allemands, veulent un règlement des questions nationales unique et semblable pour tous; ce règlement doit être l'œuvre des organes centraux qui sont, également chez les Tchèques et chez les Allemands, les foyers du social-patriotisme et de la trahison de classe. Ils craignent que la tendance révolutionnaire des ouvriers vers l'union internationale n'aboutisse dans divers syndicats et ne déjoue leurs plans le mieux ourdis. Car les dissensions nationales fournissent à la bureaucratie des syndicats un moyen excellent d'expliquer aux masses leurs succès dans la lutte contre une bourgeoisie de plus en plus insolente. Les social-patriotes tchèques appellent l'attention sur les tendances dangereuses des ouvriers; à leur tour, les Allemands soulignent la passivité des Tchèques; les deux nationalités démontrent ainsi aux travailleurs impatients l'impossibilité d'une lutte active. La bureaucratie syndicale fait mine de vouloir une

entente internationale, en mettant adroitement ses succès au compte d'adversaires, dépourvus, à l'entendre, d'idées socialistes. Elle ne fait en réalité que saboter l'action révolutionnaire des classes qui lui fait peur. Quelques syndicats ont pourtant su trouver le chemin vers un travail en commun fédératif, et ce malgré l'opposition de la bureaucratie. C'est le cas spécial en Slovaquie, pays d'une composition nationale très variée. Le prolétariat slovaque, encore peu «discipliné», mais mû par un instinct révolutionnaire très sain, a vite pris le chemin de l'unité internationale.

Les politiciens social-démocrates de coalition syndicale des deux nationalités sabotent également l'entente internationale et les revendications de *soviet industriel*. Celles-ci ont été émises par les travailleurs, à la fin de la guerre. Le chômage, le sabotage patronal, l'arbitraire poussèrent les ouvriers dans cette voie. La bureaucratie syndicale ignora ces revendications. Quand ce ne fut plus possible, elle eut recours au mensonge et tenta d'annuler la portée révolutionnaire du mouvement. On prétendit qu'une «éducation» préalable était nécessaire aux ouvriers, on organisa des écoles dans le but évident de créer un cadre d'hommes sûrs, socialistes droitiers, sans énergie ni volonté, entièrement soumis à la bureaucratie officielle. Il fut même proposé, dans certains endroits, de ne considérer comme éligibles aux soviets de fabriques que les personnes préparées de cette façon. Simultanément à cette lutte intérieure contre les soviets, la bureaucratie syndicale prit le chemin du Parlement. Social-démocrates, tchèques et allemands, soumièrent à l'Assemblée Nationale de Prague des projets de loi concernant les soviets industriels, projets copiés sur les modèles allemands et autrichiens. Il s'agissait de ne satisfaire qu'en apparence les revendications ouvrières.

La façon, dont les social-patriotes tchèques et allemands ont motivé leurs projets de lois, est typique. Ils indiquent le fait que la création de soviets industriels correspond à «l'esprit du temps» (!) Cela veut dire que l'existence de soviets industriels dans les pays voisins entraîne la création de soviets semblables en Tchéco-Slovaquie. Les ouvriers peuvent connaître le rôle véritable des soviets industriels, créés de cette façon, par l'exemple de ceux qui fonctionnent dans l'industrie minière. Les soviets industriels y ont été créés par la loi du 25 février 1920. Cette loi a fait déchoir les militants responsables au rôle de policiers industriels qui perdent de plus en plus la confiance des ouvriers. Toute l'activité—si parfois il peut être question d'une activité—des soviets industriels est le résultat d'une politique social-démocrate, autrement importante, aux yeux de la bureaucratie syndicale que les intérêts de la classe ouvrière. Et il est risible de voir les politiciens social-démocrates des syndicats affecter de considérer les soviets industriels comme «purement syndicalistes».

La situation économique des ouvriers s'aggrave visiblement. La hausse incessante des prix des objets de première nécessité contraint les ouvriers à combattre pour de plus hauts salaires. La bourgeoisie, certaine de ce que les leaders des syndicats veulent à tout prix éviter la lutte,

oppose une résistance énergique. Les prix montent de façon extraordinaire, la spéculation permet à la bourgeoisie et à ses parasites de vivre dans le luxe et la débauche. Les dividendes de 20 à 30% sont ordinaires. Le prolétariat résiste à cette cherté croissante en exigeant des « augmentations de salaire proportionnées », des versements aux caisses de ravitaillement, etc., car le patronat ne consent pas à augmenter le salaire fondamental. Ils trouvent dans ce cas un encouragement facile auprès des chefs des syndicats, qui voudraient éviter tout conflit sérieux avec la bourgeoisie. L'idéologie bourgeoise, le rêve d'un retour aux conditions « normales » d'avant-guerre, séduit les chefs des syndicats. Petits-bourgeois authentiques, ils attendent le commencement de la baisse, prêts, dans leur for intérieur, à concourir à une « baisse des salaires » qui deviendrait alors inévitable. Le patronat, au courant de cette disposition d'esprit, envisage la question d'une baisse éventuelle des salaires. Il profite quelquefois des bons offices des commissions paritaires, créées çà et là avec le concours des syndicats, dans le but de fixer les salaires. Le patronat excelle d'ailleurs à atteler les ouvriers, avec le concours des syndicats, au char des « intérêts communs de l'industrie ». Bien que le camarade Lozovsky (et sa brochure traitant du *Soviet International des unions industrielles et professionnelles*) fasse erreur en disant que la loi tchéco-slovaque impose l'affiliation aux syndicats, il est vrai que les syndicats tchéco-slovaques évoluent dans le cadre d'une très complète *légalité*.

La bureaucratie syndicale est mue par le désir d'écartier tout conflit avec la bourgeoisie. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur la gestion financière des syndicats pour se persuader de la justesse de cette affirmation. Les syndicats tchèques ont recueilli, en 1919, dix-sept millions et demi de couronnes; leur dépense s'est élevée à 11 millions et demi; leurs biens sont évalués à 1 million et demi. Les syndicats les plus riches sont ceux des métallurgistes, des mineurs, des ouvriers de fabriques et de l'industrie graphique. Les syndicats allemands avaient en 1919 un revenu de 7 1/2 millions; leur dépense se montait à 4 1/2 millions, et leurs biens étaient évalués à 8 millions. Les syndicats tchèques dépensaient 1 million en secours, presque 2 millions pour l'entretien de leurs fonctionnaires, et 1 1/2 million pour la presse; leurs dépenses de combat étaient très minimes. Les syndicats allemands n'ont pas dépensé pour les grèves plus d'un demi-million; encore les syndicats des mineurs et des ouvriers du bois ont-ils, seuls, été secourus.

La presse est un instrument de domination très puissant entre les mains de la bureaucratie syndicale. Les journaux tchèques firent à plus de 500.000 exemplaires; les journaux allemands, à peu près à 300.000. Les plus répandus sont: le *Zajmi kovodelniku*, le *Zemedelec*, le *Na zdaz*, le *Delnik*, et le *Textilnik* en langue tchèque, et le *Textilarbeiter*, le *Metallarbeiter*, le *Glückauf* et le *Eisenbahner* en allemand. Cette énorme machine de la presse est employée à décrier systématiquement tout mouvement révolutionnaire au sein du prolétariat et à éduquer les ouvriers dans une confiance

aveugle et une obéissance complète vis-à-vis de la bureaucratie.

Des articles traitant de la situation économique sont conçus de façon que l'ouvrier ne puisse en tirer de conclusion pratique. La crise industrielle mondiale n'y paraît pas insoluble en régime capitaliste, et n'y est pas non plus un puissant facteur dans le développement de la révolution sociale. C'est simplement une circonstance qui forcera, un jour, les capitalistes des pays vainqueurs à réviser les traités de paix, et le gouvernement de la Tchéco-Slovaquie à poursuivre une politique économique plus raisonnable. Cette presse fait l'éducation du prolétariat dans un esprit petit-bourgeois. A titre d'exemple évident, indiquons un article paru dans l'organe du Comité Central des syndicats allemands, où l'auteur démontre que l'action des capitalistes de l'Entente en Orient tend moins à combattre le bolchévisme qu'à conquérir le marché russe sur la concurrence allemande (?). Tous les efforts de la classe ouvrière pour modifier l'orientation de la presse syndicale sont inutiles, aussi bien que ses tentatives de secouer la tutelle de la bureaucratie. La bureaucratie défendant son existence résiste avec opiniâtreté. Il est vrai que toutes ces tentatives de révolte des ouvriers ont eu lieu avant l'apparition du parti communiste et ont souvent attesté le manque de savoir-faire et l'absence de plan défini.

Les chefs des syndicats tchèques se trouvent dans une situation particulièrement difficile lorsqu'une scission se produit au sein de la social-démocratie tchèque, c'est-à-dire lorsque se forma la gauche communiste. Les leaders des syndicats appartenaient en fait à la droite. Ils désiraient pourtant garder leur position dans les syndicats. Ils s'affirmèrent donc « neutres ». Cela devait leur permettre d'échapper les questions difficiles.

Ceux d'entre eux qui étaient députés à l'Assemblée Nationale, comme, à titre d'exemple, le délégué des cheminots, Brodetsky, étaient dans une situation très délicate. Un nouveau groupe, celui des représentants des syndicats, se forma à côté des groupes de droite et de gauche de l'Assemblée Nationale; fondé sous l'égide d'un rusé démagogue, il formera bientôt un parti centriste.

L'activité de ces parlementaires ne diffère naturellement en rien de celle des politiciens socialistes de la droite; les premiers trompent les ouvriers par des discours plus violents que ceux des seconds, mais ils n'enrayent que mieux le développement de l'idée communiste. Les chefs des syndicats allemands ont formé l'extrême droite du parti social-démocrate; au congrès de Carlsbad, ils ont eu l'impudence de présenter comme émanant de milliers d'ouvriers syndiqués une déclaration anti-communiste. Les communistes n'ont pas laissé sans réponse cette impudente pression sur l'opinion des délégués du congrès, dont un certain nombre étaient parfaitement étrangers aux questions ainsi débattues. Depuis la scission du parti allemand, les leaders des syndicats employent tour à tour la ruse et la force pour ramener les ouvriers sous le joug de leur bureaucratie. Jouant avec cela la comédie du radicalisme, sans rien

changer à leur politique, ils aiment à se donner le nom «d'indépendants» et même de «vrais communistes», uniquement hostiles à la dictature de Moscou et qui veulent garder une «unité d'organisation». Ils travaillent énergiquement à restreindre l'activité du prolétariat; démocrates patentés, l'idée d'admettre, en qualité de loi suprême, la volonté révolutionnaire de l'immense majorité des ouvriers, leur paraît une folle hérésie. Avec impudence, ils se sont identifiés aux syndicats. Mais on ne peut douter que les syndicats tchèques réagiront contre ces faux communistes aussitôt qu'un parti communiste véritable se sera formé au sein de la gauche tchèque.

En résumé, les syndicats, tels qu'ils sont en Tchéco-Slovaquie, sont à leur place, dans l'Internationale jeune d'Amsterdam. On fait des contes bleus aux ouvriers sur la puissance et la grandeur de cette Internationale, dont la qualification de «jeune» est représentée par la bureaucratie des syndicats, sans grand succès, disons-le, comme une injure au prolétariat. Après le retour des délégués de Londres, il est devenu évident, grâce à la soudaine persécution, à coup sûr préméditée, des communistes, que les traités du prolétariat réunis à Londres y avaient surtout envisagé la lutte contre le bolchévisme. Quant au Capital international, ils lui ont procuré quelques satisfactions en décidant de combattre le bolchévisme avec une énergie qui ne leur est pas coutumière.

L'indignation que suscite parmi les ouvriers l'activité contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale, a atteint son point culminant pendant

la grève de décembre. Une partie importante du prolétariat tchèque et allemand fut amenée à la grève générale politique par les provocations gouvernementales. La position des syndicats des deux nationalités était neutre; c'est-à-dire qu'ils ont joué le rôle méprisable de briseurs de grève. Ils ont ainsi révélé leurs intentions. En ce moment, la masse ouvrière ressent une *profonde méfiance* à l'égard des syndicats actuels. Les relations entre la bureaucratie et les masses ont un caractère d'hostilité et d'intransigence réciproques; on pourrait croire à une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. La tâche du parti communiste sera de transformer cette méfiance en volonté bien définie de renverser la bureaucratie syndicale et d'amener les syndicats de Tchéco-Slovaquie, *unifiés en une seule organisation prolétarienne internationale et militante*, à l'Internationale Rouge de Moscou, ce qui les fera entrer dans les armées de la révolution mondiale.

Ce Congrès de Moscou donnera certainement une impulsion nouvelle et énergique à l'activité des communistes militants dans les syndicats de Tchéco-Slovaquie.

Vivent les syndicats rouges de Tchéco-Slovaquie!

Vive l'Internationale des Syndicats Rouges!

Antoine HANKE

Secrétaire de l'Union des Cheminots

Reichenberg.

AU CHILI

Les Poursuites contre les Syndicats Rouges

La vague de réaction et de terreur blanche a déferlé jusque sur le Chili. À l'exemple de celle des États-Unis, la bourgeoisie de ce petit pays a décidé d'en finir avec les syndicats rouges et, en premier lieu, avec le bureau local de l'Union des I. W. W.

Une lettre publiée dans le *The New-York Call*, du 11 janvier 1921, indique les méthodes caractéristiques de la campagne de répression inaugurée par les classes dirigeantes chiliennes: mise à sac des imprimeries, incendie des salles de réunion et de meeting des organisations ouvrières, brutalités envers les syndiqués. L'appartenance à une organisation ouvrière quelconque est considérée comme un crime et les inculpés sont mis hors la loi. Un nombre considérable de camarades des syndicats rouges sont actuellement sous les verrous: plus de 100 à Santiago, 25 à Valparaiso, et autant dans les prisons de Concepcion, Iquique, Calcha Bueno, Antofagasta, Tocopilla, Dunhu-Arenas, etc. Avec l'aide des bandes de volontaires patriotes, les agents du gouvernement ont saqué les imprimeries et les rédactions du *Numen* (organe des libéraux), des journaux anarcho-syndicalistes: *El Surco*, à Iquique, et *La Batalla*, à Valparaiso; de l'organe des communistes *La Campana*, à Vina del Mar, de l'organe socialiste *El Socialista*, et de l'organe hebdomadaire de la Fédération ouvrière de Magellan *El Trabajo*, à Dunhu-Arenas. Les bureaux de la Fédération des Étudiants de Santiago et les sections de l'Union des I. W. W. de Valparaiso et de Santiago ont

été également mis à sac. A noter que les détenus, membre pour la plupart des I. W. W., sont inculpés d'appartenance à une organisation poursuivant l'abolition de tout pouvoir

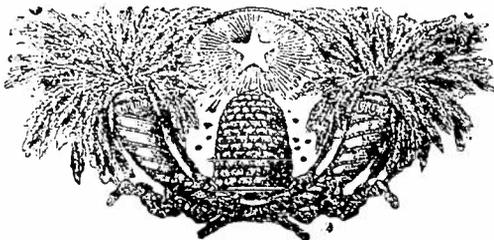
À l'heure présente, presque tous les membres de la Commission administrative de l'Union Chilienne des I. W. W. et, par mieux, les camarades Valenti et Sosa, représentants de ladite Commission à Numen et à Verbe Rodia, attendent dans les prisons leur comparution devant les tribunaux. Pour appel à l'insurrection et au renversement du régime, nombre de rédacteurs de journaux ouvriers ont été arrêtés, et parmi eux, les camarades Juan Chamorro et Santos Aransibia, rédacteurs du journal *Mar y Tierra* de Valparaiso, et Guan Vergara, rédacteur du journal *El Surco*. En ce moment, on juge les camarades Celedino Arenas et Robocabren, rédacteurs de *El Socialista*, ainsi que les camarades Jorquera et Hernandez, rédacteurs de *La Corada*. Parmi les étudiants emprisonnés à Santiago, nous citerons deux camarades jouissant d'une popularité particulière, Pedro Gandulla et Rigoberto Soto, qui, membres de l'Union des I. W. W., ont défendu héroïquement le club et la bibliothèque des étudiants que des voyous tentaient d'incendier. Lors de l'attaque du club des étudiants, la foule obligea les étudiants révolutionnaires à embrasser le drapeau national. Pour s'y être refusés, quelques-uns d'entre eux et même les professeurs d'économie politique et de philosophie Everisto Molina et Pedro León, furent fortement maltraités

A Valparaiso, les soldats et la police participèrent à l'attaque des locaux des organisations ouvrières. En pleine assemblée, ils pénétrèrent dans la salle de réunion de la section des I. W. W. et, après un copieux passage à tabac, arrêtèrent tous les assistants. Le lendemain, la presse bourgeoise déclara que des revolvers et des explosifs ayant été trouvés dans les locaux des I. W. W., les patriotes devaient en finir avec les syndicats révolutionnaires. Une bande de patriotes, d'employés de bureau et de entolins se rua de nouveau dans les locaux des I. W. W., où elle brisa tous les meubles et brûla tous les documents.

Lors d'un meeting monstre, tenu dans les locaux de la Fédération ouvrière du Magellan, l'édifice fut cerné par la troupe. Des bagarres se produisirent, au cours desquelles 30 ouvriers furent tués et 50 blessés. Dirigée par les autori-

tés civiles et militaires et par le gouverneur de la province en personne, lequel se fit particulièrement remarquer par son zèle, la foule des assaillants, composée des membres de la Fédération catholique et de la Ligue patriotique du Chili, installa ses mitrailleuses aux abords mêmes de l'édifice auquel elle mit le feu en plusieurs endroits à la fois. Les pompiers ayant reçu l'ordre de ne pas intervenir, l'édifice fut réduit en cendres. De nombreux cadavres furent retrouvés sous les décombres. Ceux qui, réussissant à échapper aux flammes, furent saisis aux issues mêmes de l'édifice en feu, furent fusillés sur place ou arrêtés.

Pour protester contre toutes ces atrocités ainsi que pour rendre hommage à la mémoire des victimes, les syndicats rouges de la région décrétèrent une grève générale qui dura quatre jours.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE EXTRAORDINAIRE DU „BUND“ DE TOUTES LES RUSSIES (MOSCOU, 5-11 MARS 1921)¹

(Sur la proposition de l'Internationale Communiste)

Examen fait du projet de fusion du «Bund» avec le Parti Communiste Russe, projet élaboré par la Commission de l'Internationale Communiste et approuvé par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, la Conférence Extraordinaire du «Bund» déclare:

1. Le «Bund» tout entier est pénétré de la ferme volonté de rallier le prolétariat communiste juif autour du drapeau du parti, dont le programme et la tactique sont le programme et la tactique du «Bund», du parti que chaque membre du «Bund» considère comme directeur de la révolution mondiale et avec lequel nous avons contracté une alliance de plus en plus étroite, au cours de notre lutte commune et de notre travail commun pour l'organisation du Parti Communiste Russe.

2. Toute la conférence a la ferme conviction que, si le prolétariat communiste juif avait été organisé dans les rangs du parti communiste sur la plate-forme d'unification proposée par la XII^e conférence du «Bund» et la II^e conférence générale du parti unifié des ouvriers socialistes juifs, — plate-forme qui servit de base aux propositions faites pendant les pourparlers, menés dans le courant de l'année avec le Comité Central du «Bund», — et que si le «Bund», incorporé au parti communiste, avait conservé son nom, il en serait résulté des conditions extrêmement favorables pour l'éducation communiste des grandes masses ouvrières juives de la Russie des Soviets, pour l'activité et le développement de tout le prolétariat juif, pour la réalisation effective de la dictature du prolétariat parmi la nation juive et pour la conquête au communisme du prolétariat juif de tous les pays.

3. La conférence tout entière est profondément convaincue que le projet de la commission, laquelle a rejeté les propositions du «Bund», résolu négativement la question de la conservation, sous une forme ou sous une autre, du nom de «Bund» et créé ainsi des conditions défavorables pour le dé-

veloppement ultérieur du mouvement communiste juif dans les cadres du Parti Communiste Russe, peut, pour un certain temps, arrêter les progrès du communisme au sein du «Bund» polonais.

4. Mais en même temps, la conférence juge nécessaire de déclarer:

a) L'obligation de réaliser l'union effective de toutes les forces communistes de chaque pays dans les cadres d'un parti communiste international, obligation fixée par la décision du II^e Congrès de l'Internationale Communiste, doit être pour nous, à l'époque de la révolution sociale, la loi suprême, à laquelle il convient de subordonner tous les autres besoins et revendications, même les plus importants.

b) Dans les conditions actuelles, vu l'attitude adoptée par le Parti Communiste Russe dans la question susmentionnée, l'existence ultérieure du «Bund» hors des cadres du Parti Communiste Russe aurait pour résultat fatal, ou d'amener contre sa volonté le «Bund» à entamer une lutte ouverte contre le Parti Communiste Russe, lutte qui dans son développement pourrait grouper autour du «Bund» tous les éléments mécontents, non communistes et à tendances nationalistes, de la classe ouvrière juive; ou — au cas où le «Bund» voudrait éviter une lutte quelconque avec le Parti Communiste Russe — de tuer son activité politique, d'amortir son influence sur les masses ouvrières juives, de le transformer en un groupement isolé et de le priver ainsi de la possibilité d'accomplir son devoir communiste envers les masses juives de la Russie des Soviets et des autres pays.

c) Quelques pénibles et défavorables que soient les conditions du travail communiste juif en dehors des formes d'organisation proposées par le «Bund», ce travail ne peut être mené avec succès que dans le cas où il forme partie constitutive du plan d'action unique du Parti Communiste Russe, seul détenteur du pouvoir soviétique, en Russie.

5. Confiante dans la force vitale de la classe ouvrière juive, affranchie par la révolution, fortifiée par sa solidarité avec tout le prolétariat international et appelée à participer à l'œuvre de reconstruction sociale, la conférence est convaincue que le mouvement ouvrier juif, dans les cadres du Parti Communiste Russe, tôt ou tard revêtira les formes normales et régulières qui lui avaient été assignées par le «Bund» et que l'évolution ultérieure de l'organisation du Parti Communiste Russe, en même temps que la consolidation générale du communisme, rendront la réalisation de ces formes inévitable.

Prenant en considération tout ce qui précède, la Conférence décide:

La proposition de la Commission près l'Internationale Communiste, relative à la fusion du «Bund» avec le Parti Communiste Russe, est acceptée.

Par cette décision, le «Bund» de la Russie des Soviets entre dans le Parti Communiste Russe.

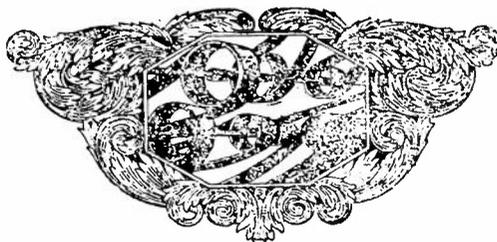
Le Comité Central du «Bund» est chargé de proposer au Comité Central du Parti Communiste Russe d'appliquer cette décision, de prendre les mesures nécessaires à la réalisation de la fusion, de prendre en considération la nécessité impérieuse d'élargir les formes d'organisation actuellement existantes

dans le Parti Communiste Russe et de reviser la question de l'application du groupe.

La Conférence invite tous les membres du «Bund» à se rallier à la décision de l'adhésion au Parti Communiste Russe, afin de faire profiter ce dernier de leur expérience séculaire de lutte prolétarienne. Et ainsi, l'avant-garde unifiée du prolétariat juif marchera la main dans la main avec le prolétariat communiste tout entier et, par un travail continu et intensif, elle contribuera à l'accomplissement des tâches d'ordre général, ainsi que des tâches juives spéciales; elle pourra développer dans le Parti Communiste Russe les formes les plus larges de son activité et de son influence sur les masses laborieuses juives et contribuer à ce que ces formes soient, à bref délai, ouvertement reconnues par le Parti Communiste Russe.

La Conférence invite tous les membres du «Bund» à appliquer cette décision avec une fermeté inébranlable, avec une foi profonde dans la force du prolétariat juif tout entier et dans la fécondité de la pensée révolutionnaire du prolétariat russe et de notre directeur unique: le Parti Communiste Russe.

Dans sa forme définitive, la résolution est adoptée par 47 voix (28 abstentions).



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



LES PARTIS COMMUNISTES AMÉRICAINS

*Résolution du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adoptée à la séance
du 17 mars 1921*

Où les rapports du Parti Communiste Unifié Américain et du Parti Communiste Américain, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare:

Le refus de ces deux groupes communistes de fusionner en un parti unique constitue un crime envers l'Internationale Communiste.

Alors que les États-Unis, où sévit une crise économique sans précédent (4 millions de sans-travail) et où les persécutions font rage, offrent un terrain on ne peut plus favorable pour la propagande communiste et le travail d'organisation, quelques milliers de communistes perdent leur temps en des disputes mesquines sur des questions d'organisation, en des disputes n'ayant aucun fondement politique, et discréditent ainsi l'Internationale Communiste.

Au cas où les deux groupes susmentionnés n'auraient pas fusionné avant le III^e Congrès, le Comité Exécutif proposera au Congrès de ne point laisser participer leurs représentants à ses séances.

Le Comité Exécutif constate avec joie le désir exprimé par des membres isolés des deux partis communistes de fusionner et invite ces camarades, au cas où leurs chefs continueraient leur tactique de sabotage, à réaliser la fusion contre la volonté de ces derniers.

Le Comité Exécutif déclare que la représentation actuelle du Parti Américain au Comité Exécutif est annulée jusqu'au fusionnement des deux groupes en question.

LE CAS LÉVI

*Résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à sa
séance du 29 avril 1921*

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a consacré sa séance du 29 avril à l'examen détaillé de la situation au sein du Parti Communiste Unifié Allemand. Sur la fameuse brochure de Paul Lévi, l'opinion a été unanime. Tous les membres du Comité Exécutif se sont élevés avec indignation contre ladite brochure. Paul Lévi est un traître: tel a été le jugement

général. Au nom du petit Bureau et du Comité Exécutif tout entier, Zinoviev a déclaré: «L'assertion que c'est le Comité Exécutif ou ses représentants qui ont provoqué le mouvement de mars, est un mensonge infâme. Ce mensonge est nécessaire à la contre-révolution allemande, dont Lévi a pris le parti».

L'Assemblée a voté une adresse d'ardente

sympathie aux camarades allemands qui ont pris part au mouvement et qui gémissent maintenant dans les prisons.

Après la clôture des débats, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité:

Examen fait de la situation créée au sein du Parti Communiste Unifié Allemand par les événements de mars, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare:

1) Le mouvement de mars ayant donné lieu à des divergences de tactique, le Comité Exécutif, en raison de l'importance internationale de la question, juge devoir la soumettre à l'examen du troisième Congrès de l'Internationale Communiste et charge les camarades allemands de fournir audit Congrès tous les matériaux nécessaires.

2) Le Comité Exécutif se trouve dans l'impossibilité de décider si le congrès extraordinaire du Parti Communiste Unifié Allemand doit avoir lieu avant la convocation du Troisième Congrès mondial. Pourtant le Comité Exécutif est d'avis que, par suite de la terreur blanche qui sévit actuellement en Allemagne, la préparation du congrès et les travaux du congrès lui-même seront rendus impossibles. Si le Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand en juge de même, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite tous les camarades allemands à se soumettre à sa décision.

3) Après avoir pris connaissance de la brochure de Paul Lévi: *Opposons-nous au putsch*, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste approuve l'exclusion de Paul Lévi du Parti Communiste Unifié Allemand et, par suite, de la III-e Internationale. Si même Paul Lévi avait raison, dans l'ensemble de son appréciation des événements de mars, il n'en devrait pas moins être exclu du parti pour la grave infraction qu'il a commise à la discipline du parti auquel, par sa conduite à un tel moment, il a porté un coup de couteau dans le dos.

En raison des persécutions dont le parti est l'objet de la part du gouvernement, le Comité Exécutif considère que le devoir absolu de tous les membres du Parti Communiste Unifié Allemand est de serrer les rangs malgré toutes les divergences d'opinions, de conserver une stricte discipline et d'entreprendre une lutte acharnée contre la sauvage réaction actuelle.

Le Président G. ZINOVIEV.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste:

Pour la Russie: *N. Lénine, L. Trotsky, N. Boukharine, K. Radek.*

Pour la France: *Rosmer.*

Pour l'Angleterre: *Quelch, Bell.*

Pour la Hongrie: *Bela-Kun, Roudniansky, Varga.*

Pour la Pologne: *Walezky.*

Pour la Bulgarie: *Dimitroff, Popoff, Chabline.*

Pour la Finlande: *Kuusinen, Manner, Rahja.*

Pour la Norvège: *Friis.*

Pour l'Autriche: *Steinhardt.*

Pour la Hollande: *Jansen.*

Pour la Géorgie: *Tskhakata.*

Pour la Lettonie: *Stoutchka.*

Pour la Suisse: *Itchner.*

Pour la Perse: *Sultan-Zadé.*

Pour l'Internationale Communiste de la Jeunesse: *Chatzkine.*

A cette résolution, ont souscrit également deux représentants des I. W. W., récemment arrivés d'Amérique et qui ont participé aux travaux du Comité Exécutif, les camarades *D. Haywood* et *Jack Grosby.*

PARTIS INVITÉS AU III-e CONGRÈS

Le Petit Bureau du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste arrête:

Le III-e Congrès commencera ses travaux le 2 juin 1921, à Moscou.

Le Comité Exécutif donne ci-dessous la liste approximative des organisations invitées au Congrès. Le Comité Exécutif souligne que cette liste n'est que très approximative et incomplète.

Par suite, les organisations communistes qui ne figurent point dans la présente liste ont également le droit de venir au Congrès.

RUSSIE:

Parti Communiste.

ALLEMAGNE:

Parti Communiste Unifié.

Parti Communiste Ouvrier (voix consultative).

FRANCE:

Parti Socialiste (S. F. I. C.).

Syndicats révolutionnaires (C. S. R.).

ITALIE:

Parti Communiste.

Unione Sindacale.

Fédération des Cheminots.

Fédération des Marins.

Parti Socialiste (voix consultative).

BULGARIE:

Parti Communiste.

POLOGNE ET GALICIE ORIENTALE:

Parti Communiste Ouvrier de Pologne.

Parti Communiste de Galicie Orientale.

Bund ouvrier (voix consultative).

TCHÉCO-SLOVAQUIE:

*Parti Communiste de Bohême allemande.
Gauche marxiste du Parti Socialiste Tchéque.
Parti Socialiste Slovaque (voix consultative).
Parti Socialiste Internationaliste Russe (voix consultative).*

ANGLETERRE:

*Parti Communiste Unifié.
Gauche de l'Independent Labour Party.*

AMÉRIQUE:

*Parti Communiste (unifié).
Ouvriers Industriels du Monde (I. W. W.).*

AUTRICHE:

Parti Communiste.

HONGRIE:

Parti Communiste.

YOUGO-SLAVIE:

*Parti Communiste.
Parti Socialiste du territoire autonome de Fünfkirchen
(voix consultative).*

UKRAINE:

Parti Communiste.

FINLANDE:

Parti Communiste.

SUÈDE:

Parti Communiste.

NORVÈGE:

Parti Ouvrier.

ESPAGNE:

*Parti Communiste.
Confederacion de los trabajadores.*

RÉPUBLIQUE EXTRÊME-ORIENTALE:

Parti Communiste.

JAPON:

Groupes Communistes.

ARGENTINE:

*Parti Communiste.
Fédération Communiste des Travailleurs (voix consultative).*

AZERBEÏDJAN:

Parti Communiste.

ARMÉNIE:

Parti Communiste.

GÉORGIE:

Parti Communiste.

GRÈCE:

Parti Communiste.

BELGIQUE:

Parti Communiste.

HOLLANDE:

Parti Communiste.

DANEMARK:

Parti Communiste.

SUISSE:

*Parti Communiste.
Syndicats ouvriers des villes suisses (voix consultative).*

ROUMANIE:

Parti Communiste.

LETTONIE:

Parti Communiste.

ESTHONIE:

*Parti Communiste.
Social-démocratie indépendante.*

PERSE:

Parti Communiste de l'Iran.

AUSTRALIE:

Parti Communiste.

CANADA:

Groupes Communistes.

CUBA:

Groupes Communistes.

MEXIQUE:

Parti Communiste.

AMÉRIQUE CENTRALE:

Groupes Communistes.

URUGUAY:

Parti Socialiste.

CHILI:

Parti Socialiste.

JAVA:

Parti Communiste.

AFRIQUE DU SUD:

Ligue Socialiste Internationaliste.

LITHUANIE:

Parti Communiste.

PORTUGAL:

Groupes Communistes.

LUXEMBOURG:

Parti Communiste.

IRLANDE:

Groupes Communistes.

ISLANDE:

Parti Communiste.

TURQUIE:

Parti Communiste.

KHIVA:

Parti Communiste.

BOUKHARA:

Parti Communiste (voix consultative).

PALESTINE:

Parti Communiste (voix consultative).

INDES:

Groupes Communistes (voix consultative).

CHINE:

Gauche du Parti Socialiste (voix consultative).
Groupes Communistes (voix consultative).

CORÉE:

Parti Communiste (voix consultative).
Parti Socialiste Révolutionnaire (voix consultative).

En outre, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose aux groupes suivants, proches de lui par leurs tendances et intéressés au Congrès, d'envoyer à Moscou des délégations qui, à titre d'hôtes et

dans un but d'information, assisteront aux séances dudit Congrès:

Parti Ouvrier Socialiste de Finlande.
Confédération Générale du Travail d'Italie.
Fédération des Ouvriers Russes de l'Amérique du Sud.

Confédération Générale du Travail de Grèce.
Secrétariat National Ouvrier des Pays-Bas.

Fédération de l'opposition syndicale de Danemark.

Gauche du Parti Socialiste de Belgique.
Ligue des Anarchistes Communistes de Hollande.

APPELS ET LETTRES

Les Internationales deux et deux-et-demie, aide-bourreaux au service de la Contre-Révolution Russe

Après que l'Entente se trouva contrainte, par la victoire de l'armée rouge et par la protestation toujours croissante des ouvriers anglais et français, à renoncer à la guerre ouverte contre la Russie Soviétiste, après que l'Angleterre, puissance directrice de la contre-révolution, se vit forcée de signer un accord commercial avec cette même Russie Soviétiste, parce que les ouvriers anglais en espèrent une atténuation de la crise du chômage, les gouvernements de l'Entente cherchent à présent à renverser le pouvoir des Soviets par tous les moyens. Leurs agents s'efforcent de provoquer dans toute la Russie des soulèvements de paysans en persuadant ces derniers que leurs terres n'étant plus menacées par les nobles et les généraux blancs, il ne subsiste aucune raison pour qu'ils nourrissent les ouvriers. On espère que ces insurrections, si elles réussissent, couperont les communications entre les centres industriels et les provinces agricoles et pousseront les masses arriérées du prolétariat à la lutte contre le Gouvernement Soviétiste.

La contre-révolution capitaliste spéculé sur la fatigue d'un pays qui a subi trois années de guerres impérialistes et quatre années de guerre civile, a été privé, pendant ce temps, de toute importation étrangère et a enduré des souffrances inouïes. Elle espère que le prolétariat épuisé se prêtera facilement à sa propagande. A côté des espions ordinaires de l'Entente et des agents monarchistes, agissent dans le même sens les organisations clandestines des partis socialistes-anarchistes de la Deuxième Internationale et une fraction des menchéviks de l'Internationale deux-et-demie.

Leur propagande a réussi à provoquer, le 2 mars, le soulèvement d'une partie des marins de Cronstadt. Pour comprendre sa genèse, il faut savoir que les anciens marins, héros de la révolution d'Octobre, sont tombés pour la plupart sur les fronts innombrables de la guerre civile, à l'avant-garde de la révolution soviétiste, ou bien occupent maintenant des postes de direction et de commandement dans les administrations ou l'armée rouge. Les marins de Cronstadt se composaient, en majorité, de fils de paysans de la Russie méridionale et, pour le reste, de techniciens bourgeois ou petits-bourgeois n'ayant pas terminé leurs études et attirés dans la flotte par des conditions de vie relativement privilégiées. Mécontents de la discipline nécessairement maintenue dans la forteresse et sur les navires, si on ne voulait pas que Pétrograd devint une proie facile pour les flottes de l'Entente, ces marins se sont laissés entraîner au soulèvement par la revendication inoffensive de la réélection des soviets, mise en avant par des organisations socialistes-révolutionnaires, anarchistes et monarchistes, agissant dans l'ombre. N'osant pas formuler les principes de la Constituante ou de la restauration tsariste, les contre-révolutionnaires ont avoué, par là-même, que même ces marins retardataires ne voulaient pas servir consciencieusement la contre-révolution.

Pour rendre impossible toute conciliation entre les mutins et le Gouvernement, les contre-révolutionnaires incitèrent les marins à arrêter les communistes et les représentants des soviets et réussirent ainsi à provoquer la rupture. A l'insu de

marins, ils appelèrent à leur aide les gouvernements capitalistes et les contre-révolutionnaires de l'étranger. Ces derniers comprirent aussitôt de quoi il s'agissait. Depuis la *Volia Naroda*, organe socialiste-révolutionnaire, jusqu'à Wrangel en passant par Milioukoff, tous se déclarèrent en faveur des insurgés, car il leur était indifférent de rentrer en Russie par une porte ou par une autre, par celle de droite ou par celle de gauche. Ils savaient que la seule forme possible de la dictature du prolétariat, en Russie, est celle de sa partie la plus éprouvée, la plus expérimentée: le Parti Communiste. Un gouvernement soviétiste sans-parti ne saurait durer 15 jours, car ce serait le gouvernement des masses arriérées et inhabiles. Il ferait place fatalement à un gouvernement franchement contre-révolutionnaire. Voilà pourquoi le journal de Milioukoff à Paris, *Les Dernières Nouvelles* du 11 mars, déclare expressément qu'il faut, pour le moment, abandonner la Constituante et se résigner à cette seule devise: «A bas les communistes! Vive le vrai pouvoir des soviets!», car cela aboutira vraisemblablement à faire passer le pouvoir des mains des bolchéviks dans celles des socialistes modérés. Car, continue cette feuille, avec un pareil gouvernement on pourra préparer un Parlement bourgeois. Cette conception de l'organe cadet étant en effet conforme à la réalité, les banques russes à l'étranger, le monarchiste Goutchkoff et l'ancien ministre tsariste Kokovtsoff à leur tête, envoyèrent immédiatement en Finlande des sommes considérables pour le mouvement de Cronstadt. C'est pour cela aussi que les gouvernements français et américain firent aussitôt parvenir à Cronstadt des secours sous le pavillon de la Croix-Rouge. Ils ne parvinrent pas à temps aux contre-révolutionnaires de Cronstadt et à leurs victimes inconscientes. Les troupes rouges, conduites par les communistes, montèrent à l'assaut avant l'arrivée des contre-révolutionnaires en route par la Finlande. Le soulèvement se trouva liquidé.

Entre autres enseignements qu'il laisse à la classe ouvrière de tous les pays, il aura servi à démasquer enfin les Internationales deux et deux-et-demie. Toute la presse de la Deuxième Internationale, celle de Noske, le bourreau du prolétariat allemand, aussi bien que celle de Vandervelde, le ministre du Roi des Belges, s'est placée, dès le début, aux côtés de la contre-révolution masquée sous des phrases radicales. Mais, après tout, les *Scheidemänner* ont bien soutenu la contre-révolution monarchiste non déguisée en la personne de Bermonet. Si ces adversaires, par principe, de la dictature du prolétariat se déclarent pour les marins de Cronstadt qui prétendent défendre le vrai Pouvoir des Soviets, c'est tout simplement qu'ils savent bien que si le Gouvernement bolchéviste était écrasé en Russie, le ministre belge et les *Scheidemänner* verraient s'accomplir leur rêve, la restauration du gouverne-

ment bourgeois, seul légitime en Russie. Le fait que les organes adhérant à l'Internationale deux-et-demie, qui sont en paroles pour la révolution russe, pour la dictature du prolétariat et le Gouvernement des Soviets, ont chanté la louange du soulèvement de Cronstadt, ce fait est bien plus important pour éclairer la situation du mouvement ouvrier international. Au moment où les prolétaires conscients de Russie se battaient par milliers sur les glaces du golfe de Finlande contre l'artillerie lourde des forts de Cronstadt et combattaient la brèche; ouverte dans le rempart de Pétrograd par le soulèvement, pour protéger la capitale contre l'Entente, à ce moment «l'indépendante» *Freiheit* ne trouva rien de mieux que de représenter Zinoviev comme celui qui a mené le prolétariat russe à sa perte et d'entourer le soulèvement contre-révolutionnaire d'une auréole sacrée. Jean Longuet inséra dans son *Populaire* des articles en l'honneur des mutins de Cronstadt. Le *Wiener Arbeiter Zeitung* de Bauer et Frédéric Adler se place résolument aux côtés de l'éméute. Hillerding, Crispin, Dittman, Longuet, Adler, Bauer, dans cette situation mémorable, en présence d'une nouvelle agression de la contre-révolution capitaliste, ont marché la main dans la main avec Wrangel, Milioukoff, Kokovtsoff et les stipendiés de l'espionnage anglo-français. Ce fait doit être porté à la connaissance des masses prolétariennes. Sans aucun doute, elles comprendront qu'un soulèvement soutenu par toute la contre-révolution russe, tous les états-majors de la contre-révolution internationale, est la contre-révolution même, quand même il se couvrirait du drapeau rouge et des devises, au nom desquelles la bourgeoisie russe a été écrasée en octobre. Les héros de l'Internationale deux-et-demie sont, ou bien des phraseurs ne sachant pas ce qu'ils veulent, incapables de comprendre la réalité des choses, instruments aveugles de la contre-révolution par haine de l'Internationale Communiste, ou bien ils sont les complices conscients de la réaction mondiale. Il n'y a pas de milieu. Dans les deux cas, c'est le devoir des ouvriers révolutionnaires de faire tomber le masque non seulement de l'Internationale des Scheidemann, Vandervelde et Henderson, mais encore de l'Internationale deux-et-demie, des Longuet, Hillerding, Bauer et Grimm. Les ouvriers révolutionnaires du monde entier, qui ont suivi les communistes russes et aidé la Russie Soviétiste pendant ces quatre années de lutte héroïque incessante, doivent, en présence de cette nouvelle campagne du Capital, repousser et anéantir non seulement les gens de la Deuxième Internationale, mais encore ceux de l'Internationale deux-et-demie.

A bas donc les Internationales deux et deux-et-demie, les valets avoués ou masqués de la bourgeoisie!

Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste,



1-er MAI!

AUX OUVRIERS ET AUX OUVRIÈRES DE TOUS LES PAYS

Encore une année d'écoulée, et nulle part au monde, sauf en Russie, la classe ouvrière ne peut se glorifier d'avoir remporté la victoire. Au contraire, les capitalistes se réjouissent. Ils sont plus confiants en eux-mêmes que l'année dernière, ils agissent comme s'ils étaient persuadés de leur triomphe définitif. Encore une année d'écoulée, et nous n'avons pas encore rejeté le joug.

Une année s'est écoulée, au cours de laquelle la bourgeoisie a tenu le gouvernement. Pendant tout ce temps, elle aurait pu montrer ce qu'elle était capable de faire. Or, l'univers est réduit plus que jamais à un monceau de ruines. Dans les pays vaincus, Allemagne, Autriche, Hongrie, la misère n'a fait que croître. Ces malheureux peuples deviennent de plus en plus la proie des bandits internationaux qui achètent à vil prix le bien des vaincus. Les exploités indigènes font leurs petites affaires, tandis que la misère de la masse ouvrière devient à chaque instant plus grande. La cherté de la vie, depuis longtemps déjà, a dépassé les salaires. En considérant les boutiques bondées de marchandises, des millions de gens ne savent cependant où trouver de quoi nourrir leurs enfants, de quoi couvrir leur nudité.

Dans les pays vainqueurs, quelle est la situation? 4 millions de sans-travail en Amérique, 2 millions en Angleterre, la crise grandissante en France. En Angleterre, pays victorieux entre tous, les vagues de grèves se succèdent les unes aux autres, et Lloyd George est obligé de rassembler des armées entières prêtes à répandre le fer et le plomb sur les mineurs en grève, dès que ces derniers entraîneront avec eux les cheminots et les ouvriers des transports.

Les banquiers de Paris, de Londres et de New-York pensaient pouvoir réduire la population de tout un hémisphère à la mendicité et continuer eux-mêmes à régner tranquillement. Ils se sont trompés. Les mendiants n'ont pas le moyen d'acheter, et Armstrong, Wickers, Schneider-Creusot et le consortium de Bethléem-Steel sont incapables de s'acheter entre eux les produits de leur fabrication et de continuer à s'enrichir. Plus de 2 ans 1/2 ont passé, et le Capital n'a pas encore trouvé le moyen d'organiser l'économie du monde. Au contraire, le seul résultat auquel il soit arrivé a été d'ajouter des antagonismes nouveaux aux anciens.

Foch passe le Rhin, pour saisir au collet la bourgeoisie allemande et vider ses poches sous prétexte de lui faire payer ses crimes de la guerre, comme si le capital ententiste était innocent, tel l'enfant qui vient de naître. Les suites de la grande guerre ne sont pas encore liquidées que de nouvelles guerres se préparent. Avec une inquiétude et une méfiance croissantes, la bourgeoisie anglaise suit les armements navals des Etats-Unis. Contre qui sont-ils dirigés? Contre l'Angleterre ou contre le

Japon? Et l'Angleterre comme le Japon se préparent également.

Le fauve de la guerre universelle se ramasse pour un nouveau bond. Il tend ses forces, il aiguisé ses griffes, pour déchirer de nouvelles victimes prolétariennes. Si le prolétariat n'y prend point garde, s'il ne prend pas le capitalisme à la gorge, non seulement il marche à la ruine et à l'asservissement, mais il se verra bientôt traîné de nouveau sur les champs de bataille et obligé de verser son sang pour engraisser le capital international. De nouveau les traîtres Scheidemann, Renaudel et Henderson découvriront qu'il s'agit de la défense de la patrie et de la démocratie. Il n'y a pas si longtemps, Vandervelde, chef de la Deuxième Internationale et ministre du Roi en Belgique, donnait cyniquement et ouvertement son consentement au passage du Rhin et à l'envoi des Sénégalais contre le malheureux peuple allemand. Les héros de l'Internationale deux-ét-demie, eux aussi, trouveront telles ou telles raisons spéciales pour justifier leur trahison et pour prétendre que le prolétariat, au lieu de frapper immédiatement au cœur le capitalisme expirant, doit réserver son arme pour une meilleure occasion.

Mais il n'en sera pas comme l'espèrent messieurs les capitalistes et les social-démocrates. Le prolétariat n'est pas vaincu, la révolution est toujours en marche, bien que pour le moment son progrès consiste seulement en l'impuissance de plus en plus évidente du Capital à donner au prolétariat ne fût-ce qu'un peu d'ordre dans son esclavage, tandis que sous les drapeaux de la III^e Internationale se rassemblent des masses de plus en plus larges, fortes et pures. C'est précisément parce que la bourgeoisie se montre réellement hors d'état de pacifier et d'ordonner le monde, que des masses toujours nouvelles s'élancent sur la route de la révolution et grossissent notre armée.

La Russie Soviétiste, refuge de la Révolution, ne se laissera pas battre par la réaction. L'Angleterre, forteresse de la contre-révolution, a été contrainte de signer une convention commerciale avec les «brigands et pillards de Moscou». Si 7 années de guerre inouïe ont affaibli la Russie, si la misère des masses prolétariennes est grande, l'avant-garde de ce pays demeure le ferme défenseur du Gouvernement Soviétiste et saura mobiliser dans les masses hésitantes et fatiguées de nouveaux soldats. Cette avant-garde fera tout pour que son affluide héroïque triomphe encore une fois de la contre-révolution qui compte sur la fatigue du peuple russe. La terreur blanche qui sévit en Espagne et en Serbie dénonce la peur des maîtres de ces pays. En Italie, la bourgeoisie sème la tempête, en multipliant ses bandes de fascistes. L'Orgesch d'Allemagne répète

incessamment aux ouvriers: «Prenez les armes! Ne vous découragez pas pour un échec! Battez, si vous ne voulez pas être battus!» En Pologne, 7.000 communistes sont sous les verrous, mais les grèves succèdent aux grèves et prouvent qu'il n'y aura pas de repos jusqu'au jour, où un pont sera lancé entre la Russie révolutionnaire et l'Allemagne révolutionnaire. En France, pays enivré par la victoire, pays d'ivresse nationaliste, des centaines de milliers d'ouvriers ont fait connaissance avec le communisme, et nul ne poursuit n'arrêtera jamais la marche victorieuse de l'idée communiste dans ce peuple où elle est née, où elle a été consacrée par le sang des victimes et des martyrs de la Commune.

L'Internationale Communiste prépare son *Troisième Congrès* qui ne sera point occupé par la contemplation mélancolique des succès de la réaction, comme l'ont fait à Vienne les pleureurs de l'Internationale deux-et-demie, Adler, Bauer, Longuet, Dittman, Hillerding et Wolked. Non, nous y affilerons nos armes et rejetterons loin de nous tous ceux qui voudraient les écousser.

Ce n'est pas à l'amollissement de nos attaques, mais, au contraire, à une offensive sur un plus grand front, en plus profondes colonnes, que nous vous convions pour le 1-er Mai. Parfoul, il vous faut prendre la tête des masses, afin d'améliorer leur situation. Dans cette lutte, les masses ouvrières verront comme elles sont trompées journellement par les réformistes et les centristes, elles verront que les Scheidemann et les Hillerding, les Turati et les d'Aragona, les Renaudel et les Longuet, les Henderson et les Macdonald ne veulent ni ne peuvent combattre pour la dictature du prolétariat, ni même pour donner un morceau de pain noir aux ouvriers. Les ouvriers connaîtront que les communistes, loin d'apporter la dissension dans le prolétariat, le groupent pour conquérir un avenir meilleur. Ils connaîtront que le capitalisme ne veut ni ne peut donner aux ouvriers même ce que le paysan donne à son cheval: assez de repos et assez de pain pour qu'il puisse reprendre la force d'un nouveau travail. De cette manière, le désir de renverser le capitalisme et de détruire le pouvoir du capital gran-

dira de jour, en jour, Chaque jour peut arriver le moment où les ouvriers ne voudront plus souffrir plus longtemps les tourments auxquels les condamne le capitalisme expirant; chaque jour peut arriver le moment où l'assaut audacieux de l'avant-garde communiste entraînera avec lui les masses ouvrières et où le but deviendra alors la lutte pour la conquête du pouvoir. L'Internationale Communiste vous invite à tendre vos forces à obtenir le maximum de cohésion et de préparation au combat.

L'époque dans laquelle nous entrons n'est pas celle de la lente et progressive propagande, mais celle des combats révolutionnaires de plus en plus violents.

Le chômage grandissant, le cynisme croissant de la contre-révolution, le danger de nouvelles guerres ne feront qu'augmenter la fermentation révolutionnaire des masses laborieuses. Les communistes de tous les pays doivent se proposer d'être pour ces masses le bataillon de choc, le cadre qui les unit dans la lutte. Notre drapeau rouge de sang n'est pas le symbole d'une lutte remise à un avenir lointain: il est destiné à être porté au premier rang, dans les batailles révolutionnaires d'aujourd'hui et de demain. Le premier Mai, nous voulons montrer à la bourgeoisie mondiale que nous sommes prêts au combat. Le premier Mai, nous planterons notre drapeau rouge sur les usines, nous le porterons à notre tête dans les manifestations des foules, afin que ses devises resplendissent au loin et invitent à nous les masses prolétariennes opprimées.

Serrez vos rangs, vous tous, les opprimés, les sacrifiés, les exploités et les exterminés.

A bas les agents cachés ou secrets de la bourgeoisie!

Vive l'Internationale Communiste, armée rouge de la Révolution universelle!

A bas l'Etat capitaliste, à bas la bourgeoisie!
Vive la Russie Soviétiste, forteresse de la Révolution mondiale!

Vive la Révolution universelle et l'alliance des Républiques Soviétistes du monde entier!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

□

A TOUS LES PARTIS COMMUNISTES, A TOUTES LES ORGANISATIONS
COMMUNISTES DE LA JEUNESSE, A TOUTES LES ORGANISATIONS
PROFESSIONNELLES, ADHÉRANT OU SYMPATHISANT A L'INTERNATIO-
NALE COMMUNISTE ET A L'UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS,
A TOUS LES OUVRIERS ET PAYSANS DU MONDE ENTIER

Aussi longtemps qu'existera la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets, les bandits capitalistes de l'Europe et de l'Amérique ne pourront dormir tranquilles.

Ils n'ont pas réussi à vaincre les ouvriers et les paysans au moyen des bandes des Tcheco-Slovaques, de Koltchak, Dénikine, Youdénitch et

Wrangel, organisées aux frais de l'Angleterre et de la France; leurs tentatives d'entraîner dans la guerre contre la Russie Soviétiste les petits Etats limitrophes ont échoué; celle de restaurer au moyen de la Pologne la domination des capitalistes et propriétaires fonciers russes ne leur a apporté également qu'une profonde déception. Les brigands

mondiaux tremblent maintenant devant la force croissante de l'Etat ouvrier et devant le mouvement révolutionnaire du prolétariat de leurs propres pays. La désorganisation de l'économie populaire a provoqué dans tous les pays capitalistes une crise de chômage qui s'accroît de jour en jour et atteint déjà des millions d'ouvriers. Les sans-travail ne peuvent plus attendre. A eux, comme au prolétariat du monde entier, la question se pose, brûlante: la mort lente par la famine, ou le renversement de la domination et de l'exploitation bourgeoise? Jamais encore, cette question ne fut si angoissante qu'à l'heure actuelle. Le flambeau éclatant de la Russie révolutionnaire, où le prolétariat lui-même est le maître de ses destinées, montre aux masses opprimées la voie à suivre dans la lutte pour leur émancipation. Pour maintenir leur domination, les impérialistes anglais, français et autres de l'Entente et de la Société des Nations, avant de noyer dans le sang le mouvement ouvrier de leurs propres pays, ont résolu de tenter encore une fois d'éteindre le flambeau de la révolution prolétarienne.

Camarades, pour endormir votre vigilance et détourner votre attention de leurs plans infernaux, les gouvernements de l'Entente, soutenus par toutes les forces réactionnaires et contre-révolutionnaires de l'Europe, ont choisi pour leur nouvelle agression contre la révolution prolétarienne, non pas la Russie Soviétiste, car le morceau est trop gros pour eux, mais les pays balkaniques. Ce choix n'est pas l'effet du hasard. Les pays balkaniques sont configurés à la Russie Soviétiste. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie balkanique s'est transformé en un immense mouvement communiste englobant toutes les couches de la population laborieuse des villes et des villages et progressant rapidement sous l'égide de l'Internationale Communiste.

Les élections parlementaires en Bulgarie, en Yougoslavie et en Grèce ont montré l'influence immense dont jouissent, dans ces pays, les partis communistes et la Fédération Communiste Balkanique qu'ils ont créée. A ces élections, le prolétariat et la paysannerie laborieuse des Balkans ont manifesté leur solidarité pour les ouvriers et les paysans de la Russie Soviétiste et leur ferme volonté de secouer le joug de la bourgeoisie balkanique et de constituer leur République Socialiste Fédérative des Soviets Balkaniques.

L'écrasement de Wrangel, l'expansion et la consolidation de la révolution au Caucase, le renforcement du mouvement nationaliste en Anatolie et la défaite des troupes grecques en Asie Mineure ont terrifié les impérialistes de l'Entente. En effet, unie à la Russie Soviétiste, la République Soviétique Balkanique formerait un bloc inébranlable; elle délivrerait à jamais l'Asie Mineure et le Proche Orient de l'influence néfaste des rapaces anglais et français et provoquerait le soulèvement des peuples opprimés de la Turquie et de la Perse. Pour prévenir ce «malheur», les gouvernements de l'Entente ont été forcés de «s'humilier» et d'implorer le secours de la bourgeoisie balkanique qui a adhéré à la Petite-Entente.

Formée à Paris et à Londres des gouvernements yougoslave, roumain, tchéco-slovaque,

polonais et probablement aussi bulgare et grec, la Petite-Entente, par de légères concessions territoriales et économiques réciproques entre les divers Etats qui la composent, s'efforce d'unir la bourgeoisie balkanique et danubienne pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire communiste dans tous les pays balkaniques et pour l'agression armée contre la Russie Soviétiste.

Camarades, la réalisation de ce plan est déjà commencée.

Les bandes noires de la contre-révolution et de la réaction se sont déjà réunies et ont occupé leurs postes de combat. Soutenus en secret par les impérialistes français, les débris de l'armée de Wrangel ont occupé différents points stratégiques en Thrace, en Macédoine et en Yougoslavie. Tous les partis bourgeois des Balkans, aidés par les social-traitres (en Roumanie par les social-patriotes, en Bulgarie par les socialistes «larges», en Yougoslavie par les centristes et les socialistes), se sont unis aux gouvernements balkaniques pour faire bloc contre le spectre rouge de la révolution prolétarienne. Dans tous les Etats balkaniques, c'est la terreur sauvage contre le parti communiste et les syndicats. En Grèce, on arrête, on persécute les agitateurs communistes, on s'oppose par toutes les mesures possibles au développement de la presse communiste. Les représentants des minorités nationales sont torturés et exilés pour avoir donné aux élections leurs suffrages aux candidats communistes. En Roumanie, la terreur est indescriptible. Les clubs ouvriers sont fermés. On arrête et on torture les ouvriers et les chefs communistes. Le mécontentement des paysans est réprimé par des expéditions militaires et un régime policier d'une férocité inouïe. En Bulgarie, on arrête les ouvriers et les communistes en vue et on les passe à tabac dans les postes de police. Les conseils municipaux sont dissous, leurs membres arrêtés et condamnés à la déportation. La censure ferme tous les journaux et revues communistes. Malgré leur immunité parlementaire, les dirigeants du mouvement syndical sont déferés au Conseil de Guerre par le Parlement lui-même, sous l'inculpation d'avoir organisé une insurrection armée contre l'Etat. Mais c'est en Yougoslavie que la terreur bourgeoise atteint son apogée. Par arrêté ministériel, le Parti Communiste Yougoslave est déclaré dissous. Tous ses clubs, maisons populaires, typographies, librairies, journaux et revues sont confisqués. Les chômeurs sont mobilisés de force, arrêtés et torturés. A Zagreb, Belgrade, ainsi qu'en Macédoine, la police se livre à des voies de fait sur les communistes et les dirigeants syndicaux qu'elle arrête. Partout, c'est la terreur implacable, les assassinats politiques de communistes. Et tout cela se fait du consentement tacite de l'Assemblée Constituante dans laquelle, sauf les communistes, il ne s'est pas trouvé un seul député, un seul représentant des «démocrates» yougoslaves pour protester contre le décret ministériel mettant hors la loi les citoyens les plus actifs. Et ainsi, les travailleurs de la Yougoslavie ont encore une fois la preuve que l'Assemblée Constituante n'est pas l'expression de la volonté populaire, qu'elle est au service des meurtriers

et des oppresseurs du peuple. Cette assemblée dévoile maintenant sa véritable nature, son hypocrisie et sa cruauté sans bornes. Le prolétariat et la paysannerie laborieuses peuvent voir maintenant que la démocratie pure et le Parlement «populaire» ne sont qu'un paravent destiné à voiler la plus atroce des dictatures: celle des monarchistes, de la bourgeoisie et des oppresseurs capitalistes.

Camarades, le prolétariat de la Yougoslavie et des Balkans ne saurait se dérober à la lutte qui lui incombe; il ne saurait reculer devant les nombreux sacrifices que cette lutte pénible va lui imposer. Il relèvera le gant et tendra toutes ses forces pour parer le coup de l'impérialisme balkanique et mondial. Mais, camarades, cette lutte n'est qu'un anneau dans la chaîne de la grande lutte de classes contre la bourgeoisie mondiale, et c'est pourquoi elle ne doit pas se limiter au seul prolétariat balkanique. Aujourd'hui c'est le tour de ce dernier, demain ce sera le vôtre et, si le prolétariat balkanique est vaincu, votre défaite est inévitable. Vous devez vous opposer à ce crime monstrueux. Tendez toutes vos forces, toute votre attention. Démasquez

devant les masses laborieuses la perfidie criminelle de vos gouvernements impérialistes qui veulent étouffer la révolution russe et le mouvement révolutionnaire des Balkans, pour ajouter encore de nouvelles chaînes à celles dont vous avez chargés le capitalisme.

Serrez les rangs au sein des partis communistes et préparez-vous à la lutte contre la domination des capitalistes. De la défensive, passez à l'offensive. Ce n'est que par l'offensive que le prolétariat vaincra.

Levez-vous et lutez pour la défense du prolétariat balkanique!

Levez-vous pour la défense de la Révolution russe!

Levez-vous contre la domination et la dictature de la bourgeoisie!

Déployez fièrement l'étendard de la liberté!

Vive la solidarité des prolétaires du monde entier!

Vive la Révolution mondiale!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS

Ouvriers et ouvrières,

Dirigée par le Gouvernement français, l'Entente se dispose à serrer le nœud coulant au cou de l'Allemagne pour la forcer à souscrire à des conditions équivalant au suicide économique d'un peuple de soixante millions d'hommes.

Avide, féroce, sanguinaire, lorsque, sous la protection de ses canons, elle dominait un hémisphère presque tout entier, la bourgeoisie allemande n'est actuellement plus en état de défendre les intérêts vitaux du peuple allemand. Ce n'est pas seulement parce qu'elle a laissé désarmer le peuple allemand, qu'elle ne peut repousser les exigences de l'Entente; c'est surtout parce qu'elle redoute beaucoup plus les ouvriers allemands désarmés que les soldats de l'Entente armés de pied en cap et que, féinte du sang du prolétariat allemand, elle sait que les ouvriers des autres pays ont perdu toute confiance en elle et la haïssent. Si la bourgeoisie accepte les conditions des usuriers de l'Entente, la situation économique de l'Allemagne empirera à tel point que, poussés au désespoir, les ouvriers seront forcés de se soulever contre la rapacité de l'Entente et ses laquais allemands.

Peut-être à l'heure actuelle, au moment où nous vous adressons cet appel, la bourgeoisie allemande a-t-elle déjà consenti à ployer sous le joug de l'Entente, afin d'éviter l'occupation du bassin de la Ruhr. En tout cas, elle a déjà été frappée.

Fomentant, avec l'aide des parlisans de Korfanty, des troubles en Haute-Silésie, les impérialistes polonais lui ont plongé le poignard dans le dos. Mais que l'Allemagne soit occupée à nouveau ou non par des centaines de milliers de soldats français, il est clair que le peuple allemand doit conserver tout son sang-froid.

Ouvriers allemands, si vous continuez à tolérer le gouvernement des capitalistes et des junkers, gouvernement qui, défendant les impudents coquins des bandes impérialistes, amoncelle par milliers les cadavres des ouvriers, vous aiderez par là-même les rapaces de l'Entente impérialiste à river aux pieds de l'Allemagne le boulet de l'esclavage. Le peuple russe, après avoir chassé tout d'abord le tsar et ses aides, puis la racaille bourgeoise, a su, non seulement trouver en lui assez de force pour défendre ses droits contre l'Entente, mais gagner à sa cause les ouvriers du monde entier. Fort de l'héroïsme de son armée rouge, il a, avec l'aide des prolétaires de tous les pays, vaincu les troupes contre-révolutionnaires armées par l'Entente et contraint la fière Angleterre, ce rempart de la contre-révolution mondiale, à conclure la paix avec la Russie Soviétiste. Ce n'est que dans le renversement du gouvernement de Stinnes, dans l'instauration de la domination de la classe ouvrière et dans l'alliance de l'Allemagne soviétiste avec la Russie soviétiste que le prolétariat trouvera son salut, qu'il échappera au double joug de la bourgeoisie allemande et de celle de l'Entente.

Quant à vous, prolétaires de France, d'Angleterre et de tous les États vassaux de l'Entente: Italie, Belgique, Tchéco-Slovaquie et Pologne, nous disons: Soulevez-vous résolument — et cela, non pas en faveur de l'Allemagne bourgeoise des junkers, mais dans votre propre intérêt — contre la campagne de pillage entreprise par vos gouvernements! Si vous permettez aux chefs de votre bourgeoisie d'envoyer de nouvelles troupes contre l'Allemagne, vous verrez bientôt la terreur blanche triomphante dans les provinces occupées arriver jusqu'à vous et continuer sa marche sur vos propres cadavres.

Si vous laissez égorger l'Allemagne, vous verrez bientôt que vos maîtres ne veulent imposer un labeur forcé aux ilotes allemands que pour pouvoir abaisser vos salaires et vous asservir. Empêchez ce malheur! Aux prolétaires de l'Entente

et de tous les pays qui lui sont alliés, nous adressons cet appel: Lutte par tous les moyens contre une nouvelle campagne!

Lorsque les prolétaires allemands se soulèveront en criant:

«A bas le gouvernement des capitalistes allemands!

Vive l'Allemagne Soviétiste!

Vive l'alliance avec la Russie Soviétiste!

pue par-delà la Vistule et l'Elbe, de l'autre côté du Rhin et de la Manche, un écho vivant leur réponde:

«A bas les brigands versaillais!

Paix aux chaumières, guerre aux palais!»

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

Moscou, 7 mai 1921.

CONTRE LE JOUG DE L'ENTENTE

Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays

Ouvriers et ouvrières!

Violant le révoltant traité de paix de Versailles, les troupes de l'Entente ont occupé des régions industrielles importantes de l'Allemagne dans le but de forcer le peuple allemand à accepter des conditions qui entraîneraient l'asservissement total de toute la classe ouvrière du pays. Deux années et demie se sont écoulées depuis la signature de la paix de Versailles; pendant deux années et demie, l'Entente a eu la possibilité de montrer les bases sur lesquelles elle entendait réorganiser la bourgeoisie mondiale victorieuse; deux années et demie lui ont été accordées pour permettre au Capital victorieux de démontrer dans quelle mesure il est en état de fournir du travail et du pain au prolétariat qui tolère sa domination. Quatre millions de sans-travail en Amérique, deux millions de sans-travail en Angleterre, le chômage croissant en France et, en regard, d'énormes stocks de marchandises qui ne peuvent trouver à s'écouler: voilà comment le Capital victorieux organise le monde. La misère croissante en Allemagne, la mort lente de l'Autriche-Hongrie: voilà comment la bourgeoisie nourrit le peuple. Les pays capitalistes victorieux produisent une masse de marchandises qu'il leur est impossible d'écouler, parce que l'Europe Centrale et l'Europe Orientale sont ruinées par l'Entente et ne peuvent rien acheter; d'où, le chômage. D'autre part, l'Europe Centrale et l'Europe Orientale périssent faute des marchandises les plus indispensables, parce que la politique de l'Entente détruit leur capacité d'achat ou bien, comme elle l'a fait pour la Russie Soviétiste, les coupe intentionnellement du reste du monde.

Les gouvernements des pays capitalistes victorieux sentent la menace du chômage croissant, qui provoquera fatalement des mouvements révolutionnaires, mais il ne voit à cette situation qu'une issue: mettre l'Allemagne sur les genoux, imposer au peuple allemand leur joug, la misère et la famine, lui faire payer à l'Entente une contribution effroyable. Si ce plan réussissait, l'unique résultat en serait la sursaturation de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique des produits de l'industrie allemande, l'augmentation du chômage dans les pays de l'Entente et le complet asservissement des ouvriers allemands qui gémeraient alors sous un double joug: celui de leurs capitalistes et celui de l'Entente. Le gouvernement capitaliste allemand ne pouvait et ne peut encore actuellement éviter au peuple allemand cet asservissement, de même que le capitalisme mondial ne saurait protéger le prolétariat de la complète désorganisation économique.

Le gouvernement de l'Allemagne actuelle qui a édifié sa domination sur les ossements des vingt mille ouvriers qu'il a massacrés, redoute plus la masse ouvrière allemande que tous les spoliateurs de l'Entente. Jusqu'à présent, il espérait encore passer un compromis entre le capital allemand et celui de l'Entente, ce qui aurait permis au capital allemand de conserver la plus grande partie de ses bénéfices et de faire payer aux ouvriers allemands la contribution exigée par l'Entente.

Pour vivre des reliefs du festin du capital de l'Entente et exploiter avec lui les ouvriers allemands, la bourgeoisie allemande aurait non seulement consenti à toutes les humiliations, mais elle était encore prête à vendre à l'Entente les ouvriers de son pays, comme chair à canon contre la Russie Soviétiste. Mais les usuriers de Paris et de Londres ont exigé le paiement de leur traite; ce qu'il leur fallait, c'était la dernière goutte de sueur, la dernière goutte de sang du prolétariat allemand. Mise au pied du mur par la décision de la conférence de Paris, la bourgeoisie allemande chancelle et ne sait quelle issue trouver à sa situation.

La II-e Internationale, qui jadis avait bataillé pour l'émancipation des peuples, est également responsable de la situation actuelle. Tout d'abord parce que, durant la guerre impérialiste, elle a livré le prolétariat pieds et poings liés au Capital dont elle a ainsi rendu possible la victoire, victoire qui n'a apporté aux masses populaires que le chômage et les a privés de tous droits. Ensuite parce qu'elle a participé directement aux décisions de Paris et de Londres, lesquelles sont des attentats qualifiés à la vie du peuple allemand. Quand la social-démocratie allemande participa au gouvernement avec les capitalistes allemands, elle aida ces derniers à désarmer la classe ouvrière, elle fit obstacle à l'alliance des ouvriers allemands et des ouvriers russes, et pourtant cette alliance aurait empêché l'Entente de disposer du sort des masses ouvrières allemandes. Si la social-démocratie allemande a déblayé la voie qui a mené tout d'abord à Versailles, puis aux décisions de Paris, le Parti Social-Démocrate Belge affilié à la II-e Internationale a participé directement à la conférence de Paris. M. Vandervelde, son chef, membre de la II-e Internationale, est le complice des brigands de la Conférence de Paris. Il soutient la même cause que les renégats de la II-e Internationale, les Briand et les Lloyd-George: il réclame à cor et à cri l'acceptation des décisions de Paris et, pour appuyer ses exigences, il envoie en Rhénanie des bataillons de nègres sénégalais.

Que fait pendant ce temps la Deuxième Internationale et demie, cette misérable Internationale d'imbéciles qui vient de se réunir à Vienne? Elle fait appel au bon sens du monde capitaliste expirant, elle pécore sur la résistance aux exigences impossibles de l'Entente.

On ne saurait dire que les exigences de l'Entente soient impossibles à remplir. Elles peuvent être remplies; soixante millions d'hommes peuvent être asservis par la clique des banquiers parisiens et londoniens, et c'est là justement le résultat de la guerre, à laquelle les héros de la Deuxième Internationale et demie n'ont su opposer que des bredouillements sur la nécessité d'un accord avec les capitalistes; c'est là le résultat de la politique des Adler, Hilferding, Longuet, Wellhead qui, après la guerre, n'ont lutté qu'en paroles avec le capitalisme et ont entravé de toutes les façons la croissance des forces révolutionnaires.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, l'Internationale Communiste ne fait pas appel au bon

sens du vieux régime expirant, car elle sait que le régime capitaliste ne peut organiser le monde sur des bases tant soit peu raisonnables. L'Internationale Communiste sait que l'on ne peut arrêter avec des protestations parlementaires la bourgeoisie victorieuse; elle ne compte que sur l'énergie révolutionnaire des masses prolétariennes dans tous les pays. Elle dit aux ouvriers français, anglais, américains, belges et italiens: «Si vos patrons réussissent à imposer leur joug à l'Allemagne et à lui extorquer une contribution, il n'en résultera qu'un accroissement de misère non seulement en Allemagne, mais en France, en Angleterre, en Amérique, en Belgique et en Italie, car l'invasion de vos marchés par les marchandises allemandes vous condamnera au chômage et à la pauvreté. Aussi les prolétaires des pays de l'Entente ne doivent-ils pas se borner à des protestations platoniques; par de puissantes manifestations publiques, ils doivent montrer à la bourgeoisie qu'ils ne seront point les spectateurs tranquilles de son jeu infâme. Les communistes de tous les pays dont les troupes se trouvent actuellement sur le territoire allemand, doivent développer une agitation intense parmi les soldats et expliquer à ces derniers qu'ils sont les bourreaux du peuple allemand et que leur devoir est de renoncer à ce rôle honteux.

Quant aux ouvriers allemands, l'Internationale Communiste les invite à abandonner l'espérance que le gouvernement capitaliste de leur pays est tant soit peu en état de défendre contre l'Entente les intérêts du peuple allemand. Ce gouvernement des anciens laquais de Guillaume, ce gouvernement des pillards et des égorgés de la Belgique, du nord de la France, de la Serbie et de la Roumanie ne sait que faire le jeu de l'Entente. Pour pouvoir résister à cette dernière, le prolétariat allemand doit se débarrasser. Il doit montrer qu'il rompt complètement avec ces esclaves de Guillaume II. Le renversement du gouvernement capitaliste allemand, l'institution d'un gouvernement vraiment prolétarien: voilà la première des conditions qui permettra de déjouer les plans de l'Entente. Le deuxième pas à faire, c'est de contracter une alliance entre la République Proletarienne Allemande et la République Soviétiste Russe. Par sa lutte héroïque de trois années, la République Soviétiste a contraint l'Angleterre capitaliste à conclure la paix avec elle, elle a montré au prolétariat international que, s'il le veut bien, il ne restera pas sans défense devant l'agression du capitalisme international. L'institution d'une république soviétiste allemande qui s'allierait à la République Soviétiste Russe, montrerait à l'Entente qu'il y a une limite au pouvoir des tyrans; les sympathies du prolétariat de tous les pays seraient acquises aux ouvriers qui luttent pour leurs droits et pour leur existence. Le développement du mouvement révolutionnaire en serait accéléré dans le monde entier, et il y aurait alors un terrain commun d'action pour la restauration du monde bouleversé, appauvri et ensanglanté.

Proletaires de tous les pays, chaque jour de votre lutte contre le capitalisme ne fait qu'aggraver la désorganisation économique, chaque jour

que vous perdez augmente le danger que, lorsque votre patience sera enfin à bout et que vous verrez forcés de reconstruire de vos propres mains le monde, désorganisé vous vous trouverez devant un monceau de décombres.

Proletaires de tous les pays, l'Internationale Communiste vous invite à faire tête à vos hésitations et à redoubler d'efforts pour donner l'assaut à la bastille du capitalisme.

A bas le joug de l'Entente!
A bas le gouvernement capitaliste allemand!
Vive la République Soviétiste Allemande!
Vive l'alliance de cette République avec la République Soviétiste Russe!
Vive la révolution mondiale!

*Le Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste.*

AUX TRAVAILLEURS RÉVOLUTIONNAIRES D'ALLEMAGNE

Pour la première fois depuis les journées de janvier et mars 1919, les prolétaires d'Allemagne ont repris la lutte contre le gouvernement capitaliste, non seulement pour lui arracher un morceau de pain ou pour exprimer leur protestation contre les violences des bandes blanches, mais avec la volonté bien arrêtée de mettre fin à la domination des exploiters. Pour la première fois, surtout ils sont entrés dans ce combat comme une armée compacte, guidée par une volonté unique. Dans tous les coins de l'Allemagne, ils ont montré que des millions de prolétaires sont prêts à sacrifier leur vie sur les barricades pour s'affranchir de la domination du Capital.

Cette première attaque organisée du prolétariat révolutionnaire allemand n'a pas encore été couronnée de succès, grâce à la trahison infâme du parti social-démocrate dont les membres, les Hörsing et les Severing, jouent sous un gouvernement purement bourgeois le rôle de Noske, grâce à la défection avouée du Parti Indépendant, passé dans le camp de la contre-révolution. Il a été impossible pour le prolétariat d'opposer un front unique au front unique de la bourgeoisie. Et une fois de plus, servie par la désunion des ouvriers plus que par ses propres baïonnettes, la bourgeoisie a triomphé.

Mais son triomphe sera de courte durée. Au cours de leur lutte, les prolétaires ont amassé une riche expérience. Désormais, ils comprendront mieux comment il faut préparer le prochain combat, et ainsi l'appel aux armes aura un écho de plus en plus large dans les masses. La bourgeoisie sera moins tentée et moins capable de s'insurger contre les moindres revendications du prolétariat. Hörsing a triomphé, mais Eoch est sur le Rhin, et les vainqueurs de la guerre civile sentent à leur cou la corde des vainqueurs de la guerre impérialiste. Ils auront plus qu'auparavant le sentiment de ne pouvoir s'appuyer sur les masses ouvrières maltraitées par eux; ils cède-

ront de plus en plus aux exigences du Capital mondial, pour rejeter toutes les charges imposées par l'Entente sur le dos du prolétariat allemand, et ainsi viendra le moment où les ouvriers, odieusement trompés par les social-démocrates, les Indépendants et la bureaucratie syndicale, verront qu'ils n'ont plus que le choix entre une existence honteuse dans la double captivité du capital allemand et du capital de l'Entente et une lutte vaillante et solidaire pour l'instauration du pouvoir des soviets en Allemagne.

Nous pleurons avec vous les héros tombés sur le champ de bataille de l'affranchissement du prolétariat. Avec vous, nous pensons avec une colère ardente aux souffrances des camarades emprisonnés, livrés actuellement à l'arbitraire infâme des honteux tribunaux social-démocrates. Le premier assaut de l'avant-garde prolétarienne a échoué. La bourgeoisie et ses laquais essayeront de semer le découragement parmi les troupes en retraite.

L'Internationale Communiste vous le déclare: Vous avez bien agi. Vous avez écrit une page nouvelle dans l'histoire de la classe ouvrière allemande. Armez-vous pour les combats futurs, étudiez les leçons des combats précédents, serrez vos rangs, renforcez vos organisations, légales et clandestines, fortifiez votre discipline prolétarienne et le sens communiste des combattants. N'oubliez jamais les victimes du nouveau

mars.
Vive le prolétariat communiste unifié d'Allemagne!

Vive la révolution prolétarienne allemande!
Vive l'Internationale Communiste!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

Moscou, 6 avril 1921.

AU CONGRÈS DE LA GAUCHE TCHÉCO-SLOVAQUE

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse son salut fraternel à votre Congrès, dont il attend qu'il devienne le Congrès constituant du Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie.

Deux ans et demi se sont écoulés depuis que la Tchéco-Slovaquie existe comme Etat indépendant. Les ouvriers tchèques fondaient bien des espérances sur leur indépendance nationale. Ils étaient libérés de l'oppression des bureaucrates étrangers de l'Autriche. Ils croyaient être devenus les maîtres dans leur propre maison. Mais ils durent bientôt se convaincre que les véritables maîtres de l'Etat tchèque étaient non pas les masses prolétariennes, mais les capitalistes, les grands propriétaires, les exploités campagnards, tchèques ou allemands. Les social-démocrates tchèques, Tusar, Nemetz, Soukoup et autres, se sont partagé la direction du nouvel Etat. Les ouvriers tchèques attendaient d'eux qu'ils les secouraient dans leur misère grandissante. Mais les social-démocrates de la coalition gouvernementale étaient les prisonniers de la bourgeoisie et trahissaient chaque jour les intérêts du prolétariat tchèque et universel. Les masses ouvrières qui, au début, regardaient les communistes comme des agents de la Russie, qui ne les défendaient pas lorsque le gouvernement et les social-démocrates persécutaient sauvagement Muna et autres camarades communistes, ces mêmes masses sont peu à peu sorties de leur erreur. Dans les rangs de l'ancien parti social-démocrate, nous avons vu grandir sans cesse le nombre des ouvriers qui se sont persuadés que le seul moyen de défendre les intérêts de leur classe n'est pas de se coaliser avec la bourgeoisie, mais de la combattre, de détruire l'Etat capitaliste, d'organiser un gouvernement prolétarien des soviets de Tchéco-Slovaquie. Cette conviction donna lieu à une scission à l'intérieur de l'ancienne social-démocratie. Les ouvriers révolutionnaires se séparèrent des socialistes du gouvernement et, pendant les grandes grèves de décembre, prouvèrent qu'ils ne reconnaissaient pas seulement en paroles l'idée communiste.

La grève de décembre ne s'est pas bornée à manifester le courage et l'énergie des ouvriers révolutionnaires tchéco-slovaques, elle a manifesté également les défauts d'organisation et de tactique du parti gauche fondé par eux. Ce parti manqua à la fois de direction politique et organisatrice, chose qui avait sa cause profonde dans les chefs. Il s'est trouvé parmi eux de nombreux éléments qui ont saboté consciemment ou inconsciemment la cause du communisme. Dès lors que ces éléments, inféodés à la portion nationaliste de la classe ouvrière, n'ont pas encore osé adhérer publiquement à l'Internationale Communiste et s'unir franchement aux communistes de la partie allemande de la Tchéco-Slovaquie, il est clair qu'ils sont incapables de rompre vraiment avec leur bourgeoisie, de répondre sans réserve à ses coups, là où les circonstances sont favorables d'entreprendre l'attaque contre cette bourgeoisie.

Nous espérons que, au prochain Congrès, le parti ne prendra pas seulement le nom de communiste afin de se séparer extérieurement de la social-démocratie souillée par sa coalition avec la bourgeoisie, mais en-

core adhérera intérieurement, franchement et sans réserve aux principes et à la tactique de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif n'a jamais contesté les bénéfices de la prudence, toutes les fois que par elle on peut gagner les masses ouvrières. Mais celui qui ne comprend pas que le seul moyen de combattre le nationalisme est de lui opposer de front le drapeau internationaliste, que les ouvriers de toutes nationalités, dans un seul et même Etat, doivent s'unir en un seul parti, qu'à l'époque de la révolution mondiale, une organisation illégale du prolétariat est indispensable pour être armée contre la bourgeoisie, celui-là n'est pas un communiste prudent, mais un centriste assez avisé pour ne pas se déclarer publiquement partisan de l'Internationale deux-et-demie. Le temps est passé des demi-décisions. L'Internationale deux-et-demie a montré en Allemagne que ceux qui veulent occuper une position intermédiaire entre la révolution et la contre-révolution arrivent fatalement, à l'époque actuelle, dans le camp de cette dernière. Les Indépendants d'Allemagne, pendant les journées de mars, ont combattu du côté de la contre-révolution. Le parti Longuet en France, qui jusqu'à présent se vantait de ses mérites en faveur de la Russie Soviétiste, s'est, pendant la dernière affaire de Cronstadt, mis dans les rangs des Militoukoff, Goutchkoff, Wrangel et autres chefs de la contre-révolution. Il voudrait être à la fois dans les deux camps; il cherche actuellement à former dans l'Internationale Communiste une droite qui, en réalité, n'est autre chose que l'Internationale deux-et-demie.

Le Comité Exécutif espère fermement que les communistes tchèques, à qui l'expérience de la grève de décembre a appris à abandonner toute demi-mesure ne se déclareront pas solidaires de Serrati et de Lévi, mais bien des principes et de la tactique de l'Internationale Communiste. D'après ces derniers, celui-là seulement qui est prêt à grouper les communistes en un seul parti pour la lutte à mort contre le capitalisme et en faveur de la dictature du prolétariat est communiste, celui-là seul appartient à l'Internationale Communiste. A l'intérieur seulement de ce cadre, il est permis de faire des concessions aux personnes et aux traditions. Chaque pas fait plus loin nous conduira dans les marais du centrisme.

L'Internationale Communiste connaît l'énergie révolutionnaire manifestée par les ouvriers tchèques à l'époque où ils étaient encore esclaves des illusions nationalistes. Elle espère fermement que cette énergie révolutionnaire s'alliera avec la raison communiste, afin de donner naissance à un grand parti communiste d'action révolutionnaire en Tchéco-Slovaquie.

Vive l'union des prolétaires allemands, tchéco-slovaques et hongrois de Tchéco-Slovaquie!

Vive le grand Parti Communiste centralisé et combattu de Tchéco-Slovaquie!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution universelle!

LE COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

AU PARTI COMMUNISTE TCHÉCO-SLOVAQUE

Ayant appris la décision de votre congrès, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste envoie son salut fraternel aux ouvriers de Tchéco-Slovaquie et à leur parti communiste, désormais définitivement constitué. L'avant-garde du prolétariat tchéco-slovaque a su triompher des vieux préjugés nationalistes, des hésitations de ses chefs et du joug de la réaction bourgeoise. Votre parti qui compte plusieurs centaines de milliers de membres saura, nous en sommes certains, occuper une des premières places dans l'Internationale Communiste. Nous envoyons notre salut le plus chaleureux aux glorieux camarades, actuellement

emprisonnés en Tchéco-Slovaquie. Nous attendons de votre parti une nombreuse délégation au III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste.

Vive le puissant Parti Communiste Tchéco-Slovaque!

Vive la Révolution Mondiale!

*Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

G. ZINOVIEV.

Prague, 23 mai 1921.

AU PROLÉTARIAT ITALIEN

Chers camarades,

Un décret du gouvernement royal a dissous le Parlement et ordonné de nouvelles élections. Le gouvernement de Giolitti, que tout le monde appelle le dernier gouvernement du Roi et de la bourgeoisie, essaye d'organiser une nouvelle représentation parlementaire, en opposant au prolétariat révolutionnaire un front unique, composé par la bourgeoisie, avec le soutien des bandes de terroristes fascistes à sa solde.

Camarades ouvriers, les conditions dans lesquelles vous irez aux urnes ne sont plus celles de la dernière fois: aujourd'hui, la bourgeoisie a pris de l'audace. Depuis l'armistice, l'Italie est demeurée un pays: en état de crise révolutionnaire aiguë. Tous les partis bourgeois qui se sont succédés au pouvoir ont montré leur entière impuissance à sortir le pays et les masses populaires du marasme économique. L'Italie, entre tous les pays vainqueurs, est celui qui a le plus douloureusement senti les résultats de cette «victoire». Tous le comprennent et le voient. Nitti et Giolitti n'ont cessé de tromper le peuple, afin de gagner du temps par des concessions sur le papier, reprenant de la main gauche ce qu'ils donnaient de la droite. Toutes les mesures prises par les anciens gouvernements se sont réduites à créer une nouvelle armée pour le maintien de l'ordre et de la propriété, la «Guardia Reggia», à renforcer la gendarmerie, à élever le prix du pain, à porter au maximum les impôts. L'inflation monétaire devient chaque jour plus menaçante, la cherté de la vie augmente, le chômage se multiplie, la fermeture des usines et la réduction des heures de travail prennent des dimensions catastrophiques. La bourgeoisie italienne sent sa dernière heure arrivée. Voilà pourquoi elle se livre avec une si

sauvage furie à la provocation et à la terreur avec ses bandes mercenaires d'officiers sans-emploi, d'étudiants de bonne famille, poursuivant les masses, ruinant les maisons populaires et les bureaux des journaux ouvriers. La guerre civile est dès maintenant, en Italie, un fait quotidien.

L'offensive de la bourgeoisie a précédé celle du prolétariat. C'est que l'ancien parti socialiste, composé d'éléments divers et hétérogènes, n'a pas su utiliser les occasions plusieurs fois offertes d'engager la lutte finale contre la bourgeoisie. Comme toujours et partout, les réformistes et les opportunistes d'Italie ont fait et continuent à faire leur œuvre: ils aident, consciemment ou inconsciemment, la bourgeoisie à restaurer l'édifice économique du Capital.

Camarades ouvriers, depuis l'armistice, on vous a étourdis de discours sur la nécessité de rétablir la production, de restreindre la consommation, etc. Ces discours émanent moins encore des écrivains bourgeois que des socialistes réformistes qui, en demeurant dans l'ancien parti socialiste, continuent leur propagande contre la révolution et pour la collaboration avec la bourgeoisie. Visiblement, l'histoire de ces dernières années n'a rien appris à ces messieurs. Par contre, elle a beaucoup appris aux ouvriers qui savent aujourd'hui distinguer leurs amis de leurs ennemis.

Vos réformistes se répandent en lamentations, chaque fois que des bandes fascistes arrosent du sang prolétarien les rues des villes et des villages italiens. Mais ils se bornent à inviter tout le monde à la conciliation, au calme et au désarmement. Or, que signifie tout cela, dans la situation actuelle du prolétariat italien? Rien d'autre que la capitulation, le désarmement de la classe ouvrière en face d'une bourgeoisie armée jusqu'aux dents. Non, ce n'est pas avec des discours pleu-

rards qu'on mettra à la raison le dogme enragé qui a brisé sa chaîne, le bourgeois fasciste, c'est par la lutte organisée et en commun. En réponse à la férocité de la gendarmerie et des fascistes, la classe ouvrière italienne doit énergiquement et constamment mettre en pratique sa devise: désarmer les fascistes et armer les ouvriers!

Camarades ouvriers, pour la première fois, à ces élections prend part le jeune Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste. Vous vous rappelez sans doute l'histoire de sa naissance, et comment, au congrès de Livourne, les réformistes, grâce à Serrati et à son groupe, reslèrent dans le parti, tandis qu'on obligeait à en sortir l'aile la plus révolutionnaire, les communistes. Les événements ultérieurs de la vie politique italienne, comme de celle du parti socialiste, ont montré que les unitaires de Serrati ont, en réalité, favorisé et favorisent encore l'influence pernicieuse et désagrégeante des opportunistes, c'est-à-dire finalement de la bourgeoisie. C'est bien là-dessus que compte d'ailleurs le vieux renard de la bourgeoisie italienne, Giolitti. Il sait à merveille que, dans l'ancien parti socialiste, restent très forts les éléments parlementaires, syndicaux, coopératifs et municipaux réformistes, qui ne cachent pas leur unique désir d'entrer dans le gouvernement, de collaborer avec la bourgeoisie, ou, comme ils disent, de s'occuper d'un travail «constructif». Dans ces conditions, nous croyons et nous espérons que le parti communiste, malgré sa courte existence politique, aura déjà su conquérir, par son dévouement sans bornes aux intérêts des ouvriers, les sympathies de tout le prolétariat italien. Seul, le parti communiste s'est solidarisé avec les ouvriers qui naguère ont lutté et sont tombés, à Florence et dans les autres villes. Seul, il déclare franchement et ouvertement son programme communiste révolutionnaire. Seul, il se propose de préparer et d'organiser l'insurrection armée. Seul, il ne cache pas sa devise: aux violences de la bourgeoisie, il faut répondre par la violence organisée du prolétariat.

Camarades ouvriers, les députés, la bureaucratie syndicale de l'ancien parti socialiste, ne

manqueront pas de vous faire, comme toujours au moment des élections, toutes sortes de promesses irréalisables. Seul, le parti communiste, section de l'Internationale Communiste, ayant sur son drapeau l'emblème de la République Soviétique, vous déclare sans détour qu'il entre au Parlement, non point pour un travail organique, mais pour la propagande et l'agitation communiste, pour utiliser les occasions et la tribune parlementaire, afin d'augmenter encore la cohésion et l'organisation du prolétariat en vue de la lutte finale contre la bourgeoisie, en vue de la révolution.

Camarades ouvriers, n'oubliez pas votre devoir fraternel de solidarité envers la Russie Soviétique qui, depuis quatre ans déjà, après avoir repoussé toutes les attaques de la bourgeoisie universelle, se prépare au labeur pacifique si nécessaire, non seulement aux masses ouvrières et paysannes de Russie, mais encore aux prolétaires du monde entier. Votre affection, votre solidarité fraternelle avec le prolétariat russe, avec la fédération des Soviets de Russie, vous pouvez les montrer et les manifester en envoyant au cœur de la citadelle bourgeoise, dans son Parlement, le plus grand nombre possible de communistes révolutionnaires qui prendront les moyens indiqués pour empêcher la bourgeoisie de brider le prolétariat, de l'asservir, et qui, par leurs interventions parlementaires décisives, combinées avec les manifestations des foules dans la rue, sauront hâter le jour de la complète victoire du prolétariat et du triomphe du communisme en Italie.

Votez donc seulement pour les candidats du Parti Communiste Italien!

Votez pour l'Internationale Communiste et sa section italienne!

Votez pour la Russie Soviétique et le parti fraternel, le Parti Communiste Italien!

Vive le prolétariat italien et son représentant, le Parti Communiste!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

AU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE BULGARIE

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse son salut fraternel au Congrès du Parti Communiste de Bulgarie.

Le Parti Communiste de Bulgarie, héritier du vaillant parti conséquent des «tesniaks», est un des meilleurs et des plus nombreux partis de l'Internationale Communiste. C'est lui qui, un des premiers, a adhéré sans réserve aux principes du communisme. Le Parti Communiste de Bulgarie, en qualité de membre de l'Internationale Communiste, a su se lier, plus étroitement encore qu'avant, avec les masses ouvrières et paysannes opprimées, conquérir de nouvelles positions et

combattre la domination des capitalistes et des exploités campagnards. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste espère que le Parti Communiste de Bulgarie profitera de son Congrès pour examiner de la façon la plus attentive si ses organisations, dans leur action politique, répondent exactement aux exigences imposées par l'histoire à un parti communiste. La participation au Parlement et aux conseils municipaux ne doit pas servir à un mesquin travail réformiste, mais à l'éveil révolutionnaire des masses. Pour cette même action révolutionnaire, il est indispensable de créer des organisations illégales, puisque la bourgeoisie

peut à tout instant, pendant le combat, miner les organisations légales du parti. Les démarches révolutionnaires véritables ne tombent pas toutes faites du ciel: les conditions qui leur donnent naissance ne peuvent pas être préparées seulement par l'agitation et la propagande. Elles se produisent lorsqu'un parti est décidé courageusement et délibérément à accuser chaque conflit social et à le généraliser. C'est la seule façon pour que la réclamation continuelle de réformes partielles se change en une lutte pour le pouvoir politique. Cette lutte pour le pouvoir est, dans les Balkans, plus facile que dans l'Europe Occidentale, parce que la bourgeoisie est moins fortement organisée. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière et les paysans pauvres dans un des Etats balkaniques ne manquera pas d'avoir un puissant écho dans les Etats voisins, puisque, dans tous les Balkans, les gouvernements sont en proie aux plus sérieuses difficultés. La révolution dans les Balkans n'aura pas seulement pour conséquence d'affranchir du capitalisme la classe ouvrière locale, et des exploités ruraux la classe paysanne, mais elle

favorisera encore immensément la victoire de la révolution dans l'Europe Centrale et Occidentale. La révolution dans les pays agricoles du Sud-Est libérera l'Allemagne et l'Italie de toute menace de blocus alimentaire de la part de l'Amérique. Elle rapprochera la révolution des peuples d'Asie, qui n'ont encore senti ses flammes que de la Russie. Dans l'espoir que la conscience des grandes tâches qui reposent sur lui invitera le Congrès du Parti Communiste de Bulgarie à faire de nouveaux efforts, le Comité Exécutif lui souhaite un labeur énergique et fructueux.

Vive le Parti Communiste Bulgare!

Vive la Révolution Balkanique!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution universelle!

LE COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Moscou, 4 mai 1921.

AU PROLÉTARIAT DE LA YOUGOSLAVIE ET DES BALKANS

Camarades,

Nous avons appris avec indignation l'infamie commise par la bourgeoisie yougoslave contre le Parti Communiste et les syndicats de Yougoslavie.

Épouvanté par votre lutte énergique et audacieuse pour le triomphe du communisme, le gouvernement bourgeois yougoslave, uni aux monarchistes et encouragé par l'Entente, s'est décidé, contrairement aux lois du pays et malgré l'Assemblée Constituante de Belgrade, à dissoudre le parti communiste et les syndicats yougoslaves qui englobent des centaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières.

Non content de violer les lois nationales, le gouvernement yougoslave a fait arrêter, assommer et tuer des ouvriers et des paysans innocents. La caisse des organisations syndicales a été confisquée, les clubs et les maisons populaires ont été fermés, les journaux et les revues suspendus, le droit de réunion supprimé. On ne vous permet même pas de juger l'acte odieux du gouvernement. En un mot, vous êtes mis hors la loi, vous êtes déclarés les ennemis du peuple.

Qu'est-ce à dire, camarades?

Lorsque les nationalistes serbes machinèrent la guerre fratricide de cinq ans, lorsque, enrôlés de force dans les troupes, vous versiez votre sang sur les champs de bataille, lorsque vos femmes et vos enfants étaient en butte aux horreurs de l'invasion étrangère, lorsque, vous et vos proches, vous donniez votre vie soi-disant pour l'union «nationale» du peuple serbe, en réalité pour la réalisation des plans de conquête des monarchistes serbes, alors vous étiez considérés comme des patriotes, comme les dignes fils de la terre yougoslave.

Mais maintenant, lorsque vous avez déclaré votre volonté et que vous avez dit comment devait être gouverné le pays arrosé du sang de milliers de vos frères; lorsque, par l'intermédiaire de votre défenseur, le Parti Communiste Yougoslave, vous avez déclaré vouloir être les maîtres de votre terre, gouverner vous-mêmes votre pays et disposer de votre sort; lorsque vous avez proclamé votre solidarité fraternelle avec les ouvriers et paysans bulgares, roumains et grecs, lorsque vous vous êtes ralliés sous le drapeau du communisme pour la défense de la République Soviétique Balkanique, vous êtes devenus, du coup, les plus dangereux ennemis de l'Etat yougoslave, on vous poursuit, on vous arrête, on vous extermine.

Camarades, les ennemis des peuples yougoslaves, ce sont la bourgeoisie et les partis monarchistes. Ils sont «patriotes», parce que l'Etat leur donne le pouvoir, la richesse et le luxe. Ils sont incapables de rien sacrifier pour le bonheur du peuple, ils l'ont prouvé par la guerre qui n'a été pour eux qu'une source de profits étonnés. Et maintenant, pour conserver leurs richesses volées au peuple qu'ils ont réduit à la misère, ces bandits vous déclarent, vous, ouvriers et paysans, les ennemis du peuple.

Mais, camarades, si le gouvernement yougoslave se permet de semblables violences, c'est uniquement parce qu'il a l'appui des gouvernements des autres pays balkaniques qui sont partie de la Petite-Entente et l'approbation des impérialistes de l'Entente. La principale tâche de la Petite-Entente est d'unir la bourgeoisie balkanique: tout d'abord, pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat balkanique et ensuite, pour l'agression armée contre la Russie soviétique. L'acte de violence, accompli maintenant

contre vous et vos organisations par votre gouvernement, est le premier pas vers la réalisation du plan élaboré à Londres et à Paris pour l'écrasement de la révolution prolétarienne et de la Russie soviétiste.

Mais, de même que toutes les attaques des impérialistes contre la Russie soviétiste se sont, jusqu'à présent, brisées contre la solidarité puissante des ouvriers et paysans russes, de même toute agression contre la Russie soviétiste, soutenue par la bourgeoisie de la Yougoslavie et des Balkans, se brisera contre la volonté inébranlable du prolétariat balkanique.

Camarades yougoslaves, la lutte que vous soutenez pour votre émancipation est aussi celle de tout le prolétariat balkanique. La terreur gouvernementale provoquera une nouvelle explosion d'indignation parmi les masses ouvrières et paysannes de la Yougoslavie et des Balkans, et bientôt c'en sera fait de la domination de la bourgeoisie yougoslave et balkanique. Dans cette lutte à mort, vous devez faire bloc avec votre parti, avec le Parti Communiste Yougoslave, vous rallier sous les drapeaux de la Fédération communiste Balkanique et ne pas vous laisser enlôler par les centristes et les social-traitres, qui ne croient pas en la révolution et en l'émancipation du prolétariat du joug du capitalisme. Par sa politique de terreur, le gouvernement yougoslave s'est chargé lui-même de réfuter Dragich Laptchévitch et

autres social-traitres qui affirmaient que la classe ouvrière pouvait arriver à son émancipation par la soumission à la bourgeoisie. Impuissante à lutter même sur le terrain de sa «légalité», la bourgeoisie s'est démasquée: elle a eu recours à la violence et à la terreur pour briser votre solidarité et détruire vos organisations. Au pilori, les nouveaux séides de la bourgeoisie, hier encore champions du socialisme et aujourd'hui traitres à la cause ouvrière!

Camarades, de la fermeté! La solidarité la plus complète vous unit à tout le prolétariat organisé sous le drapeau de la III^e Internationale Communiste. La violence, la terreur infâme du capitalisme mondial viendront se briser contre les forces prolétariennes coalisées de l'Europe et des Balkans.

En même temps que l'expression de la sympathie la plus ardente, nous vous envoyons le salut le plus chaleureux du prolétariat russe et du prolétariat de toute l'Internationale Communiste.

Vive le prolétariat yougoslave!

Vive la Révolution Balkanique!

Vive la révolution prolétarienne internationale!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

AU CONGRÈS DE L'UNION JUIVE DE POLOGNE (BUND)

C'est avec satisfaction que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a appris du délégué de votre Comité Central le désir de votre organisation d'être reçue dans l'Internationale Communiste. Conformément à votre désir, il a décidé de donner, dans une lettre adressée au congrès de votre parti, des explications détaillées sur l'application à votre organisation des conditions d'admission établies par le II^e Congrès.

C'est avec le plus grand intérêt que nous suivons le développement de votre organisation où, sous la pression des masses ouvrières, il s'est formé une gauche luttant contre la droite contre-révolutionnaire et le centre hésitant. Nous avons appris également avec joie que la gauche a déjà rallié à son point de vue la majorité des membres du parti, a déclaré sortir de la II^e Internationale et s'est prononcée pour l'entrée dans l'Internationale Communiste. Mais votre représentant nous a communiqué que votre Comité Central, après avoir examiné les 21 conditions d'adhésion, avait décidé de demander au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste l'autorisation de conserver dans vos rangs les membres du centre. Votre centre, alléguait-il, se compose de socialistes sincères, véritables, éprouvés dans la lutte contre

le tsarisme, de révolutionnaires et de camarades loyaux qui se soumettent à la majorité communiste.

Mais le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne peut faire droit à cette demande, car elle est en contradiction avec l'esprit et avec la lettre des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, basés sur l'expérience du mouvement ouvrier dans tous les pays et confirmés par la pratique de votre propre organisation. Nous ne pouvons renoncer à exclure la droite et le centre. Et si nous agissons ainsi, ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Internationale Communiste, mais dans l'intérêt de cette fraction de votre organisation qui est déjà pénétrée de l'esprit communiste, et aussi dans l'intérêt de tout le mouvement communiste en Pologne.

Jusqu'à ces derniers temps, votre organisation a été dirigée par des gens qui menaient ouvertement une politique de trahison et de lutte contre le communisme (Medem et consorts), ou occupant une position réformiste intermédiaire (Mikhalévitch, Erlich). Ainsi, dans la question de l'attitude envers la Russie soviétiste, toute la presse bundiste a toujours flotté entre l'hostilité déclarée et la neutralité bienveillante, mais équivoque. Dans

le mouvement ouvrier (en Pologne, et particulièrement dans les conseils d'ouvriers de 1919) le Bund a joué le rôle de tampon entre les socialistes du Parti Socialiste Polonais et le parti communiste révolutionnaire. Que votre droite se soit liquidée d'elle-même, qu'elle n'existe plus du fait que ses représentants les plus en vue ont émigré ou ont abandonné la vie politique, que vous soyez ainsi débarrassés de cette aile de votre parti, c'est là une affirmation qui ne soulève pas la critique. Sans modifier en rien leur position, nombre de droitiers, parfois des plus influents, sont restés dans le parti où ils continuent à occuper des postes de confiance.

La droite comme la gauche de votre centre se composent de gens qui, quoique acceptant la dictature, ne renoncent pas pour cela à la démocratie, qui, quoique acceptant la révolution mondiale comme un fait, ne font rien néanmoins pour l'accélérer, donc de partisans déclarés et conscients des principes de la II-e Internationale et demie, de gens qui ne peuvent être les chefs d'un parti résolu et révolutionnaire. Or, ces gens, à l'heure actuelle, après la victoire de la gauche, occupent encore dans votre organisation les postes les plus importants. Ils vous représentent dans les conseils municipaux, dans les rédactions de vos organes, ils exercent une influence considérable sur les syndicats et les coopératives. Il suffira de citer des noms comme Erlich, Mikhalévitch, Schaumann, Lichtenstein, Meyer, Chafran, le Dr. Bross, pour montrer que vous remettez le drapeau de votre parti entre les mains de gens qui n'ont rien de commun avec le communisme; bien plus, qui, quelquefois, luttent de toutes leurs forces contre ce dernier. Il suffit de mentionner que, dirigée par ces gens, votre organisation qui, pendant notre offensive de l'été dernier, exprimait ouvertement sa sympathie pour la Russie soviétique, est revenue de nouveau à ses hésitations en octobre et que votre organe central a publié un article où, commentant l'issue de la bataille de Varsovie, il concluait à la nécessité de la modération de la tactique du parti auquel nos succès militaires avaient tourné la fête.

Composée presque exclusivement d'ouvriers inexpérimentés dans le journalisme et dans l'art oratoire et qui ne connaissent qu'imparfaitement la langue du pays, votre gauche, nous le savons, estime qu'elle ne peut renoncer aux services de ces politiciens experts que sont les centristes, d'autant plus qu'elle espère en leur loyauté parfaite. Mais nombre de partis et de pays se trouvaient et se trouvent encore dans la même situation, et croire que l'on peut, sans porter tort au développement de la lutte révolutionnaire, conserver ces politiciens à des postes plus ou moins importants du mouvement ouvrier, c'est là une illusion contre laquelle nous nous sommes résolument élevés, dans la 2-e condition d'admission à la III-e Internationale.

En un mot, nous demandons que votre organisation satisfasse complètement à toutes les conditions posées par le II-e Congrès, et particulièrement aux conditions suivantes:

«1. Tous les organes de la presse doivent être dirigés par des communistes sûrs.

«2. Les réformistes et les centristes seront écartés de tous les postes impliquant tant soit peu de responsabilité et remplacés par des communistes éprouvés, même s'il faut pour cela substituer des ouvriers sortis du rang à des opportunistes «expérimentés».

«7. Rupture absolue, dans le plus bref délai possible, avec les opportunistes avérés.

«11. Les groupes parlementaires du parti, les conseils municipaux, etc., devront être révisés dans leur composition et on en écartera tous les éléments douteux; ce n'est pas là seulement une question de forme, mais une question politique de la plus haute importance.

«17. Le parti devra changer son appellation.

«20. Les deux tiers au moins des membres du Comité Central et des institutions centrales les plus importantes devront être des communistes éprouvés.

«21. Tous les membres du parti qui rejettent ces 21 conditions d'adhésion seront exclus du parti. Il en sera de même des délégués qui, au congrès du parti, voteront contre les dites conditions».

Les conditions et les thèses fondamentales approuvées par le II-e Congrès prévoient des exceptions à la clause 7 (exclusion de tous les centristes) et à la clause 20 (composition de la direction du parti), mais cela, avec l'assentiment du Comité Exécutif. Lorsque votre organisation aura appliqué les conditions d'adhésion, le Comité Exécutif, il va de soi, considérera de son devoir de soumettre à un examen minutieux les exceptions possibles que vous nous proposerez de faire et tiendra compte de toutes les circonstances pouvant être prises en considération.

La 15-e condition d'admission exige le renoncement à l'ancien programme social-démocrate. Vous devez, par conséquent, renoncer à cette partie de votre ancien programme où vous demandez l'autonomie nationale dans les cadres de l'Etat capitaliste, c'est-à-dire la formation d'une communauté composée de toutes les classes de la population ouvrière juive: cette demande, nous la rejetons, non pas parce que prématurée, mais parce que nationaliste.

Lorsque seront remplies ces conditions obligatoires instituées par le II-e Congrès et conformes à l'esprit du communisme révolutionnaire, lorsque votre organisation sera affiliée à l'Internationale Communiste, on pourra procéder à la solution de la question d'organisation, au fusionnement de votre parti et du Parti Communiste Polonais en un parti centralisé. Dans cette union, il va de soi, les besoins particuliers du mouvement juif ainsi que les intérêts de tout le mouvement communiste polonais seront pris en considération. Il n'est pas douteux alors qu'il sera possible de trouver les formes d'organisation qui résoudront de la façon la plus heureuse et la plus pratique ce problème dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, en Pologne.

Le 1-er juin, ce sera l'ouverture du III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Au nom du Comité Exécutif, nous invitons votre organisation à envoyer ses représentants à ce congrès, afin qu'ils puissent prendre plus étroite-

ment contact avec l'Internationale Communiste tout entière et approcher ainsi le moment de l'entrée définitive de votre organisation dans l'armée de la révolution mondiale. Le Comité Central espère que la classe ouvrière juive, qui, malgré l'opportunisme de ses chefs précédents, a joué un rôle révolutionnaire des plus importants dans la lutte contre le tsarisme, sera aussi l'un des lutteurs d'avant-garde de la révolution prolétarienne contre le capitalisme. Le Comité Exécutif espère que la bravoure et la fidélité prolétariennes, qui ont toujours caractérisé les ouvriers juifs, triompheront de toutes les survivances opportunistes dans les syndicats; il compte voir bientôt les masses ouvrières juives, unies dans le Bund, marcher côte-à-côte avec les prolétaires polonais et former avec ces derniers, dans la grande révolution mondiale, l'armée qui rétablira le lien entre les prolétaires russe et allemand. Par votre rupture avec les opportunistes et les centristes, vous perdrez des spécialistes de la

politique et des forces techniques, mais vous deviendrez mille fois plus forts par votre esprit révolutionnaire, libéré de toute entrave, et par votre union avec le prolétariat polonais et le prolétariat mondial. Les ouvriers juifs, qui ont toujours été, non seulement les esclaves du capitalisme, mais des parias parmi les exploités, riposteront aux persécutions de la contre-révolution polonaise et aux horreurs de l'antisémitisme par l'entrée dans les rangs de l'Internationale Communiste, ce berceau de l'émancipation internationale.

Vive le prolétariat révolutionnaire juif!

Vive l'union du prolétariat juif et du prolétariat polonais!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution mondiale!

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

SECTIONS DE L'INTERNATIONALE

CONFÉRENCE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE BALKANIQUE

A Vienne, du 24 au 28 février 1921, eut lieu la Conférence de la Fédération Communiste Balkanique. Y étaient représentés: le Parti Communiste Bulgare (tschaks), par le secrétaire du parti, le camarade Kolaroff, et le camarade Dimitroff, tous deux membres du Comité Central; le Parti Communiste Yougoslave, par les camarades Klémentitchich et Tsvilich, membres du Conseil Central, et Milkitch (*) délégué du parti auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Parti Communiste Roumain n'avait pu envoyer à temps sa délégation, et ce n'est qu'à la fin de la conférence qu'il mandata pour l'y représenter le camarade Marcon qui, quoique présent à la plus grande partie des séances, au début n'avait point participé activement aux travaux de ladite conférence. Le membre du Parti Communiste Roumain, le camarade Gera, député au Parlement, qui se trouvait alors, par hasard, à Vienne, prit part également aux travaux de la conférence. Le Parti Socialiste Ouvrier Grec avait informé que, empêché par des difficultés d'ordre technique, il ne pouvait envoyer de délégué (†).

La conférence s'ouvrit le 24 février. On procéda à l'élection du bureau, dont les présidents furent les camarades Milkitch et Kolaroff. Ce dernier mit l'assemblée au courant du but et des tâches de la conférence. Après avoir retracé l'existence de la Fédération Socialiste Balkanique, déjà fondée avant la guerre et restaurée après la guerre par la Conférence balkanique, le camarade Kolaroff, se basant sur le manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, publié dans le N° 9 du journal *l'Internationale Communiste*, défini les tâches de la Fédération Communiste Balkanique.

(*) Le membre du Comité Central du Parti Communiste Yougoslave, le camarade Filipovitch, qui était venu spécialement à Vienne pour assister à cette conférence, tomba malade, et, obligé d'entrer à l'hôpital, ne put participer aux travaux de la Conférence.

(†) Au moment où nous rédigeons ce compte-rendu, le délégué du Parti Socialiste Ouvrier Grec se trouve à Vienne et nous n'avons pas de nous donner par écrit son opinion sur les différentes questions débattues au Congrès.

A titre d'hôtes, assistaient: le camarade Wertheim du Parti Communiste Autrichien et le camarade Luceaz du Parti Communiste Hongrois. En outre, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste avait envoyé deux représentants, les camarades A. et D.

Cette dernière doit coordonner l'action des partis communistes prolétariens des Balkans pour faire face aux menées des pays impérialistes qui, excitant les uns contre les autres les peuples balkaniques, s'efforcent d'utiliser dans leurs intérêts personnels les haines nationalistes de ces derniers. Il se basa sur la résolution adoptée, le 15 janvier 1920, par la Conférence communiste des Balkans à Sofia et publiée dans le N° 10 de *l'Internationale Communiste*. Il constate avec regret que la Fédération Communiste Balkanique n'avait pas encore d'existence réelle, et conclut à la nécessité d'organiser le Congrès projeté depuis si longtemps.

Le camarade D. donna des explications complémentaires sur l'organisation de la conférence actuelle. En novembre 1920, il avait parcouru les pays balkaniques dans le but: 1) d'organiser des éditions communistes; 2) de rassembler des matériaux d'information d'intérêt général, ainsi que des matériaux concernant spécialement le parti; 3) d'établir la liaison entre les pays balkaniques et Vienne, afin de donner au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste la possibilité d'être toujours informé de la situation dans les Balkans.

Le camarade A. fait ressortir l'importance des explications complémentaires du camarade D. Son camarade et lui devaient, disait-il, recevoir les renseignements nécessaires sur la situation dans les Balkans, sur la force des partis et leurs rapports réciproques. Il n'a jamais eu l'intention de restaurer à Vienne le «Bureau Sud-Orientale» contre lequel il a autrefois mené une lutte acharnée jusqu'à son écroulement. Mais la Fédération Communiste Balkanique est nécessaire, elle, par les conditions économiques et politiques du mouvement balkanique. Notre tâche est d'en faire un organisme vital car, jusqu'à l'heure actuelle, elle n'est, en somme, qu'une fiction. Si l'action des différents partis manque de coordination, il faut organiser la liaison entre eux. Il est indispensable, pour les pays balkaniques, de se préparer à la lutte contre l'Entente. Les impérialistes de l'Entente s'efforcent d'allier la discordie entre les différents peuples des Balkans, et c'est à quoi la Fédération Communiste Balkanique doit s'opposer. Mais l'union la plus étroite doit régner entre les partis communistes des pays balkaniques, et la tâche de la Conférence est de faire de la Fédération Balkanique un organisme vital. Cette dernière sera ainsi un organe de l'Internationale Communiste au sein duquel, toutefois, chaque parti conservera son autonomie complète.

Après échange de vues, les participants s'accordent à considérer la Conférence actuelle comme une conférence préparatoire au congrès qui devra se tenir sous peu, dans l'un des pays balkaniques.

Après une interruption de séance, l'assemblée se réunit à nouveau à midi.

A sa séance de l'après-midi du 24 février, la Conférence s'occupe de la liaison entre les différents partis des Balkans et arrête: 1) Chaque parti nomme un correspondant chargé d'informer, au moins une fois par mois, la presse du parti dans les autres pays. Copie de chaque correspondance sera envoyée au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Les correspondances pourront être faites dans la langue maternelle du correspondant; 2) Chaque parti nomme un camarade chargé de maintenir la liaison entre les différents pays balkaniques; 3) Chaque parti envoie aux autres partis balkaniques la liste des ouvrages qu'il a publiés, quelques exemplaires de chaque édition, au besoin il fournit même de littérature de propagande les partis des autres pays balkaniques; 4) Les présentes décisions entreront en vigueur dans le courant du mois de mars.

A la séance du 25 février, le camarade Kolaroff, après avoir exposé la situation aux Balkans et insisté à nouveau sur la nécessité de la Fédération Balkanique, propose de s'occuper des questions d'organisation. Il est nécessaire de déterminer la composition de la Fédération Communiste Balkanique. Selon lui, les seuls partis qui doivent entrer dans ladite fédération sont ceux de Bulgarie, de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce. Il faut s'efforcer de créer des partis communistes, en Albanie et à Constantinople. Dans cette dernière ville, les chances de succès sont très grandes: l'organisation d'une union professionnelle, même apolitique, amènera infailliblement, dans un avenir prochain, l'organisation d'un parti communiste dont tout favorise l'avènement. Quant à l'Autriche et à la Hongrie, le camarade Kolaroff estime qu'il est nécessaire de se tenir en liaison étroite avec ces pays et leurs partis communistes, et particulièrement avec la Hongrie, mais il considère que pour le moment, leur entrée dans la Fédération ne serait pas justifiée. C'est pourquoi, il conseille dans l'organisation de la Fédération Balkanique, de prendre en considération les données suivantes: 1) les pays balkaniques forment un tout économique; tous, ils communiquent directement ou indirectement avec la mer Égée; 2) ethnographiquement, ces pays sont étroitement liés les uns avec les autres, et les questions nationales, comme la question de la Macédoine, de la Dobroudja et autres, ne peuvent être résolues que par la Fédération Communiste Balkanique; 3) tous ces pays ont à peu près la même culture; 4) il est impossible d'organiser aucune action révolutionnaire dans l'un de ces pays, sans être assuré du concours des autres.

Le camarade Kléménchitch estime que pour que la Fédération ne soit pas, comme elle l'a été jusqu'à présent, une simple manifestation, elle doit tenir compte de la réalité. C'est pourquoi, il propose d'en fixer avant tout la composition. Il n'est pas d'avis que ladite Fédération doive devenir un nouvel organe de l'Internationale Communiste dans les Balkans, il faut assigner des tâches moins vastes, mais plus concises à la Fédération, dont le but est de diriger la propagande et l'action des différents partis balkaniques.

Au nom du Parti Communiste Autrichien, le camarade Wertheim déclare que, vu la situation spéciale de son pays, le parti qu'il représente ne peut prendre part aux bureaux techniques de l'Internationale Communiste, qu'ils soient organisés pour l'Europe Occidentale, les pays balkaniques ou les pays de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Dans la création de ces bureaux, le Parti Communiste Autrichien voit un danger pour la liaison étroite des différents partis avec le Comité Exécutif de Moscou. C'est pourquoi, il ne peut entrer dans la Fédération Communiste balkanique.

Au nom du Parti Communiste Hongrois, le camarade Lucacz salue l'assemblée des organisateurs de la Fédération Communiste Balkanique dont il reconnaît entièrement la nécessité. Le Parti Communiste Hongrois estime que le prolétariat hongrois doit, dans son action, marcher la main dans la main avec le prolétariat des peuples balkaniques. Mais, d'autre part, par toutes les conditions économiques et politiques, par toute sa culture, la Hongrie est liée beaucoup moins étroitement avec la péninsule des Balkans qu'avec quelques-uns des pays de ce congrément géographique. En outre, la situation de la Hongrie rend nécessaire la communauté d'action du prolétariat hongrois et du prolétariat tchéco-slovaque. C'est pourquoi, le Parti Communiste Hongrois estime qu'il ne peut entreprendre d'action commune avec la Fédération Communiste Balkanique qu'à titre exceptionnel et que son entrée dans la Fédération n'est ni nécessaire, ni désirable. La tâche de la Fédération est d'entrer en liaison avec le Parti Communiste Hongrois et de rendre possible leur collaboration réciproque dans leurs travaux. De son côté, le Parti Communiste Hongrois fera tout son possible pour organiser cette liaison.

Après une courte discussion, on élit une commission chargée d'élaborer les statuts de la Fédération Communiste balkanique.

La commission s'occupa de ce travail, pendant les journées du 26 et du 27 février. Le 27 au soir, à sa séance plénière, la Conférence à l'unanimité adopta les statuts de la Fédération Communiste Balkanique.

La Conférence Communiste des Balkans se termina par la séance du 28 février, à laquelle les différents partis présentèrent leurs rapports et où furent fixés la date et le lieu de réunion du congrès communiste balkanique.

PROJET DE STATUTS DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE BALKANIQUE

§ 1. La Fédération Communiste Balkanique est organisée pour exécuter les résolutions et les décisions de la Conférence Communiste balkanique, tenue à Sofia le 15 janvier 1920.

§ 2. a) La Fédération Communiste Balkanique englobe les sections balkaniques de l'Internationale Communiste: bulgare, yougoslave, grecque et roumaine.

Remarque.—Quand une section de l'Internationale Communiste sera organisée en Albanie, elle entrera dans la Fédération.

b) Au fur et à mesure de la formation de nouvelles sections de l'Internationale Communiste dans les Balkans, celles-ci entreront dans la Fédération. Leur acceptation sera soumise à la ratification de la Conférence de la Fédération.

§ 3. Pour la réalisation des buts et tâches indiqués au § 1, la Fédération Communiste Balkanique forme les organes suivants:

1. Conférence Communiste Balkanique.

2. Comité Exécutif de la Fédération Communiste Balkanique.

Adjonctions au § 1: a) La Confédération Communiste Balkanique est l'organe suprême de la Fédération Communiste Balkanique. Elle se réunit tous les 6 mois ou même plus souvent, en cas de nécessité.

b) Participent à la Conférence Communiste Balkanique les délégués élus par le Comité Central des sections balkaniques entrant dans la Fédération Communiste Balkanique.

Chaque section envoie un nombre déterminé de délégués. Chacun des délégués vote selon ses convictions.

Remarque.— Dans le cas où un Comité Central quelconque sera dans l'impossibilité d'envoyer tous les délégués auxquels il a droit, la Fédération peut accorder aux délégués présents le nombre de voix accordé à la section.

c) Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est informé, en temps utile, de toute convocation de la Conférence, afin de pouvoir y envoyer sa délégation.

d) La Conférence est convoquée par le Comité Exécutif de la Fédération, lequel fixe le lieu, la date et l'ordre du jour de la Conférence.

e) La Conférence élabore, en se conformant aux directives et aux décisions de l'Internationale Communiste, les directives de l'activité de la Fédération.

f) La Conférence élit le Comité Exécutif de la Fédération et fixe la résidence du Secrétariat de la Fédération.

Remarque.— Au cas où un membre quelconque du Comité Exécutif de la Fédération ou le secrétaire de la Fédération serait dans l'impossibilité de participer aux travaux et aux réunions dudit Comité, le Comité Central de la section qui l'a délégué lui assigne un remplaçant.

Adjonctions au § 2: a) Le Comité Exécutif de la Fédération est l'organe exécutif de la Fédération. Il se compose de 5 ou 7 membres représentant toutes les sections de l'Internationale Communiste qui font partie de la Fédération.

b) Le Comité Exécutif de la Fédération fixe le lieu de ses réunions, lesquelles seront mensuelles.

Remarque.— En cas de besoin, le Secrétariat de la Fédération a le droit de changer le lieu de la réunion.

c) Se conformant aux directives et aux décisions de l'Exécutif et du Congrès de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif de la Fédération dirige et contrôle—dans la mesure où leur activité a pour objet les buts et les tâches de la Fédération—l'activité générale et spéciale de la Fédération, ainsi que des sections de l'Internationale Communiste entrant dans ladite Fédération.

d) Se basant sur le principe de la centralisation démocratique et se conformant aux statuts de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif de la Fédération s'efforce d'organiser sur un modèle unique les diverses sections de l'Internationale Communiste entrant dans la Fédération.

e) Le Comité Exécutif de la Fédération aide, par tous les moyens en son pouvoir, les sections de l'Internationale Communiste entrant dans la Fédération, à développer leur activité dans le domaine de la propagande et de l'éducation communistes. Il organise et dirige le mouvement aux Balkans.

f) Le Comité Exécutif de la Fédération est en contact étroit avec le Secrétariat Syndical Balkanique. Il se charge de faire appliquer les décisions de l'Internationale Communiste relatives aux syndicaux.

Remarque.— Dans l'examen des questions concernant l'action des syndicaux, le Comité Exécutif de la Fédération prend l'avis des représentants du Secrétariat Syndical Balkanique.

g) Le Comité Exécutif de la Fédération peut prendre des décisions à toutes ses réunions où assistent les représentants d'au moins trois sections.

Adjonctions au § 3: a) Le Secrétariat de la Fédération est un organe permanent de l'Exécutif de la Fédération Balkanique. A sa tête, se trouve un secrétaire élu par le Comité Exécutif, lequel est responsable de l'activité du Secrétariat devant la Conférence et le Comité Exécutif de la Fédération Balkanique.

b) Le Comité Exécutif de la Fédération nomme les adjoints au secrétaire sur la proposition de ce dernier.

c) Le Comité Central de la Section de l'Internationale Communiste du pays où se trouve le siège du secrétariat, doit élire un secrétaire aide et adjoint.

d) Au cas où il serait impossible de convoquer une réunion extraordinaire du Comité Exécutif, les questions importantes et urgentes seront tranchées par le secrétaire de la Fédération Balkanique en accord avec le Comité Central du pays où se trouve le siège du secrétariat.

e) Le secrétaire à la gestion des affaires du Comité Exécutif de la Fédération, dont il exécute les décisions et fait la correspondance. Il organise le service d'information et de liaison entre les diverses sections de la Fédération et l'Internationale Communiste, entre la Fédération et l'étranger et les partis des pays voisins. Il prépare les matériaux nécessaires aux travaux du Comité Exécutif et fait à ce dernier des rapports sur son activité.

f) Les Comités Centraux des sections de l'Internationale Communiste entrant dans la Fédération doivent, par l'intermédiaire du Secrétariat, présenter au Comité Exécutif de la Fédération des rapports sur leur activité.

g) Les dépenses générales sont supportées par les différentes sections de l'Internationale Communiste entrant dans la Fédération Balkanique, proportionnellement à leur représentation respective.

§ 4. Conformément aux statuts de l'Internationale Communiste, la Fédération n'entrera en relations avec les partis communistes des autres pays que par l'intermédiaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

§ 5. a) La Fédération Communiste Balkanique, en tant que Fédération de différentes sections de l'Internationale Communiste, forme partie constitutive de l'Internationale Communiste. Par suite, toutes les décisions et résolutions de cette dernière sont obligatoires pour elle.

b) En conséquence, les organes de la Fédération, savoir: la Conférence et le Comité Exécutif, seront en rapport direct avec l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif, dont ils exécuteront les décisions et prescriptions.

§ 6. Les décisions et les prescriptions de la Fédération et de son Comité Exécutif seront obligatoires pour les diverses sections de l'Internationale Communiste entrant dans la Fédération.

§ 7. Les partis composant la Fédération restent sections indépendantes de l'Internationale Communiste avec laquelle ils peuvent entretenir des rapports directs. Chacun de ces partis aura droit à une représentation spéciale aux Congrès et au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

§ 8. Les présents statuts seront soumis à l'acceptation de la Conférence Communiste Balkanique, à laquelle il appartient de les compléter et de les modifier.

§ 9. Les présents statuts devront être ratifiés par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA SITUATION POLITIQUE EN BULGARIE

1. Organisation du Parti Communiste Bulgare

Pays petit-bourgeois essentiellement rural, la Bulgarie n'a qu'un prolétariat peu nombreux, dispersé sur tous les points du territoire. C'est pourquoi, les syndicaux ne peuvent pas y devenir d'immenses organisations de masses. Le faible développement industriel et l'absence de la grande agriculture empêchent le développement des syndicaux qu'entravent, en outre, la ruine économique provoquée par la guerre, l'arrêt de la production

et le chômage général. Par contre, les masses urbaines et paysannes opprimées, quoique rattachées à l'organisation professionnelle, constituent pourtant un élément révolutionnaire précieux, qui doit être rééduqué, organisé et discipliné pour la lutte révolutionnaire prochaine, ce qui ne peut être l'œuvre que du parti communiste. C'est pourquoi le parti communiste constitue, exceptionnellement en Bulgarie, une organisation plus vaste et plus nombreuse que l'Union générale des syndicaux. Il n'y a pas lieu de croire que cette situation

puisse se modifier : par son but et ses tâches et en tant qu'organisation de masses, le parti communiste continuera à avoir une importance beaucoup plus considérable que les syndicats. Et ainsi, le Parti Communiste Bulgare est destiné à un rôle de premier plan; par suite, les questions relatives à son organisation acquièrent une importance toute particulière et sont l'objet d'une attention spéciale de la part de ses différents organes. Il y a un peu plus d'une année que le parti est devenu un parti de masses. De grands efforts ont été faits pour améliorer et développer son organisation intérieure. Voici les résultats obtenus sous ce rapport:

1) Le Comité Central a une grande liberté d'action dans les cadres du programme et des résolutions des congrès et jouit d'une très grande autorité au sein du parti. Ses décisions, obligatoires pour tous, doivent être et sont en réalité strictement exécutées. Il se compose de 7 membres élus par le congrès du parti, dont deux: le secrétaire et le caissier, sont élus directement par le congrès. L'activité du Comité Central est celle d'un organe collégial, décidant de toutes les questions intéressant le parti.

Le secrétariat du parti comprend les sections, commissions et comités suivants: a) section financière, b) section d'organisation et de statistique, c) commission pour la propagande dans les campagnes, d) commission centrale féminine, e) commission centrale de la représentation communiste dans les administrations communales, régionales et les comités d'écoles, f) comité des écoles, g) comité de secours aux victimes de la dictature capitaliste, h) comité de la presse, i) comité des bibliothèques, j) comité de culture prolétarienne, k) inspection du parti.

Le Comité Central dirige la presse périodique, les éditions du parti, le groupe parlementaire, les groupes communistes dans les administrations communales et dans les diverses institutions à fonctions électorales. En outre, il contrôle le mouvement syndical, l'organisation de la jeunesse communiste, l'organisation des invalides, l'association ouvrière *l'Emancipatrice*, l'organisation des anciens prisonniers et otages de guerre et la section communiste russe.

Les organisations locales du parti également (une par localité) dépendent entièrement et directement du Comité Central. Pour la direction du mouvement, elles élisent sur place un comité local du parti, muni de pouvoirs étendus et responsables de l'état des affaires dans la localité devant l'organisation locale du parti, ainsi que devant le Comité Central du parti. Les comités locaux ont des organes spéciaux pour la propagande et l'agitation parmi les femmes, les émigrants, la jeunesse communiste, des comités de culture prolétarienne, de secours aux victimes de la dictature capitaliste, un comité de la presse, etc.

Chaque district possède un comité de district, lequel est, en somme, un organe du Comité Central dont il reçoit ses directives. Chargé de l'agitation et de la propagande dans le district, ce comité s'occupe surtout de l'organisation et de l'éducation des groupes du parti dans les

campagnes. Les comités des grands centres urbains ont un rôle prépondérant dans les comités de district, dont la tâche principale est de maintenir le mouvement communiste rural, relativement faible, sous l'influence bienfaisante des grandes villes. Chaque comité de district a un ou plusieurs organisateurs. En outre, les comités de district convoquent fréquemment des conférences de district, d'arrondissement et de rayon, dont les résolutions sont soumises à l'approbation du Comité Central du parti. Pour le succès de la propagande et de l'agitation, chaque district est divisé en arrondissements et chaque arrondissement en rayons. Chaque rayon comprend de 10 à 15 groupes ruraux du parti. Et ainsi, le centralisme démocratique est à la base de l'organisation de l'appareil directeur du parti bulgare. Grâce aux saines traditions du parti, cette centralisation, non seulement ne se heurte point à des tendances fédéralistes ou autres, mais est acceptée par tous les communistes comme la seule forme d'organisation possible. Par suite, la discipline la plus stricte règne dans le parti.

2) Toutes les institutions du parti sont soumises à un contrôle, dont l'organisation est également centralisée. Le Comité Central est contrôlé par une commission de contrôle, composée de 5 membres, élus par le congrès du parti. Cette commission contrôle l'activité tout entière du Comité Central, aux séances duquel elle participe avec voix consultative. Elle présente ses rapports au congrès du parti.

Il existe également des commissions locales de contrôle, élues par les organisations locales du parti. Chacune de ces commissions contrôle l'activité des organes et des institutions du parti d'une localité donnée. Elle a le droit de participer, avec voix consultative, aux séances du comité local du parti. Elle présente ses rapports à l'organisation locale, ainsi qu'au Comité Central du parti.

3) Le conseil du parti se compose: a) des membres du Comité Central; b) de 13 représentants de districts, élus par le congrès du parti. Le conseil du parti se réunit régulièrement chaque trimestre pour examiner les questions importantes d'intérêt général.

4) Pour répandre et consolider l'influence du parti communiste, dans tous les groupes ouvriers et autres il existe une organisation de noyaux communistes. Ces noyaux sont créés sous la direction des comités locaux, dans toutes les usines, fabriques et entreprises de quelque importance. Il y en a également dans toutes les institutions et administrations publiques, dans chaque section syndicale, dans chaque coopérative, dans les unions des officiers et des sous-officiers de réserve, etc.

5) Outre des membres, le parti compte des candidats et des sympathisants.

6) Un service d'inspection très important fonctionne auprès du parti. Le Comité Central a 10 inspecteurs dont chacun est affecté à un rayon spécial. Les inspecteurs sont choisis parmi les militants les plus expérimentés, la plupart sont députés au Parlement. Les inspecteurs tiennent

un journal, présentent des rapports au Comité Central et se réunissent périodiquement.

7) Les nombreuses arrestations, les poursuites et les procès intentés aux membres du parti, la nécessité de venir en aide aux camarades poursuivis ainsi qu'à leurs familles, ont obligé le parti à créer une organisation spéciale de secours aux victimes de la dictature capitaliste. Cette organisation qui a des fonds spéciaux/est dirigée au centre par une commission centrale près le Comité Central du parti et, sur les lieux, par des commissions locales près les comités locaux du parti. Elle s'occupe de protéger les camarades poursuivis. Les fonds proviennent des dons volontaires et des cotisations régulières des organisations du parti.

8) Les progrès du parti communiste au sein des administrations municipales, dans les différentes villes et localités du pays, ont nécessité la formation d'un organe directeur central spécial. Près le Comité Central du parti, il a été créé une commission centrale de la représentation communiste dans les administrations locales. Cette commission est chargée de surveiller l'activité des groupes communistes dans les administrations municipales et autres, d'unifier leurs travaux et de veiller à l'application des directives du parti.

9) Le comité de culture prolétarienne près le Comité Central du parti a été formé tout récemment. Il doit unifier l'action des organisations locales de culture générale et de formation politique du parti et y faire régner l'esprit communiste. Au près de chaque organisation locale du parti, il existe également un comité de culture prolétarienne.

10) Pour la propagande communiste parmi les nombreux immigrants originaires des pays voisins, lesquels jusqu'à présent étaient encore imbus d'un nationalisme étroit, il a été formé auprès du Comité Central et des comités locaux du parti une commission centrale et des commissions locales d'émigration. Grâce à l'activité de ces commissions, l'influence des anciennes organisations nationalistes a considérablement diminué parmi les immigrants dont un grand nombre sont venus grossir les rangs du parti communiste.

11) Dans le Parti Communiste Bulgare, il n'existe pas d'organisations spéciales pour les minorités nationales. Il y a un parti communiste unique auquel on peut s'affilier, quelle que soit la nationalité à laquelle on appartienne ou la langue que l'on parle. Toutefois, les organisations locales du parti créent, à l'heure actuelle, des comités spéciaux pour la propagande parmi les minorités nationales.

12) La littérature de propagande est dirigée par un comité de la presse fonctionnant près le Comité Central du Parti; quant à l'édition, elle est confiée à la coopérative ouvrière *l'Emancipatrice*, spécialement organisée par le Comité Central dans ce but.

La coopérative *l'Emancipatrice*, qui a des filiales dans toutes les villes et dans un grand nombre de villages, est aujourd'hui la coopérative la plus puissante et la plus importante société d'édition de Bulgarie. Le Comité Central s'efforce de développer, autant que possible, la propagande écrite

du parti; il a pris des mesures pour l'édition en langue bulgare de la revue *l'Internationale Communiste*, qui sera publiée légèrement abrégée.

13) Pour l'organisation des anciens prisonniers et des otages, un comité spécial a été créé. Il a fondé une union qui prochainement se transformera en une puissante organisation travaillant en liaison étroite avec le parti communiste.

14) Le parti communiste a également sous son contrôle l'organisation communiste des invalides, des veuves et des orphelins, victimes de la guerre.

15) Il n'existe pas d'organisation féminine en Bulgarie. Les femmes sont admises dans le parti au même titre que les hommes. Cependant, la nécessité d'une propagande systématique parmi les femmes, a conduit à l'institution près le Comité Central du parti d'une commission centrale féminine laquelle est chargée de la rédaction du journal *Egalité*, organe des femmes communistes. Chaque comité local a également une commission féminine.

Ces commissions organisent des groupes féminins pour la propagande communiste.

16) L'Union de la Jeunesse communiste constitue une organisation distincte, subordonnée néanmoins à la direction supérieure du parti communiste.

Le Comité Central du parti a son représentant dans l'organe dirigeant de l'Union de la Jeunesse. De même, les organisations locales de la Jeunesse reçoivent leurs directives des comités locaux du parti.

17) Dès sa création, l'organisation des instituteurs communistes a été en liaison avec l'organisation du parti qui la contrôlait. Conformément à la décision du Comité Central du parti et du comité des syndicats, elle est entrée, le 1-er janvier 1921, à titre d'organisation professionnelle, dans l'Union générale des syndicats ouvriers. Elle est en voie d'accroissement rapide et deviendra bientôt une puissante organisation jouissant d'une influence considérable.

18) Pour la formation des agitateurs, le Comité Central a ouvert à Sofia une école spéciale. La durée des études y est d'un mois. Deux promotions ont déjà eu lieu. Le programme comprend les matières suivantes:

a) Organisation de la Russie soviétiste. Possibilité d'instauration du régime soviétiste en Bulgarie.

b) Situation économique de la Bulgarie et possibilité de réaliser la socialisation en Bulgarie.

c) Histoire politique contemporaine de la Bulgarie et programmes des partis politiques.

d) Histoire du mouvement ouvrier en Bulgarie. Partis, syndicats, coopératives.

e) Programme, tactique et organisation du Parti Communiste Bulgare.

f) Histoire de l'Internationale. Différents courants du mouvement ouvrier contemporain.

g) Histoire des dernières révolutions.

On a organisé également dans les villes de province des cours et conférences consacrés à l'étude du communisme, théorique et pratique.

2. Des Forces Communistes

La défaite politique du parti menchéviste détermina une scission dans ses rangs. Il existait dans ce parti trois courants. Le courant de droite, représenté par les vieux membres influents, avait la prépondérance et détenait le Comité Central et l'organe central du parti. Mais la défaite du parti fut surtout une défaite pour les droitiers dont l'étoile pâlit sensiblement. Le courant centriste était convaincu que le parti menchéviste, poussé à gauche par les événements, pouvait rompre avec l'opportunisme et se rapprocher du parti communiste, ce qui, avec des concessions mutuelles, amènerait l'union de toutes les forces socialistes du pays. Ce courant avait l'appui des droitiers qui ne pouvaient diriger le parti qu'en ayant l'air de le pousser à gauche. Aussi conquit-il la majorité dans le parti. Le courant de gauche posa, timidement au début, puis résolument dans la suite, la question de la scission et de l'adhésion de la gauche au parti communiste.

Au congrès du parti (juin 1920), ce fut la politique de conciliation du centre qui eut le dessus. Mais bientôt les éléments ouvriers gauches comprirent qu'ils avaient été joués: en effet, à une assemblée convoquée dans le but de fixer l'opinion du parti menchéviste sur la situation internationale, le Comité Central désigna comme rapporteur un contre-révolutionnaire avéré, l'ex-ministre Pastoukhoff, qui avait fourni des armes à Dénikine et fait fusiller des quantités d'ouvriers. La fraction ouvrière ayant manifesté son indignation en pleine réunion, les gauches se décidèrent alors à une action plus décisive.

Le parti communiste estimait qu'il lui était absolument impossible de fusionner le parti menchéviste et qu'il était vain d'essayer de le conquérir de l'intérieur et d'en chasser les chefs opportunistes. Le seul moyen pour la gauche d'entrer dans le parti communiste était de s'insurger contre les droitiers et les centristes, d'opérer sa scission et d'adhérer sans réserve au parti communiste. Ce point de vue fut adopté par la gauche. Les syndicats menchévistes, les premiers, entrèrent dans l'Union générale des syndicats. Puis, la gauche parlementaire abandonna le parti pour adhérer au parti communiste. A l'heure actuelle, il n'existe en Bulgarie qu'une seule union syndicale—c'est l'union communiste des syndicats rouges. Quant au parti menchéviste, il est en pleine désagrégation. Il a été abandonné non seulement par les ouvriers, mais aussi par les masses rurales relativement peu conscientes. C'est aujourd'hui un parti sans organisation, un état-major sans armée. Le parti qui s'intitulait «Parti Communiste Ouvrier» est définitivement liquidé. Quelques-uns de ses groupes provinciaux sont passés, malgré l'ordre de leur Comité Central, au parti communiste. Tout récemment, son groupe de Sofia, à l'exception de l'état-major du parti, a également adhéré au parti communiste.

3. La Conférence des Syndicats Balkaniques

Les 3 et 4 novembre 1920, eut lieu à Sofia la conférence des syndicats balkaniques, convo-

quée sur l'initiative du conseil des syndicats bulgares. Y participèrent les délégués des syndicats de Yougoslavie, de Roumanie et de Bulgarie. La Confédération grecque du Travail, empêchée qu'elle en fut par des raisons d'ordre politique, n'envoya pas de délégation. Le Conseil international des syndicats rouges eut son représentant dans la personne du camarade Gléboff-Aviloff.

A cette conférence, on arriva à une entente complète sur le rôle et les buts des syndicats; on y posa les bases de la Fédération syndicale des Balkans et on y proclama l'adhésion formelle au Conseil international des syndicats rouges.

4. La Conférence Communiste Balkanique

Le deuxième congrès du parti communiste des pays balkano-danubiens n'a pu se réunir. Il fut impossible au parti grec, occupé qu'il était à la campagne électorale, d'envoyer de délégué; quant à la gauche communiste du parti socialiste roumain, en raison des derniers événements survenus en Roumanie, elle n'avait pas encore eu le temps de s'organiser officiellement de façon à pouvoir participer au congrès en qualité de représentant du prolétariat roumain.

C'est pourquoi le congrès, qui sera convoqué à la première occasion propice, fut remplacé par une conférence où l'on examina la situation du parti, dans les différents pays balkaniques.

Le Parti Communiste Grec, très faible, il est vrai, marche toute fois dans la bonne voie.

On ne saurait malheureusement en dire autant du parti roumain. En Roumanie, le mouvement révolutionnaire traverse une crise grave. Il n'y a pour le parti socialiste aucun espoir de guérison. C'est le seul parti au monde qui, depuis la fin de la guerre, n'ait convoqué aucun congrès. Les social-patriotes et les centristes, dont l'influence est prédominante dans le parti, sabotent systématiquement la convocation du congrès, lequel mettrait en lumière la situation véritable et éclairerait la conscience des masses. Il n'existe pas de force capable d'organiser la convocation du congrès. Les communistes avec lesquels le Parti Communiste Bulgare se trouve en relations, avaient reçu les instructions suivantes: tout d'abord, prendre l'initiative de la convocation d'une conférence privée des communistes les plus en vue, les plus dévoués, qui se seraient chargés de la formation d'une gauche communiste au sein du parti socialiste roumain, cette gauche devant procéder immédiatement à la publication d'un hebdomadaire communiste et d'une série de brochures, appels et proclamations communistes adressés au prolétariat roumain; ensuite, entreprendre la lutte pour la convocation du congrès du parti. Quant à leur activité ultérieure, elle aurait dépendu des circonstances. Les mêmes instructions avaient été données aux délégués des syndicats roumains. Les uns et les autres, après quelques hésitations, avaient promis de se conformer à ces directives. Mais jusqu'à présent, rien de sérieux n'a été fait. La grève générale, qui a été pour le gouvernement un moyen de provocation, a suscité de violentes répressions dirigées principalement contre les communistes les plus actifs. A l'heure

présente, le vieux parti roumain n'est plus qu'une ruine; il ne renferme même pas en lui le germe d'un nouveau parti. Sans l'aide active des partis communistes des pays voisins, le mouvement communiste en Roumanie arrivera difficilement à surmonter la crise qu'il traverse actuellement. C'est ce qu'a très bien compris le Parti Communiste Bulgare qui fait tout son possible pour venir en aide aux camarades roumains.

5. Célébration du Troisième Anniversaire de la Révolution prolétarienne Russe en Bulgarie

Le Comité Central du parti avait décidé de donner au 7 novembre le caractère d'une fête générale imposante en l'honneur de l'anniversaire de la révolution prolétarienne russe. Cette fête devait coïncider avec une manifestation de protestation contre la politique contre-révolutionnaire du gouvernement bulgare.

Le pays continuait à gémir sous le régime de la dictature militaire, et la contre-révolution menait une campagne effrénée contre les communistes. Des collisions étaient à redouter. Le gouvernement, qui cherchait un prétexte pour interdire les réunions communistes, le trouva dans l'occupation de la ville de Tsařérod par les Serbes (6 novembre), et proclama la journée du 7, jour de deuil national. Le Comité Central ainsi que les comités locaux protestèrent énergiquement contre cette décision et refusèrent de s'y soumettre.

Le lendemain, à Sofia, tous les clubs du parti ainsi que le théâtre de la Renaissance, où devait avoir lieu le meeting, furent cernés par la gendarmerie qui en empêcha l'accès. Des collisions se produisirent entre la gendarmerie et les communistes qui voulaient, à toute force, pénétrer dans le théâtre. Finalement, on décida de tenir le meeting près du club du parti. En un clin d'œil, une foule compacte envahit toutes les rues adjacentes. Sous l'œil de la police, un discours de protestation fut prononcé, puis il fut donné lecture d'une résolution qui fut répandue à un grand nombre d'exemplaires dans la foule. A ce moment, arriva un nouveau détachement de gendarmerie qui ouvrit le feu. Un ouvrier fut tué; la police, elle, eut trois blessés. En province également, malgré les interdictions policières, l'anniversaire de la révolution russe fut dignement fêté.

Dans plusieurs localités, des meetings en plein air furent organisés; en certains endroits, des manifestations se produisirent dans les rues, mais il n'y eut aucune effusion de sang.

Le gouvernement était furieux. Il riposta par des arrestations en masse, principalement à Sofia, et il organisa un «pogrom» dans le quartier où avait eu lieu le meeting. Puis il intenta des poursuites contre toute une série de communistes, parmi lesquels Georges Dimitroff, député au Parlement et secrétaire du Conseil central des syndicats. Mais bientôt il se vit obligé de relâcher tous les camarades arrêtés et revint à son ancienne tactique de provocations et de meurtres.

6. La Paix et les Relations cordiales avec la Russie

Le 10 décembre, le groupe parlementaire communiste interpella le gouvernement sur sa politique à l'égard de la Russie soviétiste. Le 11 décembre, une note fut reçue à Sofia, par radio, dans laquelle le camarade Tchitchérine proposait au gouvernement bulgare d'entamer des pourparlers pour le rétablissement des relations amicales entre les deux pays. Le 15 décembre, une note analogue fut reçue du camarade Rakovsky. Suivit une seconde note au gouvernement bulgare, où le camarade Tchitchérine protestait contre le pillage du matériel emporté par les bandes de Wrangel après leur départ.

Tout cela souleva une vive effervescence dans le pays. Le Parti Communiste Bulgare entreprit une campagne énergique en faveur du mot d'ordre: «Paix et amitié avec la Russie soviétiste».

A de nombreuses réunions, à d'imposants meetings, les masses exigèrent du gouvernement qu'il rompit complètement avec les contre-révolutionnaires russes et renouât les relations politiques et commerciales avec la Russie soviétiste. La bourgeoisie et le gouvernement se virent dans la nécessité d'adopter une attitude nette.

Les partis bourgeois essayèrent au début de s'en tirer par des détours. La Bulgarie—disaient-ils—n'a aucun grief contre la Russie, mais elle ne peut entrer en relations avec elle, car le traité de paix avec l'Entente ne le lui permet pas. Finalement, ils levèrent le masque et déclarèrent catégoriquement que, tant que les bolchéviks resteraient au pouvoir en Russie, la Bulgarie ne pourrait entrer en relations avec cette dernière. Les partis petits-bourgeois, de leur côté, recommandèrent à calomnier odieusement la République des soviets, contre laquelle ils répandirent les bruits les plus fantastiques. Les «socialistes larges» participèrent à cette campagne contre-révolutionnaire et, dans chaque numéro de leur journal, manifestèrent leur haine aveugle des bolchéviks, qu'ils agonisent des plus basses injures.

Le gouvernement, qui, dans sa réponse au gouvernement soviétiste, s'était borné à protester contre l'accusation de soutenir les bandes contre-révolutionnaires russes, déclara ouvertement au Parlement, en réponse à l'interpellation des communistes, qu'il n'entrerait point en relations avec la Russie bolchéviste.

Le parti communiste déclara alors au Parlement que le peuple russe ne tendait pas la main au gouvernement et à la bourgeoisie, mais aux travailleurs bulgares qui la serreraient après avoir renversé les classes des exploités et des oppresseurs. Et ainsi, les notes des camarades Tchitchérine et Rakovsky jouèrent un rôle révolutionnaire important, car elles forcèrent la bourgeoisie bulgare à se démasquer et, malgré ses dissensions intestines, à faire bloc contre le bolchévisme et la Russie soviétiste.

Le secrétaire
du Parti Communiste Bulgare:
V. KOLAROV.

Sofia, 5 janvier 1921.

LE GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI COMMUNISTE BULGARE

Instruction pour l'organisation intérieure

1. Le groupe comprend tous les délégués du Parti Communiste Bulgare.

2. L'exclusion des députés peut être prononcée conformément aux statuts et règlements du parti. En cas d'urgence, l'exclusion peut être prononcée, avant la décision du congrès, par le Comité Central du parti.

3. Les candidatures des députés sont posées conformément aux statuts du Parti Communiste Bulgare. Les candidats sont désignés par les comités de district; la ratification est faite par le Comité Central du parti qui a le droit d'inscrire dans la liste électorale de nouveaux candidats, d'en exclure certains autres ou de modifier l'ordre des candidatures.

4. Après les élections, le groupe parlementaire est convoqué et le Comité Central, chargé de diriger et de contrôler l'activité, se constitue.

a) La composition du bureau électif du groupe (un président, deux vice-présidents, deux secrétaires et un trésorier) est ratifiée par le Comité Central du parti.

b) Le représentant spécial du Comité Central près du groupe a le droit de faire des objections, d'émettre son opinion et de donner des directives dans toutes les questions réglées par le groupe.

c) Les orateurs désignés par le groupe peuvent être remplacés par le Comité Central, qui a le droit d'exiger un exposé préalable des idées directrices des discours de chaque orateur, ainsi que du discours lui-même.

d) Chaque membre du groupe prend par écrit l'engagement officiel envers le Comité Central de rendre son mandat à la première demande du comité.

e) Le Comité Central règle l'activité parlementaire et extra-parlementaire des députés communistes. Quand ces derniers n'ont pas de missions spéciales du Comité Central, les comités d'arrondissement peuvent leur confier du travail pour le parti.

f) Pendant les démonstrations ouvrières, comme pendant les autres mouvements révolutionnaires, le devoir du député communiste est d'être à la tête des masses ouvrières, pour les diriger suivant les indications qui lui seront données par le comité local.

g) Pour toutes ses actions, le député communiste est responsable non pas devant ses électeurs, mais devant le Comité Central du parti.

h) La tribune parlementaire doit être utilisée non seulement pour lutter contre la bourgeoisie et ses défenseurs déclarés, mais aussi pour démasquer les trahisons des réformistes bourgeois,

des opportunistes et des autres ennemis voilés de la classe ouvrière.

Le député communiste doit tenir au Parlement un langage accessible à tous: ouvriers, paysans, blanchisseuses, bergers.

i) Par ses paroles comme par tous ses actes au Parlement, le député communiste doit manifester sa haine implacable envers le capitalisme.

5. Les attributions du bureau sont les suivantes: direction des séances et de l'activité du groupe parlementaire, répartition du travail parlementaire entre les différentes sections et leurs membres, représentation du groupe auprès du Parti Communiste Bulgare, au Parlement, auprès des autres partis, des institutions et des particuliers; organisation des bibliothèques, rédaction et publication des comptes-rendus de l'activité du groupe parlementaire et, au nom du groupe, solution des questions urgentes.

Les comptes-rendus sont présentés au Comité Central après chaque session parlementaire. Ils sont préalablement approuvés par le groupe.

6. Le Bureau veille à ce que tous les membres du groupe prennent part au travail parlementaire; il contrôle directement leur activité.

7. Le groupe parlementaire est réparti, suivant les questions, en sept sections: 1) politique générale, 2) économie et finances, 3) questions militaires et policières, 4) législation sociale ouvrière, 5) jurisprudence, 6) instruction publique, 7) hygiène publique.

8. Chaque section étudie les questions de son domaine, compose les projets de loi, élabore les questions à poser et les interpellations, désigne les orateurs et rapporteurs. Sur chaque question importante, elle fait son rapport à l'assemblée générale du groupe.

Sur les questions spéciales importantes, la section peut demander l'avis des camarades éclairés du parti, même s'ils n'appartiennent pas au groupe.

9. Chaque section élit un secrétaire qui convoque et dirige les séances de la section et la représente au Bureau du groupe parlementaire.

10. Pour toutes les questions de principe et de tactique, le groupe parlementaire est convoqué en séance plénière; dans ses décisions, il s'en tient au programme du parti, aux résolutions des congrès, aux directives du conseil et du Comité Central du parti. Si un député quelconque s'écarte, dans son discours, des thèses du parti acceptées par le groupe, le Bureau ou le Comité Central soulèvent la question dans le groupe parlementaire qui l'examine et en décide. Les députés isolés peuvent également soulever la question par l'intermédiaire du Comité Central.

11. Les séances du groupe sont fixées par le Bureau, celles des sections—par les secrétaires. Les résolutions sont adoptées à la majorité absolue des voix.

12. Les membres du groupe sont tenus de fréquenter régulièrement les séances du groupe et des sections et de prendre une part active aux travaux du groupe, d'accomplir tout travail qui leur sera confié par le groupe, le Bureau ou le Comité Central.

13. Chaque membre fait, au profit du fonds parlementaire, un versement fixé par le Comité Central lequel en a l'entière disposition pour les besoins du parti.

14. Pour les frais de bureau et autres, ainsi que pour l'entretien de la bibliothèque, les membres font un versement à part, fixé par le groupe.

15. Les membres du groupe ne peuvent s'absenter qu'avec l'autorisation du Bureau. Les membres qui se seraient absents, sans y être autorisés, seront obligés, indépendamment des peines disciplinaires que le Bureau jugera nécessaire de

leur infliger, de verser dans les cuisses du groupe pour toute la durée de leur absence, le total de leurs allocations journalières.

Les députés envoyés en mission par le parti doivent, à leur retour, présenter, par l'intermédiaire du Bureau du groupe, un rapport écrit au Comité Central.

Les députés sont tenus de présenter régulièrement des comptes-rendus de leur activité extra-parlementaire au Comité Central. A cet effet, ils tiendront des journaux spéciaux dans lesquels ils consigneront par ordre chronologique tout ce qu'ils auront fait.

16. Les malentendus personnels qui ne seraient pas réglés par le Bureau sont soumis à un tribunal d'arbitrage composé de membres de parti.

*Le secrétaire
du groupe parlementaire:*
RADEV.

*Le secrétaire
du Parti Communiste Bulgare (tesniuks)*
V. KOLAROV.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN YOUNGO-SLAVIE

I.

De tous les États nouvellement formés, la Yougoslavie est à coup sûr le plus hétérogène. Les provinces entrant dans la composition du royaume serbo-croato-slovène, bien que peuplées en majeure partie de Yougoslaves, étaient divisées avant la guerre, en six petits États: 1) Serbie, 2) Monténégro, 3) Croatie, 4) Slavonie (ces deux dernières provinces faisaient partie de la Hongrie), 5) Slovénie et Dalmatie (qui appartenaient à l'Autriche), 6) Bosnie et Herzégovine (qui étaient, en somme, des colonies de l'Autriche-Hongrie). La Yougoslavie, dont la superficie est de 252.254 kilomètres carrés, comptait, en 1910, 12.792.913 habitants, soit environ 51 habitants par kilomètre carré. De ces 13 millions d'habitants, 85% c'est-à-dire 11 millions, étaient des Yougoslaves, et 15% des Albanais, des Hongrois, des Allemands, des Roumains, des Turcs, des Tziganes, des Juifs, etc. Les Yougoslaves ont deux idiomes: le serbo-croate, parlé par 92%, et le slovène, par 8% de la population. Sous le rapport de la religion, ils se divisent comme suit: 55% sont orthodoxes, 38% catholiques et 6% musulmans.

La Yougoslavie est un pays essentiellement agricole. L'agriculture y occupe 80% des habitants, tandis que l'industrie, le commerce, les institutions gouvernementales et les professions libérales n'en emploient que 20%. C'est la petite exploitation rurale qui domine en Yougoslavie. Des 1.530.443 exploitations agricoles du pays, 468.000 ont moins de 2 déciatines; 565.000, de 2

à 10 déciatines; 206.600, de 10 à 50 déciatines et 8.192 seulement, plus de 50 déciatines. On ne compte que 0,6% de gros propriétaires, possesseurs de plus de 50 déciatines et détenant au total 2.478.000 déciatines, soit 27% du sol arable.

Dans presque chaque province, la question agraire revêt un caractère particulier. La Macédoine en est encore au régime féodal du temps de la domination turque. En Bosnie, les paysans ont, en 1909, solutionné la question par l'expropriation des beks. Mais cette révolution agraire, faite sans organisation, ne fut pas sans causer des dommages aux petits-proprétaires musulmans. En Serbie, la grande propriété n'existe pour ainsi dire pas, attendu qu'elle n'est que de 6%. Par contre, elle est fortement développée en Bosnie, en Batchka et en Slavonie où elle atteint 28%. Dans ces provinces, les coutumes féodales sont restées en vigueur. Les gros et moyens propriétaires afferment leurs terres aux paysans pauvres moyennant une redevance de la moitié de la récolte.

La Yougoslavie est riche en mines diverses, sauf en mines de charbon. Avant la guerre, l'extraction annuelle du charbon n'était que de 40.000 tonnes. En revanche, le lignite, presque partout, abonde. L'extraction annuelle d'avant-guerre s'élevait à 3.400.000 tonnes. La Serbie possède une des plus importantes mines de cuivre rouge du monde entier, dont l'exploitation donne annuellement 300.000 tonnes de métal. La Bosnie renferme des minerais de fer dont l'extraction atteint 300.000 tonnes. En Yougoslavie, 30.000 mi-

neurs travaillent dans 123 exploitations minières. On y compte en outre, 337.000 entreprises industrielles et ateliers occupant avant la guerre 633.000 ouvriers. *La petite industrie domine dans tout le pays.* Avant la guerre, on comptait 202.000 ateliers n'employant qu'un seul ouvrier, 335.000 petites industries employant chacune moins de 20 ouvriers et, au total, 441.000 ouvriers. Les grosses entreprises (plus de 20 ouvriers) étaient au nombre de 2.579; occupant au total 194.000 ouvriers et disposant d'une force motrice de 431.000 chevaux.

C'est dans le nord-est de la Yougoslavie, peuplé de Slovènes (dont 65% seulement sont des agriculteurs et 35% des commerçants, des ouvriers et des artisans), que les petits métiers sont le plus développés. Plus d'un tiers de la population ouvrière totale habite cette région. Mais là encore, c'est la petite industrie et les petits métiers qui dominent.

Nulle part, la guerre n'a causé autant de ruines dans l'économie populaire qu'en Yougoslavie. Huit années durant, tout le territoire de la Yougoslavie actuelle a été le théâtre d'hostilités. En guerre depuis 1912, la Serbie, la Macédoine et la Bosnie sont aujourd'hui littéralement ravagées. La Serbie a perdu un tiers de sa population, et 60 à 80% de son bétail. La principale ligne de chemin de fer a été complètement détruite et jusqu'à présent, rien n'a été fait pour la remettre en état. Les fabriques ont été saccagées ou désertées; sans réparation depuis huit ans, celles qui ont été épargnées menacent ruine. Des 45 fabriques et usines de Belgrade, il n'en reste plus que 6 dont la production est des plus minimes et le personnel extrêmement restreint. Les mines ont été détruites ou abandonnées dans un tel état que, jusqu'à présent, il a été impossible d'y reprendre le travail. Dans certaines branches industrielles, la production n'atteint même pas le dixième de celle d'avant-guerre. Dans des régions entières, les villages ont été livrés au pillage ou incendiés. Le manque de main-d'œuvre, de bêtes de trait et d'instruments agricoles rend très difficile le relèvement de l'élevage et de l'agriculture.

Dans les autres provinces, la situation est tout aussi lamentable. Dans les régions qui appartenaient à l'Autriche-Hongrie et qui formaient en quelque sorte ses colonies, la guerre a tout engloui. Pendant quatre ans, les récoltes et le bétail ont été constamment réquisitionnés. Dans les régions maritimes, le blocus et la guerre ont tué la vie économique. La Dalmatie, la Bosnie, l'Istrie, la Slovénie et même certaines parties de la Croatie et du Banat, connues pour la fertilité de leur sol, ont été la proie de la famine. Les armées austro-hongroises, allemandes, bulgares, ainsi que les armées serbes et alliées ont sillonné le pays en tous sens et l'ont mis littéralement à sac. Le territoire actuel de la Yougoslavie, peut-on dire, a, dans l'ensemble, plus souffert de la guerre impérialiste que n'importe quelle autre région des pays belligérants. C'est ce qu'il ne faut pas oublier, si l'on veut se faire une idée exacte de la situation politique et économique du pays.

Née de l'effondrement de l'impérialisme austro-hongrois et allemand, la Yougoslavie fut constituée dans l'intérêt de l'Entente. Épuisées par la guerre, les masses yougoslaves, devant ce coup de fortune, restèrent à peu près indifférentes. Pourtant, elles se flattaient d'en avoir fini avec la guerre et la famine: le régime démocratique allait ouvrir une ère de liberté nationale et religieuse. Mais la bourgeoisie yougoslave se révéla comme un simple instrument de la politique impérialiste et du brigandage économique de l'Entente. Ses deux ans de domination absolue, pendant lesquels elle fut constamment soutenue par les partis pseudo-socialistes, non seulement n'améliorèrent pas la situation générale, mais au contraire, conduisirent le pays à la crise dont il s'efforce maintenant de sortir par la dictature. Mais cette dictature ne fait que provoquer de nouveaux conflits: plus la bourgeoisie cherche à se dégager de la crise en recourant à la violence, plus la crise empire. Au reste, la «paix» impérialiste a créé une situation telle qu'il est absolument impossible à la crise de s'apaiser: elle doit fatalement se développer de plus en plus. Par suite des aspirations de l'impérialisme italien, une grande partie du littoral de l'Adriatique a été coupé de sa base. Les principaux ports de l'Adriatique, Fiume, Trieste, Spilète, sont complètement déserts. La grande route de l'Europe Centrale dont ces ports sont les aboutissements naturels, ainsi que la route de l'Orient (vers Salonique et Constantinople), ces artères vitales de la Yougoslavie, sont abandonnées par suite des destructions dont elles ont été l'objet et de la situation créée en Europe Centrale et en Orient par la paix impérialiste. Les conflits avec l'Italie (côte illyrienne), avec l'Autriche allemande (plébinscite de Carinthie), avec la Hongrie et la Roumanie (Bachka et Banat), la haine invétérée entre la bourgeoisie bulgare et la bourgeoisie serbe (question de Macédoine), compliquent à l'extrême la situation extérieure de la Yougoslavie et aggravent la crise intérieure.

La démonstration la plus éclatante de la politique de la banqueroute de la bourgeoisie impérialiste yougoslave, pendant et après la guerre, nous est fournie par les chiffres suivants:

Avec sa superficie de 48.000 kilomètres carrés et sa population de 2.900.000 habitants, la Serbie importait en 1912, 266.542.126 kilogrammes de denrées alimentaires, 241.776 d'objets divers et 85.713 mètres cubes de marchandises; elle exportait alors 315.275.763 kilogrammes de denrées alimentaires, 73.993 d'objets divers et 64.560 mètres cubes de marchandises.

En 1919, avec une superficie de 252.254 kilomètres carrés et une population de 13 millions d'hommes, la Yougoslavie a importé 154.308.921 kilogrammes de denrées alimentaires, 81.097 d'objets divers et exporté 263.846.978 kilogrammes de denrées alimentaires et 144.246 d'objets divers.

Il s'ensuit que la Serbie, petite et misérable, dont la superficie et la population n'étaient que le cinquième de celles de la Yougoslavie actuelle, importait deux fois plus et exportait un tiers de plus que la grande et riche Yougoslavie.

En 1920, la stagnation du commerce extérieur a été tout aussi marquée qu'en 1919.

Les objets de première nécessité, y compris les denrées alimentaires que la Yougoslavie produit en abondance, atteignent des prix incroyables, et la cherté ne fait que s'accroître. Depuis 1914, les objets de première nécessité ont augmenté en Serbie, de 900%, tandis que les salaires n'ont été relevés que de 500%. Dans les anciennes régions austro-hongroises, la situation est encore pire. Depuis 1914, les objets de première nécessité ont haussé de 3.800% et les salaires de 1.500% seulement. Sans parler des vêtements et des chaussures, les masses ne sont même pas en état de s'acheter les produits les plus indispensables. D'autre part, la crise incite les commerçants à élever continuellement les prix pour accroître leurs bénéfices. La plus grande partie des impôts sont couverts par les contributions indirectes et, tout compte fait, c'est encore le travailleur qui paie.

Il va de soi qu'à la banqueroute extérieure correspond la banqueroute intérieure. Peu fortunée encore parce que de formation récente, la bourgeoisie du pays continue à opprimer économiquement la population laborieuse, faisant retomber tout le poids de la guerre et des dévastations sur la classe ouvrière et sur la petite et la moyenne paysannerie.

Par suite de la spéculation sur le change, à laquelle la Yougoslavie, grâce à la diversité des devises en cours (dinars, couronnes, leys, etc.), se prête si bien, le capital financier s'est considérablement développé. Les banques ont décuplé leur capital. Elles ont acheté la majeure partie des fabriques et des propriétés. Les consortiums de banques pullulent et accaparent les principales branches industrielles. Dans ce domaine, le capital français s'est acquis la première place; ensuite vient le capital anglais et italien qui cherche à chasser le capital allemand. Ainsi, de jour en jour, le pays tombe de plus en plus dans la dépendance du capital français, ce qui forcément amène la résistance des financiers de Yougoslavie et d'Europe Centrale. A l'heure actuelle, le total de la dette publique de la Yougoslavie reste encore inconnu, car la partie de la dette de l'Autriche-Hongrie que la Yougoslavie doit prendre sur elle, n'a pas encore été fixée. Ce qu'on peut dire, c'est que d'ores et déjà la dette publique dépasse dix milliards de dinars, c'est-à-dire 40 milliards de couronnes yougoslaves. A cela, il faut encore ajouter dix milliards de couronnes représentant le déficit annuel du budget. Dès lors, il apparaît clairement que la situation financière de la Yougoslavie empire rapidement et que le pays est à la veille de la banqueroute.

Pendant ses deux ans de domination, non seulement la bourgeoisie n'a pas réussi à solutionner une seule des grandes questions politiques, économiques et sociales, mais, au contraire, ces questions n'ont fait entre temps que se compliquer et s'envenimer à l'extrême.

La réforme agraire git, complètement oubliée, dans les archives de l'Assemblée Nationale provisoire. Elle ne fut appliquée qu'en deux endroits, où la terre fut distribuée aux volontaires, ce qui

ne fit qu'accroître le mécontentement des paysans pauvres.

Avant la guerre, certaines provinces d'Autriche-Hongrie jouissaient d'une autonomie relative; elles avaient leurs propres parlements et leurs organes de self-government. Aujourd'hui, cette autonomie a fait place, en Yougoslavie, à un rigoureux centralisme qui suscite le mécontentement général de la population.

Deux années d'anarchie complète dans le commerce, l'industrie, le transport et la vie économique, ont plongé le pays dans une crise profonde.

La Yougoslavie est comparativement le pays le plus riche en mutilés de guerre et en orphelins. Rien ou presque rien n'a été fait pour leur venir en aide. Le chômage sévit partout à l'état chronique. L'émigration de la main-d'œuvre est rendue impossible par suite de la fermeture des frontières, de la cherté des déplacements et de la crise générale, en Europe et en Amérique. Mais par contre, des dizaines de milliers de contre-révolutionnaires russes, pleins de santé et de vigueur, reçoivent une allocation mensuelle de 400 dinars.

Dans des conditions aussi pénibles pour la vie du pays, la bourgeoisie n'a qu'un souci: renforcer l'armée. Le militarisme est en pleine splendeur. La plupart des officiers russes ont trouvé un confortable asile dans l'armée serbe. Des locaux ont été construits pour l'armée, laquelle a été dotée d'un nouvel armement. Les deniers publics sont dépensés par milliards pour les besoins militaires. Or, il est évident que le prolétariat devra consentir de lourds sacrifices et dépenser une somme d'efforts considérables pour détruire ce puissant mécanisme de domination bourgeoise.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation économique en Yougoslavie.

II.

Les quelques faits suivants suffiront à caractériser la situation politique en Yougoslavie.

Comme on le sait, au Congrès de Vukovar, tenu à la fin de 1920, deux tendances se sont combattues: centriste et communiste. Pour comprendre l'importance du Congrès de Vukovar et les transformations qu'il a amenées dans la vie du parti, il faut tenir compte d'un fait de la plus grande importance. Jusqu'au Congrès de Vukovar, l'affilude du parti avait été équivoque pour deux raisons: 1) à son premier Congrès, tenu à Belgrade en avril 1919, le parti socialiste révolutionnaire yougoslave avait groupé dans son sein centristes et communistes; 2) il était né de la fusion des partis régionaux de Serbie, de Croatie et de Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine, de Dalmatie et de Slavonie, qui, jusqu'alors, avaient joui d'une autonomie absolue.

Bien que le Congrès de Belgrade eût décidé d'adhérer à l'Internationale Communiste, il ne s'ensuivit nullement que le parti socialiste yougoslave fût communiste. D'autre part, quoique le Congrès de Belgrade eût élaboré de prétendus statuts sur la centralisation, le parti était loin d'être centralisé. Ces statuts accordaient aux comités régionaux de Belgrade, de Zagreb et de Sarajévo une

grande latitude. Les journaux officiels du parti n'avaient ni politique, ni points de vue communs. Il en résulta que, tandis que le *Rodnitchki Novine* de Belgrade et le *Rodnitchki List* avaient une attitude communiste, le *Glass Svobody* de Sarajévo revêtait un caractère à demi-communiste, *Oslobodjénié* de Splité menait une politique à moitié anarcho-syndicaliste et la *Nova Istina* de Zagreb, sous la direction du docteur Radochévitch, défendait ouvertement la tendance social-traitre. La même incohérence se manifestait dans toutes les autres actions. C'est ainsi qu'aux élections municipales de Croatie et de Slavonie qui eurent lieu en mars 1920, le parti socialiste se présenta avec deux programmes: l'un défendait des thèses sur les élections municipales, conçues dans un esprit purement communiste et élaborées par le Comité Exécutif du parti socialiste de Belgrade, l'autre était un programme électoral social-patriote élaboré par le Comité local de Zagreb, où la majorité était centriste.

Encore un exemple: pendant la grève des cheminots de mai 1920, le Comité Central de Belgrade des syndicats yougoslaves décréta une grève générale de 48 heures, qui, dans certaines régions et notamment à Zagreb, fut sabotée par ses propres organisations.

Cette incohérence était encore favorisée par les poursuites continuelles intentées par le gouvernement contre les communistes dont les postes étaient aussitôt occupés par les centristes.

En outre, beaucoup de candidats qui s'étaient présentés au Congrès de Belgrade comme radicaux, sous la pression de la réaction, passèrent à droite. Le Congrès de Vukovar devait, une fois pour toutes, en finir avec cette incohérence qui se manifestait aussi bien dans la politique que dans l'organisation. C'est ce qu'il fit. Instruits par l'expérience acquise dans la lutte contre la réaction gouvernementale et contre le chaos qui régnait au sein du parti, les communistes, ayant à leur tête le camarade Sima Markovitch, défendirent au Congrès de Vukovar le point de vue suivant: soumission absolue aux décisions du premier Congrès de l'Internationale Communiste et aux déclarations du Comité Exécutif et acceptation sans réserve des résolutions du premier Congrès communiste balkanique de Sofia. En outre, ils élaborèrent et proposèrent au Congrès un programme d'action et des statuts du parti. Au Congrès, les communistes ne formèrent qu'un bloc, tandis que les centristes se divisèrent en trois tendances: la première, dirigée par Draguich Laptchévitch, défendit le point de vue de la vieille social-démocratie serbe, se prononça contre l'Internationale Communiste, contre la révolution sociale, aussi longtemps que ne serait pas réalisé le programme, et se déclara pour la démocratie. La deuxième tendance, qui avait pour chef le docteur Givka Topalovitch, lequel se fit remarquer par ses attaques contre le manifeste adressé aux peuples des Balkans par le camarade Zinoviev et contre les résolutions du premier congrès balkanique, exigea que l'ancien programme d'action adopté par le Congrès de Belgrade restât sans changement. Ces deux groupes combattirent avec la plus

grande opiniâtreté la création d'une organisation illégale. La troisième tendance, ayant à sa tête le docteur Radochévitch, ne participa pas, en général, aux travaux du Congrès et de ses commissions, et ne prit part au vote que pour se prononcer contre les communistes.

L'attitude de la troisième tendance s'explique par le fait qu'elle était venue au Congrès avec la ferme détermination de scissionner et de ne pas se soumettre aux décisions de celui-ci. La lutte entre les différentes tendances se termina par l'adoption du programme d'action et des statuts sur la centralisation rigoureuse du parti présentés par les communistes, qui recueillirent les $\frac{1}{2}$ des voix des congressistes. Le même jour, le congrès décida que le parti se nommerait désormais, Parti Communiste Yougoslave. En même temps, il procéda à l'élection d'un Comité Central unique. A leur première réunion, les membres du Comité Central élurent comme président le camarade Paul Pavlovitch, secrétaire du comité central des syndicats, les camarades Sima Markovitch et Philippe Philippovitch comme secrétaires, et le camarade Vladimir Tchoulich comme secrétaire adjoint. Bien que les centristes n'eussent pas quitté le parti, aucun d'eux ne fut élu au Comité Central, non plus qu'au comité régional, ni à aucun comité local. Le congrès décida, en outre, que le Parti Communiste Yougoslave étendrait son activité à la Slavonie et ordonna la publication, à Lubliane, d'un journal communiste, le *Rdetchi Prapora*, dont la rédaction fut confiée au camarade L. Klémitchich. Après le Congrès, les centristes ayant à leur tête Laptchévitch et Topalovitch en Serbie et Iakitch en Bosnie, adoptèrent une attitude passive. Par contre, à Zagreb, les centristes, sous la conduite de Radovitch, refusèrent de se soumettre aux décisions du Congrès. Ils s'approprièrent la caisse et le journal de la section locale et partirent en guerre contre le parti, se mettant, par cela-même, en dehors de ce dernier. Avec le concours de la *Novaia Istina*, ils menèrent contre le parti communiste et pour le plus grand bien du parti démocrate, une odieuse campagne de calomnie. Le Parti Communiste Yougoslave y répondit en faisant paraître à Zagreb le *Novy Svet* que les camarades Tsvitch et Tsétsariša furent chargés de rédiger. La lutte se termina par la défaite complète des traitres qui furent chassés des syndicats et des sections du parti et, dès la fin d'août, il leur était déjà impossible de prendre la parole en public. En outre, le parti procéda à l'unification des syndicats englobant 250.000 membres, jusqu'alors organisés par régions, en une seule organisation centralisée pan-yougoslave. Réunis tout d'abord en congrès corporatifs, les syndicats ont ensuite fusionné, à l'exception de trois corporations: employés, cheminots et travailleurs du livre. Presque partout, les communistes furent élus au Comité Central des syndicats. En ce qui concerne l'Internationale Syndicale, tous ces congrès, à l'exception des trois susmentionnés, se prononcèrent, à une énorme majorité, contre Amsterdam, et sans réserve pour Moscou. Néanmoins, les trois corporations dissidentes ont décidé d'attendre, pour prendre une décision définitive, la publication des

décisions du prochain Congrès syndical de Moscou.

Entre temps, les élections à l'Assemblée Constituante (c'était les premières élections parlementaires qui avaient lieu dans l'Etat yougoslave unifié, qui n'avait eu jusqu'alors qu'une Assemblée Nationale provisoire) approchaient. Cette assemblée nationale provisoire avait été boycottée par le parti socialiste yougoslave. Or, juste au moment où l'influence des communistes dans le mouvement syndical se renforçait et s'affermissait considérablement, où les sections du parti, selon les directives données par le Congrès de Vukovar, développaient la plus grande activité, le gouvernement décidait, avant les élections à l'Assemblée Constituante, de porter un coup violent au mouvement ouvrier. Il ne voulait rien moins que promulguer une loi sur «le travail et l'ordre», qui eût enlevé au prolétariat le droit de grève et toute possibilité de protestation. Il nourrissait même le dessein de militariser presque toutes les principales branches industrielles. Cependant, une série de puissantes grèves locales et la menace d'une grève générale obligèrent le gouvernement à renoncer à l'application de cette loi.

Enhardis par ces intentions agressives du gouvernement, les centristes, restés jusqu'alors membres du parti, sortirent de leur passivité et résolurent de tirer profit des poursuites intentées contre les communistes. Choisisant le moment où le parti était engagé dans une campagne électorale acharnée, ils firent paraître une brochure intitulée: *Manifeste de l'opposition du parti communiste*. Dans la première partie de ce manifeste, ils se plaignaient du Comité Central et l'accusaient de les avoir écartés, malgré leur qualité de membres du parti, de tout travail actif, aussi bien dans le parti que dans les syndicats. Dans la deuxième partie, ils parlaient en guerre contre l'Internationale Communiste et recouraient à la même argumentation que Hilferding et ses pairs, en Allemagne.

Vu la décision du Comité Central du parti, à savoir que personne ne peut être candidat aux élections sans avoir préalablement accepté les vingt-et-une conditions, il était tout naturel que les centristes ne fussent utilisés ni comme candidats, ni à quelque titre que ce fût.

Les élections se passèrent au milieu des poursuites acharnées des communistes par le gouvernement. Toutes les publications du parti durent être soumises à la censure et furent souvent confisquées. En vertu d'une décision du Conseil des ministres, il fut signifié au Parti Communiste Yougoslave, deux semaines avant les élections, d'avoir à cesser toute propagande. Plusieurs centaines d'agitateurs communistes furent arrêtés. Néanmoins, l'attitude du Parti Communiste Yougoslave, pendant les élections, fut en tous points conforme aux principes du parlementarisme révolutionnaire.

En termes clairs et nets, le Parti Communiste Yougoslave convia ouvertement les masses à se ranger sous le drapeau de la révolution prolétarienne et de la république soviétique yougoslave.

Cette utilisation révolutionnaire des élections donna de brillants résultats. Et bien que plusieurs

milliers d'ouvriers qui n'étaient pas d'origine slave ou qui l'étaient, ne portaient pas des noms slaves, se vissent refuser leurs cartes d'électeurs, bien que le parti disposât d'un appareil électoral relativement faible et qu'à ce moment-là il fût absolument dépourvu de tous moyens matériels, il n'en réussit pas moins à remporter 59 sièges sur un total de 419.

L'Assemblée Constituante se décompose comme suit:

Communistes	59
Radicaux	95
Démocrates	96
Républicains serbes	3
Parti paysan	48
Cléricaux	28
Social-démocrates	9
Sans-parti	2
Parti Raditch	49
Parti paysan musulman	78

A Zagreb, les centristes, ayant à leur tête le docteur Radochévitch, essuyèrent une défaite retentissante. Dans cette ville, qui fut le seul endroit où ils parvinrent à poser des candidatures, ils obtinrent 360 voix, alors que dans cette même ville le parti communiste en recueillit 3.800. Aussitôt après les élections, l'opposition centriste fut exclue du parti pour avoir, par la publication de son «manifeste», frappé dans le dos du parti communiste en pleine bataille électorale. Tous ceux qui sympathisaient à l'opposition furent traduits devant le tribunal du parti. Cette exclusion consacra la rupture définitive entre le parti et les ex-camarades Lopchévitch et Topalovitch. Quelques jours avant son exclusion, Lopchévitch, voulant éviter le sort qui lui était réservé, fit part, dans une lettre adressée au camarade Sima Markovitch, de sa décision de renoncer à toute activité politique. Toutefois, en Serbie et en Bosnie, quelques centristes continuèrent à occuper des postes importants dans le mouvement syndical, car il fut impossible, en un si court laps de temps, de les éloigner de tout travail. Après leur défaite, les centristes croates durent cesser la publication de leur journal, le *Slobodna Retch*. Quant au parti social-démocrate, pas un de ses candidats ne fut élu en Serbie, en Croatie, en Slavonie, en Bosnie et Herzégovine et en Dalmatie. Ses principaux leaders et ex-ministres Koratch et Boukchéi furent battus à plate couture. Le parti social-démocrate ne réussit à obtenir que 9 sièges, dont 3 en Slavonie et 6 en Slovénie.

A la même assemblée où il vota l'exclusion de l'opposition centriste, le Comité Central décida, conformément aux décisions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste, de convoquer le plus rapidement possible, et de préférence en février, un congrès extraordinaire du parti. En même temps, devait se tenir le Congrès des syndicats yougoslaves.

Le 12 décembre, eut lieu, à Belgrade, l'ouverture de l'Assemblée Constituante.

Pour comprendre la situation politique de la Yougoslavie au moment de l'ouverture de l'Assemblée Constituante, il convient de bien tenir compte

du fait suivant: Deux mois avant les élections, l'Assemblée Nationale provisoire qui tenait lieu de Parlement, avait été dissoute. Ses membres n'avaient pas été élus au suffrage universel, mais délégués par l'ancienne Skouptchina serbe, par les municipalités et les Conseils généraux des provinces de l'ancien empire austro-hongrois. Cette institution avait été boycottée par deux partis: le parti socialiste révolutionnaire qui devint plus tard le parti communiste, et le parti de Stepan Raditch (parti paysan croate). Dans ce pseudo-Parlement, deux partis gouvernementaux, démocrates et radicaux, détenaient la majorité. Tous deux étaient monarchistes et centristes. Ensuite venaient les cléricaux, notamment les cléricaux slovènes, qui faisaient bloc avec les groupements bourgeois croates de moindre importance.

Quant à l'unité nationale yougoslave, en dehors des communistes et des social-démocrates, seuls, de tous les partis bourgeois, les démocrates étaient partisans de l'unité intégrale. Tous les autres partis bourgeois, y compris les radicaux, étaient partisans du maintien des distinctions nationales.

Pendant ses deux premières années d'existence, l'Etat yougoslave a été administré par un gouvernement auquel ont participé tous les partis bourgeois (les social-démocrates furent même représentés dans le premier gouvernement).

L'incapacité absolue des partis bourgeois à administrer le pays et la politique de réaction qui provoquait à tout moment des crises gouvernementales, devaient amener fatalement à la crise de l'idée même de l'unité nationale. Le résultat des élections en Croatie et en Slavonie, où le parti de Raditch obtint la majorité absolue (50 sièges sur 93), est le meilleur indice du caractère de la crise. Ce parti préconise la formation d'une république croate neutre. De même que le Parti Communiste Yougoslave, ce parti est en butte aux poursuites continuelles du gouvernement. C'est d'ailleurs à ces poursuites, qui ont été particulièrement intenses après les désordres paysans qui ont éclaté en Croatie, en septembre 1920, par suite des réquisitions de bétail, que ce parti est redevable de sa croissance et de sa force. Des centaines de paysans furent massacrés et jetés en prison où ils se trouvent encore actuellement. Le Parti Communiste Yougoslave fut le seul à protester contre ces persécutions et à réclamer la libération des détenus. Au point de vue national, le parti Raditch est séparatiste; au point de vue culture, il est conservateur et, au point de vue social pseudo-radical, il est le parti des petits paysans en lutte contre la bourgeoisie des villes. Dans les régions pauvres, il se présenta aux élections avec certains mots d'ordre communistes, mais dans les régions plus riches, il lutta intensivement contre le parti communiste. Il est aussi partisan du renversement du régime actuel. Le fait que les Serbes ont été les seuls à voter pour les démocrates et les radicaux, les plus grands partis bourgeois de Serbie, peut être considéré encore comme un symptôme de la crise de l'unité nationale. Presque 100% des voix serbes sont allées aux radicaux et 80% aux dé-

mocrates. Or, il est évident que, lorsque ces deux partis forment un bloc, la Yougoslavie est gouvernée presque exclusivement par la bourgeoisie serbe, tandis que la bourgeoisie croate et slovène et la petite-bourgeoisie sont, en majeure partie, dans l'opposition.

Sûrs de leur force, la cour, la camarilla militaire et les milieux ententophiles résolurent de priver l'Assemblée Constituante de ses droits souverains et du droit de solutionner la question de la monarchie ou de la République. A cet effet, le Conseil des ministres décréta que tous les députés étaient tenus, sous peine de se voir retirer leur mandat, de prêter serment à la dynastie des Karageorgévitch. En outre, la liberté de parole et le droit d'interpellation furent strictement limités. Aussi bien, dès la deuxième séance de l'Assemblée Constituante, la fraction parlementaire communiste engagea la lutte au nom de la souveraineté de l'Assemblée. Elle fit appel au concours des partis bourgeois d'opposition et mena l'action de telle façon que les démocrates mêmes se cantonnèrent, pendant tout le débat, dans une attitude passive. Effrayés par ces complications politiques inattendues, la cour et la camarilla militaire mirent tout en œuvre pour obtenir la coalition des démocrates et des radicaux, sur qui elles avaient pouvoir compter. Elles y réussirent. Aussi, lorsque, à la séance suivante, le camarade Markovitch voulut prendre la parole contre les partis bourgeois, démocrates et radicaux l'en empêchèrent. En signe de protestation, la fraction communiste quitta la salle aux cris de: «Vive la République Soviétiste Yougoslave!»

Sur ces entrefaites, les syndicats avaient engagé la lutte économique. En beaucoup d'endroits, des grèves éclataient, qui revêtaient un caractère local et général. Bien qu'affamés, 12.000 mineurs slovènes luttèrent, 4 mois durant, pour obtenir une augmentation de salaires et un adoucissement à leur situation insupportable.

Déjà avant les élections, le gouvernement avait eu l'intention de provoquer une grève générale des mineurs, afin de distraire les meilleurs forces du Parti Communiste Yougoslave de la lutte électorale et d'avoir un motif pour intensifier ses poursuites contre les communistes. Toutefois, le parti communiste parvint à faire échouer cette provocation. Une fois les élections passées, les mineurs n'eurent rien de plus pressé que de déclarer la grève générale. Très bien organisée, la grève commença vers la mi-décembre, et voici déjà plus de quatre semaines que 12.000 ouvriers sont en grève. Tous sont fermement résolus à tenir, en dépit de la décision prise entre temps par le gouvernement de militariser les mines. Le gouvernement ne s'est pas borné à répondre à la grève en arrêtant toute distribution de denrées alimentaires aux grévistes; il a encore interdit aux commerçants de leur vendre quoi que ce soit. 8 jours plus tard, les mineurs bosniaques se mettaient en grève à leur tour, poussés dans cette voie par le gouvernement qui violait les tarifs établis. Pendant les fêtes de Noël, les mines furent occupées par la troupe, qui, dans la nuit du 25 décembre, fit irruption dans les logements occupés par les familles des mineurs et les en expulsa

Après les fêtes, la troupe se répandit dans les campagnes environnantes et voulut obliger les paysans à travailler, bon gré mal gré, dans les mines. En Bosnie, les choses dégénérent en batailles acharnées entre les paysans et la troupe.

Les paysans, qui s'étaient munis d'armes pendant la guerre, opposèrent une résistance opiniâtre. De véritables batailles rangées furent livrées. De part et d'autre, il y eut des morts et des blessés. Le 26 décembre, le gouvernement décréta la militarisation des mines; tous les mineurs âgés de 18 à 50 ans furent mobilisés, soumis aux autorités militaires et passibles des conseils de guerre. Le 27 décembre, en présence de la menace de grève des cheminots, le gouvernement décréta la mobilisation des travailleurs de la voie ferrée. Voyant leurs camarades mineurs en danger d'être fusillés et sentant leur propre existence menacée, les ouvriers yougoslaves résolurent, le 30 décembre, de déclarer la grève générale, laquelle devait commencer par Belgrade et Zagreb. Dans la nuit du 30 décembre, les places, les principales rues et les quartiers ouvriers de Belgrade furent occupés par la troupe. A ce moment, Belgrade fit plutôt l'impression d'un camp que d'une ville. A Zagreb, la grève fut pleinement réussie. Après la dispersion des meetings ouvriers par la troupe, on continua pendant 3 heures à se battre dans les rues. Fantassins et cavaliers entreprirent de véritables attaques, au cours desquelles 60 ouvriers furent blessés. En cette occasion, les groupes d'ouvriers firent preuve du plus grand courage et refusèrent à Chargouni de reculer devant la force. Le jour suivant, la grève générale fut déclanchée à Vukovar où les ouvriers s'opposèrent à l'entrée en ville des troupes de Wrangel qu'on y évacuait. Sur ces entrefaites, le camarade Soupaniit, secrétaire de la section communiste de Vukovar, était assassiné. Ajoutons que c'est sur les 50.000 contre-révolutionnaires russes évacués en Yougoslavie que la bourgeoisie de ce pays entend s'appuyer pour gouverner. Désireux d'élever une barrière contre la propagande révolutionnaire, le gouvernement a l'intention d'installer les cosaques en Macédoine.

Le 30 décembre, le gouvernement se mit en demeure de réaliser le plan qu'il projetait depuis longtemps. Bien que démissionnaire, et quoique la Constituante dût se réunir de nouveau le 12 janvier, le gouvernement, appuyé sur la coalition des démocrates et des radicaux, se décida à un coup désespéré.

Sans produire la moindre preuve, il publia, le 30 décembre, un décret où il déclarait:

«Le gouvernement tient de source sûre que les communistes sont sur le point d'attaquer le gouvernement, afin de renverser le régime actuel selon les procédés bolchévistes. Il est à sa connaissance que les communistes préparent des bombes et disposent de matières explosibles et d'armes. Il n'ignore pas que les communistes poursuivent leur propagande corruptrice dans l'armée et dans la gendarmerie.

En conséquence, le Conseil des ministres décide:

«Aussi longtemps que l'Assemblée Constituante n'aura pas doté le pays d'une constitution, toute

propagande communiste ou autre, de nature à semer la discorde, est interdite; les organisations communistes sont dissoutes, les maisons populaires fermées et séquestrées, les journaux et autres éditions communistes suspendus. En outre, il est expressément défendu de faire paraître des publications menaçant la sécurité de l'Etat et faisant l'apologie de la dictature du prolétariat et de la révolution. Tout homme qui, verbalement ou par écrit, aura fait de l'agitation en faveur de la grève générale, devra être immédiatement arrêté».

Le deuxième article de ce décret prévoit la suspension de tous les journaux qui se permettront de critiquer la présente décision gouvernementale.

Le troisième article rend juridiquement responsables les chefs communistes yougoslaves se trouvant encore en liberté, pour toutes les actions qui pourraient être entreprises, même sans leur participation.

Le quatrième article porte la révocation de tout fonctionnaire, professeur et instituteur adhérent au parti communiste et le retrait de tout subside aux étudiants communistes.

Sitôt ce décret publié, le gouvernement le mettait en vigueur dans tout le pays. A l'heure actuelle, toutes les organisations ouvrières et maisons populaires, tous les journaux et publications communistes sont fermés. La presse de l'opposition bourgeoise elle-même est soumise à la censure.

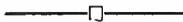
Dans toutes les librairies, la littérature communiste a été confisquée. Tous les locaux du parti et des syndicats, les typographies et les librairies ont été occupés par la troupe. Plusieurs centaines de communistes ont été arrêtés et remis en liberté, non sans avoir été prévenus qu'ils étaient considérés comme otages et qu'ils auraient à répondre de tout acte révolutionnaire. Il convient aussi de signaler l'apparition des ligues bourgeoises. Dans un certain nombre de villes, les officiers de réserve sont mobilisés pour former des unités de gardes-blancs. Stipendiée par le gouvernement, la presse bourgeoise a entrepris une infâme campagne de calomnies contre le parti communiste. Ce faisant, elle cherche à inoculer la crainte du bolchévisme à la petite-bourgeoisie, afin de tenir en main l'Assemblée Constituante. Dans son décret, le gouvernement accuse le parti communiste de préparer une insurrection armée contre le régime actuel. En réalité, le gouvernement serait fort embarrassé de faire la preuve de ce qu'il avance. Il est évident que le Parti Communiste Yougoslave n'a jamais pensé réaliser «demain» ce qui ne sera possible qu'après que la Yougoslavie, ainsi que les autres Etats voisins auront passé par une série de phases révolutionnaires.

En poursuivant les communistes, la bourgeoisie veut se débarrasser de son ennemi le plus dangereux, afin d'imposer à la Constituante une constitution dictée par la cour, la clique militaire, l'Entente et la grosse bourgeoisie nationale. Elle veut, en outre, donner la possibilité aux social-traitres et aux conciliateurs de prendre la tête du mouvement syndical, après qu'elle en aura chassé les communistes. Tout dernièrement, les social-traitres ont lancé à Belgrade et à Zagreb un journal intitulé *Le Socialiste* et se disposent à

en faire autant à Sarajévo. Considérées du point de vue de la politique extérieure, les persécutions gouvernementales contre les communistes sont en connexion étroite avec les poursuites dont ceux-ci sont l'objet dans toute la Petite-Entente. Le gouvernement yougoslave, en effet, veut être autorisé à participer à l'offensive projetée contre la République soviétiste avec le concours des armées de Wrangel et de l'Entente. C'est ainsi que la Yougoslavie répond aux propositions de paix de la Russie soviétiste.

Il est vrai que tout récemment encore, la Yougoslavie ne semblait pas mûre pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais par sa politique économique insensée et la terreur blanche qu'il a instaurée, le gouvernement yougoslave prépare rapidement le terrain pour la révolution prolétarienne.

Hors la loi, contraint à militer clandestinement, le Parti Communiste Yougoslave n'en consacra pas moins toutes ses forces à hâter l'avènement du régime communiste.



LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN GRÈCE

1. La Situation Économique

D'après une statistique officielle du ministère de l'Économie Publique, la population de la Grèce, sans la Thrace et l'Asie Mineure, est d'environ 5,5 millions d'habitants. Le nombre des ouvriers salariés atteint environ 150.000, et celui des personnes à leur charge 750.000. La population urbaine, par suite de l'afflux des paysans dans les villes, a considérablement accru. La campagne a fourni 70% des ouvriers actuellement établis dans les villes. Cet exode des paysans dans les villes ainsi que l'émigration des masses paysannes en Amérique ont considérablement retardé le développement des districts agricoles. Il est à noter que, il y a quelques années, les émigrés, de retour dans leur patrie, plaçaient leurs économies dans le petit commerce et consolidaient ainsi la petite-bourgeoisie. Après la guerre, les conditions de vie en Amérique empirèrent sensiblement, et les émigrants commencèrent à revenir en masse en Grèce où, plus pauvres qu'avant leur départ, ils accrurent les rangs du prolétariat.

La lutte des classes en Grèce a provoqué dans les campagnes une question agraire; dans les villes, elle revêt la forme d'une lutte entre ouvriers et entrepreneurs.

La question agraire en Grèce est déterminée par la situation en Thessalie et dans le Péloponnèse. La Thessalie renferme de grandes propriétés agricoles (*tchifliks*) qui ont été prises ou achetées par leurs propriétaires actuels aux beys et pachas turcs, après la révolution de 1891. Dans les *tchifliks* travaillent des paysans, ou, comme on les appelle, des «colléghis», ayant chacun leur lot de terrain et qui donnent aux propriétaires une partie de leur récolte. C'est, en somme, le servage. Même aujourd'hui, il existe en Thessalie telles propriétés comptant plus de mille «colléghis». Les «colléghis» ont quelquefois des journaliers (*kourtsis*) qui les aident à cultiver leurs terres.

Le gouvernement de Vénizélos a édicté une loi portant l'expropriation des grands propriétaires. Mais cette loi n'est qu'un trompe-l'œil, car elle attribue la terre aux «colléghis», à condition qu'ils la payent un prix exorbitant.

Dans le Péloponnèse, la situation est tout autre. Là, les petits propriétaires, producteurs de raisins secs, sont criblés de dettes et complètement dans les griffes des usuriers et des sociétés anonymes. Accablés par le fardeau des intérêts et des hypothèques, ils ne sont propriétaires que de nom. La question agraire, en Macédoine, a le même caractère qu'en Thessalie.

Dans les villes, la formation des classes ne fait encore que traverser sa première phase. Actuellement, on peut distinguer une grosse bourgeoisie, composée surtout d'armateurs du Pirée et de quelques propriétaires de distilleries d'alcool et d'usines de produits chimiques. Une classe ouvrière, purement prolétarienne, commence à se dessiner, mais la plus grande partie de la population est formée par la petite-bourgeoisie. L'antagonisme entre la classe capitaliste et le prolétariat se fait particulièrement sentir dans la grande industrie et dans la production manufacturière, qui, en Grèce, a pris une extension considérable. C'est pourquoi les ouvriers des entreprises électriques et des manufactures de tabac sont les mieux organisés et ont entamé une lutte décisive contre les entrepreneurs.

L'industrie est encore à l'état embryonnaire. D'après la statistique officielle, quelque peu complétée par les données de la Confédération Générale du Travail, il existe en Grèce:

- 1) 63 usines de produits chimiques (dont 45 assez importantes) occupant 3.500 ouvriers.
- 2) 15 distilleries d'alcool employant 1.500 ouvriers;
- 3) 35 filatures de coton: 5.000 ouvriers;
- 4) 28 moulins à vapeur: 1.299 ouvriers;
- 5) 30 usines métallurgiques: 4.000 ouvriers;
- 6) 100 manufactures de tabac (dont 20 occupent de 100 à 150 ouvriers): 4.000 ouvriers;
- 7) 50 tanneries: 2.000 ouvriers;
- 8) 34 mines de charbon: 6.000 ouvriers;
- 9) 8 lignes de chemins de fer: 6.000 ouvriers;
- 10) 6.000 ouvriers occupés dans les transports;
- 11) 3 grandes et plusieurs petites sociétés de navigation: 4.000 ouvriers;
- 12) 5 trusts et 50 gros commerçants de tabac: 25.000 ouvriers;

13) 2.000 ouvriers typographes et imprimeurs;
14) 4.000 ouvriers électriciens employés aux usines électriques;
15) de 25.000 à 30.000 ouvriers occupés dans d'autres branches.

On observe presque dans toutes les branches le développement de l'industrie. L'introduction des machines dans les fabriques de cigarettes a jeté sur le pavé des milliers d'ouvriers. L'introduction des machines dans les cordonneries a provoqué un chômage considérable. Mais c'est surtout dans la navigation qu'on observe le développement de la concentration. La raison en est dans la situation géographique de la Grèce, qui a contribué à développer dans le pays un commerce de transit important. La concentration des capitaux dans le domaine de la navigation est si grande que, actuellement, 3 compagnies importantes disposent des 3/4 de toute la flotte de commerce du pays. Il n'y a pas encore de trusts, sauf 3 trusts de tabac en Macédoine (2 grecs, 2 américains et 1 international).

Le capital étranger est considérablement intéressé à la vie économique du pays. Les capitaux français vont, de préférence, aux affaires de banque et d'industrie. Mais ce sont les capitaux anglais qui jouent le rôle le plus important dans la vie économique du pays, grâce à l'importation considérable de l'Angleterre en Grèce. Charbon, machines, tissus: tout cela arrive d'Angleterre.

Pendant la guerre, des relations commerciales étroites se sont établies avec l'Amérique d'où l'on importe une grande quantité de sucre, de farine et de machines. Il est à noter que l'industrie nationale n'est pas en état de satisfaire aux besoins du pays. Quoique la moitié de sa population soit composée d'agriculteurs, la Grèce est pourtant obligée d'importer une grande quantité de grains. La raison en est le mauvais état de l'agriculture et les conditions défavorables de vie des paysans qui doivent quitter les campagnes pour les villes ou l'Amérique.

Les finances de la Grèce, depuis la guerre de 1897, sont soumises à un contrôle international. Il n'y a pas longtemps, le ministre des Finances des États-Unis déclarait que la Grèce était au nombre des pays qui n'avaient encore rien payé de leurs dettes. Depuis sa fonction, l'Etat grec n'existe que grâce à des emprunts (au capital français, principalement). Actuellement, d'après les données officielles du ministère des Finances, la dette publique de la Grèce se monte à 3.282.986.597 drachmes. En réalité, d'après des renseignements certains, cette dette dépasse 5 milliards de drachmes. Une preuve manifeste de la ruine économique du pays, c'est que le dernier emprunt intérieur, émis par le cabinet Vénizélos, n'a pas été entièrement couvert. Il faut ajouter que, tout récemment, on a fait une émission de 400 millions de drachmes en monnaie fiduciaire, sans aucune couverture en or. Le budget approximatif, présenté par le ministre au début de l'année, prévoyait un déficit de 265.180.014 drachmes. Mais, si l'on prend en considération les habitudes de gaspillage du gouvernement de Vénizélos, on comprendra que le déficit doit être beaucoup plus considérable.

2. La Situation Politique

La politique de la Grèce, jusqu'à l'heure actuelle, a été une politique de personnes groupant autour d'elles des fractions rivales, décorées du nom de partis. Ces partis, bourgeois par essence, ne différaient les uns des autres que par les personnalités qui étaient à leur tête. Ce fait, dont il faut chercher la raison dans la différenciation insuffisante des classes en Grèce, explique qu'aucun de ces soi-disant partis ne possédait de programme de réformes sociales en rapport avec les besoins de la population. Il était réservé à la classe ouvrière de créer un programme politique et économique précis. Profitant du peu de développement de la classe ouvrière, Vénizélos, il est vrai, promulgua, dès 1902, toute une série de lois relatives à la situation des ouvriers, mais en fait ces lois ne furent jamais appliquées. Quant aux lois sur les organisations ouvrières, elles furent remaniées dans un sens favorable aux capitalistes, dès que les ouvriers firent montre d'une certaine conscience et de quelque initiative.

Actuellement, outre le parti communiste, il existe en Grèce deux partis bourgeois importants: le parti Vénizélos, les libéraux, comme on les nomme, et le parti du roi Constantin, formé lui-même d'une part, des partis Rallis, Stratos et Caloghéropoulos et quelques autres, de l'autre — du parti Gounaris (parti populaire, le plus important de tous). La question la plus importante, qui mettait aux prises ces partis, était celle de la restauration du roi Constantin. Elle n'a pourtant pas le caractère exclusivement personnel qu'on pourrait lui attribuer de prime abord, mais il ne faudrait pas en conclure qu'elle soit le sujet d'une lutte entre les partis républicain et monarchiste. Mais les conditions créées par la guerre (concentration de la richesse entre les mains d'une oligarchie, état misérable de la majorité de la population), les mobilisations sans fin et la cherté croissante firent que les partis bourgeois commencèrent à perdre graduellement leur caractère de partis de personnes et à lutter pour des questions d'intérêt public. C'est ainsi qu'autour de Vénizélos, partisan de la participation de la Grèce à la guerre mondiale aux côtés de l'Entente, se groupèrent tous les capitalistes du pays dont les intérêts réclamaient la guerre, et quelques hauts fonctionnaires désireux d'avancement. De son côté, le roi Constantin qui était pour la neutralité de la Grèce, rallia autour de lui les masses populaires, la petite-bourgeoisie et les ouvriers qui avaient trop souffert de la guerre de 1912—1913 pour en souhaiter une nouvelle, en 1915. Le peuple ne voulait pas la guerre. C'est la raison pour laquelle il aimait le roi Constantin, pour laquelle il a voté avec un tel fanatisme contre Vénizélos, lors des dernières élections parlementaires, et réclame aujourd'hui la restauration de l'ex-roi. Si, en 1916, quand surgit la question de l'intervention de la Grèce dans la guerre, la classe ouvrière s'était organisée en parti politique indépendant, la situation, à n'en pas douter, serait aujourd'hui tout autre. Luttant contre la politique interventionniste de Vénizélos et démasquant en même temps les avances suspectes de Constantin, le parti de la classe ouvrière

aurait pu unir sous son drapeau toutes les masses populaires, la petite-bourgeoisie et les ouvriers. Malheureusement, le Parti Communiste Grec actuel se forma 4 ans après l'explosion de la guerre mondiale, alors que Constantin était déjà détrôné et que Vénizélos s'efforçait d'étouffer tout mouvement dirigé contre sa politique belliqueuse, c'est-à-dire contre les intérêts de la grande bourgeoisie, représentés par son parti. Les masses populaires ne voyaient que la tyrannie de Vénizélos et les calamités de la guerre. Et contre Vénizélos, il y avait Constantin, son ennemi mortel, Constantin, qui ne voulait pas la guerre. Le parti communiste était venu trop tard; il n'avait pas la possibilité de mener sa politique bien à lui, dirigée contre la guerre. Avec ses 30 candidats, le parti communiste semblait incapable, surtout aux yeux des paysans, de vaincre le parti omnipotent: le gouvernement de Vénizélos. Quoiqu'il eût témoigné, pendant les élections, d'une certaine sympathie envers le programme communiste, le peuple préféra néanmoins, voter pour l'opposition bourgeoise, car dans la victoire de cette dernière il voyait la chute inévitable de Vénizélos et la suppression de sa tyrannie. C'est ainsi que, dans sept arrondissements où il prit part à la campagne électorale, le parti communiste, sur 250.000 électeurs environ, recueillit à peu près 100.000 voix en tout; encore n'y en avait-il que 10.000 exclusivement en faveur des candidats du parti communiste, les autres ayant été données également aux candidats de l'opposition bourgeoise.

Quand, pour obtenir la possibilité de rentrer en Grèce, le roi Constantin sera obligé de prendre envers les capitalistes étrangers de nouveaux engagements qui l'entraîneront dans de nouvelles guerres, quand son parti, incapable de débrouiller le chaos économique, recommencera à accabler le peuple d'impôts et à combattre les revendications de la classe ouvrière, en un mot, quand la politique de Constantin aura fait ouvertement faillite, alors viendra pour le parti communiste le moment de réclamer au peuple une confiance exclusive dans le programme communiste.

Quant à la politique extérieure du pays, il est notoire que la Grèce, grâce à sa situation géographique et à sa dépendance du capital anglais, ne peut pas ne pas suivre la politique de l'Angleterre. C'est ce qui explique la participation de la Grèce à la guerre mondiale et à l'expédition contre la Russie Soviétiste.

Comme la politique de la Grèce est déterminée par les circonstances et que ces dernières n'ont pas changé, elle n'a subi aucune modification. Constantin sera obligé de s'en tenir à la même politique, ce qui probablement amènera sa chute.

3. Le Mouvement Ouvrier

Comme on le sait, le mouvement ouvrier en Grèce est le plus récent des mouvements ouvriers des pays balkaniques. Il prit naissance avec la guerre et se développa dans les horreurs de la tyrannie militaire du gouvernement de Vénizélos. Avant la guerre, il est vrai, il existait en Grèce quelques organisations professionnelles et groupes

socialistes. Mais le mouvement ouvrier n'en était, pourrait-on dire, qu'à sa période utopique. Bien que possédant des statuts semblables à ceux des syndicats du monde entier, les organisations professionnelles n'avaient point conscience de la lutte des classes et se trouvaient entièrement dans les mains des politiciens bourgeois. Les groupes socialistes n'accomplissaient aucun travail sérieux, car ils étaient entièrement détachés des masses ouvrières.

En 1915, quelques mois après le début de la guerre mondiale, grâce à l'initiative de la fédération socialiste des ouvriers de Salonique, fédération qui s'était développée pendant la domination turque, le mouvement socialiste commença à prendre une direction précise et à s'affranchir des différents éléments social-patriotes, comme Drakoulis, Janios et autres. Le mouvement syndical prenait en même temps naissance à Athènes et, trois ans plus tard (octobre 1918), eut lieu la convocation du premier congrès ouvrier panhellénique qui fonda la Confédération Générale Grecque du Travail. Ce congrès, auquel prirent part les représentants de 264 syndicats, accepta les principes de la lutte des classes. Il fut l'étape nécessaire dans le développement du mouvement professionnel qui, depuis lors, commença à s'affirmer de plus en plus nettement. De nombreux syndiqués, placés par les entrepreneurs pour vérifier la répartition des salaires, furent exclus de l'organisation. La tendance du mouvement ouvrier à s'affranchir des éléments inutiles et des jaunes se manifesta d'une façon éclatante, lors la première scission dans la commission administrative de la Confédération. Six membres de cette commission, agents ou instruments inconscients du gouvernement bourgeois qui cherchait un prétexte pour chasser de la commission les membres du parti socialiste ouvrier, protestèrent contre la célébration du 1-er Mai par les ouvriers affiliés à la Confédération. Une scission s'ensuivit. Les six membres jaunes entraînèrent avec eux le syndicat des cheminots et des ouvriers du transport et quelques pseudo-syndicats du Pirée. Ils n'obtinrent pas, néanmoins, l'approbation de la majorité des ouvriers et furent exclus de la Confédération qui resta sous la direction des cinq autres membres de la commission. Quelque temps après, le 20 juillet 1920, 4 membres de la commission de la Confédération, accusés d'avoir organisé une grève générale, furent déportés dans une petite île de la mer Egée. La bourgeoisie arriva ainsi à supprimer la Confédération générale du Travail en tant qu'organisme vivant, et le mouvement ouvrier s'arrêta à mi-chemin.

Aussitôt après le premier congrès ouvrier, les organisations ouvrières les plus conscientes, les fédérations des usines électriques et des manufactures de tabac, se rendirent compte de la nécessité de la coordination des efforts de tous ceux qui participaient activement au mouvement économique et politique. Les ouvriers des manufactures de tabac, puis les ouvriers des usines électriques votèrent pour la collaboration organique de la Confédération générale du Travail et du parti socialiste. Le social-patriote, Janios, s'y opposa et, déclarant qu'il était le «seul marxiste» grec, exposa

sa théorie suivant laquelle la classe ouvrière de Grèce devait être l'auxiliaire de gauche du parti libéral (vénizéliste). La Confédération fut définitivement épurée par l'exclusion de deux membres de la Commission administrative, agents avérés de Janios. Puis, le deuxième congrès ouvrier panhellénique fut convoqué. Par 90 voix contre 40, il vota pour la collaboration de la Confédération Générale du Travail avec le parti socialiste grec (parti des communistes).

173 unions, dont 100 assez importantes, étaient représentées au deuxième congrès. La Confédération englobe de 40.000 à 45.000 ouvriers organisés appartenant à 40 professions diverses et répartis dans 35 villes.

Il existe, en Grèce, 3 fédérations syndicales nationales:

1. La fédération des ouvriers des manufactures de tabac comprenant 12.000 membres et 37 syndicats, pour la plupart en Macédoine Orientale.

2. La fédération des ouvriers des usines électriques et des usines à gaz, composée de 3.500 membres et de 6 syndicats.

3. La fédération des cheminots, englobant 5.000 membres et 6 syndicats.

De ces trois fédérations, les deux premières adhèrent à la Confédération Générale du Travail grecque. En ce moment, la Fédération des cheminots est fortement travaillée par la propagande des membres du parti socialiste, et il est à espérer qu'au prochain congrès, elle votera l'adhésion à la Confédération Générale du Travail.

Une autre fédération importante est celle des employés subalternes des P. T. T. composée de 1.500 membres et de 6 syndicats. Quoique cette fédération soit dirigée par des membres du parti, elle se tient à l'écart de la Confédération, car une loi, nouvellement promulguée, défend aux employés de l'Etat de faire partie des organisations ouvrières.

Les autres syndicats et fédérations ne font pas encore partie de la Confédération. Quelques fédérations, telle la fédération des garçons d'hôtels et celle des cordonniers, quoique figurant dans les registres, n'existent pas en réalité.

Les syndicats des voies de communication et du transport qui constituent la fédération la plus puissante, la plus importante de la Grèce, sont tombés sous l'influence des agents du gouvernement, des Macheras et consorts, et ont complètement dégénéré. De ces syndicats, il n'y a que celui des marins et des chauffeurs (environ 2.000 membres) qui adhère à la Confédération Générale du Travail.

Il existe en Grèce 17 Bourses de Travail, réparties dans 16 villes.

La presse syndicale compte quatre organes:

1. *L'Ouvrier Conscient*, organe du syndicat des ouvriers électriciens. Tirage: 1.500 exemplaires. 2) *L'Ouvrier des Tabacs* (4.000 exemplaires). 3) *Le Réveil*, organe des P. T. T. (1.500 exemplaires). 4) *Le Journal des Cheminots* (5.000 exemplaires). Tous ces organes sont mensuels, sauf celui des cheminots qui paraît deux fois par mois.

La moyenne de la journée ouvrière en Grèce est de 9 heures et demie. A la suite de leur der-

nière grève, les ouvriers électriciens ont obtenu la journée de 8 heures.

La moyenne du salaire journalier est de 14 drachmes, le maximum est de 35 à 40 drachmes et le minimum de 8 drachmes pour les hommes, de 2 drachmes pour les femmes. Le pain est à 2 drachmes la livre, la viande à 8-12 drachmes.

Le mouvement coopératif est très peu développé. Les coopératives à Athènes et au Pirée ont été organisées aux frais de l'Etat et sont aux mains des jaunes.

4. Le mouvement communiste.

Quelques jours après la fermeture du congrès, quelques syndicats convoquèrent au Pirée le premier congrès des organisations socialistes de Grèce (17 novembre-2 décembre 1918). Y étaient représentés 6 organisations socialistes (Salonique, Athènes, le Pirée, Volo, Corfou et Chalkis) englobant 490 membres et 4 organisations de la jeunesse (Salonique, Le Pirée, Athènes, Volo) comptant au total, 300 membres. C'est à ce congrès que se constitua le Parti Socialiste Grec. Fondé à une époque où les théories Wilsoniennes troublaient la cervelle des leaders du mouvement socialiste international, ce parti n'échappa point à l'influence des idées réformistes d'alors, qui mirent leur empreinte sur le programme élaboré et présenté par le parti au premier congrès. Mais bientôt, sous l'influence de la révolution russe et des conditions locales du développement du mouvement ouvrier, le parti s'engagea dans la voie révolutionnaire et entreprit la lutte pour la révolution. Au mois de juin 1919, il brisa avec la II-e Internationale et chargea le Comité Central de décider la question de l'adhésion à la III-e Internationale. Le deuxième congrès du parti, à Athènes (18-25 avril 1920), se prononça presque à l'unanimité pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Il n'y eut contre l'adhésion que deux membres du parti menés par l'ancien député Kouriel. A leur avis, le parti, tout en acceptant les principes de la III-e Internationale, ne devait pas former un tout organique avec cette dernière. Le congrès annula les paragraphes du programme du parti, où la république, en tant qu'étape vers le socialisme, ainsi que la guerre défensive et la société des Nations étaient admises. Puis il chargea le Comité Central de présenter au III-e Congrès un nouveau programme basé sur les principes de l'Internationale Communiste. Enfin, le congrès changea la dénomination du parti en celle de «Parti Socialiste Ouvrier Grec» et ratifia de nouveaux statuts basés sur une plus grande centralisation.

Nous passerons sous silence les péripéties de la lutte du parti. Toujours est-il que, malgré la censure et les persécutions continuelles du gouvernement dictatorial de Vénizélos, le parti sut s'épurer des éléments jaunes et engager le mouvement syndical grec dans la voie de la lutte des classes. Les forces dont dispose le parti sont actuellement les suivantes: 7 sections (Athènes, le Pirée, Salonique, Volo, Cavala, Drama, Corfou) et 12 groupes, comptant au total environ 1.000 mem-

bres; 8 organisations de jeunesses (Athènes, le Pirée, Salonique, Volo, Cavala, Drama, Chalkis et Patras) englobant 500 membres. Les ouvriers les mieux organisés et les plus accessibles à l'influence du parti sont ceux des usines électriques et des manufactures de tabac.

L'organe central officiel du parti, l'*Ergatikos Agon*, est un hebdomadaire paraissant à Athènes et tirant à 7.000 exemplaires. En outre, il s'édite à Athènes un quotidien socialiste le *Rizospastis*, tirant à 10.000 exemplaires.

Le parti a tenté à plusieurs reprises de fonder un quotidien. L'année dernière, une souscription a été ouverte à cet effet pour l'*Ergatikos Agon*; elle a donné 20.000 drachmes. Malheureusement, la cherté croissante du papier et les dépenses nécessitées par les besoins urgents du parti ne nous ont pas permis de réaliser notre projet.

La section de Salonique publie en langue juive-espagnole un hebdomadaire, l'*Avanti*, et, en grec, un autre organe hebdomadaire, la *Voix de l'Ouvrier*, qui est aussi l'organe de la Bourse du Travail de Salonique. Le premier de ces organes tire à 3.000 exemplaires, et le second à 2.000. A Cavala, les sections du parti publient un organe

hebdomadaire, *La Nouvelle Vie*, dont le tirage est de 2.500 exemplaires.

Au premier congrès, les députés de la fédération ouvrière de Salonique, Sidenis et Kouriel, furent élus députés du parti. Aux élections de novembre 1920, le parti posa 30 candidatures dans 7 arrondissements. Deux députés seulement furent élus dans l'arrondissement de Drama, les camarades Konstanidès et Mikhaïlidès. Les raisons de cet insuccès sont que: 1) beaucoup d'ouvriers avaient voté simultanément pour les communistes et pour l'opposition bourgeoise d'opposition; 2) les moyens pécuniaires avaient manqué pour une propagande énergique; 3) par suite du système électoral existant (système curial), le suffrage des paysans modifie le résultat du vote de la population urbaine; 4) par suite de l'arbitraire gouvernemental, un certain nombre d'ouvriers conscients n'avaient pas été inclus dans les listes électorales. Néanmoins, le programme communiste fut favorablement accueilli partout où il put être exposé.

Depuis les élections, il s'est formé une trentaine de nouveaux groupes, et l'influence du parti croît rapidement parmi les masses ouvrières et paysannes.



LES COMMUNISTES ANGLAIS APRÈS L'UNION DE LEEDS

(Compte-rendu du Parti Communiste Anglais)

L'espoir des dirigeants de l'Internationale Communiste de voir en Angleterre un parti communiste unique a pu être réalisé, les 29-30 janvier, grâce à l'accord de Leeds. Cet accord a fusionné en une seule organisation: le Parti Communiste Ouvrier (qui n'avait comme champ d'action que l'Écosse), le Parti Communiste (section britannique de la III^e Internationale) et le Parti Communiste Anglais.

Comme auparavant, le Parti Socialiste Ouvrier (S. L. P.) a décliné la proposition d'adhérer à l'union. Il est cependant à noter que l'opposition opiniâtre de cette organisation à toutes les tentatives de fusionnement est, avant tout, la conséquence de l'attitude adoptée par un petit groupe de dirigeants. La conduite de ces derniers indique profondément les quelques sections que le parti a réussi à conserver dans son sein, et il n'est pas douteux que, dans un avenir prochain, l'opposition se verra dans la nécessité de céder et de consentir à l'union avec le parti communiste D'ores et déjà, trois des plus importantes sections exigent cette union. Le mouvement communiste de la gauche du Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.) a donné lieu à un accord formel entre le Comité Exécutif du Parti Communiste Unifié et le nouveau groupement qui commence à s'esquisser chez les Indépendants anglais. Le Comité Exécutif en l'occurrence, agit selon des directives pré-

cises préalablement établies, et la marche des pourparlers permet d'affirmer que, si après sa conférence de Pâques, le I. L. P. tout entier ne tourne pas résolument à gauche, une partie considérable de ses membres tout au moins, entreront dans les rangs du parti communiste où ils seront les bienvenus (1).

Quel serait l'accroissement numérique qui résulterait pour le parti de ce nouveau succès, il est difficile de le dire; toujours est il qu'à l'heure actuelle, il a déjà rallié environ 5.000 membres sous son drapeau. Toutes les mesures sont prises pour compléter ses rangs et y attirer, autant que possible, de nouveaux groupes.

La conférence de Leeds a fixé un terme de trois mois pour l'élaboration définitive du programme, des statuts et de la ligne de conduite du parti.

Le parti compte, à l'heure actuelle (mars 1921), 150 sections, recrutées pour la plupart, parmi la population urbaine. De ces sections on forme des unités territoriales plus importantes, appelées «divisions» à la tête desquelles se trouvent des directeurs spéciaux, contrôlés par le Secrétariat National d'Organisation (National Organising Se-

(1) Effectivement, à la conférence de Southport, le parti s'est scindé et sa gauche est allée rejoindre les communistes. (Voir la liste des adhésions à l'Internationale Communiste).

cretary). Le parti n'a point renoncé à la propagande dans les campagnes, à laquelle il consacra la plus grande attention.

Avec le concours de 200 agitateurs, chaque semaine, trois cents meetings environ sont organisés. En été, naturellement, ce chiffre sera plus fort. 50 à 60 membres du parti sont des représentants des municipalités; le seul membre communiste au Parlement (le colonel Malon) est actuellement en prison.

Dans presque toutes les trade-unions, le parti a des noyaux que l'on s'efforce, conformément aux thèses de l'Internationale Communiste, de relier les uns aux autres sur la base du principe de production. Des efforts considérables ont été faits pour créer en Grande-Bretagne une section de l'Internationale des Syndicats rouges.

Tous les membres du parti sont tenus de participer activement à la propagande parmi les sans-travail, laquelle revêt une intensité particulière et ne néglige rien de ce qui peut servir à la cause du communisme; on explique aux sans-travail les leçons de la révolution russe, et la question de l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement soviétiste tient une place importante dans l'ordre du jour de chaque meeting des sans-travail.

L'attention toute particulière que les autorités accordent au parti est la meilleure preuve de son influence. Dans les grandes villes, le parti communiste ne peut jamais obtenir un local assez spacieux pour ses réunions publiques; dans d'autres villes, on interdit aux communistes, contrairement à l'antique tradition, l'organisation de réunions en plein air. En ce moment, 15 membres du parti sont sous les verrous ou en détention préventive. Le gouvernement prend toutes les mesures possibles pour empêcher aux communistes l'accès des masses.

La constitution, en août 1920, du Parti Communiste Anglais a donné l'impulsion à l'activité communiste dans tous les pays. Le siège central du parti a changé de local et s'est installé dans de nouveaux bureaux, à King Street, 16, Covent Garden, une des principales rues de Londres. Huit personnes, au début de l'année, suffisaient pour la gérance des affaires du parti; il en faut maintenant plus de 20.

Outre le Secrétariat, l'administration du parti comprend une série de sections.

La section d'organisation surveille l'activité des membres du parti, maintient la liaison entre les sections et les conseils régionaux et coordonne l'activité des organisateurs et des propagandistes disséminés par tout le pays.

La section d'édition consacre toutes ses forces à l'organe du parti, la revue *The Communist*.

La section littéraire s'occupe de la publication de brochures, des traductions de langues étrangères, etc.

La presse du parti a remporté, ces temps derniers, d'importants succès. Le tirage du *Communist* est monté de 10.000 exemplaires à 50.000, et notre revue est devenue ainsi un organe de propagande parmi les grandes masses. Chaque organe du parti a deux tâches: 1) la propagande des idées parmi les grandes masses, 2) l'éducation et l'information des membres du parti.

Jusqu'ici, le *Communist* a fait face à ces deux tâches, mais il n'a pu évidemment s'acquitter de l'une et de l'autre avec le même succès. Aussi, la nécessité d'un organe propre à contribuer à l'organisation révolutionnaire, abondamment informé et substantiel, se fait-elle sentir de plus en plus. Le journal doit publier toute la matière nécessaire à l'élaboration systématique du programme du parti et à son application dans la réalité. Et cependant, il n'y a même pas assez de place dans les colonnes du *Communist* pour les comptes-rendus du parti. En même temps, le côté international du mouvement communiste n'est pas suffisamment mis en lumière par la revue, bien que ce soit là une chose absolument nécessaire pour les membres du parti, le défaut classique du prolétariat britannique étant précisément son isolement et son ignorance du mouvement révolutionnaire international.

C'est pourquoi, le Comité Exécutif a décidé de procéder à la publication d'un organe spécial, *The Communist Bulletin*, qui au début paraîtra mensuellement et, dans la suite, à des intervalles plus rapprochés.

Depuis le mois d'août 1920, époque où elle a commencé à fonctionner jusqu'au mois de février, la section de publication du parti a édité les livres suivants:

1. *Les Soviets au travail*, — par Robert Williams 4.500 ex.
2. *Le Communisme de gauche*, — par Léonine 5.000 »
3. *La vie et l'activité de Frédéric Engels*, — par Seldy Kahan-Cools 2.000 »
4. *L'organisation économique de la Russie soviétiste*, — par Milouline 2.000 »

Le premier livre est déjà épuisé; une deuxième édition est sous presse.

Durant cette période, ont été également publiées les brochures suivantes:

1. *La dictature du prolétariat*, — par Kaménéff 10.000 ex.
2. *Les quatre premières séries des thèses de l'Internationale Communiste* 5.000 »

Quant aux deux autres séries de ces thèses (questions nationale et coloniale et politique agraire), elles ont paru avec des préfaces spéciales adaptées aux conditions locales.

Il a été publié en outre, une série de brochures pour les besoins de la propagande courante.

On a tiré, en premier lieu, à 10.000 exemplaires et sous le titre de: *La Restauration de la II^e Internationale* la réponse de l'Internationale Communiste à l'appel de la II^e Internationale, signé par Henderson, Thomas, Gosling et Mac Donald et intitulé *Pour l'unité internationale*. Notre brochure a été répandue principalement parmi les membres de la gauche des indépendants anglais.

Enfin, les abondantes données statistiques reçues de Russie ont été utilisées pour une troisième brochure, dont le but est de montrer le développement économique de la Russie sovié-

tiste et qui est adressée particulièrement aux membres des trade-unions britanniques.

On se dispose également à publier quelques ouvrages plus volumineux. La réponse de Trotsky au livre de Kautsky: *Terrorisme et Communisme* est sous presse et paraîtra prochainement.

Le développement de la révolution mondiale par Radek est déjà traduit et sera publié immédiatement après le livre de Trotsky.

On publiera également le livre du camarade W. Paul sur le communisme.

On a édité une série de tracts qui seront distribués gratuitement. Les plus importants de ces tracts sont: le discours du camarade Malon à la Chambre des Communes sur le chômage, et le tract intitulé: *Ouvrez les portes de la prison*, dans lequel on exige la libération des communistes arrêtés dont le nombre croît de jour en jour.

Au début de février 1921, l'édition anglaise du N° 1 de *l'Internationale Communiste* a paru à Londres. Trois tirages successifs ont donné au total 4.500 exemplaires. 1.000 ont été répartis entre les sections du Parti Communiste, du Parti Ouvrier Indépendant et du Parti Socialiste Ouvrier. L'on tire en ce moment, le N° 13 de la revue, après quoi ce sera le tour du N° 2, et ainsi de suite.

On se prépare à publier selon le plan du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, une *Revue Universelle* du mouvement communiste, où une place spéciale sera réservée aux colonies britanniques et, avant tout, aux Indes.

L'attitude du Parti Communiste envers les comités d'usines.

Les rapports entre les communistes et le mouvement des Shop Stewards en Angleterre demandent des explications spéciales. Nous commencerons par un bref aperçu historique.

Avant la guerre de 1914, le développement des trade-unions avait pris des proportions si considérables qu'il fallut établir une liaison entre les ouvriers et la direction centrale qui s'éloignait de plus en plus des masses.

Quand le système des comités d'usines (Shops Stewards) fut introduit, ceux-ci ne s'occupaient au début que du côté financier de l'affaire: ils veillaient à ce que les cotisations des membres rentrassent régulièrement et fussent transmises à qui de droit. Mais bientôt les comités d'usines eurent à s'occuper des rapports entre les ouvriers organisés et non organisés: ils durent présenter chaque trimestre des comptes-rendus sur le nombre des trade-unionistes et des ouvriers non organisés dans leurs entreprises. C'est ainsi que les comités d'usines commencèrent à participer à l'agitation. C'est à cela que se borna leur rôle jusqu'à la guerre. C'était la Société Unifiée des Mécaniciens (Amalgamated Society of Engineers), qui fait partie maintenant de l'Union Générale des Mécaniciens (Amalgamated Engineering Union), qui possédait le système le plus perfectionné de «comités d'usines».

En même temps, il existait une union révolutionnaire d'ouvriers organisés, laquelle était basée

sur les décisions du congrès des Ouvriers Industriels du Monde (I. W. W.) à Chicago, en 1905. En 1908, il se constitua un groupe de partisans du l'unionisme industriel (Advocates of Industrial Unionism), dont l'importance était purement théorique.

Le programme de l'unionisme industriel était particulièrement en faveur sur les rives du Clyde, en Ecosse, où il se forma, en 1910, la première organisation de combat qui prit le nom de «Ouvriers Industriels de Grande-Bretagne». Des groupes d'action furent créés dans plusieurs villes de province anglaises, mais la propagande ne réussit véritablement qu'en Ecosse où de nombreux et importants noyaux furent formés dans diverses usines. D'ailleurs, pendant ces derniers temps les «Ouvriers Industriels de Grande-Bretagne» perdirent leur caractère combattiv et se consacrèrent uniquement à la propagande pacifique de leurs idées.

Pendant la guerre, la situation des ouvriers commença à empirer par suite de la hausse continue des prix. En même temps, le mécontentement croissait contre les trade-unions qui avaient passé, en 1914, avec le gouvernement un accord ôtant aux ouvriers le droit de grève et interdisant aux élus des trade-unions toute participation aux préparatifs à une grève. C'est alors que les ouvriers tournèrent les yeux vers l'organisation des comités d'usines.

Il y avait toujours eu, dans les usines, des minorités résolument opposées à la guerre. Les représentants des trade-unions avaient toujours refusé de se mettre à la tête de ce mouvement et quand, pendant la guerre, la première grève éclata (en février 1915, en Ecosse), on sentit le besoin d'une nouvelle organisation qui pût diriger cette grève, et avec raison on s'adressa aux comités d'usines. L'organisation qui prit la direction de cette grève donna naissance au premier comité permanent dans la composition duquel entrèrent de nombreux participants au mouvement de 1911, ce qui lui donna aussitôt un caractère déterminé. Ce comité entreprit une telle agitation qu'en peu de temps, son influence se fit sentir dans tout le pays et que des organisations similaires commencèrent à surgir un peu partout. Cela fit penser à la nécessité de créer un organe permanent pour toute l'Angleterre, mais ce projet ne put être réalisé qu'en 1917, quand la vague de grèves qui déferla sur les villes de Sheffield, Barrow, Glasgow, Londres, etc., provoqua la grande grève des ports de commerce, dont le but était l'institution du contrôle ouvrier sur les transports. Un Comité Administratif National fut créé. Le mouvement échoua, mais la marche des événements prouva que l'idée directrice avait pris racine dans l'esprit des ouvriers qui, maintenant, dans toutes les circonstances critiques ont recours à l'organisation basée sur les méthodes des comités d'usines. Témoin, les collisions qui se sont produites à Glasgow, à Belfast, à Limerick et à Londres, et les grèves des cheminots et des mineurs.

Tout d'abord, le syndicalisme dominait dans les comités d'usines, mais le mouvement attirant à lui un nombre de plus en plus grand de socialistes, et la marche générale des événements

aidant, l'organisation se rapprocha de plus en plus du parti communiste; à l'heure qu'il est, tous les militants des Shop Stewards sont membres du parti, et l'organisation tout entière reconnaît la nécessité de coordonner son activité avec l'action communiste.

L'accord de Leeds stipulait que le Comité Exécutif provisoire entreprendrait des démarches pour établir un contact permanent avec le Comité Administratif National des comités d'usines. Les représentants des deux organisations se réunirent en assemblée, le 23 février 1921, à Londres.

Les débats montrèrent la nécessité d'une collaboration étroite du parti et des comités d'usines dans l'organisation du mouvement syndical basé sur le principe de la production; il fut reconnu également que le contrôle général et la direction du mouvement devaient être remis aux mains des travailleurs du parti.

La résolution votée: 1) faisait ressortir la nécessité «d'une collaboration étroite du parti communiste et des comités d'usines»; 2) reconnaissait que le contrôle du mouvement industriel devait être remis entre les mains du Parti Communiste Anglais et que toutes les mesures à cet effet devaient être prises immédiatement; 3) chargeait le Parti Communiste Anglais de contrôler l'activité de ses membres, lesquels sont tenus de participer au mouvement syndical, en vue de: a) réaliser le principe d'organisation par industrie, b) créer des conditions favorables à l'action révolutionnaire, c) affranchir le mouvement de toute influence de l'Internationale d'Amsterdam et transférer le centre de gravité sur l'Internationale des Syndicats Rouges.

Le parti communiste veillera à ce que tous les postes de confiance dans le mouvement syndical soient occupés par des communistes et que le mouvement industriel se développe selon les directives du parti.

SUR LA FUSION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DU PARTI COMMUNISTE EN SUISSE

Rapport au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Chers camarades,

Comme je vous le communiquais dans mon dernier rapport, la Commission de fusion a eu son travail facilité par un égal et sincère désir de réaliser l'unité des forces communistes en Suisse. Le K. P. s'étant rallié aux thèses et aux décisions du II^e Congrès de l'Internationale Communiste, la Gauche ne pouvait plus lui reprocher sa tendance syndicaliste antiparlementaire. La Gauche, de son côté, s'étant enfin débarrassée des éléments opportunistes du genre de Nobs, ayant entrepris résolument la lutte contre les centristes et ayant rompu avec eux, le K. P. n'avait plus de raisons de refuser l'union avec la Gauche détachée du parti. Toutes les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité, et, comme représentant de l'Exécutif, je n'ai eu à trancher aucun conflit. Le seul point de pratique qui séparait encore le K. P. de la Gauche était la question de la forme des unions ouvrières. Nous avons été d'accord de soumettre cette question au congrès et de ne pas la trancher en commission, chacun étant d'ailleurs décidé à se soumettre à la majorité, quelle qu'elle soit. Le congrès d'unification fut fixé au 5 et 6 mars.

Un incident au dernier moment

Tout était arrangé pour le congrès quand Platten sortit de prison, à la fin de février. Depuis

longtemps séparé du mouvement suisse, Platten n'avait suivi que de très loin son évolution et avait encore beaucoup de préjugés contre la tendance du K. P. Dès qu'il fut dehors de prison, il fit voter par la Gauche de Zürich un ordre du jour demandant à la centrale de la Gauche de renvoyer de quelques semaines la fusion. Je m'opposai catégoriquement à cette proposition, considérant que la fusion avait déjà trop tardé. Je convoquai cependant les 2 centrales (Gauche et K. P.) pour discuter avec Platten cette proposition et, éventuellement, les questions litigieuses entre le K. P. et la Gauche. La discussion prouva à Platten que la commission avait liquidé tout ce qui pouvait empêcher la fusion, et c'est à l'unanimité des 2^{es} centrales que la proposition Platten fut repoussée, et le congrès maintenu au 5 et 6 mars.

Le parti communiste était représenté au congrès par 28 sections représentant 873 membres. La Gauche avait 145 délégués représentant 104 sections et 5483 membres. Un certain nombre de camarades étaient présents, représentant des groupes n'ayant pas encore opéré la scission. Ils ne sont pas compris dans le chiffre des présents. Le parti communiste à son congrès de fondation a donc eu environ 6500 membres et 104 sections.

Les Débats

Vous en lirez les comptes-rendus publiés dans la presse communiste suisse. A relever est le fait que le congrès a refusé d'appeler le parti P. C. «unifié», mais simplement Parti Communiste Suisse. C'est une preuve qu'elle avait contre l'ancien parti communiste. Les statuts ont été élaborés. Dès qu'ils seront mis au point, nous les enverrons à l'Exécutif pour sanction. Une commission a été nommée pour élaborer un programme qui sera soumis aux sections pour étude et qui sera voté au prochain congrès. Le congrès vota le principe de la centralisation de la presse. Nous projetons d'éditer à Bâle un organe central de langue allemande avec deux «Kopfblätter», 1 pour Zürich et un pour Bern et la Suisse centrale. Un organe de langue française paraîtra à Genève, dès que les fonds nécessaires seront là. Dans la discussion sur les unions ouvrières, le point de vue de Schneider, soutenu et développé par Platten a triomphé du point de vue de l'ancien, parti communiste. Il est intéressant de noter qu'une partie des délégués de la Gauche ont voté avec les anciens communistes. Ce point de l'ordre du jour sera du reste repris et discuté à la centrale et dans les organes du parti. L'argumentation de Platten a prouvé qu'une discussion approfondie est encore nécessaire pour éclaircir certains malentendus. Le fond du débat est que les anciens communistes veulent propager maintenant la formation de conseils de fabriques, tandis que Platten craint que ces conseils ne deviennent, comme en Allemagne et en Autriche, des organisations contre-révolutionnaires. Discussion sur la forme de l'organisation! Il importe surtout de donner à nos organisations un contenu révolutionnaire.

Décision concernant l'Internationale

Le congrès a voté la résolution suivante, demandant ainsi que le parti communiste soit reçu membre de la III-e Internationale:

«Durant ces dernières années, les ouvriers révolutionnaires suisses commencent à quitter peu à peu les rangs de la social-démocratie et fondè-

rent le parti communiste. Mais nombre de communistes restèrent dans le parti social-démocrate et, jusqu'au congrès de 1920, à Berne, menèrent au sein de ce dernier la lutte pour le communisme et l'Internationale Communiste. Lorsque les réformistes et les centristes eurent, par tous les moyens possibles et imaginables, réussi encore une fois à empêcher la majorité du Parti Social-Démocrate Suisse d'entrer dans l'Internationale Communiste et que les chefs de la social-démocratie commencèrent à mener une agitation inadmissible en faveur de l'entrée dans l'Internationale III^e, des milliers et des milliers de camarades révolutionnaires commencèrent à quitter la social-démocratie et fondèrent provisoirement une Gauche du parti socialiste.

«Convaincus de la nécessité d'unifier tous les communistes suisses, le Parti Communiste Suisse, déjà affilié à l'Internationale Communiste, et la Gauche du parti socialiste ont fusionné à leur Congrès général (5-6 mars) en un Parti Communiste Suisse Unique.

«Le Congrès décide d'entrer dans l'Internationale Communiste et charge le Comité Central de faire auprès du Comité Exécutif les démarches nécessaires.

Nous prions le Comité Exécutif de nous répondre le plus rapidement possible et de nous dire si nous avons le droit d'envoyer un délégué à l'Exécutif.

La Centrale

La Centrale nommée par le congrès est composée des camarades suivants. Siège: Bâle. Anciens communistes:

Handschin, Maag (Bern), *Herzog* (Zürich), *Sulzbachner*. Gauche: *Belti, Kundia, Rosa Grimm, Platten* (Zürich). Suisse française: *Humbert-Droz* (La Chaux-de-Fonds). Femmes: *Rosa Bloch* (Zürich).

Welli fut nommé président.

Nous attendons donc une réponse à notre demande d'adhésion à la III-e Internationale Communiste.

Salut fraternel

Jules Humbert.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN BELGIQUE

Le mouvement communiste en Belgique est de date récente.

La guerre n'avait apporté aucune modification dans l'idéologie réformiste du parti social-démocrate. Mais l'évacuation de la Belgique par les armées allemandes ainsi que la révolution allemande créèrent dans le prolétariat belge et dans l'armée qui regagnait ses foyers un état d'esprit révolutionnaire. La trahison des chefs de la social-démocratie qui, tous sans exception, appartiennent à la II-e Internationale, provoqua en divers endroits la formation d'une opposition au sein du parti. Mais cette opposition était très

faible. En outre, dans les parties flamandes de la Belgique, le mouvement avait des tendances nationalistes très marquées. Les éléments flaminguants qui avaient la prépondérance dans l'opposition, cherchaient à utiliser cette dernière dans des buts nationalistes. Et ainsi les groupes d'opposition qui se constituèrent tout d'abord en Flandre, furent entièrement dominés par les idées nationalistes.

A la fondation de la III-e Internationale, le groupe anversois, composé en grande partie d'activistes (flaminguants), d'anarchistes et de tolstoïens, prit le titre de parti communiste. Mais

ce changement de titre ne modifia en rien la situation; il ne fit que provoquer la confusion parmi les ouvriers auxquels le groupe n'inspirait qu'une confiance très relative. Voyant l'inutilité de leur travail au sein du parti, les jeunes camarades le quittèrent et formèrent un groupe de jeunesse communiste. Puis ils entreprirent une campagne contre le parti et demandèrent sa liquidation. La situation était aussi indécise dans les autres groupes des Flandres. Le groupe de Gand renfermait des anarchistes et des communistes. Le groupe de Louvain était composé exclusivement d'anarchistes exploitant dans leurs propres buts l'autorité de l'Internationale Communiste. Avec le groupe communiste anversois, ces deux derniers formèrent «la Fédération Communiste Flamande», élirent un bureau qui siège à Anvers et éditièrent un hebdomadaire: *l'Internationale*. Le bureau convoqua de temps en temps des congrès, mais ne contrôla pas l'activité des différents groupes auxquels il laissa une complète liberté d'action.

Les relations avec le Parti Communiste Wallon ne s'établirent que plus tard et furent très instables.

J'examinerai d'abord la croissance du groupe wallon qui s'est développé indépendamment du groupe flamand, pour revenir ensuite à leurs rapports réciproques.

Le groupe communiste de Bruxelles fut créé le premier, au mois de février 1920. Son organe se transforma en organe communiste et prit le titre de *L'Ouvrier Communiste*. Quelques mois après, le groupe de Charleroi fut fondé par la minorité social-démocrate qui avait quitté le parti. En mai 1920, eut lieu à Bruxelles la conférence des groupes communistes de la Wallonie, qui amena la formation de la Fédération Wallonne du Parti Communiste Belge, dont le journal *Le Communiste Ouvrier* devint l'organe officiel. Tirant à environ 4.000 exemplaires, ce journal était surtout répandu dans les milieux industriels de la Wallonie. A Seraing, il se fonda un groupe composé également de la minorité du parti social-démocrate. Un groupe analogue fut formé à Verviers. Tous ces groupes sont dirigés actuellement par le groupe de Bruxelles, à la tête duquel se trouve le camarade Van Overstraeten. Ils déployèrent une grande activité dans les centres industriels de la Belgique, où ils acquirent une influence considérable parmi les ouvriers.

Au retour du camarade Van Overstraeten du II-e Congrès de l'Internationale Communiste, à l'inspiration du Comité Exécutif de l'Internationale, la Fédération Wallonne, dans le but de fonder un parti communiste belge unifié, section de la III-e Internationale, convoqua pour les 31 octobre et 1 novembre un congrès de tous les groupes communistes belges. A ce congrès, assistèrent plus de 40 délégués. L'ordre du jour comportait l'examen des résolutions du Congrès de la III-e Internationale et de ses statuts. Dans la discussion des thèses, les points 12 et 13 relatifs à la centralisation au sein du parti communiste donnèrent lieu à des débats prolongés. Le danger d'une centralisation trop rapide dans un parti à peine formé fut signalé et consigné dans

une résolution spéciale. Après examen de la question du parlementarisme, il fut décidé de renoncer pour le moment à prendre part à la vie parlementaire, d'envoyer à ce sujet un mémorandum au Comité Exécutif à Moscou, et de se soumettre à sa décision. Après une longue discussion sur la question du noyautage des syndicats, on reconnut la nécessité d'adapter les thèses de Moscou aux conditions locales. La question était des plus épineuses, car les syndicats menaçaient d'exclure les communistes.

Le Congrès de Bruxelles obligea la fédération flamande à adopter une attitude précise. A cet effet, une conférence des groupes flamands fut convoquée, à laquelle assista un représentant du Parti Communiste Belge. A la suite de cette conférence, le groupe de Louvain refusa d'adhérer à la III-e Internationale, alléguant qu'il ne pouvait se soumettre à la dictature de Moscou. Le groupe d'Anvers accepta toutes les conditions, promit de s'épurer et de fusionner ensuite avec le Parti Communiste Belge. Mais l'épuration ayant été mal faite et incomplète, la fusion n'eut pas lieu, et ainsi deux groupes résistèrent en présence.

En somme, la situation du mouvement communiste en Belgique est actuellement celle-ci: les groupes de Bruxelles, de Charleroi, de Seraing et de Verviers forment la Fédération Wallonne qui adhère à la III-e Internationale. Ces groupes se composent d'un petit nombre de membres, 80 environ, qui, néanmoins, font une propagande des plus actives. Énergiques pour la plupart et très développés au point de vue politique, ils ont une grande influence sur les ouvriers dans les districts miniers, où s'exerce principalement leur action. Critiquant constamment le parti social-démocrate, montrant aux ouvriers l'écart entre la parole et les actes de leurs chefs, ils travaillent avec succès à conquérir l'opposition du parti. Le Parti Communiste Belge n'accepte de nouveaux membres qu'avec discernement: il ne recherche pas tant la quantité que la qualité. Il estime que le parti doit se développer par en bas, c'est pourquoi il ne désire pas l'adhésion en bloc de groupes qui ne pourraient que lui enlever de son homogénéité. L'organe du Parti Communiste Belge paraît depuis le 1-er mars, une fois par semaine.

La Fédération Flamande, comme telle, n'existe plus. Le groupe de Gand est entré dans la bonne voie et dispose de quelques militants de valeur. Mais il lui est très difficile de travailler, car Gand est en quelque sorte la citadelle de la démocratie. Rien ne l'empêche d'adhérer au Parti Communiste Belge, mais il ne pourra le faire que lorsque la situation dans les autres groupes sera tirée au clair.

A Anvers, il existe deux groupes qui n'adhèrent pas au Parti Communiste Belge et sont divisés par une lutte opiniâtre, revêtant un certain caractère personnel. Le Parti Communiste Belge a chargé le groupe de Gand d'assumer le rôle d'arbitre entre les deux groupes anversois et de mettre fin à leur querelle, afin de rendre possible la fusion des deux fédérations, wallonne et flamande, en un seul Parti Communiste Belge.

LA CONFÉRENCE DU PARTI COMMUNISTE POLONAIS

(Février 1921).

Vers la mi-février, eut lieu à Varsovie une conférence générale du parti, à laquelle étaient représentées 9 organisations régionales par 29 délégués, avec voix délibérative, et 9 avec voix consultative.

À l'unanimité, la résolution ci-dessous sur les prescriptions du Deuxième Congrès de la III^e Internationale fut adoptée :

«Ayant pris connaissance des 21 conditions formulées par le Deuxième Congrès de la III^e Internationale et obligatoires pour tous les partis désireux d'adhérer à ladite Internationale, la Conférence constate que le programme, l'activité et la tactique du parti, depuis sa création, sont en conformité avec ces conditions qu'elle accepte sans réserve.

«La Conférence décide d'ajouter au nom du parti les mots: Section de l'Internationale Communiste.

De toutes les questions posées à la Conférence, la seule qui provoqua des débats fut la question du parlementarisme et de l'attitude à adopter par le parti, lors des prochaines élections au sein polonais.

Trois projets de résolution furent présentés: l'un demandant, conformément aux thèses du II^e Congrès, l'utilisation révolutionnaire des élections, et deux autres en recommandant le boycottage. La première résolution fut adoptée par une majorité de 13 voix délibératives contre 11. La participation aux élections parlementaires est une tâche difficile, compliquée, mais non ingrate pour un parti qui, quoique illégal, jouit parmi les masses ouvrières d'une grande influence.

La conférence qui, par suite de difficultés purement techniques, dut clore ses travaux avant le délai prévu, n'eut le temps de voter ni les thèses proposées par les différents rapporteurs sur la situation internationale, ni la résolution relative à la situation en Pologne. Étant donné que ces thèses caractérisent l'attitude générale du parti, nous en donnons la traduction (Voir plus bas).

Il convient d'ajouter que la conférence eut lieu au début de la grève des cheminots qui, déclenchée et dirigée exclusivement par les communistes, amena, malgré la résistance des socialistes du Parti Socialiste Polonais, la grève générale et dressa toute la classe ouvrière polonaise contre ses ennemis.

LE PROLÉTARIAT POLONAIS ÉPROUVE SA FORCE

I.

Depuis la reconnaissance de l'indépendance de la Pologne, la bourgeoisie n'a cessé de fortifier ses positions de combat et de préparer la mobilisation générale de ses forces pour une attaque décisive contre la classe ouvrière. Par cette attaque, la bourgeoisie et des seigneurs terriens, de transformer les ouvriers en ilotes, de les charger de fers et de les contraindre, par les humiliations et la misère, à travailler à la restauration de l'économie capitaliste complètement désorganisée.

Ce qui en Pologne, comme du reste dans tout le monde capitaliste, oblige la bourgeoisie à user du système de sa violence envers la classe ouvrière, c'est le spectre de sa propre mort qui se détache de plus en plus nettement des ténèbres de la désorganisation et de l'anarchie économique qu'augmentent encore les conflits politiques incessants. Lutter contre cette situation menaçante pour la bourgeoisie et en triompher, c'est là la principale tâche du gouvernement et des capitalistes.

Pourtant, tous les moyens employés jusqu'à présent pour sauver le navire en détresse du régime capitaliste, ont complètement échoué. Il n'est resté qu'un seul espoir de salut: c'est l'exploitation de la classe ouvrière et, pour y arriver, l'instauration de la terreur blanche, de la pendaison et des fusillades. Ce nouveau et unique programme de la bourgeoisie mondiale est également le seul que possèdent

les classes dirigeantes polonaises. Leurs chefs, Dmovsky, l'archevêque Théodorovitch, Doubanovitch et le prêtre Lutoslavsky en étaient depuis longtemps les apôtres zélés et attendaient avec impatience le moment où il pourrait être mis à exécution.

La grève économique des cheminots du réseau de Varsovie qui, soutenus uniquement par notre parti, entreprirent leur lutte héroïque contre le gouvernement, la bourgeoisie, le Parti Socialiste Polonais, la Commission Centrale et le Comité Exécutif du Syndicat des Cheminots, fournit aux capitalistes un prétexte commode pour le déclenchement d'une attaque décisive.

Malgré les pourparlers de paix et la question de la Haute-Silésie, malgré la situation générale à l'intérieur du pays et à l'étranger, la bourgeoisie, exigeant la militarisation des chemins de fer, chargea le gouvernement de Pilsudski et Vitos de mettre à la raison, par les fusillades et la potence, les cheminots en grève qui devaient être déferés aux Conseils de guerre.

Cette mission que lui avait confiée la bourgeoisie, le gouvernement tenta de l'accomplir. Le décret de la militarisation des chemins de fer fut signé par Pilsudski et Vitos. Les Ivachkévitch et les Liamezan répondirent à l'appel, prêts à pendre ou à fusiller les grévistes. Dmovsky et Théodorovitch tressaillèrent d'allégresse. Avoir pour bourreaux du peuple ouvrier Pilsudski et Vitos en personne; bien mieux, au moyen de la militarisation, les obliger à détruire eux-mêmes le fondement du centre gauche: le y

avait véritablement là de quoi se réjouir. Mais la joie de la bourgeoisie ne fut pas de longue durée, elle fit bientôt place à une peur angoissante.

II

En entreprenant la lutte contre les cheminots en grève pour l'augmentation de leurs salaires, le gouvernement et la bourgeoisie espéraient que la tactique de la terreur blanche qu'ils exerçaient contre la classe ouvrière, terreur complétée par la politique traîtresse, par la politique de conciliation des fripons du Parti Socialiste Polonais, porterait ses fruits... Ils escomptaient que les ouvriers reculeraient devant la terreur et la menace de la potence, qu'ils n'oseraient pas défendre leurs droits et leurs intérêts vitaux, qu'ils reculeraient passivement sous la poussée du capitalisme.

Mais leur espoir se trouva déçu. Lorsque les masses ouvrières eurent connaissance de la militarisation et des menaces des *Iwackiewicz* (la potence pour les cheminots en grève), la grande majorité des ouvriers comprit la nature véritable de la lutte engagée par la bourgeoisie, elle comprit qu'à cette attaque des classes possédantes il fallait immédiatement opposer l'action révolutionnaire du prolétariat. La grève générale, instrument puissant de lutte des ouvriers contre la bourgeoisie et pour laquelle notre parti avait fait une propagande infatigable, mais qui avait été tournée en dérision et catégoriquement rejetée par le Parti Socialiste Polonais, s'imposa alors aux ouvriers. Le mot d'ordre de la grève générale que notre parti avait lancé à l'assemblée du Conseil des Syndicats de Varsovie et aux meetings des usines fut accueilli avec enthousiasme par la masse ouvrière tout entière. En invitant le prolétariat à la grève, la Commission Centrale ne fit que se soumettre à la décision que les ouvriers avaient déjà prise. Elle ne se soumit d'ailleurs qu'en apparence. Les mots d'ordre de la bataille qui s'engageait furent formulés par notre parti et soutenus par les ouvriers. À tous les meetings et à toutes les assemblées, dans tous les syndicats, on entendait retentir nos cris de combat: «A bas la terreur blanche! A bas la militarisation! Suppression de l'état de guerre et des cours martiales! Libération des détenus politiques! Liberté de réunion et de démonstration! Liberté de parole, de presse et d'organisation!»

L'heure terrible était arrivée pour le Parti Socialiste Polonais: allait-il marcher avec les pendeurs contre les ouvriers, ou reconnaître publiquement la faillite de sa politique de conciliation avec la bourgeoisie, politique qui avait déjà causé tant de désastres aux ouvriers et si puissamment contribué à la construction de l'appareil étatique, au moyen duquel la bourgeoisie écrase par le fer et le bois dans le sang toutes les manifestations révolutionnaires du prolétariat?

Et alors, plus nettement que jamais, tout observateur sensé put voir dans quel chaos de contradictions se débattaient le Parti Socialiste Polonais. Fidèles à leur rôle de serviteurs de la bourgeoisie et rejetant catégoriquement toute idée de lutte contre cette dernière et contre le gouvernement, les chefs du parti socialiste se prononcèrent pour la tactique habituelle du parti, pour la tactique de quémenderie, de chantage et de promesses fallacieuses. La seule pensée de la grève générale les rendait furieux, et la haine contre les communistes les poussait irrésistiblement dans le camp de la réaction.

Mais les ouvriers, membres du Parti Socialiste Polonais, ne l'entendaient pas ainsi. Ils voulaient la lutte, ils voulaient la défaite du gouvernement et des capitalistes et ils exigeaient de leur parti que celui-ci donnât le signal de la grève générale et s'associât à la lutte entreprise par les communistes. La pression des ouvriers du parti socialiste sur leurs chefs-traîtres fut si puissante, leur haine du gouvernement et de la bourgeoisie si forte, leur mécontentement de la politique de conciliation et de trahison si grand que, grinçant des dents et après une résistance acharnée, les chefs du Parti Socialiste Polonais durent, afin de ne point pousser les mécontents dans le camp des communistes, feindre de céder aux ouvriers. Le Comité Exécutif Central du parti décida publiquement, mais à regret, de ne pas s'opposer à la grève et même de la soutenir quelque peu.

Néanmoins, pour que cette grève générale ne se terminât point par la défaite complète du gouvernement et de la bourgeoisie, auxquels le Parti Socialiste Polonais est redevable de son existence, ses chefs arrêtèrent:

1) La grève doit avoir exclusivement un caractère de protestation et ne durer que deux jours.

2) Les ouvriers agricoles ne doivent point prendre part à la grève.

L'agitation du Parti Socialiste Polonais en faveur de la grève eut un caractère spécial. Son organe de Lvov, le *Dziennik Ludowy*, publia, sans aucun commentaire, des dépêches truquées de l'agence télégraphique polonaise sur le développement de la grève des cheminots, répandant ainsi parmi les ouvriers de Lvov des bruits mensongers et nuisibles aux succès du mouvement.

Dans son numéro du 28 février, l'organe du Parti Socialiste Polonais de Cracovie, dans un article intitulé: *L'œuvre des forces*, encourageait ainsi les ouvriers à la lutte décisive: «La classe ouvrière n'a aucunement l'intention d'essayer ses forces, car elle sait bien que cet essai sur une grande échelle équivaudrait à la révolution et que, actuellement, la révolution n'est possible ni en Pologne, ni en aucun autre pays de l'Europe épuisée». Et, plus loin, dans le même article: «Les voix et les communications, voilà avec quoi on ne badine pas, et le gouvernement doit maintenant son autorité». Cette dernière phrase est une justification de la conduite du gouvernement, en même temps qu'un éloge pour la militarisation des chemins de fer.

À Varsovie aussi, il était clair que le Parti Socialiste Polonais soutenait la grève générale à son corps défendant. Durant trois jours il ne fit absolument rien pour la grève. Il n'organisa pas un seul grand meeting, il n'envoya pas d'agitateurs aux meetings organisés par notre parti, il ne participa ni aux assemblées des syndicats, ni à celles des usines.

Sur ces entrefaits, le gouvernement et la bourgeoisie s'étaient mis à réprimer la grève générale avec la dernière énergie. Toutes les organisations réactionnaires et contre-révolutionnaires, depuis le Parti Ouvrier Populaire et les Ouvriers Chrétiens jusqu'au Club Sportif, furent mobilisées.

Proclamations tendancieuses, accusations, mensonges, injures: tout fut mis en œuvre. À Varsovie, on fabriqua par douzaines les télégrammes sur le triomphe de la contre-révolution en Russie; on adressait aux insurgés de la Haute-Silésie, soudoyés par le gouvernement, des appels enflammés pour les engager à cesser la grève. Du haut de leurs chaires, les prêtres anthématisaient les grévistes. Petits boutiquiers et cagols ne respiraient que meurtre et vengeance. Pour donner le change aux ouvriers, le gouvernement publiait des listes de spéculateurs arrêtés.

Contre cette bande de pendeurs, de coquins et de briseurs de grèves, seul, notre parti se dressa, organisant la lutte et invitant à la continuer jusqu'à la victoire complète. Aussi personne parmi les ouvriers ne croit aux mensonges du Comité Exécutif Central du Parti Socialiste Polonais qui, dans un appel publié après la grève, déclarait qu'elle avait échoué en plusieurs endroits par la faute des communistes; chacun sait, en effet, que les communistes en furent l'âme, que ce furent eux qui l'organisèrent, qui lui donnèrent ses mots d'ordre et qui réclamèrent la continuation de la lutte pendant que le Parti Socialiste Polonais sabotait ouvertement cette grève, essayait par tous les moyens de la faire échouer, ce à quoi il réussit en fin de compte...

Malgré tous les efforts et toutes les menées perfides du Parti Socialiste Polonais, la grève éclata pourtant. Les mensonges et la terreur blanche du gouvernement et de la bourgeoisie ne purent l'empêcher. L'immense majorité des ouvriers abandonna le travail. Toute la Pologne se divisa en deux camps ennemis: d'un côté, les ouvriers et de l'autre, les capitalistes et leurs laquais. Contrairement à leur attente, le gouvernement et la bourgeoisie durent constater que la grève des cheminots, loin de faiblir après la militarisation des chemins de fer, ne faisait que s'étendre de plus en plus. Le gouvernement, il est vrai, réussit à rétablir partiellement la circulation des trains de voyageurs, mais celle des trains de marchandises cessa complètement. Nulle part, les ateliers ne travaillaient. La quantité des locomotives hors d'usage commença à augmenter sensiblement, car pour les réparer il n'y avait personne. Les réserves de charbon sur les voies ferrées étaient des plus minimes.

La presse bourgeoise triomphait, mais la situation devenait critique pour le gouvernement.

Cet essai des forces que l'on avait imposé aux ouvriers pouvait se terminer par la défaite du gouvernement et de la bourgeoisie, mais pour cela il eût fallu que la grève continuât. Cette grève devait revêtir non pas un caractère de protestation, comme le demandait le Parti So-

cialiste, mais le caractère d'une grève impitoyable menée jusqu'à la victoire, ce que demandait notre parti.

Au début, le gouvernement se sentait tellement sûr de sa force qu'il ne voulait même pas entrer en conversation avec ses amis du centre gauche et repoussait brutalement les représentants du parti socialiste qui venaient implorer sa pitié, les Moratchevsky et les Joulevsky; aussi la Commission Centrale elle-même fut-elle forcée de prolonger la grève. Mais au fur et à mesure du développement de cette dernière, le gouvernement et la bourgeoisie virent de plus en plus clairement que l'affaire allait mal tourner pour eux. Au lieu de tomber, l'effervescence révolutionnaire des masses allait toujours crescendo. A Varsovie, le troisième jour de la grève, un meeting ouvrier, à la suite duquel eurent lieu les premières tentatives de démonstrations, réunit 15.000 personnes. En différents endroits, les «renards» et les parlisans du S. S. S. (mutualistes) furent rossés d'importance; les vitres des tramways furent brisées.

Le gouvernement put voir alors la force de notre mot d'ordre: «A bas la militarisation». Les locomotives étaient brûlées et abîmées par les grévistes; quant aux instruments et aux pièces des machines, les briseurs de grèves patriotes en volaient des quantités considérables.

Vilos baissa le ton. Il entra en pourparlers avec les chefs du parti socialiste qui, sur la seule promesse que la militarisation serait supprimée après la grève, lancèrent par l'intermédiaire de la Commission Centrale l'ordre de reprendre le travail, faisant ainsi échouer la grève, trahissant la classe ouvrière et livrant, pieds et poings liés, les cheminots à leurs plus cruels ennemis. Quant à notre parti, il ne cessa d'exhorter la classe ouvrière à continuer la lutte jusqu'à la victoire finale. Mais le parti socialiste eut le dessus, et la grève fut liquidée.

III.

Comment cette grève se termina-t-elle: par la défaite ou par la victoire de la classe ouvrière? Le parti socialiste répond: Par la victoire. Mais nous, communistes, nous affirmons que cette grève a été une défaite. Le gouvernement et la bourgeoisie ont été les vainqueurs; encore une fois, les ouvriers ont subi une défaite.

Pourquoi en a-t-il été ainsi? Parce que jusqu'à présent, les ouvriers n'ont pas encore compris qu'ils étaient des soldats de l'armée révolutionnaire qui, pour vaincre ses ennemis, doit se soumettre entièrement à la direction du seul parti révolutionnaire de Pologne, le Parti Communiste Ouvrier Polonais.

Les ouvriers ont été défaits parce que, jusqu'à l'heure actuelle, ce sont les membres du parti socialiste qui font la loi dans les syndicats ouvriers et dans la Commission Centrale d'où les ouvriers ne les ont pas encore expulsés.

Les ouvriers ont été battus parce que, au lieu d'aller d'usine en usine, d'atelier en atelier, débaucher leurs camarades, ils ont cru suffisant de faire eux-mêmes la grève, de se croiser les bras et d'attendre. Ce qu'il fallait, c'était arrêter la circulation de tous les véhicules et, par des manifestations gigantesques dans les principales artères de la ville, montrer la puissance du prolétariat.

Mais la cause principale de la défaite des ouvriers doit être attribuée à la trahison du parti socialiste. En outre, les ouvriers eux-mêmes ne surent point comprendre qu'il

fallait lutter jusqu'à la capitulation du gouvernement et de la bourgeoisie.

Oui, le gouvernement et la bourgeoisie ont remporté la victoire. Mais cette victoire les a profondément déçus et remplis d'épouvante.

Car, au lieu de la soumission et de la passivité à laquelle ils s'attendaient, ils ont vu l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière et l'accroissement de la solidarité prolétarienne. Avec effroi, ils ont constaté que l'idée communiste qu'ils croyaient supprimée, tuée par la terreur blanche, progressait victorieusement parmi les grandes masses ouvrières, s'implantait dans le cœur et le cerveau de tous les ouvriers honnêtes.

Ils ont vu enfin que, malgré leur victoire, cette bataille dans laquelle le prolétariat se mesurait pour la première fois avec eux avait eu pour résultat d'arrêter et de briser leur assaut contre la classe ouvrière.

Malgré leur défaite, les ouvriers se sentent aujourd'hui plus forts, plus sûrs d'eux-mêmes qu'avant la grève générale.

Car avant cette grève, ils ne croyaient même pas à sa possibilité, ils ne croyaient pas en leur solidarité, en leurs propres forces. Maintenant, ils se sont convaincus que, malgré la coalition de toutes les forces bourgeoises, la grève générale est possible, quoique eux-mêmes ils aient très peu fait pour sa préparation. Néanmoins, la grève fut imposante. La solidarité ouvrière que les renards s'efforçaient de briser fut si puissante que la masse sentit croître en elle le sentiment de sa propre force.

Cette lutte dévoila la trahison du parti socialiste à la classe ouvrière qui se détourna de lui avec mépris. C'est au fort même de la mêlée que les ouvriers prirent nettement conscience d'eux-mêmes; les communistes avaient donc bien raison de les engager à soutenir la lutte jusqu'au bout.

Oui, les ouvriers se sentent plus forts parce que le Parti Communiste Ouvrier Polonais, ce poteau flamboyant qui indique la route et le but à la classe ouvrière, ce chef, ce lutteur valeureux qui mène à la victoire, est devenu plus fort et plus populaire.

Dans la période que nous traversons, cette dernière lutte marque un tournant décisif. Elle n'est qu'interrompue. Bien-tôt elle recommencera plus vive que jamais. Elle sera acharnée, implacable, sous quelques mots d'ordre qu'elle soit menée.

Dans cette lutte, la bourgeoisie voudra briser définitivement la résistance des ouvriers et consolider sa dictature. Les ouvriers, eux, s'efforceront de renverser le régime de terreur blanche; ils voudront traverser les classes possédantes, ils combattront pour le pouvoir des soviets des députés ouvriers, pour le gouvernement de la dictature prolétarienne.

... Vive la solidarité et la lutte révolutionnaire des ouvriers!

A bas le Parti Socialiste Polonais! Vive le Parti Communiste Ouvrier Polonais!

A bas le gouvernement des bourreaux!

Vive la dictature du prolétariat!

Vive la République Soviétiste Polonaise!

Le Comité Central du Parti Communiste Ouvrier Polonais.

Varsovie, 6 mars 1921.

L'URUGUAY DEVANT LA RÉVOLUTION.

Lettre de Montevideo.

«La République Orientale de l'Uruguay» est un pays peuplé d'environ de deux millions d'habitants, dont le quart habite la capitale, Montevideo, située sur la rive gauche du Rio de la Plata. Grâce à sa situation géographique, l'Uruguay forme la jonction entre les différents pays de l'Amérique du Sud, et principalement entre le

Brésil et l'Argentine, auxquels il est relié par des voies ferrées et des services de bateaux.

Pour cette raison surtout, ainsi que pour les conditions favorables qu'il offre au développement intellectuel et certaines particularités de sa situation politique, l'Uruguay occupe parmi les Etats sud-américains une place très importante

et représente le centre de la pensée de la classe ouvrière. Grâce à la tolérance relative de sa bourgeoisie, l'Uruguay, comme jadis l'Angleterre et la Suisse en Europe, servit et sert encore d'asile aux réfugiés politiques et en général, à tous les révolutionnaires. Aussi fut-il possible, durant de longues années, de faire une propagande active, laquelle eut pour résultat d'éveiller dans le prolétariat industriel une conscience de classe, ne le cédant en rien, et pour la profondeur et la netteté, à celle du prolétariat des pays les plus avancés de l'Europe. A l'exception d'une faible minorité adhérent aux «constitutionnels» et aux réformistes et de la masse inerte dont la passivité est le meilleur appui de la réaction, les ouvriers organisés sont en grande partie communistes. Adversaires du parlementarisme, ils utilisent toutes les formes de l'action directe: grève, boycottage et sabotage. Leur but final est la destruction complète du capitalisme au moyen de la révolution. La liste des organisations suivantes donne une idée de l'importance du mouvement révolutionnaire dans la République Orientale.

Cercles d'études: «Le Toit» (La Teja), «La lumière pour l'ouvrière» (Luz al Obrera), «Germinal» (Germinal), «Emile Zola» (Emilio Zola), «Le quartier de la Pologne» (Barrio la Polonia), «La redoute» (Reducto), «Réformer, c'est vivre» (Reformarse es Vivir), «La terre et la liberté» (Tierra y Libertad), «La lumière et la vie» (Luz y Vida), «La Renaissance» (Regeneracion), «Les travailleurs russes» (Obreros Rusos), «Le cercle international» (Circulo Internacional).

Fédérations et Unions: Syndicat des chauffeurs; fédération des ouvriers de l'industrie frigorifique; unions de défense active: chauffeurs, mineurs, verriers, terrassiers, chapeliers, maçons, charpentiers, tailleurs, coiffeurs, boulangers, métallurgistes, voi-

turiers des docks, voituriers, ouvriers des entrepôts, plâtriers, briquetiers, ouvriers des fermes, tanneurs, mosaïstes, mécaniciens et ouvriers adhérent à l'union des mécaniciens, ouvriers des chantiers maritimes, employés municipaux.

Toutes ces unions sont communistes. N'en font point partie: les électriciens, qui sont syndicalistes, et les matelots, qui sont réformistes, à l'exception de quelques-uns qui se sont prononcés nettement pour le bolchévisme.

Il existe encore, à l'intérieur du pays, quelques organisations de peu d'importance, mais celles que nous venons de citer englobent la totalité du prolétariat conscient.

En résumé, on peut dire qu'il existe en Uruguay une classe ouvrière organisée, représentant une force morale et matérielle considérable, dont l'appui est assuré et n'importe quelle action entreprise en faveur de la III^e Internationale. La classe ouvrière comprend que la révolution russe ne touche pas la Russie seulement, mais qu'elle a une importance mondiale et qu'elle doit être immédiatement secourue par ceux qui reconnaissent la nécessité d'organiser toutes les forces susceptibles de contribuer à la réalisation de la révolution mondiale.

Pourtant, il est à remarquer que le nombre des prolétaires conscients est plus faible en Uruguay que dans les autres pays. La bourgeoisie est numériquement très puissante. Elle entretient une armée et une flotte bien plus fortes que ne l'exige le chiffre de la population du pays. Sans cela, la révolution serait déjà un fait accompli. Mais pour ceux qui luttent avec une foi inébranlable en l'avenir, la victoire finale, qui amènera l'émancipation de la classe ouvrière, ne peut faire aucun doute.

LISTE DES ORGANISATIONS ADHÉRANT A LA III^e INTERNATIONALE

(Liste N° 2, allant jusqu'au 15 mai 1921)

A. Partis et groupes socialistes

I. GRANDE-BRETAGNE.

1) La Conférence de l'organisation du Sud du Pays de Galles vote une résolution d'adhésion à la III^e Internationale. (*Daily Herald*, 23/III, 1921)

2) A son Congrès de Southport (28 mars) l'aile gauche de l'I. L. P. quitte le parti pour entrer dans le Parti Communiste de Grande-Bretagne. (*Daily Herald*, N° 1613, 30/III).

3) Les trois quarts de la section de Pontipool adhèrent au parti communiste. (*Daily Herald*, N° 1633, 22/IV, 1921).

4) La section de Clydach (I. L. P.) décide, à l'unanimité, d'adhérer au parti communiste. (*Daily Herald*, N° 1633, 22/IV, 1921).

II. SCANDINAVIE.

1) A son 4^e Congrès de Stockholm (25-28/III), la gauche du Parti Socialiste Suédois décide de changer son nom en celui de «Parti Communiste Suédois» et, par 173 voix contre 37, exclut les centristes et confirme son adhésion à l'Internationale Communiste. (*F. D. P.*, N° 69, 26/III, 1921).

2) A son 25^e Congrès (25-26/III), à Christiania, le Parti Ouvrier Norvégien adopte (*Social-Demokraten*, N° 70-71).

contre 20 centristes et 5 socialistes de droite, une résolution confirmant l'appartenance du parti à l'Internationale Communiste. Les centristes restent dans le parti; les socialistes de droite en sont exclus.

III. SUISSE.

Le 5 mars, l'assemblée de la gauche du Parti Socialiste Suisse décide de fusionner avec le Parti Communiste Suisse. Le même jour, ouverture du Congrès unifié de ces deux partis, auquel assistent 200 délégués représentant environ 65.000 membres.

IV. ETATS BALKANIQUES ET PAYS SLAVES.

1) L'organisation d'Ostrava de la gauche socialiste tchèque se prononce pour l'acceptation sans réserve des 21 conditions et pour l'adhésion à la III-e Internationale.

(*Rote Fahne de Vienne*, N° 392, 21/IV).

2) Le 12 mars, les communistes allemands de Tchécoslovaquie, en présence des représentants des communistes allemands, déclarent au congrès de Reichenberg adhérer sans réserve à la III-e Internationale et former partie constitutive de l'Internationale Communiste (*Télégramme de Prague*, 18/III, 1921).

(*L'Humanité*, N° 6, 204, 16/III).

3) Le 21 avril, le Parti Socialiste Tchéque de Moravie adopte sans réserve les 21 conditions de l'Internationale Communiste.

(*Daily Herald*, N° 1634, 21/IV, 1921).

4) Au congrès du 9 mai 1921, le Parti Socialiste Roumain, à une majorité écrasante, décide d'adhérer à l'Internationale Communiste.

(*Pravda, Pétrograd*, N° 107, 18/V, 1921).

V. ESPAGNE.

1) Par 3.000 voix contre 440, le Congrès extraordinaire des Jeunesses Socialistes Espagnoles décide de quitter le parti socialiste et d'adhérer à la III-e Internationale. L'union de la jeunesse adopte le nom de «Union de la Jeunesse Communiste Espagnole».

(*Rote Fahne* N° 187, 27/IV, 1921).

2) Les socialistes de Bilbao se prononcent pour l'adhésion à la III-e Internatio-

(*L'Humanité*, 7/IV, 1921).

nale *Télégramme de Madrid*, 5/IV, reproduit par *L'Humanité*).

3) A la suite du congrès du 14 avril, où, par 8808 voix contre 6025, l'adhésion à la III-e Internationale a été repoussée, la gauche du Parti Socialiste Espagnol constitue un parti ouvrier.

(*Lebor Lided*, N° 16, 22/IV, 1921).

VI. AMÉRIQUE.

1) Le Parti Socialiste Mexicain adhère à la III-e Internationale et décide de fusionner avec le Parti Communiste Mexicain.

(*Communist*, 9/IV, 1921).

2) A son assemblée, l'organisation locale du parti socialiste de la ville de Troy (États-Unis) adopte une résolution d'adhésion à la III-e Internationale et charge ses délégués au Congrès National de voter en faveur de cette adhésion.

(*New-York Communist* N° 90, 9/IV).

3) Le correspondant spécial de *De Tribune* mande de Rio de Janeiro que la minorité de l'Union Anarchiste sous la présidence de Everardo Diaz, a quitté son organisation pour entrer dans l'Internationale Communiste.

(*De Tribune*, N° 140, 16/III).

4) Au sein du Parti Socialiste Américain, il se constitue un groupe de 25 personnes se donnant pour tâche de propager l'acceptation sans réserve des 21 conditions.

(*Rote Fahne de Vienne*, N° 605, 6/V, 1921).

B. Organisations professionnelles

I. ALLEMAGNE.

1) A leur assemblée du 23 mars, les relieurs berlinois décident, par 204 voix contre 190, d'envoyer à Moscou une délégation de la part de l'organisation berlinoise et proposent de faire à l'organisation centrale du syndicat de faire de même.

(*Rote Fahne*, 23/III, N° 138).

II. SCANDINAVIE.

1) Le Parti Communiste Danois, à son congrès de Weil (23-25 avril), ainsi que l'opposition syndicale (Fagoppositionens Sommenslatning), à son congrès (23-25 avril), fusion-

(*Arbeidet*, N° 95-97).

nent en une Fédération Communiste Unique. Les syndicalistes entrent dans l'Internationale Syndicale Rouge.

2) Les typographes de la ville de Luleo (Suède) reconnaissent le programme et la tactique de la III^e Internationale.

III. ITALIE.

Le Congrès National de la Confédération Italienne du Travail à Livourne (3/III) adopte une résolution d'adhésion sans réserve à la tentative de créer une Internationale Syndicale Rouge. Il décide de quitter l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, au cas où l'exigeraient les résolutions prises à Moscou.

IV. ETATS BALKANIQUES ET PAYS SLAVES.

1) A leur Conférence de Bucarest (11/12), les délégués des organisations professionnelles de l'ancienne Roumanie votent une protestation énergique contre l'adhésion à l'Internationale d'Amsterdam.

2) Le Congrès des ouvriers agricoles (cultivateurs, forestiers et jardiniers) tchéco-slovaques, auquel assistaient environ 500 délégués représentant 257.864 ouvriers organisés, décide d'adhérer à l'Internationale Syndicale de Moscou.

V. FRANCE.

1) Par 46 voix contre 11, la Fédération des Syndicats du Calvados condamne la politique de l'Internationale d'Amsterdam et décide d'adhérer à Moscou (*Télégramme de Paris*, 28/II).

2) Au Congrès du 13 mars, à Saint-Etienne, la 5^e Union régionale de la Fédération des tanneurs (englobant 8 départements), à une énorme majorité, se prononce pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou, mais déclare conserver une complète indépendance à l'égard des partis politiques (*La Vie Ouvrière*, 18/III, N° 98).

(*F. D. P.*,
17/II, N° 38).

(*Avanti*, 4/III,
N° 35).

(*Rote Fahne de Vienne*, 3/III, N° 551).

(*Avanti*, 27/III).

(*Rote Fahne de Vienne*, 3/III,
N° 551).

(*Rote Fahne de Vienne*, N° 568).

3) Par 56 voix contre 36 (27 abstentions et 6 absents), l'union départementale du Doubs se prononce pour la rupture avec la Confédération Générale du Travail et l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et vote l'adhésion au Conseil International Syndical.

4) Par 91 voix contre 13, l'union départementale de la Somme adopte la résolution du Comité des Syndicalistes Révolutionnaires.

5) Par 18 voix contre 14, l'union départementale de la Charente (27/II) se prononce pour l'adhésion de la C. G. T. à l'Internationale Syndicale de Moscou.

6) Par 3.690 voix contre 4.453 et 500 abstentions, le Congrès des 15.000 cheminots organisés d'Alsace-Lorraine (Sarreguemines, 8 - 9/IV) se prononce pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

(*La Vie Ouvrière*,
1/IV, N° 5).

(*La Vie Ouvrière*,
1/IV, N° 102).

(*La Vie Ouvrière*,
18/III, N° 98).

(*L'Humanité*,
23/IV, 1921).

VII. AUTRICHE.

A Vienne, fondation d'un groupe communiste des ouvriers verriers.

(*Rote Fahne de Vienne*, 22/IV,
N° 391).

VIII. GRANDE-BRETAGNE.

1) La Conférence de Barrow des sections des trade-unions adopte une résolution invitant le Comité des trade-unions à rompre avec l'Internationale d'Amsterdam et à prendre les mesures nécessaires pour l'envoi d'une représentation à Moscou.

2) A une Conférence non officielle des mineurs du Yorkshire, une résolution d'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge est adoptée à l'unanimité.

3) Par 55 voix contre 50, le Congrès des organisations professionnelles écossaises (Aberdeen, 24/IV, 1921) vote l'adhésion à l'Internationale de Moscou.

4) La Fédération des Mineurs du comté de Fife décide d'adhérer directement à l'Internationale Syndicale Rouge.

5) Le nombre des sections de syndicats ayant adopté des résolutions invitant leurs Comités Centraux respectifs à prendre les mesures nécessaires: a) pour la sortie de l'Internationale

(*Daily Herald*,
11/IV).

(*Solidarity*,
8/IV, 1921).

(*Rote Fahne*, N° 185,
26/IV, 1921).

(*Solidarity*, 8/IV).

d'Amsterdam et b) pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge—dépassé actuellement 200.

Ces sections se répartissent comme suit:

Fédération des mécaniciens.	80	sections
Mineurs.	42	»
Carrossiers.	18	»
Union Ouvrière.	14	»
Chaudronniers.	15	»
Syndicats des électrotechniciens.	6	»
Manœuvres.	3	»
Union Nationale des cheminots.	5	»
Syndicat des mécaniciens et des chauffeurs des chemins de fer.	3	»
Dockers.	7	»
Fondeurs.	5	»
23 autres syndicaux.	40	»

TOTAL 238 sections.

Dans les 23 sections susmentionnées, les syndicats des plâtriers, teinturiers, tapissiers, menuisiers, maçons, charpentiers, boulangers, coupeurs, employés municipaux ont chacun deux ou trois sections. Il ne faut pas oublier que la liste est loin d'être complète, car n'y figurent que les sections sur lesquelles on a des renseignements exacts.

(*Solidarity*,
17/IX, 1921).

IX. PROCHE ORIENT.

La Conférence Internationale du Travail à Constantinople vote l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou. (*Agence moscovite Rosta*, 24.II).

X. AMÉRIQUE.

1) A sa première Assemblée, à Philadelphie, le nouveau syndicat des ouvriers des métaux vote l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou. (*Rote Fahne*, N° 93, 25/II, 1921).

2) Le Congrès des ouvriers ruraux (Mexico) auquel sont représentés 40.000 ouvriers vote une résolution d'adhésion au Parti Communiste Mexicain et à l'Internationale Syndicale de Moscou. (*Communist*, 9/IX, 1921).

3) Les syndicats de la grosse industrie des États-Unis sont en train d'étudier la question d'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge. Tout récemment, les syndicats de Detroit et Seattle ont décidé d'envoyer des représentants au congrès de ladite internationale. A cet effet, une résolution, doit être votée sous peu, à Chicago. (*Rote Fahne de Vienne*, N° 595, 24/IV, 1921).

Abréviation: F. D. P.—*Folkets Dagblad Politiken*



L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

LE MOUVEMENT COMMUNISTE DE LA JEUNESSE

Le mouvement communiste de la jeunesse reflète dans son développement la vie de la classe ouvrière, avec cette différence toutefois que le révolutionnement de la jeunesse est encore plus rapide que celui de la classe ouvrière. La France, l'Alsace-Lorraine, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Suède et la Norvège nous en ont donné, ces derniers temps, des preuves éclatantes.

Dans quelques pays, comme l'Allemagne et l'Italie, nous remarquons, il est vrai, un certain désaccord parmi la jeunesse communiste. Parallèlement aux organisations vraiment communistes, il se forme des organisations à demi communistes qui s'infiltraient communistes, mais ne veulent pas rompre définitivement avec les vieux partis socialistes. C'a été le cas en Italie. C'est là un phénomène social, quoique historiquement inévitable.

L'intensité de la vie politique de la jeunesse prolétarienne est attestée par toute une série de congrès et de conférences. La dernière conférence de l'Union Internationale de la Jeunesse a eu lieu en juin 1920, à Berlin. Plus exactement parlant, c'a été une conférence de tous les membres du Bureau de l'Internationale de la Jeunesse; 14 fédérations nationales y étaient représentées. La conférence procéda à l'admission de nouvelles organisations ayant exprimé le désir d'adhérer à l'Internationale de la Jeunesse, savoir: l'Union de la Jeunesse Socialiste Finlandaise (20.000 membres), l'Union de la Jeunesse Communiste Bulgare (13.000 membres) et l'Union de la Jeunesse Communiste Lithuanienne et Blanc-Russienne. La conférence rejeta les demandes d'adhésion de l'Union Social-Démocrate de la Jeunesse Ouvrière Autrichienne et de l'Union de la Jeunesse Proletarienne Allemande (celle dernière adhérant aux Indépendants) qui ne reconnaissent pas entièrement le programme de Berlin. Et ainsi, au moment de la clôture de la conférence, l'Union Internationale de la Jeunesse Communiste comptait déjà 23 organisations englobant plus de 500.000 membres. Mais depuis lors, grâce à la croissance du mouvement international communiste parmi la jeunesse, ce chiffre a considérablement augmenté.

Il convient de mentionner également le congrès de la Jeunesse Communiste de l'Europe Occidentale qui a eu lieu, les 28-29 novembre de l'année passée, dans la ville d'Esch (Luxembourg). Outre le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, y assistaient les représentants de la France, de l'Alsace-Lorraine, des régions occupées du Rhin, de la Belgique, du Luxembourg et de la Hollande.

A la fin de l'année dernière, les idées communistes et internationalistes avaient déjà fait des progrès si rapides parmi la jeunesse ouvrière de tous les pays que, pour solutionner les problèmes urgents du mouvement de la jeunesse prolétarienne, on se vit dans la nécessité de procéder à la convocation d'un deuxième congrès mondial de l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Au début de janvier 1921, le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Communiste invita toutes les organisations à participer au deuxième Congrès de l'Internationale de la Jeunesse, convoqué pour mars 1921. Ce congrès avait à examiner des questions de la plus haute importance, comme la lutte économique de la jeunesse, l'antimilitarisme, l'attitude envers les partis communistes et l'Internationale Communiste, etc. On se proposait tout d'abord de convoquer le congrès en Italie, mais les événements politiques qui se déroulent dans ces pays à

partir du 25 mars, le triomphe de la réaction, les excès des fascistes déterminèrent le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse à réunir le Congrès dans l'une des villes allemandes. Mais l'aggravation de situation politique provoquée par le mouvement révolutionnaire en Allemagne Centrale fut cause de l'annulment du congrès qui ne put s'ouvrir que le 7 avril, à Léna. Mais le congrès de l'Internationale Communiste eut lieu le 1-er juin, celui de l'Internationale de la Jeunesse interrompit ses séances le 11 avril, et décida de se réunir à Moscou, après le Congrès de l'Internationale Communiste.

Le mouvement ne fait pas que prendre de l'extension dans les différents pays, il se développe également en profondeur dans chaque pays.

La situation en Allemagne est des plus complexes. Les divergences de vue au sein du parti ont également affecté le mouvement de la jeunesse. Déjà en mai 1920, la conférence de l'Union de la Jeunesse Socialiste Libre d'Allemagne inaugura une ardue dispute de principe sur les voies et le but du mouvement. Les débats montrèrent clairement l'impossibilité de concilier les tendances adverses. La minorité refusait de se soumettre à la majorité et ne reconnaissait ni discipline, ni centralisme. Avant même la scission définitive, l'opposition qui militait pour le point de vue du Parti Communiste Ouvrier avait formé sa propre organisation, commença à éditer ses journaux d'information et à organiser elle-même ses assemblées et conférences. Elle n'utilisait les cadres de l'Union que comme point d'appui, comme base. Cette situation ne pouvait évidemment durer. La scission était fatale. Comparativement aux 60.000 membres qu'englobe la Fédération Social-Patriote des Unions de la Jeunesse Ouvrière, les 30.000 membres de l'Union Communiste de la Jeunesse ne représentent pas une partie très considérable du mouvement; pourtant il faut reconnaître que, d'ores et déjà, l'organisation de la Jeunesse Communiste Allemande constitue un noyau sain et fort, capable de rallier autour de lui les grandes masses de la jeunesse prolétarienne allemande.

C'est sous le mot d'ordre de la «conquête des masses» que fut convoqué, le 28 décembre 1920, à Berlin, le V-e congrès de la Jeunesse Communiste, qui marqua le commencement d'une ère nouvelle dans le développement du mouvement. Ce congrès eut un caractère essentiellement pratique. Il fixa, et c'est là une chose extrêmement importante, d'une façon claire et précise les rapports réciproques de l'organisation de la jeunesse communiste et du parti communiste. Le congrès reconnut que, aujourd'hui plus que jamais, la lutte révolutionnaire exige l'union la plus étroite avec le parti. La jeunesse communiste doit parler, comme elle l'a fait jusqu'à présent (en Norvège, Suède, Espagne et Belgique), être le pionnier du parti dans la voie révolutionnaire. De son côté, le parti doit prêter à la jeunesse son concours le plus étendu possible. En période de décadence du prolétariat, la jeunesse, il va de soi, est entièrement soumise au gouvernement révolutionnaire, c'est-à-dire au parti communiste, mais dans la période actuelle de transition, elle se réserve une complète liberté d'action ainsi que le droit de critiquer l'inertie du parti. L'organisation de la jeunesse doit, pour préparer la jeunesse ouvrière à la lutte révolutionnaire, concentrer son attention sur la défense des intérêts économiques et professionnels de cette dernière, sur

son organisation autonome dans les entreprises et dans les différentes branches de l'industrie. Le congrès approuva les thèses sur l'organisation des groupes enfantins, qui avait été adoptée par une conférence spéciale des groupes enfantins siégeant parallèlement au congrès.

Si de l'Allemagne vaincue nous passons à la France victorieuse, nous voyons que le mouvement de la jeunesse s'y développe dans le sens révolutionnaire et communiste. Au début, ce mouvement revêtit un caractère social-réformiste. Fondée au Congrès de Brest en 1912, l'Union de la Jeunesse Socialiste adoptait la plate-forme de la Conférence Internationale de Stuttgart (1917): lutte contre l'alcoolisme, l'exploitation économique des jeunes prolétaires, le militarisme, etc. Cette lutte contre le militarisme avait d'ailleurs un caractère réformiste assez inoffensif. Elle était menée par l'Union, sous le mot d'ordre de réforme du service militaire et la réduction de sa durée à six mois.

A la veille de la guerre de 1914, l'Union comptait environ 8.600 membres. La guerre mit fin à son existence. Ce n'est qu'en 1919 que la jeunesse socialiste commença à se réorganiser: actuellement, l'Union compte 9.000 membres.

Le Congrès de Troyes (mai 1920) fut le point de départ d'un nouveau courant au sein de l'Union. La résolution de Lénine contre l'adhésion à l'Internationale Communiste de la Jeunesse recueillit 3.168 voix. La résolution centriste d'Auclair pour l'adhésion avec quelques réserves obtint 1801 voix. Au nom du troisième groupe, Laporte proposa une résolution d'adhésion à l'Internationale qui fut votée par 2.150 membres. Et ainsi, l'adhésion ne réunit qu'une faible majorité. Mais si l'on tient compte que ceux qui avaient voté pour la résolution d'Auclair avaient cru donner ainsi leurs voix à l'adhésion à l'Internationale il faut reconnaître que, en réalité, la majorité était pour l'adhésion.

Le Comité Central, comme il fallait s'y attendre, se trouva être plus droit que les masses de la jeunesse ouvrière qu'il dirigeait: sa majorité était pour Lénine. Il ne mit pas à exécution la résolution du Congrès sur l'entrée en relations avec le Comité Exécutif berlinois de l'Internationale de la Jeunesse. Par contre, il conclut un accord avec les Jeunes Gardes Belges.

En juin 1920, la conférence de la jeunesse montra clairement combien la politique opportuniste du Comité Central répondait peu aux exigences du moment. Cette politique était une politique double, une politique d'indécision. D'une part, le Comité, dans son activité, se tenait en contact avec les Jeunes Gardes Belges qui formaient le chaînon entre la IIe Internationale et lui; d'autre part, il ne renouait pas à entrer en relations avec l'Internationale de la Jeunesse et, par l'intermédiaire de celle dernière, avec l'Internationale Communiste.

C'est pourquoi, une fraction des membres du Comité Central convoqua pour le 25 juillet, à Dubeaux, un congrès de la minorité de l'Union. Ce congrès eut un rôle décisif, car il permit à la volonté de la majorité—qui se révolutionnait de plus en plus—de se manifester clairement. Auclair et ses partisans renoncèrent à leur attitude hésitante, de sorte qu'il se forma une majorité révolutionnaire au sein du Comité Central. Dans sa résolution, le congrès exigea la convocation d'un congrès national extraordinaire, lequel fonderait une Union Communiste de la Jeunesse, épurée de tous les éléments réformistes.

Ce congrès national eut lieu à Paris, les 31 octobre et 1er novembre 1920. A une énorme majorité, après quelques débats, il adopta la résolution Laporte-Auclair d'adhésion à l'Internationale de la Jeunesse Communiste. En voici le texte:

«Le Congrès National de la Jeunesse Socialiste, réuni à Paris les 30 octobre et 1er novembre, constate que la IIe Internationale englobe tous les socialistes-révolutionnaires du monde entier; qu'elle repousse le socialisme militariste du passé et de l'avenir, rejette avec mépris la défense nationale et, estimant que, seul, le système soviétique est en état d'organiser la production dans l'intérêt du producteur et de réaliser le communisme, préconise la lutte révolutionnaire et la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir soviétique, en opposition à la pseudo-démocratie bourgeoise parlementaire.

«D'autre part, constatant que le Congrès International des Jeunes Socialistes a fait faillite de même que la IIe Internationale, le Congrès refuse catégoriquement de s'unir avec les organisations de la Jeunesse qui, en 1914, approuvaient la politique de l'Union sacrée, ont renoncé aux prin-

cipes fondamentaux du socialisme, qui, deux ans après la fin de la guerre, restent attachés à leurs erreurs et, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, participent à la politique des traités et des renégats. Le Congrès condamne également les aspirations des organisations jeunes de la jeunesse (sous l'égide de Noske en Allemagne et de Renner en Autriche).

«Fidèle aux principes de la lutte des classes et désirant ne pas mener double jeu avec la IIe Internationale, le Congrès décide d'adhérer sans réserve à cette dernière, ainsi qu'à l'Internationale de la Jeunesse Communiste dont il accepte le manifeste et le programme présentés, le 25 novembre, au Congrès National de Berlin». De plus:

«Considérant que la scission dans la Fédération Nationale des Jeunes Socialistes a pour cause le désaccord profond dans les questions du but et de doctrine, qu'aucune organisation n'est en état de développer une activité révolutionnaire sérieuse et énergique s'il ne règne parmi ses membres l'unité de vues sur les principes fondamentaux de la lutte, le Congrès estime que si d'une part, il est vrai que la tâche la plus importante des communistes est l'adhésion sans réserve à la IIe Internationale, il est, d'autre part, non moins évident que dans cette Internationale ne peuvent être acceptés que les communistes.

Par conséquent, pour permettre aux éléments révolutionnaires des organisations de la jeunesse en France d'entrer dans l'Internationale Communiste de la Jeunesse, d'occuper une position nette et se mettre sérieusement au travail, le Congrès décide de changer l'appellation de «Organisation Socialiste de la Jeunesse Française» en celle de «Fédération Nationale des Jeunes Socialistes et Communistes».

Cette résolution réunit 5.445 voix (sans compter l'Alsace 61) contre 1.908.

Outre la lutte entre les partisans de la IIe et ceux de la IIIe Internationale, le congrès mit en lumière l'antagonisme irréductible entre les autonomistes et les centralistes. Ces derniers ne reconnaissent pas aux organisations de la jeunesse le droit à l'autonomie politique, veulent réduire leur rôle à l'agitation, au recrutement de nouveaux membres, à l'organisation de concerts, de spectacles pour la jeunesse, etc. Toute l'activité de la jeunesse, d'après les centralistes, doit se trouver, non seulement sous le contrôle général du parti, mais sous la direction immédiate de ce dernier. Les autonomistes déclarèrent au congrès que la jeunesse était prête à renoncer à son autonomie, dès que le parti socialiste se rallierait au drapeau de la IIIe Internationale.

Le congrès élut un nouveau Comité Central, composé uniquement de communistes. L'organe officiel de l'Union de la jeunesse est l'*Avant-garde Ouvrière et Communiste*.

Le 7 novembre, à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution russe, la jeunesse organisa dans le pays une série de meetings et d'assemblées. Le gouvernement de Millerand s'en prit aux étrangers arrivés à Paris en qualité de délégués au congrès, et les fit arrêter. Le cabinet Briand entreprit ouvertement la campagne contre le mouvement de la jeunesse en France. A Paris, à Marseille, au Havre, à Lyon et dans plusieurs autres villes de France, des centaines de jeunes ouvriers communistes, et parmi eux Laporte, secrétaire et chef de l'Union Communiste de la Jeunesse, furent arrêtés.

Les nouvelles persécutions sont provoquées principalement par l'énergie propagande communiste et antimilitariste de l'Union. Le gouvernement a eu peur pour de bon. Dans le communisme révolutionnaire de la jeunesse, il a flairé immédiatement un ennemi dangereux.

La circulaire du Comité Central aux groupes locaux et à tous les militants ne contient plus des phrases pacifistes, de demandes d'arbitrage international, de démobilisation et de désarmement; elle indique clairement qu'il faut désorganiser l'armée bourgeoise à l'intérieur par la propagande communiste dans les unités militaires, dans les casernes et parmi les jeunes recrues et qu'il faut également, autant que possible, donner à la jeunesse ouvrière une préparation morale et militaire spéciale pour l'insurrection armée.

C'est dans cet esprit que l'on a composé des manifestes et des appels qui ont été répandus par les jeunes communistes à des milliers d'exemplaires dans tout le pays. Des centaines d'affiches également ont été placardées en divers endroits. C'est dans cet esprit que les orateurs communi-

(1) L'organisation d'Alsace-Lorraine de la Jeunesse, comme on le sait, s'était déjà prononcée par 15.000 voix pour l'adhésion à la IIIe Internationale à son congrès de Colmar (juin 1920).

les ont parlé aux assemblées ainsi qu'aux meetings organisés spécialement pour les recrues.

La lutte de la jeunesse contre le militarisme ne se borne pas à la France; elle est entreprise également dans les colonies du nord de l'Afrique. La Fédération des Jeunes Communistes Françaises, à Tunis, mène une propagande révolutionnaire énergique. A Alger, on a organisé trois groupes de jeunes communistes où les Arabes également sont acceptés. A Tunis, de même qu'à Alger, des indigènes ont été arrêtés pour avoir participé à la propagande antimilitariste.

Dans un autre des pays vainqueurs, en Italie, le mouvement de la jeunesse a un développement particulier et compliqué. La lutte entre les éléments révolutionnaires, les opportunistes et les «unitaires», revêtit au sein de la jeunesse—comme dans le Parti Socialiste Italien lui-même—un caractère violent, tragique. Enfin, ce fut la scission qui révéla la force interne de la fraction révolutionnaire de gauche du mouvement de la jeunesse. Il est à remarquer, tout d'abord, que le Comité Central de la Fédération Italienne de la jeunesse, différant en cela du Comité Central du Parti Socialiste Italien, s'en tint toujours à un point de vue rigoureusement internationaliste, révolutionnaire et communiste, et ensuite que, contrairement à ce qui se produisit dans le parti, il y eut dans la Fédération de la Jeunesse, après la scission, une écrasante majorité pour le communisme et une minorité insignifiante qui adhéra aux unitaires.

Sauf pendant la période de la guerre mondiale, la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne avait grandi et s'était développée sans interruption, depuis 1906. En 1907, elle comptait 40 sections et 1.849 membres; en 1914, 489 sections et 10.029 membres; en 1920, elle comprenait 400 sections englobant environ 60.000 membres.

La Fédération de la Jeunesse Italienne qui, comme le parti, fut toujours une plate-forme strictement internationaliste, entra en bloc, sans scission, en 1919, dans les rangs de l'Internationale Communiste de la Jeunesse. Son esprit révolutionnaire lui affirma les poursuites du gouvernement (expulsion du camarade Schwede, mort affreuse de Mari-nozzi). En contact étroit avec le Parti Socialiste Italien, le Comité Central de la Fédération critiqua sévèrement le parti pour son indécision et soutint le courant communiste de gauche, dont les représentants étaient Misiano et Bombacci. Cette politique du Comité Central, comme le démontra la conférence de Genzano en 1920, avait l'entière approbation de la grande masse de la jeunesse.

Les 21 conditions posées par le Deuxième Congrès de la III^e Internationale provoquèrent une lutte acharnée au sein du parti italien et firent surgir dans la Fédération de la Jeunesse une opposition droite qui, au mot d'ordre du Comité Central: «Avec la III^e Internationale, même contre le parti», opposa le mot d'ordre: «Avec le parti, même contre la III^e Internationale». Cette opposition organisa, le 9 janvier 1921, son congrès à Bologne.

La scission du parti, au congrès de Livourne, provoqua celle de l'organisation de la jeunesse. Au congrès général de la Jeunesse, à Florence (30 janvier 1921), le communisme remporta la victoire. Mais un dixième de l'organisation (environ 6.000 membres sur 60.000) se trouva du côté des unitaires. On adopta la résolution suivante: «Prenant en considération les résultats du 18^e Congrès du Parti Socialiste Italien et la formation d'un Parti Communiste Italien, section de l'Internationale Communiste, le 8^e Congrès de la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne décide de quitter le Parti Socialiste Italien pour adhérer, conformément aux statuts de l'Internationale Communiste, au Parti Communiste Italien et déclare en même temps changer l'appellation actuelle de son organisation en celle de: «Fédération de la Jeunesse Communiste Italienne».

Après la sortie des unitaires, le congrès continua son travail. Les nouveaux statuts de la Fédération ainsi qu'une résolution sur son programme, proposée par le Comité Central, furent adoptés.

Les unitaires qui avaient quitté le congrès en convoquant un autre à Fiesola, sous le nom de: «Congrès Italien de la Jeunesse Socialiste».

Du mouvement de la jeunesse dans les autres pays, nous ne mentionnerons que les faits les plus importants.

En Tchéco-Slovaquie, eut lieu à Prague, les 23—24 octobre 1920, le 2^e congrès de la Jeunesse Social-Démocrate Ouvrière, auquel n'assistèrent que les représentants de gauche des organisations de la jeunesse (165 délégués sur 300 sections englobant au total 30.000 membres). Il fut décidé d'adopter sans réserve le programme de l'Internationale Communiste. En même temps, le congrès chargea le bureau de l'Union d'entrer en pourparlers avec toutes les organisations de la jeunesse existant en Tchéco-Slovaquie: allemandes, tchèques, slovaques, pour en former une union unique pour toute la Tchéco-Slovaquie. Une résolution analogue fut votée par le congrès de l'union de la jeunesse allemande de Tchéco-Slovaquie. A l'heure actuelle, l'unification ainsi que l'adhésion à l'Internationale de la Jeunesse sont des faits accomplis (20 février 1921).

En Hongrie, l'organisation de la Jeunesse qui avait pris naissance pendant la guerre se trouve maintenant, par suite de la terreur blanche, dans des conditions extrêmement pénibles. Après le triomphe de la réaction, les dirigeants de la jeunesse durent quitter la scène: les uns s'enfuyèrent à l'étranger, les autres furent incarcérés, plusieurs fusillés, quelques-uns même, plus faibles dans leur foi révolutionnaire, passèrent au camp de la réaction. Toutefois, il ne faut considérer que comme temporaire l'écroulement de l'organisation car, maintenant déjà, il se mène pour sa restauration un travail clandestin des plus énergiques.

Dans tous les pays d'Europe, dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud, il existe maintenant des organisations socialistes et communistes de la jeunesse. Partout, dans les organisations de la Jeunesse, la scission entre les éléments communistes et les social-conciliateurs, entre la III^e et la II^e Internationale, est en préparation ou est déjà effectuée. A cet égard, le résultat de la Conférence Internationale de la Jeunesse convoquée à Vienne, le 26 février 1921, pour la création d'une nouvelle (2^e) Internationale de la Jeunesse, est des plus symboliques. 17 unions de la jeunesse (Allemagne, Autriche, Hongrie, France, Danemark, Belgique, Suisse, Suède, Tchéco-Slovaquie, etc.) avaient répondu à l'appel; mais la majorité (12) de ces unions étaient communistes; il n'y en avait que cinq de centristes. Les centristes durent déclarer qu'ils ne pouvaient travailler avec les communistes et quittèrent la conférence. Et ainsi, la tentative d'entraîner par la conférence de Vienne la jeunesse communiste dans la voie «moyenne» resta sans résultat.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE

APPEL DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE A TOUTS LES MEMBRES DE LA FEDERATION ITALIENNE DES JEUNESSES SOCIALISTES (*)

Camarades,

Le mouvement ouvrier italien traverse actuellement un moment décisif. Le prochain congrès du Parti Socialiste Italien montrera l'attitude du prolétariat italien en face des problèmes grandioses du mouvement ouvrier international et des principes fondamentaux de la lutte internationale communiste.

Tout le pays, dans l'attente du congrès, est le théâtre de discussions passionnées. Le parti a donné, avant le congrès, la plus grande liberté à toutes les tendances, afin de permettre à toutes les nuances de la pensée socialiste de se manifester.

La Fédération des Jeunes Socialistes a toujours participé de la façon la plus active à la lutte politique dans son propre pays. La première de toutes les organisations des jeunes, elle a, pendant la guerre, soutenu la politique du parti et contribué pour une grande part à son développement. Aux moments critiques, la Fédération des Jeunes a toujours été à l'avant-garde. La jeunesse ne pouvait se dérober à la lutte qui a lieu actuellement au sein du parti. En effet, la situation de la Fédération diffère radicalement de celle du parti. Alors que ce dernier, admettant dans son sein des éléments anticommunistes, n'a adhéré que pour la forme à la III^e Internationale, la Fédération Italienne des Jeunes, au contraire, a toujours considéré

(*) Publié avant le congrès de Florence.

l'adhésion à la III^e Internationale Communiste de la Jeunesse comme une fusion avec le communisme international, ce qui, inévitablement, l'a conduite à en appliquer les principes.

Guidée par la discipline internationale, la Fédération a adhéré du premier coup à celui des courants du parti qui, actuellement, représente le noyau de la fraction communiste.

Cette tactique, qui n'est que l'accomplissement des obligations internationales, a déterminé l'attitude de la Fédération, et de ses membres dans le conflit au sein du parti. Pour le communisme et contre tous les courants anticommunistes, de quelque nom qu'ils s'intitulent: telle a été la devise de la Fédération.

Et cette devise a été acceptée par la Fédération, dont le grand mérite a été de contribuer à la formation de la fraction communiste dans le parti. A la dernière séance du Conseil National, une immense majorité a approuvé la ligne de conduite du Comité Central. Les résolutions du Conseil National ont montré qu'il n'y a pas de place dans la Fédération pour les courants anticommunistes. Il s'ensuit des lors, que la Fédération des Jeunes ne peut rester neutre dans les affaires du parti. Celui qui n'est pas communiste, ne peut pas faire partie de la Fédération.

Mais le Conseil National a décidé en outre, que même les unitaires, auxquels adhèrent une partie des jeunes gens, doivent être considérés comme un courant anticommuniste. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste partage entièrement cette opinion et il est persuadé que toute l'Internationale de la Jeunesse est, dans cette question, d'accord avec le Comité Central.

Toujours, se fondant sur son expérience dans les autres pays, le Comité Exécutif demande au Comité Central de vouloir bien, avant de prendre les mesures découlant des résolutions qu'il a adoptées, adresser un appel aux jeunes gens unitaires.

La solidarité croissante du mouvement international de la jeunesse doit avoir avant tout pour résultat, de faire profiter la jeunesse d'un pays de l'expérience des autres pays. Nous estimons que l'histoire du mouvement de la jeunesse prolétarienne, au cours de ces dernières années, devrait donner aux jeunes gens unitaires matière à réflexion, et même les pousser à reviser leur point de vue, afin de rester fidèles à la Fédération et, particulièrement, à l'Internationale de la Jeunesse.

Deux mois seulement se sont écoulés depuis que les deux plus grandes fédérations de la jeunesse: la fédération tchécoslovaque et la fédération française, se sont séparées de leurs partis social-démocrates pour adhérer au communisme véritable. Elles se sont convaincues, par leur propre expérience, de la justesse de la parole que notre regretté camarade Liebknecht adressait aux jeunes prolétaires allemands: «La clarté d'abord, la majorité ensuite», ce qui signifie aussi: la clarté d'abord et l'unité ensuite.

N'avez-vous pas éprouvé vous-mêmes, jeunes camarades italiens, la justesse de cette parole? N'avez-vous pas compris clairement les causes de la terrible défaite essuyée par le prolétariat italien dans le conflit des métallurgistes, défaite devenue inévitable, depuis que la solidarité avec les frères de la Confédération du Travail avait été mise au-dessus de la netteté de principes dans l'action révolutionnaire?

Mais l'exemple du mouvement de la jeunesse allemande est encore plus instructif. Il y a un peu plus d'une année, alors que la majorité de la «jeunesse socialiste libre» adhère sans réserve au communisme, une partie des jeunes gens refusa de s'unir avec nous et forma une «organisation neutre de la jeunesse prolétarienne socialiste». Une année ne s'était pas écoulée, que ces camarades avaient reconnu leur faute; l'automne dernier, ils sont rentrés dans les rangs de la jeunesse communiste.

Voulez-vous, camarades unitaires, refaire l'expérience que d'autres ont déjà faite? Et ne vaudrait-il pas mieux profiter immédiatement de la leçon?

Ajoutons encore: toute l'Internationale de la Jeunesse, c'est-à-dire 800.000 jeunes ouvriers révolutionnaires, comptent que vous resterez dans les rangs de l'Internationale Communiste. Mais si vous violez la discipline internationale et continuez à propager l'unitarisme, vous serez des déserteurs de l'Internationale.

Si vous ne vous laissez toucher ni par l'exemple de vos frères, ni par l'appel à la discipline et à la solidarité, ni par l'avertissement de ne pas vous ranger du côté des futurs traîtres, vous devrez alors tirer les conséquences de votre

conduite et considérer comme rompus les liens qui vous unissaient à la jeunesse révolutionnaire internationale.

L'organisation révolutionnaire socialiste de la Fédération Italienne des Jeunes continuera d'un pas ferme son chemin vers le communisme, sous le nom de «Fédération des Jeunes Communistes».

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste de la Jeunesse:
Willy Munzenberg, Willy Milenz, Léo Flini,
Luiggi Polano, Bernhardt Zingler.*

APPEL DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE AUX JEUNES COMMUNISTES ITALIENS (1).

Chers camarades,

Nous avons appris les résultats de votre congrès de Florence. La solidarité avec le jeune Parti Communiste Italien que vous y avez affirmée, votre rupture nette et décisive avec tous les social-patriotes, cachés ou avérés, la transformation de votre ancien programme social-démocratique en un nouveau programme communiste, prouvent que le changement de nom que vous avez décidé n'est pas une formalité vide de sens, mais une manifestation consciente de cette évolution vers la netteté de principes et de tactique, qui a déjà été accomplie par toutes les organisations vraiment prolétariennes et révolutionnaires.

Les résolutions adoptées à une majorité écrasante par votre congrès prouvent que, grâce aux discussions animées dans vos groupes et leurs organes, les grandes masses de la jeunesse prolétarienne d'Italie ont compris toute l'importance du mouvement communiste pour l'avènement de la révolution prolétarienne.

La transformation de votre Fédération, en même temps que la formation prochaine en Italie d'un parti purement communiste, sont d'un intérêt considérable pour le développement ultérieur du parti et pour toute la vie du prolétariat italien.

Camarades, la transformation de votre organisation en une organisation communiste coïncide avec la transformation de la Fédération Française des Jeunes Socialistes et celle des écoles du dimanche anglaises ainsi qu'avec la constitution, le 20 février dernier, d'une organisation communiste unique des Jeunes sur tout le territoire de la République tchéco-slovaque; cela prouve que la jeunesse prolétarienne de tous les pays comprend de plus en plus la nécessité d'une participation active à la lutte politique et à toutes les manifestations de révolution prolétarienne. C'est là un gage de la victoire finale qui amènera la réorganisation de la vie sociale d'après les principes communistes.

Camarades,

Nous vous félicitons, nous nous félicitons, le mouvement communiste tout entier se félicite de l'heureux résultat de votre congrès de Florence.

Les résolutions que vous avez adoptées continuent dignement la tradition révolutionnaire de la jeunesse socialiste italienne. Nous sommes fermement persuadés que, par votre activité énergique, vous saurez attirer à la Fédération Italienne des Jeunes Communistes, à l'Internationale de la Jeunesse, à la cause de la révolution prolétarienne, non seulement de nouvelles masses d'indifférents, mais encore la majorité du groupe unitaire qui s'est séparé de vous, au congrès de Florence.

Nos portes sont toujours ouvertes à tous ceux qui reconnaissent leurs fautes et désirent travailler loyalement avec nous, avec les ouvriers communistes du monde entier, sous le drapeau de l'Internationale Communiste, pour réaliser la dictature du prolétariat.

Vive la Fédération Communiste des Jeunes d'Italie!
Vive l'Internationale Communiste de la Jeunesse!

Berlin, 1^{er} mars 1921.

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale de la Jeunesse Communiste.*

(1) Publié après le congrès de Florence.

PRESSE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE.

I. Organes Centraux de l'Internationale de la Jeunesse Communiste.

Jugend Internationale, édition allemande, mensuelle. Berlin.—Édition russe, mensuelle. Moscou.—Édition suédoise. Stockholm.

Internationale Jugend Korrespondenz. Édition allemande. Paraît tous les 10 jours, à Berlin.—Édition française. Paraît tous les 10 jours, à Berlin.

II. Organes des Fédérations affiliées à l'Internationale de la Jeunesse.

BULGARIE. *Mladeschka Pravda*—Bimensuel. Sofia (Actuellement fermé).

DANEMARK. *Fremad* (En Avant)—Bimensuel. Copenhague.

ALLEMAGNE. *Die Junge Garde* (La Jeune Garde)—Bimensuel. Berlin. Il s'édite aussi plusieurs journaux régionaux.

ALSACE-LORRAINE. *Der Junge Revolutionär* (Le Jeune Révolutionnaire)—Mensuel. Mulhouse.

ANGLETERRE. *The Red Flag* (Le Drapeau Rouge). Hebdomadaire. Londres.

The Red Daw (L'Aurore Rouge)—Hebdomadaire. Glasgow.

FINLANDE. *Nuori Eäytäinen* (Le Jeune Ouvrier)—Bimensuel. Helsingfors.

Le Storms (À l'assaut). En suédois. Mensuel. Helsingfors.

Sozialistinen Aikakauslehti (La Revue Socialiste). Helsingfors.

FRANCE. *L'Avant-garde Communiste et Ouvrière*—Bimensuel. Puteaux.

PAYS-BAS. *De Jonge Communist* (Le Jeune Communiste)—Mensuel. La Haye.

ITALIE. *Avanguardia* (L'Avant-garde)—Hebdomadaire. Venise.

YOUgoslavIE. *Crvena Zastava* (Le Drapeau Rouge)—Bimensuel. Belgrade.

LETTONIE. *Jungpartak* (Le Jeune Spartacien)—Bimensuel (publication clandestine).

LITHUANIE ET RUSSIE-BLANCHE. *Juni* Communist* (Le Jeune Communiste)—Bimensuel. Paraît illégalement.

LUXEMBOURG. *Neue Jugend* (La Jeunesse Nouvelle)—Bimensuel.

MEXIQUE. *Interviuo Mundial* (La Jeunesse Mondiale)—Bimensuel. Mexico.

NORVEGE. *Klassenkampen* (La Lutte des Classes)—Mensuel. Christiania.

AUTRICHE. *Die Kommunistische Jugend* (La Jeunesse Communiste)—Bimensuel. Vienne.

ROUMANIE. *Tineretul Socialist* (La Jeunesse Socialiste). Bukarest.

RUSSIE. *Young Communist* (Le Jeune Communiste)—Bimensuel. Moscou. *Young Proletary* (Le Jeune Proletaire)—Bimensuel. Pétersbourg. En outre, il paraît 58 périodiques en province et 70 suppléments aux journaux.

SUEDE. *Stormlockan* (Le Tocsin). Stockholm. Mensuel.

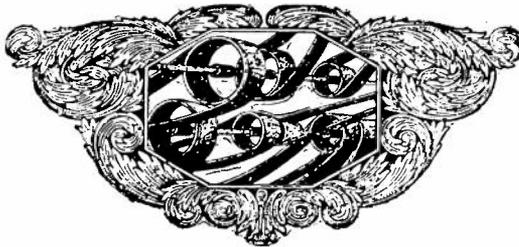
SUISSE. *Neue Jugend* (La Jeunesse Nouvelle)—Bimensuel. Bâle.

SLOVAQUIE. *Az Ifju Garda* (Les Jeunes Gardes)—Bimensuel. Kossitch.

HONGRIE. *Az Ifju Proletár* (Le Jeune Proletaire)—Bimensuel. Illégal.

Ertesite (Bulletin d'Information)—Bimensuel. Paraît illégalement.

ÉTATS-UNIS. *The Young International* (L'Internationale de la Jeunesse). Bimensuel. Chicago.



L'INTERNATIONALE DES FEMMES

G. SERMAN

EN RUSSIE DES SOVIETS

LA PROTECTION DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT

L'œuvre de protection de la Mère et de l'Enfant a été commencée, en Russie des Soviets, depuis 3 ans. Ce qui se faisait auparavant en cette matière: dispensaires et Gouttes de Lait fondés par les sociétés de bienfaisance, asiles d'enfants entretenus par l'Etat, ne diminuait presque en rien l'immense misère du peuple russe; et ces faibles efforts ne contribuaient qu'à la mieux faire sentir.

Répudiant le principe même de la philanthropie et se donnant pour tâche d'agir sur toute l'étendue du pays, le gouvernement ouvrier et paysan devait suivre dans la protection de la mère et de l'enfant ses propres méthodes. Si l'initiative privée s'efforçait, pour combattre la mortalité infantile, de secourir la mère et l'enfant en nature et en espèces, le gouvernement collectiviste voulut atteindre les causes mêmes de la mortalité infantile, considérée comme une maladie sociale.

Et c'est en cela que notre méthode diffère essentiellement de la méthode capitaliste.

Nos deux principes les plus importants—reconstitution économique du pays et droit à la maternité—sont indissolublement unis.

Le prolétariat industriel de la Russie actuelle est composé aux trois quarts de femmes. Dans beaucoup d'industries (confections et munitions notamment), les femmes forment l'immense majorité des travailleurs. Elles remplacent à l'atelier et à l'usine les hommes partis au front. La mentalité de la femme, qui, participant à la production, jouit de la même indépendance économique que l'homme, se transforme. L'ouvrière veut avoir sa part dans toutes les luttes et dans toutes les œuvres de sa classe.

Elle reste pourtant mère, c'est-à-dire qu'il lui appartient de donner au jeune Etat communiste les forces neuves de la vie dont il a besoin, plus que tout autre. Une génération doit nous succéder, qui achèvera d'édifier la société communiste. Cette génération doit être, pour remplir sa tâche, saine, vaillante, laborieuse; elle doit être portée par les mères, non dans la peine et parmi les malédictions, mais dans la joie et la sécurité.

Il importe de donner à la femme la possibilité d'être à la fois ouvrière et mère.

Voyons ce qu'a fait dans ce sens le pouvoir des Soviets et comment il entend faire du droit à la maternité une réalité.

Toute l'œuvre d'organisation et de protection du travail est encore provisoire, précaire, inachevée. C'est parmi des difficultés inouïes que la Russie prolétaire a cheminé vers la vie nouvelle. Toutes ses conquêtes ne sont encore qu'esquissées et il faudra peu à peu les améliorer et les compléter, parfois les transformer de fond en comble. Mais le plus urgent est déjà fait. La femme enceinte quitte le travail huit semaines avant l'accouchement et ne le reprend que huit semaines après l'accouchement. Elle conserve pendant son congé son salaire intégral. Les ménagères ne travaillant pas au dehors, reçoivent pendant ces 4 mois un secours équivalant à un demi-salaire moyen.

Dès le 5-e mois de la grossesse, l'ouvrière passe aux travaux les plus faciles en conservant son salaire et sa ration alimentaire antérieurs.

La jeune mère a le droit d'interrompre son travail toutes les 3 heures, pour nourrir son enfant.

Pendant la grossesse et l'allaitement, l'ouvrière ne peut être déplacée pour raison de travail; elle est exonérée du travail de nuit et ne fait pas d'heures supplémentaires.

Dès le 3-e mois de la grossesse et pendant l'allaitement, l'ouvrière a droit à un supplément d'alimentation.

Pendant l'allaitement, la mère reçoit un secours, montant à 50% du salaire moyen de la localité. A la naissance de l'enfant, elle reçoit 30 archines de tissu ou un trousseau.

Toutes ces mesures ont été adoptées et appliquées, malgré la profonde ruine du pays.

Ces décrets principaux n'épuisent évidemment pas la question; mais ils indiquent dans quel sens le gouvernement des Soviets entend poursuivre son œuvre de protection de la mère et de l'enfant.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement par décrets qu'il agit.

De nombreux établissements ayant pour but l'application et la propagande des méthodes rationnelles de protection de la mère et de l'en-

fant et l'éducation sociale fonctionnent déjà, contribuant largement à libérer la mère de ses charges que la communauté prend désormais à son compte.

Trois ans auparavant, il n'y avait, dans la Russie entière, que quelques dispensaires et quelques asiles d'enfants trouvés qui accueilleraient les enfants abandonnés des ouvriers et des paysans les plus pauvres.

En 3 ans de guerre civile, d'épuisement, de ruine économique, de privations, le nombre de ces établissements s'est élevé à 1.500. La mère et l'enfant y reçoivent gratuitement conseils et secours. 13.800 mères et 140.000 orphelins sont aujourd'hui hébergés par les soins de la communauté.

Telle est l'œuvre immense de ces trois ans. Toutes les villes disposant de quelques forces médicales ont des dispensaires pour la mère et l'enfant. Des pouponnières fonctionnent dans les usines. Dans les grands centres, on a créé des Maisons de la Mère et de l'Enfant, où les jeunes mères peuvent demeurer pendant toute la durée de l'allaitement sans interrompre leur travail, le nouveau né étant en leur absence confié aux soins d'un personnel spécial.

Tels sont les résultats obtenus.

Si l'on songe aux conditions dans lesquelles nous avons vécu, aux obstacles qu'il a fallu surmonter, au prix dont il a fallu payer chaque victoire, ces résultats apparaissent énormes. Nous avons dû ouvrir des crèches dans des locaux incommodés, humides, sans air ni lumière, parce qu'il n'y avait pas en Russie, sauf dans les grandes villes, de bons logements disponibles. Pendant les périodes de famine, il fallut des efforts surhumains pour assurer aux enfants un peu d'aliments gras et de laitage. Il a souvent fallu confier les enfants à un personnel, en général dévoué, mais profondément ignorant. Il a fallu presque toujours lui enseigner sur place l'alphabet, les éléments de l'hygiène et de la pédagogie.

Et si l'on prend en considération le nombre de mères et d'enfants qui ont besoin de secours, si l'on considère que les anciennes institutions familiales impliquant la dépendance et l'asservissement de la femme font place à des mœurs nouvelles et que la mère, désormais libre, au lieu de compter sur l'aide du mari, comptera bientôt sur la société pour l'entretien et l'éducation des futurs citoyens, il devient évident que les institutions existantes ne sont pas à la hauteur de leur tâche et qu'un immense travail d'organisation nous reste encore à accomplir.

Notre première tâche, c'est la lutte contre la mortalité infantile. Nous combattons cette dernière par l'amélioration de l'alimentation des enfants, des femmes enceintes et des nourrices, et enfin par des institutions spéciales.

Nous poursuivons parallèlement l'éducation de la mère et du personnel sanitaire et pédagogique, l'enseignement professionnel de l'hygiène, etc.

Mais au cours de ce travail même, de nouveaux problèmes se posent. La mortalité infantile est conditionnée par l'ignorance de la majorité des mères, par la situation économique et sociale qui,

arrachant la mère à l'enfant pour la production, détruit la famille: d'où notre nouvelle tâche: remplacer les formes anciennes de la famille par des formes nouvelles transitoires qui sont les communes de travail des jeunes mères; commencer l'éducation sociale, créer l'école, étudier sous tous ses aspects l'alimentation et l'éducation de la première enfance.

Mais il arrive souvent que la vie et le caractère de l'enfant sont déterminés, dès avant sa naissance, par les conditions d'existence de la jeune fille et de la femme enceinte: d'où la nécessité d'intervenir dans l'éducation de la jeune fille, de lui enseigner la science de la maternité, de même que l'hygiène et l'anatomie. Quand toute jeune fille saura, en contractant union, que la vie et le bonheur de l'enfant à venir dépendent de son choix et de ses actes, quand elle saura qu'elle doit donner au monde un homme sain, ou ne pas enfanter du tout; quand la mère n'aspirera pas à détruire le fruit de sa chair, quand la maternité sera un acte conscient, — il y aura une protection réelle de la mère et de l'enfant.

Ceux qui connaissent le commencement de notre travail n'oublieront pas ces énormes difficultés. La protection de la mère et de l'enfant ne préoccupait naguère que quelques spécialistes isolés, dévoués assurément, mais impuissants à en faire une question d'intérêt général. Les grandes masses d'ouvrières organisées étaient tenues à l'écart. Les mères protégées et les mères protectrices formaient en quelque sorte deux classes. On conçoit combien cette situation était fâcheuse. La Conférence Panrusse de la Protection de la Mère et de l'Enfant, ainsi que le Congrès Panrusse des Organisations Communistes affectées à la Propagande parmi les Femmes ont pensé que le plus nécessaire est d'appeler toutes les ouvrières à coopérer directement à la protection de la mère et de l'enfant et décidé de mettre cette question à l'ordre du jour, aux fins d'une solution urgente, en vue de laquelle toutes les énergies de la République du Travail devront être mises à contribution.

La complexité de cette question montre suffisamment son importance. Notons pourtant que cette importance n'est par reconnue toujours et de tous. Notre œuvre sera infiniment facilitée lorsque les ouvrières organisées se chargeront elles-mêmes de défendre la mère et l'enfant, lorsqu'à côté du médecin, il y aura une ouvrière dévouée à sa tâche sociale.

On a beaucoup fait dans ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire. L'évolution des sociétés est longue et inégale. La protection de la mère et de l'enfant traversera des phases diverses, se transformera et se perfectionnera. De la mère affairée autour de son petit nid, à la mère citoyenne qui confiera son enfant à l'humanité; de la mère enfantant dans la honte et la souffrance, à la mère créatrice de vie qui bénira le fruit de ses entrailles; de la mère persécutée à la mère triomphante; de la mère qui maudissait son travail, à l'ouvrière, créatrice de valeurs, qui élèvera ses enfants avec la collectivité, — tel est le chemin que nous devons suivre.

P. SERMAN.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE DES OUVRIÈRES DANS LES PAYS-BAS

Par suite du développement tardif de la grande industrie, le mouvement des ouvrières n'a pris naissance en Hollande que vers la fin de la première décennie du XX-e siècle. Les femmes prolétariennes participèrent au mouvement ouvrier pour la première fois en 1910, époque à laquelle un comité de secours aux travailleurs de la mer, alors en grève, fut organisé par un groupe de femmes, à Amsterdam. Ce comité donna naissance ensuite à l'Union révolutionnaire socialiste.

Cette union se développa très lentement. On commença par fonder, dans les principales villes, des clubs et des comités sur le modèle de celui d'Amsterdam, et ce ne fut que longtemps plus tard que tous ces clubs locaux fusionnèrent. Toute grève ouvrière plus ou moins importante fut soutenue par l'union féminine qui fit des collectes en faveur des grévistes, dont les enfants furent recueillis durant la grève par les femmes des ouvriers continuant le travail.

L'Union féminine fut en relation étroite avec l'organisation antimilitariste qui propagandait le refus du service militaire. Durant la guerre impérialiste, elle entra en liaison étroite avec le comité socialiste-révolutionnaire qui menait en Hollande une campagne énergique contre la guerre. Durant la guerre, les ouvrières prirent une part des plus actives à toutes les assemblées antimilitaristes convoquées par les organisations marxistes, syndicalistes ou anarchistes de la classe ouvrière. Elles participèrent également aux démonstrations et batailles de rues, entre la police et les ouvriers qui avaient voulu protester contre la famine et le chômage.

Cette activité créa un lien étroit entre l'union ouvrière et le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Cependant, par suite du manque d'organisateur parmi les femmes hollandaises, l'Union ne se développa que très lentement. Ce n'est que ces derniers temps que les femmes, membres du parti communiste, qui, pour certaines raisons, étaient tout d'abord opposées au travail dans les clubs féminins, commencèrent à accorder une attention sérieuse à ce travail. Après les décisions du II-e Congrès de la III-e Internationale, les femmes communistes entreprirent un travail énergique au sein de l'Union ouvrière, dans toutes les sections de laquelle elles créèrent des noyaux.

L'œuvre des communistes provoqua l'opposition des femmes «libres», c'est-à-dire des femmes à tendances menchévistes et bourgeoises, lesquelles entreprirent la lutte contre les noyaux communistes. Cette lutte détermina une scission au sein de l'organisation. Au congrès de La Haye (novembre 1920), la minorité anti-communiste

(8 organisations sur 20) quitta l'Union pour former une union féminine indépendante.

L'abandon de l'Union par ses directrices expérimentées, qui depuis longtemps étaient à sa tête, la désorganisa pour un temps et provoqua des difficultés considérables d'ordre administratif et financier. Mais le Comité Exécutif provisoire élu au congrès ainsi que la rédaction du *De Voorbode* furent à la hauteur de la situation.

Pour la liquidation définitive d'une série de questions posées par la scission, l'Union tint, le 13 février 1921, à Utrecht, un congrès extraordinaire. L'Union comptait alors 18 sections dont 13 avaient envoyé leurs délégués.

Le congrès réunit au total une cinquantaine de femmes, plus quelques hommes. Ce congrès, du premier abord, se distinguait considérablement du précédent qui avait eu lieu à La Haye. On n'y sentait aucun antagonisme entre les membres de l'Union. L'atmosphère était paisible, on était venu pour travailler. Les quelques tentatives isolées de revenir sur les anciennes dissensions n'eurent aucun succès.

La section de Leyde présenta à l'examen du congrès la résolution suivante: «Considérant que l'existence de deux organisations socialistes-révolutionnaires différentes influe défavorablement sur la propagande du socialisme révolutionnaire parmi les femmes, qu'il est nécessaire de s'employer de toutes ses forces à unifier à nouveau sur la plate-forme du socialisme révolutionnaire les deux groupes actuellement séparés, qu'il est également nécessaire de liquider les questions d'organisation ainsi que les difficultés financières survenues après le congrès de 1920, le congrès extraordinaire de l'Union révolutionnaire socialiste féminine siégeant à Utrecht, le 13 février 1921, décide de proposer à l'Union révolutionnaire socialiste féminine des Indépendantes de former une commission, dans laquelle l'Union indépendante et l'Union socialiste-révolutionnaire enverront chacune deux déléguées et dont la présidence sera une femme sans-parti élue par ces 4 déléguées. Cette commission sera chargée d'un rôle de conciliation, dans le but:

1) d'unifier sur la plate-forme du socialisme révolutionnaire les deux groupes actuellement séparés;

2) de régulariser dans l'intérêt des deux groupes les questions financières ainsi que celles ayant trait à l'organisation.

La section de Leyde stipula qu'il fallait absolument arriver à un accord sur tous les points où il n'existait pas divergences de vues fondamentales. La section de Groningue se prononça dans le même sens.

Cette résolution fut adoptée au Congrès, par neuf voix contre trois et une abstention. A la commission de conciliation furent élues comme membres, Storm et Mensing; la présidente fut Clara Vikmen.

La rédaction du journal bihebdomadaire de propagande *De Voorbode* fut confiée à Henriette Roland-Holst assistée de quelques autres cama-

rades. La rédaction fut chargée de publier une série de petites brochures d'agitation.

Actuellement, l'Union s'est considérablement fortifiée, et il est à espérer que dans les mois qui vont suivre, nous assisterons à une recrudescence du mouvement révolutionnaire parmi les ouvrières hollandaises.

R.

A TOUS LES PARTIS COMMUNISTES

Camarades,

Le Comité Exécutif et le Secrétariat Féminin de l'Internationale Communiste convoquent à Moscou, à l'occasion du III-e Congrès de l'Internationale, la Deuxième Conférence Internationale des Femmes Communistes.

La Conférence devra tirer les leçons de l'action internationale parmi les femmes, déterminer le rôle des ouvrières dans les différents pays, tel qu'il résulte de la situation internationale, ainsi que les méthodes et les formes de l'action parmi les femmes en relation avec le but essentiel de l'Internationale Communiste, qui est de grouper les forces du prolétariat, y compris les femmes et les ouvrières, afin de hâter l'évolution qui mène à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Le Comité Exécutif et le Secrétariat Féminin de l'Internationale vous prient donc, chères camarades, d'envoyer vos déléguées à la Conférence.

Il est désirable que les camarades déléguées soient munies d'un rapport écrit sur l'action parmi les femmes dans leur pays.

Ordre du jour:

- 1) Participation des ouvrières à la lutte pour la conquête et l'affermissement de la dictature.
- 2) Méthodes et formes de l'action parmi le prolétariat féminin.
- 3) Participation des ouvrières à la lutte économique et à la restauration économique du pays.
- 4) Composition du Secrétariat et sa mission.
- 5) Conférence Internationale des ouvrières.

Salut Communiste.

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*

Le Secrétariat Féminin.

POUR LA II-e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES COMMUNISTES

Le Secrétariat International pour la propagande parmi les femmes et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ont fixé, comme suit, le nombre des déléguées des différents pays:

1-er groupe: 5 voix.

- Russie.* Parti Communiste.
- Allemagne.* Parti Communiste Unifié et Parti Communiste Ouvrier (voix consultative).
- France.* Minorité socialiste révolutionnaire syndicaliste.
- Italie.* Parti Communiste.
 - Unione Sindacale.
 - Syndical des marins.
 - Syndical des cheminots.
 - Parti Socialiste (voix consult.).
- Norvège.* Parti Ouvrier.
- Bulgarie.* Parti Communiste.
- Suède.* Parti Communiste.
- Pologne et Galicie Orientale.* Parti Communiste Polonais.
 - Parti Communiste de Galicie Orientale.
 - Union des ouvriers juifs. (voix consult.).

- Tchéco-Slovaquie.* Parti Communiste de Bohême Allemande
 - Gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéque.
 - Parti Socialiste Slovaque (voix consult.)
 - Parti Socialiste Ruthène (voix consult.)
- Angleterre.* Parti Communiste Unifié.
 - Gauche de l'Independent Labour Party.
- Amérique.* Parti Communiste Unifié.
 - Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.).

2-e groupe: 3 voix.

- Autriche.* Parti Communiste.
- Hongrie.* Parti Communiste.
- Yougoslavie.* Parti Communiste.
 - Parti Socialiste de la région autonome de Fünfkirchen (voix consult.).
- Ukraine.* Parti Communiste.
- Finlande.* Parti Communiste.
- Espagne.* Parti Communiste.
 - Confédération du Travail.

3-e groupe: 2 voix.

République d'Extrême-Orient. Parti Communiste.
 Japon. Groupes communistes.
 Argentine. Parti Communiste.
 — Fédération Ouvrière Communiste (voix consult.).
 Azerbeïdjan. Parti Communiste.
 Arménie. Parti Communiste.
 Géorgie. Parti Communiste.
 Grèce. Parti Communiste.
 Belgique. Parti Communiste.
 Pays-Bas. Parti Communiste.
 Danemark. Parti Communiste.
 Suisse. Parti Communiste.
 — Union ouvrière des villes suisses (voix consult.)
 Roumanie. Parti Communiste.
 Lettonie. Parti Communiste.
 Estonie. Parti Communiste.
 — Parti Ouvrier Indépendant.

4-e groupe: 1 voix.

Perse. Parti Communiste de l'Iran.
 Australie. Parti Communiste.
 Canada. Groupes communistes.
 Cuba. Groupes communistes.
 Mexique. Parti Communiste.
 Amérique Centrale. Groupes communistes.
 Uruguay. Parti Socialiste.
 Chili. Parti Socialiste.
 Java. Parti Communiste.
 Afrique du Sud. Ligue Socialiste Internationale.
 Portugal. Groupes communistes.

Luthuanie. Parti Communiste.
 Luxembourg. Parti Communiste.
 Irlande. Groupes communistes.
 Islande. Parti Communiste.
 Turquie. Parti Communiste.
 Khiva. Parti Communiste.
 Boukharie. Parti Communiste.
 Palestine. Parti Communiste.
 Inde. Groupes communistes.
 Chine. Gauche du Parti Socialiste.
 — Groupes communistes.
 Corée. Parti Communiste.
 — Parti Socialiste-Révolutionnaire.

Outre les organisations susmentionnées, sont invités également à assister au congrès, à titre d'hôles et dans un but d'information, les représentants de différents groupes et organisations.

Nous prions les organisations suivantes d'envoyer des délégués:

Parti Socialiste Ouvrier Finlandais, Confédération du Travail Italienne, Fédération des ouvriers russes de l'Amérique du Sud, Confédération Syndicale Grecque, Secrétariat Ouvrier National des Pays-Bas, Opposition syndicale unifiée danoise, gauche du Parti Socialiste Belge (fédération bruxelloise) et anarchistes communistes des Pays-Bas.

Salut communiste.

Le Secrétariat Féminin International pour la convocation de la II-e Conférence Internationale des femmes communistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

BUREAU D'ORGANISATION DE LA II-e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES COMMUNISTES

Questionnaire soumis aux déléguées à la II-e Conférence Internationale des Femmes communistes sur la situation des ouvrières et des paysannes dans les différents pays

Pays.	Organisation.	Nom du délégué.
I.		
Situation économique et juridique de la femme		
1. Quelles sont les lois ou décisions consacrant plus particulièrement l'inégalité des sexes? Lois fondamentales sur le mariage et la famille, avant et après la guerre.	4. Salaire minimum et maximum de l'ouvrière.	
2. Quelles sont les modifications apportées par la guerre dans les lois?	5. Salaire minimum et maximum de l'ouvrière.	
3. Lois pour la protection de la femme, dans les villes et à la campagne.	6. Différence du salaire de l'homme et de la femme (donner le pour cent).	
4. Lois pour la protection de la maternité et de l'enfance. Institutions gouvernementales et publiques.	7. Manquement au travail parmi les femmes. Mesures prises par les institutions administratives et les organisations publiques pour le combattre.	
5. Participation du gouvernement à l'éducation publique des enfants (alimentation, habillement, instruction, assistance médicale, etc.).	8. Participation de l'Etat et des capitalistes à l'organisation d'institutions contribuant à l'affranchissement de la femme (crèches, communes, cuisines, etc.).	
6. Participation du gouvernement à l'organisation de l'alimentation publique (cuisines populaires, réfectoires publics, etc.).	9. Conditions générales de vie des ouvrières (logements, ménage, vie de famille, etc.), à la ville et à la campagne	
II.		
Situation de la femme dans l'industrie		
1. Quelle est la principale industrie du pays?	4. Rapport du nombre des syndicats à celui des ouvrières occupées dans la même industrie. Proportion des hommes syndiqués (sur le nombre total des ouvriers).	
2. Quel domaine de l'industrie occupe le plus de femmes?	5. Nombre des femmes participant activement à la direction des syndicats.	
3. Différence de la situation de la femme dans l'industrie avant, pendant et après la guerre.		

- 6. Certains syndicaux se livrent-ils à un travail spécial parmi les femmes? Dans l'affirmative, quelle est la forme de propagande, d'organisation (publications, etc.) employée?
- 7. Quels sont les syndicats véritablement révolutionnaires groupant les femmes?
- 8. Quelles sont les revendications présentées aux capitalistes sur l'initiative des ouvrières, et quelles sont celles auxquelles il a été fait droit?

IV.

Participation des femmes à la vie politique du pays

- 1. Lois fondamentales réglant la participation des femmes à la vie politique avant, pendant et après la guerre.
- 2. Activité des femmes dans les organes gouvernementaux, centraux et régionaux (participation passive et active aux élections, droits électoraux et éligibilité).
- 3. Nombre des femmes élues ou nommées à des postes de confiance, dans les organes gouvernementaux, municipaux, publics, industriels, etc.
- 4. Initiative manifestée par les femmes dans les organes dirigeants (élaboration de nouveaux projets de loi, modifications apportées aux lois existantes, etc.).

V.

Participation des femmes à la vie sociale.

- 1. En quoi se manifeste principalement la participation des femmes à la vie sociale?
- 2. Différence de situation sociale entre l'ouvrière, la paysanne et la bourgeoise.
- 3. Différence entre la situation sociale de la femme célibataire et celle de la femme mariée.
- 4. Modifications apportées par la guerre à la vie conjugale et à la vie de famille de la femme mariée et de la concubine.
- 5. Quelles sont les organisations groupant les femmes dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence (féministes, religieuses; buts, tâches, méthodes d'organisation; composition sociale).
- 6. Influence de la religion sur les femmes des différentes classes (ouvrières, paysannes, bourgeoises). Comment se manifeste cette influence? A-t-elle diminué après la guerre?

VI.

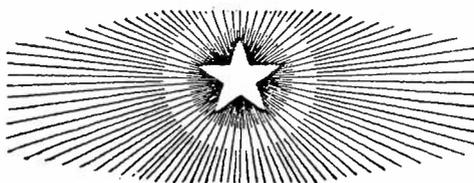
Participation des femmes au mouvement révolutionnaire de votre pays

- 1. Autour de quels partis révolutionnaires les ouvrières les paysannes et les ménagères se groupent-elles?
- 2. Quelle a été exactement leur participation au mouvement pacifiste?
- 3. Quelles formes a revêues leur participation à la lutte politique et économique (grèves, insurrections, etc)?
- 4. Quelles sont les revendications et les mots d'ordre révolutionnaires qui ont rallié le plus d'ouvrières, de ménagères et de paysannes?
- 5. Quelles sont les revendications présentées spécialement par les travailleuses?
- 6. Quels sont les changements provoqués par la lutte révolutionnaire dans la situation politique et économique?
- 7. Noms des ouvrières et des paysannes ayant péri dans la lutte révolutionnaire.
- 8. Nombre des femmes actuellement détenues dans les prisons pour participation à la lutte révolutionnaire.
- 9. Quelle est la répercussion de la révolution russe sur le mouvement révolutionnaire des femmes de votre pays? En quoi se manifeste son influence (méthodes de lutte, littérature russe, etc.)?
- 10. Célébration du jour international de la femme, depuis le moment de son institution. Quelle forme a revêtu cette célébration chaque année? Par qui a-t-elle été organisée? Ses mots d'ordre. Participation des ouvrières, des paysannes, des ménagères.

VII.

Participation des organisations de votre pays adhérant ou désirant adhérer à la III-e Internationale

- 1. Quelles sont celles de ces organisations qui font un travail spécial parmi les femmes (les énumérer)?
- 2. Formes d'organisation de ce travail.
- 3. Système de propagande.
- 4. La presse et les annonces.
- 5. Nombre et situation sociale des femmes groupées dans chacune de ces organisations.
- 6. Quels sont les résultats tangibles du travail pratique?
- 7. Indiquez les noms des ouvrières les plus populaires, les plus actives dans le mouvement ouvrier et paysan de votre pays.
- 8. Méthodes employées pour attirer les femmes des différentes couches sociales.



HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Tom BARKER.

MEURTRE DU CAMARADE BROOKFIELD

D'après les télégrammes des journaux londoniens du 23 mars, le camarade Persy J. Brookfield fut tué à la station de Riverton, dans l'État de l'Australie méridionale, par un certain Tomayoff, Russe d'origine. Mineur de son métier, le camarade Brookfield était, depuis 1917, le représentant de l'un des rayons de Broken Hill au Parlement de la Nouvelle-Galles du Sud. Brookfield était un homme excellent. Personnellement très brave, pénétré d'un profond amour pour la classe dont il était issu, entièrement dévoué aux intérêts de cette dernière, il avait passé dans l'atmosphère délétère d'un Parlement bourgeois, sans que sa mentalité en fût atteinte. Poursuivi par la haine de la bourgeoisie et par les éléments réactionnaires de son propre parti, il était le chef de l'armée ouvrière volontaire créée par les mineurs de Broken Hill. Cette armée avait pour but de s'opposer au gouvernement fédéral australien, dans ses tentatives de recruter des hommes pour la guerre. En 1917, Brookfield fut incarcéré pour participation à une bagarre contre une bande de patriotes qui avaient tenté de mettre à sac le local central de l'Union des I. W. W. Aussitôt après sa libération, il fut élu au Parlement où il adopta l'attitude la plus intransigeante. Pour ses discours contre la guerre, il fut l'objet, à maintes reprises, de poursuites judiciaires.

Brookfield prit une part active à l'affaire des douze membres de l'Union des I. W. W. condamnés à Sidney, en 1916, à des emprisonnements variant de 10 à 15 ans. Il s'efforça par tous les moyens d'obtenir leur libération, prononçant des discours aux meetings et faisant des collectes en leur faveur. Son activité l'entraîna dans un conflit avec les membres conservateurs de son propre parti. Il insista pour que le parti ouvrier réclamât la libération immédiate des condamnés. A son tour, le parti exigea que Brookfield s'associât à sa proposition d'instruire à nouveau l'affaire.

Ayant refusé de signer cette proposition, le camarade Brookfield fut exclu du parti. Une nouvelle candidature fut alors posée. Mais Brookfield se porta candidat du Parti Ouvrier Indépendant et obtint aux élections une majorité écrasante. Les mineurs de Broken Hill se groupèrent autour de Brookfield et des douze condamnés qui, depuis quatre ans déjà, étaient sous les verrous pour leur travail révolutionnaire.

Par une coïncidence remarquable, les deux partis — ouvrier et nationaliste — recueillirent le même nombre de voix. Et ainsi, le camarade Brookfield dont la voix était prépondérante put décider de la question du pouvoir en faveur de l'un ou de l'autre parti. Il proposa son appui au parti ouvrier qui l'avait rejeté de son sein, à condition que ledit parti consentit à la nomination d'une commission gouvernementale impartiale pour la révision immédiate de l'affaire. Le parti ouvrier accepta et, grâce au soutien de Brookfield, obtint le pouvoir. La commission royale adopta le point de vue de Brookfield et reconnut innocents six des condamnés; de plus, elle ordonna la libération de quatre autres passibles de peines moins fortes que les premiers. Tous les condamnés furent relâchés le 3 août 1920, après quatre ans de détention.

Dans une lettre du 30 juin 1920, adressée à Tom Barker, le camarade Brookfield commente en ces termes cet événement: «Je veux en quelques lignes vous communiquer les détails de cette importante affaire. Ce fut une lutte acharnée. Nos adversaires étaient forts, mais nous avions pour nous la vérité et la justice... Le résultat que nous avons obtenu doit insuffler une nouvelle vigueur aux champions de la vérité et de la justice, qui luttent dans les autres pays pour la libération de leurs amis emprisonnés pendant cette horrible guerre».

Le héros est tombé, frappé par la balle d'un lâche assassin.

La presse avait publié que le meurtrier demeurait auparavant à Broken Hill, et que sa chambre était pleine de photographies des révolutionnaires russes les plus éminents. Mais ces détails mensongers n'avaient été répandus que pour masquer le meurtre infâme, purement politique, de l'un des meilleurs militants du mouvement ouvrier en Australie. Brookfield était l'un des plus vieux et des plus vaillants champions de la classe ouvrière russe en Australie. Ce n'était pas un politicien venu au mouvement ouvrier dans des buts intéressés. C'était un lutteur enflammé, héroïque pour la cause du prolétariat, un chef qui ne s'abaissa jamais à une compromission avec l'ennemi. Quel qu'il soit, Tomayoff a été en cette affaire l'émissaire de la bourgeoisie australienne. Nous ne doutons pas — et toute la mise en scène de cet assassinat

insensé le démontre clairement—que la bande abjecte des capitalistes et des gardes-blancs du parti ouvrier contigue l'œuvre qu'elle a commencée en 1916, l'œuvre honteuse accomplie avec l'aide des traîtres, des menteurs, des témoins criminels et vénaux, dans le but d'étouffer le mouvement révolutionnaire à ses débuts et de remplir les geôles des meilleurs de nos militants.

Ce que Liebknecht fit pour l'Allemagne, Brookfield le fit pour l'Australie. Ce que Malon est pour la Chambre des Communes anglaise, Brookfield le fut pour les organes parlementaires australiens. Avec l'Australie, la Russie prolétarienne pleure la perte de ce vaillant. Moscou comptait à la douleur

de la population révolutionnaire de Broken Hill privée de son meilleur soutien; comme elle, elle sent tout irréparable de cette perte. Que nos camarades de là-bas, enflammés par les mots d'ordre de Brookfield, s'élançant au combat et luttent jusqu'à ce que le prolétariat australien conquière la suprématie dans son pays.

A bas les gardes-blancs assassins et leurs agents!

Vive la révolution prolétarienne!

Tom BARKER.

LE CAS DU CAMARADE BOUJOR

Le camarade Boujor, militant communiste roumain bien connu, subit en ce moment, dans les bagnes roumains, la peine des travaux forcés qui lui fut infligée par le conseil de guerre, par l'arrêt du 9 mai 1920.

Le camarade Boujor travaille depuis plus de vingt ans dans le Parti Socialiste Roumain que depuis 1905, sous la direction d'un de ses fondateurs et théoriciens les plus connus C. Dobroudjanou-Garsia, il a contribué énergiquement à restaurer. Orateur de valeur, il exerce une grande influence sur les masses laborieuses.

Au moment où la guerre éclata en Roumanie, Boujor fut appelé sous les drapeaux, en qualité d'officier de réserve, mais peu après, à la suite d'un discours prononcé aux funérailles du camarade Ottoï, militant connu du parti, il était traduit devant le conseil de guerre.

Connaissant les dispositions des juges militaires à l'égard des socialistes, Boujor gagna Odessa et fut peu après, condamné par contumace à la peine de mort, non du chef de l'inculpation primitive, mais du chef de désertion. A Odessa, il avait rejoint le camarade Rakovsky, dont il devint l'un des collaborateurs les plus intimes et avec lequel il travailla en Russie, jusqu'en 1920. A cette époque, il rentra malgré la condamnation qui pesait sur lui en Roumanie, où il était arrêté, le 18 mars dernier.

Renvoyé devant le conseil de guerre, Boujor a à répondre des inculpations suivantes: 1) désertion à l'étranger; 2) excitation à l'assassinat de

bourgeois roumains réfugiés en Russie; 3) excitation à l'insurrection contre le gouvernement roumain; 4) excitation de militaires à la rébellion et recrutement en faveur du bataillon révolutionnaire roumain; 5) coups et blessures au chef de l'escorte; 6) intrigues dans le but de provoquer la guerre contre sa patrie et, à l'aide de l'occupation étrangère, de renverser le gouvernement, et 7) attentat contre la sûreté de l'État, à l'aide de faux communiqués et d'excitation des masses contre l'autorité du chef d'État.

Les débats du procès ont pourtant fait ressortir que les réfugiés roumains furent protégés à Odessa par Boujor et que le chef actuel du gouvernement roumain, le général Overesco, eut en 1918 des pourparlers avec Boujor, par l'entremise de qui il proposait au Parti Socialiste Roumain de s'unir au parti nommé populaire en vue de provoquer la révolution dans le pays et de détrôner la dynastie. Le camarade Boujor a néanmoins été trouvé coupable sur tous les points et condamné à la dégradation et la peine de vingt ans de travaux forcés. Peu après sa condamnation, il était élu au Parlement, en qualité de représentant du Parti Socialiste de Roumanie, mais le gouvernement invalidait son élection et refusait de le libérer. Aux mines de sel d'Orna, où il subit sa peine de forçat, il est traité avec une cruauté révoltante, ce qui a provoqué à plusieurs reprises de la part du parti socialiste, ainsi que d'autres organisations, de nombreuses protestations restées malheureusement jusqu'à présent sans résultat.

FIN TRAGIQUE DE DÉLÉGUÉS GRECS

La presse communiste de l'Europe Occidentale avait publié que les camarades Ligdopolus et Alexakis, délégués du parti socialiste ouvrier grec au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, avaient quitté la Russie sur un petit navire à destination de la Bulgarie, où ils devaient arriver le 1-er novembre 1920. Ce n'est que tout récemment que l'on a appris l'arrestation, à Zuguldak, par le

gouvernement de Kemal-Pacha d'un certain Abdourrachman, capitaine d'un vaisseau pirate et de son équipage, lesquels reconnurent avoir assassiné les deux délégués ainsi que deux autres Russes et un camarade bulgare.

Les socialistes grecs protestent avec énergie contre le blocus de l'Entente, responsable de l'assassinat de nos camarades.

ASSASSINAT DE COMMUNISTES TURCS

Une lettre du camarade Dievad, membre du Parti Communiste Turc et membre du Bureau Étranger de ce même parti, m'apprend le martyre du camarade Subkhi et de ses compagnons. Les bruits terribles, auxquels nous nous refusions à croire, sont confirmés. Nos camarades ont trouvé une mort prématurée. Ils ont été torturés et lapidés par une foule fanatisée que guidaient des assassins aux gages de la bourgeoisie turque. Voici ce que m'écrivit le camarade Dievad sur ce nouveau crime des classes dirigeantes de la Turquie.

« Cher camarade Pavlovitch,

J'ai à vous entretenir du grand malheur dont le camarade Subkhi, 4 membres du Comité Central et 12 autres militants, communistes turcs, ont été les victimes. Ils ont été atrocement mis à mort et jetés à la mer, près de Trébizonde, le 28 janvier.

Pendant deux mois, nous avons été sans nouvelles; il est maintenant établi qu'ils ont péri de la main de bourreaux, payés par la bourgeoisie de Trébizonde. C'est à Erzeroum que commencèrent les démonstrations d'hostilité contre nos camarades.

On disait au peuple: « Les communistes qui sont arrivés de Russie sont des bolchéviks. Ils arrivent dans l'intention de fermer tous les magasins; nul n'aura plus le droit ni d'acheter, ni de vendre. On fera ensuite des visites domiciliaires. Les biens et l'argent seront réquisitionnés. Les communistes sont des mécréants, et ils persécutent les croyants. La religion, la propriété privée et le commerce sont choses que les bolchéviks détruisent ».

Parmi les manifestants, il y avait des hommes à tout faire, achetés par la bourgeoisie et encore excités par la police contre les communistes. Ils se précipitèrent plusieurs fois sur nos camarades, les lapidèrent et voulurent les lyncher. Personne ne consentit à leur vendre ni pain, ni fourrage pour leurs chevaux. Le gouvernement leur fit vainement de se présenter comme le protecteur des bolchéviks. Il n'est pas vrai qu'on ait pris aucune mesure pour protéger les communistes. Nous tenons de source certaine que c'est la police elle-même qui a ordonné de fermer les magasins et incité la foule à lapider nos camarades sans défense. Dans quatre localités, on les maltraita de même. Mais c'est surtout à Trébizonde, que nos camarades furent torturés. Dès leur arrivée, ils furent amenés au port parmi les cris de haine et les injectives de la foule. On leur enleva les quelques revolvers qu'ils possédaient. On les fit monter dans un canot-automobile qui partit aussitôt, suivi d'un autre où se trouvaient plusieurs hommes armés. Nos camarades furent garrottés, lardés de coups de baïonnettes et jetés à la mer.

Le lendemain, les deux embarcations mouillaient en face de Trébizonde et les matelots racontaient la fin des bolchéviks turcs.

Nous avons perdu 16 ou 17 de nos meilleurs et vaillants camarades. Vous devez vous solidariser avec nous, réclamer que leurs bourreaux soient pendus et que ce crime monstrueux ne reste, en aucun cas, impuni. Décision a été prise, à Trébizonde, de mettre à mort tous les communistes turcs qui y arriveront.

La bourgeoisie d'Anatolie, voyant l'impunité de ses crimes, continue à persécuter les communistes.

J'espère, cher camarade, que vous soulèverez cette question et que vous prendrez sur vous la défense de la mémoire de nos meilleurs militants, tombés de la main des bourreaux.

Bakou, le 2 avril 1921.

Le contenu de cette lettre correspond entièrement aux autres renseignements qui me sont parvenus sur le martyre de nos chers camarades. Le camarade Subkhi était un marxiste érudit et l'homme le plus éminent du mouvement révolutionnaire de la Turquie ouvrière. Sur son initiative, ont été traduits en langue turque: *Le Manifeste Communiste de Marx*, *La Biographie de Marx*, *L'Alphabet du communisme*, de Boukharine, *La Constitution Soviétique*, etc. Le camarade Subkhi jouissait d'un talent littéraire et oratoire hors ligne et possédait tous les dons de l'organisateur. Il savait que de rudes épreuves l'attendaient dans son pays natal, mais la conscience du danger ne pouvait l'arrêter: ni lui, ni ses héroïques camarades.

D'après mes renseignements, la haine que les nationalistes turcs nourrissaient envers le parti communiste avait été portée au paroxysme, au moment de l'arrivée du camarade Subkhi et de ses amis, par cette circonstance qu'un mouvement insurrectionnel venait d'éclater sous les mots d'ordre du parti communiste. D'après les données de l'acte d'accusation, Edchem avait propagé parmi les soldats un journal avec une couverture de l'Internationale Communiste, représentant des travailleurs brisant leurs chaînes. Selon quelques données, le mouvement insurrectionnel aurait été provoqué par les éléments hostiles au parti communiste et qui aspiraient à étouffer le mouvement naissant dans sa racine. Le noyau de l'armée d'Edchem était composé de 5.000 hommes. Les soldats et les officiers subalternes suivirent Edchem. Les capitalistes turcs, les négociants, les pachas et les beys jubilent. La révolte d'Edchem a été écrasée. Subkhi et ses amis ont péri. La Turquie, pauvre en force intellectuelle, pauvre, surtout en hommes vaillants, fidèles à la masse des ouvriers et des paysans, est fortement atteinte dans son mouvement communiste. Mais le triomphe des bourreaux ne durera pas longtemps. Ces masses ouvrières et paysannes, qui en Turquie s'éveillent à la vie nouvelle et se rallient par petits groupes autour de nos

heroïques militants, les vengeront dans tout le monde bourgeois et surtout en Turquie. Puisse nos chers camarades, qui ont scellé de leur sang leur fidélité à l'idéal communiste, n'être jamais oubliés. Monté à ceux qui lâchèrent de les discréditer de leur vivant et qui, après leur mort, ont jeté la pierre sur leurs tombes de martyrs. Le parti communiste international, et surtout les partis russe, turc et azerbaïdjanais n'oublieront jamais le nom de Subkhi. J'espère leur ériger bientôt, à lui et à ses camarades, un monument commémoratif à Bakou, ville où se réunit pour la première fois le Congrès des peuples de l'Orient, ville d'où le camarade Subkhi, après avoir pris congé de ses amis russes et azerbaïdjanais, prit le chemin de son calvaire.

Une ancienne croyance orientale veut que le trépas d'un saint suffise à racheter les péchés de l'humanité et à la sauver des souffrances et de la mort. Nous ne croyons pas à de telles fables. Les masses populaires ne peuvent trouver le salut et la libération des souffrances séculaires qu'à l'issue d'une lutte longue et sanglante contre leurs oppresseurs. Puisse le martyr du camarade Subkhi, qui a succombé à son poste de révolutionnaire, victime de la haine et de la cruauté des classes dirigeantes, susciter des milliers de vengeurs, des milliers de combattants intrépides qui emboîteront le pas du premier et plus grand des communistes turcs et qui, répondant à la mort par la mort, créeront la vie nouvelle, où il n'y aura ni pachas, ni beys,

où il n'y aura plus de foule obscure, ignorante, triste jouet entre les mains de fanatiques et d'exploiteurs, habiles à user du fanatisme des masses!

M. Paulovitch.

D. S. Des renseignements que je viens de recevoir, il résulte que le compagne du camarade Subkhi fut enlevé du bateau et amené à Trébizonde, où elle séjourna une semaine. Elle a depuis disparu sans laisser de traces, et les camarades et amis de Subkhi sont dans la plus grande anxiété à son sujet. Il faut espérer que toutes les mesures seront prises sans tarder, pour connaître le sort de la femme de notre camarade martyrisé et la sauver, s'il est possible, des mains des bourreaux.

D'après les derniers renseignements, deux semaines après l'assassinat de Subkhi et des camarades qui l'accompagnaient, le camarade Nadim Aguiacha, arrivé de Russie en Anatolie, a subi le même sort.

Il devient évident que cette répression sauvage est érigée en méthode de lutte par la bourgeoisie turque. Quel est le rôle que jouent toutes ces atrocités: le gouvernement d'Angora? Et comment réagit le parti communiste officiel d'Angora contre toutes ces horreurs? Nous sommes curieux de le savoir.

M. P.

LETTRE DE PRISON DE LITHUANIE

„Il vous sera rendu au centuple“.

Voilàs pendant quelques temps, les abus, les cruautés, les méfaits divers des Plekavitch, des Mikoulsky et de leurs acolytes contre l'esprit révolutionnaire, la conscience de classe et les convictions communistes des ouvriers apparus aujourd'hui bien en évidence dans la république démocratique de Lithuanie.

Vers la fin de l'année dernière et au début de celle-ci, commencèrent les arrestations en masses d'ouvriers et de paysans pauvres. Tous les militants plus ou moins marqués du mouvement ouvrier furent mis en état d'arrestation: tous les membres de la Direction des Syndicats (à Kovno, Kalvaria, Chavil), le Bureau Central des Syndicats de Lithuanie, les membres des sections ouvrières autonomes locales (Kovno), les maîtres ouvriers (Kalvaria). Les soldats étaient consignés en grand nombre, rien qu'au soupçon de bolchévisme ou bien pour le seul fait d'appartenir à un syndicat légal. La prison de Kovno est bondée d'ouvriers et de soldats; on y trouve plus de 200 soldats consignés, et les dépôts des districts en renferment bien davantage.

Pour trouver un prétexte aux arrestations en masse d'ouvriers conscients, de soldats et de paysans pauvres, le gouvernement lithuanien s'est servi de la provocation et a fait répandre que les communistes préparaient une révolte. Tous les agents du gouvernement furent mobilisés; les «chasseurs» bourgeois, les membres de l'Union Démocratique Chrétienne de la Jeunesse, etc., ont rivalisé avec les agents de la Sûreté. Des membres de l'Assemblée Constituante ont participé aux filatures. Les sections militaires du Service Secret se sont livrées à une surenchère de violences et de cruauté.

Pour obtenir des aveux, elles ont eu recours aux tortures et aux menaces de mort. Dans les Chambres de Torture, des hommes ont été assommés à coups de poings et de crosse de revolvers, roués de coups de crosses, fagellés à coups de ngaïka ou tourmentés avec plus de raffinement encore. Des virtuoses de la question suspendaient leurs victimes par les bras, afin de mieux les tourmenter. (Service Secret à Ouchani). Se sont surtout distingués par leurs atrocités: le chef du Service Secret militaire de Ponévège Ralchis, les agents du service secret militaire du Kupich, Saratis et Gourski, le

chef de la milice de Chavil, Jatsévitch, 4 le milicien Mirik le chef de la milice de Kalvaria, Pran Paulaitic, et le chef de la milice de Ploung, dont le nom nous échappe. Se distinguèrent aussi par leur cruauté les Services Secrets militaires de Kovno, Vilkomir, Kupichki, Ouchani, Ponévège et Chavil.

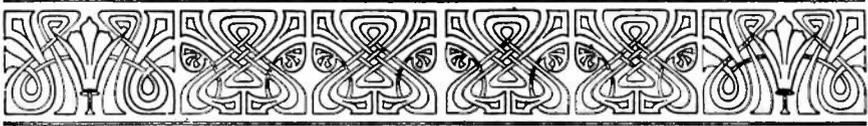
On ne peut douter que tout cela se fit avec l'assentiment du chef du Service Secret militaire de Lithuanie, Lipichous, qui ne faisait d'ailleurs que se conformer aux ordres du gouvernement et de la Constituante. Les partis qui détiennent la tête du pouvoir, les *democrates chrétiens* et le *centre des narodniks* (populistes), sont, en fin de compte, directement responsables.

La haine des masses ouvrières et paysannes à l'égard des criminels grandit à chaque jour. De toutes les poitrines s'échappe une clameur terrible: «Il vous en reviendra au centuple».

Nous citons quelques faits caractéristiques parmi des milliers et des milliers. A Chavil, on a arrêté le 12 novembre 1910, A. Modis (17 ans) et A. Balvolchis, président d'un syndicat. Tous deux ouvriers. Pendant l'interrogatoire, le chef de la milice Jatsévitch a crevé un œil à Modis. Le milicien Misikas l'a frappé au visage avec une ngaïka en fil de fer.

A. Balvolchis a subi les mêmes tortures. On ne permit de secours médical. Le médecin Chalkouski, appelé ensuite, refusa de signer un certificat concernant les sévices. Vincent Umbo, propriétaire d'une ferme, a été arrêté le 12 novembre 1920, en qualité de communiste. Il fut brutalisé par le chef de la milice de Ploung, Povilas, et par celui de Kalvaria, V. Paulauskas, qui l'assomma à coups de matraque et le piétina ensuite. Il est encore détenu à la prison de Kovno. L'ouvrier J. Valougik, arrêté le 20 novembre 1920 dans la circonscription de Kalvaria, fut odieusement brutalisé par le chef de la milice de Kalvaria, V. Paulauskas. Une perquisition effectuée chez lui n'avait donné aucun résultat. Valougik, que deux fonctionnaires aidés de quatre soldats ont torturé jusqu'à lui faire perdre connaissance, est encore détenu dans la prison de Kovno.

22 février 1921.



CALENDRIER DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Mars—Mai 1921

1-er mars.

Quatrième jour du V-e Congrès de la Confédération Générale du Travail, à Livourne. Par 1.435.873 voix contre 352.558 (17.371 abstentions), un ordre du jour de confiance est voté au Secréariat Général.

Le Comité Central des syndicalistes révolutionnaires français élit à la Commission Exécutive: membres: Tommasi, Gandoeux, Cassani, Bellugues, Gonnal, trésorier; Labonne et secrétaire Godonnèche. A la Commission de Propagande et de Recrutement sont élus: secrétaire: Sarolta; membres: Grandin, Cepe, Churin et Racomond. A la Commission de Statistiques sont élus: secrétaire: Voirin; membres: Sorotte, Brunel, Guillou et Fargues.

En Luxembourg, les patrons ayant refusé de reprendre les ouvriers renvoyés, les mineurs décrètent la grève générale

2 mars.

A sa dernière séance, le V-e Congrès des Soviets Ukrainiens ratifie le traité d'alliance entre la République Fédérative Russe des Soviets et la République Soviétique Ukrainienne.

En Luxembourg, les mineurs s'emparent des usines. A Kuopio, poursuites judiciaires contre l'organe du Parti Socialiste Ouvrier Finlandais, le *Wapaa Kansu*, pour publication de l'appel: «Proletaires de tous les pays, unissez-vous!», invitant les organisations ouvrières socialistes à voter sur la question de l'adhésion à la III-e Internationale.

3 mars.

Sixième et dernier jour du V-e Congrès de la Confédération Générale du Travail, à Livourne. Une résolution portant l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges (la liaison avec le Parti Socialiste étant maintenue) et la sortie de l'Internationale d'Amsterdam (si le prochain congrès syndical à Moscou en décide ainsi) est adoptée par 1.354.226 voix contre 418.425 (21.347 abstentions).

A Paris, on arrête pour complot contre la sûreté de l'Etat Camille Féguy, secrétaire administratif de la Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes Communistes.

En Luxembourg, les troupes françaises sont lancées contre les ouvriers mineurs en grève.

A Coventry, on arrête pour crime de haute trahison le président du comité local du Parti Communiste Anglais, Emery.

A Glasgow, on juge les membres du Parti Communiste Anglais: Douglas, Mac-Lech et John Hamilton Patric pour publication d'un article séditieux, ainsi que Andrew Flemin, propriétaire de la typographie.

L'Assemblée de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéque, à Brünn, se prononce pour l'adhésion à la III-e Internationale et, pour mieux se préparer au congrès du parti, réclame que celui-ci soit reporté à la Pentecôte.

4 mars.

La *Rote Fahne* de Berlin publie un appel où le Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand invite le prolétariat allemand à renverser son gouvernement et à conclure une alliance avec la Russie Soviétiste, afin de pouvoir résister aux récentes exigences de l'Entente.

5 mars.

A Zurich, ouverture du congrès d'unification de la gauche du Parti Social-Démocrate Suisse (5.483 membres) et du Parti Communiste Suisse (873 membres).

Le tribunal de Cappel condamne les communistes: Klinkmüller à 9 mois, Zeisser et Schröer à 4 mois, Harbich et Rabbich à 2 mois d'emprisonnement et acquitte Küster et Lohagen.

6 mars.

Clôture du congrès de Zurich. Les deux partis fusionnent en une organisation unique qui prend le titre de Parti Communiste Suisse (Section de la III-e Internationale). Au Comité Central sont élus: président, Frantz Welli; membres Kündig, Sulzbachner, Herzog, Platten, Meag et Humbert-Droz. Le Comité Exécutif tiendra ses séances à Bâle. Konrad Wyis est élu président de la Commission de Contrôle qui siègera à Zurich. Au tribunal d'arbitrage sont élus: Konrad Wyis, Wiesendanger, Traber, Huber et Jordi.

Aux élections municipales, à Belgrade, les communistes obtiennent 10 mandats, les socialistes—3, et les partis bourgeois—32.

A Berlin, ouverture de la Conférence Nationale de la Freie Arbeiter Union Deutschlands Syndikalisten.

A Berlin, le Parti Communiste Unifié Allemand organise une imposante manifestation pour le mot d'ordre: «A bas le double joug des oppresseurs étrangers et allemands!»

A Saint-Ouen, manifestation de protestation contre la guerre.

A Karolinenthal, conférence de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéque. Malgré les hésitations de Bogumil Smeral, l'assemblée, à la presque unanimité, décide de travailler à la création d'un parti communiste international. Sur la demande des camarades de Brünn, le congrès du parti est reporté de Pâques à la Pentecôte.

7 mars.

Le Congrès des organisations du Parti Socialiste Ouvrier Finlandais (partie méridionale du district de Abo) examine la question de la III-e Internationale. Il reconnaît cette dernière comme la seule organisation de combat de la classe ouvrière, basée sur le principe de la lutte des classes. Il décide d'entreprendre un travail énergique dans le but de mettre les organisations au courant des 21 conditions de la III-e Internationale.

A Toulon, le conseil de guerre condamne à 15 ans de travaux forcés le matelot Badine pour participation à la protestation des marins de la mer Noire contre la guerre avec la Russie soviétiste.

A Berlin, clôture de la conférence de la Freie Arbeiter Union Deutschlands Syndikalisten.

8 mars.

En Russie soviétiste, célébration du «Jour de l'Ouvrière». A Moscou, ouverture du X-e congrès du Parti Communiste Russe.

A une de ses séances, à laquelle assistait Tommasi (Union des Syndicats de la Seine), le Comité Central du parti socialiste (section française de l'Internationale Com-

muniste) décide: 1) d'entreprendre, dans l'organe du parti, à la Chambre des Députés et dans les réunions publiques, une propagande énergique pour protester contre la guerre; 2) De créer un Comité de Vigilance où entreraient les représentants du parti, de l'Union des Syndicats de la Seine et des organisations révolutionnaires; 3) De convoquer, dans le plus bref délai possible, une conférence internationale qui sera chargée de coordonner l'action des prolétariats français, allemand, anglais et italien. Le parti délègue au Comité de Vigilance, Frossard, Cachin, Vaillant-Couturier, Treint, Cœrner et Daniel Renoult.

9 mars.

L'Union des Syndicats de la Seine, le Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste), l'Union anarchiste, l'Association Républicaine des anciens combattants, la Fédération Ouvrière des Mutiles, l'Union Fraternelle des Veuves de Guerre, la Fédération Nationale des Jeunes Communistes et le Comité de défense sociale décident la formation d'un Comité d'Action contre la guerre.

La fraction du Parti Communiste Unifié Allemand au Landtag prussien élit à son bureau: Adolf Hoffmann, Ernst Meyer et Oscar Rusch.

Le tribunal de Brunn (Tchéco-Slovaquie) condamne les rédacteurs de l'organe Communiste *Rovnost*, Karl Votava et Burian, à 10 ans de prison, 3 autres accusés sont condamnés à 8 ans, 2—à 6 ans, et une série d'autres personnes—à 8 mois d'emprisonnement.

A Mulhouse, Colmar, Strasbourg, Metz, Sainte-Marie aux-Mines, on arrête les dirigeants des groupes et organisations des Jeunes Communistes.

10 mars.

A Berlin, le Parti Communiste Unifié Allemand organise une grande manifestation à laquelle il donne pour mot d'ordre: «Contre l'unité du front national—Pour l'unité du front prolétarien».

11 mars.

Une assemblée de 6.000 ouvriers, convoquée par les organisations participant au Comité d'Action et tenue à la Maison des Syndicats à Paris, décide, à l'unanimité, d'opposer la révolution à la guerre.

Le procès des communistes à Essen, se termine par l'acquiescement des 14 accusés.

12 mars.

A Reichenberg, ouverture de la conférence des femmes communistes tchèques de nationalité allemande. A titre d'hôtes, assistaient Meyerova (gauche tchèque) et Bertha Braunthel (secrétariat national du Parti Communiste Unifié Allemand pour la propagande parmi les femmes). A l'organe central pour la propagande féminine sont élues: Joska, Maria Sponer, Käthe Fischer, Schreiber, Riedel, Jindra, Franz, Nann et Wünsch.

A Reichenberg, ouverture du premier congrès de la gauche du Parti Social-Démocrate Allemand de Tchéco-Slovaquie. Y assistent: Walter Slöcker (Allemagne), Joseph Strasser (Autriche), Smeral et Skalak (Gauche Tchéque), Josef Gurby (Parti Socialiste Ouvrier Ruthène), Venzel, Hula et Neumann (Slovaquie).

13 mars.

Aux élections parlementaires du deuxième secteur parisien, les deux candidats du bloc national sont élus par 70.000 voix; les communistes Lorient et Souvarine recueillent 59.000 voix.

Election au landtag mecklembourgeois. Les partis bourgeois recueillent 165.188 voix (au lieu de 166.449, en juin 1920)—34 mandats (au lieu de 33); le Parti Social-Démocrate Allemand obtient 130.291 voix (au lieu de 128.479)—26 mandats (comme auparavant); le parti Social-Démocrate des Indépendants d'Allemagne réunit 2436 voix (au lieu de 24.576)—pas de mandat (au lieu de 5); le Parti Communiste Unifié d'Allemagne réunit 14.509 voix (au lieu de 1.178)—3 mandats (auparavant, pas un seul).

A Saint-Etienne (France), congrès des peaussiers auquel sont représentés les unions syndicales de 8 départements. Le congrès proteste contre l'exclusion de la minorité révolutionnaire et, à une énorme majorité, adopte une résolution au Conseil d'adhésion International des Syndicats Rouges.

14 mars.

A Prague, conférence féminine de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate de Bohême, de Moravie et de Slovaquie, à laquelle sont représentées 182 organisations féminines. Après les rapports de Meyerova, déléguée de la conférence féminine de Reichenberg des femmes communistes tchèques de nationalité allemande, et de Grimmichova, le congrès adopte à l'unanimité les 21 conditions de la III-e Internationale.

A l'unanimité, sans discussion, le congrès de Reichenberg adopte une résolution demandant le changement du nom de l'organisation en celui de «Parti Communiste Tchéco-Slovaque» (section allemande de la III-e Internationale). On décide de régulariser, dans un esprit d'entente amicale et en accord avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les relations avec les gauches tchèques, jusqu'à la formation d'un parti communiste international tchéco-slovaque.

Walter Slöcker qui assistait au Congrès de Reichenberg est expulsé de Tchéco-Slovaquie.

15 mars.

A Bruxelles, la police perquisitionne dans les locaux de la rédaction de *L'Exploité*.

Le Comité Central du Parti Communiste Tchéco-Slovaque (section allemande) se constitue comme suit: président de la représentation du parti: Karl Kreibich, Beuer et Legler; trésorier, Joska; adjoint au trésorier, Kreuz. Au comité exécutif du bureau sont élus: Karl Kreibich, Neurrath, Joska, Sille et Kreuz.

16 mars.

Clôture du X-e congrès du Parti Communiste Russe. Le nouveau Comité Central est constitué de 25 membres: Arlem, N. Boukharine, Vorochiloff, Dzerjinsky, G. Zinoviev, Kalinine, Kameneff, Komaroff, Koulousoff, N. Lénine, Mikhaïloff, Molotoff, Orjanikidze, Pétrovsky, K. Radck, Rakovsky, Roudzoutak, Rykoff, Saline, Tomsy, L. Trotsky, Tountoula, Frounzé, Chlappnikoff et Yaroslavsky—et de 15 candidats: Goussieff, Zelousky, Zéinsky, Kiroff, Kissieff, Koubycheff, Milouline, Ossinsky, Diatakov, Smirnov, Soulimoff, Ougianoff, Tchoubar et Schmidt. A la commission centrale de contrôle sont élus: Kiroff, Koutchenko, Siéhoff (Litvine), Smidovitch, Soltz, Simon Schwarz et Tchélycheff.

A Moscou, conclusion entre la République Soviétique Russe et la Turquie d'un traité instituant des relations amicales et fraternelles entre les deux pays.

A Londres, signature de l'accord commercial entre la République Soviétique Russe et la Grande-Bretagne.

17 mars.

Le procès des membres du Comité de la III-e Internationale: Lorient, Manolle, Souvarine et Monmousseau; des membres du Parti Communiste: Sigrant, Doll et Rabilloud et des membres de la Fédération Communiste des Soviets: Hanot, Lebourg et Giraud se termine par l'acquiescement des accusés.

A son assemblée extraordinaire, à Berlin, la conférence du Parti Communiste Unifié d'Allemagne déclare à l'unanimité que les difficultés créées pour le gouvernement par le plébiscite de Haute-Silésie et les exigences de l'Entente, ainsi que la conduite provocatrice du gouverneur de la province de Saxe, Hösing, exigent que le prolétariat se tienne prêt à la lutte contre la bourgeoisie.

A Berlin, grande manifestation des sans-travail devant l'Hôtel de Ville.

18 mars.

Cinquantième de la Commune de Paris.

A Koutais, conclusion entre le gouvernement démocratique géorgien et le comité révolutionnaire géorgien d'un accord portant la cessation immédiate des opérations militaires. Le gouvernement précédent évacue la portion de territoire qu'il occupe encore et n'a plus aucun pouvoir; on procède au désarmement de l'armée; le comité révolutionnaire accorde une amnistie aux hommes de l'ancien régime.

A Riga, conclusion d'un traité de paix entre la Pologne, d'une part, la République Soviétique Russe et la République Soviétique Ukrainienne, de l'autre.

En Danemark, par suite du lock-out patronal, 50.000 ouvriers, principalement du textile et de la métallurgie, sont jetés sur le pavé.

A Berlin, les autorités judiciaires confisquent le numéro du matin de la *Rote Fahne* pour publication de l'article intitulé: *Réponse claire à Carrou*.

19 mars.

A Berlin, on confisque le numéro du matin de la *Rote Fahne* pour insertion d'extraits de l'article de la veille intitulé: *Réponse claire à Carrou*.

20 mars.

A Londres, sur l'initiative du Parti Communiste, grande manifestation de protestation contre les poursuites contre les communistes. Des meetings de protestation ont lieu également dans d'autres villes de Grande-Bretagne: Ultonslow, Dundee, etc.

La police, sous prétexte de lutter contre la criminalité croissante, ayant occupé le rayon industriel de Mansfeld, les ouvriers de cette dernière ville présentent un ultimatum aux détachements de Hörsing. A l'expiration du délai fixé par l'ultimatum, la fraction communiste de la classe ouvrière lance un appel où elle invite à la grève générale, en réponse à la campagne entreprise par les gardes-blancs.

A Zurich, conférence de 24 unions ouvrières de Suisse représentant 90.000 ouvriers organisés; l'assemblée élit à la présidence le communiste Fr. Schneider (Dûle). Sur le rapport de ce dernier, elle adopte une résolution demandant l'union de toutes les organisations révolutionnaires luttant contre le capitalisme en dehors des syndicats.

A Rumberg, conférence régionale du Parti Social-Démocrate Allemand de Bohême. Le parti communiste obtient 32 voix, la plate-forme des social-démocrates, 49 (33 abstentions). Sous la direction de Alois Neurath, les communistes organisent leur conférence séparée à laquelle ils constituent un comité régional provisoire.

21 mars.

Par décret du Comité Central Exécutif Panrusse, le monopole des produits alimentaires et des produits bruts est remplacé par l'impôt en nature: les cultivateurs auront la libre disposition de toutes les réserves de produits alimentaires, de matières brutes et de fourrage qui leur resteront lorsqu'ils auront acquitté l'impôt.

Le comité hambourgeois du Parti Communiste Unifié d'Allemagne invite la classe ouvrière à exiger du gouvernement, par la menace de la grève générale, le désarmement de l'Orgesch; les sans-travail sont invités à s'emparer des usines.

22 mars.

Insurrection en Allemagne Centrale. A Marienwerder, la police ayant occupé les usines en grève, la grève générale est déclarée. Les communistes s'emparent de l'entreprise de Leunawerke, près de Mersebourg, en Saxe. Le mouvement gréviste s'étend aux ouvriers de Eisleben. Pendant la nuit, échauffourées avec la police et les briseurs de grève.

A Paris, après 45 jours de détention, Amédée Dunois et O. Ker sont relâchés.

23 mars.

Dans la ville de Hambourg, dans les chantiers hambourgeois de St-Pauli et à Hammerbrock, bagarres sanglantes entre les communistes et la police. Un groupe d'ouvriers s'empare des chantiers de Blohm et Voss. Des escarmouches ont lieu entre la police et les manifestants tentant de marcher sur Hambourg. Hambourg est déclaré en état de siège. Dans la soirée, la *Hamburger Volkszeitung* est confisquée et suspendue.

A Dresde et à Freiberg, des bombes sont lancées sur le Palais de Justice; à Rodevisch et à Auerbach, sur l'hôtel de Ville. Dans la nuit du 24, la Saxe est déclarée en état de siège.

Eisleben et les localités environnantes sont aux mains des ouvriers. Le mouvement s'étend à toute l'Allemagne Centrale.

24 mars.

Les ouvriers sont délogés des chantiers de Hambourg. A Hambourg et dans les environs, «l'ordre» est rétabli.

Après des combats de rue acharnés, Eisleben est occupé par la police. La bataille continue aux environs de la ville. L'organe du Parti Communiste Unifié d'Allemagne dans la Ruhr, le *Ruhr Echo*, invite les ouvriers à descendre dans la rue.

A Munich, arrestation pour appel à la révolution du rédacteur de la *Neue Zeitung*, Wendelin Thomas.

Le Comité Central Exécutif Panrusse et le Conseil des Commissaires du Peuple décident la suppression du Comité Central et des comités locaux pour le travail général obligatoire. L'enregistrement et la répartition de la main-d'oeuvre sont confiés exclusivement au Commissariat du Travail et à ses sections locales. La direction de la protection du travail et la section des tarifs sont transférées du Commissariat du Travail au Conseil panrusse des Syndicats.

Le procès des insurgés de Kralup se termine par la condamnation de Süssmilch à 15 mois, de Cwancai, de Pokorny et de Linhard à 4 mois d'emprisonnement; les autres accusés sont acquittés.

25 mars.

En Allemagne Centrale, le mouvement prend de l'extension; à Dresde, une bombe est jetée sur l'imprimerie de l'organe des Indépendants.

A Berlin, le matériel de la *Rote Fahne* (édition du matin) est confisqué.

Troubles en Westphalie.

A Stockholm, ouverture du IV-e congrès de la Gauche du Parti Social-Démocrate Suédois. Résultats du vote: 5.400 voix pour l'adoption des 21 conditions de la III-e Internationale, environ 1.500 contre. Par 173 contre 34, le congrès vote l'adhésion sans réserve à la III-e Internationale; les membres qui ont voté contre cette résolution sont, par là-même, exclus du parti. Au Comité Central sont élus, membres: Karl Kilbom, K. Höglund, K. Caffesson; secrétaire, F. Sjöström et trésorier A. Svenson; deux nouveaux membres sont élus: Herda Lindruhl et Sigvard Kruse. Dirigée par le député Vinnerström, la minorité, exclue du parti, entre dans le Parti Social-Démocrate Indépendant Suédois.

A Christiania, ouverture du congrès annuel du Parti Ouvrier Norvégien.

26 mars.

Insurrection en Allemagne Centrale. Mansfeld, Klostermansfeld, Geilbra et Hemmstedt sont repris par la police.

En raison des troubles, la *Neue Zeitung* de Munich est confisquée et suspendue pour appel à la révolte. A Berlin, bagarre sanglante avec la police. Troubles en Westphalie.

Deuxième jour du IV-e congrès de la Gauche du Parti Social-Démocrate Suédois. Par 100 voix contre 64, le parti adopte le nom de «Parti Communiste Suédois» (section de l'Internationale Communiste).

Deuxième journée du congrès du Parti Ouvrier norvégien. Par 281 voix contre 25, une résolution d'adoption des 21 conditions de la III-e Internationale est votée. 20 délégués (dirigés par Lian), en vertu de la discipline du parti, se soumettent à la décision du congrès; les cinq autres sont exclus du parti.

A Paris, après une détention de deux semaines, Fegy est libéré.

27 mars.

Insurrection en Allemagne Centrale. En différentes localités, actes de terrorisme. Halle est déclaré en état de siège renforcé. Le *Klassenkampf* et le *Rote Kurier*, ainsi que toutes les publications appelant à la lutte de classes et à la résistance aux autorités, sont interdits.

A Southport, ouverture du congrès de l'Independent Labour Party.

A Limoges, ouverture du XIX-e congrès de la fédération nationale des employés. Par 110 voix contre 31 (2 abstentions), un ordre du jour de confiance à la C. G. T. est voté. L'exclusion des syndicats des comptables, des commis-voyageurs et des professeurs libres de la région parisienne qui ont adhéré au Conseil International des Syndicats Rouges, est ratifiée par 94 voix contre 44 (5 abstentions). La minorité révolutionnaire proteste, considérant que le prochain congrès de Lille de la C. G. T. est seul qualifié pour trancher la question.

28 mars.

Deuxième journée du congrès de Southampton. L'adhésion à la III^e Internationale est recueillie par 521 voix contre 97. La gauche vote l'adhésion au parti communiste.

Clôture du congrès du Parti Ouvrier Norvégien. Sont élus : président du parti, Kyrre Grepp; vice-président, Emil Slang; délégué au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Shelt; rédacteur du *Social-Demokraten*, organe central du parti, Trammel.

Insurrection en Allemagne Centrale. Dans la nuit du 28 au 29, à Dresde, arrestations en masse des communistes; les deux frères Levinson, Heinemann et d'autres sont incarcérés.

Manifestations en Westphalie Rhénane. Les communistes occupent les villes de Hevelsburg et Welbert. En plusieurs endroits, les ouvriers s'emparent des usines. Le mouvement gréviste s'étend à la rive gauche du Rhin.

29 mars.

Insurrection en Allemagne Centrale. Au point du jour la police reprend les usines de Lein, près de Merseburg.

À Prague, procès de Jaroslav Handlir, Karl Richter, Karl Herrmann, Brěislav Hula, Antoine Zaplotocky, Alois Muna, Franz Naprstek, Venzel Slodník, Alech Sunda, Franz Pavel, Karl Heryuk, Joseph Denak, Joseph Matzak, Mikulas Mlcoch, accusés de haute trahison pour avoir contribué au mouvement communiste de décembre 1920.

30 mars.

Insurrection en Allemagne Centrale et dans la Ruhr. Les ouvriers s'emparent de Schkenditz, mais évacuent les villes de Gröbers et Delitzsch. À Berlin, arrestation du communiste Wilhelm Syll.

L'assemblée des militants de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéco-Slovaque, à Brünn, exprime sa solidarité avec le prolétariat allemand dans sa lutte contre le capitalisme.

31 mars.

À Berlin, au cours d'une « tentative d'évasion », dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril, le communiste Wilhelm Syll est blessé et meurt dans la journée.

À Stockholm, sous la présidence de Kilbom, congrès de l'Union de propagande (partisans des organisations professionnelles révolutionnaires). Le congrès vote l'adhésion sans réserve au Conseil International des Syndicats Rouges.

En Angleterre, grève des mineurs.

Le comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne adresse au prolétariat allemand un appel à l'occasion de la répression du mouvement gréviste et de l'insurrection.

Le tribunal de Munich condamne pour appel à la lutte de classes et crime de haute trahison le député du Reichstag, Wendelin Thomas, et le vice-président du comité de la Bavière méridionale du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, Friedrich Dressel, à deux ans de prison; l'étudiant Wagerer est condamné à un an d'emprisonnement.

2 avril.

Sur la Riviera Italienne, arrestation de suédois russes, hongrois et polonais suspects de « bolchévisme ».

3 avril.

Paul Levi commence la publication de sa brochure *Unser Weg. Wieder den Putschismus*.

À Marseille, ouverture du congrès des comités syndicalistes-révolutionnaires du sud et de l'est de la France. Décision est prise d'envoyer des délégués au congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, à Moscou.

Le Congrès des Fédérations Syndicales du département de l'Isère, à Voiron, proteste contre l'exclusion de minorités révolutionnaires.

4 avril.

À Sheffield, ouverture de la Conférence des gauches syndicales: comités d'usines (Shop Stewards), comités des mineurs, conseils des ouvriers écossais, etc. L'ordre du jour comporte les questions suivantes: adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, socialisation, chômage, la révolution mondiale et l'organisation de la gauche du mouvement syndical.

À Florence, ouverture des séances du conseil national de l'Association Proletarienne des Victimes de la Guerre. Un ordre du jour désapprouvant la conduite de la direction de l'Association, présenté par le communiste Scassuro, recueille 9.233 voix contre 12.155.

À Paris, Maurice Leparle et William sont relâchés après un emprisonnement de 7 semaines.

À Munich, arrestation de l'ex-chef de la police soviétiste de Munich, Köbel, accusé d'avoir préparé un manifeste séditionnel.

5 avril.

À Magdebourg, ouverture du procès de Vater et de 24 autres personnes accusés d'avoir participé à la préparation de l'insurrection.

Cessation du mouvement gréviste sur la rive gauche du Rhin.

En Danemark, la bureaucratie syndicale ayant conclu un accord avec les patrons pour la réouverture des usines, le *Arbejder* invite les ouvriers à chasser leurs chefs actuels et à en élire de nouveaux.

6 avril.

Aux funérailles de Wilhelm Syll, à Berlin, imposante manifestation avec participation du Parti Social-Démocrate des Indépendants d'Allemagne.

À Hambourg, les membres du parlement local: Büstlein, Köppen et Zöllner sont privés de l'immunité parlementaire.

7 avril.

Un décret du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Russe accorde aux coopératives de consommation le droit d'échanger, de vendre et d'acheter l'exécédent de la production agricole et des articles de fabrication paysanne.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Russe décide la suppression, à partir du 1^{er} mai 1921, de la limite des primes attribuée aux ouvriers travaillant aux pièces.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Russe décide d'introduire pour les ouvriers de quelques-unes des branches les plus importantes de l'industrie les primes en nature; les ouvriers recevront une partie des produits qu'ils auront fabriqués et pourront les échanger, par l'intermédiaire des coopératives, contre les produits de l'industrie agricole.

À Florence, un membre de la fraction parlementaire communiste est victime d'un attentat des fascistes.

Par 26 voix contre 14, le comité central Central-ausschuss du Parti Communiste Unifié d'Allemagne approuve les thèses du comité central sur l'insurrection de mars. Une résolution condamnant l'insurrection est repoussée par 44 voix contre 6 (abstentions). Ayant adopté le point de vue de la minorité, Sievers quitte le comité central. Le comité central reçoit pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires à la préparation du parti à la bataille.

8 avril.

À Magdebourg, le procès des communistes se termine par l'acquiescement de Vater et de 8 autres personnes; Jakobs est condamné à 10 mois d'emprisonnement, 3 autres accusés à 6 mois, 3 à 5 mois, 1 à 4 mois et 9 à 3 mois chacun de la même peine.

L'organisateur du Parti Communiste dans le Midland, Steward, est arrêté pour appel à la révolte.

À Sarreguemines, ouverture du congrès du syndicat des cheminots d'Alsace-Lorraine.

9 avril.

À Madrid, ouverture du congrès du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

10 avril.

Clôture du congrès de Sarreguemines. Par 8.690 voix contre 4.453 (566 abstentions), le congrès adopte une résolution dans laquelle il proteste contre l'exclusion des communistes de la C. G. T. et reconnaît comme la seule juste la tactique adoptée par le Conseil International des Syndicats Rouges.

12 avril.

A Berlin, confiscation du numéro du jour de la *Rote Fahne* pour insertion d'un article contre les tribunaux extraordinaires, intitulé: *La justice des bourreaux*.

A la séance du 11 mars du Congrès de Madrid du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, la lecture d'une lettre où le président du parti, Pablo Iglesias, se prononce contre les 21 conditions de la III-e Internationale, provoque une manifestation tumultueuse; la police intervient et la séance est levée avant l'heure réglementaire.

13 avril.

Par 8.808 voix contre 6.025, le congrès de Madrid du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol rejette l'adhésion à la III-e Internationale. La minorité quitte le congrès pour former une organisation séparée sous le nom de Parti Communiste Ouvrier.

A Prague, le procès des communistes se termine par la condamnation de Zapolocki à 18 mois, Muna à 12 mois, Sladnik, Cernik et Alcoch à 8 mois, Nupstsek à 7 mois et Richter à 6 mois d'emprisonnement; les autres accusés sont acquittés.

A Berlin, ouverture des débats du procès du rédacteur en chef de la *Rote Fahne*, Scholem, inculpé de haute trahison.

14 avril.

Dans la *Rote Fahne* de Berlin, le comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne publie un appel où il impule la dernière défaite la trahison à des social-démocrates.

Hermann Reich, membre du Reichstag et du Parlement de Hambourg, est exclu du Parti Communiste Unifié d'Allemagne pour sabotage de l'insurrection de mars.

A. I. Enchanoff est remplacé au Commissariat des Voies et Communications de la République Soviétique Russe par F. E. Dzerjinsky, lequel continuera, néanmoins, d'exercer ses fonctions précédentes.

15 avril.

Le comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne exclut du Parti Paul Levi et le somme de déposer son mandat de député pour «avoir gravement abusé de la confiance du parti auquel il a causé un tort considérable».

A Berlin, arrestation du député du Landtag, Schneider, d'ailleurs bientôt relâché. Dans la nuit du 15 au 16 avril, arrestation de Max Holz.

Perquisition dans les locaux du comité central du Parti Communiste Italien, à Milan.

Election au soviet moscovite des députés des ouvriers et des soldats rouges.

16 avril.

Otto Brass, Ernst Däumig, Carl Geyer, Adolph Hoffmann, Klara Zetkin, Paul Eckert, Heinrich Mahlzahn et Paul Neumann déclarent que, en organisant le «putsch» de mars, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne s'est écarté des principes de la III-e Internationale, et se déclarent solidaires de Paul Levi. Le comité central répond que l'insurrection de mars a été approuvée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

18 avril.

Par 3.026 voix contre 440, le congrès extraordinaire des Jeunes Socialistes Espagnols décide d'adhérer à l'Internationale Communiste de la Jeunesse et de s'organiser en Fédération Communiste de la Jeunesse.

A une séance du comité central du Parti Communiste d'Autriche Allemande, le rédacteur en chef de la *Rote Fahne* de Vienne, Strasser, se déclare solidaire de Paul Levi et donne sa démission qui est acceptée.

A Halle, la Haute Cour condamne aux travaux forcés à perpétuité, pour «violation de la paix dans le pays», le président du comité du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, Paul Andrae.

19 avril.

Brandler et Sievers sont arrêtés à Berlin, dans leurs logements.

Le comité central du Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste) décide de prélever sur ses fonds une somme de 10.000 francs en faveur des mineurs anglais en grève.

N 17

A l'unanimité, après le rapport de Kreibich, le comité central du Parti Communiste Tchéco-Slovaque approuve la ligne de conduite du comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

20 avril.

A la séance du Reichstag, Paul Levi refuse de déposer son mandat.

Le rédacteur du *Ruhr Echo*, Werner, est condamné à 2 ans de travaux forcés.

Le comité central du Parti Communiste Suisse adresse au Parti Social-Démocrate et aux syndicats la proposition de former un front prolétarien unique.

21 avril.

Par 55 voix contre 50, le congrès des syndicalistes écossais, à Aberdeen, vote l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges.

La *Rote Fahne* de Vienne publie une communication dans laquelle le Comité Central du Parti Communiste d'Autriche-Allemande déclare que la rédaction de l'organe central, quoique solidaire de Strasser, continuera de travailler au journal.

22 avril.

10 membres du Reichstag: Hartz (Hanovre), Berthelc (Berlin), Duwell (Halle), Fries (Cologne), Geyer (Leipzig), Heydemann (Königsberg), Herzfeld (Rostok), Plettner (Hanovre), Teubner (Boelum), Wackwitz (Weissenfeld) publient dans la *Rote Fahne* de Berlin une déclaration dans laquelle ils protestent contre la proposition faite par le comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne à Brass, Eckert, Carl Geyer, Adolph Hoffmann, Malzahn, Paul Neumann et Klara Zetkin de cesser toute activité parlementaire jusqu'à la convocation de la prochaine conférence du Parti. A cette protestation adhère le membre du Reichstag, Eichhorn.

A Weil, ouverture des congrès du Parti Communiste Danois et de l'opposition syndicale.

23 avril.

A Jaffa, ouverture du congrès constituant du Parti Communiste de Palestine (section de l'Internationale Communiste). Le Parti Communiste juif (Poalei-Sion) sera accepté en qualité de section juive.

A Manchester, ouverture du congrès extraordinaire du Parti Communiste Anglais. L'exclusion de Robert Williams est approuvée. Le congrès adopte une résolution dans laquelle il exprime sa sympathie aux mineurs en grève et invite les cheminots et les ouvriers du transport syndiqués à exiger la démission de leurs comités exécutifs. Mac-Manus est élu premier président du parti.

A Paris, par 11.712 voix contre 2.116, le Congrès des P. T. T. repousse l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges.

A Berlin, arrestation de Friesland, président de l'organisation berlinoise du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

24 avril.

A Paris, ouverture de la Conférence des Unions Syndicales Rouges de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Eure, Eure-et-Loir et Marne. On décide de convoquer, la veille du congrès de Lille, une conférence de tous les syndicats minoritaires, laquelle décidera de l'attitude à adopter envers le Congrès de Lille par les Syndicats exclus de la C. G. T.

Les congrès du Parti Communiste Danois (section de la III-e Internationale) et de l'opposition syndicale (qui avait voté l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges), à Weil, décident de fusionner en une organisation unique qui prendra le nom de Fédération Communiste.

25 avril.

Clôture du congrès extraordinaire du Parti Communiste Anglais, à Manchester.

Aux élections au Landtag de Basse-Autriche, le Parti Communiste d'Autriche Allemande recueille 5.451 voix (0,7% du total des voix)—aucun mandat.

26 avril.

A Vienne, ouverture de la Conférence des fondés de pouvoir (Vertrauensmannerversammlung) du Parti Communiste d'Autriche Allemande.

14

27 avril.

A Vienne, clôture de la conférence des fondés de pouvoir du Parti Communiste d'Autriche Allemande. Sur le rapport du D-r Frey, l'assemblée, par 214 voix contre 24, approuve l'insurrection en Allemagne Centrale.

Aux élections communales à Amsterdam, les communistes obtiennent 3 mandats, les social-démocrates 14, et les partis bourgeois 28.

28 avril.

Après une semaine de détention, Friesland est remis en liberté.

1 mai.

Dans tous les pays du monde, grèves et manifestations.

3 mai.

A Berlin, ouverture des sessions du comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

4 mai.

Le Parti Communiste Ouvrier Espagnol propose au Parti Communiste Espagnol la fusion de leurs deux organisations. Zaleswsky (Abramovitch), après un emprisonnement de trois mois, est expulsé de France.

5 mai.

A Paris, le Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste) organise dans la salle de la Fédération des Syndicats du département de la Seine un grand meeting contre la guerre.

Dans son article publié par l'*Humanité* et intitulé: *Sang-froid et discipline*, L.-O. Frossard se prononce contre les refus individuels des hommes de la classe 1919 de répondre à l'appel: n'étant pas appuyés par un mouvement de masses, ces refus font du tort au Parti.

Clôture des sessions du comité central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Par 36 voix contre 71, l'exclusion de Paul Lévi est ratifiée. Par 36 voix contre 8, un blâme est voté aux 8 camarades qui se sont solidarisés avec Paul Lévi. Geyer est exclu du comité central.

Arrestation à Genève d'Abramovitch, à son arrivée de France.

6 mai.

A Paris, dans la nuit du 6 au 7 mai, 17 membres de l'Union de la Jeunesse sont arrêtés pour affichage de proclamations invitant la classe 1919 à ne pas répondre à l'appel.

A Vienne, ouverture de la conférence du Parti Communiste d'Autriche Allemande.

A Berlin, signature d'un accord commercial entre l'Allemagne et la République Soviétique Russe.

7 mai.

Le secrétaire du Parti Communiste Anglais, Albert Inkpin, est arrêté pour avoir ordonné d'éditer les thèses de la III-e Internationale et une série de brochures d'agitation. La police fait une perquisition dans les locaux du comité central du parti et de la rédaction du *The Communist*, s'empare de tous les papiers et d'une urne contenant les cendres d'Éléonora Marx.

A Paris, le congrès des cheminots de Paris-Orléans, par 28 voix contre 15 (6 abstentions), vote l'adhésion au Conseil International des Syndicats Rouges.

Le Parti Communiste Espagnol donne son consentement à la fusion avec le Parti Communiste Ouvrier Espagnol et propose comme délégués à la Conférence Juan Andrade, Emerico Chiccaro et Luis Portela.

A Berlin, conférence nationale des femmes du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

A Sofia, conférence des femmes, membres du Parti Communiste Bulgare.

A Senningen, ouverture du Congrès du Parti Communiste Luxembourgeois.

8 mai.

A Paris, fêtes chauvinistes en l'honneur de Jeanne d'Arc. Le Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste) riposte par une immense manifestation contre

la guerre au cours de laquelle se produisent des bagarres avec la police.

Arrestation de Robert Steward pour son discours de Cardiff.

Au Congrès de Prague, après le rapport du D-r Dollak, les socialistes-légionnaires gauches de Tchéco-Slovaquie décident d'adhérer à la III-e Internationale et de changer le nom de leur organisation en celui de «Union des Légionnaires Communistes de Tchéco-Slovaquie».

La société ouvrière de gymnastique social-démocrate tchèque, à son congrès, se scinde en deux organisations: social-démocrate et communiste; celle dernière vote l'adhésion à la III-e Internationale.

Clôture de la conférence du Parti Communiste d'Autriche Allemande. Par 18 voix contre 3 (3 abstentions), la démission de Strasser de son poste de rédacteur en chef de la *Rote Fahne*, est acceptée; le parti lui exprime sa reconnaissance pour son activité dans la rédaction du journal.

Grève des marins norvégiens.

A Sofia, ouverture du III-e Congrès du Parti Communiste Bulgare.

9 mai.

Clôture du Congrès du Parti Communiste Luxembourgeois. Adoption d'une résolution approuvant l'exclusion de Serrali et de Lévi de la III-e Internationale et exigeant du Parti Socialiste Français (section française de l'Internationale Communiste) une politique plus active. Au III-e Congrès de la III-e Internationale, sont élus Rayland, Lippert, Goerens et Bukowak.

A Bukarest, ouverture du congrès du Parti Socialiste Roumain. L'acceptation sans réserve des 21 conditions de la III-e Internationale recueille 432 voix contre 111.

Le Parti Communiste Ouvrier Espagnol choisit comme délégués à la conférence d'unification: Antonio Garcia Quejido, Ramon Lamoneda, M. Nunez de Arenas, et comme candidats: Eduardo Torralba Beci, César R. Gonzalez et Evaristo Gil.

10 mai.

Pour manifester sa solidarité avec les matelots grévistes, le conseil des syndicats norvégiens décide de déclarer la grève générale pour le 26 mai.

12 mai.

Première séance du nouveau soviet moscovite des députés des ouvriers et des soldats rouges. Les 2.115 députés se répartissent comme suit: 1.543 membres du Parti Communiste (73%), 533 sans-parti (25,19%), 12 membres du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe, 6 socialistes-révolutionnaires de la gauche internationaliste, 4 membres de l'Union des socialistes révolutionnaires-maximalistes, 2 anarchistes, 2 anarchistes-syndicalistes, 1 anarchiste-universaliste, 1 socialiste du centre révolutionnaire et 11 n'appartenant à aucune fraction politique. L. B. Kamenoff est élu à la présidence du soviet.

A Bukarest, arrestation de 72 délégués communistes du congrès du parti. Perquisition dans les locaux de la rédaction du *Socialismul*.

13 mai.

Sont élus à la commission exécutive du Comité de la III-e Internationale: Marcelle Brunel, Boyet, Carlier, Clamamus, Fromentin, Godonnèche, Hallemberger, Halsfeld, Humbertot, Kaufmann, A. Ker, Fernand Loriot, Pierre Monalle, Monmousseau, Polhion, Ch. Rappoport, René Reynaud, Roche-reuil, Boris Souvarine et Treint.

14 mai.

A Stockholm, ouverture du VIII-e congrès de l'Union Social-Démocrate de la Jeunesse Suédoise. Décision est prise d'adhérer à l'Internationale Communiste de la Jeunesse et d'adopter le nom de «Union de la Jeunesse Communiste Suédoise».

A Prague, ouverture du congrès de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéque. Y assistent 500 délégués représentant 457.474 membres du parti.

15 mai.

Aux élections parlementaires en Italie, les partis bourgeois obtiennent 394 mandats (au lieu de 352 aux élections du 13 novembre 1919), les socialistes—120 (au lieu de 156) et les communistes—16 (au lieu de 18).

A Paris, ouverture du congrès du Parti Socialiste (section française de l'Internationale Communiste).

A Paris, ouverture du Congrès de l'Union de la Jeunesse Communiste. A Prague, première séance plénière du congrès de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéco-Slovaque. L'Allemagne est représentée par Ernst Meyer, le Parti Communiste Tchéco-Slovaque (Section allemande) par Karl Kreibich, le Parti Socialiste Polonais de Tchéco-Slovaque par Chobol, le Parti Communiste Juif, par R. Kohn. Ces deux derniers délégués annoncent le fusionnement prochain de leurs partis respectifs avec le Parti Communiste Tchéco-Slovaque.

16 mai.

Clôture du congrès de la gauche marxiste du Parti Social-Démocrate Tchéco-Slovaque qui, par 562 voix contre 7, adopte les 21 conditions de la III-e Internationale et change son nom en celui de «Parti Communiste (Section Tchéco-Slovaque de la III-e Internationale)».

Le Parti Socialiste Français (section française de l'Internationale Communiste), à son congrès de Paris, décide de prendre, le 1-er janvier 1922, le nom de Parti Communiste.

17 mai.

A Moscou, ouverture du IV-e Congrès Panrusse des Syndicats.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Russe édicte deux décrets relatifs au développement de la petite industrie, des petits métiers et des coopératives agricoles.

18 mai.

L'éditeur de l'*Humanité*, Van de Putte, est inculpé d'appel à la révolte pour insertion dans le N° du 12 mai, d'une proclamation intitulée: *La mobilisation est un crime*.

20 mai.

A Dijon, par 155 voix contre 122, le congrès de l'union syndicale des ouvriers du bâtiment (11 abstentions) désapprouve la direction de l'union.

A Berlin, confiscation du numéro du soir (19 mai) et du numéro du matin (20 mai) de la *Rote Fahne* pour articles sur l'insurrection en Silésie.

Le 20 mai, les tribunaux extraordinaires en Allemagne condamnent pour participation à l'insurrection de mars quatre personnes à la peine de mort, 7 aux travaux forcés à perpétuité; 319 personnes sont condamnées à un total de 1.159 ans et 4 mois de travaux forcés, et 401 personnes à 574 ans et 4 mois d'emprisonnement.

22 mai.

A Riga, au deuxième anniversaire du renversement du pouvoir soviétiste, des drapeaux rouges avec des inscriptions en l'honneur du Parti Communiste et de la III-e Internationale sont arborés, en différents points de la ville.

23 mai.

Le IV-e congrès panrusse des syndicats procède aux élections de son bureau qu'il constitue comme suit: membres: Andréieff, Antipoff, Artem, Vorobieff, Holzmann, Gorchkoff, Dogadoff, Korolieff, Kouibycheff, Kalnine, Koromysloff, Lozovsky, Lepse, Pérépetchko, Roudzouk, Rykoff, Sapronoff, Ouglanoff, Tchernycheff, Schmidt, Schliapnikoff, Chirinsky, Oudoff et Nikolaïeff (ces deux derniers, sans-parti); candidats: Mamatieff, Nikolaïev, Robinson, Tikhonoff, Figelner, Pestoun, Tamsky, Vladimiroff, Blaksine, Pavloff, Antochkine, Kozeloff, Sadovsky, Atchkanoff, Petroff, et Joséphovitch. Le congrès se clôture après avoir décidé de prélever sur ses fonds une somme de 20.000 livres sterling en faveur des mineurs grévistes anglais.

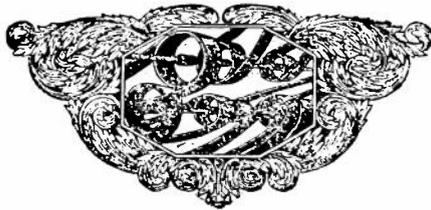


Table des matières

	Page		Page	
<i>A. ROSMER.</i> L'Importance et l'Utilité du III-e Congrès.	3931	Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.		
<i>FRUIS.</i> Rôle et Importance du III-e Congrès de l'Internationale Communiste	3941			
Pour le III-e Congrès Mondial (lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste)	3947		Procès-verbaux du Comité Exécutif.	
<i>G. ZINOVIEV.</i> Une Année de Lutte	3953		Résolutions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adoptées aux Séances du 17 mars et du 29 avril 1921	4201
<i>BRANDLER.</i> L'Insurrection allemande de Mars	3961		Partis invités au III-e Congrès de l'Internationale Communiste	4203
<i>K. RADEK.</i> L'Affaire Paul Levi	3965			
Sur la démission de cinq membres du Comité Central du Parti Communiste Unifié Allemand	3985		Lettres et appels.	
<i>N. LÉNINE.</i> L'Impôt Alimentaire (la nouvelle politique, sa nature et ses conditions)	3987		Les Internationales Deux et Deux-et-Demie, aides-bourreaux au service de la contre-révolution russe	4207
<i>E. VARGA.</i> Les Bases économiques de l'Impérialisme aux Etats-Unis	4019		1-er Mai	4211
<i>F. CAPELUCHE.</i> Crise mondiale du Logement	4037		A tous les partis communistes, organisations communistes de la jeunesse, organisations professionnelles adhérant ou sympathisant à l'Internationale Communiste et à l'Internationale des Syndicats Rouges, à tous les ouvriers et paysans du monde entier	4213
<i>O. V. KUUSINEN.</i> Deux Problèmes	4045	Aux Proletaires de tous les pays	4217	
<i>Tpm BARKER.</i> Les Transports Maritimes. Organisation, problèmes et possibilités	4059	Appel au Proletariat de tous les pays (Contre le joug de l'Entente)	4219	
<i>L. TROTSKY.</i> Réponse au Camarade Gorler (discours prononcé à la séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste le 24 novembre 1920)	4073	Aux Ouvriers révolutionnaires d'Allemagne	4220	
<i>A. LOUNATCHARSKY.</i> Le III-e Internationale et les Intellectuels	4085	Au Congrès de la Gauche Tchéco-Slovaque	4220	
<i>W. HAYWOOD.</i> Les Problèmes Révolutionnaires en Amérique	4093	Au Parti Communiste Tchéco-Slovaque	4227	
<i>I. SALAT et E. BRENNER.</i> La Lutte pour le Communisme en Tchéco-Slovaquie	4101	Au Proletariat Italien	4227	
<i>SULTAN-ZADÉ.</i> Une nouvelle Menace de Guerre	4121	Au Congrès du Parti Communiste Bulgare	4229	
<i>M. PAVLOVITCH.</i> Le Mouvement Communiste en Turquie	4135	Au Proletariat de la Yougoslavie et des Balkans	4251	
<i>M. TSKHAKAÏA.</i> Menchéviks géorgiens et Dachnaks arméniens	4141	Au Congrès de l'Union Ouvrière Juive de Pologne	4233	
<i>Sen KATAYAMA.</i> L'Ouvrier japonais	4157	Sections de l'Internationale Communiste		
L'Internationale des Syndicats Rouges.		Conférence de la Fédération Communiste des Balkans	4237	
<i>A. LOZOVSKY.</i> Les Syndicats en Période de Dictature du Proletariat	4167	Projet de Statuts de la Fédération Communiste des Balkans	4239	
Le Mouvement Syndical aux Etats-Unis	4175	<i>V. KOLAROFF.</i> Le Groupe Parlementaire du Parti Communiste et la Situation politique en Bulgarie. Instruction pour l'organisation intérieure	4251	
<i>V. LOSSIEV.</i> Les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.)	4177	La Situation économique et politique en Yougoslavie	4253	
Le Mouvement des Comités de Fabriques Anglais (Shop Stewards)	4185	La Situation politique et économique en Grèce	4267	
<i>A. HANKE.</i> Le Mouvement Syndical en Tchéco-Slovaquie	4187	Les Communistes anglais après le Congrès de Leeds (compte-rendu du Parti Communiste Anglais)	4275	
Au Chili. Les Poursuites contre les Syndicats Rouges	4187	Fusion de la Gauche socialiste et du Parti Communiste Suisse. (Rapport au C. E. de l'Internationale)	4281	
Documents du Mouvement Communiste International.		Le Mouvement communiste en Belgique	4283	
Résolution de la Conférence Extraordinaire Denrusse du Bund (Moscou, 5-11 mars 1921)	4197	La Conférence du Parti Communiste Polonais	4287	
		Le Proletariat Polonais éprouve sa Force	4287	
		L'Uruguay devant la Révolution. Lettre de Montevideo	4291	
		Liste des Organisations adhérant à la III-e Internationale (liste N° 2), allant jusqu'au 15 mai 1921)	4295	

	Page		Page
L'Internationale de la Jeunesse Communiste.		Bureau d'Organisation de la II-e Conférence Internationale des Femmes Communistes	4319
Le Mouvement Communiste de la Jeunesse	4301	Héros et Martyrs de la Révolution Proletarienne.	
Documents du Mouvement International de la Jeunesse	4306	<i>Tom BARKER. Meurtre du Camarade Brookfield</i>	4323
Presse de la Jeunesse Communiste	4309	<i>N. Le cas du Camarade Boujor</i>	4325
L'Internationale des Femmes.		<i>Fin Tragique de Délégués Grecs</i>	4327
<i>G. SERMAN. En Russie des Soviets. La Protection de la Mère et de l'Enfant</i>	4311	<i>M. PAVLOVITCH. Assassinat de Communistes Turcs</i>	4327
<i>R. Le Mouvement Communiste des Ouvrières dans les Pays-Bas</i>	4315	<i>Lettre de Prison de Lithuénie</i>	4329
<i>A tous les Partis Communistes</i>	4317		
<i>La II-e Conférence internationale des Femmes Communistes</i>	4317	<i>Calendrier de l'Internationale Communiste (mars — mai 1921)</i>	4331

ILLUSTRATIONS:

Funérailles du camarade Syll. Portrait du camarade Haywood.



Pétrograd, le 28 juin 1921.